This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

3 3433 06180521 8

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

PARIS, IMPRIMERIE DE PAUL DUPONT ET Cie,
Rue de Jérusalem-Saint-Honoré, n. 55.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT,

5104

SUR

LES CAUSES SECRÈTES QUI ONT DÉTERMINÉ LA POLITIQUE DES CABINETS DANS LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TOME TREIZIÈME.

ASTOR LIBRARY
NEW-YORK

PARIS,
CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE,
RUE RICHELIEU, N° 67.
1828.

L6H

AVERTISSEMENT

DE L'ÉDITEUR.

Nous croyions avoir terminé cet ouvrage avec le douzième volume, et la chute du gouvernement impérial, où nous étions arrivés, semblait une époque toute naturelle pour y placer notre dernière limite. Cependant, en revenant sur nos pas et en examinant de nouveau l'immense carrière que nous avons parcourue, nous nous sommes aperçus qu'il restait dans nos premiers chapitres des lacunes à remplir; nous avons reconnu que quelques récits étaient incomplets, qu'il y manquait d'importans détails et d'utiles éclaircissemens. Et d'ailleurs, depuis plus de douze ans que nous nous occupons de cette publication, beaucoup de nouveaux renseignemens nous ont été communiqués, beaucoup de témoignages sont venus appuyer nos assertions et établir la vérité de nos premiers récits. N'ayant pu en faire usage dès le commencement, nous ne voulons pas que nos lecteurs en soient privés, et nous les avons réunis dans ce dernier volume selon leur ordre chronologique. Enfin nous avons rectifié dans un errata le petit nombre d'erreurs qui avaient échappé dans les premiers volumes.

Si, quel que soit l'étonnement qu'ont excité nos assertions sur les faits les plus remarquables de l'histoire contemporaine; si, quel que soit l'intérêt des partis à les démentir, personne

AVERTISSEMENT.

La foule de notions erronées, assez généralement répandues sur certaines parties de notre histoire contemporaine, nous a fait sentir l'indispensable nécessité d'ajouter de nouveaux détails à ceux que nous n'avions peut-être pas exposés de manière à ne plus laisser d'obscurité dans le tableau de la politique secrète des cabinets européens. Les *Mémoires tirés des papiers d'un Homme d'État* demeuraient donc incomplets, sans les notes et éclaircissemens que nous allons placer sous les yeux de nos lecteurs; car ce complément d'un long et important travail leur fera connaître non seulement des faits totalement défigurés par l'esprit de parti, mais d'importantes pièces diplomatiques encore inédites.

NOTES

ET

ÉCLAIRCISSEMENS COMPLÉMENTAIRES

NOTE PREMIÈRE.

PRÉTENDU TRAITÉ DE PAVIE.

En parlant (t. I, p. 101 à 109) du voyage de l'empereur Léopold en Italie, nous étions loin de penser que de soi-disant historiens ou publicistes, reproduiraient comme fait positif, l'existence d'un prétendu traité de Pavie, dans lequel aurait été décidé entre l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Espagne, le partage d'une portion considérable des provinces françaises; et cela au moment où les trois premières de ces puissances épuisées, soit par la guerre qui ces

encore n'a pu le faire avec la moindre apparence de preuves, il sera assez démontré qu'aucun historien avant nous n'avait présenté ces mémorables événemens sous un jour plus vrai et plus lumineux.

C'est surtout d'après de nouveaux renseignemens et de nouveaux témoignages que nous avons encore étendu et complété notre récit, déjà si curieux et si remarquable dans nos premiers volumes, de cette campagne des Prussiens en 1792, qui décida le sort du monde, et dont les causes secrètes étaient pourtant restées si long-temps ignorées.

Nous avons aussi ajouté quelques explications et quelques détails non moins curieux au récit des négociations secrètes qui accompagnèrent les opérations de la guerre en 1793 et 1794, tant avec la Prusse qu'avec l'Autriche. C'est surtout aux négociations qui eurent alors lieu à Bruxelles entre le cabinet de Vienne et le fameux comité de salut public que nous nous sommes attachés. On ne peut plus douter aujourd'hui que ce soit de ce point de départ que sont découlés tous les événemens ultérieurs ; et il est bien vrai que si l'on n'a pas approfondi les secrets de cette époque, il est impossible de comprendre l'histoire de nos temps. Sans cette nécessaire investigation, rien n'est intelligible, rien ne peut être démontré.

Quelques nouveaux détails ont encore été ajoutés aux causes secrètes et aux résultats ignorés de ces mémorables guerres d'Italie qui eurent aussi leurs intrigues et leur partie occulte. Et qu'on ne pense pas que pour cela nous prétendions rabaisser la gloire des armées françaises. Dans tous les temps les intrigues et les sourdes menées de la diplomatie ont accompagné les plus belles opérations de la guerre; et jamais l'éclat des unes n'a pu être effacé par la turpitude des autres. Notre devoir d'historien était de tout dire, de tout expliquer; nous l'avons fait avec autant de courage que de franchise, et la postérité y aura certainement beaucoup gagné, puisque, sans

ces explications, sans ces documens, tout pour elle fût resté inexplicable. Ainsi nous ne craignons pas d'affirmer que c'est seulement à compter de nos publications que cette époque aura été comprise ; et quels que soient les renseignemens que plus tard on puisse ajouter aux nôtres, il restera constant que c'est par nous que tant d'intrigues et de trames secrètes ont d'abord été signalées.

Depuis plus de dix ans que nos premières publications sont faites, personne encore n'a pu les démentir, personne n'a opposé contre elles la moindre preuve ni un seul témoignage; ainsi toutes nos assertions subsistent dans leur entier, et nous sommes plus que jamais convaincus que l'avenir ne peut que les confirmer et les fortifier encore.

Quelques pièces inédites et fort remarquables, qui appartiennent aux dernières années de ce tableau historique, se trouvent encore dans ce treizième volume. Ce sont : 1° Le plan tiré des archives de la Russie, et textuellement rapporté, d'après lequel fut dirigée, par le cabinet de Saint-Pétersbourg, la mémorable campagne de 1812 et 1813.

2° Le texte des opinions et des prétentions de chacune des puissances de la coalition qui renversa une seconde fois Bonaparte en 1815, et qui, après ce nouveau triomphe, voulut démembrer et partager la France comme elle avait fait de la Pologne. On trouvera sans doute qu'aucun document aussi précieux et aussi remarquable ne pouvait mieux terminer une histoire dont ces pièces sont en quelque façon le dénouement ou le dernier chapitre.

Enfin, une table méthodique, analytique et biographique forme la dernière partie de notre publication ; et l'on trouvera sans doute que ce n'en est pas la moins utile. Les recherches y seront désormais faciles, et l'on pourra sans peine consulter à tout instant, sur chaque fait et sur chaque personnage de notre époque, toutes les pages de ce curieux monument.

sait à peine, soit par des armemens sans résultat, ne faisaient aucun préparatif pour exécuter un aussi grand dessein : bien que Joseph II, dans son voyage en France, se fût convaincu de la formidable puissance de cet état. Mais ce prétendu traité a été imprimé dans quelques gazettes étrangères; il était considéré comme réel par le général Bonaparte, qui, à Campo-Formio, s'en fût fait une arme contre l'Autriche, si le directoire ne lui eût pas appris que c'était une pièce apocryphe; il a été publié en Angleterre comme document diplomatique, et reproduit par Cadet-Gassicourt, dans son curieux voyage en Autriche (Paris, 1818)*, comme une précieuse trouvaille. Ces considérations nous déterminent à rapporter ici textuellement cet acte, qui porte en lui-même sa réfutation, et qui, par une singularité remarquable, dirigé dans l'intention première contre l'étranger par la révolution, devint, en 1804, la base du traité de

* Un volume in-8°, chez L'Huillier, rue Serpente, n° 16, ouvrage d'autant plus précieux, comme document historique, que, nullement suspect de détractation à l'égard des armées françaises, on peut y contempler ce qu'elles étaient sous les plus beaux jours de l'empire et sous les yeux mêmes du maître.

concert entre l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, et, en 1815, le vœu presque général des alliés, comme nous en fournirons plus tard l'irrécusable preuve. Ces prétentions étaient d'une exécution facile alors, et irrévocablement ruineuses pour la France, qui, à cette époque, ne fut soustraite à son annihilation politique que par les nobles sentimens de Louis XVIII et la généreuse conduite de l'empereur Alexandre.

Voici les principaux articles de ce prétendu traité :

« S. M. l'empereur reprendra toutes les con-
» quêtes faites par Louis XIV dans les Pays-
» Bas autrichiens; et, réunissant à ceux ci les
» provinces qu'il aura reprises, il donnera le
» tout à S. A. S. l'électeur Palatin; ces pos-
» sessions nouvelles, jointes au Palatinat, por-
» teront désormais le nom d'Austrasie. — S. M.
» l'empereur aura et conservera à perpétuité
» la possession et la propriété de la Bavière,
» qui formera à l'avenir un tout indivisible avec
» les domaines et possessions héréditaires de la
» maison d'Autriche. — S. A. S. l'archiduchesse
» Marie-Christine, conjointement avec S. A. S.
» l'archiduc Charles, sera mise en possession
» héréditaire du duché de Lorraine. — L'Alsace

» sera rendue à l'empire. L'évêque et le cha-
» pitre de Strasbourg recouvreront leurs anciens
» priviléges. Les souverains ecclésiastiques de
» l'Allemagne les recouvreront aussi. — Si les
» cantons suisses consentent à entrer dans la
» coalition, on pourra leur proposer d'annexer
» à la ligue helvétique, l'évêché de Porentrui,
» les défilés de la Franche-Comté, et même
» ceux du Tyrol, avec les bailliages avoisinans,
» aussi bien que le territoire de Versoy. — Si
» S. M. le roi de Sardaigne accède à la coali-
» tion, on lui restituera la Bresse, le Bugey et
» le pays de Gex, usurpés par la France sur la
» Savoie. Si S. M. sarde opère une diversion im-
» portante, on lui permettra de s'emparer du
Dauphiné pour le posséder à perpétuité,
» comme le descendant le plus proche des an-
» ciens Dauphins. — S. M. le roi d'Espagne aura
» le Roussillon, le Béarn et l'île de Corse, et
» s'emparera de la partie française de Saint-
» Domingue. — S. M. l'impératrice de toutes
» les Russies se chargera de la conquête de la
» Pologne, et prendra pour elle Kaminiek, et la
» portion de la Podolie qui confine à la Mol-
» davie. — S. M. l'empereur obligera la Porte-
» Ottomane à céder *Choczin* (comme dénoné-

» nation appliquée à la ville de *Khotine*), aussi » bien que les petits ports qu'elle possède en » Servie et sur la rivière de Lourna. — Au » moyen de la conquête de la Pologne par » l'impératrice de Russie, S. M. le roi de Prusse » acquerra Dantzick et Thorn, et y unira la » portion orientale du Palatinat, jusqu'aux con- » fins de la Silésie. S. M. prussienne acquerra » en outre la Lusace, et S. A. S. l'électeur de » Saxe recevra en échange le reste de la Polo- » gne, et occupera le trône de ce pays comme » souverain héréditaire. — S. M. le roi actuel » de Pologne abdiquera la couronne et recevra » un traitement annuel proportionné à sa di- » gnité. — S. A. R. l'électeur de Saxe donnera » sa fille en mariage à S. A. S. le plus jeune des » fils de S. A. R. le grand-duc de toutes les Rus- » sies, qui deviendra le fondateur de la dynastie » des rois héréditaires de Pologne et de Li- » thuanie.

» *Signé :* Léopold, prince de Nassau, comte Florida-Blanca; Bischofs- werder. »

Ainsi ce traité aurait, au mépris des strictes formes consacrées en diplomatie, et surtout par la très formaliste cour autrichienne, été signé par *Léopold* lui-même, en concurrence avec de simples ministres étrangers; il l'aurait été sans que les signataires aussent que l'héritier du trône russe n'est point titré *altesse royale*, mais *altesse impériale et Tzarevitch*. On y aurait partagé la France, si puissante, quand on venait de manquer le projet de partager la faible Turquie; on y eût voulu, sans force suffisante à cet égard, contraindre la Porte-Ottomane à de nouvelles cessions en pleine paix. On disposait d'une partie de la Pologne en faveur du roi de Prusse, qui, à cette époque, était encore en négociation avec ce pays. On y fait participer au partage, cette Espagne, dont les intérêts, à l'égard de la France, étaient conservateurs : dont le roi, d'ailleurs, venait de se refuser au partage bien moins impolitique de la Turquie européenne; comme nous l'avons noté (t. IX, p. 353), en parlant de la conduite politique du comte de Ségur à Saint-Pétersbourg.

Ce prétendu traité, dont l'existence est infirmée par ses formes comme par son contenu et les vues diverses des puissances qu'on y fait in-

tervenir, n'était au fait qu'une rouerie politique imaginée par les chefs de la révolution française, un instrument forgé pour armer d'une haine implacable contre l'étranger, une nation qu'ils s'apprêtaient à précipiter dans une guerre sanglante, pour achever aussi de flétrir Louis XVI, en le désignant comme l'ami secret des monarques qui avaient conjuré la ruine irrémédiable de la France.

NOTE DEUXIÈME.

CIRCULAIRE DE PADOUE.

Nous avons parlé (t. 1, p. 116 et 117) de cette circulaire, adressée de Padoue, en date du 6 juillet 1791, par l'empereur Léopold, aux souverains de Russie, de Prusse, d'Angleterre, d'Espagne, de Naples et de Sardaigne; démarche inspirée par l'intérêt que le monarque autrichien portait au sort de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Cette pièce, connue des chefs de la révolution, fut le thème qu'ils amplifièrent pour en faire ressortir le prétendu traité de

Pavie, dont nous venons de démontrer la non-existence.

A cette circulaire était jointe une pièce moins connue peut-être de ces mêmes hommes, ou qu'ils n'eussent pas voulu produire, car elle devenait un démenti formel de celle qu'ils avaient forgée. C'était l'invitation : 1° à former un plan de concert pour mettre un terme aux excès de la révolution française ; 2° à faire présenter à Paris, par chacun des ministres des puissances européennes, séparément, des déclarations dans lesquelles on reconnaîtrait solennellement les droits réunis de la nation et du roi, mais d'un accord commun et libre, de procéder à la formation d'une constitution nouvelle ; 3° de soutenir ces déclarations par des préparatifs militaires ; 4° de suspendre, en cas de refus, toute communication avec la France ; 5° d'assembler un congrès à Aix-la-Chapelle, où le comte de Mercy-d'Argenteau représenterait l'Autriche ; 6° de chercher à obtenir l'accession des autres puissances ; 7° et principalement celles de la Prusse et de l'Angleterre (preuve subsidiaire de la fausseté de ce traité de Pavie ; prétendu signé en son nom, par Bischofs-Werder) ; 8° l'empereur conserve l'espoir que toutes les puissances invi-

avait de côté toutes vues d'agrandissement (que devient alors ce prétendu traité de partage?); 9° l'accession de la Grande-Bretagne étant indispensable, *la cour de Vienne espère que sa majesté prussienne voudra bien*, à cet effet, *interposer ses bons offices*; 10° enfin, *l'empereur, après avoir connu les sentimens des rois d'Angleterre et de Prusse*, (il ne connaissait donc pas ceux de ce dernier!) *prendra les mesures les plus promptes pour obtenir l'accession du corps de la diète germanique*. La teneur même de cette pièce prouve que si l'esprit du cabinet autrichien était hostile à la France révolutionnaire, ce cabinet n'était pas mû encore par des espérances usurpatrices, et qu'il s'agissait moins alors d'un projet arrêté, que de projets éventuels soumis à des accessions évidemment incertaines.

NOTE TROISIÈME.

ARTICLES SECRETS DE LA DÉCLARATION DE PILNITZ.

Nous avons cité (t. 1, p. 143), cette déclaration de Pilnitz, signée par Léopold et Frédéric-

Guillaume, le 27 août 1791, déclaration si peu hostile encore à la France, quoique les princes exilés y attachassent un grand prix, et que leurs ennemis politiques la regardassent comme une véritable déclaration de guerre. C'était, dans sa teneur, des éventualités vaguement exposées; mais les six articles secrets qui y étaient joints doivent être considérés comme d'une plus haute importance; ils portent : 1° que *les hautes puissances contractantes prendront les mesures les plus efficaces pour le maintien des traités qui subsistent avec la France, par des représentations à faire à cette nation*; qu'on invitera l'Europe à y concourir, dans le cas où *des représentations amicales* seraient *infructueuses*; 2° qu'elles tâcheraient de s'entendre promptement avec la Russie, en faveur de la Saxe, pour la succession au trône de Pologne (cette clause nous forcera plus loin à des développements historiques qui manquent à nos mémoires); 3° se réserver respectivement d'échanger leurs acquisitions *présentes ou futures*; qu'elles s'entendront sur *la diminution* de leurs armées respectives dès que les circonstances le permettront; 4° *S. M. prussienne promet à l'archiduc François, sa voix pour son élection*

comme roi des Romains, et de ne point s'opposer à l'établissement de l'un ou de l'autre des archiducs, pourvu que cela se fasse d'une manière qui s'accorde avec la constitution germanique; 6° en revanche, l'empereur emploiera ses bons offices près la cour de Saint-Pétersbourg, et la république de Pologne, *pour ce qui est des villes de Dantzick et de Thorn;* et sa majesté prussienne en agira de même près de l'Angleterre et des États-Généraux, *relativement aux modifications désirées dans la convention de la Haye, au sujet des affaires de Belgique.*

La Bavière ayant eu connaissance de ces articles secrets, s'en effraya comme d'un projet d'échange à son préjudice, négocia en conséquence; et pour la rassurer, le ministre de Prusse à Munich déclara officiellement que sa majesté prussienne apprenait avec *déplaisir* qu'on répandait *le bruit d'un échange de la Bavière, comme résultat de la convention de Pilnitz; que sa majesté regardait comme un devoir de démentir formellement ce bruit inventé par la malignité, étant résolue à ne jamais se départir des engagemens pris dans le traité de Teschen.*

Ces articles secrets n'étaient donc encore que

des arrangemens particuliers et réciproques entre deux puissances, sans concours établis avec le reste de l'Europe, sans déclarations définitivement précises contre la France. Mais pour se faire une idée complète et positive sur ce qui a trait au plan de concert, uniquement provisoire, que ci-devant nous avons cité, ainsi qu'aux articles patens ou secrets de la convention de Pilnitz, il faut remonter, avec plus de détail que nous ne l'avons fait, dans l'exposé des intérêts politiques de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse.

NOTE QUATRIÈME.

RETOUR VERS DES FAITS ANTÉRIEURS.

Le cabinet de Berlin, dirigé par le ministre de Hertzberg, avait semblé favorable aux intérêts de la Porte-Ottomane, au moment où la guerre fut déclarée à cette puissance par l'Autriche et la Russie. Ce même cabinet paraissait aussi voir, avec une secrète satisfaction, la haine qui fermentait en Pologne contre la cour de

Saint-Pétersbourg, qui la tyrannisait. Mais, dans le fait, le gouvernement prussien ne voulait que profiter des circonstances pour arracher à la faible et anarchique république royale, les deux villes de Dantzick et de Thorn. Il négociait donc avec la diète polonaise pour en obtenir la cession, sous la condition que l'Autriche céderait aux Polonais une partie de la Gallicie, y compris les salines Wiélitzca, et qu'elle en serait dédommagée par une portion de la Valachie et de la Servie. Mais le cabinet de Vienne répondit à cette ouverture : « qu'il avait raisonnablement » espéré l'acquisition des pays situés entre » l'Aluta et le Danube, comme dédommage- » ment des frais de la guerre ; mais qu'il lui se- » rait onéreux de les échanger contre une riche » partie de la Gallicie, et qu'il n'était pas juste » que la Prusse tirât des avantages d'une guerre » à laquelle elle n'avait point pris part ».

L'Autriche, cependant, se trouvait alors fort peu en mesure de s'opposer aux vues ambitieuses de la Prusse, qui venait de rassembler en Silésie une puissante armée, commandée par le duc de Brunswick et le maréchal Mollendorf, tandis qu'une autre armée, sous les ordres du comte Henchel, se portait sur les frontières de

la Lithuanie, et qu'une troisième, ayant à sa tête le comte de Kalkreuth, menaçait Thorn.

Dans la situation où les deux cours de Vienne et de Berlin étaient réciproquement placées, des plénipotentiaires s'assemblèrent à Reichenbach, en juillet 1790, et tout allait s'y décider, conformément aux vœux du ministre prussien; quand l'Angleterre et la Hollande, qui, pour l'intérêt de leur commerce, voulaient sauver Thorn et Dantzick, se déclarèrent libres de toute obligation envers la Prusse, dans le cas où cette puissance commencerait la guerre. Et malgré la tortueuse habileté de Lucchesini, ambassadeur de Prusse en Pologne, les Polonais se refusèrent à céder les deux villes convoitées par le cabinet prussien. Cette double opposition, qui plaçait ce cabinet dans une situation fausse et pénible, était l'effet de la politique ambitieuse et peut-être inconsidérée du ministre Hertzberg, ce dont on lui fit un tort, et sa chute devait naturellement en résulter.

Quant au roi, il renonça au projet aussi malheureusement embrassé, et dès le 27 juillet, il fut convenu : « Que l'Autriche accorderait à la » Turquie un armistice, pour travailler incontinent à une paix définitive, dont les bases se-

» raient le rétablissement de l'empire ottoman » dans ses anciennes possessions. Que si, pour » la sûreté de ses frontières, elle obtenait » quelque extension de territoire, cela n'aurait » lieu que du consentement libre de la Porte, et » que la Prusse, dans ce cas, obtiendrait un dé- » dommagement qui y serait proportionné, pro- » mettant en outre de ne plus prendre part à la » guerre existant entre la Turquie et la Russie. » En considérant toute négociation de paix entre » ces deux puissances comme totalement dis- » tincte des siennes, la Prusse de son côté, et les » puissances maritimes, s'engageraient à ne » s'opposer en rien à ce que la Belgique rentrât » sous la domination autrichienne. »

L'armistice eut lieu à l'instant entre le grand-visir Hassan-Pacha et le prince de Cobourg. Ce ne fut néanmoins que vers la fin de l'année que les négociations de la paix s'entamèrent à Szistowa. Lucchésini, qui y représentait la Prusse, ne put cependant y faire mentionner les stipulations de la convention de Reichenbach; car Léopold, frère et successeur de ce Joseph II qui fit tant de mal à son peuple, quoiqu'il ne lui voulût que du bien; qui provoqua les insurrections des Brabançons et des Valaques; pour qui

la guerre faite à la Turquie avait amené tant de désastres; Léopold, déjà élu empereur le 3 septembre 1790, reconnu aussitôt roi de Hongrie, s'était hâté d'envoyer, dès le mois de décembre, dans les provinces belgiques le général Bender*, qui les soumit.

Léopold, alors, confiant en sa puissance considérablement accrue, devint plus exigeant et plus ferme; dicta la paix, étendit son territoire, et frustra Frédéric-Guillaume de ses espérances sur Thorn et Dantzick.

Ce prince ne fut pas plus heureux dans ses vues relatives à la Russie, qu'il voulait forcer à restituer aux Turcs les conquêtes qu'elle avait faites sur eux, bien qu'il eût menacé le grand empire du Nord avec une armée de 80,000 hommes, et qu'il eût cru être vivement secondé par la Suède.

En effet, l'ambassadeur russe à Stockholm y avait, par son insolence, forcé, dès 1788, Gustave III à déclarer la guerre à l'impératrice Ca-

* Le général Bender était un vieux guerrier sans éducation, qui, du rôle de simple soldat, s'éleva par son intrépidité au rang de feld-maréchal; son fils légitime, mais non reconnu, est aujourd'hui serrurier.

therine II. Et le succès de ce prince eût été aussi complet que rapide; car, au début de la campagne, le canon suédois se faisait déjà entendre à Saint-Pétersbourg, si la Russie n'eût été sauvée alors par l'insurrection des officiers de l'armée ennemie contre leur roi, qui fut sur le point d'être enlevé et livré par eux; par la guerre que le Dannemarck déclara à la Suède; par la paix enfin que le ministre d'Espagne Galvès négocia en qualité de médiateur, et qui fut signée le 14 août 1790, à Varéla, par les généraux russe et suédois Igelstrom et Armfelt. Traité patent, suivi d'un autre traité secret, par lequel Gustave III s'engageait à tourner ses armes contre la France; mais surtout par l'Angleterre, qui avait dû envoyer une armée navale dans la mer Noire, une autre dans la Baltique, et qui sacrifia l'effet de ses promesses à ses intérêts commerciaux : aussi les Turcs furent-ils contraints à consentir aux propositions de Catherine II, qui ordonna que leur territoire ne s'étendrait point au-delà du Dniester.

Pour en revenir aux négociations de Szistowa, entamées sous la médiation du Dannemarck, et ayant pour objet ultérieur de traiter de la paix entre la Prusse, l'Angleterre et la

Hollande d'une part, et les puissances belligérantes de l'autre, le siége en fut transporté à Gallacz, puis enfin à Yassi, où la paix fut définitivement conclue, beaucoup plus tard, après une guerre qui avait coûté à la Russie 200,000 hommes et 200,000,000 de roubles, valeur alors de 800,000,000 de francs; aux Turcs 330,000 hommes et 250,000,000 de piastres; à la Suède 70,000,000 de rixdals, neuf vaisseaux de ligne, quatre frégates et nombre de chaloupes canonnières.

Parmi les faveurs que Catherine II dut à la fortune, il ne faut pas omettre ici la mort du prince Potemkin, qu'elle avait leurré de la couronne ducale de Courlande, puis de celle royale de Pologne; car il commençait à devenir inquiétant par son ambition et sa puissance: en effet, il était feld-maréchal, généralissime des armées russes, grand-amiral, président du collége de guerre, colonel des gardes préobrogenski, chef des gardes à cheval, directeur des arsenaux et fonderies, grand hetman des Cosaques, et mécontent, enfin, autant qu'il était puissant et ambitieux.

NOTE CINQUIÈME.

DE LA POLOGNE.

Il était dans les destinées de la Pologne de se montrer la constante amie de la France, et de se voir perpétuellement sacrifiée par elle. Tel fut son sort sous les deux ministères du cardinal Fleury et du duc d'Aiguillon, sous la convention nationale, l'empire et le gouvernement actuel. Mais portons nos regards sur l'état de cette malheureuse contrée à l'époque où les puissances du Nord et de l'Est spéculèrent sur les troubles auxquels elle était en proie.

Les affaires de Turquie, si infructueusement terminées par rapport aux intérêts de la Prusse, n'étaient pas les seules qui alors occupassent le cabinet prussien; il convoitait, comme nous l'avons dit, les villes de Thorn et de Dantzick, et avait profité de l'état de guerre dans lequel la Russie et l'Autriche s'étaient, en 1788, engagées contre la Porte-Ottomane, pour fomenter en Pologne cet esprit d'indépendance, si vivace dans ce pays, que le cabinet de Saint-Péters-

bourg avait comprimé, mais ne pouvait étouffer. C'était encore le ministère prussien qui amena les choses dans l'état où elles se trouvaient, en poussant les Turcs à la guerre et en excitant la Suède à se déclarer contre la Russie; c'était Lucchésini, qui, échauffant et dirigeant la diète polonaise, combinait avec elle les dispositions constitutionnelles à adopter pour se soustraire au joug de Catherine II, révolution qui s'effectuerait sous la protection de Frédéric-Guillaume. La demande faite à cette occasion de céder à la Prusse Thorn et Dantzick jeta un peu de froid entre les deux cabinets de Berlin et de Varsovie; mais comme les deux états croyaient avoir besoin l'un de l'autre, le premier pour se faire, par son union avec la Pologne et la Turquie (ce qui était le plan du grand Frédéric), une barrière solide contre ces deux puissances voisines; le second pour s'assurer un utile et désirable appui dans les circonstances critiques où il allait s'engager; l'on chercha réciproquement à concilier les intérêts des deux partis, et, par un traité du 29 mars 1790, il fut stipulé : « Que les » deux états se garantiraient mutuellement leurs » possessions, se réservant de régler plus tard » les différends existant entre eux par rapport à

» leurs frontières. » Il était également stipulé : » Que dans le cas où l'un des deux serait menacé, » l'autre interviendrait : 1° comme médiateur; » puis, 2°, à défaut de succès dans cette média- » tion, par des secours de troupes et d'argent » dans une progression proportionnée aux be- » soins. Aucune puissance, y est-il dit, ne devra » s'immiscer dans les affaires intérieures de la » Pologne ou de ses dépendances, et les deux » puissances considéreraient tout acte de ce » genre comme en étant un d'hostilité contre » son allié. »

Quoiqu'il ne fût rien dit dans ce traité à l'égard de Thorn et de Dantzick, la Prusse avait néanmoins si peu renoncé à ses projets sur ces deux villes, qu'elle fit intervenir à cet égard, sous le prétexte de leurs intérêts commerciaux, les deux résidens anglais et hollandais, Haïles et Reeder. Mais bientôt eut lieu la promulgation de cette constitution du 3 mai 1791, qui, quoique plus monarchique que celle à laquelle on la substituait, n'en devait pas moins choquer le gouvernement russe, en lui enlevant, dans les formes anarchiques précédentes, les bases du pouvoir oppressif dont il jouissait et abusait en

Pologne depuis le règne de Pierre-le-Grand, qui lui imposa la maison de Saxe; celui d'Anna Alexievna, dont les armées, sous le commandement du maréchal Munich, substituèrent à Stanislas, et pour la seconde fois, un second prince saxon; celui d'Élisabeth-Petrovna, qui, par une déclaration de 1745, se montra l'arbitre absolu des affaires intérieures de la Pologne; celui de Catherine-Alexievna, qui, à la mort d'Auguste III, s'unit à la Prusse: 1° pour placer sur le trône des Jajellons son premier favori, ce comte Poniatowski dont le grand-père avait été intendant d'une des terres de Labomirski, et fils de celui qui, après plusieurs années de fidélité à Stanislas, qui le combla de biens, finit par trahir sa confiance et les intérêts de ce prince; 2° pour profiter de l'anarchie dont elle avait garanti la durée, afin d'opérer ce premier partage de la Pologne, le premier des grands crimes politiques du dix-huitième siècle, qui souilla d'un vernis de honte le cabinet de Versailles, chose que le duc de Choiseul, alors exilé, n'eût pas permise, et qui lia d'un nœud perpétuel les intérêts des trois puissances co-partageantes.

Ce nœud avait paru cependant sur le point

de se relâcher, mais la politique a des mystères que le public ne pénètre pas toujours avec facilité et promptitude.

Catherine avait bien assuré Stanislas-Auguste, lors de l'entrevue de ces deux grands personnages à Kaniow, qu'elle ne s'opposerait pas aux changemens utiles à l'indépendance de la Pologne; Joseph II lui fit les mêmes promesses; Lucchésini lui avait déjà dit, au nom de son maître, qu'il mettait *sa gloire à garantir l'Europe de l'ambition des barbares du Nord.* La Suède s'engageait à soutenir la révolution par ses armes; l'Angleterre promettait de la seconder : mais deux choses s'opposaient au succès de cette œuvre prétendue régénératrice : il eût fallu promulguer cet acte réformateur au moment où la Russie luttait encore contre la Suède et la Turquie; puis avoir à la tête du gouvernement un homme capable de tenir tête à Catherine. Mais une longue répugnance à l'hérédité du trône avait retardé les opérations de la diète, et le caractère du roi, incapable de lutter contre des difficultés que la perspicacité de son esprit lui faisait prévoir, enlevait à la centralisation qu'on cherchait à rétablir la force dont elle

aurait eu besoin pour triompher des dangers qu'on allait avoir à courir.

Nous n'exposerons pas, dans tous ses détails, l'acte éphémère qui y donnait lieu; c'était, comme tous les actes modernes de cette espèce, une organisation gouvernementale fondée sur le principe anarchique de la division des pouvoirs, où l'on semblait procurer plus de stabilité à l'état en déclarant la royauté élective, non par individu, mais par famille. Du reste, l'ordre équestre conservait toute sa puissance, le paysan n'obtenait qu'un plus haut degré de protection; la couronne passait, après le roi régnant, à l'électeur de Saxe et à défaut d'enfans mâles, à sa fille dont l'époux, qui ne pourrait le devenir que du consentement de la diète, deviendrait la tige de la dynastie royale de Pologne.

Fox et Burke prodiguèrent les plus grands éloges à cette constitution; le cabinet prussien y applaudit, et le comte de Golz communiqua à Stanislas-Auguste, le 17 mai, une lettre dans laquelle Frédéric-Guillaume disait : « Qu'ayant » appris, et les changemens opérés dans la » constitution polonaise, et les dispositions qui

» assuraient la succession au trône à son ami
» l'électeur de Saxe et à sa maison, il *approu-*
» *vait* et louait hautement *cette démarche* im-
» portante de la nation, si essentielle au bonheur
» de l'état régénéré; que le choix qui avait été
» fait, devait contribuer à *consolider la bonne*
» *intelligence entre la Pologne et la Prusse.*
» Qu'il chargeait son envoyé de témoigner les
» sentimens exprimés dans cette lettre, à tous
» ceux qui avaient participé à ce grand pacte,
» et de les assurer de ses *vœux sincères.* »

Cette déclaration avait à la fois pour but de s'attacher la Pologne par des liens de reconnaissance, et de détacher ce pays de la Russie, ce qui lui fit ajourner toutes démarches relatives à la cession des deux villes qu'il convoitait.

Dans ces circonstances avait eu lieu la circulaire de Padoue, bientôt suivie de ces conférences de Pilnitz qui manifestaient l'intime union rétablie, si récemment, entre Léopold et Frédéric-Guillaume. Quant à Catherine II, affranchie déjà des dangers que la Suède lui avait fait courir, elle pressait les grandes puissances germaniques à se prononcer contre la France dont elle redoutait les principes révolutionnaires, d'autant que des agens de la propa-

gande française cherchaient, en Pologne, à incendier les esprits *. Cependant Léopold hésitait, non seulement à prendre les armes, mais à se préparer même à la guerre, depuis surtout que Louis XVI eut paru accepter librement la constitution, après avoir échoué dans son voyage libérateur.

NOTE SIXIÈME.

DE L'ÉMIGRATION.

En parlant ici de l'émigration, nous ne prétendons être ni apologiste, ni détracteur, mais historien.

Fuir la persécution, fût-elle méritée, aller chercher la tranquillité hors d'un pays qui a cessé de vous l'assurer, constitue-t-il un crime qui mérite l'expropriation et même la mort? Qu'un légiste, que tout homme de sens et de cœur décide cette question.

* L'un des plus actifs de ces agens fut un aventurier nommé *Gaspari*, et qui depuis s'est déguisé sous un nom et sous un titre féodaux.

Suivre le drapeau auquel on a juré d'être fidèle, l'aller joindre au dehors en sacrifiant son existence, sa vie, à ce que l'on regarde comme un devoir, doit-il exciter chez un peuple où l'honneur exerça long-temps une domination souveraine, la plus impitoyable de toutes les haines? La solution de cette seconde question est soumise ici à la saine équité de tous les hommes politiques.

Disons maintenant, en écartant l'émigration de la peur, comment eut lieu celle qui prit les armes, quels furent ses motifs, le rôle qu'elle joua, et les sentimens dont ses chefs furent constamment animés.

Il faut, pour remplir ce cadre, remonter à l'origine même de la révolution.

Un élan, dont il faudrait vanter la générosité si les effets n'en eussent pas été funestes, avait, dans les hautes classes seules de la société, éveillé les esprits sur les abus qui s'étaient introduits dans un gouvernement théoriquement bon et réellement prospère; elles en demandaient la réforme durant le mutisme de la classe moyenne, et celle-ci, qui eût dû les en payer d'une vive et éternelle reconnaissance, s'étant emparée du pouvoir arraché aux faibles mains

du monarque, le dirigea contre ceux à qui elle devait réellement son existence politique, et s'étudia à les injurier, à les poursuivre, oubliant qu'ils venaient de lui sacrifier librement leurs priviléges. A défaut du roi qui les repousse, ils voient les princes, qui avaient, dans un mémoire remarquable, annoncé la révolution qu'on vient de faire, relevant le drapeau libérateur de Bouvine et de Denain, et ils volent se ranger sous cette enseigne arborée par ces Condés qui sont l'une des plus brillantes gloires de la France. Il y avait cependant une telle absence d'émigration armée en février 1791, quoiqu'on en parlât beaucoup à Paris, qu'au moment où un assassin fut envoyé à Worms pour attenter aux jours du héros de Friedberg et y avait été dépisté, quarante personnes seulement purent se réunir pour veiller jour et nuit, mais très secrètement encore, à la sûreté du prince. Tel fut le faible noyau de cette émigration armée qui grossit successivement, lors de l'arrestation du roi à Varennes, de ses dangers au 20 juin, de la révolution du 10 août et des massacres de septembre. Le projet d'un crime en avait été l'origine, des crimes patens et successifs en accrurent le volume.

Pourquoi, dira-t-on, quittèrent-ils le roi au lieu de le défendre ? Par une triple et péremptoire raison. Les royalistes, qui ne sont rien sans un chef qui les dirige, ou du moins les approuve, n'auraient pu : 1° se réunir sans exciter contre eux un mouvement général de la population au sein de laquelle ils étaient disséminés; 2° se rapprocher du monarque; toute voie à cet égard leur était fermée; 3° être accueillis par le prince qui les repoussait, ou les livrait à leurs ennemis et aux siens; témoin la scène du 28 février 1791, où M. de Lafayette et des gardes nationaux les désarmèrent et les maltraitèrent indignement; c'est sur cette inculpation d'avoir abandonné leur maître, qui lui-même s'était abandonné, que Châteaubriant a dit, page 177 de son *Essai sur les révolutions* : « Un bon étranger, au coin de son feu, » dans un pays bien tranquille, sûr de se lever » le matin comme il s'est couché le soir, en » possession de sa fortune, sa porte bien fermée, ses amis au dedans et la sécurité au » dehors, prononce que les émigrés ont tort » et qu'on ne doit jamais quitter sa patrie; et » ce bon étranger raisonne conséquemment. »

Les royalistes anglais n'ont pas émigré, ont-

ils pourtant arraché Charles Ier au supplice? M. Guizot a dit de l'émigration, qu'elle était le produit de l'égoïsme : plaisant égoïsme qui fait immoler tout à ce qu'on croit être imposé par l'honneur; ayant alors tout à perdre dans le présent et rien à espérer dans l'avenir en dédommagement de si grands sacrifices ! Au fait, c'était le dernier des tableaux chevaleresques que les annales humaines devaient avoir à retracer; c'était l'un de ces actes de dévouement dérobés au moyen âge et jetés dans le sein de l'égoïsme moderne, incapable de les comprendre; qui, au XIVe siècle, eussent obtenu des couronnes, et conduisaient au supplice à la fin du XVIIIe. En voilà assez, je crois, pour exposer des motifs que leur date seule doit juger.

Quant à la marche de l'émigration, elle résulte des événemens qui la firent naître et des motifs qui l'animèrent. Ceux qui ne pouvaient plus servir un roi esclave, se soumirent au prince qui semblait le représenter; soldats de la royauté, ils laissèrent agir leurs chefs en faveur de cette royauté déchue, et furent leurrés par eux et comme eux par les puissances monarchiques européennes qui, sans qu'ils s'en doutassent, voulaient profiter des troubles de

la France pour satisfaire leur propre ambition. L'Autriche convoitait la Lorraine, la Russie s'apprêtait à envahir la Pologne, et la révolution française devait favoriser ce dernier projet, dans le cas où la guerre eût été déclarée. L'impératrice Catherine cajolait donc l'émigration, à qui elle promettait des secours puissans et prompts; elle avait envoyé le comte Roumanzof, homme plus imposant par sa tournure que par son esprit, comme ambassadeur près des princes émigrés; promettait aux royalistes un asile dans ses états, et en recevait une lettre rédigée par Levignac-Mackarti, en date du 30 septembre 1791, où, en exprimant leur reconnaissance, ils lui disaient : « Nous serions » fiers de partager le bonheur des peuples qui » vivent sous votre empire; mais il ne nous est » pas permis de songer à une seconde patrie; » si la monarchie française s'écroule, la noblesse » française (l'honneur le commande) doit s'en- » sevelir sous ses débris. » Et la tzarine répliquait, en s'adressant au maréchal de Broglie : « Les plus illustres de vos rois se glorifient de » s'appeler les premiers gentilshommes de leur » royaume; Henri IV fut surtout jaloux de porter » ce titre; ce n'était point un vain honneur

» qu'il déférait à vos aïeux, il leur enseignait » par là qu'il n'y a point de monarchie sans no- » blesse. Ils entendirent cette leçon et prodi- » guèrent leur sang. Vous, leurs dignes descen- » dans, continuez de marcher sur leurs pas; » Elisabeth secourut Henri IV, cette reine est » digne de servir de modèle, et je mériterai de » lui être comparée. » Léopold avait, de son côté, annoncé au prince de Condé, dès le 6 juillet 1791, son projet de former entre *les cours d'Espagne, d'Angleterre, de Prusse, de Naples, et de Russie, un concert qui puisse assurer au roi et à sa famille, la sûreté, la liberté, et la constitution française*. Catherine écrivait dans le même sens aux trois princes de la maison de Condé le 25 octobre de la même année. Quand le chef de cette héroïque branche des Bourbons fut sommé de rentrer en France, il répondit au décret qu'à cet effet on lui avait signifié : « Henri de Condé, combattit pour la liberté de » conscience; Henri de Condé deuxième du » nom, attaqua le despotisme de la régence et » l'autorité des ministres sous la minorité de » Louis XIII, il se déclara ouvertement le pro- » tecteur du tiers-état. Le grand Condé, avec » les Parisiens armés et réunis sous son com-

» mandement, attaqua le pouvoir tyrannique
» du cardinal Mazarin. Depuis long-temps, moi-
» même, je couvais au fond de mon cœur le
» vœu sincère du rétablissement et de la régé-
» nération du royaume; mais l'ambition et la li-
» cence dévastent notre patrie sous le masque
» de la liberté, et l'on veut que je vienne ap-
» plaudir à tant de scènes d'horreurs; amener
» un prince français parmi tant de ruines, pour
» le rendre témoin du dernier soupir de la mo-
» narchie! Non, mon amour pour mon pays
» m'éloigne de cette idée; je préférerai l'exil
» perpétuel, j'abandonnerai mes possessions;
» non, jamais la patrie ne me reverra, tant que
» la raison et la justice en seront bannies. Si,
» ouvrant un jour les yeux, les Français peu-
» vent reconnaître que la liberté ne donne pas
» le pouvoir de tout ravir, et qu'une nation
» n'a pas plus le droit d'être injuste qu'un seul
» individu, alors j'accourrai avec ardeur, je
» volerai dans les bras de mes concitoyens. Ce
» n'est pas contre ma patrie que je tournerai
» mes armes; un décret ne me rendra pas rebelle.
» J'ai reçu ce décret, voilà ma réponse; je la
» rends publique pour que la France et l'Europe

» puissent lire en même temps au fond de mon » cœur et me juger. »

Tels étaient les sentimens dont les princes étaient animés: qu'ils jugeassent bien ou mal les intérêts de la France et les intentions des puissances étrangères, le salut de la royauté, celui de Louis XVI, la tranquillité et le bonheur de la France étaient leur but. Ils avaient en conséquence établi un conseil, car il faut un centre de direction à tout pouvoir agissant. Ce conseil était présidé par le maréchal de Broglie, que le roi, par une lettre du 16 juillet 1789, qui a passé sous nos yeux, éleva à la dignité de maréchal-général, titre dont n'avaient encore été décorés que le second des maréchaux de Biron, les maréchaux de Lesdiguières, de Turenne, de Villars et de Saxe; nomination dont, vu le désordre de l'époque, nulle trace n'a été conservée aux archives de la guerre, ce qui a empêché le général marquis Oudinot d'en parler, dans son aperçu historique sur la dignité de maréchal de France.

Le maréchal-général de Broglie était l'ame de ce conseil, sur les décisions duquel influait puissamment l'ex-ministre Calonne. Il y avait été

agité la question de nommer une régence durant la captivité de Louis XVI; et, des pairs de France, conseillers d'état, magistrats de divers parlemens du royaume, s'étaient réunis à Manheim, pour en déférer le titre à *Monsieur;* la Russie, la Prusse, la Suède, accédaient à cette idée, qui eût donné au représentant connu du monarque le droit de traiter en son nom avec les puissances étrangères, et celui d'exiger des cantons suisses les vingt-quatre mille hommes que, par ses traités, la diète helvétique s'était engagée à fournir à la première réquisition, et elle y était sincèrement disposée; mais la cour de Vienne s'y opposa.

Cette cour alors se dirigeait, relativement aux affaires de France, sur les erremens du comte de Mercy-d'Argenteau, ministre impérial, à Paris, qui, homme de confiance et principal conseil de la reine, troublait l'esprit de cette princesse, en lui inspirant des craintes sur l'ambition supposée de ses beaux-frères exilés. M^me^ Elisabeth, qui voyait mieux, mandait à M^me^ de Raigcourt, dans ses lettres du 12 septembre, des 12 et 21 octobre 1791, les menées de ce ministre, qu'elle désignait sous le nom du *vieux renard;* elle y blâmait sa belle-sœur, en disant : *Ce qu'il y a*

à craindre, c'est qu'elle n'en soit la victime tout comme un autre. Ce sont donc les intrigues du comte de Mercy-d'Argentau qui opposèrent le roi à ses frères, et Breteuil à Calonne; jetèrent le trouble dans une famille qui, pour son salut, devait être unie; empêchèrent Léopold de donner suite à sa circulaire de Padoue, dont nous avons parlé, note deuxième, et t. 1, p. 116 et 117 de nos Mémoires; intrigues qui trompèrent l'Angleterre sur la situation réelle du roi et de la France; ce que Pitt reprocha vivement à M. de Mercy, lors du voyage de celui-ci à Londres, en 1794.

Mais, pour en revenir au projet manqué de régence, nous dirons que le refus par la cour de Vienne, d'y accéder, n'eut lieu que sur la demande du baron de Breteuil, chargé particulièrement des pouvoirs du roi, et à qui celui-ci écrivit : « A quelques orages près je jouis de la » liberté nécessaire à un prince; vous voudrez » donc bien, dès la réception de la présente, » vous transporter à Vienne, auprès de notre » puissant et cher frère l'empereur, pour lui » communiquer mes intentions. Vous agirez de » même près de toutes les têtes couronnées, » pour les supplier de ma part et en mon nom,

» de n'admettre ni reconnaître la régence. Les » actes de cette autorité contradictoire n'abou- » tiraient qu'à irriter davantage mon peuple, » et le porteraient infailliblement aux derniers » excès contre moi. »

Rien n'entrait plus dans les vues de Léopold et de son ministre, qui voulaient laisser le volcan se consumer lui-même, sans songer aux dévastations qu'il devait préalablement produire; mais il n'était pas réservé à l'empereur d'en contempler les plus terribles explosions; car il mourut presque subitement, le 2 mars 1792, et Gustave III tomba sous les coups d'un assassin, le 16 du même mois; ce qui enlevait aux princes exilés, dans la personne de ce dernier, un allié belliqueux et zélé, prêt à les seconder à la tête d'un corps de trente mille hommes, Russes et Suédois, qui, avec les corps émigrés, eussent composé une armée de soixante mille hommes. Voilà, dans toute leur vérité, l'origine, l'armement, les motifs, la marche de l'émigration, ainsi que les sentimens et l'espoir des princes qui la dirigeaient, et les premiers obstacles que la politique sema sur sa route. L'immense importance qu'une opinion passionnée lui a donnée exigeait tous ces détails.

NOTE SEPTIÈME.

DÉROUTE DE TOURNAY.

Les intérêts réciproques et la marche politique des deux cabinets de Vienne et de Berlin semblaient avoir changé de nature et de direction depuis que le comte de Hertzberg, objet de l'inimitié personnelle du prince Kaunitz, avait cessé d'influer sur les affaires étrangères de la Prusse, comme il le fit, depuis cette paix d'Husbertsbourg, si habilement négociée par lui, jusqu'aux conventions de Reichenbach, qu'il ne signa qu'à regret. Le rapprochement entre deux cours long-temps ennemies n'eût pas été présumable à l'époque où la Prusse avait acquis du margrave Chrétien-Frédéric-Charles-Alexandre les principautés de Bareuth et Anspach, qui ajoutaient cent soixante milles carrés à son territoire héréditaire, et trois cent quatre-vingt-cinq mille ames à sa population : réunion qui mit en évidence les talens de ce baron de Hardenberg, à qui l'administration de ces nouvelles provinces fut confiée, et qui devait un jour remplacer utilement pour la Prusse le vieux mi-

nistre dont les talens avaient si puissamment secondé le génie du grand Frédéric; quand la Prusse avait en outre formé deux alliances de famille avec les deux maisons d'Hanovre et de Nassau. Cependant, malgré les désirs très prononcés de Frédéric-Guillaume, de porter promptement secours à Louis XVI, malgré la circulaire de Padoue et les conférences de Pilnitz, Léopold renouait à Vienne des relations avec l'ambassadeur français, et annonçait à ses alliés que « la modération paraissait avoir repris son » empire en France, et que le roi ayant recou- » vré sa liberté, il se bornait à recommander » aux princes allemands d'éviter toute démar- » che qui pourrait troubler le développement » encore équivoque de la nouvelle constitu- » tion. »

Léopold et Louis XVI redoutaient également la guerre; ils craignaient tous deux qu'un rassemblement d'émigrés, dans l'état de Trèves, en devînt la cause; Léopold invita l'électeur à ne point leur permettre de s'armer : le roi demanda la dissolution de leurs corps par M. de Sainte-Croix, puis par le baron de Vioménil; l'on n'en vociférait pas moins à Paris contre les deux monarques, ce qui resserra les liens qui unissaient

déjà Léopold et Frédéric-Guillaume, et qui fit conclure le traité du 7 février 1792, où les deux parties contractantes se garantissaient leurs états respectifs; promettant, en cas d'attaque, de se secourir mutuellement avec un corps de cinquante mille hommes d'infanterie, cinq mille de cavalerie, et des forces plus considérables encore, si besoin était; d'inviter en outre la Russie, l'Angleterre, la Hollande, la Saxe, à prendre part à cette ligue dont l'objet était purement défensif. Assuré de cet appui, le langage du prince Kaunitz en devint plus fier, et celui de la diplomatie française plus violent, d'autant que la Prusse adopta dans ses notes l'esprit de celles de l'Autriche; mais ce qui contribuait surtout à pousser à la guerre, c'est que le parti révolutionnaire la voulait dans l'espoir d'abattre le trône et de fonder sur ses ruines une république; la modération du ministre de *Lessart* fit donc place à la virulence de Dumouriez, le 15 mars 1792. Depuis treize jours Léopold avait cessé d'être, et quoiqu'on négociât encore avec un prince jeune et sans expérience, Louis XVI, poussé par son ministre Dumouriez, et plus mort que vif, proposa le 20 avril une déclaration de guerre au roi de Hongrie et de Bohême; c'était

implicitement la déclarer au roi de Prusse, lié à l'Autriche par le traité du 7 février.

Dans ces circonstances, il fallait se hâter, avant la jonction des armées prussiennes, de porter un coup décisif sur la Belgique, qu'on savait être portée à la révolte et dénuée de troupes suffisantes à sa défense. L'on dirigea donc trois corps d'armée contre ce pays; l'un, sous les ordres de Lafayette, devait marcher sur Namur, et de là sur Liége ou Bruxelles; un autre, inquiéter les Autrichiens du côté de Mons, afin de diviser leurs forces; Biron en était chargé. Le troisième corps, de quatre à cinq mille hommes, sous le commandement de Théobald Dillon, devait se porter sur Tournay, pour y tenir en échec la garnison. C'est sur cette dernière expédition que nous allons citer ici un document inédit, et d'autant plus précieux que les cartons de la guerre n'offrent aucuns détails à cet égard.

« Lille, dimanche au soir, 29 avril 1792.

» Je suis arrivé hier à deux heures après midi » à Lille, cher frère. Quoique avec la fièvre et » étant d'une grande faiblesse, une heure après, » j'ai reçu l'ordre de monter à cheval à huit

» heures du soir, armes et bagages, pour un dé-
» tachement de guerre; les chasseurs de Lan-
» guedoc ont reçu le même ordre; Colonel-gé-
» néral, Orléans-cavalerie aussi. Trois régimens
» d'infanterie et deux cents volontaires, voilà
» quelle était notre petite armée, commandée
» par M. Théobald Dillon. Il y avait en tout
» cinq mille hommes. Nous sommes partis à dix
» heures, dans l'ordre suivant :
» Les chasseurs de Languedoc à l'avant-garde,
» une moitié du Colonel-général, cavalerie, l'in-
» fanterie, l'artillerie, et je formais l'arrière-
» garde avec les cuirassiers et Orléans, comman-
» dant les deux régimens. Il n'y avait que six
» pièces de canon de quatre.
» D'abord, on nous avait oubliés au rendez-
» vous qu'on avait désigné : mauvais début!
» étant depuis trois heures à cheval, je me suis
» impatienté, et j'ai été moi-même chercher des
» ordres. L'armée était déjà en avant d'une lieue,
» et on croyait qu'on nous avait prévenus de
» suivre. J'ai rejoint au grand trot en une petite
» demi-heure, et ai pris avec mon régiment la
» tête de l'arrière-garde. La marche était lente,
» comme cela arrive toujours de nuit, et à deux
» heures du matin on a fait une halte jusque

» quatre; on a fait manger un peu d'avoine aux
» chevaux. La nuit était superbe et presque point
» froide. A cinq heures nous sommes entrés sur
» les terres de l'empire, et l'avant-garde a aperçu
» un piquet d'une vingtaine de dragons impé-
» riaux de Latour en bataille sur la chaussée; on
» en a prévenu le général, qui a donné ordre de
» charger cette troupe; cela a été fait, et elle s'est
» repliée sur un village où ils avaient un poste
» bien caché, qui a laissé entrer les chasseurs,
» et leur a lâché à brûle-pourpoint une décharge
» de carabines; les chasseurs ont perdu trois
» hommes et un cheval. Ils ont de leur côté fait
» trois prisonniers, mais qui se sont évadés en-
» suite à pied, comme les chasseurs se repliaient
» sur l'armée. Les volontaires, au lieu de tenir
» bon, se sont aussi repliés. Alors on a fortifié de
» cinquante hommes l'avant-garde, et on a com-
» mencé le feu de trop loin et sans succès. Mon
» fils était de ce détachement. L'armée passait
» pendant ce temps la barrière de France, et à
» trois quarts de lieue de là elle s'est formée en
» bataille, le Colonel-général à la droite, et un
» escadron de cavalerie et les chasseurs à gauche.
» On m'a mis en seconde ligne avec les cuirassiers
» et Orléans. Les compagnies de grenadiers, à la

» gauche de l'armée, qui était appuyée à un vil-
» lage dont elles se sont emparées. L'infanterie
» s'est mise assez promptement en bataille; alors
» les chasseurs ont détaché des postes avancés
» sur la gauche, et placé des vedettes et des
» éclaireurs. J'ai envoyé mon lieutenant-colonel
» avec un escadron tourner et fouiller le village
» qui était à notre droite et en avant de notre
» position, et je me suis posé avec un autre es-
» cadron en avant de l'armée, pour protéger les
» postes des chasseurs. Je me suis porté aussi
» près de la position des impériaux, pour dé-
» couvrir ce qu'ils avaient : j'en ai évalué le
» nombre, tant infanterie que cavalerie ou dra-
» gons, à neuf ou dix mille hommes. On assure
» qu'ils en avaient quinze : je ne le crois point *.

» Ils ont laissé avancer les chasseurs et ensuite
» les ont poussés. Il y a eu encore un ou deux hom-
» mes de tués. J'ai reçu ordre de me replier et de
» venir en colonne derrière l'armée; j'ai quitté
» avec chagrin, car j'aurais eu à faire bientôt
» un mouvement que j'apercevais.

* Il y avait à peine quinze mille hommes de troupes autrichiennes dans la totalité des provinces belgiques, et Lafayette, qui ne put y pénétrer, en avait, à lui seul, plus de vingt-cinq mille sous les armes.

» Le général, probablement peu instruit de » ce qui se passait devant lui, a donné ordre de » débrider et de faire manger les chevaux. Je » n'ai pas trouvé cet ordre prudent, et je me » suis porté en avant pour rendre compte de » ce que j'avais vu et faire mes observations. » Tout le monde était déjà pied à terre, et l'in- » fanterie mangeait. Inquiet de notre mauvaise » position et des manœuvres peu militaires qu'on » nous faisait faire, j'ai poussé en avant avec un » de mes adjudans, et j'ai reconnu que la cava- » lerie se disposait à profiter du moment pour » nous attaquer; et je me suis aperçu que l'on » approchait du canon sur le moulin en face de » nous. L'armée était trop près pour que cela » ne sautât pas aux yeux; et presque sans or- » dre, on a bridé à la hâte, et l'infanterie s'est » formée. On a fait porter trois escadrons en » avant et sur la droite; je me suis formé en » colonne par escadron, avec les cuirassiers et » Orléans, et j'attendais ce que le général vou- » drait faire. J'ai été bien étonné quand j'ai vu » qu'on procédait à la retraite, mais sans dispo- » sitions et même avec crainte. J'ai reçu l'ordre de » faire l'arrière-garde de la première colonne » d'infanterie avec mon régiment, et je me suis

» mis en marche en bon ordre et dans le plus
» grand silence.

» A peine sur la chaussée, j'ai vu que la ter-
» reur gagnait tout le monde, et que toute la
» cavalerie qui devait rester après l'infanterie
» avait la tête perdue, que l'infanterie s'en allait
» sans ordre et avec frayeur. J'ai cherché à con-
» tenir mon régiment, et je l'ai fait long-temps;
» mais à la fin, le reste de la cavalerie étant au
» galop et criant fuyons, l'a entraîné, et la dé-
» route a commencé. L'infanterie s'est déban-
» dée, a pris tous les chemins qu'elle rencon-
» trait, elle a jeté les havresacs et le butin; cela
» avait l'air d'une défaite affreuse.

» J'ai eu beau faire, conjointement avec mes
» officiers; comme nous étions les premiers, les
» cuirassiers ont été poussés, culbutés et forcés
» d'aller. J'ai été précipité dans les fossés, en
» voulant calmer toutes ces têtes; voyant que
» tout cela était inévitable, j'ai sauté le chemin
» et suis entré dans la plaine, où j'ai aperçu
» mon fils qui voulait rallier ses chasseurs; mais
» entraîné par eux, il pleurait à chaudes lar-
» mes de ce désordre. Il a cherché à rester avec
» moi, cela lui a été impossible, et il lui a fallu
» suivre le torrent. J'ai cherché à émouvoir, à

» ramener les imaginations. J'ai vu M. de Laro-
» chefoucauld et son colonel; je leur ai ordonné
» de se rallier à moi et de m'aider à composer
» une troupe quelconque pour former l'arrière-
» garde et sauver l'armée. Ils s'y sont prêtés de
» leur mieux, ils sont restés avec moi, et nous
» n'avons pu parvenir à rallier à nous qu'une
» douzaine d'hommes à cheval : il y avait trois
» ou quatre chasseurs, trois cuirassiers d'Or-
» léans; cinq ou six officiers sont venus aussi.
» Mon lieutenant-colonel s'est joint à moi : alors
» j'ai pris le commandement de cette petite
» troupe; je l'ai formée, j'ai fait filer l'infanterie,
» et ai fait l'arrière-garde au pas, depuis l'en-
» droit de l'action jusqu'à Lille. J'ai trouvé une
» pièce de canon à nous qu'on voulait abandon-
» ner, je l'ai fait marcher sous notre escorte;
» un brave capitaine de grenadiers, et un autre
» du Colonel-général cavalerie, sont montés sur
» les chevaux qui la traînaient, et nous l'avons
» ramenée à Lille, saine et sauve. Notre petite
» escorte n'est rentrée qu'à deux heures, et l'ar-
» mée y était déjà avant dix heures du matin.
» Tous croient qu'ils ont été trahis, sacrifiés; je
» suis loin de le penser; mon opinion est que
» M. Théobald Dillon n'y entendait rien et qu'il

» n'a su que commander. Ce pauvre général a
» été la victime de son malheur et de son igno-
» rance; le peuple de Lille l'a mis en pièces,
» ainsi que son aide-de-camp et le chef du gé-
» nie *. On s'est porté à des atrocités incroya-
» bles, et beaucoup de troupes y ont participé.
» Aucun des régimens qui ont marché n'est
» et ne sera en état d'entrer en campagne de
» deux mois; l'infanterie a perdu tout, armes
» et bagages; on ne voyait que cela dans la
» plaine et sur le chemin. La cavalerie, dans sa
» fuite, a fait plus de mal à l'armée que l'en-
» nemi; car je suis bien sûr qu'il n'y a pas eu
» quarante hommes de tués ou blessés par les
» impériaux..... Nombre de chevaux ont été
» trouvés morts dans cette horrible bagarre.
» Quel bonheur que les impériaux ne nous

Les bruits de trahison qui s'étaient répandus depuis l'arrivée des premiers fuyards, et la vue des blessés qui rentraient en désordre, avaient porté à son comble la fureur des soldats et des habitans. Aussi, quand Dillon se présenta à la porte de Flines, on l'arracha de sa chaise et on l'attacha à une lanterne, où il fut à la fois pendu et fusillé. M. Berthois, officier du génie, un prêtre et six chasseurs tyroliens prisonniers furent massacrés comme complices de cette prétendue trahison. L'aide-de-camp Chaumont guérit de ses blessures.

» aient pas poursuivis ! Tout était taillé en piè-
» ces; nous n'avons pas été suivis de plus de
» deux cents pas; et ce qui le prouve, c'est la
» marche au pas de ma petite escorte jusqu'à
» Lille sans avoir rien vu ni entendu. »

Cette lettre du colonel Pully; plus tard général commandant un corps de cavalerie au camp de la Lune, est d'autant plus précieuse comme document de l'histoire de cette époque, que purement confidentielle, il y disait, sans détour, les faits tels qu'ils s'étaient passés, chose que les relations officielles cherchèrent à déguiser.

Cette échauffourée si honteuse donna aux Autrichiens une aveugle confiance en leur supériorité militaire. Ce premier succès fut dû surtout à la brillante valeur de M. de Vincent, officier dans le régiment de la Tour, qui se montra plus tard aussi habile diplomate qu'intrépide militaire. Quant au général Beaulieu : « Si, disait-
» il, j'avais sous mes ordres vingt-cinq mille
» hommes, j'arriverais à Paris avant quinze
» jours, mais je n'oserais me promettre un tel
» succès avec soixante mille combattans, si l'on
» attend encore trois mois pour attaquer la
» France. » Ce vingt-cinq mille hommes, en

effet, étaient bien loin de se trouver dans la totalité des provinces belgiques, tant l'empereur Léopold avait compté sur l'esprit pacifique de Louis XVI pour atteindre, par des négociations, à la continuation de l'état de paix.

NOTE HUITIÈME.

LES MANIFESTES ET DÉCLARATIONS DE 1792.

C'est encore une lacune indispensable à remplir dans nos mémoires que celle laissée dans cet ouvrage par le silence qu'on y garde sur les manifestes et déclarations publiés lors de l'ouverture de la campagne de 1792. Nous n'aurions à la vérité rien à ajouter à ce qui y est dit (t. I, p. 401 et suiv.), relativement à la négociation secrète de Louis XVI avec les alliés, par la voie de cet honnête et zélé Mallet-Dupan, le plus sage des fous systématiques sur la nature et les bases des gouvernemens, mais le moins fou des théoriciens politiques sur la conduite à tenir pour atténuer les effets d'un système erroné.

Nous ne reviendrons pas davantage sur le manifeste du duc de Brunswick (t. I, p. 429 et suiv.), que nous avons prouvé (t. I, p. 432), par la concordance des dates, n'avoir point été la cause de la catastrophe du 10 août. Mais, après avoir fait ici la remarque que la phrase la plus violemment outrageante de ce manifeste, uniquement comminatoire, adressée, non à la nation, mais aux démolisseurs de la monarchie, ayant pour objet le salut de la famille royale, est moins barbare que tel ou tel ordre du jour français, et eût été d'un effet victorieux, si on l'avait fait suivre d'une marche militaire vive et rapide; nous dirons que, vu les négociations secrètes qui précédemment avaient eu lieu entre l'une et l'autre des deux factions révolutionnaires d'une part, et le généralissime de l'armée alliée, cette phrase pouvait avoir pour objet de rompre les fils de cette intrigue, et que, sans la dévoiler à des gens justement inquiets, le duc, quoique à regret, ne pouvait se refuser à la signer.

Parlons maintenant de trois pièces dont il n'a point été fait mention dans les divers recueils diplomatiques, que le *Moniteur* n'a pas voulu faire connaître, et dont il n'est question que très vaguement et très imparfaitement dans le seul

journal de Strasbourg. Ce sont : 1° La déclaration des princes, qui ne crurent point devoir lui donner le titre de manifeste ; 2° la lettre de M. de Calonne, de la même date, 8 août, pièce rédigée, de l'aveu des princes, par le comte de Rivarol ; 3° le discours adressé par *Monsieur* aux émigrés, le 23 août, veille du jour où il rentrait en France, à la tête du principal des trois corps réunis sous le drapeau blanc.

La déclaration des princes, déclamation longue, sans méthode, sans ordre, sans style, offrait un exposé des torts de la révolution envers le roi ; tout y prouve que ceux qui la rédigèrent ignoraient complétement l'état de la France, la puissance des meneurs de la révolution, leurs ressources patentes ou secrètes, les intentions réelles mêmes de l'un de leurs puissans alliés, et les intrigues qui assiégeaient l'autre. Si, de ce long et misérable exposé, l'on passe aux espérances et aux sentimens qui animaient ceux qui le publièrent, on y lira : « Quand nous unissons » nos armes aux forces des puissances dont nous » avons imploré les secours contre vos tyranni- » ques oppresseurs, pouvez-vous nous regarder » comme vos ennemis ? Non, non ; ne voyez en » nous que des compatriotes, qui veulent être

» vos libérateurs. Les deux souverains avec l'ap-
» pui desquels nous nous avançons vers vous
» ont déclaré, par l'organe du héros généralis-
» sime des armées de leurs majestés, *qu'ils ne se*
» *proposent d'autre but que le bonheur de la*
» *France, sans prétendre s'enrichir à ses dépens*
» *par des conquêtes; qu'ils n'entendent point*
» *s'immiscer dans le gouvernement intérieur du*
» *royaume, mais qu'ils veulent uniquement dé-*
» *livrer le roi, la reine et la famille royale de*
» *leur captivité, et procurer à S. M. T. C. la*
» *sûreté nécessaire pour qu'elle puisse faire sans*
» *danger et sans obstacle ce qu'elle jugera à*
» *propos, dans la vue d'assurer le bonheur de*
» *ses sujets, suivant ses promesses.* Ces géné
» reuses, ces magnanimes déclarations, que par-
» tagent également les trois Bourbons, nos au-
» gustes cousins; le Nestor des souverains, notre
» très honoré beau-père; l'héroïne du Nord,
» notre sublime protectrice, et le jeune héritier
» de l'infortuné Gustave, dont nos larmes bai-
» gnent la tombe ensanglantée, assurent à ces
» illustres confédérés la palme immortelle due
» aux défenseurs d'une cause qui est tout à la
» fois celle des rois, celle du bon ordre, celle
» de l'humanité; et en même temps elles vous

» assurent aussi, ô Français! que les forces aux-
» quelles nous nous joignons sont pour vous
» plutôt que contre vous; qu'elles ne sont re-
» doutables qu'au crime; qu'elles ne poursui-
» vront que la rébellion opiniâtre; et que, vous
» ralliant à nous, plutôt que de résister à leur
» supériorité, vous ne ferez que vous rendre à
» la raison, à vos devoirs, à l'invitation de vos
» plus chers intérêts. C'est cette certitude qui
» nous justifie de faire flotter nos étendards à
» côté de ceux des puissances étrangères. En
» publiant leurs intentions, elles ont légitimé
» notre démarche; et nos vœux pour leurs suc-
» cès se confondent avec ceux que nous n'avons
» pas cessé de faire pour le bien de notre patrie.
» Les factieux, vos vrais ennemis comme les
» nôtres, vous ont dit que nous étions animés de
» ressentimens furieux et implacables; que nous
» ne respirions que vengeance, que carnage,
» que proscription; et qu'il n'y avait aucun mé-
» nagement à attendre d'une noblesse trop
» cruellement offensée pour n'être pas impitoya-
» ble. Ceux qui vous parlent ainsi, Français, sont
» ceux qui depuis trois ans sont en possession de
» vous tromper, qui en ont fait leur principale
» étude, qui ont établi parmi vous des ateliers de

» mensonges et de fausses nouvelles, que les ha-
» rangueurs à la tribune mettent en avant, que
» les clubs accréditent et que les libellistes de la
» révolution répandent au loin. Intéressés à vous
» aliéner de ceux dont ils connaissent l'attache-
» ment pur et inaltérable au roi et aux maximes
» fondamentales de la monarchie, ils s'efforcent
» d'allumer votre haine contre vos concitoyens
» émigrés; ils nous calomnient, ne pouvant
» nous séduire; et pour détruire le penchant qui
» vous porte vers les héritiers d'un nom que
» vous chérissez depuis tant de siècles, ils tâ-
» chent de vous effrayer sur les dispositions que
» nous rapportons dans le royaume. Mais ne
» soyez plus dupes de leur coupable artifice :
» nous vous déclarons et nous vous attestons,
» à la face de l'Europe, tant en notre nom qu'au
» nom de tous les Français qui marchent avec
» nous et qui pensent comme nous, que, réunis
» pour délivrer le roi et le peuple du despo-
» tisme des usurpateurs, nous ne sommes sépa-
» rés d'aucun de ceux qui ont la même inten-
» tion; qu'aucun esprit de vengeance particulière
» ne conduit nos pas; que nous sommes fort
» éloignés de confondre la nation avec les sé-
» ducteurs pervers qui l'ont égarée; et que,

» laissant à la justice le soin de poursuivre les
» coupables, nous venons tendre la main à tous
» ceux qui désavouent les forfaits des factieux,
» à tous ceux qui, abjurant leurs erreurs, se hâ-
» teront de rentrer dans leurs devoirs. Les
» Français expatriés ne se sont point armés pour
» recouvrer, à la pointe de l'épée, les droits que
» leur arracha la violence; c'est au roi libre à
» les leur rendre; c'est au pied de sa couronne
» affranchie qu'ils mettront avec confiance le
» dépôt de leurs intérêts propres; et nous, pre-
» miers citoyens de l'état, nous donnerons à
» tous l'exemple de la soumission à la justice et
» aux volontés de sa majesté. Mais, défenseurs-
» nés du trône de nos aïeux, fidèles à la religion
» de nos pères, attachés aux maximes fondamen-
» tales de la monarchie, nous verserions tout
» notre sang plutôt que d'abandonner aucun de
» ses grands intérêts. Nos sentimens, déjà con-
» signés dans notre lettre au roi du 10 septem-
» bre dernier, et rappelés en peu de mots dans
» notre promulgation du 30 octobre, sont iné-
» branlables. Les protestations que nous annon-
» çâmes alors, nous les faisons aujourd'hui; in-
» spirées par l'honneur, gravées dans nos cœurs
» par le devoir, rien ne pourra jamais les alté-

» rer. Nous n'irons point au delà ; et le soutien
» des cours, dont les armées formidables cernent
» la France de toutes parts, n'ajoute rien à nos
» premiers vœux. Adhérant entièrement à l'es-
» prit de modération dont LL. MM. impériale
» et prussienne viennent de publier un témoi-
» gnage solennel, qui honore et immortalise
» l'usage qu'elles font de leur puissance, nous
» déclarons de plus en plus, sous leurs auspices,
» que notre unique but est de redemander aux
» usurpateurs le monarque et la monarchie, la
» liberté du chef auguste de l'état et celle de
» ses peuples, l'ordre public et la force protec-
» trice des droits de chacun, nos lois antiques,
» nos mœurs, notre religion, l'honneur national,
» la justice, la paix, la sûreté. Est-il un Français
» raisonnable qui ne conspire à ces vues? En
» est-il qui ne réclame avec nous la fin du
» chaos épouvantable où l'on a plongé toutes les
» branches de l'administration; le rétablisse-
» ment des finances, dévorées par une affreuse
» déprédation ; la reconstitution du revenu
» public, détruit par l'impéritie; un ordre stable
» et régulier, qui ferme l'abîme où les factieux
» ont englouti trois milliards de capitaux; la
» sûreté du gage des créanciers de l'état, et la

» renaissance du crédit, qui peuvent et doivent
» s'opérer par une sévère réforme dans les dé-
» penses, et par la suppression que le roi a tou-
» jours en vue, des abus qui depuis long-temps
» s'étaient introduits dans le régime, abus qu'il
» est facile aujourd'hui d'en séparer, mais que
» ceux qui ont tout bouleversé, jusqu'aux idées,
» ont affecté de confondre avec le gouverne-
» ment lui-même? En exprimant ainsi notre vœu,
» qui n'est autre que celui qu'inspire l'intérêt
» commun, celui qu'a prononcé la nation en-
» tière par ses cahiers, nous avons droit d'espé-
» rer que tout ce qui n'est pas séditieux, frêné-
» tique, tout ce qui n'est pas ennemi de la
» royauté, ennemi de toute autorité légitime,
» ennemi du repos public, ne tardera pas à se
» réunir à nous. Pleins de cette confiance, et
» convaincus qu'il ne peut y avoir en France
» que deux partis, celui du roi, dont nous
» sommes les chefs pendant sa captivité, et celui
» des factieux, qui comprend tous les novateurs
» divers, dont les uns ont entrepris de renverser
» le trône, les autres de le dégrader, nous exhor-
» tons tous ceux qui n'ont pas trempé dans les
» forfaits des factieux, tous ceux qui, n'ayant
» été qu'égarés, ne veulent pas être confondus

» avec les usurpateurs acharnés à détruire ou
» dénaturer le gouvernement français, tous ceux
» qui abhorrent l'atroce doctrine tendante à
» porter le trouble chez toutes les nations,
» nous les conjurons de n'avoir avec nous qu'un
» seul et même esprit; de ne pas disputer sur la
» manière de régler l'état, quand il s'agit de
» combattre ensemble ceux qui veulent le per-
» dre, et de reconnaître que s'il est nécessaire
» de corriger les abus que le temps amène dans
» les meilleures institutions, toute innovation
» dans les bases primordiales d'un gouvernement
» auquel l'antiquité a mis son sceau respectable,
» est toujours un danger, et presque toujours
» un désastre. Nous adressons aux troupes du
» roi les invitations les plus pressantes, et même
» les ordres, que l'état de captivité où se trouve
» sa majesté nous autorise à donner en son
» nom, pour que, conformément à la somma-
» tion contenue en l'article 3 de la déclaration
» de son altesse sérénissime le duc régnant de
» Brunswick, et sans se croire liées par un ser-
» ment illusoire, qu'elles n'ont pu prêter valide-
» ment au préjudice du premier de leurs enga-
» gemens, elles se hâtent de revenir à leur
» ancienne fidélité envers leur légitime souve-

» rain ; que, suivant l'exemple de la plupart de
» leurs officiers, elles se joignent aux troupes
» que nous, frères du roi, commandons pour sa
» majesté ; qu'elles nous ouvrent tous les pas-
» sages pour marcher à son secours, et qu'elles
» lui donnent avec nous des preuves d'un atta-
» chement inviolable à son service. La voix des
» descendans d'Henri IV ne sera pas méconnue
» par l'armée française : déjà nous sommes in-
» struits d'une partie de ses dispositions ; et nous
» savons que, rougissant de suivre des chefs de
» conjurés, qu'elle méprise, elle n'attend qu'un
» moment favorable pour faire éclater sa juste
» indignation contre les corrupteurs qui la dés-
» honorent. Ce moment approche, et nous
» sommes fondés à croire qu'aussitôt que les
» troupes de ligne verront s'avancer vers elles
» les cohortes de chevaliers français, guidées par
» des Bourbons, et précédées de cette antique
» oriflamme qui fut toujours, pour nos armées,
» le signal de l'honneur, le cri d'un sentiment
» de quatorze siècles se fera entendre dans leurs
» rangs comme dans les nôtres ; qu'elles accour-
» ront à leurs anciens drapeaux ; et qu'à l'aspect
» de l'immortelle pureté des lis, elles abandon-
» neront avec horreur les couleurs ignominieu-

» ses adoptées par le fanatisme. Puissions-nous
» terminer ainsi, sans verser le sang de nos con-
» citoyens, une guerre qui n'est dirigée que
» contre la résistance criminellement opiniâtre!
» Puissent les plus séditieux habitans de la ca-
» pitale être contenus par l'effroi de la ven-
» geance, aussi juste que terrible, dont leurs
» majestés impériale et prussienne ont annoncé
» qu'elles accableraient cette ville coupable,
» dans le cas où il serait encore fait la moindre
» violence, le moindre outrage au roi, à la reine
» et à la famille royale, et s'il n'était pas pourvu
» immédiatement à leur sûreté, à leur conser-
» vation et à leur liberté! A Dieu ne plaise
» qu'une scélératesse impie ose braver ces me-
» naces! Si telle atrocité.... Tout notre sang
» frémit et bouillonne à cette pensée! Espérons,
» espérons plutôt que l'empire des chimères va
» finir, que le bandeau tombera de tous les
» yeux, que la raison reprendra tous ses droits.
» C'est le premier de nos désirs; nous deman-
» dons au Dieu de justice et de paix que la sou-
» mission des factieux nous épargne la nécessité
» de les combattre; mais si cette nécessité est
» inévitable, s'il faut combattre les ennemis de
» l'autel et du trône, nous invoquerons avec

» confiance le soutien du Dieu des armées. »

Nous avons cru devoir citer de longs fragmens de cette déclaration, dont la connaissance fut soustraite aux yeux des Français, à qui l'on ne parlait alors que des plus atroces vengeances méditées contre eux, et dont Rabaut-Saint-Étienne leur présentait, dans son *Histoire de l'assemblée constituante*, un tableau que, dans des éditions subséquentes, on en a fait disparaître, parce qu'il n'offrait en réalité que celui des horreurs exercées plus tard par des Français sur la France terrorisée, et dont Rabaut lui-même fut la victime ; horreurs dont les succès de l'émigration auraient préservé notre patrie ainsi que ses propres ennemis.

Les espérances contenues dans cette déclaration semblent absurdes aujourd'hui ; mais les princes qui la publièrent connaissaient la loyauté de Frédéric-Guillaume, son zèle ardent pour le salut de Louis XVI et de sa famille, le désordre complet dans lequel se trouvait l'armée française, qui même eût cessé d'être, si (comme l'a avoué Dumouriez) dix mille hommes seulement eussent marché sur Sedan avant qu'il y parût, ou si l'on se fût porté rapidement sur Paris, après avoir enlevé les magasins de Châlons que

rien ne défendait, mouvement qui n'eût rencontré aucun obstacle. Enfin, les princes savaient que dix mille et vingt mille des habitans de Paris avaient hautement protesté contre les événemens de juin; que la conjuration tramée par La Rouairie devait leur soumettre la Bretagne; que les troupes étaient mécontentes, qu'elles manquaient de tout; que nombre d'officiers, voulant se mettre en mesure avec tous les futurs contingens, promettaient secrètement la réunion d'eux et de leurs corps. Une grande partie des deux régimens de Saxe et de Berchigni les avait rejoints, ainsi que ceux en totalité de Royal-Allemand et de Berwick; le procureur de la commune de Varennes, *Sausse*, qui avait concouru à l'arrestation de Louis XVI l'année précédente, leur avait adressé un Mémoire, qui a passé sous nos yeux, où sa conduite est excusée ainsi que celle de ses administrés, disposés, disait-il, à accueillir les frères de leur roi comme des libérateurs. Ces détails font donc échapper au ridicule une déclaration démentie, dans les espérances qu'elle manifestait, par des événemens imprévus alors et dont nous aurons à rendre compte.

Quant à la lettre adressée, par M. de Calonne,

à la noblesse française émigrée, elle a cela de remarquable, qu'en exprimant les mêmes sentimens que ceux contenus dans la déclaration des princes, elle était nourrie de conseils donnés réellement de leur part à ceux qui marchaient sous l'antique enseigne française. Voici quelques fragmens de cette lettre, beaucoup mieux écrite que la déclaration dont nous venons de rapporter la dernière et la meilleure partie. « Je dois vous le révéler, vous trouverez » un peuple encore plus gangrené de mauvaises » maximes que souillé de mauvaises actions; » l'erreur a fait plus de progrès que le crime, et » la corruption l'a emporté sur la barbarie. La » France accablée implore donc votre sagesse » plus encore que votre force et votre valeur. » A quoi sert de le dissimuler? ceux qui ont né- » cessité votre exil, calomnient déjà votre re- » tour. Ils publient que vous ne rentrez en » France que pour égaler le châtiment au crime » et la vengeance aux outrages. Ils disent au peu- » ple que c'est lui qui doit tout expier : et c'est » ainsi qu'après l'avoir plongé dans la révolte » par tant de manœuvres, ils l'y endurcissent par » des terreurs. C'est ainsi qu'ils lui défendent » le repentir, et l'associent deux fois à leur sort,

» d'abord pour le crime, et ensuite par le désespoir. C'est pour votre gloire outragée, c'est pour » ce malheureux peuple égaré dans le dédale » d'une révolution qu'il n'entend pas, que ma » voix s'élève aujourd'hui. Oui, ce peuple aveugle, cette multitude faible et furieuse, retrouvera dans vous ses défenseurs naturels. Les » Français verront qu'ils n'ont fait, en abolissant » la noblesse, que délustrer la monarchie. N'a-t-» il pas déjà vu fuir, dans les premiers combats, » ceux qui le haranguaient si hardiment dans » les clubs, ceux qui le poussaient si vaillamment contre un roi captif ou contre des » citoyens désarmés? Ils ont fui, ils se sont dispersés aux frontières devant une poignée d'Autrichiens. Les monstres qui calomnient ceux » qu'ils égorgent, répandent que vous n'aurez » vécu comme des héros que pour montrer à la » patrie des vainqueurs impitoyables; que vous » n'aurez connu le malheur que pour ne jamais » connaître l'humanité. Ils ignorent ou feignent » d'ignorer que les vertus s'enchaînent; que » ceux qui ont eu de la grandeur dans les revers, en auront encore plus dans les succès, » et qu'ils sauront pardonner puisqu'ils ont su » souffrir. La justice et la vengeance cèderont à

» la générosité, comme le malheur avait déjà cédé
» à la constance. Le roi seul sera le juge et le
» grand médiateur entre les auteurs et les in-
» struments de la révolution, entre des scélérats
» éclairés et d'aveugles coupables, entre les vic-
» times et les bourreaux. Songez que son cœur
» a porté pendant plus de trois années le poids,
» les longs détails et toute la réalité des maux
» dont le seul récit vous a fait tant de fois fré-
» mir. Qui pourra pardonner si ce n'est lui, et
» s'il pardonne qui osera condamner. Des re-
» mords sans vertus les attendent. Ils ne diront
» pas du moins que le temps, les moyens et
» les succès ayant manqué à leurs œuvres, tout
» les a favorisés, et les vertus du roi, et l'aveu-
» glement du peuple, et les fureurs des mé-
» chans, et les immenses biens de l'Église, et les
» lâches projets du duc d'Orléans, de ce prince
» que tous ses vices n'ont pu conduire à son
» crime. Mais enfin l'Europe s'est réveillée, et
» la France va terminer son pénible rêve. Je re-
» viens à ce peuple infortuné, gâté comme un
» vrai tyran par ses flatteurs, qui lui redisent
» sans cesse qu'il est la source de tous les pou-
» voirs, et que dès qu'il a tous les pouvoirs, il
» possède aussi toutes les vertus et toutes les

» lumières ; car telle est la logique des factieux :
» lorsqu'ils ont le peuple, ils veulent que le peu-
» ple ait tout. N'oubliez jamais qu'en effet vous
» n'êtes point en rapport avec l'énorme popu-
» lation de la France : que si avant la révolution
» vous viviez en sûreté au milieu de ce peuple
» immense, c'est qu'on ne l'avait pas accou-
» tumé à vous regarder comme son ennemi.
» Qu'une fois rentrés et comme répandus dans
» ce vaste royaume, vous y péririez une seconde
» fois par une conspiration universelle, si vous
» ne secondiez par la raison, si vous ne conso-
» lidiez par la sagesse le nouvel ordre que la
» force de la contre-révolution nous prépare.
» C'est à vous de cultiver les fruits de la paix
» et à les faire goûter au peuple. Car des deux
» puissantes divinités qui vous accompagnent,
» l'une secourable, étrangère, doit vous quitter;
» la persuasion sa compagne vous restera. Vous
» distinguerez la populace des paysans, et les
» paysans de la bourgeoisie, état où commence
» la vanité et par conséquent la jalousie. Vous
» détromperez aisément les habitans des cam-
» pagnes, et vous n'aurez plus à combattre que
» la vile populace et les bourgeois. Comme
» vous sentirez qu'il faut repousser la violence

» par la force et le raisonnement par la raison,
» vous ne direz point à cette populace : on vous
» trompe, car elle ne vous croirait pas. Com-
» ment, en effet, pourrait-elle vous écouter si
» vous descendiez jusqu'à raisonner avec elle!
» Employée, fêtée et toujours bien payée par
» les factieux, ce n'est que de vos malheurs que
» date l'illusion de sa prospérité : les longues sa-
» turnales de la révolution n'auront paru que
» trop courtes à ces brigands ; loin de se rendre
» à la voix de l'ordre, ils vous offriront plutôt
» leurs piques et leurs poignards, et voudront
» vous vendre leurs fureurs au prix où les ont
» payées vos ennemis : tant c'est un funeste
» instrument que cette populace propre à tous
» les partis, prête à tous les crimes! Vous re-
» pousserez leurs horribles services ; et autant la
» révolution en a vomi dans les villes et dans les
» campagnes, autant vous en ferez rentrer dans
» les dépôts, dans les ateliers publics et dans
» les cachots qui les réclament. Mais les bour-
» geois exigeront surtout les lumières de votre
» raison ; c'est à eux que la plus séduisante des
» révolutions que puissent jamais offrir les an-
» nales du monde, a fait savourer son poison ; ce
» sont eux qu'une fausse philosophie a tant ir-

» rités contre vous; c'est parmi eux que vous
» retrouverez long-temps encore les racines de
» l'arbre que vous allez extirper: vous les sur-
» prendrez souvent dans le rêve de l'égalité; il
» faudra une main légère et délicate pour tou-
» cher à des cœurs si ulcérés et pour diriger
» des esprits si malades. Les remèdes de la rai-
» son, du temps et du gouvernement seconde-
» ront vos efforts. Vous direz à cette classe ja-
» louse qu'en détruisant la noblesse on anéantit
» le seul but du travail, le seul prix du mérite,
» le seul état qui donne de l'éclat et de la grace
» à la richesse. Vous prouverez aisément à ces
» esprits vains et soupçonneux, que leur amour-
» propre serait toujours plus choqué de la nom-
» breuse classe que l'égalité ferait monter jus-
» qu'à eux, que charmé du petit nombre qu'elle
» y ferait descendre. Vous leur rappellerez l'é-
» trange aveu qu'ils ont fait eux-mêmes au sein
» de l'assemblée, en convenant du supplice de
» l'égalité. La plupart des gens de lettres seront
» pour vous des ennemis encore plus redouta-
» bles : ils veulent détruire les aristocraties po-
» litiques, persuadés qu'il leur en reste toujours
» une destructive, celle de l'esprit; ils vous fe-
» ront la guerre des sophismes, et multiplieront

» autour de vous les fléaux de l'imprimerie, seule
» plaie dont Moïse oublia de frapper l'Égypte.
» Ne vous dissimulez pas qu'il existe en effet une
» lutte terrible entre l'imprimerie et l'artillerie;
» quel en sera le fruit pour le triste genre hu-
» main ? La Providence qui plaça ces deux in-
» ventions à la même époque dans la marche
» éternelle des temps et des événemens, a-t-elle
» voulu proportionner le remède au mal ? N'a-t-
» elle donc pas prévu que ce qui devait éclairer
» l'homme, l'égarerait; et qu'elle ouvrait ainsi
» deux cataractes de plus au déluge de maux
» dont la terre est submergée? Quoi qu'il en soit,
» le gouvernement qui est la vie même du corps
» politique, dirigera avec sagesse le redoutable
» instrument de la pensée. Il n'oubliera jamais
» cette importante vérité : qu'un écrivain peut
» recruter parmi des soldats, et qu'aucun géné-
» ral ne recrutera jamais parmi des lecteurs.
» Souvenez-vous, noblesse française, que vous
» n'êtes ni souveraine comme en Allemagne, ni
» féodale comme en Pologne, ni législative
» comme en Angleterre, ni caste sacrée comme
» dans l'Inde; mais que, née de l'honneur, vous
» devez vivre et mourir sur les marches du
» trône. Ne vous cachez point à vous-même

» qu'avant la révolution, chacun en voulait une » à son gré, et qu'il semble que pour opérer » celle dont nous gémissons, la fortune n'ait fait » que recueillir les voix. Cette observation vous » rendra plus indulgens pour ceux qui se sont » guéris de la lèpre démocratique, et vous ne » priverez pas la France des secours du repen- » tir. »

Nous n'avons plus à rapporter ici que la harangue de *Monsieur* à la noblesse, faite le 23 août, au camp d'Hukange. « Messieurs, » c'est demain que nous entrons en France; » ce jour mémorable doit influer nécessai- » rement sur les opérations qui nous sont con- » fiées, et votre conduite peut fixer le sort de » la France. Vous n'ignorez pas les calomnies » dont nos ennemis ne cessent de nous accabler » et le soin qu'ils ont de répandre que nous ne » rentrons dans notre patrie que pour assouvir » nos vengeances particulières. C'est par notre » conduite, Messieurs, c'est par la cordialité » avec laquelle nous recevrons les Français éga- » rés qui viendront se jeter dans nos bras, que » nous prouverons à l'Europe entière que la » noblesse française, plus illustre que jamais » par ses malheurs et sa constance, sait vaincre

» ses ennemis et pardonner les erreurs de ses » compatriotes. Les pouvoirs qui sont remis » entre nos mains nous donneraient le droit » d'exiger ce que notre intérêt et notre gloire » nous inspirent; mais nous parlons à des » chevaliers français, et leurs cœurs enflammés » du véritable honneur n'oublieront jamais les » devoirs que ce noble sentiment leur impose. » On marchait, en effet, sans désordre comme sans obstacle vers le succès qu'on avait espéré, et Mallet-du-Pan écrivait de Genève au maréchal de Castries, le 17 septembre : « Il me pa- » rait qu'on a totalement *abjuré les mesures de* » *sévérité*; nous n'avons pas appris qu'on ait » fait aucun exemple, même à Varennes. Si *cette* » *douceur* tient à l'espoir de sauver le roi, c'est » une méprise : tout me fait craindre qu'une » pernicieuse *miséricorde* ne succède aux me- » naces; qu'on veuille mériter la *gloire de par-* » *donner*, et qu'on écoute les esprits faibles qui » parleront de *gagner les cœurs*. La *clémence*, » dans ces conjonctures, serait un crime contre » la société; *elle détruirait tous moyens d'ordre* » *à venir et de gouvernement*. On est, en géné- » ral, très étonné de ne pas voir *Monsieur* dé- » claré et reconnu régent ; cet interrègne rat-

» tache tous les gens incertains à la seule autorité » existante, celle de l'assemblée nationale; il » fournit un prétexte aux puissances médiocres » ou faibles de la reconnaître; il accroît les » défiances sur les vues des cours alliées. Je » n'explique guère des prises de possession, » des sommations, des ordres, intimés au nom » d'un roi mort civilement. Au reste, cette con- » duite peut tenir et tient sans doute à des rai- » sons dont je respecte la force, sans les pé- » nétrer. »

Cette note est longue, et ne pouvait l'être moins; il fallait substituer en détail la vérité presque inconnue aujourd'hui, aux ignorantes déclamations des écrivains trompés ou trompeurs. On voit dans les documens que nous venons de réunir, la cause réelle d'une phrase acerbe du manifeste lancé par le duc de Brunswick, les sentimens qui animaient les princes chefs de l'émigration, les sages conseils donnés par eux à celle-ci, et la conduite généreuse, *la clémence*, que Mallet-du-Pan regarde comme une *méprise*. Cette note deviendra donc l'une des plus utiles conquêtes de l'histoire, par celle de la vérité sur le mensonge.

NOTE NEUVIÈME.

CAMPAGNES ET NEGOCIATIONS DE 1792.

Nous n'ajouterons ici que fort peu de chose aux détails renfermés dans nos Mémoires sur la campagne de 1792, où la presque immobilité d'une armée de soixante à quatre-vingt mille hommes d'excellentes troupes, devant une de vingt à vingt-cinq mille, sans ordre ni discipline, eût été l'un des mysteres de l'histoire, sans l'inconcevable retraite qui succéda aux plus faciles succes.

Dumouriez, qui, dans les huit premiers jours de la campagne, se croyait tellement sans ressource, qu'il fit partir son neveu pour se réunir aux émigrés, ne voulant pas sacrifier la fortune d'un jeune homme à la sienne qu'il voyait entièrement perdue; Dumouriez, disons-nous, venait, non dans la nuit du 15 au 16 ptembre, comme il le dit dans ses Mémoires, mais dans celle du 14 au 15, d'échapper, de son aveu, aux *fourches caudines*, ayant eu face l'armée du duc de Brunswick et à sa gauche celle de Clerfayt, qui

ne bougèrent pas, quand elles pouvaient l'anéantir. Les quinze mille hommes sous les ordres du général français n'étaient cependant pas encore sauvés; car ayant fait halte, quinze cents hussards prussiens les chargèrent et les dispersèrent, au point que la plaine fut à l'instant couverte de fuyards, dont quelques uns se sauvèrent jusqu'à Reims, Châlons et même Paris; et la terreur qu'ils communiquèrent sur leur passage fit que les enseignes révolutionnaires des boutiques ou auberges furent à l'instant effacées; tant on croyait que l'armée ennemie allait rapidement marcher vers la capitale, sans que rien pût s'opposer à ce mouvement. Mais les hussards se retirèrent, car on ne fit rien pour soutenir ce succès, qui eût reproduit en grand et d'une manière décisive la honteuse catastrophe de Tournay, dont nous avons donné les détails dans la note septième.

Certes! ce n'était point encore là cette belliqueuse armée qui devait, durant tant de brillantes campagnes, devenir la gloire de la France et l'effroi de l'Europe. Cette armée, alors, arrivée en désordre à Dammartin-sur-Hans, y bivouaqua pêle-mêle dans les cours et jardins, et ses débris confus ne prirent une formation régu-

lière qu'en voyant qu'ils n'étaient pas poursuivis. Aussi leur général écrivit-il à l'assemblée nationale : « Dix mille hommes ont fui devant » quinze cents hussards; mais tout est réparé. » L'on voit dans nos Mémoires (t. I, p. 465), que ce fut dans cette nuit du 14 au 15, où il eût été si facile de mettre victorieusement fin à la guerre, que commencèrent les relations patentes entre les chefs des armées prussienne et française. On ne parla pourtant d'abord publiquement* que de la liberté de Louis XVI, promettant à ce prix d'évacuer le territoire français, demande à laquelle on répondit par l'annonce officielle de la déchéance de l'infortuné monarque; notification qui provoqua, de la part du duc de Brunswick, un nouveau manifeste, en date du

* Il est certain que des relations secrètes avaient déjà eu lieu entre les employés prussiens et le général français, que la retraite des quinze cents hussards victorieux en était la conséquence; et si Dumouriez date cette déroute du 15 au 16, et non du 14 au 15, c'est peut-être pour jeter un voile sur les négociations commencées sous les auspices de Billaud-Varennes, et effacer toute coïncidence entre ses actes secrets et le vol du Garde-Meuble. On peut consulter sur tout cela l'article Dumouriez, qui vient d'être publié au tome LXIII de la *Biographie universelle*.

28 septembre, et conçu en ces termes : « Lors-
» que LL. MM. l'empereur et le roi de Prusse,
» en me confiant le commandement des ar-
» mées que ces deux souverains ont fait marcher
» en France, me rendaient l'organe de leurs
» intentions, elles étaient bien loin de supposer
» les scènes d'horreur qui ont amené l'empri-
» sonnement du roi et de la famille royale. La
» suppression du roi et de toutes les fonctions
» qui lui avaient été réservées par cette consti-
» tution, prônée comme le vœu de la nation
» entière, a été le dernier crime de l'assemblée
» nationale. Cette démarche est directement
» opposée à la ferme résolution que LL. MM.
» l'empereur et le roi de Prusse ont prise, et
» dont elles ne se départiront jamais, de rendre
» à S. M. T. C. sa liberté, ou de tirer une juste
» vengeance de ceux qui oseraient y attenter
» plus long-temps. A ces causes le soussigné dé-
» clare que LL. MM. persistent à exiger que
» S. M. T. C. soit remise en liberté; que la di-
» gnité royale soit rétablie sans délai; qu'il soit
» pourvu à ce que cette dignité se trouve désor-
» mais à l'abri des avanies auxquelles elle est
» maintenant exposée. Si la nation française n'a
» pas perdu de vue ses vrais intérêts, elle ne

» tardera point à déclarer son opinion en faveur » des demandes que je lui adresse au nom de » LL. MM. qui, en cas de refus, attireront sur » ce royaume, naguère florissant, de nouveaux » et de plus terribles malheurs. » Mais au moment où cette déclaration allait être suivie d'une attaque générale, dont le succès était immanquable, commença cette retraite ruineuse et long-temps inexplicable, d'une armée qui perdit beaucoup plus en désertant la victoire, qu'elle n'eût eu à souffrir en la complétant. En effet, cette prétendue victoire remportée par les Français à Valmy n'avait jamais eu lieu; il n'y avait pas même eu de bataille dans cette journée du 20 septembre, où des troupes mal postées et entassées par Kellermann, étaient retenues avec peine par leurs officiers, et se fussent débandées à la moindre attaque de la part des Prussiens, qui se contentèrent d'une insignifiante canonnade, et que le duc de Brunswick fit retirer, en dépit des vœux de l'intrépide Frédéric-Guillaume, et le général Pully, que nous avons entendu, est convenu que s'ils eussent fait un pas, la position était évacuée en désordre.

Tout semblait avoir été préparé pour un si honteux résultat. Les corps émigrés, qui mon-

taient de vingt à vingt-quatre mille hommes, eussent peut-être suffi seuls pour dissiper l'armée de Sedan, ou atteindre Paris avant elle; ils n'eussent probablement pas laissé s'échapper, le 15 septembre, les quinze mille hommes déjà enfermés et sans moyens probables de retraite; mais on les avait divisés en trois corps très séparés les uns des autres, on les empêcha d'agir activement, on refusa de leur donner un chef légal dans la personne de *Monsieur*, ce à quoi le cabinet de Vienne s'opposa formellement. Il y a plus; quand le prince de Condé, qui, parti de Kreutzenach le 1^er^ août, s'était avancé sur Spire pour se rapprocher de Landau, où il entretenait des intelligences, se fut assuré que la garnison arborerait le drapeau blanc au moment où les émigrés paraîtraient à leurs portes, en exigeant seulement qu'aucun corps autrichien ne les accompagnât; le prince, qui se trouvait sous les ordres du général prince d'Hohenlohe, en demanda vainement l'autorisation; ce général autrichien s'y refusa, et finit par déclarer « qu'il n'entrait pas dans le plan des puissances » que le prince de Condé occupât Landau, ni » aucune autre partie de l'Alsace. » Il en fut de même de Thionville, que le génera de Wimpfen,

qui plus tard se prononça contre la convention nationale, eût rendu à LL. AA. RR., si on leur eût fourni les moyens de se présenter devant la place avec du canon de siége, mais on les leur refusa aussi.

Pour pénétrer dans les mystères d'une telle conduite, il faut, en remuant les saletés de la politique de cette époque, savoir; d'une part, que les Autrichiens convoitaient déjà les deux provinces françaises de Lorraine et d'Alsace, dont l'envahissement fût devenu impossible du jour où les émigrés en auraient occupé les principales forteresses; et, d'une autre part, que des intrigues, ourdies par les méprisables entours du roi de Prusse, tendaient, à son insu, à conclure un cupide accord entre les deux gouvernemens français et prussien. C'est ce dont nous allons nous occuper.

Comme, dans cette campagne, ce ne sont pas tant les négociations patentes que celles secrètes qui pourraient expliquer la retraite des Prussiens, exposons en détail les intrigues de plusieurs et diverses natures dont l'oubli laisse une lacune, nécessaire à remplir, aux pages 476 et suivantes de nos Mémoires.

Ces intrigues, toutes secrètes, furent au

nombre de trois, et toutes les trois avaient commencé avant le début de la campagne. *Monsieur*, par exemple, tout en paraissant partager les sentimens de son frère le comte d'Artois, n'en avait pas moins eu continuellement des rapports avec les hommes que nos troubles publics avaient rendus successivement importans, ou qui se figuraient et se vantaient de l'être encore. Avant le 10 août, c'était avec les Lameth, Duport, Barnave, convaincus, et qui le persuadèrent au prince, que l'expérience politique du peuple français les ramènerait au timon des affaires, et qu'ils rendraient forte une monarchie constitutionnelle dont ils broyèrent eux-mêmes les bases et les appuis. Détrompé bientôt par le renversement absolu du trône, ce fut à Dumouriez que le prince crut devoir s'adresser, et il lui fit passer, à plusieurs reprises, durant la campagne de 1792, des lettres que le général transmit au ministère de la guerre, où elles ont été enlevées lors de la restauration, mais avec maladresse; car la lettre d'envoi, sur laquelle est écrit : *Ces pièces manquent*, y existe encore. Ces intrigues devinrent donc sans effet; car le général républicain, s'il eût voulu hasarder sa popularité, ne s'y serait

déterminé qu'en faveur de la maison d'Orléans, et non pour un roi ou pour un prince qui n'avaient ni l'un ni l'autre l'esprit et la tournure héroïques, choses nécessaires à substituer alors à cette idolâtrie monarchique dont le culte avait cessé. Cette intrigue démontra d'ailleurs aux chefs de la révolution française le peu de confiance que celui de l'émigration professait à l'égard des alliés, et le peu d'espoir qu'il fondait sur leur appui; ce qui était pour les révolutionnaires une notion des plus utiles.

La seconde des intrigues de cette époque était purement royaliste, et semi-constitutionnelle, selon l'acception donnée alors à ce mot; c'était celle ourdie par le baron de Breteuil, le seul qui possédât l'entière confiance de Louis XVI et de Marie-Antoinette, qui correspondaient avec lui; le roi par les soins de l'évêque de Pamiers (d'Agout); la reine par le chevalier d'Eclans, député de Franche-Comté à l'assemblée constituante. Le baron de Breteuil avait dès long-temps prévenu la cour de Vienne des inquiétudes que causait au roi et à son auguste épouse, l'ambition de *Monsieur*, sous la tutelle duquel ils redoutaient de tomber. L'ex-ministre ne doutait point du succès de l'armée

prussienne; aussi, tout en s'opposant à laisser prendre à son altesse royale le titre de régent, ce qui lui semblait une usurpation, il s'occupa essentiellement d'assurer le salut des prisonniers du Temple. Pour y parvenir il avait traité avec Péthion et Santerre, en promettant un million au premier et huit cent mille francs au second, sous condition que ces deux hommes, qui disposaient à Paris, l'un de l'administration, l'autre de la force publique, remettraient la famille royale, saine et sauve, entre les mains du roi de Prusse, dès qu'il serait arrivé devant les murs de la capitale. Cette négociation, confiée à un homme zélé, actif, intelligent et courageux, nommé Gélier, avait été couronnée du plus grand succès. Les royalistes qui devaient accompagner le roi au camp prussien étaient même déjà désignés; mais la retraite de l'armée prussienne, chose que personne alors n'eût pu prévoir, mit obstacle à cette heureuse combinaison qui eût épargné à la France un grand crime, empêché l'ineffaçable souillure d'un des princes de la maison royale, prévenu cette confraternité du régicide qui, par les faux calculs d'un chatouilleux amour-propre, entraîne au mal ceux que les mouvemens de leur cœur

eussent dirigés vers le bien; affranchi enfin notre patrie de tant de ruineuses erreurs, dont on ne saurait assigner ni la durée ni l'issue.

Quant à cette retraite et à ses causes, c'est la troisième et la plus importante des intrigues dont nous ayons à nous occuper ici.

Dumouriez sentait parfaitement que ce n'était point à l'aide d'armées faibles et sans consistance qu'il pouvait échapper à la déplorable situation dans laquelle il se trouvait; sauvé déjà par la lenteur du duc de Brunswick et le peu d'accord entre les corps autrichiens et prussiens, un seul acte de vigueur de la part de l'ennemi le perdait immanquablement. Il eut donc recours à la politique, arme qu'il savait mieux manier encore que celle des combats; il connaissait parfaitement l'immoralité des entours du roi de Prusse; voyait clairement que les troupes autrichiennes ne seconderaient pas franchement les intentions de Frédéric-Guillaume, et se persuada que, si ce monarque pouvait être rassuré sur le sort de Louis XVI, et ses perfides conseillers comblés de riches présens, l'on parviendrait, en prodiguant l'or et les promesses, à faire évacuer le territoire français, par une armée qu'il était d'une impossibilité ab-

solue d'empêcher de pénétrer jusqu'à Paris. La commune, qui gouvernait alors cette capitale, et, par elle, la France entière, était frappée de la même idée, soit que cette idée eût été conçue par elle, soit que Dumouriez la lui eût communiquée. Mais pour la réaliser il fallait des sommes immenses, et l'on ne possédait guère plus de deux millions, fruit des pillages particuliers faits à la suite de la révolution du 10 août. « Vous êtes bien embarrassés, s'écria un jour Pa» nis, au milieu du conseil de la commune, que » ne faites-vous voler le Garde-Meuble? » A la voix de cet oligarque de l'ochlocratie parisienne, la chose eut lieu le 16 septembre; cela procurait aux meneurs de la commune une valeur de plus de trente millions, et la négociation fut aussitôt entamée, ou pour mieux dire, continuée, car Billaud-Varennes, parti de Paris après les massacres des deux et trois septembre, s'était déjà rendu, dès le onze du même mois, à l'armée pour commencer à traiter secrètement avec les alliés : voyage dont il n'est question, ni dans les journaux de cette époque, ni dans les Mémoires de Dumouriez, mais qu'atteste une lettre datée de Sainte-Menehould, du 13 septembre, écrite au ministre de la guerre, par le géné-

ral, et dans laquelle il dit que Billaud-Varennes *l'a beaucoup aidé à sauver la chose publique*; et certes, ce n'était point alors par les armes!

Cette intrigue diplomatique, ou plutôt financière, n'était pas la seule alors sur ou sous le tapis; car un certain abbé *Tondu*, long-temps rédacteur d'un journal dans la petite ville d'Herve (état de Liége), agent secret de la propagande révolutionnaire, et qui avait changé son ridicule nom en celui de *Lebrun*, ayant été, au moment de la chute du trône, nommé ministre des relations extérieures, il se ressouvint d'une espèce d'aventurier qu'il avait connu à Cologne et dont la conscience, comme l'esprit, se prêterait facilement à de sourdes menées politiques. C'était un nommé Dohm, qui avait, en 1779, été chargé par le comte de Hertzberg d'écrire sur les intérêts de la Prusse, relativement à la Bavière; de chercher à empêcher l'élection d'un prince autrichien à la co-adjutorerie du siége électoral de Cologne, et de préparer, par des menées secrètes, l'invasion de la Hollande par les Prussiens: puis de tramer la révolution liégeoise. Dohm, constamment employé dans les plus sales missions, avait acquis une parfaite connaissance de ce que le cabinet

de Berlin renfermait de plus corrompu. *Lebrun* envoya donc à cet homme le sieur Benoît,* chargé de faire passer d'avantageuses propositions de paix à Frédéric-Guillaume, qui n'en eut connaissance qu'au moment où il était déjà en marche pour exécuter l'invasion de la France. Ces ouvertures ne produisirent donc alors d'autre effet que d'éveiller la cupidité des entours du roi de Prusse, et de les faire, en conséquence, s'étudier à imprimer la plus ruineuse lenteur aux opérations militaires de son armée, d'autant qu'ils savaient satisfaire ainsi les vues secrètes et intéressées de M^me^ de Rietz, depuis comtesse de Lichteneau.

Lebrun, qui croyait tenir seul le fil des négociations occultes tramées alors, annonçait hautement, le 25 septembre 1792, dans un rapport sur la situation politique de l'Europe, *une négociation importante et qui intéressait l'existence de la république.* Il parla aussi, le 1^er^ octobre, d'ouvertures de paix faites par le duc de Brunswick; mais rien de positif ne fut publié sur ces négociations qui, en effet,

* Ce Benoît est le même qui fut directeur général des droits réunis, et qui est mort récemment.

avaient lieu par une toute autre voie que celle dans laquelle *Lebrun* et ses agens étaient entrés. Nous avons dit les vues de Dumouriez sur les moyens d'obtenir l'évacuation du territoire français; le voyage de Billaud-Varennes; l'embarras de la commune toute-puissante de Paris; la manière dont elle en fut tirée par le conseil exécuté de *Paris*. L'on était donc déjà secrètement d'accord, à l'insu du roi de Prusse, lors de cette insignifiante canonnade du 20 septembre, dont la vanité française a fait une victoire; journée où le fils même d'un général de cavalerie passa à l'ennemi, croyant, ainsi que son père, que le sort de l'armée et de la révolution allait être promptement décidé. Mais après avoir volontairement manqué ce succès décisif, il restait encore à décider le roi à la retraite. Pour y parvenir, on l'effraya sur la marche de Custine vers Mayence; la mauvaise foi des Autrichiens; l'ambition de Catherine II, par rapport à la Pologne. Le désir de sauver Louis XVI le faisait pourtant résister encore aux vœux de son conseil privé. Enfin, dans la conférence qui eut lieu au quartier-général prussien, entre le roi et les commissaires français (nous tenons ces détails de *Tallien* lui-même, témoin pres-

que muet de cette conférence où il laissa parler son collègue *Carra*), quoique pressé depuis long-temps par ses ministres, dont le seul véritablement loyal (le comte de Schulenbourg) avait été renvoyé à Berlin, le chevaleresque monarque ne put être décidé à la retraite que sur l'assurance positive, et plusieurs fois réitérée, que la personne de Louis XVI serait respectée.

Il fut répandu sous main dans l'armée prussienne que le monarque prisonnier avait lui-même écrit à Frédéric-Guillaume, pour l'engager à se retirer; lettre que *Manuel* lui-même, qui était le plus vaniteux des meneurs de cette époque, a dit au rédacteur de ces notes avoir lui-même fait écrire; mais qu'ont également niée et Louis XVI, qui eût pu s'en faire un moyen de défense, et le gouvernement prussien, qui aurait ainsi couvert, sous un motif plausible, la honte de sa retraite et celle, plus méprisable encore, des intrigues qui la déterminèrent.

Ce qu'il y a de certain, c'est que depuis cette époque, il ne cessa jamais d'y avoir, en dépit de la continuation de la guerre, des relations secrètes entre les deux gouvernemens de Prusse et de France, et nous en retrouverons plus tard les preuves, en voyant, à l'occasion des pro-

vinces belgiques, reparaître sur la scène politique, ou sous le voile qui la couvrait, ce même Dohm dont nous venons de parler.

Les princes frères de Louis XVI devinrent donc les victimes de la confiance qu'ils avaient eue aux promesses des alliés; mais les alliés devaient bientôt être eux-mêmes punis de leur perfidie, par les funestes résultats de leurs faux calculs politiques. Plus de quatre-vingt mille hommes, toujours victorieux, se retirèrent devant moins de moitié qu'ils eussent pu facilement écraser; et à cet événement, qui étonna l'Europe et soumit entièrement la France à ceux qui la gouvernaient, commence cette longue moisson de lauriers dont notre patrie sut du moins couvrir l'épouvantable hécatombe fruit de ses aveugles fureurs révolutionnaires. Mais ce dont ils ne pourront jamais effacer la flétrissante mémoire, c'est l'assassinat de cet excellent prince, dont la vie entière fut consacrée par des sentimens d'amour pour son peuple, et la mort par un pardon à ses bourreaux. On connaît son testament. Voici la lettre qu'il écrivit, le 20 janvier 1793, la veille de son martyre, à *Monsieur*, à qui plus tard elle parvint presque miraculeusement: « J'obéis à la Providence et à la néces-

» sité, en allant porter sur l'échafaud ma tête » innocente; ma mort impose à mon fils le far- » deau de la royauté : soyez son père, et gou- » vernez l'état, pour le lui rendre tranquille et » florissant. Mon intention est que vous preniez » le titre de régent du royaume; mon frère » Charles-Philippe prendra celui de lieutenant- » général. Mais c'est moins par la force des » armes que par des promesses avantageuses, » une sage liberté et de bonnes lois, que vous » rendrez à mon fils l'héritage usurpé par des » factieux. N'oubliez jamais qu'il est teint de » mon sang, et que ce sang vous crie : *Clé-* » *mence et pardon!* votre frère vous en prie et » votre roi vous le commande. »

NOTE DIXIÈME.

GOUVERNEUR-MORRIS ET TALLEYRAND.

Le tableau de l'Europe contemporaine et celui de la révolution française demeureraient imparfaits, si nous ne parlions ici du ministre des États-Unis, Gouverneur-Morris (Gouver-

neur n'est pas un titre, mais un prénom); ca[illegible] cet homme, plus remarquable qu'il ne fut re[illegible] marqué au sein du chaos politique et militair[illegible] de cette époque, était doué (consciencieux ob[illegible] servateur) de l'esprit le plus prophétiquemen[illegible] lumineux; et seul il sut juger sainement le[illegible] principes, la marche et l'issue des troubles de l[illegible] France, mais n'en porta pas moins des regard[illegible] clairvoyans sur ce qui se passait autour d'elle. Pénétré de respect pour les vertus de Louis XVI, il en fut souvent consulté, et versa des larmes sincères, mêlées d'indignation, sur le sort de cet infortuné monarque.

Morris, l'un des fondateurs de la république américaine, ami de Franklin et de Washington, juge la révolution française et ceux qui la firent avec une sévérité calme et une rare sagacité, dans le journal qu'il écrivait pour lui-même, et dans sa correspondance avec son gouvernement. Dès son arrivée (en 1789) il trouvait M. de Lafayette abusé sur le génie de son pays, trop républicain pour la France, et lui disait, en blâmant sa *Déclaration des droits de l'homme*: *Croyez-vous qu'on assure le bonheur des peuples avec des paroles sonores?* Il ne voyait dans M. Necker *qu'un négociant vaniteux*, *qu'un*

homme laborieux, et rien de plus. Il rapporte avoir, à l'ouverture des états-généraux, entendu *siffler* ce comte de Mirabeau, qui pourtant allait bientôt devenir l'arbitre de cette assemblée ; il recommandait constamment la modération aux chefs de cette assemblée, comme base réelle de cette liberté dont ils parlaient tant, mais dont leur violence entraînerait la ruine. Indigné des premiers meurtres commis à Paris et de ceux du 5 octobre, il plaignait sincèrement le roi et la France de la marche des choses; prêchait à l'inexpérience, et son expérience consommée n'en était point écouté e Il écrivait à Georges Washington, le 31 juillet 1789 : « Le roi de France » est l'esclave de ses craintes, maintenant rien ne » peut le sauver; il ne saurait résister au torrent » qui l'emporte; la liberté de la France est com» promise par l'effet d'idées romanesques qui » sont la mort de tout gouvernement, et dont » nous sommes heureusement guéris. » Et Washington lui répondait : « La révolution fran» çaise est un prodige : elle ne peut s'accomplir » en peu de temps; le sang coulera; la licence, » l'immoralité, des actes sanguinaires compro» mettront la révolution, refroidiront ses amis, » et la seule ressource de la France sera *un des-*

» *patisme énergique*, joug plus pesant que celui » de l'ancien régime. »

Telles étaient, dès la fin de 1789, l'opinion et les prévisions des deux amis, et cela parce que, ainsi que l'écrivait Morris le 1^er^ décembre 1790, *on croyait bien gouverner en gouvernant à rebours de l'ancien régime*; il ne voyait que folie sur folie, et ruine définitive dans les actes législatifs d'alors; il en gémissait pour le compte de la liberté, et combattait Lafayette, qui dès lors lui disait qu'il voudrait *une constitution américaine jointe à un pouvoir exécutif héréditaire*. C'était le constant don-quichottisme de cet homme, comme l'union, ruineuse pour nous, de la France avec l'Angleterre est celui d'un homme politique de nos jours, célèbre par ses calembourgs, et plus malheureusement encore par ses protocoles.

Morris méprisait sincèrement les principaux auteurs des troubles publics, voyait l'Europe prête à les châtier, et écrivait à cette occasion, le 4 février 1792, que l'*évêque d'Autun était chargé de proposer à l'Angleterre la cession des îles de France et de Bourbon, comme celle de l'île de Tabago, pour prix d'une alliance contre l'empereur*, et que M. de Warville (Bris-

sait) proposait, *dans le comité diplomatique*, la cession de *Dunkerque et de Calais* à la Grande-Bretagne, *comme gage de la fidélité de la France à remplir ses engagemens. Vous pouvez*, ajoutait-il, *juger par cet échantillon combien est sage et vertueuse la faction à laquelle il appartient.*

Dans une autre lettre du 17 mars, après avoir parlé du mépris avec lequel M. de Talleyrand avait été accueilli à Londres, et de la cause de ce mépris, il disait que les propositions de ce négociateur à double face s'étaient réduites à *la cession de Tabago, la destruction des travaux de Cherbourg, et une extension à donner au traité de commerce*; demandant à ce prix *une stricte neutralité en cas de guerre avec l'empereur*. Quel funeste rapprochement à faire ici entre les deux missions en Angleterre, du même homme, en 1792 et à la suite de 1830! Mais, outre la répugnance du roi Georges pour la personne du négociateur, pour ses menées secrètes, pour tout ce qui avait trait à la révolution, la proposition de *céder Tabago*, semblait, dit Gouverneur-Morris, *trop mesquine pour séduire M. Pitt*, qui pensait d'ailleurs que la destruction de Cherbourg serait naturellement

opérée par l'effet seul des *élémens*, avant que les travaux fussent *terminés*. Puis les colons de Saint-Domingue lui avaient déjà fait des ouvertures favorables qui l'engageaient à ne rien conclure à cet effet; car il voulait éviter tout ce qui pourrait contrarier *ses plans* relatifs à cette riche colonie, dont il méditait l'envahissement ou la ruine, en flattant l'aveugle cupidité de quelques Français, *non émigrés*, mais *fugitifs*, à la tête desquels était l'ex-constituant *Malouet*.

Le fils du célèbre Chatam présageait, et il ne se trompait pas, que notre révolution amènerait, au profit de l'Angleterre, la ruine du système maritime et colonial français, et ne s'occupait encore, à l'époque des négociations aussi coupables qu'infructueuses de l'évêque d'Autun, qu'à tarir ou détourner le torrent des idées perturbatrices dont son pays pouvait d'un jour à l'autre être inondé; ce qu'il parvint à exécuter avec autant de génie que de succès, en accroissant immodérément la suprématie politique de la Grande-Bretagne, travaux herculéens qui doivent à jamais illustrer son nom.

Quant à l'ami des Franklin, Washington et Jefferson, qui plus tard éclaira l'Angleterre sur les vues secrètes de l'Espagne (lettre à lord

Grenville) et de la Prusse, il écrivait, le 22 août 1792, que les troupes françaises avaient refusé de défendre cette constitution si hautement proclamée immortelle par ses auteurs; que Lafayette, obligé de fuir, *voyait sa fortune broyée sous les roues qu'il avait lui-même fait mouvoir;* que l'étranger était uni contre la France par une *alliance* qui ne pouvait durer; que l'avenir était incertain chez un peuple dont le *caractère* ne se manifestait que par une *inconstance enthousiaste.*

Dans une autre lettre, du 21 décembre, il gémit de voir que le roi *le plus bienfaisant* que la France ait eu, à qui l'on n'avait *rien à reprocher*, soit traité comme un *abominable tyran*, et traîné *devant des juges : Il mourra,* dit-il; on interprètera, on falsifiera ses papiers pour justifier *la fureur qu'on a élevée contre lui.* Il voyait que les jacobins ne pouvaient, après tant d'injures, chercher une planche de salut que dans le meurtre et l'immense complicité du meurtre. En effet, il vit mourir ce roi, après avoir fait de vains efforts pour le sauver. Quant au sort futur de la France, il répétait le 19 octobre 1793 ce qu'il avait prévu dès 1789 : que *la terrible tragédie* dont il était l'indigné specta-

teur n'aurait pour dénoûment qu'un *despotisme militaire*. Et lui seul, en Europe, avait été illuminé de cette prophétique sagacité qui fut justifiée de son vivant; car, mort en 1816, il avait vu passer le regne, prédit par lui, d'un soldat couronné, comme l'une des nécessités de la révolution française; en avait déploré le despotisme oppresseur comme celui de la convention nationale, et en célébra la chute dans un discours prononcé à New-York, le 29 juin 1814.

Nous ne pouvons terminer cet article sans rapporter encore ce fragment d'une de ses lettres, écrite d'Hambourg, le 30 décembre 1794, à Georges Washington : « La France n'a triomphé » que par la sottise de ses ennemis, qui, j'en » suis sûr, auraient réussi, en abandonnant l'idée » d'un démembrement pour le simple rétablissement du trône, vigoureusement poursuivi, à la grande satisfaction des Français; » car *j'ai été en mesure de juger de leur ardent* » *désir de la restauration de leurs princes* *. »

Le régime de la terreur et cette convention nationale, qui ne semblait mourir qu'épuisée de

* I have been able to juge they ardently *desire* the restoration of their prince.

crimes, avaient donc bien plus compromis que servi la république, quoi qu'en disent les amis de la révolution; et les espérances des princes, consignées dans leurs déclarations *, n'étaient donc pas aussi chimériques qu'on le pense. L'opinion de l'homme qui avait, de si loin, prévu le gouvernement militaire, ne doit pas à cet égard être ici à dédaigner.

NOTE ONZIÈME.

PARTAGE DÉFINITIF DE LA POLOGNE.

C'est principalement ici que nous avons à remplir une funeste lacune laissée dans nos Mémoires (t. II, p. 193 et suiv.), c'est celle relative aux affaires de la Pologne; car ce qui a trait à cette espèce de république, avait déjà influé et devait influer encore sur les destinées de la France et sur celles de l'Europe.

L'on a vu, dans la note cinquième, que Frédéric-Guillaume donna des éloges à la révolution

* Voyez la note VIII^e.

du 3 mai ; qu'elle avait été faite de son aveu et sous ses auspices ; qu'il promit même de la soutenir de sa protection et de ses secours; son ministre ayant notifié d'avance à la diète que son maître *appelait la nation polonaise à la liberté, à l'indépendance, et à faire dans sa constitution des changemens qui lui rendraient son antique splendeur;* promettant, à cet effet, son puissant et sincère appui. Il y a plus, la paix de Vienne, qui suivit de près les conférences de Pilnitz, avait eu pour objet, non seulement la garantie respective des possessions des deux couronnes de Berlin et de Vienne contre toute attaque extérieure, comme contre tous troubles intérieurs; mais trois articles secrets portaient : 1° reconnaissance de l'indivisibilité et de l'indépendance de la nouvelle constitution polonaise ; 2° accord à l'amiable à prendre sur l'établissement de la fille de l'électeur de Saxe, avec déclaration qu'il ne lui serait proposé pour époux aucun des princes de Prusse ou d'Autriche ; 3° promesse par les deux cours d'employer leurs bons offices pour faire adopter ces stipulations par le cabinet de Saint-Petersbourg. Tout devait donc inspirer aux Polonais la plus entière sécurité, et elle eût peut-être été

justifiée par les événemens, si Léopold, qui désirait sincèrement la paix et ne voulait pas voir la Russie accroître sa puissance, avait joui d'une plus longue existence; mais Catherine II parvint, à force de menées sourdes, à détacher Frédéric-Guillaume de la politique que jusqu'alors il avait suivie; elle parvint aussi, après la mort de Léopold, à influer sur la politique autrichienne, moins pacifique sous le nouveau règne qu'elle l'avait été sous celui qui venait de cesser. Et, en poussant les deux grands états germaniques contre la France, elle devenait entièrement libre de diriger ses vues ambitieuses vers la conquête de la Pologne, dont elle déterminait ces deux puissances à abandonner les intérêts, en les leurrant d'avantages plus ou moins illusoires.

Déjà l'électeur de Saxe, qui connaissait mieux que le gouvernement polonais le jeu encore voilé de la politique des trois cours limitrophes de la république, avait, dès le 23 octobre 1791, fait répondre à la notification qui lui était donnée de son élection au trône, à la mort de Stanislas-Auguste, par une note du comte de *Loss*, dans laquelle, en exprimant la reconnaissance de son altesse électorale, et l'intérêt

qu'elle prenait au bien-être de la Pologne, il était dit, qu'après avoir examiné la nouvelle constitution, elle avait trouvé *dans les lois fondamentales divers articles qui lui semblaient exiger des éclaircissemens préalables*; qu'à cet effet il serait convenable de nommer de part et d'autre une *commission* pour lever les difficultés qui s'opposaient à sa *résolution*. Le prince Czartoryski fut donc envoyé pour conférer avec les ministres de l'électeur, qui, après quelques mois de discussions, firent à la diète, en avril 1792, une réponse dont voici la substance : « S. A. E. » n'acceptera la proposition qui lui est faite » qu'aux conditions suivantes : 1° qu'on aura » l'assentiment des cours environnantes, tant » sur l'hérédité de la couronne que sur la nou» velle constitution ; 2° qu'on fera à cette consti» tution les changemens nécessaires pour éviter » les troubles; 3° que le serment des troupes » serait prêté, non à la nation, mais au roi; » 4° que le roi aurait la sanction des lois et le » droit exclusif de déclarer la guerre; 5° que le » roi, et à son défaut la reine, auraient seuls la » direction de l'éducation du prince royal; » 6° que le droit héréditaire appartiendrait aux » princes saxons à l'exclusion des princesses;

» 7° que l'exécution préalable de toutes ces » dispositions deviendrait la condition expresse » de l'acceptation de son altesse électorale. » C'était refuser avec tous les égards dus à la nation qui l'avait élu, et éviter de choquer les vues de la Russie ou de ses alliés.

Ce refus était aussi de nature à inspirer de vives craintes à la diète; une funeste catastrophe allait probablement avoir lieu, le roi seul l'avait prévue sans pouvoir ni la prévenir, ni parer à ses effets. Sa position et celle de l'état devenaient d'autant plus critiques, que l'armée était faible, qu'on ne pouvait la rendre imposante qu'en armant la bourgeoisie, et qu'il était à craindre que celle-ci, une fois armée, ne voulût et n'eût les moyens alors de s'emparer du gouvernement. Il fallait d'ailleurs, et l'orgueil national y répugnait, recourir à la demande de généraux et d'ingénieurs étrangers que la Prusse avait promis; puis les accorderait-elle? On se contenta donc de communiquer au cabinet de Berlin les moyens de défense qu'on s'était hâté de préparer. Et, à la note du 29 avril, Lucchésini répondit le 4 mai : « Que S. M. ne pouvait pren- » dre aucune connaissance des réglemens dont » la diète s'occupait, étant étranger à tout ce

» qui s'y passait. » Enfin, le 18 du même mois, la tzarine déclara la guerre, en invitant tout ce qu'elle nommait les *bons Polonais*, à se joindre aux confédérés de Targowitz qui, dès le 14, s'étaient réunis à l'effet de détruire la constitution nouvelle. Le roi alors conseilla de se mettre en mesure de se défendre; de négocier avec l'Autriche, la Saxe, la Turquie et la Prusse; et il écrivit, le 31 mai, à Frédéric-Guillaume pour s'assurer de ses sentimens : « Au milieu de mes » peines, lui disait-il, ce qui me console, c'est » que jamais cause ne fut *meilleure* ni dans » le cas d'avoir pour appui un *allié* plus respec- » table et *plus loyal* aux yeux des contempo- » rains et de la postérité. » Mais ce monarque répondit, le 8 juin, que la Pologne s'était donné, *à son insu*, une constitution qu'il n'avait *jamais songé à soutenir*; ajoutant, qu'à cet égard, ses ministres n'avaient jamais *varié*.

Dès le 19 mai, quatre-vingt mille Russes étaient entrés en Pologne et y commettaient les plus grands désordres. Pour en arrêter le cours, Stanislas-Auguste proposa secrètement à l'impératrice de lui donner pour successeur au trône de Pologne son petit-fils, le grand-duc Constantin; il n'obtint aucune réponse et reçut

bientôt d'amers reproches et une invitation à accéder à la confédération de Targowitz. Il écrivit de nouveau à l'impératrice pour lui rappeler la conférence où, sur les bords du Borysthène, elle lui avait promis la tranquillité de la Pologne et permis l'envoi de ministres dans les cours étrangères, ainsi que l'augmentation de l'armée polonaise; il lui disait encore : « Il vous importe, madame, d'influer en Pologne et de » pouvoir y faire passer vos troupes sans embarras, toutes les fois que vous voudrez vous » occuper ou des Turcs ou de l'Europe; il nous » importe d'être à l'abri des révolutions continuelles dont chaque interrègne doit nécessairement devenir la cause, en y faisant intervenir tous nos voisins, en nous armant nous-» mêmes les uns contre les autres; il nous faut » de plus un gouvernement intérieur mieux » réglé que ci-devant; voici le moment et le » moyen de concilier tout cela; donnez-nous » pour successeur, à moi, votre petit-fils Constantin; qu'une alliance perpétuelle unisse les » deux pays : je n'ai pas besoin de vous dire » que les circonstances sont telles, que jamais » l'exécution de ce plan n'a pu être plus facile. » et il ajoutait : « Accordez nous un ar-

» mistice, et, j'ose vous le répéter, tout ce que » je vous ai proposé sera accepté et exécuté. » L'armistice demandé fut refusé par le général russe qui ordonnait à tous de se réunir à la confédération de Targowitz, reconnue par la tzarine comme la seule et légitime Pologne, et cette impératrice répondit enfin, le » juillet (cette correspondance est tout entière en français); dans sa lettre elle repoussait les offres de Stanislas-Auguste à qui elle disait : « Qu'il s'agis- » sait de rendre à la république son ancienne » liberté » (c'est-à-dire l'anarchie qui la dévorait et l'affaiblissait), « sa forme de gouverne- » ment renversée par la constitution du 3 mai » au mépris des *pacta conventa*, à la stricte » observance desquels tiennent les droits de » votre majesté à l'obéissance de ses sujets. » Et elle ajoute qu'elle soutiendra de tous ses moyens la confédération de Targowitz qu'elle nomme *la plus saine partie de la nation polo- naise* et fait clairement entendre que le salut de l'état tient entièrement à l'accession du roi à cette confédération.

Si, au lieu de porter ses vues sur la maison de Saxe, qui ne pouvait rien pour la Pologne, la diète eût élu, non un prince autrichien ou

prussien, qui eût eu contre lui les deux autres puissances co-partageantes, mais le prince Potemkin, qui convoitait la couronne polonaise, elle eût été du moins forte de sa puissance en Russie, et plus forte encore de son audacieux génie. Peut-être la Pologne aurait-elle alors été respectée de ses voisins, dont aucun n'eût craint de voir les dépouilles accroître la puissance de ses rivaux. Mais l'on n'avait pas su s'attacher cet homme, quoiqu'il eût déjà protégé la Pologne, et il mourut d'ambition déçue dans le temps même où on négociait si infructueusement avec l'impuissante et timide Saxe.

Le roi, voyant s'accroître les désastres sans qu'il fût possible d'y porter remède, rassembla un conseil composé des maréchaux de la diète, des ministres, du prince primat, du vice-chancelier, et proposa, comme seule et dernière ressource, la réunion à la confédération rebelle; ce qui passa à la majorité de 12 voix contre 7. Le roi signa l'acte de confédération, le 24 juillet, « dans l'espérance, disait-il, que les mesures » proposées par l'impératrice rendront le bon» heur à mon pays. » Or, tandis que la portion la plus tumultueuse de la nation accusait le roi, dont elle n'avait su ni écouter les avis, ni armer

le pouvoir, les confédérés semblaient donner à ses ennemis des armes contre lui, en présentant à sa signature des actes qui pouvaient le faire soupçonner d'avoir été d'intelligence avec eux; car les auteurs de la constitution du 3 mai y étaient déclarés rebelles. Ces confédérés ôtèrent pourtant au roi le commandement de l'armée, livrèrent aux Russes Kaminieck, privèrent de leur artillerie les troupes polonaises, qui, au nombre de vingt-cinq mille hommes, furent cantonnées par petits corps séparés dans l'Ukraine et la Volhinie, inondées de soldats russes qui les cernaient de toutes parts.

Tout ayant été ainsi préparé, on commença à entendre circuler les bruits d'un nouveau partage que Zouboff, le favori régnant, démentait avec vivacité au nom de l'impératrice, comme injurieux à son caractère et contraire même à ses intérêts, ainsi qu'à son désir de rendre la Pologne heureuse, en l'arrachant à l'effet des intrigues de la Prusse.

Cependant les chefs de la confédération commençaient à gémir de la situation dans laquelle ils avaient jeté leur patrie, surtout quand, le 16 janvier 1793, une armée prussienne entra en Pologne, accompagnée d'une déclaration où

il était dit que « la révolution du 3 mai avait été » faite à l'insu des puissances voisines, et avait » excité le mécontentement de la nation à qui le » roi désire donner des preuves de son affection » et de sa bienveillance. » Et l'un des premiers actes de *cette bienveillance* fut le blocus, puis l'occupation de Dantzick. On voulut défendre la frontière occidentale et les Russes s'y opposèrent. Bientôt parurent (le 25 mars et le 29 avril) deux déclarations des cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg, indiquant les limites nouvelles assignées à la république; pour garantir, disait-on, la tranquillité de ses voisins, et invitation à rassembler la diète pour s'entendre amiablement sur ces objets. Le roi, prenant de la convoquer, crut devoir écrire à l'impératrice le 19 mai, pour lui rappeler le refus qu'il avait fait jadis de la couronne; trente ans de travaux sans succès pour opérer le bien; son devoir, qui lui interdisait *toute participation personnelle aux mesures qui amèneraient le désastre de la Pologne*; son désir de voir le trône *occupé par quelqu'un plus heureux*. Catherine ne lui répondit pas, mais lui fit répondre par son ambassadeur, qu'elle désapprouvait son projet d'abdication, qu'il devait y renoncer, et

tenir *les rênes de l'état jusqu'à ce qu'il l'ait tiré de la crise présente*; que ce n'était *qu'à ce seul prix* qu'elle lui assurerait *un sort heureux dans la retraite qu'il médite*. Cette crise était le nouveau partage qui, par une espèce de dérision, était intimé à une diète bloquée par vingt mille hommes, sous le titre de *traité d'alliance*. Ainsi pressée, elle opposa néanmoins quelque résistance que le ministre russe *Sievers* surmonta par l'arrestation des récalcitrans et le séquestre de leurs biens : ce qui révolta jusqu'aux auteurs de la confédération. Mais le prétendu *traité d'alliance*, passé, à la pluralité de soixante-treize voix contre vingt, dans une diète dont les membres ne pouvaient entrer ou sortir que par la permission du ministre russe qui la faisait très étroitement garder, et dont il avait dit en parlant du roi et des sénateurs : « Je les tiendrai » couchés sur la paille jusqu'à ce qu'ils aient » exécuté mes volontés, » fut signé le 23 juillet, comme seul moyen d'éviter de plus grands et inévitables malheurs, comme dans l'espérance illusoire, d'être affranchi, par des cessions à la Russie, de celles que demandait le roi de Prusse; mais il les exigea dès le lendemain 24, et il fallut accueillir ses prétentions.

que secondaient les tyranniques efforts du ministre russe.

Cette seconde spoliation ne pouvait être que le prélude d'une troisième et définitive qui ferait disparaître, momentanément du moins, jusqu'au nom polonais; car, d'une part, l'irritation était générale, et les craintes qu'elle produisait de l'autre devaient, toute ambition à part, faire désirer aux cabinets spoliateurs d'en effacer les traces. Il y a plus: l'Autriche, qui avait dû, mais n'avait pas pu obtenir, aux dépens de la France, un équivalent des accroissemens de territoire que le second partage procurait à la Russie et à la Prusse, allait elle-même y prendre part. Avant donc d'entrer dans les détails relatifs à la campagne de 1793, nous croyons devoir terminer ici ce qui a trait aux affaires de Pologne; ce qu'on va lire se liant nécessairement à ce que nous venons d'exposer.

Iglstrom, qui commandait les Russes, exigea, de la part de Catherine, la réduction du peu de troupes que la Pologne conservait encore. Cette exigence injurieuse excita leur indignation, et les principaux émigrés polonais, qui avaient sollicité vainement l'appui de la Turquie, de l'Autriche et même de la France, cher-

chèrent à en profiter pour ranimer le zèle patriotique de leurs concitoyens; le ministre de Suède, baron de Toll, les invitait à secouer le joug et leur promettait même des secours; Maladinski avait déjà levé l'étendard en mars 1794. Kosciusko, rentré dans sa patrie, en signa l'acte à Cracovie le 24 mars, et, en qualité de généralissime, battit avec quatre mille hommes, dont une partie ne se composait que de paysans armés de faux, plusieurs corps russes. A l'ouïe de ses succès, l'insurrection s'étendit avec rapidité. Iglstrom, redoutant un soulèvement à Varsovie, devait, le 18 avril, désarmer la garnison polonaise, faire main-basse sur ceux qui s'y opposeraient, et faire mettre même le feu dans divers quartiers de la ville pour détourner l'attention des habitans et faciliter l'enlèvement du roi; mais il fut prévenu, et le 17 éclata un soulèvement général qui se prolongea jusqu'au lendemain soir, où la tranquillité fut rétablie après l'expulsion des Russes et de leur général, qui ne put réunir au camp prussien que deux cent cinquante hommes, laissant dans sa fuite six mille morts, trois mille prisonniers et cinquante pièces de canon.

Nous ne suivrons pas ici le cours des gigan-

tesques exploits de Kosciusko contre quarante mille Prussiens et un plus grand nombre de Russes : exploits immortels qui eurent pour terme fatal la sanglante bataille de Maciéjowice, où, le 10 octobre, le héros polonais fut blessé et fait prisonnier.

Nous ne parlerons pas davantage de l'effroyable boucherie de Praga, qui mit un terme à l'existence de la Pologne, ni du roi, qui alla terminer ses jours à Saint-Pétersbourg. Il résulta des trois partages de 1772, 1793 et 1795, que la moitié de la Pologne passa sous le sceptre russe, et que l'autre moitié fut inégalement partagée entre la Prusse et l'Autriche, dont la première eut Varsovie et l'autre Cracovie. La France, qui, par ses agens révolutionnaires, et principalement sous le ministère de Dumouriez, avait, en 1792, engagé la Pologne dans une périlleuse révolution, qu'elle refusa plus tard de secourir, comme trop peu démocratique, en retira du moins l'avantage de diviser les forces agressives des ennemis qui l'attaquaient; mais la puissance de ces mêmes ennemis s'accrut doublement, et par l'extension de leur territoire, et par un lien de complicité entre les co-partageans : lien qui pouvait bien parfois se relâ-

cher, sans pouvoir entièrement se rompre, puisqu'il était formé par un intérêt commun de conservation. Enfin, le partage définitif de cette belliqueuse Pologne enlevait à cette ingrate France le plus fidèle de ses alliés.

NOTE DOUZIÈME.

ÉVÉNEMENS POLITIQUES DE 1792 A LA PAIX DE BALE.

Nous venons de contempler, dans les convulsions de son agonie sociale, cette nation jadis si puissante et constamment héroïque, sur laquelle plusieurs des princes de la dynastie capétienne avaient régné. Jean Casimir lui avait, dès 1668, annoncé que l'affaiblissement du pouvoir royal, qu'alors il abdiquait, amènerait l'envahissement du territoire polonais par les Moscowites, les Autrichiens et les Prussiens. Cette triste prophétie venait, après plus d'un siècle, de se réaliser. Une utile réforme l'eût prévenue, faite dans un temps calme et avant l'extension de puissance acquise par les trois

états limitrophes; mais devenait périlleuse à une époque où toute révolution, quelque sage qu'elle parût, pouvait conduire à l'anarchie et en faire un foyer dangereux pour les états absolus environnans.

Certes, une ambition active dans ses principes, perfide dans ses moyens, prépara et exécuta ce grand forfait politique. Mais de vives craintes, et qui, peut-être, n'étaient pas sans fondement raisonnable, hâtèrent probablement cette catastrophe, d'autant que des agens révolutionnaires ne cessaient d'agiter les esprits inflammables des Polonais. Ici nous n'accusons ni n'excusons; nous rapportons seulement ce que nous ont dit, dans toute la sincérité de leurs ames, de vieux ministres de Catherine II, dont les imaginations étaient encore frappées de ces terreurs de jacobinisme qui les avaient agités lors de la constitution du 3 mai. Passons maintenant aux événemens militaires et politiques qui suivirent la retraite de Champagne.

Dumouriez, vainqueur de ses adversaires, moins par les armes que grace aux riches dépouilles du garde-meuble de la couronne, remporte bientôt la victoire de Jemmapes, où le général autrichien ne voulut point employer

activement le corps émigré, commandé par le duc de Bourbon, et n'avait pu être joint par la division du général Brown, qui n'exécuta que lentement et à regret l'ordre du duc de Brunswick, de se rallier à l'armée du duc de Saxe-Teschen; craignant que ce ne fût là qu'un nouvel acte de perfidie de la part des Prussiens, qu'il voyait se retirer paisiblement et sans être à peine suivis : retraite dont il ne pénétrait pas la cause et qui donnait une force plus intense à la haine nationale, ferment de division entre les deux peuples et qui nuisait aux succès de leur alliance.

Nous ne répèterons point ici ce que nous avons dit, tomes deux et trois de nos Mémoires, sur les campagnes de 1793 et 1794, durant lesquelles les armées françaises, secondées dans leur défensive par les intelligences qu'elles s'étaient procurées au sein des conseils mêmes de l'ennemi, ne commencèrent cependant à obtenir de grands succès qu'en insultant leurs flancs, d'après les inspirations de Pichegru, préférablement au système de Carnot, qui voulait diriger toutes les attaques sur leur centre. Mais la nature de la guerre devint plus complexe, depuis que la faction qui décida la rupture avec l'Autriche

était parvenue à rompre également avec l'Angleterre et la Hollande, qui, l'une et l'autre, eussent, si l'on en croit les rapports de Maulde, faits aux jacobins dans leurs séances des 8 et 9 mars 1793, reconnu la république française: rupture dont le général Dumouriez fut aussi peiné qu'étonné; ce qui dément le grand projet, dont il parle dans ses Mémoires, de la formation d'un état indépendant composé de la réunion de la Hollande et de la Belgique. Mais ce qu'il est à remarquer, durant les cours de ces deux campagnes, c'est que la reddition de Valenciennes avait été due en partie aux royalistes. Ils correspondaient avec l'armée, et ameutèrent plusieurs fois les femmes, à la tête desquelles était M^me^ Levavasseur; après la capitulation, ils administrèrent au nom de Louis XVII, jusqu'au jour où l'empereur François, arrivé en Belgique, fit substituer le drapeau impérial au drapeau blanc, qu'on arbora d'abord. Mais, dès lors, ils se retirèrent tous, et ce parti, qui ne favorisait l'étranger qu'en faveur du roi, cessa de lui prêter assistance. La politique autrichienne changea bientôt de direction; elle ne pouvait espérer la conservation de la Belgique, ni la couvrir par une ligne des places prises sur

la France ; elle négocia donc, pour être dédommagée et de la perte de ces provinces, et de celles d'une part en Pologne, équivalente à celles obtenues par la Russie et la Prusse. Ses vues sur la Bavière se réveillèrent alors, et le cabinet de Vienne entama des négociations secrètes avec Robespierre, dont la puissance lui semblait solidement établie. Les comtes de Mercy-d'Argenteau et de Trotzmendorf se croyaient déjà sûrs d'une paix avantageuse : aussi les dispositions pour l'évacuation de la Belgique étaient déjà faites quand le dictateur révolutionnaire disparut de la scène qu'il avait si horriblement ensanglantée : ce qui fit dire au baron de Thugut : « Quel malheur pour nous que M. de Robes- » pierre soit mort ! »

Mais les menées du cabinet autrichien étaient surveillées par un clairvoyant observateur : c'était ce même Guillaume Dohm, dont nous avons parlé dans la note neuvième. Cet habile explorateur, envoyé à Bruxelles par le cabinet de Berlin, y pénétra les vues de l'Autriche, et sut exactement ce qui avait été stipulé entre les deux puissances belligérantes ; ce qui disposa bientôt la Prusse à conclure elle-même un traité avec la république française. La mort de Robespierre

n'avait pas entièrement rompu les négociations secrètes qui se renouèrent à Seltz et à Rastadt, où Dohm se retrouva encore pour les surveiller et en dévoiler les mystères.

Pour ce qui a trait à la paix de Bâle, signée en avril 1795, elle ne précéda que de peu de mois celle qui mettait un terme à l'existence de la république polonaise. Par un reste de pudeur, le cabinet prussien, qui venait de conclure un traité avec l'Angleterre pour lui fournir des troupes, qui avait touché la moitié du subside stipulé, puis rappelé le corps d'armée déjà en marche, voulut du moins chercher à justifier la conduite qu'il avait tenue depuis 1792 : aussi parut-il une apologie semi-officielle en décembre 1795, sous la rubrique de Berne, avec cette épigraphe : NUSQUAM TUTA FIDES, et intitulée *Fragment de la campagne de* 1792, *ou anecdotes et réflexions relatives à la retraite du roi de Prusse dans les plaines de la Champagne, et à l'invasion de la Belgique par Dumouriez.* S'il faut en croire l'auteur de cet opuscule anonyme, la retraite dont il est ici question ne fut ni l'effet d'une lettre de Louis XVI ni des trésors donnés ou promis à Frédéric-Guillaume. Selon lui, Malesherbes, Tronchet et de Sèze ont nié

formellement l'existence de la lettre, sur la parole de leur client: si l'on avait acheté la retraite du roi de Prusse, y est-il dit, on aurait acheté son entière défection; et il est à remarquer qu'il n'a quitté les armes que plus de deux ans après. Il ne reste donc à l'auteur du Fragment, pour expliquer et motiver cette retraite, que les intrigues de Dumouriez, et les torts que, selon lui, s'imputèrent mutuellement les deux puissances assez mal coalisées. Voici la substance des conjectures de l'anonyme. Réduit au rôle secondaire, gêné par la présence du roi de Prusse, le duc de Brunswick ne s'étudiait pas à faire disparaître des distinctions dont s'offensaient les généraux autrichiens employés en seconde et troisième ligne. De leur côté, le roi de Prusse et le duc, qui réservaient à l'armée prussienne l'honneur de l'expédition, s'indignaient de voir l'Autriche, plus directement intéressée, ne concourir à la guerre qu'avec des forces très modiques. Adroit à saisir ces dispositions, Dumouriez comble d'éloges le roi de Prusse et les Prussiens, prodigue l'outrage aux Autrichiens et aux émigrés, poursuit mollement l'armée prusienne qui se retire, réserve tous ses efforts contre les autres, et annonce dès lors l'époque où il sera

maître du Brabant; les alliés s'entr'abhorrent, et les émigrés sont dépouillés et repoussés. C'était pour le 21 septembre que la bataille avait été résolue. Clairfayt, désespéré d'y voir substituer un ordre de retraite, offre de soutenir seul le combat avec ses troupes et les émigrés; le duc de Brunswick s'y refuse. Clairfayt demande alors à voler au secours de la faible division autrichienne que commandait l'archiduc Albert, et qui, mise à découvert par cette retraite, ne pouvait plus défendre la Belgique; même refus. Chacune des deux armées alliées avait dans son conseil des officiers chargés de la confiance du chef de l'autre armée. La veille de la bataille de Jemmapes, Beaulieu, qui commandait une sous-division à Tournay, vint voir les préparatifs de l'archiduc, lui dit qu'ils seraient insuffisans contre un ennemi trois fois plus fort et à qui les sacrifices ne coûteraient rien; il répondit d'enlever les batteries ennemies, si on voulait lui confier quatre mille hommes. Staray, consulté, approuva ce projet, et dit qu'il se ferait honneur d'en partager l'exécution; Clairfayt le jugea possible; l'archiduc, irrésolu, en fut détourné par les officiers prussiens. On connaît les résultats de la ba-

taille. Ici, l'anonyme remonte au traité de Pillnitz ; il voit le roi de Prusse vouer franchement ses trésors et ses soldats au secours du roi de France, l'Autriche tergiverser, soutenir les émigrés et les repousser, croire tour à tour Louis XVI libre et captif, reconnaître la constitution de 1791, attendre l'invasion pour n'agir encore que faiblement, n'envoyer que vingt-deux mille hommes, ne tenter aucune diversion vigoureuse, perdre les années en fausses combinaisons; et l'auteur prétend que si l'archiduc, au lieu de s'arrêter à brûler le faubourg de Lille, eût tenté de pénétrer par les Ardennes, Dumouriez n'aurait pu garder les défilés de l'Argonne ; Kellermann arrivait trop tard, et le roi de Prusse marchait sur Paris. Parvenu à la paix conclue entre la Prusse et la France, l'anonyme annonce que des personnes dignes de foi ont eu connaissance de l'article suivant d'un Mémoire particulier remis au cabinet de Vienne au nom du roi de Prusse. Après avoir exposé tout ce que la Prusse a rendu de services dans le cours de cette guerre pour la défense de l'empire, la reprise de Mayence, les revers éprouvés, les pertes qu'ont souffertes ses armées, la distraction puissante, causée par l'in-

surrection de la Pologne, l'épuisement de ses trésors, les maux de tout genre qu'entraînent des opérations militaires, si vives, si multipliées, on ajoutait : « Quel était le but direct » de la convention de Pilnitz et de l'association » des deux principales puissances de l'Allema- » gne? N'était-ce pas le rétablissement de la » monarchie française dans son intégrité? S. M. » prussienne ne s'y est-elle pas portée avec tout » le zèle qu'on devait attendre de sa loyauté? » N'a-t-elle pas dû être surprise de voir son » allié dévier de ses intentions primitives, et « paraître s'en occuper moins que du projet de » faire des conquêtes et de s'enrichir de dé- » pouilles d'opprimés? Dans cette hypothèse, » S. M. prussienne a dû prendre un intérêt » moins vif à l'état politique, au gouvernement » intérieur de la France, et préférer à tout autre » soin celui de délivrer ses propres sujets du » fléau de la guerre. »

L'assertion que *si on avait acheté la retraite du roi de Prusse, l'on aurait acheté son entière défection*, tombe totalement à faux, car ce furent ses entours et non pas lui qui se laissèrent corrompre, tandis que ce prince ne put être décidé à la retraite que par l'assurance solen-

nelle que la tête de Louis XVI respectée
Il n'était donc pas plus [illegible] une lâche
cupidité que ne put l'être l[illegible] germani-
que François, en raison de la reddition, au prix
de six à huit millions, des quatre places qui
avaient fait perdre à ses troupes tant de sang
et de temps; car, lorsque le constitutionnel Car-
not vint se vanter, comme nous le rapportons,
t. 3, p. 72, des moyens révolutionnaires em-
ployés pour les faire rendre à leurs commandans, il n'eût pas osé avouer que ce n'était pas la crainte, mais l'or, qui en avait ouvert les portes. Tallien, plus franc, n'en fit pas mystère au rédacteur de ces notes quand il lui dit : « Les » Prussiens ont été bien chers, mais les Autri» chiens ne nous ont coûté que six à huit mil» lions. »

Au reste, les intrigues du cabinet de Vienne, qui finit par en être la dupe, n'étaient pas alors les seules qui fussent ourdies avec Robespierre; c'était une paix avantageuse qu'il en espérait; et c'était le trône de France que *Monsieur*, titré, mais non reconnu *régent*, lui demandait, dans une correspondance dont les traces existent encore, quelque soin que ce prince se soit donné pour la faire disparaître. Il gémit donc

tout autant que le baron Thugut, de la mort du sanguinaire despote populaire qui, depuis deux mois, songeait à consolider l'existence de son pouvoir, en faisant, comme César-Auguste, cesser les supplices et ouvrir les prisons, mais qui rencontra un obstacle invincible à ses vues ambitieuses dans les jalousies inquiètes de ses complices.

Ne terminons pas cette note sans citer deux faits qui illustrent ou honorent des hommes placés dans des catégories bien différentes. Menin, place démantelée par l'empereur Joseph, sans artillerie, gardée par une garnison faible sous les ordres du général hanovrien Hamerstein, avait été, le 26 avril 1794, investie par vingt mille hommes; le commandant propose de capituler, à condition d'emmener avec lui de trois à quatre cents émigrés du régiment de La Châtre : on s'y refuse; il déclare alors être déterminé à s'ensevelir sous les ruines de la place. M. de Vilaines, chef des émigrés, dit alors au général que c'est à lui et aux siens de lui ouvrir une voie de retraite; sort avec eux, surprend les assiégeans, tue quatorze cents d'entre eux, enlève le général Lacour, la caisse militaire, treize canons, dont on n'en peut atteler que

trois; dégage Hamerstein, et fait l'arrière-garde de la garnison en retraite, après avoir perdu un tiers des siens : trait le plus héroïque d'une guerre qui devait en produire un si grand nombre!

Voici l'autre trait : la convention nationale avait lancé un décret ordonnant qu'il ne serait pas fait de quartier aux Anglais; et Moreau hésitait à le publier; pressé enfin de le mettre à l'ordre du jour, il s'y résout, mais ajoute : *J'ai trop de confiance en l'honneur français pour croire qu'un tel décret soit exécuté.* Au moment où cet ordre allait paraître, arrive le représentant du peuple Richard; le général le lui montre : « C'est bien, » dit le conventionnel; mais vous jouez votre » tête, et je ne puis la défendre qu'en hasardant » aussi la mienne : peut-être ma popularité nous » sauvera-t-elle tous deux. » Et il fut écrit et signé par lui au bas de l'ordre du jour : *Approuvé.* Pour leur bonheur et celui d'un grand nombre de victimes désignées, Robespierre tomba, et ils conservèrent, à l'abri de tous dangers, l'honneur de leur courageuse conduite.

Durant ces trois remarquables années, la Pologne avait disparu, la Belgique avait été évacuée; la Vendée, Lyon et Toulon, soumis; un

nouveau gouvernement établi après la mort de Robespierre; la France triomphait de toutes parts, et par les armes et par des traités; mais l'incertitude de l'avenir faisait déjà naître avec l'Espagne des intrigues secrètes que nous aurons plus tard à dévoiler.

NOTE TREIZIÈME.

ÉVÉNEMENS POLITIQUES ET MILITAIRES DE 1796.

La campagne de Clairfayt, en 1795, avait été brillante; les intrigues secrètes qui nuisirent au succès de celle de 1794 venaient d'être découvertes, comme nos Mémoires le prouvent (t. III, p. 269), et le héros belge disparaissait sous ses lauriers, pour faire place, par sa retraite de l'armée, au prince Charles, son digne successeur. Nous allons donc mettre à l'écart les campagnes d'Italie, qui commencèrent la haute fortune de Bonaparte, et dont on pouvait suivre les premières opérations sur les cartes et les marches des campagnes du maréchal de Maillebois, n'ayant rien à ajouter ici au tableau qui en a été

tracé dans ce même et troisième volume. Quant aux opérations militaires en Allemagne, décrites page 382 et suivantes, nous devons citer d'abord l'opinion de Napoléon, qui, dans les Mémoires dictés à Sainte-Hélène, et publiés par le général Gourgaud, en parle ainsi (t. I, p. 153 et 154): « Jourdan marcha sur le Mein, s'empara de » Wurtzbourg, et prit position sur le Rednitz, sa » gauche appuyée au débouché de la Bohême, » tandis que sa droite débouchait sur la vallée » du Danube. L'armée du Rhin, commandée par » Moreau, partit de Strasbourg, traversa les » montagnes Noires et le Wurtemberg, passa le » Lech et entra en Bavière. Pendant que ces » deux armées manœuvraient sous deux généraux indépendans l'un de l'autre, l'armée autrichienne, réunie sous l'archiduc Charles, se » centralisa sur le Danube, et se trouva placée » entre les armées françaises, dont elle parvint » à empêcher la jonction. L'archiduc battit Bernadotte, qui commandait la droite de l'armée » de Sambre et Meuse, l'accula à Wurtzbourg, » et enfin le jeta au-delà du Rhin. L'armée du » Rhin demeura spectatrice de cette marche, et » ce fut trop tard que Moreau ordonna à la division Desaix de passer sur la rive gauche du

» Danube, pour secourir Jourdan. Ce défaut de » résolution du général de l'armée du Rhin obligea bientôt cette armée à se mettre en retraite. » Ainsi l'armée autrichienne, en nombre très » inférieur aux armées françaises réunies, fit » échouer, sans aucune bataille générale, le plan » de campagne des Français, et reconquit toute » l'Allemagne. » Telle est, sur cette retraite si vantée du général Moreau, l'opinion du plus grand capitaine de notre âge. Mais pour fortifier cette juste opinion, il faut lire le *Traité de Stratégie*, appliqué aux mouvemens militaires de 1796, ouvrage où le prince Charles parle avec autant de vérité que de modestie d'une campagne où il acquit une gloire immortelle, signalant ses propres fautes comme celles de ses adversaires, dans cet écrit, qui doit éternellement être le bréviaire des gens du métier.

Il aurait pu, au lieu de s'acharner au siége du fort de Kehl, où il perdit dix mille hommes et une fin de campagne qui pouvait être décisive, marcher avec une partie de son armée victorieuse vers l'Italie, où il eût facilement fait avorter la gloire et la fortune d'un général, peu connu alors, et qui devait un jour et long-temps devenir le dominateur de l'Europe, Mais un faible

et cupide intérêt l'en empêcha. L'Autriche, qui tirait dix millions de subsides des états sur la rive droite du Rhin, ne se les croyant assurés qu'après la prise de cette bicoque, immola à des vues aussi étroites l'avantage certain du plus utile et du plus éclatant des triomphes. Quant à la *réputation européenne* acquise par Moreau (page 471), elle n'a pour base que la vanité française, l'ignorance des faits, et la comparaison que l'on fit plus tard, par esprit de parti, entre la conduite de ce général en 1796 et celle d'un homme qui, bien qu'il lui fût très supérieur, ne sut jamais exécuter un mouvement rétrograde; car ses trois seuls mouvemens de ce genre ne furent que des fuites personnelles, sans l'ombre de dispositions prises pour le salut de ceux qu'il abandonnait.

Nous ne devons pas omettre ici ce qui a trait au traité de Saint-Hildefonse (t. III, p. 406). Gouverneur-Morris écrivait à cet égard, en date de Vienne, du 21 décembre 1796, à lord Grenville : « Je ne crois pas devoir quitter cette ville » sans vous faire parvenir les informations que » je viens de recevoir; c'est que le leurre em» ployé par le gouvernement français pour dé» terminer l'Espagne à vous faire la guerre, est

» la promesse de *placer le second fils du roi* » (don Carlos) *sur le trône de France*, notions » qui coïncident avec celles que j'avais déjà » précédemment recueillies; j'ai tout lieu de » croire qu'elles n'ont point échappé au cabinet » de Berlin. » En effet, ce cabinet, qui avait été leurré du même espoir, semblait inquiet, et Morris, qui le regardait comme incapable de soutenir seul deux campagnes, le peignait, dans une lettre précédemment adressée au même ministre britannique, comme ayant été enivré *d'ambition usurpatrice sous une succession de princes rapaces* (rapacious princes), *enclins à l'envahissement.* (Ces notions si précieuses étaient aussi une des lacunes de nos mémoires.) Il instruisait encore lord Grenville, par une lettre de Dresde, du 31 janvier 1797, de la corruption qui assiégeait le cabinet de Vienne, au point que tout ce qui se passait de plus secret, dans le conseil autrichien, était à l'instant connu du gouvernement français.

Une pièce peu connue, et qui fût demeurée sans importance, s'il n'y avait pas eu de restauration française, mais qui en acquiert par cet événement, alors si éloigné et si imprévu, c'est la déclaration du prétendant au moment où le

jeune prince fils de Louis XVI mourut au Temple, le 1er juin 1795. Cette pièce, qui prouve combien peu le successeur légal de Louis XVII connaissait la France, telle qu'elle était devenue par l'effet d'une révolution dont il avait lui-même fécondé les germes, était datée de la première année de l'échéance du droit héréditaire, qu'il ne voulait ni ne devait abjurer; ce qui, plus tard, lui fut bêtement reproché, quoique, indépendamment du principe sur lequel il s'appuyait, il eût pour précédent la conduite de Henri IV, contre laquelle personne ne réclama ni ne pensa même à réclamer. Dans cette déclaration, après avoir fait remarquer la coïncidence de sa position avec celle de Henri IV, et tracé le tableau des erreurs qui compromettaient le salut de la France, il dit qu'il faut rétablir ce gouvernement *qui fut, pendant quatorze siècles, la gloire et les délices des Français*, comme si les élémens en existaient encore. Il ajoute : *Ce que Louis XVI n'a pu faire, nous l'accomplirons*; réclame contre ceux qui le peignent *comme un vengeur irrité*; accorde toute absolution au repentir; et, répétant ce qui avait été dit en son nom dans la lettre de M. de Calonne, il livre les coupables *à leur con-*

science, en n'en exceptant que les meurtriers du roi et de la reine; écarte toute idée de vengeance particulière, et dit : *Qui oserait se venger, quand votre roi pardonne?* Il promet cependant une *fermeté* égale à sa *clémence*, ne regardant d'ailleurs son avénement que comme l'objet de *souvenirs douloureux*, *de travaux et de peines*, mais non comme celui *d'ambition et de jouissances;* promettant encore de n'oublier *jamais l'inébranlable fidélité des armées catholiques et royales*. En envoyant au chef vendéen Charrette cette déclaration, si peu en harmonie avec le temps où elle fut publiée, il lui annonçait son désir de se réunir à lui; se plaignait de ce que le gouvernement anglais ne le lui permettait pas; faisait naître une polémique entre M. de Monthion et M. de Calonne sur le rétablissement de cet ancien gouvernement, dont les bases étaient broyées et les étais brisés pour jamais.

A ce ridicule politique il en joignit un autre contre les convenances, en faisant notifier à toutes les puissances européennes, avec l'annonce de son avénement qui ne les intéressait point, celle de sa rupture avec la grande dame qu'on disait être sa maîtresse : véritable siné-

cure dont il était indécent de rappeler le souvenir.

Il espérait d'autant plus à cette époque monter de fait sur le trône que le prince de Condé entretenait alors des relations avec le général Pichegru ; mais ce prince, à qui l'on avait interdit, en 1792, tout établissement possible sur la rive française du Rhin, se trouvant sous les ordres des généraux autrichiens, ne pouvait ni faire un pas sans leur aveu ni les mettre dans sa confidence sans éveiller l'ambition du cabinet de Vienne, qui eût exigé l'occupation des places fortes d'Alsace, chose qui aurait rendu toute négociation impossible ; car Pichegru voulait travailler pour la France et non contre elle.

Certes, le grand Condé eût vaincu tant d'obstacles en traversant le Rhin à la tête de ses braves ; mais celui dont il est ici question, intrépide dans les combats, devenait faible dès qu'il s'agissait de prendre une grande détermination. A l'ardeur belliqueuse près, il en était de même de Louis XVIII, qui, voulant paraître avoir été outrageusement chassé du territoire vénitien, quand sa sûreté personnelle l'exigeait, se trouvait alors à l'armée de Condé, et à qui Pichegru conseillait de se jeter franchement dans

ses bras prêts à le servir, en disant : « Qu'à tout » événement il valait mieux vivre vingt-quatre » heures en roi que cent ans dans la proscrip- » tion. » Ils n'osèrent ni l'un ni l'autre hasarder une héroïque démarche au devant des dangers de laquelle Pichegru se précipitait, sans avoir la plus légère confiance en la *reconnaissance du prince*, mais seulement parce qu'il croyait fermement que le salut de la France en dépendait. Ce général si franc, si dévoué, si bon Français dans le cœur et dans l'esprit, en fut plus tard la victime, comme les princes exilés le furent long-temps encore de leur peu de détermination en 1795.

NOTE QUATORZIÈME.

DE L'ADMINISTRATION PRUSSIENNE SOUS LE RÈGNE DE FRÉDÉRIC-GUILLAUME II.

Nous venons de parler d'une royauté *in partibus infidelium;* parlons ici de celle d'un état qui, depuis un demi-siècle, jouait un rôle si important dans l'histoire de notre âge. Son ad-

ministration, qui, de nos jours, est devenue le chef-d'œuvre le plus parfait dans ce genre, mérite d'être contemplée, dans ses phases, sous le règne de Frédéric-Guillaume II, prince dont les qualités et les défauts influèrent sur les destinées du continent. Les détails que nous allons donner rempliront encore une des lacunes de nos Mémoires.

En commençant par le code prussien, nous dirons que, terminé avant la campagne contre la France, il devait être mis en activité le 1er juin 1791, quand une ordonnance en rejeta l'exécution à une époque indéterminée; mais, le 5 février 1794, une ordonnance nouvelle le substitua aux codes romain, saxon et autres jusque-là en vigueur, en en retranchant ce qui semblait nuire à l'exercice du pouvoir royal, ou favoriser trop le libre enseignement; effet de la terreur inspirée par les principes politiques professés alors en France. Puis vint le réglement relatif aux tribunaux, simple perfectionnement du travail fait en 1781 par le grand Frédéric, en ce que la nouvelle rédaction facilitait la décision des procès, abrégeait les lenteurs et ruinait nombre de moyens de chicane.

La pénurie des finances, triste effet de la guerre, força le gouvernement à des emprunts onéreux, surtout après le dernier partage de la Pologne; et l'état des esprits l'entraîna à des mesures rigoureuses, comme : désarmement des paysans, répression des écrits incendiaires, bannissement pour propos indiscrets, bastonnade de ceux qui refusaient les impôts ou les corvées, restrictions apportées à la liberté de conscience, esclavage de la presse, renvoi de quelques professeurs, espionnage des écoles; choses qui irritent les peuples dans la crainte exagérée des effets de leur irritation. Mais des améliorations réelles avaient eu lieu par rapport au recrutement, à l'éducation des enfans de soldats et aux secours sanitaires dans l'armée.

Le roi avait rendu un grand service aux principautés nouvellement acquises d'Anspach et Bareuth, en en confiant l'administration au baron d'Hardenberg; mais il n'en était pas de même de celle des provinces polonaises, où des formes régulières ne pouvaient être substituées à l'anarchie sans blesser des intérêts et des habitudes; provinces où l'on eut de grandes difficultés à essuyer pour mettre en activité les trois chambres de Posen, Kalish et Varsovie, ainsi

que les douze arrondissemens inférieurs et les trente-six juridictions provinciales pour le recouvrement des contributions dans la Prusse méridionale; tandis que les mêmes formes, au sein des mêmes obstacles, assujétissaient la Prusse orientale, tant aux deux chambres de Plotzk et de Bialystock, qu'à seize autres juridictions provinciales. Enfin, deux cours souveraines, pour les causes civiles, criminelles et ecclésiastiques, étaient établies à Posen et à Petricau, et les affaires devaient y être traitées en allemand, ce qui mécontenta beaucoup les Polonais qu'on soumit d'ailleurs en grande partie au code prussien. Mais les lieux où ces changemens produisirent le plus d'ennemis à Frédéric-Guillaume, furent les villes de Thorn et Dantzick, qui virent disparaître avec leurs lois, leurs tribunaux, leur administration; toute trace de cette liberté dont elles avaient joui si long-temps. On établit aussi dans les nouvelles provinces les impôts du timbre, des relais, des corvées; ces innovations et ces réformes, en partie utiles, en partie onéreuses, étaient reçues toutes avec une haine qui provenait également, et du souvenir de la conduite perfide du gouverneur prussien, et de la manière despotique avec laquelle elles avaient

ou lieu, et de l'occupation de tous les emplois par des Allemands, ce qui livra la Pologne prussienne à une foule d'hommes sans moralité, qui, ne pouvant rien obtenir dans leur pays, venaient exploiter, sans retenue comme sans pudeur, cette portion de l'antique domaine des Piastes. Enfin l'on exproprie les possesseurs de Starosties au profit de l'état, et les émigrés au profit de quelques avides courtisans.

Le roi envahissait également alors, au mépris des lois de l'empire, les droits et priviléges du clergé, de la noblesse et des villes dans l'Allemagne méridionale. Ces usurpations étaient secrètement approuvées de la France; et, à la suite d'une convention, non publiée, entre le roi et l'envoyé français à Berlin, il s'était généralement répandu l'opinion que pour le récompenser de l'abandon des intérêts de l'Allemagne « le pays de Saxe serait annexé à sa couronne. »

Ce prince, qui, avec un caractère loyal, eut une conduite perfide envers ses voisins, ses amis et ses ennemis; qui, avec des sentimens généreux, devint l'oppresseur de ses sujets, était à la fois l'esclave de ses favoris et de ses passions; il laissa, en mourant, le 16 novembre 1797, son état agrandi, mais obéré; ses peu-

ples mieux administrés, mais mécontens; prince intrépide, quoique nullement militaire, il avait vécu au delà de cinquante-trois ans plongé dans des désordres qui ajoutèrent à l'immoralité prussienne, et il nuisit au respect dû à sa religion, ne fût-ce qu'en érigeant, dans un temple chrétien, le mausolée de l'un de ses enfans naturels.

Il avait reçu de son oncle un état de trois mille six cents milles carrés, peuplé de six millions d'habitans, et il en laissa à son fils et successeur un de cinq mille huit cents milles carrés, peuplé de huit millions cinq cent mille ames: accroissement qui s'enrichissait de l'importante et commerçante ville de Dantzick, et de la possession d'un grand fleuve propre à revivifier ses nouvelles provinces, sans compter l'espoir des acquisitions qui lui étaient promises par le traité de Bâle.

Quelque vicieuse que fût, sous quelques rapports, l'administration sous le règne de Frédéric-Guillaume II, le commerce s'était étendu, la valeur des terres s'était élevée, les subsistances du peuple étaient assurées, l'armée s'était accrue de vingt-cinq mille hommes. Cependant il laissait une dette immense, contrac-

tée durant un règne de plus de onze ans, et qui devait naturellement paralyser la puissance que sa mort plaçait dans les mains de Frédéric-Guillaume III, né le 3 août 1770, et alors âgé de plus de vingt-sept ans. Ces détails expliqueront peut-être la conduite que tint le nouveau monarque durant les sept premières années de son règne.

NOTE QUINZIÈME.

GARAT, BOLIVAR, FRANCIA, DON PEDRO.

Nous n'avons rien à ajouter ici aux volumes 4, 5 et 6 de nos Mémoires, n'ayant à noter qu'une légère inadvertance dans le quatrième, où il est dit, pag. 522, que ce fut au ministre Sotin que le prince de Carency (Lavauguyon) vendit la correspondance de Louis XVIII. Ce misérable la livra à Bâle, à un autre misérable, prêtre marié, jacobin et régicide, nommé Basal, agent révolutionnaire en Suisse à cette époque : sale et infâme marché dont quelques royalistes devinrent les victimes.

L'expédition d'Egypte est l'événement le plus remarquable de cette période, et le congrès de Rastadt son lieu politique le plus curieux. Nous n'avons aucune lacune essentielle à remplir dans ce qui a trait à l'un et à l'autre, jusqu'à la sanglante catastrophe du 28 avril 1799. Mais nous ne pouvons nous résoudre à ne pas rapporter ici, comme monument de la niaiserie révolutionnaire, le fragment suivant d'une lettre de Garat, au général Bonaparte. Cet homme qui avait dit au monarque napolitain que sa mission rappelait *ces temps où les philosophes voyageaient pour l'instruction des rois*, écrivait de Naples, au général expéditionnaire, le 30 juin 1798..... « Je » pars demain pour Paris, et le plaisir que j'en » ai n'est altéré que par le regret de m'éloigner » du théâtre de vos belles opérations; mais si » vous le désiriez, général, je serais bientôt avec » vous. J'ai beaucoup médité dans ma vie sur les » moyens de rendre à toutes les institutions d'un » peuple les grands attributs de quelques législations anciennes, et les principes rigoureuse» ment démontrés de notre nouvel ordre social; » sur le moyen de rendre toutes les classes d'une » nation capables d'exercer à la fois leurs bras

» et leur intelligence; *de faire sortir des travaux* » *même de la main les belles sensations et* » *les pensées justes*. Le résultat de toutes mes » méditations a été de me persuader qu'avec de » la force et du pouvoir, en prenant l'espèce hu- » maine telle qu'elle est, on pourrait en *créer* » une autre, en quelque sorte, dans laquelle » on ne verrait presque rien de la stupidité et » des folies de la première. Eh bien! général, *je* » *vous demande une île ou deux;* comme un » peintre qui a des dessins dans la tête et un » pinceau à la main, demande une toile et des » couleurs. Vous allez avoir plusieurs îles et » plusieurs peuplades à votre disposition, et » toutes sont placées dans les climats les plus » propres aux expériences sociales. C'est à vous, » général, à multiplier les essais pour multiplier » les méthodes, et à donner aux méthodes les » plus mûres et les plus hardies le poids et » l'autorité d'une expérience faite. Je vous le ré- » pète, j'ai assez réfléchi sur mes idées pour » leur donner de la précision, pour approcher » mes théories de la pratique. »

Bonaparte, aussi positif que Garat était systématique dans ses rêveries philosophico-législatives, ne répondit point à cette curieuse lettre;

il ne chercha pas à créer des hommes nouveaux, mais fonda son pouvoir sur la connaissance acquise de ceux dont il voulait exploiter les vices ou les vertus. Outre la grande expérience politique dont la France était alors le théâtre, et qui, sous une fausse enseigne de liberté, allait conduire nécessairement au gouvernement militaire, comme l'avait prévu Gouverneur-Morris, trois autres, bien différentes dans leurs motifs et leurs résultats, devaient plus tard avoir lieu dans l'Amérique-Sud. En dépit de leurs dates chronologiques, nous les rapprocherons ici des projets enfantés par le moderne *Sancho*. Trois hommes influèrent principalement sur le sort des peuples de l'Amérique méridionale : Bolivar, le docteur Francia et l'empereur don Pedro.

Bolivar, honoré du titre de libérateur de la Colombie, intrépide, franc, généreux, désintéressé, idolâtre amant de la gloire, avait immolé sa fortune et toutes les jouissances qu'elle procure à sa haine pour l'oppressive Espagne et à son amour de l'indépendance. Eh bien ! ce personnage, dont le cœur à la fois patriotique et religieux pardonnait facilement l'injure et jamais la bassesse, qui fut le héros et sera le lustre de son pays, qui ne rêvait que la démocratie la

plus pure, qu'il croyait seule capable de rendre sa patrie heureuse et d'en faire un peuple de frères, ne put vaincre, par ses brillans exploits, sa constante modération et sa complète absence d'ambition personnelle, l'inimitié jalouse que l'esprit démocratique arma contre lui ; et, rongé de chagrins, il mourut de désespoir, laissant la Colombie ravagée par l'anarchie, fruit des principes auxquels il avait voué son héroïque et laborieuse existence.

La vie du docteur Francia offre un tableau bien différent. A l'époque où l'invasion de la péninsule ibérienne prépara la séparation des colonies continentales américaines de leur métropole, la seule province du Paraguay suivit une marche tout autre que celle des diverses provinces du sud. Francia, simple avocat alors, mais recommandable par ses connaissances, son désintéressement, sa parfaite équité, devint le secrétaire du nouveau gouvernement établi, en fut l'ame, le dirigea bientôt, brouilla entre eux les trois chefs du congrès paraguaysien, devint seul législateur, administrateur et directeur d'un état que lui seul était capable de gouverner. Ce fut d'abord pour trois ans, puis à vie, sous le titre de dictateur : dès lors son despotisme est

sans limites : général, fournisseur, payeur des troupes; arbitre de toutes les fortunes, juge de tous les procès, inflexible à l'égard des fautes les plus légères, quelquefois punies de mort à son ordre seul, il maintient son autorité par la terreur qu'il imprime, la rend utile par son équité envers ceux qui ne lui inspirent ni crainte ni jalousie. Sous son joug, l'état prospère, sa capitale s'embellit, l'industrie fait des progrès nécessités par l'isolement absolu dans lequel il tient le Paraguay. Cet homme, sur le compte duquel on a débité tant de fables, fut, sinon le plus brillant, au moins le plus extraordinaire que notre âge ait mis en évidence. Peut-être n'était il pas aimé, mais on le respectait, on le redoutait. Napoléon et son gouvernement étaient pour lui l'objet de l'admiration la plus exaltée; il en imitait la rigueur, quelquefois l'équité, jamais le luxe; car sa liste civile, fixée par lui, ne montait pas à plus de la dixième partie de celle du président des États-Unis. Le Paraguay a-t-il beaucoup perdu par sa mort? C'est une question difficile à décider : ce qu'il y a de certain, c'est que d'un peuple lâche, immoral et indolent, il en a fait un actif, moral et vigoureux, courbé à la plus sévère discipline; et de cet esprit d'ordre

pourrait jaillir un jour l'heureux modèle de la civilisation américaine du Sud, si toutefois les peuples démocratisés sont susceptibles de juger sainement ce qui réfrénerait leurs passions désordonnées, et d'échapper à l'individualisme, à moins que le despotisme ne les y contraigne.

Quant à don Pedro, prince par sa naissance, son éducation et ses droits héréditaires, mais ce que l'on nomme aujourd'hui *libéral* par la pente de ses idées, son caractère et les circonstances, aux conflits de ces directions morales si incohérentes, se joignaient pour lui les élémens politiques inconciliables du gouvernement à la tête duquel le plaçait le départ de son père, Jean VI; car, dans une démocratie royale, la lutte de deux pouvoirs rivaux et soumis à des passions opposées doit finir par la chute de l'un sous le joug triomphant de l'autre. Dans une situation aussi fausse sous un double rapport, fausse tant en lui que hors de lui, don Pedro, en dépit de sa brillante valeur, de son amour du bien, de ses sentimens tout populaires, vit le sceptre impérial arraché de ses mains, et en fut réduit à jouer le rôle d'aventurier, pour chercher à établir en Portugal ce même genre de gouvernement dont les résultats l'avaient fait chasser du Brésil :

grands et mémorables exemples, très capables d'éclairer les peuples et les rois, si les rois et les peuples étaient susceptibles aujourd'hui de profiter d'une expérience qui confond tant de séduisantes théories et déjoue tant d'espérances vaniteuses.

NOTE SEIZIÈME.

FAUCHE-BOREL, BARRAS, LOUIS XVIII.

Nous avions négligé, dans nos Mémoires, de noter une petite et misérable intrigue, qui eut lieu après le coup d'état du 18 fructidor; mais puisque des mémoires particuliers, des biographies, des journaux, où l'on cherchera peut-être un jour les élémens de l'histoire, s'en sont emparés pour la défigurer, nous croyons devoir en parler ici.

Un de ces hommes qui ne fourmillent que trop dans les temps de troubles, et que l'inquiétude de l'esprit ou la vanité font, sans droit ou mission, s'occuper de ce qui ne les regarde pas; *Fauche-Borel*, gobe-mouche contre-révolutionnaire, avait cru, sur la foi de l'un de ses amis

trompé ou trompeur, qu'il pourrait lier à la cause du roi le directeur régicide *Barras*, à l'instant même où celui-ci venait de célébrer avec éclat l'horrible fête du 21 janvier ; homme d'ailleurs incapable, par son caractère, de hasarder sa fortune présente pour qui et pour quoi que ce fût : puis, n'ayant la confiance de personne, qui aurait-il pu mettre en mouvement en faveur d'une restauration monarchique, l'eût-il voulue autant que réellement il la craignait ?

Un certain *Monnier* négocia donc, au nom du directeur, avec Louis XVIII, qui promit à l'éminent personnage *sa sûreté et douze millions*, accompagnant ces promesses de *lettres-patentes*, qui devaient être échangées contre l'engagement formel du directeur. Le prince exilé négocia alors avec l'empereur de Russie, persuadé que sa réintronisation était chose prompte et certaine.

Nous n'entrerons ici dans aucun détail sur les insignifiantes menées à cette époque des Fauche-Borel, Monnier, Tropès-Guérin, duc de Fleury, marquis de la Maison-Fort, qui compromirent Louis XVIII avec la Russie; mais nous rapporterons quelques phrases d'une brochure impri-

mée à Bruxelles, en 1816, intitulée *Précis historique des différentes missions dans lesquelles Louis Fauche-Borel a été employé.* L'auteur y dit que, quelques jours après le 18 fructidor, il lui avait été remis, *de la part de Barras*, un passeport sous le nom de *Borelly;* mais il finit par dire dans cette même brochure : « J'avais » écrit que le passeport reçu avait été délivré » par le directeur Barras, ainsi que Monnier » me l'avait annoncé, mais je me suis assuré » depuis que le passeport venait seulement de » son secrétaire, et que le directeur Barras ne » me connaissait alors que par des rapports de » la police extérieure, et que M. Barras n'avait » aucune connaissance de la négociation enta- » mée par Monnier. »

Ceci n'infirme ni les promesses du prince exilé ni l'envoi des lettres-patentes, mais bien la négociation en elle-même. Or, voici une nouvelle pièce à l'appui de la mystification du crédule agent royaliste; c'est une lettre de Barras, du 20 juin 1819, époque où il aurait pu lui être utile de laisser croire à ses précédentes vues monarchiques; il s'y exprime cependant ainsi : « Une proposition venue de l'étranger fut, dans » le temps, apportée à l'un des membres du

» directoire : à l'instant même tout le directoire » en eut connaissance. Si le témoignage una- » nime de tous mes anciens collègues, qui vivent » encore, ne suffisait pas sur ce fait historique, » les archives du directoire, comme celles des » ministres, feraient foi que tout ce qui a pu » avoir lieu en conséquence de cette proposition » n'a existé que par *délibération spéciale du di-* » *rectoire*, *portée en ses registres secrets.* » Qu'était-ce donc que cette intrigue, sinon un moyen de dépister les agens royalistes du prince et de déjouer leur projets? Espèce de mystification dont Fauche-Borel fut l'innocent agent, et Louis XVIII la dupe.

Barras avait probablement des pièces que le monarque, rendu au trône, était intéressé à faire disparaître, comme celles déposées au bureau de la guerre ou conservées par Courtois; car, à la mort de Barras, on voulut mettre la main sur ses papiers, ce qui donna lieu à la lettre suivante, écrite par le baron de Marguerit, et par lui adressée, le 12 mai 1829, à la *Quotidienne*, qui l'imprima dans son numéro du 15. Nous n'en retrancherons ici que quelques détails inutiles à la solution de la question qui est l'objet de la présente note : « Une discussion

» s'est élevée depuis quelque temps entre » M. *Pierre-Grand*, avocat, ami de l'ex-directeur » Barras, et M. Fauche-Borel. L'objet de cette » discussion n'est pas sans intérêt, et l'histoire, » vraisemblablement, en consignera les résultats. » M. Barras, régicide, a-t-il accueilli, à l'époque » où il était membre du directoire, un projet de » négociation tendant à replacer Louis XVIII » sur le trône? M. Fauche dit que oui; mais ses » preuves, quelque soin qu'il ait pris de les éta- » blir, sont faibles, il faut l'avouer; on pourrait » même dire qu'elles sont nulles. M. Grand af- » firme que non; il avait la confiance et paraît » posséder les secrets intimes de M. Barras, et » son opinion est d'un grand poids. Il met de la » chaleur à la soutenir : cela se conçoit; les cir- » constances sont telles, qu'on ne doit pas » laisser croire légèrement qu'un régicide ait » eu des regrets à une époque quelconque de sa » vie. D'un autre côté, le gouvernement sup- » pose que dans les papiers de l'ex-directeur *on* » *doit trouver des lettres qui lui auraient été* » *adressées, à cette occasion, par S. M.* » *Louis XVIII, et c'est sur ce fondement qu'un* » *juge de paix a apposé les scellés sur les pa-* » *piers de M. Barras, au moment de son décès.*

« De là procès : on conteste à l'état le droit de » s'immiscer dans les archives de l'ex-directeur, » et de s'emparer d'aucune de ses lettres. La » cour royale de Paris vient de prononcer sur » ce litige. L'affaire prenant de cette réunion de » circonstances un caractère plus grave, je crois » de mon devoir de faire connaître des choses » qui s'y rapportent, et que moi seul, je crois, » peux faire connaître aujourd'hui. Vers la fin » de 1796, ou au commencement de 1797, M. *de* » *Bésignan* alla trouver le roi, qui était alors à » Blankenbourg; il lui fit part que le directoire » avait l'intention de négocier avec S. M., et que » le comte *Grabianka*, qui se trouvait à Avignon, » était chargé de faire des ouvertures dans cette » vue. Une pareille nouvelle, des dispositions si » inattendues parurent au roi peu dignes de » confiance, et cependant il ne crut pas devoir » les rejeter entièrement. S. M. répondit qu'elle » ne ferait choix d'un négociateur qu'autant que » le directoire enverrait à l'avance des passe- » ports authentiques. *Il m'est bien difficile*, écri- » vait le roi, *pour ne pas dire impossible, de* » *croire à la réalité des choses que m'annonce* » *M. de Bésignan; mais*, ajoute S. M., *je ne* » *veux pas avoir à me reprocher d'avoir négligé*

» *un moyen d'empêcher le retour du terro-*
» *risme... J'exige des passeports du directoire*
» *même, parce que je les regarde comme la*
» *pierre de touche de la vérité de ses relations*
» *avec le comte Grabianka.* S. M. ne s'en tint
» pas là : elle voulut qu'on recherchât par
» d'autres voies si effectivement il y avait dans
» les actes ostensibles ou dans l'ensemble de la
» conduite privée du directoire, ou de quelques
» uns de ses membres, des données qui pussent
» induire à croire à la réalité des intentions
» qu'on leur attribuait. A cet effet, un officier
» de l'armée de Condé fut expédié secrètement
» en France; il était porteur de la lettre auto-
» graphe du roi, de laquelle je viens de citer les
» expressions, et qui me fut remise en témoi-
» gnage de la mission de cet officier. La lettre
» du roi, datée de Blankenbourg, le 13 janvier
» 1797, prouve que ce prince mettait une
» grande prudence avant de se déterminer; il
» ne s'agissait point, comme on le voit dans la
» lettre, d'une négociation avec M. Barras, mais
» avec le directoire tout entier. Il n'y eut point
» de correspondance. Depuis, y en a-t-il eu avec
» M. Barras particulièrement? Cela n'est établi
» nulle part; nulle part on ne nomme l'agent

» qui en aurait été l'intermédiaire. Bien loin de » là, M. Barras a semblé en toute occasion désa- » vouer sinon tout-à-fait les sentimens qu'on » lui a prêtés, du moins les actes et les démar- » ches dont on cherchait à lui faire honneur; » cela le compromettait aux yeux de son parti, » et M. Fauche lui-même a consigné ce fait dans » ses mémoires. »

Il résulte bien moins encore de cette lettre que de ce qui la précède, qu'il n'y eut pas réellement de négociations, dans le sens que Fauche-Borel leur prête dans ses mémoires, mais des tentatives de négociations. Le projet de l'ex-directeur et de ses collègues paraît avoir été de pénétrer les secrets de Louis XVIII. Jusqu'à quel point la correspondance qu'on voulut faire disparaître avait-elle été portée? C'est une nouvelle question, que nous mettrons ici à l'écart.

Quant à Fauche-Borel, qui sacrifia sa fortune et hasarda sa vie dans des intrigues où il fut toujours malheureux, loin d'obtenir des récompenses pour ses infructueux périls, maltraité par la restauration, abandonné dans sa misère, il finit par un suicide. Louis XVIII doit-il à cet égard être taxé d'ingratitude envers un homme

qui lui fut si sincèrement dévoué, ou éprouva-t-il des mécontentemens d'amour-propre blessé lors de la publication du *Précis historique*, dont l'édition, achetée et détruite en grande partie par la police, est devenue extrêmement rare; puis de celle de quatre gros volumes de mémoires, qui font peu d'honneur à la sagacité du prince? C'est une autre question, sur laquelle nous garderons encore le silence. Mais ce qui nous paraît être un fait positif, c'est que s'il y eut une négociation, elle fut absurde de la part des agens royalistes, perfide et fallacieuse de celle du directoire, aveugle et inconsidérée en ce qui concerne le prince exilé.

NOTE DIX-SEPTIÈME.

ASSASSINAT DE RASTADT.

Nous pensions n'avoir rien à ajouter aux détails que nous avions donnés dans nos Mémoi-

res (t. VII, p. 236 à 246), sur l'assassinat des ministres français à Rastadt; mais dans un volume récemment imprimé, qui nous tombe sous la main, on nous attribue d'avoir désigné Thugut comme auteur de ce crime, ce qui est faux; et on en taxe la reine de Naples, ce qui est non seulement faux, mais invraisemblable.

Sur quoi donc s'appuie celui qui a écrit ces lignes pour trouver à cette imputation calomnieuse contre la reine de Naples un grand degré de probabilité? C'est, comme il le dit, sur les mémoires de l'ex-directeur *Gohier*, de ce niais révolutionnaire, dont les deux volumes sont un amas informe de notions la plupart erronées.

Citons ici tout ce qui, dans ces mémoires (2 vol. in-8°, Paris, — Bossange frères. — 1824), a trait au crime de Rastadt.

On y trouve (p. 59 et 60), les cinq paragraphes suivans :

« Croirait-on qu'un écrivain qui se dit Fran» çais, que l'auteur de la *Revue chronolo*» *gique de France* (Montgaillard) ait osé ré» cemment encore accuser l'ancien directoire » d'avoir revêtu d'an uniforme étranger des si-

» caires, pour commettre ce lâche assassinat?

» La relation officielle des ministres plénipo-
» tentiaires répond à cette infâme calomnie; et,
» grace aux renseignemens recueillis sur les
» lieux par un homme dont le nom seul est une
» autorité, M. Koch, célèbre publiciste, et ancien
» membre de plusieurs assemblées législatives
» en France, on connaît aujourd'hui les auteurs
» de ce forfait politique. *La feue reine de*
» *Naples était à Vienne* lorsque le congrès de
» Rastadt fut dissout. Ce n'était pas assez pour
» cette femme cruelle de s'être *baignée dans le*
» *sang de ses sujets*, il lui fallait du sang français,
» et elle trouva dans le colonel des hussards de
» Szeckler un homme assez atroce pour la servir
» à souhait.

» On voit maintenant pourquoi ce crime hor-
» rible, qui a profondément affligé l'archiduc
» Charles et toute la cour impériale, n'a point
» été poursuivi.

» Mais le jour de la vengeance arrive tôt ou
» tard, et le souvenir des crimes tourmente ceux
» mêmes qui sont incapables de remords.

« Au moment de donner une bataille, les
» hussards de Szeckler firent demander à nos
» braves s'il était vrai qu'en les combattant ils

» fussent déterminés à ne faire aucuns prison-
» niers : *Malheureux, défendez-vous!* fut la ré-
» ponse, et le régiment fut exterminé. »

Nous répondrons au premier paragraphe que c'est nous qui avons le plus victorieusement prouvé l'absurdité d'accuser le directoire du crime de Rastadt; au second, que *les relations des ministres plénipotentiaires*, et ils n'étaient plus qu'un seul, accusaient uniquement l'Autriche, au point qu'il fut mis dans toutes les administrations une affiche portant : *Mort aux Autrichiens! assassins de nos ministres à Rastadt;* affiche qui s'y trouvait encore sous les premiers jours du consulat. Jean de Bry n'avait accusé que le cabinet de Vienne, et Gohier, élu directeur le 30 prairial, installé le 1^er^ messidor, c'est-à-dire un mois environ après le crime de Rastadt, ne pouvait ignorer des faits qu'il ne contredit, dans ses mémoires, qu'en s'appuyant sur des investigations dont il ne fournit pas même la preuve. Il y a plus, M. Koch ne pouvait point avoir dit que *la reine de Naples était à Vienne* lors de la rupture du congrès de Rastadt, qui eut lieu le 8 avril, époque où Marie-Caroline, chassée de Naples, s'était réfugiée en Sicile, où elle s'occupait de tout autre chose que des affaires d'un

congrès qui avait cessé. Enfin, cette femme, forte, mais nullement cruelle, quoi qu'en aient dit les pamphlétaires français, ne s'est jamais *baignée dans le sang de ses sujets*. Les sanglantes rigueurs exercées à Naples ne le furent que par *Nelson*, avant qu'elle y rentrât, et elles n'eurent même lieu que plus d'un mois après l'assassinat des plénipotentiaires. Enfin, à quoi lui eût servi cet assassinat? Ce n'aurait point été pour rompre des négociations, elles l'étaient depuis le 5 avril; pour faire commencer les hostilités, elles avaient eu lieu le 4 mars: Jourdan était déjà rejeté sur la rive gauche du Rhin, et Scherer battu à Magnano. Enfin, comment un colonel autrichien eût-il obéi à la reine de Naples, quand l'archiduc Charles ne pouvait faire une utile opération sans l'ordre exprès du conseil aulique? Tout est donc faux et absurde dans le second paragraphe.

Ce que Gohier, dans le troisième, dit de la profonde douleur de l'archiduc Charles est très réel; mais ce qui ne l'est pas, c'est la cause qu'il donne à l'absence de toute poursuite sur ce *crime horrible*. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans son *Traité de stratégie, appliqué à la campagne de* » 1799 (t. I, p. 223 et 224). « Les plénipotentiaires

» français, après avoir protesté contre la con-
» duite des troupes autrichiennes et les avoir
» accusées de violer le droit des gens, fixèrent
» leur départ au 28 avril. Dans ces entrefaites,
» un officier de hussards les somma d'évacuer
» la ville dans les vingt-quatre heures... Les
» ministres partirent la nuit même, et prirent
» la route de Strasbourg. A peine sortis de
» Rastadt, ils furent assassinés... Deux tombè-
» rent morts sous les coups des assassins... La
» postérité dévoilera sans doute et les causes et
» les auteurs de cet attentat, qui jusqu'à présent
» sont restés inconnus... » Dans sa lettre à Mas-séna, du 2 mai, il attribue ce crime « au dé-
» sordre inséparable des événemens militaires. »

Passons le quatrième paragraphe qui n'est qu'une vaine déclamation; et remarquons que le cinquième n'a pu être écrit que par l'un de ces hommes qui, n'allant étudier l'art de la guerre que sur les théâtres de Franconi et de la Porte-St-Martin, croyaient bonnement qu'on fait du mélodrame aux champs de bataille comme sur des tréteaux. Enfin, comme si tout devait être faux dans l'assertion calomnieuse que nous avons rapportée et réfutée, le régi-ment de Szeckler ne fut pas *exterminé* dans cette

campagne, l'une des plus brillantes de l'archiduc Charles, et dont ce prince rend compte avec son impartialité et sa modestie accoutumées.

Quant au sanglant mystère de Rastadt, il faut, pour le dévoiler, consulter la correspondance et lire quelques uns des écrits publiés par ce même Chrétien-Guillaume Dohm, dont nous avons eu l'occasion de parler dans les notes précédentes. Employé à Rastadt par le gouvernement prussien, dès 1797, il y demeura, quand plusieurs députations en étaient déjà parties; ce fut lui qui mit le plus d'activité à rechercher les causes et les auteurs du crime; qui en fit un rapport et l'adressa au chef de l'empire : et il n'y fut point répondu. Dohm inséra plus tard dans les *Archives politiques* de Nœberlin un article portant que les assassins avaient été des hussards de Szeckler, agissant par l'ordre de leur chef, et désigne le colonel Barbaczy comme ce chef. Dans l'écrit intitulé : *Faits mémorables de mon temps*, Dohm parle bien d'un plan arrêté relativement à cet attentat ; mais la reine *Marie-Caroline* ne pouvait point n'y pas être totalement étrangère ; et des réserves diplomatiques empêchaient

l'écrivain de faire disparaître un voile qu'il soulève seulement; ce qui reporte avec confiance notre pensée sur ce qui est consigné dans nos Mémoires (t. VII, p. 236 à 246).

Nous n'en dirons pas davantage, n'ayant écrit que pour ceux qui, sachant lire un ouvrage politique, sentent que son auteur, en dévoilant des intentions secrètes, peut et doit quelquefois ne pas désigner nominativement les premiers auteurs d'une action dont il a cru suffisant de démontrer la cause et le but : car voilà tout ce qu'exigeait la vérité historique.

Pour les Mémoires de Gohier, si jamais ils pouvaient être considérés comme documens à consulter par les futurs historiens, je croirais devoir les prévenir ici, que l'auteur, bon homme, dit-on, mais simplement bon homme, était d'une crédulité rare et niaise, relativement à ses idées révolutionnaires mal digérées. *Napoléon*, qu'il affecte de ne jamais nommer que *Bonaparte*, lui semble un monstre pour avoir abattu ce sale et imbécile directoire dont personne ne voulait plus, surtout depuis la loi des ôtages, et ce dernier emprunt forcé que de toutes parts on se refusait à payer; ce directoire plongé dans la fange et qu'il présidait, lui

Cohier, au 18 brumaire, jour où il se montra lâche et inepte; sa politique est celle de l'estaminet, son style celui de la rue, et ses assertions dignes de l'un et de l'autre. Il serait trop long de relever ses nombreuses erreurs; je ne citerai donc qu'une prétendue lettre de Souvoroff, imprimée en pièce justificative (t. I, p. 377 à 380), lettre interceptée, dit-il, envoyée de Gênes au directoire, et imprimée dans le *Publiciste*. C'est une misérable caricature des singularités du général russe. Il y est dit que l'empereur Paul, connu pour être si loyal et si généreux, ne secourrait les Génois mécontens de la France, qu'au prix de cinq millions de francs; et que lui-même, si indifférent à l'argent, demandait pour le même objet deux millions de francs en lettres de change sur Livourne, afin qu'ils lui arrivassent sans danger: niaiserie digne d'être crue dans les cabarets de la capitale et à laquelle il semble très naïvement croire lui-même.

Dans cette prétendue lettre de Souvoroff, il est dit encore qu'il va tirer des *serres de Masséna*, l'archiduc Charles, *battu par les Français selon sa coutume*, et ce prince n'avait encore fait contre eux que de brillantes campa-

gnes. C'était peut-être, de la part du directoire, l'une de ces basses charlatanneries imaginées pour flétrir Souvoroff, et brouiller entre eux les Autrichiens et les Russes. Au reste, il n'avait qu'à laisser agir l'insolente présomption du général de l'armée combinée, si bien secondée pourtant alors par les généraux Melas et Krai, mais dont le prince Charles dit (t. II, p. 76), dans son second traité de stratégie : « La cam» pagne de Souvoroff fut brillante ; celle de Mo» reau n'était que savante ; c'est pourquoi le » premier devint l'objet de l'admiration publi» que, et l'on oublia le second ; car les actions » d'un général d'armée ne sont que très rare» ment jugées selon leur mérite, mais toujours » d'après les résultats. »

En voilà bien assez, je crois, sur le crime de Rastadt, Gohier, Souvoroff, l'archiduc Charles; et nous pouvons, avec une pleine confiance, renvoyer nos lecteurs à ce que nous avons avancé, avec connaissance de cause, dans le septième volume de nos Mémoires.

NOTE DIX-HUITIÈME.

LA MAISON DE CONDÉ.

Il n'y avait plus d'émigration armée, au moment où Napoléon monta sur ce trône consulaire, fondement réel du trône impérial. Bientôt, et par cet homme extraordinaire, il n'y eut plus même de vestiges de l'émigration royaliste que dans la famille royale exilée et ses plus intimes serviteurs.

Quant aux princes de cette noble famille, ceux qui marquaient le plus dans l'opinion de l'Europe, c'étaient les trois héros de la très héroïque branche de Condé. Le plus jeune d'entre eux était retenu par les liens les plus chers sur la rive droite du Rhin, y partageant ses loisirs entre l'amour, la chasse et l'amitié; tandis que son père et son aïeul habitaient l'Angleterre. L'hospitalité que le jeune prince avait obtenue à Ettenheim, fut, de la part du margrave de Bade, autorisée par le consente-

ment exprès de Bonaparte lui-même, que le duc d'Enghien admirait comme militaire, ce qui eût accru son désir d'avoir à le combattre comme le détenteur de l'autorité suprême appartenant, par droit de naissance, au chef de la branche aînée de sa royale maison. Mais il ne l'aurait jamais attaqué qu'à visage découvert, et tels étaient les sentimens de son aïeul. Aussi, quand un projet d'assassinat fut présenté au vainqueur de Friedberg, écrivit-il au comte d'Artois, le 24 janvier 1802 : « Un homme ar-
» rivé de Paris est venu me trouver; il m'a pro-
» posé de nous défaire de l'usurpateur par le
» moyen le plus court. Je ne lui ai pas donné
» le temps de m'achever les détails de son pro-
» jet, et j'ai repoussé cette proposition avec
» horreur, en l'assurant que si vous étiez ici
» vous feriez de même; que nous serions tou-
» jours les ennemis de celui qui s'est arrogé la
» puissance de notre roi, tant qu'il ne la lui
» rendrait pas; que nous avions combattu à
» force ouverte, que nous combattrions encore
» si l'occasion s'en présentait; mais que jamais
» nous n'emploierions de pareils moyens, qui
» ne pouvaient convenir qu'à des jacobins : et
» que si, par hasard, ces derniers se por-

» talent à ce crime, certainement nous n'en se-
» rions jamais complices. J'ai fait venir le ba-
» ron de Roll, fait entrer l'homme, lui ai dit
» que ce baron avait toute votre confiance, et le
» baron a parlé comme moi. J'espère, Mon-
» sieur, que vous approuverez ma conduite. »

Ce même prince écrivait, le 28 février 1802, à son petit-fils : « Je persiste plus que jamais à
» penser que vous ne devez entrer au service
» d'aucune puissance. Au commencement de la
» guerre, que j'ose croire avoir faite comme un
» autre, j'ai refusé d'accepter aucun grade au
» service de l'étranger ; c'est aussi ce que vous
» devez faire vous-même. »

Le duc d'Enghien avait vivement adhéré à la réponse faite le 28 février 1803, par Louis XVIII à la demande d'abdication, pour prix de laquelle on lui montrait en perspective le trône de Pologne, et recevait de son aïeul, en date du 16 juin de la même année, une lettre malheureusement trop prophétique, où se trouvent les phrases suivantes : « On assure ici que
» vous avez été faire un voyage à Paris : d'au-
» tres disent que vous n'avez été qu'à Stras-
» bourg : c'était inutilement risquer votre vie
» et votre liberté ; vous pouvez nous confier le

» passé, et si la chose est vraie, ce que vous » avez observé. A propos de votre santé, je vous » ai mandé, il est vrai, que la position où vous » êtes, pouvait être très utile. Mais *prenez garde* » *à vous*, ne négligez aucune précaution pour » faire votre retraite, en cas qu'il passât par la » tête du consul de vous *faire enlever*. N'allez » pas croire qu'il y ait du courage à tout bra- » ver à cet égard, ce serait une imprudence » impardonnable et qui ne pourrait avoir *que* » *les suites les plus affreuses*. Ainsi, je vous le » répète, *prenez garde à vous*. »

Le duc d'Enghien répondait à cette lettre, le 18 juillet : « Assurément il faut me connaître » bien peu, pour dire que j'avais mis le pied sur » le territoire républicain, autrement qu'avec » le rang et à la place où le hasard m'a fait naî- » tre. Je suis trop fier pour courber bassement » ma tête; le premier consul *pourra peut-être* » *me détruire*, mais il ne me fera pas *m'humi-* » *lier*. On peut prendre l'incognito pour voya- » ger dans les glaciers de Suisse, comme je l'ai » fait l'année passée; mais, pour la France, » quand j'en ferai le voyage, je n'aurai pas be- » soin de me cacher. Je puis donc vous donner » ma parole d'honneur que pareille idée ne

» m'est jamais entrée et ne m'entrera jamais » dans la tête. »

Après ces préliminaires indispensables, qui manquaient à notre ouvrage et qui ajoutent encore à l'horreur que doit inspirer la catastrophe du duc d'Enghien, nous n'ajouterons rien à ce que nous en disons dans nos Mémoires (t. VIII, p. 326 et suiv.), sinon que le propos du premier consul, à l'un des amiraux français, et répété par le chevalier de G....., n'a pas été exactement imprimé à la page 328; le voici textuellement : *C'est ce petit chafouin de duc d'Enghien que j'ai fait fusiller cette nuit : il a fort bien pris la chose.*

Quant à ce propos qu'on prête à Talleyrand : *C'est pis qu'un crime, c'est une faute*, tout immoral qu'il serait, nous avons la preuve positive que, moins que tout autre, il aurait pu se le permettre ; c'est lui qui, accusé plus tard par Savary, d'être le principal promoteur du crime, écrivit alors au duc de Dalberg, le 20 novembre 1823 : « Il ne faut pas mettre d'importance » à l'attaque du duc de Rovigo, le public en a » fait justice. Le jugement est porté, on ne veut » plus de cette affaire. Je n'ai, quant à moi, » rien publié et ne publierai rien. J'ai écrit au

» roi et c'est tout ce qu'il y aura de moi dans » cette infâme affaire. » C'était tout ce qu'il y avait de mieux chez un peuple qui oublie tout si facilement, d'autant que le roi avait dit au prince de Bénévent : « Nous vous devons trop » de reconnaissance pour rien croire qui puisse » vous être défavorable. »

Pour ce qui regarde le crime en lui-même, dont Napoléon, à Sainte-Hélène, parle d'une manière si contradictoire et si obscure, ce qui prouve combien ce souvenir le tourmentait, il produisit une indignation générale, que partagea surtout le prince Louis de Prusse, qui désirait vivement se trouver en face de l'assassin pour l'en punir. Le duc d'Orléans, réconcilié alors avec sa famille, manifesta hautement l'horreur que cet assassinat lui inspirait; c'était ainsi, qu'en 1803, il avait signé la déclaration des princes où se trouve cette phrase : « Si l'in- » juste emploi d'une force majeure parvenait, » ce qu'à Dieu ne plaise! à placer de fait, et ja- » mais de droit, sur le trône de France, tout » autre que notre roi légitime, nous suivrons » avec autant de confiance que de fidélité la » voix de l'honneur, qui nous prescrit d'en ap- » peler, jusqu'à notre dernier soupir, à Dieu

» aux Français et à notre épée. » Le duc d'Orléans, à ces deux époques, de 1803 et de 1804, pouvait-il prévoir qu'il monterait un jour sur ce trône, et aurait à recueillir, pour l'un de ses fils, la fortune qui eût dû échoir à celui dont le meurtre l'indignait?

Ce fut dans cette année 1804, que Louis XVIII, qui avait dit à ses agens : « Rappelez notre peu-» ple au gouvernement paternel; expliquez-lui » la constitution de l'état, calomniée parce » qu'elle est méconnue; montrez lui qu'elle est » également opposée à l'anarchie et au despo-» tisme; garantissez l'oubli des erreurs, des torts » et même des crimes; étouffez les désirs de » vengeance que nous sommes résolus de ré-» primer sévèrement. Assurez des récompenses » aux militaires, aux membres de toutes les ad-» ministrations. Français, tous les écrits con-» formes à ces sentimens, nous nous ferons » gloire de les avouer : si l'on vous en présente » de contraires, ils ne seraient pas selon notre » cœur. »

Ce fut le prince qui parlait ainsi depuis 1797, dont la voix chercha à se faire entendre dans une déclaration du 2 décembre 1804, où il disait : 1° que la division de la France, les admi-

nistrations, les tribunaux, les employés et magistrats seraient conservés, hors ceux repoussés par *la voix publique*; 2° que par rapport aux biens nationaux, il serait pourvu aux moyens de garantir *les droits et intérêts de tous*; 3° qu'une *amnistie générale* annoncerait son *retour*; 4° que grades et appointemens seraient conservés aux militaires qui contribueraient *au rétablissement de la monarchie*; 5° que telle était la contre-révolution comme le roi la concevait. Mais que pouvait la faible voix d'un vieillard sans armées, sans alliés, presque sans amis, sur une nation belliqueuse pour qui la liberté n'est qu'un vain mot, et la gloire une idole! Celui qui se faisait couronner la connaissait mieux que lui, et sut l'exploiter au profit de sa fortune, en baignant dans son sang ses fers chargés de lauriers.

NOTE DIX-NEUVIÈME.

CAULAINCOURT. — TALLEYRAND. — NAPOLÉON. — SAVARY. — MURAT.

Le meurtre du duc d'Enghien a fait jaillir une question toute personnelle, il est vrai,

mais qui a acquis quelque importance par l'intérêt que l'empereur Alexandre a pris à sa solution; c'est celle de savoir la part que M. de Caulaincourt aurait, ou n'aurait pas prise à l'arrestation du plus jeune des Condé à Ettenheim.

Certes, il est incontestablement vrai que M. de Caulaincourt n'arrêta pas personnellement le duc d'Enghien; qu'il ne fut point présent à son exécution; que la nouvelle de son supplice lui causa la douleur la plus vive. Mais, quoique les ordres donnés à Ordener et à Caulaincourt portent, pour le premier de marcher à Ettenheim, et au second de se diriger sur Offenbourg, il n'en est pas moins dit, dans la lettre de Bonaparte au ministre de la guerre, du 19 ventose an 12 (10 mars 1804): « D'Offenbourg, » le général Caulaincourt *dirigera des patrouil-* » *les sur Ettenheim*, jusqu'à ce qu'il ait appris » que *le général Ordener a réussi.* Ils se prête- » ront des secours mutuels... S'il arrivait qu'ils » ne pussent remplir *leur mission* et qu'ils eus- » sent *l'espoir*, en séjournant trois ou quatre » jours, et en faisant des patrouilles, de *réussir*, » ils sont autorisés *à le faire.* » Dans l'ordre de Berthier, adressé à Ordener, daté du 20 ventose an 12 (11 mars 1804), il est dit aussi que

« le général Caulaincourt doit partir avec lui, » pour agir de son côté ; » et plus loin : « Je re- » mets au général Ordener une somme de douze » mille francs pour lui et le général Caulain- » court. Vous manderez au général comman- » dant la cinquième division militaire que, dans » le temps où vous et le général Caulaincourt » ferez votre expédition, il fasse passer, etc., » etc. » Ordener envoya, de Strasbourg, au premier consul, le 24 ventose (15 mars), les papiers saisis chez le duc d'Enghien, et ajouta ces mots : « A mesure que ceux des autres indi- » vidus seront vérifiés, le général Caulaincourt » vous les fera passer. » Enfin, dans la lettre de Talleyrand au baron d'Edelsheim, ministre d'état à Carlsruhe, du 20 ventose (11 mars), il lui dit, après avoir annoncé l'ordre donné à deux détachemens de se rendre à Offenbourg et à Ettenheim : « *C'est le général Caulaincourt* » *qui, à cet égard, est chargé des ordres du* » *premier consul;* vous ne pouvez douter qu'en » les exécutant, *il* n'observe tous les égards que » son altesse peut désirer. » Napoléon dit dans une note de sa main, écrite à Sainte-Hélène : « Caulaincourt a dû obéir aux instructions que » Berthier et Talleyrand étaient chargés de lui

» donner : 1° de confondre les trames des mi-
» nistres anglais; 2° de s'assurer du baron de
» Reiche; 3° d'inspecter la flottille; 4° de faire
» remettre des explications à la cour de Bade,
» aussitôt qu'Ordener *se serait saisi du duc*
» *d'Enghien*. »

Ce relevé des ordres émanés du gouvernement français prouve que la mission réelle de Caulaincourt était tout autre que celle relative à la flottille; que les deux expéditions d'Ettenheim et d'Offenbourg étaient liées entre elles et communes également aux deux généraux mis simultanément en action; que, quoique Caulaincourt ne fût pas personnellement chargé de celle relative au duc d'Enghien, il devait *la protéger* jusqu'à sa réussite, et *la justifier* après son succès, près du souverain dont on violait le territoire. Il fut donc maladroit au duc de Vicence de se défendre d'y avoir contribué; sa seule excuse eût dû être son ignorance des intentions ultérieures de son maître et son douloureux étonnement du résultat de cette expédition.

Quant à l'assassinat, aussi atroce qu'il était inutile, il appartient probablement à trois autres personnages que Caulaincourt : 1° Celui qui ne cessa de le conseiller, ce dont il reste

des preuves non encore publiées; 2° celui qui en donna l'ordre, et qui osa dire que si cela était à refaire il le ferait encore; 3° celui qui exécuta un jugement illégal dans ses formes, et nullement exécutoire selon les lois. 1° Nous citerons ce fragment des Mémoires de Sainte-Hélène : « Mon ministre me représenta fortement qu'il » fallait se saisir du duc d'Enghien, quoiqu'il fût » sur un territoire neutre; mais j'hésitais encore; » et le prince de Bénévent (il ne l'était pas » alors) m'apporta deux fois, pour que je le si- » gnasse, l'ordre de son arrestation. » Talleyrand, accusé par Savary, promit une justification que, très sagement, il ne publia pas; et le baron Massias, chargé d'affaires à la cour de Bade, assure dans une note que, dès qu'il sut l'enlèvement du prince, il écrivit au ministre des relations extérieures que la conduite du duc d'Enghien avait été *mesurée et innocente*. Et il était donc temps encore de suspendre le coup mortel. 2° Les diverses versions de Napoléon, sur l'affaire du duc d'Enghien, ses attaques directes ou indirectes contre son ministère, prouvent combien il cherchait, soit à le justifier, soit à en accuser un autre. Il parle d'une lettre écrite de Strasbourg par le malheureux prince,

et retenue par Talleyrand. Le baron Jacques, qui ne quitta pas alors son maître, prouve, dans sa lettre du 10 novembre 1823, que cette démarche, si fort en opposition avec le caractère de celui à qui on la prête, ne peut même avoir eu lieu. Il est bon de remarquer ici que Murat repoussa, le 29 ventose (20 mars), l'ordre donné par le gouvernement, résista à celui que lui expédia le ministre de la guerre, n'en délivra point à Savary, *chargé de tout*, qui n'en reçut que de l'état-major de la place, pour passer les barrières avec les gendarmes d'élite. Une lettre particulière du premier consul n'avait pu décider Murat à participer au crime; et Réal, quoi qu'en dise Savary, ne devait pas interroger le prince, n'alla pas à Vincennes, demeura chez lui, et y attendit des événemens prévus dont Hulin vint lui annoncer le dénouement. 3° L'arrêt de mort était irrégulier; le prince n'eut pas de défenseurs; le procès, de témoins; il n'y avait de pièces à charge que l'accusation. Les lois n'étaient pas citées; le greffier n'avait point signé l'arrêt: le recours en révision était de droit, il n'eut pas lieu; et de l'aveu du conseil, le président allait porter au premier consul les vœux exprimés par le prince, quand Savary se hâta

de le faire fusiller, et se rendit aussitôt à Malmaison, où il continua à être parfaitement accueilli. Il y a plus : *Rabbe*, l'un des juges du duc d'Enghien, ayant été compromis dans la conjuration de *Mallet*, fut, par ordre de Rovigo, enlevé de la voiture qui le conduisait au supplice, et enfermé seulement à l'Abbaye.

En résultat, un très haut personnage conseille le crime, Napoléon l'ordonne, et Savary en est l'exécuteur; Murat ne veut point y prendre part, et Caulaincourt y concourt sans l'avoir prévu. Si l'empereur Alexandre attesta qu'il tenait de ses ministres à l'étranger que Caulaincourt n'avait point trempé dans l'arrestation du duc d'Enghien, on peut en conclure qu'il ne savait pas l'union intime et commune des deux expéditions d'Offenbourg et d'Ettenheim; peut-être aussi qu'il ne voulait pas avoir, soit à accueillir un homme dont la conduite le révolterait, soit à repousser l'ambassadeur de celui dont il redoutait les armes et courtisait la faveur. Enfin, ces premiers pas l'engageaient dans une opinion que la décence politique le contraignait à paraître conserver. Mais l'impartiale histoire notera que le duc de Vicence, fils d'un ancien colonel du régiment de Condé, devait moins

qu'un autre voir son nom souillé, ne fût-ce qu'en apparence, du sang du dernier rejeton de cette race héroïque; puis elle prononcera sur les pièces que nous avons rapportées, et verra une tache involontaire sans doute dans un caractère élevé, auquel nous nous sommes plu, dans nos Mémoires, à rendre toute la justice qu'il méritait.

NOTE VINGTIÈME.

LETTRE DE DUMOURIEZ AU BARON D'HARDENBERG.— DARU.

Dumouriez, qui, de sa retraite chez les Moraves de Silésie, observait et jugeait la situation critique de la Prusse, en écrivait avec chaleur au baron d'Hardenberg, objet pour lui d'une profonde estime, et qu'il engageait à éclairer Frédéric-Guillaume sur les dangers qui le menaçaient; mais Hardenberg était momentanément dans une apparence de disgrace, et ses ennemis obstruaient les approches d'un trône que leurs œuvres avaient ébranlé : les communications d'un proscrit étaient donc lentes, difficiles, et

ses prévisions sans effet. Voici l'une de ses lettres à l'homme d'état qui devait un jour relever brillamment la puissance de son maître; nous n'en retranchons que ce qui nous a paru des longueurs ou des redites.

« Depuis les deux lettres que je vous ai » écrites de l'asile où je m'étais caché en Silésie, » le tableau de la Prusse est devenu encore bien » plus sombre et plus alarmant que je ne l'avais » prévu. Si Frédéric eût été possesseur de Wesel, » comme le roi actuel, bien loin de l'échanger » contre le pays de Hanovre, non pas conquis, » mais enlevé à une maison alliée par le sang, à » laquelle la monarchie prussienne doit son » existence et sa grandeur, il en eût fait le bou- » levard de ses états contre la France, devenue » une puissance militaire, gouvernée par un » tyran effréné, qu'il se serait fait honneur » de combattre et d'anéantir. Le roi actuel avait » un intérêt de plus à conserver Wesel: c'était » l'acquisition du pays de Munster, dont cette » place, Meppen et Bentheim sont la ligne de » défense nécessaire. Les perfides conseillers du » roi, Haugwitz, Lombard (il est temps de les » nommer et d'annoncer au roi la vindicte pu- » blique qui les attend), ces êtres livrés à la

» corruption et à la peur, ont égaré leur mal-
» heureux maître ; ils ont sacrifié cette brillante
» monarchie, cette reine qui en faisait la gloire,
» ces enfans intéressans qui en faisaient l'espoir,
» cette fierté militaire qui en faisait la force, à
» des traités injustes et perfides, à des provinces
» pauvres et aliénées, à des échanges précaires
» et contestés par celui même qui les a suggérés.
» Une puissance ennemie créée aux portes de
» la Prusse ; un roi de Hollande ; un prêtre,
» oncle de l'usurpateur, désigné archi-chance-
» lier de l'empire ; cet antique corps germanique
» entièrement renversé, prêt à être remplacé
» par de faibles puissances, vassales du tyran de
» l'Europe ; la Russie entièrement détachée des
» intérêts de l'empire, ne songeant plus qu'à
» elle-même ; l'Angleterre ennemie d'un souve-
» rain qui a spolié sa famille royale, soutenant
» contre la Prusse un roi faible, mais que son éner-
» gie, sa fidélité à sa parole (le roi de Suède Gus-
» tave IV) mettent au dessus de tous les dangers,
» auquel il ne manque qu'une armée aussi nom-
» breuse que celle de la Prusse pour être le
» sauveur et le vengeur de l'Allemagne : tel est
» l'état où Haugwitz et ses dignes complices ont
» plongé la Prusse. Il est temps enfin que, sans

» Aucun ménagement, ce tableau soit mis sous
» les yeux de Frédéric-Guillaume; qu'il réveille
» son ame et sa conscience; que ce prince châtie
» ou au moins chasse de ses conseils ces hommes
» lâches et perfides, et que, par cet acte de sé-
» vérité ou de vigueur, il se réconcilie avec lui-
» même, avec ses peuples, et surtout avec son
» armée. Le roi sera menacé et obligé de courir
» aux armes; mais une guerre juste et nécessaire
» convient mieux à la monarchie prussienne
» qu'une paix honteuse, qui entraîne inévitable-
» ment sa ruine. Examinons cet état de paix, ce
» chef-d'œuvre des Haugwitz et des Lombard,
» qui ne peut plus se soutenir long-temps. La
» Prusse a perdu trois provinces et Wesel, la
» clef de ses états. Elle a acquis le pays de Ha-
» novre, épuisé, endetté, et dont les peuples
» détestent son autorité, qu'elle ne peut soute-
» nir que par une sévérité tyrannique. Cette
» possession précaire et odieuse lui occasionne
» une guerre embarrassante contre la Suède, et
» une guerre destructive de son commerce
» contre l'Angleterre, qui lui a pris déjà plus de
» six cents vaisseaux. Mais le roi n'est pas même
» sûr de conserver cette possession injuste. Ou
» le pays de Hanovre sera rendu à l'Angleterre,

» comme gage de la paix que Bonaparte négocie
» avec elle, ou toute la partie de cet électorat
» sur la rive gauche du Weser sera donnée avec
» le pays de Munster au spadassin nommé
» Joachim, pour l'indemniser du présent duché
» de Clèves, qui formera un arrondissement au
» nouveau roi de Hollande. C'est ainsi que le
» roi de Prusse, après avoir livré à Bonaparte
» le nord de l'Allemagne, dont il avait tant de
» fois et si solennellement garanti la neutralité ;
» après avoir sacrifié à une aveugle jalousie la
» maison d'Autriche, en manquant à sa parole et
» à ses traités ; après avoir dépouillé la maison
» de Brunswick de ses états ; après avoir sanc-
» tionné la ruine de la maison d'Orange, à la-
» quelle il est lié par le sang et par son véritable
» intérêt ; après avoir vu avec indifférence les
» Hollandais, ses fidèles alliés, perdre leur li-
» berté ; après avoir reconnu le roi de Hollande,
» frère de l'aventurier qui le punira un jour ;
» après avoir reconnu un prince Joachim, qui est
» l'instrument de sa ruine ; après avoir reconnu
» pour premier dignitaire de l'empire germani-
» que un misérable prêtre sans naissance et sans
» talens, dont l'élévation annonce la ruine totale de
» l'empire, la dégradation du caractère allemand

» et l'esclavage de ces peuples, qui soupirent » après un Arminius; c'est ainsi, dis-je, que le » roi de Prusse perdra sa considération person- » nelle, l'estime de son armée, l'affection de ses » peuples, la confiance de l'Allemagne et de tous » ses alliés. Les possessions mal acquises, cette » nombreuse et excellente armée, dont il a fait » parade mal à propos, sont des crimes irré- » missibles, et le moment de la punition appro- » che : ce terrible Bonaparte, auquel il a tout » sacrifié, sera l'instrument de sa juste ven- » geance. Frédéric-Guillaume doit, pour son » propre salut, déployer son énergie et redeve- » nir un *homme-roi*. S'il garantit la restitution » du Hanovre à l'Angleterre, comme il s'y était » engagé quand il l'a occupé, il pourra compter » sur l'appui de cette puissance énergique. Le » roi de Suède, qui brave ses menaces, et qui » peut lui faire plus de mal par mer qu'il n'en » peut essuyer par terre, même en perdant la » Poméranie, se joindra à lui; Alexandre le » soutiendra; le Danemarck suivra l'impulsion » des deux autres puissances du Nord; la ligue » du Nord s'établira, l'unique égide de la li- » berté du continent; l'Autriche elle-même re- » prendra courage; la défection des vassaux du

» tyran sera totale lorsqu'ils verront qu'on lui
» résiste. Je connais l'ame du roi de Prusse, j'ai
» la plus haute estime pour ses vertus; je sais
» que le courage et la constance sont les qualités
» les plus essentielles qui constituent son caractère. Que mes lettres parviennent à lui, qu'il
» les lise seul, ou avec la reine, dont l'ame est
» aussi noble que la sienne, et avec les princes
» de sa maison; surtout qu'il écarte de cette
» lecture les coupables et perfides conseillers
» qui le vendent à Bonaparte, et il connaîtra
» la vérité; il reprendra en un moment sa dignité, l'amour de ses peuples, la confiance de
» son armée; il sera digne de ses ancêtres et de
» lui-même; et l'Europe aura l'espoir d'être
» sauvée. Les rois doivent craindre l'inflexible
» burin de l'histoire. Déjà elle a attaqué avec
» sévérité le caractère du roi; jusqu'à présent
» ses reproches sont salutaires; plus tard, son
» honneur serait flétri, et ce serait un malheur
» de plus, juste avant-coureur de sa perte inévitable. »

Cette lettre ne parvint à la reine que très peu de jours avant que Bonaparte eût commencé les hostilités contre la Prusse, en 1806; les conseils de l'ex-général français devinrent donc

superflus. Mais ils ne l'eussent pas été avant la bataille d'Austerlitz, et peut-être même avant le désarmement inconsidéré du gouvernement prussien. Cependant on vit bientôt que l'influence de Napoléon était aussi puissante sur le militaire que sur le cabinet de Frédéric-Guillaume ; car des places, armées et approvisionnées, se rendaient, avec leurs fortes garnisons, à des troupes que leur infériorité en nombre et en moyens hostiles n'eussent pas même permis de les insulter.

Durant cette campagne de 1806, qui ne fut, après Iéna, qu'une promenade militaire, Napoléon, qui estropiait tous les noms allemands, dit à Daru : « Rendez-vous à *Kutrine*. » Il comprit qu'il était question de Custrin, et lui répondit : *Votre majesté doit savoir que c'est une place trop forte, pour penser que nous puissions l'attaquer facilement. — Allez, vous dis-je; elle est à nous; elle nous est vendue, et Magdebourg aussi.* Ce propos, rapporté par Daru, et dont on pourrait citer les irrécusables témoins, offre le second tome, sous Frédéric-Guillaume III, des sales négociations qui terminèrent en Champagne les opérations agressives de Frédéric-Guillame II; princes trahis l'un et l'autre par ceux

qui les entouraient. Et c'était la Prusse elle-même qui, par d'immenses contributions *, devait rembourser avec usure à Napoléon les sommes avancées par lui, pour la soumission de cet état, sa ruine et sa honte.

NOTE VINGT-UNIÈME.

JEAN-PHILIPPE PALM.

Nous avons parlé (t. IX, p. 246 et 247) de l'assassinat du libraire Palm, et rapporté le prononcé de son jugement ; nous avons produit (t. X, pièce justificative A) l'ordre suprême, non de le juger, mais de le tuer. Néanmoins, en dépit de ces actes despotiquement sanguinaires, quelques écrivains ayant eu la bassesse de chercher à justifier un crime aussi inutile qu'atroce, nous avons cru devoir donner ici les exacts détails d'une affaire qui irrita plus qu'elle ne

* Voyez le tableau de ces contributions, t. IX, pag. 490 et 491 de nos Mémoires, à la pièce justificative L.

terrifia ceux à qui Napoléon espérait en imposer.

Au printemps de 1806, il avait paru en Allemagne une brochure ayant pour titre *De l'Allemagne dans son profond abaissement*; la maison Stein du Nuremberg, dont Palm était le chef, expédia cette brochure à Augsbourg, avec d'autres articles de commission, qui lui avaient été adressés, et qu'il ne connaissait pas. Le facteur de la maison d'Augsbourg fit connaître le pamphlet dans cette ville, où il y avait garnison française, et de vils valets de tout ce qui est puissant s'empressèrent de le dénoncer à l'empereur Napoléon, comme un libelle dirigé contre lui, et ayant pour but d'exciter une insurrection. Palm, devenu l'objet d'une recherche de police, se justifia près des magistrats, mais il n'en fut pas moins contraint à se réfugier à Erlangen. Revenu pourtant en secret dans ses foyers, pour voir sa famille et surveiller ses affaires, sa présence y est soupçonnée par l'autorité militaire ; sa demeure est assiégée d'espions, et un jeune homme, mal vêtu, y vient solliciter des secours pour la veuve d'un soldat, demande à voir Palm, est introduit près de lui, en reçoit des aumônes, disparaît; et à

l'instant deux gendarmes montent droit à la chambre désignée par le prétendu mendiant, et le conduisent le libraire chez le commandant, qui lui demande d'où lui vient la brochure qu'il dit avoir reçue dans un ballot sans la connaître. Aimant mieux souffrir lui-même que de compromettre personne, il refuse de répondre à cette question, et le lendemain on le fait partir pour Anspach, sans lui permettre de parler au général en chef. L'ordre de l'arrêter était venu de Paris, et on le transporte à Braunau, où il arrive le 22 août; là, il est traduit devant une commission militaire. Il n'avait point de défenseur; le sien était loin, et on ne veut pas l'attendre; ses juges mêmes refusent de lui en nommer un autre, et la peine de mort est prononcée sans retard et sans appel. Plusieurs de ceux qui étaient mis en jugement avec lui obtinrent leur grace, et il espérait la sienne, quand, appelé, le 26, à onze heures du matin, sa sentence lui est lue, et est exécutée à deux heures, en dépit d'une demande en sursis faite en corps par les dames de la ville, à qui le général Saint-Hilaire répond avec regret qu'il n'y peut rien, l'ordre étant émané de Napoléon lui-même. Palm avait demandé un ministre de sa religion; il ne s'en

trouvait pas, et deux prêtres catholiques se présentèrent, l'assistèrent, ne lui adressèrent que des paroles de paix et de consolation, l'aidèrent à se couvrir les yeux d'un mouchoir, se chargèrent de ses tristes adieux et de ses dernières commissions pour sa famille.

Cette malheureuse victime d'un barbare orgueil et d'une aussi barbare servilité militaire, tirée à dix pas, fut manquée deux fois, et achevée par ses bourreaux en lui appliquant leurs fusils sur le crâne.

Il était innocent, généralement estimé; n'était point justiciable d'un tribunal étranger. Il y eut irrégularité dans son jugement, atrocité dans son exécution; les officiers et les soldats français en murmurèrent; mais alors on obéissait en esclave à des ordres de sang.

En Allemagne, en Angleterre, en Russie, il y eut des souscriptions en faveur de la famille de Palm; l'empereur Alexandre, l'impératrice sa mère, ne furent pas des derniers à y prendre part; et Napoléon devint l'objet d'une implacable haine, dont plus tard l'explosion lui devint éminemment funeste.

NOTE VINGT-DEUXIÈME.

BERNADOTTE.

En parlant (t. XI, p. 124 et suiv.) de l'élévation de Bernadotte à la dignité de prince royal de Suède, de fils adoptif et héritier de Charles XIII, nous n'avons pas fait remarquer ce qui contribua le plus à une élection qui étonna l'Europe, contraria Napoléon, déjoua de puissantes et nombreuses factions suédoises, fut un véritable escamotage imaginé par des gens en partie sans consistance, et réussit principalement par la crainte que de grands personnages avaient de voir s'élever au dessus de tous le candidat et les partisans du candidat d'une faction opposée aux leurs; par la crainte aussi que Napoléon parvînt à opprimer la Suède en employant la main de celui qu'il fût parvenu à placer sur les degrés du trône. L'empereur des Français, par la protection qu'il accordait au roi de Danemarck, sans vouloir se prononcer officiellement en sa faveur, devint donc la cause lui-même des dé-

boires qu'il éprouva dans cette importante occasion.

Remontons, pour ne laisser ici aucune obscurité, jusqu'à la révolution de 1809. Quand Gustave-Adolphe fut renversé du trône, ce qui eût été le plus convenable aux intérêts du pays, c'était de lui substituer le fils mineur de ce prince; mais le comte Adlesparre, chef de la conjuration, avait déjà arrêté et déclaré que *tous seraient chassés;* il était d'ailleurs en relations secrètes et intimes avec le prince d'Augustenbourg, et, le favorisant par intérêt personnel, il parvint, avant qu'il se formât d'autres factions, à le faire élire prince royal héritier, en plaçant la couronne sur la tête du duc de Sudermanie, qui depuis long-temps la convoitait, et s'y croyait des droits à l'exclusion de son neveu, vrai ou prétendu tel.

Le prince nouvellement élu acquit promptement une grande popularité; mais il mourut presque subitement, et il fallut recourir à un nouveau choix; le premier avait été heureux quant au personnel; mais, fait précipitamment pour fermer irrévocablement la porte aux héritiers directs de Gustave III, satisfaire l'ambition du duc de Sudermanie et prévenir l'effet des

intrigues de Napoléon en faveur du roi de Danemarck, l'on n'avait point assez songé alors à l'inconvenance de porter sur le trône suédois un prince danois, c'est-à-dire d'une nation éternellement ennemie de la Suède, et à cette époque en guerre avec elle. Devait-on retomber dans une erreur aussi choquante pour l'esprit national, en accédant aux vœux du frère de celui qu'on venait de perdre ? Les opinions se divisèrent à cet égard, d'autant que les auteurs de la révolution avaient en vue leurs propres intérêts bien plus que ceux de l'état ; qu'ils ne voulaient pas voir ruiner l'importance que cette révolution leur avait acquise, et que chacun en attendait la durée, l'accroissement même, des succès de leur candidat. Ceux-ci présentaient donc le frère du prince décédé ; ceux là le prince d'Oldenbourg ; quelques uns le roi de Danemarck, qui avait déjà été une fois écarté, bien que Napoléon désirât son intronisation, dans l'espoir d'obtenir que la Baltique fût fermée aux Anglais dès que le même souverain régnerait sur les deux rives du Sund.

Charles XIII, dans une lettre à Napoléon, du 2 juin 1810, semblait, en courbant ses phrases jusqu'à la plus timide adulation, repousser

néanmoins, mais indirectement, et le roi de Danemarck et tout prétendant parmi les généraux français même. Cependant un quatrième candidat était présenté : c'était le fils de Gustave-Adolphe, et cela par Adlercreutz, celui-là même qui, au 13 mars 1809, avait arrêté le roi déchu ; ce qu'il avait fait, entraîné par les circonstances, sans tenir à la faction révolutionnaire ni prévoir ce qu'elle projetait. Il vit bientôt que ses vœux en faveur de celui qu'il espérait tôt ou tard rappeler au pouvoir seraient sans effet ; mais on s'agitait de toutes parts ; et quand, pour éviter les troubles, on décida que la diète d'élection serait assemblée dans la petite ville d'OErebro, et non dans une populeuse capitale, chacun sentit que, ne pouvant se faire aider par un mouvement populaire, il pourrait bien faire rejeter celui porté par une faction rivale, mais nullement assurer le triomphe de la sienne.

Dans ces circonstances, le baron de Lagerbjelke et le général de Wrede étaient chargés, relativement à l'élection, l'un d'une mission publique, l'autre d'une mission secrète à Paris, tandis que l'ambassadeur de Danemarck, Dreyer, semblait pencher vers celui qui promettait la réunion des trois couronnes sur la même tête.

Ce fut alors que le jeune baron de Mœrner, simple lieutenant d'infanterie, arrivé en courrier, s'exaltant contre l'idée de voir renaître l'antique union de Calmar, conçut le projet de donner pour prince royal à son pays un général qui pourrait rendre à la Suède la province de Finlande. Le consul danois Signeul partageait son opinion ; le prince de Ponte-Corvo, dont ils s'exagéraient les talens militaires, jugeaient les principes favorables à la liberté politique et se rappelaient les procédés nobles envers leur patrie, leur parut être l'homme qui convenait. Ils lui firent donc, le 25 juin, part du projet de le placer sur les marches du trône, et obtinrent son aveu, sur la promesse que tout le militaire se prononcerait en sa faveur. Mœrner s'en ouvrit alors avec Wrede, homme fin, ambitieux et très accrédité dans l'armée ; celui-ci alla trouver aussitôt Bernadotte, qui le mit lui-même sur la voie de ce qu'il voulait savoir, en lui demandant des renseignemens sur le jeune Mœrner et sur la confiance que méritaient les propositions qu'il lui avait faites. Wrede dit que Mœrner était un jeune fou ; que le prince méritait sans doute une haute considération, en dépit d'obstacles majeurs : il n'était pas protestant, ne savait pas

la langue suédoise, et paraissait dans la disgrace de Napoléon : « Quant à la religion, répond » Bernadotte, ce n'est pas un obstacle pour celui » qui est né dans la patrie d'Henri IV; la langue, » je la comprendrai bientôt. » Enfin les réponses de Bernadotte furent telles qu'on put croire qu'il avait l'assentiment de son souverain.

Dans le doute cependant, Wrede se rendit chez le duc de Cadore, ministre des relations extérieures, l'assura n'avoir eu aucune connaissance des démarches du jeune de Mœrner, et ne put en tirer aucune réponse : partout une aussi mystérieuse réserve sur ce point, à chaque question qu'il faisait et multipliait. Il en conclut que le choix de Bernadotte ne serait pas repoussé par Napoléon, qui n'en agissait pas moins sous main pour celui qu'il protégeait et ne voulait point hautement protéger, pour éviter un second échec, qui eût blessé son orgueil.

Quant au jeune Mœrner, parti de Paris, en dépit des chicanes de la police, qui cherchait à retarder son départ, il se rend en Suède, où un émissaire du prince de Ponte-Corvo devait le suivre de près ; rendit compte de ce qu'il avait fait, et fut blâmé, injurié même, puis renvoyé à

son régiment avec ordre de ne point paraître à la diète. Mais ses projets furent connus et approuvés de ceux qu'une violente haine contre la Russie flattait de l'espoir de récupérer des pertes récentes, sous le commandement d'un général dont on vantait le génie militaire. Les officiers de l'armée surtout partageaient ces sentimens, et le nom de Bernadotte devint bientôt populaire.

Le gouvernement, qui s'en effrayait, écrivit au général baron de Wrede, qui répondit en ces termes, le 16 juillet : « Voulez-vous savoir » mon opinion sur le maréchal Bernadotte? Je » professe pour lui une profonde estime, non » seulement comme homme de guerre et de ca» binet, mais encore comme particulier : *Vox* » *populi*, *vox Dei*. Bon père, bon époux, fidèle » en amitié, il est, de plus, adoré de tous ceux » qui l'entourent. Une sorte d'indépendance » dans sa manière d'être a probablement donné » lieu au bruit qu'il n'était pas bien avec l'em» pereur. Je les ai vus souvent ensemble, sans » avoir jamais rien remarqué de semblable; » chacun connaît l'estime qu'a pour lui Napo» léon. C'est, au reste, le seul Français que j'aie » trouvé à Paris, car les autres généraux ont

» l'air d'Allemands raides et ennuyeux. Je pars » dans quelques jours pour la diète; là je serai » simplement le baron de Wrede, et je don- » nerai ma voix au plus digne; car vouloir por- » ter au trône de Suède un prince sans carac- » tère, sans qualités éminentes, c'est vouloir » effacer le nom de sa patrie du rang des nations » indépendantes. »

Cependant la diète s'ouvre, le choix du roi, approuvé du conseil d'état, est fixé sur le prince Christian d'Augustenbourg; nulle proposition royale n'avait cependant été faite encore. L'émissaire Fourier, et le suédois Bohansack, qui l'accompagnait, recommandés par Signeul, se présentent, porteurs des propositions suivantes : « Le » prince de Ponte-Corvo s'engage à verser au tré- » sor public huit millions à l'intérêt de 4 p. o/o; à » échanger ses propriétés de France et d'Hano- » vre contre des domaines en Poméranie; à ga- » rantir la liquidation des créances des négo- » cians suédois près le gouvernement français, » dont un million sera payé dès son arrivée à » Stockholm; et, dans le cas où il serait élu, il » n'accepterait que si ce choix était approuvé » du roi. »

Les prêtres, flattés de ce qu'ils nommaient une

conversion, car il fallait abjurer le catholicisme; les paysans, éblouis des riches promesses de ce cinquième candidat; le conseil, persuadé que ce choix plairait à Napoléon; les révolutionnaires de 1809, qui préféraient un parvenu sans consistance qu'ils espéraient dominer, à un prince de maison souveraine; l'armée, qui rêvait des triomphes réparateurs de ses échecs sous un général distingué; enfin les intrigues secrètes des Platen et Wrede prévalurent contre le vœu de la camarilla et d'Adlesparre, qui la dirigeait. On répandit que le prince Christian était incapable de régner, et le baron de Wrede, quoiqu'il se masquât, en donnant sa voix au prince d'Oldenbourg, n'en vantait pas moins le prince de Ponte-Corvo. Les voix cependant étaient encore partagées, et la majorité ne se prononçait pas pour Bernadotte, quand Adlercreutz, ennemi d'Adlesparre, s'unissant au comte Platen, amena Charles XIII à consentir à l'élection de Bernadotte pour éviter des troubles. L'esprit et le caractère de ce monarque étaient considérablement affaiblis; il se contenta de dire en gémissant : « Je vais donc enlever la couronne à ma » famille! » mais n'en envoya pas moins sa proposition aux états, le 13 août, et le 21 Berna-

dotte fut élu d'une voix unanime, car toutes les factions opposées jouissaient, à défaut de succès, du non-succès des factions rivales. Ce fut donc un véritable escamotage que le succès de cette haute fortune de Bernadotte, et l'effet d'une boutade de jeune homme, comme de l'aberration d'un vieillard. Le peuple, qui voyait dans son élection l'expectative de sa renaissance politique, en accueillit la nouvelle avec ivresse. Quant à la manière dont elle fut reçue par Napoléon et aux détails ultérieurs sur le nouveau prince royal, nous renvoyons nos lecteurs à ce que nous en avons dit dans ces Mémoires.

NOTE VINGT-TROISIÈME.

PLAN DE CAMPAGNE DES RUSSES.

Nous avons dit (t. XI, p. 273 et suiv.) comment un plan de campagne, purement défensif dans les vues d'Alexandre, fut conçu à Saint-Pétersbourg et présenté à cet empereur : plan dont nous avons retracé les vicissitudes; qui, à l'époque de son succès, fut attribué, soit à Bernadotte ou à l'Angleterre, qui ne s'en doutait pas, soit à Barclai de Tolly, qui ne fit

que l'approuver ; plan que depuis lors on a nié avoir été arrêté : dénégation produite sur la foi de l'historien officiel de la campagne de 1812. Voilà ce qui nous engage à donner textuellement dans cette note le Mémoire suivant, qui doit se trouver dans les papiers d'état conservés au cabinet particulier du tzar; nous l'offrons ici, sans ses nombreux développemens, et comme le premier germe d'une idée conservatrice dont les résultats furent immenses. Il est intitulé *Mémoire politique et militaire*, etc., en date de janvier 1811.

« C'est un lieu commun de la politique que, » pour s'assurer une paix solide, il faut être pré» paré à la guerre. C'est un axiome militaire » que, pour espérer des succès à la guerre, il » faut juger sainement et ses moyens et ceux » de ses ennemis, afin de pouvoir atténuer les » uns et employer utilement les autres. C'est » une vérité d'expérience que la force d'un état » se compose de sa population et de la facilité » plus ou moins grande à la porter en armes sur » un point menacé ou menaçant; de la nature » et de l'étendue de sa frontière; de la richesse, » de la prospérité et du génie de la nation ; du » principe stimulateur de ses armées; du talent

» de ses généraux; du caractère, des vues, des
» passions ou des intérêts du chef qui les guide;
» des alliés qu'on a ou qu'on espère, et des se-
» cours qu'on en peut attendre; des circon-
» stances constantes ou accidentelles qui pour-
» raient influer sur les opérations militaires, en
» les appuyant ou les ruinant. C'est enfin une
» vérité de fait, qu'un état inattaquable chez
» lui sans le secours d'un parti mécontent; qui
» accroît ses forces agressives en parlant de paix;
» dont la constitution est un gouvernement pu-
» rement militaire, aidé d'une police civile très
» active; qui, semblable aux Romains, avec une
» puissance foncière et une position géographi-
» que infiniment plus redoutables, *fait de la*
» *guerre l'aliment de la guerre* (Montesquieu);
» dont les généraux, sortis de l'obscurité pour
» envahir des trônes, se les partagent tous en
» espérances; dont les sujets, dénués de com-
» merce, fondent leur fortune sur le pillage des
» états; qui est irrésistiblement forcé, par la
» double cause de l'accroissement des charges et
» de la diminution des produits (Ramel, Godin,
» budgets depuis dix ans), à ruiner tout ce qui
» n'est pas lui, pour ne pas paraître ruiné lui-
» même; qui a pour chef un homme enivré de

» ses victoires, insatiable dans son ambition;
» qui ne croit rien d'impossible à sa volonté;
» qui prétend effacer l'éclat des conquérans les
» plus illustres et placer son nom dans les an-
» nales de tous les peuples; qui fait céder jus-
» qu'aux intérêts de sa politique à ceux de sa
» vanité (Espagne) ou de sa haine; qui, nou-
» veau Brennus, ose mettre son épée dans la
» balance qui doit peser la destinée des nations;
» qui, à charge à ses alliés plus encore qu'à ses
» ennemis, opprime par des traités ce qu'il cesse
» d'effrayer par ses armes; dont la protection
» est un joug, dont les caprices haineux et in-
» calculables sont une loi de rigueur funeste au
» commerce, à l'industrie et à la prospérité de
» l'Europe; qui ne ménage que ce qui lui ré-
» siste; qui, dès long-temps, a dévoilé ses vues à
» l'égard de la Russie (*De la France en l'an 1811*,
» édition sans cartons *); qui ne cesse d'entre-
» tenir des relations amicales avec les états en
» guerre contre cet empire (Turquie et Perse);
» qui, en substituant la confédération du Rhin,
» soumise à ses ordres, au corps germanique,

* Ces cartons ne se trouvent pas dans la traduction anglaise, la seule à consulter.

» qui balançait sa puissance, et en recréant la » Pologne, a porté, de fait, sa frontière à la » Vistule ; qui laisse monter sur les degrés d'un » trône ébranlé par les armes russes un de ses » généraux * qui ne peut s'y soutenir qu'en » exaltant la Suède par l'espoir de la vengeance ; » qui vient encore d'insulter la maison impé- » riale par l'envahissement d'Oldenbourg ; qui » peut enfin vouloir, non seulement effacer au » Nord les échecs qu'il éprouve dans le Midi, » mais y conquérir des moyens pour subjuguer » l'Espagne et par elle le reste du monde ; c'est, » dis-je, une vérité de fait, qu'un tel état est » l'ennemi de la Russie comme de toute l'Eu- » rope, et qu'un tel homme a le projet mani- » feste de la ruiner. Cela posé, les dispositions » à faire et les déterminations à prendre résul- » tent de la solution de ce problème politique » et militaire : *Étant donnés les vues et les inté- » rêts, comme les forces réciproques, détermi- » ner les moyens les plus propres à assurer son » indépendance et sa dignité.* Et tel est aussi

* C'était contre son gré ; mais il pouvait s'en faire un utile allié : il le mécontenta cependant, et le força à se lier avec la Russie quand il eût pu l'armer contre elle.

celui que nous chercherons à résoudre dans les articles suivans :

« Article premier.

« Moyens de la France.

« Une frontière inexpugnable, une popula-
« lation forte, resserrée, facile à réunir; une
« armée nombreuse, enthousiaste de ses victoi-
« res, avide de pillage, aidée d'un excellent état-
« major, d'une artillerie instruite et considé-
« rable, d'une administration parfaite : armée
« conduite par des généraux accoutumés à com-
« mander de grands corps; mais qui, ayant aban
« donné l'art savant et compliqué des Gustave-
« Adolphe, Turenne et Frédéric, pour celui plus
« facile des Attila et des Tchinguiskan, seraient
« peut-être plus embarrassés qu'on ne pense, s'
« on le leur rendait nécessaire; armée, néan-
« moins, que son organisation, secondant le génie
« national, rend facilement mobile et rapide dans
« ses mouvemens, comme son immoralité la rend
« redoutable aux pays envahis par elle, et ses
« habitudes des grandes opérations très propre

» à leur succès; armée que l'amour du drapeau
» d'une part, l'espoir des récompenses de l'au-
» tre, porte au dernier période d'exaltation, et
» qui a même acquis par la solidité de ses mas-
» ses et l'abondance de son artillerie volante,
» une intensité de résistance dont on ne la
» croyait pas susceptible. Enfin un chef, qui,
» souverain, ministre et général tout ensemble,
» peut à la fois penser, ordonner et agir: cir-
» constance qui, dans la guerre de sept ans, a
» le plus puissamment aidé le génie du grand
» Frédéric; mais, surtout, des voisins faibles ou
» des alliés aveugles. Ce qui néanmoins obscur-
» cit les couleurs d'un si effrayant tableau, c'est
» la pénurie des finances de la France, produit
» de la destruction de la marine, des colonies et
» du commerce; car au sein de sa toute-puis-
» sance, Napoléon se trouve sans crédit, et tout
» banquier qui lui prête le sien, le voit s'anéan-
» tir à l'instant: la campagne de 1805 a fait faillir
» la maison *Récamier*. La guerre d'Espagne,
» comme la destruction de quelques marchan-
» dises anglaises, a occasionné de nouvelles ban-
» queroutes, que le charlatanisme attribuera
» peut-être comme hostiles aux mesures sages
» d'un prince qui a tout sacrifié à la paix; cette

» pénurie est telle que, des impositions excessi-
» ves devenant insuffisantes aux frais d'un gou-
» vernement ruineux, il est forcé à piller
» l'Europe; ce qui n'aura de terme qu'à la des-
» truction du dernier état civilisé, s'il ne s'y
» rencontre une résistance insurmontable; et si
» Napoléon se trouvait forcé, par ce dernier
» événement, à l'émission d'un papier-monnaie,
» sa chute serait sûre; car la crainte même qui
» subjugue toutes les volontés, repousserait la
» confiance qui deviendrait alors sa seule res-
» source. Quant aux recettes extraordinaires (ex-
pressions qui masquent le pillage des états),
» elles peuvent soutenir momentanément ses
» finances, dans une campagne rapide et bril-
» lante, sous un général entreprenant et avec
» une armée avide de gloire; mais une guerre
» longue et sans succès éclatans les ruinerait,
» d'autant que ses soldats, découragés par des
» opérations lentes et incertaines, comme la
» France par des recrutemens forcés et perpé-
» tuels, se porteraient à des murmures alar-
» mans; et que celle-ci n'offrirait qu'avec lan-
» teur des ressources qu'un pays ruiné refuse-
» rait enfin à ceux-là. L'exemple en est déjà
» sous nos yeux dans la guerre impolitique en-

» treprise contre cette Espagne, qui tourne au-
» jourd'hui contre Napoléon des armées, des
» flottes et des trésors dont il disposait : ce qui
» achèverait de détruire son commerce, ses
» finances et sa population, s'il n'espérait en
» couvrir les pertes aux dépens de ses alliés.

» ART. 2.

» Moyens de la Russie.

» Indépendamment des alliés qu'elle peut re-
» couvrer, une armée nombreuse; un recrute-
» ment facile; un soldat brave, patient, sobre,
» endurci au froid et accoutumé à la fatigue;
» une infanterie solide; une artillerie belle et
» bien servie; d'excellentes troupes légères;
» une armée en un mot éminemment propre à
» tous les genres de mouvemens, et même
» aux retraites, l'opération la plus difficile à
» la guerre; c'est ce qu'ont prouvé Souvoroff
» en Suisse, Koutousoff depuis les bords de l'Inn
» jusqu'au centre de la Moravie, et Benigsen
» après Poultousk, avant Preussich-Eylau, avant
» Friedland; et surtout, après cette bataille, en se

» retirant sans pertes sur les deux rives de l'Alle
» et devant une armée victorieuse. Une fron-
» tière étendue à la vérité, mais facile à resser-
» rer, avec l'appui de la Prusse et de l'Autriche,
» comme en dépassant la ligne de la Vistule,
» après avoir dispersé ou rassuré les Polonais
» fatigués d'une fausse liberté. Un état enfin qui,
» libre sur ses derrières et sur ses flancs, et pou-
» vant porter sur une seule de ses frontières les
» ressources immenses d'un vaste et puissant
» empire, est proportionnellement cent fois
» plus formidable que ne l'était la France en
» 1789 contre une coalition qu'elle a vaincue,
» et que l'Espagne ne le paraissait en 1808 con-
» tre un ennemi que la trahison avait rendu
» maître de ses principales forteresses, et auquel,
» néanmoins, elle résiste glorieusement depuis
» trois années.

» Art. 3.

» Qu'espère l'ennemi ?

» Profiter de la sécurité inspirée par une paix
» illusoire, pour user les moyens de résistance

» que la Russie pourrait un jour lui opposer; il
» connaît et les forces qu'elle possède, et celles
» plus grandes qu'elle peut développer avec le
» temps, il veut ruiner les unes et prévenir l'ac-
» croissement des autres; il veut trouver chez
» ses ennemis ou ses alliés les moyens d'atteindre à son double but, qui est: de détruire tout
» ce qui ne saurait être un appui constant de sa
» puissance; et de solder un gouvernement au
» dessus des ressources d'un état dont les revenus sont insuffisans ou épuisés. C'est là ce qui
» lui a fait piller successivement l'Italie, la Suisse,
» l'Allemagne et entreprendre l'extravagante expédition d'Espagne. En temps de paix, il agit
» par la crainte de la guerre; en temps de guerre,
» par une campagne vive, rapide, courte et
» brillante, en prodiguant des hommes qu'un
» article de gazette console de tout, et dont il
» place les chefs entre le trône et l'opprobre.
» Violant le droit de la guerre, comme il viole
» celui des nations, il affranchit son armée de
» l'embarras coûteux des magasins, des longs
» transports et du soin de les protéger, en ruinant les pays envahis, qu'il accable de con-
» tributions et de réquisitions; il dirige sa marche vers les points centraux des états; cherche

» à livrer une bataille décisive, pour imposer
» une paix désastreuse, ou à atteindre la ville
» capitale de son ennemi pour en disjoindre le
» gouvernement. Quant à sa marche dans la
» dernière guerre contre la Russie, il faut re-
» marquer que, déterminée primitivement par
» la campagne de Prusse, la nécessité de pren-
» dre Dantzick et Elbing pour couper toutes
» les communications entre elle et l'Angleterre;
» l'espoir de trouver dans ces deux villes des
» munitions dont il manquait, et à Koenigsberg
» des magasins dont il avait besoin; la néces-
» de repousser une armée formidable à laquelle
» il ne voulait point prêter le flanc; l'intention
» d'inspirer des craintes pour Riga et de séparer
» l'armée de ses dépôts de Drissa, étaient pour
» lui des motifs d'une haute considération; mais
» dans une nouvelle guerre il pourrait suivre
» une direction nouvelle, et s'il parvenait à pas-
» ser victorieusement la Vistule, se porter, soit
» sur Smolensk, d'où il menacerait les deux ca-
» pitales pour diviser les moyens de défense de
» son ennemi, ce que Charles XII a inhabile-
» ment négligé de faire en 1708, soit sur Kiew,
» pour occuper des provinces plus abondantes,
» couper l'empire en deux (Lloyd, Jomini, Pre

» déric II), et user ainsi tous ses moyens de » résistance. C'est à des projets de cette nature, » qui, tout gigantesques qu'ils paraissent, n'en » sont pas moins praticables après une défaite, » qu'il faut opposer des moyens supérieurs et » d'un succès assuré.

» ART. 4.

» Que faut-il faire?

» L'ennemi lui-même l'indique. Il veut, par » l'absence d'un commerce indispensable, ruiner comme allié un état qu'il se flatterait » alors de détruire facilement par les armes; » mais pour un gouvernement quelconque, il » n'est point d'honneur sans indépendance, ni » d'indépendance sans richesse; il faut donc » abjurer une paix trompeuse, une alliance » perfide, une sécurité fallacieuse. L'ennemi » veut encore prolonger ce funeste état de choses; il faut en sortir, il faut le prévenir par » la guerre, en profitant du moment où ses armées sont vivement engagées en Espagne et » en Portugal. Il veut à tout événement une » guerre rapide et fructueuse; il faut le forcer

» à en faire une ruineuse et lente; il la craint
» non seulement en raison de l'état de ses finan-
» ces, mais en raison de l'état moral du pays
» qu'il gouverne; il sait que Paris le hait mor-
» tellement depuis les mitraillades du 13 vendé-
» miaire*; il sait que Lyon, Toulouse, Marseille
» l'ont en horreur; il sait que ses vieux amis,
» les jacobins, sont mécontens de lui, et que ses
» nouveaux valets ne sont pas entièrement sa-
» tisfaits d'une grandeur qu'ils lui doivent; il
» sait que lors du débarquement des Anglais à
» Flessingue, la Belgique demeura muette à
» l'invitation de marcher contre eux; que la
» Lorraine n'agit qu'avec lenteur et que le dé-
» partement de la Sarre refusa positivement de
» s'armer; il sait que, lors de son premier pas-
» sage du Danube, dans la campagne de 1809,
» l'armée murmura contre lui; que Paris**, qui
» le croyait sans ressources, cherchait déjà des
» yeux qui pourrait le remplacer; et qu'à cette
» époque l'esprit des gardes nationales lui était
» entièrement défavorable. Il redoute donc de
» s'éloigner de la France pour un temps fort

* Il faut considérer que cette exagération est celle d'un étranger qui vivait à cinq cents lieues de la France. (Note de l'Auteur.)

** Tels étaient alors Fouché, Carnot, Bernadotte et leur faction.

» long, et ce qu'il redoute, il faut, ou le rendre
» nécessaire à Napoléon, ou le forcer à employer
» en chef des hommes qui, n'ayant ni son au-
» torité ni son éclat, ne pourraient agir aussi
» puissamment que lui. Mais pour réussir dans
» un tel projet, la première chose à faire est
» de se défendre d'une intempérance de fausse
» gloire; c'est de ne pas jouer le sort de l'em-
» pire au hasard d'une bataille dont le succès
» n'est jamais certain; c'est d'opposer la pa-
» tience de Fabius à la fougue d'un nouvel An-
» nibal. Loin d'adopter les principes de guerre
» d'un ennemi qui joint à l'habitude de les pra-
» tiquer celle de les étayer de moyens injustes
» qu'on ne veut ni ne doit imiter, il faut l'obliger
» à une guerre de tactique, à laquelle il est neuf
» ainsi que ses généraux et ses soldats. Il faut
» résister à cet élan incalculé qui, à Austerlitz,
» fit prêter le flanc par une marche dangereuse;
» qui, à Friedland, emporta trop loin une partie
» de l'aile droite, tandis que la gauche était
» tournée; qui, à Wagram, fit quitter aux Autri-
» chiens une position redoutable; et, préférant
» à l'impétuosité le courage de la patience, qui
» est le plus admirable de tous et le plus utile,
» ne faire qu'une guerre de manœuvre et de

» position, ne former jamais que des grand-
» corps, inonder le pays d'un déluge de Cosa-
» ques; multiplier les affaires de postes et les
» petits engagemens, qui donnent de la con-
» fiance à l'armée que l'on commande, fatiguent
» l'autre, la ruinent en détail, et sont plus fu-
» nestes à celle que cinq cents lieues séparent
» de ses frontières qu'à celle qui défend les
» siennes; avoir des places d'armes et des dé-
» pôts de vivres à l'abri d'un coup de main; ne
» jamais se diviser devant un ennemi brave,
» actif, entreprenant, dont le génie et l'organisa-
» tion militaire rendent l'armée susceptible d'être
» mue avec rapidité. C'est la faute que je signale
» ici qui a perdu Alvinzi en 1796 et nui aux
» grands succès du prince Charles en 1809. Si l'on
» craignait, en suivant le système d'opérations
» que je présente, de se voir tourné par la célérité
» des mouvemens de Napoléon, il serait facile de
» se mettre à l'abri de tous dangers à cet égard,
» en formant des armées de réserve qui, judi-
» cieusement postées, le contraindraient à aban-
» donner une manœuvre qui l'a si bien servi
» jusqu'ici, et à s'épuiser devant une armée
» formidable; ou, s'il voulait se porter sur un
» de ses flancs, à prêter le flanc lui-même à

» l'armée de réserve destinée à secourir celle qu'il
» aurait en tête; ce qui lui ferait courir le risque
» de se voir séparé de ses moyens de subsistance
» ou de recrutement, et de laisser couper sa
» ligne d'opérations et ses communications avec
» ses dépôts. Si, lors de la bataille de Preussich-
» Eylau, on avait eu une armée de réserve en
» Lithuanie, Napoléon n'aurait pu tenir dans sa
» position d'Osterod; Elbing eût été sauvée, et
» Dantzick peut-être : l'ennemi se voyait privé
» des munitions que ces deux villes lui ont
» fournies; ses derrières n'étaient plus assurés,
» et la guerre se trouvait reportée au-delà de la
» Vistule. Si, après Friedland même, une armée
» de réserve eût menacé son flanc droit, quoi-
» que appuyé à la mer par sa gauche et maître
» de Kœnigsberg, il ne pouvait avancer ou ris-
» quait d'être perdu, à moins qu'il ne se retirât
» en hâte sur les places qu'il avait prises. Le
» point important est de le forcer à user les
» quatre ou cinq mois de l'été, qui sont les plus
» avantageux pour lui, par l'abondance des
» fourrages, la longueur des jours, la douceur
» de la température, et d'atteindre ainsi l'hiver,
» que la longueur de ses nuits rend favorable
» aux opérations des troupes légères, et qui,

» par sa rigueur, doit être plus pénible à des
» soldats accoutumés aux climats chauds qu'il ne
» le serait à l'armée russe. Qu'il perde ainsi deux
» ou trois campagnes, et l'échafaudage de sa puis-
» sance disparaît. Si l'Autriche, en 1809, eût eu
» ses derrières assurés; si elle n'eût pas voulu agir
» à la fois sur tous les points; si elle eût évité les
» grandes batailles; si elle n'eût pas perdu la
» tête après un échec très réparable; si elle eût
» eu des armées de réserve et des corps à por-
» ter sur les derrières de l'ennemi, Napoléon
» était perdu. Que la Russie, plus heureuse-
» ment située que l'Autriche, s'éclaire des fautes
» de cette dernière; et, qu'employant avec vi-
» gueur, dirigeant avec sagesse les forces im-
» menses qu'elle possède, elle empêche enfin
» qu'une marche destructive, qui n'est encore
» que le besoin d'un homme ambitieux et gêné
» dans ses finances, devienne le système d'état
» d'une puissance que la ruine de l'Europe en-
» tière aurait mise au dessus de toute crainte,
» comme elle est au dessus de toute pudeur.

» Art. 5.

» Exemples.

» L'histoire militaire de l'Europe offre un

» grand nombre de guerres de position habi-
» lement exécutées; sans multiplier les cita-
» tions, il est peut-être à propos de rappeler
» ici la dernière campagne de Turenne contre
» le célèbre Montecuculli; celle du grand Condé
» en 1674; celles si remarquables du maréchal
» de Berwick en Dauphiné et en Espagne, en
» 1705 et 1706, et dont la dernière prépara la
» plus brillante et la plus utile qu'aucun géné-
» ral ait peut-être faite; celle enfin de 1778
» entre les deux plus habiles généraux du der-
» nier siècle. Ce sont ici les plus beaux monu-
» mens de la tactique moderne, des morceaux
» d'étude pour les militaires de tous les âges,
» et les principaux titres qu'offre à l'estime
» des connaisseurs l'histoire de ces illustres
» guerriers forçant à une sage temporisation
» des armées jusqu'alors accoutumées à des
» triomphes rapides. Ce que surtout il est inté-
» ressant d'observer en ce moment, c'est la
» retraite de Wellington depuis les frontières
» de Portugal jusqu'aux positions formidables,
» occupées et fortifiées par lui, pour couvrir
» Lisbonne, conduite capable seule de rompre
» l'impétuosité d'un général habile et entrepre-
» nant. C'est enfin la guerre faite depuis trois

» ans par les Turcs, qui, malgré leurs nom-
» breuses défaites, n'ont pu être forcés à une
» bataille décisive. En effet, une bataille perdue
» par les Français, qu'il est difficile aujourd'hui
» de mettre en pleine déroute, qui sont inattaqua-
» bles chez eux et qui se permettent tout pour ré-
» ténuer ou réparer leurs pertes, n'est qu'une
» partie remise; tandis qu'une gagnée par eux les
» jette au sein des provinces russes.

» Art. 6.

» Moyens subsidiaires.

» Les opérations propres à appuyer le plan
» proposé, consistent : 1° à se lier avec l'Angle-
» terre, plus généreuse à l'égard de la Russie
» durant la guerre que d'autres ne se sont mon-
» trés malgré l'utilité de son alliance, et dont le
» commerce seul vaut mieux à cet empire que
» les secours qu'il pourrait espérer de quelque
» part que ce fût; mais il ne faudrait jamais
» compter sur une intervention militaire prom-
» pte et à point nommé : la nature de son gou-
» vernement et de son armée entraînant néces-
» sairement des lenteurs, et l'incertitude des

» vents produisant d'inévitables retards. Il ne
» faudrait pas davantage se piquer, à son pro-
» pre détriment, des torts vrais ou apparens
» d'un tel allié. Frédéric II a donné sur cela,
» dans la guerre de sept ans, un bel et utile
» exemple; 2° faire cause commune avec l'Es-
» pagne et lui garantir son indépendance, à
» condition de ne point faire la paix sans le
» concours de la Russie; 3° conclure une paix
» prompte et généreuse avec la Turquie, au
» prix, soit d'une rupture avec l'Autriche, à
» qui elle a toujours été redoutable, dans le cas
» où cette dernière s'unirait à l'ennemi; soit
» d'une diversion puissante en Dalmatie et des
» opérations maritimes combinées dans la Mé-
» diterranée, si l'Autriche concourait aux plans
» de la Russie; 4° obtenir l'accession de l'Au-
» triche, qui a tout à craindre de la France,
» tout à espérer de la Russie, ou du moins sa
» neutralité; dans le premier cas, pour éviter
» les rivalités des généraux, la laisser agir seule
» en Lombardie et en Souabe, comme sur les
» derrières de l'armée française, tenue en échec
» par les Russes, à l'aide des insurrections pro-
» bables du Tyrol et de la Forêt-Noire, en l'ai-
» dant par une diversion sur Naples. Dans le

» second, s'en assurer par une armée d'obser-
» vation sur la frontière de la Galicie. Dans *le*
» cas enfin d'une rupture avec elle, l'attaquer
» de concert avec les Turcs; 5° envoyer un corps
» auxiliaire russe dans la Prusse, menacée, tant
» par le royaume de Westphalie que par les
» cinq nouveaux départemens français; l'aider
» à insurger le nord de l'Allemagne, qui y était
» si bien disposé lors de la guerre de 1809;
» affranchir toutes les côtes de la Baltique et de
» l'Océan germanique; en ouvrir les ports aux
» Anglais; séparer la France de la Suède et du
» Dannemarck, et déterminer cette dernière puis-
» sance à s'unir à la ligue continentale pour évi-
» ter la ruine qui la menace doublement par
» l'extension de ses armemens et la destruction de
» son commerce. Mais subordonner ses opéra-
» tions à celles du centre, où les grands coups
» doivent être portés; 6° engager la Suède par
» tous les moyens d'intérêt, de persuasion et de
» crainte *, à rentrer dans l'alliance de l'Angle-
» terre, qui peut seule la ruiner ou l'enrichir;

* On l'a menacée, à cette époque, de travailler à la réintroni-sation, non de Gustave IV, mais de son fils, et un plan de guerre à ce sujet fut présenté par le baron Palhen.

» détruire ou raviver son commerce, insulter
» ou protéger ses côtes; et, dans le cas d'une ré-
» volution possible, faire tomber la couronne
» sur la tête des héritiers légitimes de la maison
» royale, dont un se trouve doublement lié à la
» Russie par le sang et par alliance; 7° ranimer
» en France le royalisme, si utile aux Autrichiens
» dans la campagne de 1793, et aux Anglais à
» Toulon; ce qui forcerait l'ennemi à garnir
» de troupes les provinces occidentales de la
» France; à accroître la rigueur de son gouver-
» nement, comme à faire désirer, tant à ses en-
» nemis qu'à une partie de ses partisans, mais
» certainement à la plupart de ceux qui ont
» abattu le gouvernement directorial, de dé-
» truire celui de Napoléon; 8° enfin, pour met-
» tre la France dans la nécessité de développer
» des forces supérieures à ses moyens en hom-
» mes et en argent, depuis le fond de l'Espagne
» et de l'Italie jusqu'à la Vistule et aux côtes de
» l'Océan, opérer des diversions comme, par
» exemple, dans la Dalmatie par les Grecs et les
» Albanais, en Italie par les fidèles Calabrois. Dix
» à quinze mille Russes pourraient alors balayer
» rapidement ces contrées jusqu'à la frontière
» napolitaine naturellement défendue, de Gaëte

» à Chietti, par des montagnes ouvertes seule-
» ment aux deux défilés longs, étroits et
» tortueux d'Itri et d'Aquilée, comme par le
» vallon à fond tourbeux de Santo-Germano; ne
» laissant d'accessible qu'une plaine peu éten-
» due près de cette frontière, où dix mille
» hommes peuvent facilement en arrêter cent
» mille; diversion qui occuperait de grandes
» forces à l'ennemi, ou le contraindrait à éva-
» cuer entièrement la Péninsule, ce qui retran-
» cherait douze millions d'hommes à son em-
» pire *. D'autres diversions utiles seraient faites
» sur la Poméranie, le Hanovre, la Hollande, la
» Bretagne ou les environs de Bayonne, pour
» seconder les opérations de l'armée prussienne,
» des Anglais, et réveiller le royalisme; ou in-
» surger les habitans des Pyrénées, partisans de
» l'Espagne, et faciliter ainsi les opérations pro-
» jetées du duc d'Orléans sur le Roussillon **.

* Cette expédition fut projetée; elle devait être confiée au baron depuis comte d'Armfelt; mais il fallait avoir le libre passage des Dardanelles et conclure en conséquence la paix de Turquie, à laquelle s'opposaient et le ministre Romanzof et le général Koutousof.

** Cette expédition projetée par l'armée de Catalogne, que devait commander le duc d'Orléans, rencontra des obstacles tant de la part des Anglais que de celle des Cortès.

» Si les Anglais avaient substitué cette dernière » expédition à celle de Flessingue, l'Espagne » serait peut-être libre aujourd'hui.

» Art. 7.

» Exemples.

» Ce fut à l'aide des diversions maritimes que, » dans la guerre de sept ans, l'Angleterre sauva » le roi de Prusse des efforts de la France; c'est » par le projet d'une diversion opérée par les Tar- » tares et les Turcs, que ce grand homme son- » geait à ruiner les efforts de la Russie, si la guerre » se fût prolongée. C'est par une diversion sur » Mayence, Franckfort et Montabaur, que la » France, en 1792, força le roi de Prusse, déjà » trahi par les siens, à quitter en hâte sa fron- » tière, ce qui facilita l'invasion de la Belgique; » ce fut en menaçant la Souabe, qu'en 1799 les » Français isolèrent en Suisse Korsakoff. Avec de » la persévérance dans son expédition de Naples, » la Russie eût pu, en 1805, réparer son échec » d'Austerlitz, et, par une diversion facile sur le » Hanovre, l'Angleterre aurait, en 1807, aidé puis- » samment l'armée russe. La guerre de 1809 fut » une utile diversion pour l'Espagne, et si l'ex-

» pédition de Flessingue eût été portée à Bayonne,
» l'Autriche, qu'elle sauva d'une paix plus dé-
» sastreuse, eût peut-être pu se relever de la
» défaite de Wagram. Ce ne sont point des di-
» versions fortuites et partielles qu'il faut au-
» jourd'hui; mais, combinant avec prévoyance
» et sagesse, exécutant avec vigueur et con-
» stance, il faut, par un grand développement
» de forces et par l'ensemble de ses opérations,
» rassurer l'Europe effrayée de la puissance de
» l'ennemi, en attaquant simultanément ses ar-
» mées et sa réputation d'invincibilité, ses finan-
» ces et son territoire, en un mot ses ressources
» de tous genres. Le jacobinisme français, allié
» de toutes les vanités blessées et de tous les
» désirs ambitieux et cupides, tomba le jour où
» il attaqua la dernière des classes sociales et le
» dernier des intérêts privés. La France est à
» l'égard de l'Europe ce que son gouvernement
» ochlocratique fut alors à son égard; elle pèse
» aujourd'hui sur le commerce, sur l'industrie
» générale du continent; elle fait ainsi de ses
» propres alliés ses ennemis; elle mécontente
» jusqu'à ses sujets, dont elle opère la ruine:
» c'est donc le moment de la frapper avec espé-
» rance de succès; c'est celui de rallumer, en

» menaçant ses côtes, les feux mal éteints du » royalisme.

» ARTICLE HUITIÈME.

» Opérations militaires *.

» Il serait peut-être téméraire d'indiquer ici mi- » litairement les opérations à faire, et topogra- » phiquement les positions à occuper; mais il est » indispensable d'appuyer sur la nécessité: 1° de » prendre l'offensive en se portant vivement sur » le duché de Varsovie, et en gagnant, s'il était » possible, la Silésie; d'occuper, de concert avec » la Prusse, la ligne de l'Oder, pour faire dé- » clarer les princes de l'empire, ou exciter des » insurrections dans le nord de l'Allemagne; » d'appuyer sa gauche, soit par l'accession de » l'Autriche, soit par un corps d'observation et » une rupture des Turcs avec cette puissance » (voyez art. 6, n^os 3 et 4); 2° de dissoudre le » gouvernement polonais, de dissiper ou d'en-

* Ceci n'était qu'un aperçu : il fut plus tard décidé qu'on se retirerait jusqu'à la ville de Kazan, pour donner à l'armée de Moldavie le temps et les moyens de couper toute communication et toute retraite à Napoléon.

» régimenter ses corps armés, en les envoyant
» sur les derrières; mais de dévaster impitoya-
» blement le duché, si on se trouvait contraint
» de l'évacuer, afin d'ôter à l'ennemi les moyens
» d'y subsister; 3e d'avoir ses deux flancs pro-
» tégés par deux corps, l'un réuni comme auxi-
» liaire au roi de Prusse, l'autre menaçant la
» Galicie, tandis que la Hongrie serait attaquée
» par les Turcs, dans le cas de la non accession
» de l'Autriche; et dans le cas contraire, agissant
» simultanément avec l'armée principale; 4° de
» former deux armées de réserve stationnées,
» l'une à Kieff, l'autre à Smolensk, et pourvues
» de vivres, de munitions, d'armes et de moyens
» de transport, afin de pouvoir être vivement
» portées, en tout ou partie, sur les points où les
» circonstances pourraient l'exiger; 5° de tenir
» toujours, autant que ses mouvemens le ren-
» draient possible, l'armée principale réunie en
» grands corps, qui peuvent être repoussés, mais
» non pas détruits; d'éclairer le pays par des
» nuées de Cosaques propres à le dévaster, si
» l'on était obligé à un mouvement rétrograde,
» comme à harceler l'ennemi, à enlever ses con-
» vois, à inquiéter ses fourrageurs, et à retarder
» ainsi sa marche; 6° de fortifier les postes qu'on

» occuperait par la rupture des chemins et des
» ponts qui y conduiraient l'ennemi, par des
» batteries de position, des retranchemens pas-
» sagers et des abattis; employer alors l'état-
» major à reconnaître ceux qu'on pourrait être
» forcé d'occuper, les moyens de les rendre for-
» midables, d'ouvrir les routes qui y mèneraient;
» 7° de couvrir soigneusement les magasins et
» les convois, en entretenant toujours ses com-
» munications avec les corps russes ou alliés;
» appuis de ses flancs, ainsi qu'avec les deux
» armées de réserve, comme celles de ces der-
» nières avec les corps susdits, par des postes
» intermédiaires, ou un mouvement en avant,
» si l'ennemi venait à tourner l'armée principale;
» 8° de forcer l'ennemi soit à l'inaction, soit à
» des attaques hasardeuses et où il dût nécessai-
» rement éprouver des pertes considérables, en
» cas même de succès; 9° de ne l'attaquer
» qu'avec une supériorité accablante de forces
» et de situation; 10° de chercher, tandis qu'on
» le tiendrait en échec, à jeter sur les derrières
» des corps mobiles et rapides, qui pourraient
» enlever ou détruire ses convois, ou le forcer
» à s'affaiblir par des escortes; 11° de ne point
» ralentir pendant l'hiver, saison plus favorable

» aux Russes qu'aux Français, ces expéditio
» actives et ruineuses; 12° d'éviter toutes l
» actions décisives, qui procurent moins d'ava
» tages dans le succès qu'elles n'entraînent
» préjudice dans un échec; 13° de subordonn
» toutes les opérations auxiliaires aux opératio
» principales; 14° de combiner avec l'armée
» réserve, dans le cas où l'ennemi manœuvrera
» de manière à tourner l'armée agissante, l
» moyens de le menacer à la fois en tête et e
» flanc; de l'isoler de ses ressources et de
» ruiner en détail, ou de le mettre dans la n
» cessité de se battre dans une position hasar
» deuse qu'il n'aurait pas choisie; 15° de s'assu
» rer, dans toutes les positions occupées, des
» moyens de retraite et de transports, comme
» de positions nouvelles, toujours liées avec les
» situations des corps auxiliaires et de réserve;
» 16° de défendre ainsi et successivement, s'il est
» nécessaire, les lignes de l'Oder, de la Vistule,
» et même du Dniéper, à l'aide des positions in-
» termédiaires; bien sûr qu'un succès définitif
» et complet rendrait et assurerait solidement ce
» qu'on aurait été momentanément forcé d'a-
» bandonner; 17° d'observer la Suède avec un
» corps dont les attaques pourraient, selon les

» occurrences, être combinées avec les opéra-
» tions maritimes des Anglais; 18° d'opérer,
» comme nous l'avons dit, deux diversions, l'une
» sur la Dalmatie ou sur Naples, l'autre sur les
» côtes françaises ou devenues telles; mais pré-
» férablement en Bretagne, où l'on peut, à l'aide
» des îles de Gersey et de Guernesey, faire un
» débarquement qui, au nom loyalement pro-
» noncé du roi, ferait se former le noyau d'une
» armée nombreuse, si l'on y portait de l'argent
» et des armes; car les Russes, n'inspirant aucune
» défiance, rallieraient bientôt tous les ennemis
» du gouvernement, dans un pays dont il n'est
» pas sûr, et qui le forceraient, en lui ravissant
» des ressources, à y porter des forces considéra-
» bles au moment où il en aurait le plus besoin
» ailleurs, l'armée débarquée se trouvant nécessai-
» rement en Bretagne dans la même situation où
» les Anglais sont en Portugal; 19° d'employer
» enfin tous les moyens de prolonger la guerre,
» en obligeant l'ennemi à diviser ses troupes
» par la nécessité de les diriger sur un grand
» nombre de points très éloignés les uns des
» autres. — Il faut que le gouvernement russe
» ne perde point de vue quel doit être le but de
» la guerre, et qu'il en proportionne toujours

» les moyens à ce but important; il faut que [illegible]
» militaire, accoutumé aux opérations brillan[illegible]
» des Roumansoff, des Souvoroff et des Kame[illegible]-
» sky, songe qu'ici il n'est plus question de [illegible]
» campagnes faites contre un ennemi soumis
» aux lois de la guerre et des gens, mais du dé-
» bordement d'une nation qui ne cherche la
» gloire que dans le bouleversement des em-
» pires, et ses moyens dans leur dévastation; que
» la valeur peut être trompée par la fortune,
» mais que la sagesse et la patience la gouver-
» nent et la réparent; qu'aujourd'hui le destin
» du monde civilisé est entre les mains des
» Russes; que si le sort d'un combat est incertain,
» celui de la temporisation est sûr, principale-
» ment devant une armée sans argent si elle ne
» pille, sans alliés si elle ne bat, et qui, entrepre-
» nante par caractère, l'est encore plus par né-
» cessité. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que
» l'homme qu'on a en tête joint aux forces de
» l'ancienne France, accrue des conquêtes de la
» France nouvelle, celle du jacobinisme orga-
» nisé, qui fait l'essence de son gouvernement,
» puis la disposition des moyens hostiles de l'I-
» talie, de la Suisse, du Dannemarck, de la Suède,
» de la Pologne et d'un tiers de l'Allemagne,

» supposé même que l'Autriche ne s'unisse point » à lui; que le but de la guerre est l'affranchis- » sement de l'Europe, chose incompatible avec » son existence. Il ne suffit donc pas d'élever » une digue fragile contre les efforts d'une aussi » redoutable puissance, mais de la détruire, mais » de briser un instrument de destruction uni- » verselle, si l'on ne veut point être broyé par » les effets du mouvement accéléré imprimé à » ses ressorts.

» ARTICLE NEUVIÈME.

» Forces nécessaires.

» Les forces nécessaires à ces opérations se- » raient une armée centrale et agissante de » quatre-vingts à cent mille hommes tout au plus; » un corps de trente à quarante mille hommes » pour menacer la Galicie et la Hongrie simulta- » nément avec les Turcs, dans le cas où l'Au- » triche méconnaîtrait ses vrais intérêts; pour » observer cette puissance, dans l'hypothèse de » sa neutralité, ou être plus utilement employé, » dans celle de son accession; un de vingt à » trente mille hommes, auxiliaire de la Prusse; » deux armées de réserve, de quarante à cin-

» quante mille hommes chacune, stationnées
» Kieff et à Smolensk; une expédition de cinq
» mille hommes vers Naples; une seconde coalisée
» liée avec les Anglais, contre la France, oc-
» cupant un nombre de troupes égal, ou plus
» considérable si l'Autriche prenait part à la
» ligue (voyez art. 6e, n° 8); de vingt à trente
» mille hommes en garnisons, camps volans, es-
» cortes de convois, etc. En tout, de deux cent
» cinquante à trois cent vingt mille hommes:
» deux cent quatre-vingt-cinq mille hommes
» pour terme moyen, non compris les troupes
» légères, pionniers, artillerie, etc., forces très
» imposantes, quoique infiniment inférieures à
» celles que possède la Russie, et qui, sagement
» dirigées, sont suffisantes, dans le cas même où
» l'Autriche ne profiterait pas des circonstances
» pour affranchir sa couronne; car la France ne
» pourrait leur opposer que celles qu'elle serait
» capable de mouvoir et de nourrir dans un
» pays ruiné et mécontent, ce qui retranche
» beaucoup au calcul qu'une crainte exagéra-
» trice en présenterait. Il est à observer ici que
» la population de la Russie est encore intacte,
» que ses impositions sont proportionnellement
» les plus faibles qui soient payées par aucun

» peuple européen; que le retour du commerce » anglais, si utile par sa balance favorable aux » Russes et par l'enlèvement de leurs denrées, » enrichirait à la fois l'état et les propriétaires; » que la suspension de celui de la France, qui » y importe beaucoup et en exporte peu, ne » fournit que des objets sans valeur et se fait en » grande partie par contrebande, relèverait son » change; ce qui offre des moyens immenses » pour soutenir une guerre longue et coûteuse; » joignez-y l'abondance des vivres, produit de » l'interruption momentanée de leur exporta- » tion, et le sentiment universel qui ferait de la » rupture avec la France une guerre vraiment » nationale. Pour agir néanmoins avec autant » de célérité que de prudence, il serait à propos » d'employer des moyens télégraphiques, et de » faire de Moscou un grand dépôt de recrues, » où seraient réunis, exercés et formés les soldats » destinés à réparer les pertes éprouvées par les » différentes armées.

» ARTICLE DIXIÈME.

» Dispositions préliminaires.

» Pour ranimer les espérances de l'Europe et » en rallier les intérêts à ceux de la Russie, il faut

» exposer qu'on ne prend les armes qu'en raiso
» d'une nécessité irrésistible, et qu'on ne le
» posera qu'après l'affranchissement du cont
» nent ; opposer la franchise à la dissimulation
» les projets de protection à ceux d'envahisse
» ment; promettre sûreté et intégrité à tous le
» états qui adopteraient ce plan conservateur
» guerre à mort à ceux qui s'y opposeraient, et
» ouvrant néanmoins la porte au repentir, e
» en offrant des avantages à un retour loyal
» comme à une intervention utile.

» ARTICLE ONZIÈME.

» Résultats.

» Le plan, conçu sur ces principes de loyauté
» de sagesse et de fermeté, d'une guerre que l
» Russie pourrait entreprendre presque sans
» alliés, bien certaine de la continuer et de l
» terminer avec l'approbation et le concours d
» l'Europe entière, conduirait aux résultats le
» plus glorieux qui puissent jamais exciter l
» noble ambition d'un souverain ; ce serait l'in
» dépendance des couronnes, l'affranchissemen
» des peuples, la restauration du commerce, d
» l'industrie, des arts, la paix, la sécurité, l
» prospérité de l'Europe ; la reconnaissance un

» vereelle, et celle particulièrement de la partie » la plus saine d'une nation que la criminelle » imprévoyance de quelques novateurs a con- » damnée au joug d'un homme qui la ruine par » des entreprises extravagantes, étrangères à ses » intérêts; enfin le lustre indicible et immortel de » la Russie. — Je n'ai exposé dans ce Mémoire » que des faits et des vérités incontestables; j'en » ai déduit les résultats nécessaires, en indi- » quant et les obstacles à craindre, et les moyens » de les surmonter. Mon sujet eût été susceptible » d'un plus vaste développement; mais peu de » mots suffisent à l'expérience qui saisit tout » avec rapidité et aux regards de laquelle je les » soumets, en remarquant ici que, si le rôle de » Pierre 1^er^ fut réellement grand, le rôle de sa » majesté l'empereur Alexandre serait infini- » ment plus utile; car celui du premier de ces » souverains n'intéressait que cet empire, et » celui de l'empereur actuel embrasserait le » système général de la civilisation. »

NOTA BENE. Il n'y a jamais eu que cinq copies de ce Mémoire, entre les mains de l'empereur Alexandre, du ministre de la guerre Barclai de Tolly, du duc de Serra Capriola, du comte d'Armfelt et de l'amiral Mordvinof, président du

grand-conseil de l'empire. C'est sur l'exemplaire manuscrit de ce dernier que nous l'imprimons ici, et nous trouvons au bas, de la main même de l'amiral, une note en russe, dont voici la traduction textuelle : « Ce plan de campagne » fut présenté à l'empereur en janvier 1811, » par l'amiral Mordvinof; sa majesté l'ayant ac» cueilli, ordonna d'en donner copie au minis» tre de la guerre Barclai de Tolly. Avant l'inva» sion de Napoléon en Russie, il y eut un conseil » tenu pour arrêter les mesures à prendre » contre l'agression, et il y fut décidé que l'on se » conformerait à ce plan. »

NOTE VINGT-QUATRIÈME.

MARMONT.— FABVIER.— CAULAINCOURT.

Le respect dû à la vérité de l'histoire exige que nous donnions ici des détails exacts et positifs sur des faits que d'aveugles passions ont défigurés, et qui sont relatifs à ce que nous avons rapporté dans nos Mémoires (t. XII, p. 400). Le maréchal Marmont, après avoir héroïquement défendu avec une poignée d'hommes la position de la butte de Saint-Chaumont, déjà compromise par la faute du général Compans,

s'étant retiré à Essonne, alla voir à Fontainebleau l'empereur Napoléon, qui lui parut décidé à se retrancher et à traiter; celui-ci vint le 1er avril visiter les travaux de défense; mais ayant appris alors la déclaration de l'empereur Alexandre, il résolut de marcher sur Paris, et l'exécution de ce projet était fixée au 5. Il avait cependant d'autant moins de chance de succès que les canonniers eux-mêmes disaient : « Nous » tirerons sur l'ennemi, mais ne mettrons pas en » batterie contre la capitale. » Ce n'eût donc été que de nouvelles victimes immolées sans nécessité.

Bientôt la déchéance est prononcée; les intérêts privés se divisaient, et les généraux sous les ordres du maréchal désiraient voir se terminer une lutte impossible à soutenir plus longtemps.

Le prince Schwartzemberg écrivit le 3 au maréchal, pour l'inviter à se réunir à ce qu'il nommait *la bonne cause française;* il lui répondit que l'*opinion publique* ayant toujours été la *règle de sa conduite*, et étant *délié* de son serment par le *décret du sénat*, il était disposé à concourir à un *rapprochement entre l'armée et le peuple*, à condition que les troupes pour-

raient se *retirer librement en Normandie avec armes, bagages et munitions*; et que, si les événemens faisaient *tomber la personne de Napoléon* aux mains des alliés, *sa vie et sa liberté lui seraient garanties.*

Il n'avait pas encore reçu cette garantie, et son accord n'était pas exécutoire, quand Macdonald, Ney et Caulaincourt vinrent lui dire que Napoléon était décidé à abdiquer, et qu'ils allaient négocier une suspension d'hostilités. Il leur dit ses arrangemens non encore terminés, et les accompagna à Paris, ce dont il donna avis au généralissime des alliés, tandis qu'il donnait à ses généraux l'ordre de ne faire aucun mouvement. Mais ceux-ci ayant reçu de Fontainebleau, celui pour le maréchal de s'y rendre, et, à son défaut, au plus ancien général de division, tous s'en montrèrent également effrayés. L'un dit : « Le tigre se plairait peut-être à faire » fusiller des généraux de division, il est instant » de lui échapper. » Et ils mirent les troupes en route pour Versailles. Les alliés s'opposèrent à leur marche; il fallut obtenir un ordre de Schwartzemberg, qui se hâta de l'expédier, et la défection fut opérée, tant à l'insu du maréchal que contrairement à ses ordres; il

le l'apprit même que le 4, à huit heures du matin, et c'était à quatre que le mouvement avait été exécuté.

Tel est le précis des faits, rapportés avec exactitude, jour par jour, heure par heure.

Napoléon, qui en 1814 n'avait point accusé Marmont, pour la défense de la capitale, dit, dans sa proclamation du 1er mars 1815, qu'il avait livré Paris; ce qui engagea Fabvier à présenter un Mémoire justificatif à l'empereur. Celui-ci répondit : *Je sais tout cela; mais il me fallait une victime, et il m'est tombé sous la main; au reste, il me reviendra et sera bien reçu.* Il ne lui reprochait donc à cette époque ni la reddition de Paris ni la défection d'Essonne.

En effet, Caulaincourt lui écrivit, mais sans succès, pour le rallier à celui qui l'avait publiquement injurié. Le maréchal put avoir des torts politiques ou militaires; mais son caractère se refusa à ployer devant qui l'outrageait, ce dont il a depuis donné la preuve dans la circonstance la plus critique de sa vie. C'est ce qui le place aujourd'hui dans la position la plus fausse; chose qu'au reste il n'est point à propos de consigner ici.

Enfin nous remarquerons que, sur le fait de

l'évacuation d'Essonne, l'animadversion publique épargna ceux qui l'exécutèrent, pour accabler de tout son poids celui contre les ordres duquel il avait eu lieu; exemple, entre mille, des faux jugemens trop souvent portés sur les hommes et les choses.

NOTE VINGT-CINQUIÈME.

DE LA CHARTE ET DE QUELQUES UNES DE SES CONSÉQUENCES.

Ce que nous n'avons pas dit (t. XII, p. 421) relativement à la Charte de 1814, c'est que le roi, plus occupé de l'idée de remonter sur le trône que de songer aux moyens de gouverner la France, n'avait encore rien préparé sur cet important objet. Et cependant, on a dit partout que ce monument était le fruit de vingt ans de méditation dans l'exil. Quand Louis XVIII arriva à Compiègne, il lui fut remis, par M. de Talleyrand, un projet de déclaration, convenu avec l'empereur Alexandre *, dont le prince

* L'empereur Alexandre, dès le lendemain de son entrée dans Paris, avait fait partir pour l'Angleterre son général Pozzo-di-

prétendu restauré se contenta de retrancher quelques phrases, et qu'il fit paraître le 2 mai, en date de Saint-Ouen.

Dans cette déclaration se trouvait implicitement renfermé le gouvernement dit *libéral* qu'on lui infligeait.

Au lieu de griffonner alors l'une de ces rapsodies révolutionnaires dont on fait ce que l'on peut ou ce que l'on veut, suivant la situation plus ou moins heureuse dans laquelle on se trouve, n'eût-il pas mieux valu conserver ce que Napoléon avait fait? Mais on voulait donner du nouveau, et l'on cherchait à importer cette végétation politique anglaise dont la vitalité ne subsiste pourtant que de ce qui neutralise sa sève essentiellement corrosive.

Écrire une loi est possible; fondée sur des principes reçus, elle soumet des individus isolés et paisibles à un pouvoir qu'ils ne sauraient récuser; mais il n'en est pas ainsi d'une constitution qui se compose, outre le mécanisme ad-

Borgo, afin d'aller faire connaître à Louis XVIII que son désir était qu'il fît beaucoup de concessions au parti de Bonaparte et de la révolution; et il lui exprima le même désir dans leur première entrevue à Compiègne.

ministratif, d'intérêts de tous genres, d'habitudes de toutes sortes, des souvenirs, des opinions, des mœurs, du degré de civilisation, des préjugés mêmes; choses qu'on ne peut décrire et qui influent sur la marche de la société, quand surtout on a mis les masses en action par cette forme de gouvernement délégatif, nommé représentatif aujourd'hui, quoiqu'il ne représente que des vues étroites, personnelles, ambitieuses, vaniteuses, cupides, ou des passions désordonnées et désorganisatrices, en présence desquelles tout intérêt politique et vraiment national, conservateur du présent, fécond pour l'avenir, est aveuglément méconnu ou lâchement sacrifié; gouvernement où l'autorité directrice, qui seule pourrait remédier aux maux que cet ordre constitutionnel enfante, moins occupée du bien-être général que de sa propre défense, contre des hostilités auxquelles elle se voit journellement en butte, en est réduite, comme unique moyen de salut, à satisfaire, sans mesure et sans choix, une foule de prétentions immodérées qui compromettent l'administration ou sont la ruine de l'état.

Quoi qu'il en fût, l'on brocha en cinq jours ce qui devait être présenté comme le produit

d'une longue, profonde et sérieuse méditation; ce qui allait être juré par ceux qui avaient fait et faussé tant de sermens; c'est ce qu'on intitula Charte constitutionnelle; mais la précipitation avec laquelle on la rédigea fut telle, qu'il était impossible de la présenter dans un état aussi informe; Beugnot passa donc la nuit du 3 au 4 à en corriger le style; ce qui dut souvent en altérer le fond, et cette Charte, *octroyée à jamais*, put à peine être mise en état d'être lue pour l'heure où, le 4 juin, elle fut promulguée par Louis XVIII, qui ne la connaissait pas mieux peut-être que ceux à qui il la présentait.

Telle est réellement l'histoire de cette Charte, reproduite durant les cent-jours, sauf la proscription de celui qui l'avait donnée; légèrement modifiée au retour du roi; violée par un coup d'état au profit des révolutionnaires le 5 sept. 1816; démolie en partie à la révolution de 1830. Est-elle ainsi parvenue à son plus haut degré de perfection? C'est une question de temps.

Les hommes qui, depuis long-temps, exploitaient à leur profit une révolution dont ils ne voulaient pas cesser de tenir les rênes, songeant, lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, qu'une bataille perdue ou gagnée décidait du

sort de l'état, et qu'il fallait être en mesure avec les futurs contingens, se réunirent, durant les cent-jours, pour aviser à ce qu'il y avait à faire. Plusieurs d'entre eux avaient suivi le roi à Gand, comme nous l'avons dit (t. XII, p. 480), pour le déterminer, disaient-ils, à maintenir, lors de son retour, les dispositions de la Charte de 1814.

C'était le vœu d'un parti toujours prêt à changer de masque, selon les circonstances, et qui, allumant la veille des révolutions un feu que, le lendemain, il voudrait éteindre pour n'en pas devenir la proie, prolonge un mal qu'il rend durable, s'il est favorable à ses intérêts présens.

Ce qu'il y a de certain, c'est que le roi, qui avait été ramené la première fois, non par les alliés, qui n'en voulaient pas, mais par les nécessités; qui allait l'être une seconde fois, non encore par eux, mais par Fouché et par le besoin qu'on avait de lui, comme plastron contre les traits de la vengeance étrangère; le roi, par qui seul, comme nous le prouverons bientôt, la France évita de tomber au point de ne s'en pouvoir jamais relever; le roi vint, de nouveau, raviver cette révolution que Napoléon com-

prima; rendre aux agitateurs des libertés dont ils s'armèrent contre lui. On dit et répéta qu'il avait amené les étrangers, qui l'avaient été deux fois par celui que deux fois il remplaçait; qu'il aurait dû, pour régner solidement, être rappelé par un vœu général, comme si le vœu qui rappela les Stuarts eût consolidé leur puissance; qu'il aurait fallu, pour la Charte, une votation universelle; vaine charlatanerie pour les niais qui seuls y croient, et dont, sans y croire, d'autres lui faisaient un tort. Enfin la malveillance ne cessa de poursuivre ce roi, dont Tacite aurait dit, comme de Nerva *: « Il sut concilier » deux choses jadis incompatibles, l'autorité du » prince et la liberté. »

NOTE VINGT-SIXIÈME.

DU CONGRÈS DE VIENNE.

En notant la clôture du congrès de Vienne

* Res olim dissociabiles miscuerit, principatum ac libertatem. (Tacit., *Agric.*, IV.)

(t. XII, p. 522), nous ne l'avions peut-être pas fait assez complétement précéder ou suivre de toutes les considérations morales et politiques que cette grande convocation européenne devait, en raison de son objet et de ses actes, offrir à la méditation des hommes d'état. Cherchons à les exposer ici, en y joignant quelques traits qui ne sont pas sans importance.

Quel était ou devait être l'objet de cette réunion des plus puissans souverains et des ministres les plus distingués de cette époque? de réparer les maux produits par dix ans de bouleversement social, d'oubli des droits les plus sacrés, d'usurpation, de rupture de toute balance conservatrice du faible; c'était de reconstituer le corps politique de l'Europe sur des bases solides et durables; d'assurer à jamais les intérêts des souverains et des peuples; c'était enfin de rendre à chacun ce qui lui appartenait, en indemnisant, autant que possible, ceux qui avaient souffert, mais sans trop s'écarter des règles de l'équité. Voilà ce qu'on attendait, voilà ce qui était annoncé dans les discours comme dans les actes de ceux qui, par suite de la victoire, s'attribuaient le droit de prononcer sur les destinées européennes.

En effet, un article secret du traité de Paris disait que les alliés *étaient convenus entre eux des bases sur lesquelles on devait fonder un système d'équilibre*. Il ne restait donc plus qu'à donner une forme publique et authentique à ce qui avait secrètement été *convenu*. Cependant, la première déclaration des ministres alliés, au congrès, fut qu'il fallait, préalablement à toute convocation générale, que les questions soumises au congrès eussent acquis une parfaite maturité. De quoi les alliés, comme ils le dirent, étaient-ils donc *convenus?* de rien de positif, probablement, sur ce qui avait trait à ce *système d'équilibre* prétendu arrêté; car, au lieu de débuter dans leurs travaux diplomatiques par poser les bases de ce système général et conservateur, ce fut des intérêts particuliers des grandes puissances qu'ils s'occupèrent. C'était agir en sens inverse de leurs devoirs, de leurs promesses comme de l'attente universelle; car dans un système d'équilibre, devenu nécessaire, ces intérêts particuliers devaient, logiquement, se coordonner aux intérêts généraux, en précéder l'examen, et non ceux-ci être mis d'abord à l'écart, puis être froissés et compromis par l'effet de vues ambitieuses exagérées.

Il faut avouer cependant que le rôle des négociateurs était des plus difficiles; la Russie était liée par des promesses solennelles faites aux Polonais; l'Autriche, par les stipulations du traité de *Reide* avec la Bavière; les deux cabinets de Vienne et de Saint-James avec le roi Joachim; puis le traité de Paris avait dépouillé le roi de Sardaigne d'une partie de ses états, il ne pouvait espérer d'indemnités qu'aux dépens de la république de Gênes, et l'on avait garanti son indépendance par une capitulation. Il fallait donc recourir à l'usurpation, quand c'était contre l'usurpation qu'on s'était armé; manquer aux engagemens, quand c'était contre le mépris des traités qu'on s'était hautement prononcé.

Ce qui jetait le trouble et la division dans le congrès, c'est que la Russie, qui occupait la Pologne, voulait la conserver; que la Prusse prétendait être indemnisée de ses provinces polonaises par la Saxe tout entière; que l'Autriche s'opposait à cette double occupation, et se liait à la France et à l'Angleterre pour la prévenir. Enfin une guerre générale allait peut-être jaillir d'un congrès assemblé pour consolider la paix, quand l'apparition inattendue de

l'exilé de l'île d'Elbe rapprocha, par la nécessité d'une défense commune, ceux que des ambitions rivales avaient divisés.

La France, qui s'était faite partie dans une querelle où elle pouvait et devait se montrer médiatrice, perdit toute influence, sous un ministre qui, après avoir suivi la marche la plus fausse, finit par perdre entièrement la tête, sans perdre pourtant de vue les intérêts de lui et des siens. Dans ce mémorable encan des peuples, chacun, se relâchant un peu de ses prétentions, oubliant que c'était pour satisfaire le présent et assurer l'avenir qu'on s'était uni et armé d'abord, puis assemblé en congrès, on précipita l'œuvre qui eût demandé les plus sérieuses méditations. Il en résulta la juxtaposition de toutes les incompatibilités nationales : l'oubli, par la France, des intérêts de cette Allemagne, constamment son utile alliée quand elle ne voulait point l'opprimer; l'implicite et aveugle consécration, par toutes les puissances, du despotisme maritime anglais, et l'anihilation réelle du corps germanique. Sur un territoire de onze mille cent trente-un milles carrés, peuplé de vingt-neuf millions quatre cent soixante-seize mille huit cents ames, en

en retranchant pour l'Autriche cinq mille six cent quatre-vingts milles géographiques et neuf millions trois cent quarante mille ames; pour la Prusse deux mille huit cent onze milles et sept millions six cent cinquante mille ames; pour le Hanovre, le Holstein et le Luxembourg réunis, un million huit cent soixante-deux mille ames, et neuf cent cinquante-trois milles carrés; c'est-à-dire en totalité neuf mille quatre cent quarante-quatre milles carrés et dix-huit millions huit cent cinquante-deux mille habitans, la véritable Allemagne se trouvait réduite, comme puissance autre que celle de grands états, à un territoire de trois mille six cent quatre-vingt-sept milles carrés et à dix millions six cent vingt-quatre mille huit cents ames, divisés en nombre de petites principautés, sans consistance, livrées au ver rongeur des constitutions libérales, à moins d'être protégées par les deux grandes masses germaniques, et sans protection contre l'influence de celles-ci, dans le cas où elles voudraient abuser de leur puissance.

Enfin, outre la division naturelle et géographique de cette minorité, par celle de leur territoire, au nord et au midi, territoire où le sol, les intérêts sociaux, les opinions, les

mœurs, les habitudes, les religions mêmes diffèrent, elle se divise encore en *trente-six* souverainetés particulières et dissemblables de régime constitutionnel; ce qui nuit à leur intime union. Ces souverainetés sont, pour la plupart, par les actes du congrès, privées d'une complète indépendance, dans leurs relations politiques extra-germaniques; et tout cela, en regard d'une immense majorité allemande, réunie entre les mains de cinq puissances, possédant chacune de vastes souverainetés étrangères, siéges de leur gouvernement, étant ainsi entièrement libres dans leurs relations politiques, et dont les deux principales, sur le continent, non seulement pressent ces trente-six états, au nord et au midi, mais entretiennent de cinq à six cent mille hommes de troupes réglées, tandis que l'une des deux préside constitutionnellement la diète. Que pourrait donc pour les intérêts de cette minorité allemande une diète dont les droits étant simplement écrits, sans une force capable de les garantir, ne saurait pas même sur quoi elle pourrait librement et légalement délibérer?

Mais la Russie envahissait une grande partie de la Pologne; la Prusse acquérait la Lusace;

l'Autriche dominait l'Italie; l'échauffourée de Murat rendait Naples à son roi; Gênes était indignement livrée à la Sardaigne; la Suède conservait la Norwége; l'Angleterre l'empire non contesté de toutes les mers, et M. de Talleyrand obtenait du roi de Naples pour son neveu le duché de Dino. C'est à tous ces intérêts privés qu'avaient été sacrifiés ceux de l'Europe. Nulle balance politique n'était solidement établie, de nouveaux élémens de troubles pouvaient jaillir d'un congrès réuni pour les faire à jamais disparaître; et comme si on voulait en accroître les effets possibles, l'on allait tenter bientôt, si l'intérêt politique de la Russie, alors heureusement prépondérante, n'y eût mis obstacle, d'affaiblir l'un des poids de l'équilibre européen, par la ruine presque complète de la France, comme nous le prouverons tout à l'heure.

Voilà pourtant quelles furent les œuvres de ce congrès solennel, qui joignit à toutes ses erreurs le tort, au moins aussi grave, d'avoir abjuré tout principe de morale politique et tout respect pour ceux sur lesquels repose la stabilité des états.

Durant cette orgie diplomatique, le grand diplomate français, qui sacrifiait, selon sa cor

tume, l'alliance naturelle de la Russie à celle ruineuse de la Grande-Bretagne, avait écrit à Louis XVIII, le 25 janvier 1815, pour le détourner de l'idée d'un mariage entre le duc de Berry et une grande-duchesse, sœur de l'empereur Alexandre. « Ici considérant, » disait M. de Talleyrand, « quel fut l'état des facultés intel- » lectuelles chez Pierre III, aïeul de la grande- » duchesse, chez Paul Ier, son père; conduit par » les exemples du feu roi de Danemarck, du duc » actuellement régnant d'Oldenbourg, et du » malheureux Gustave IV, à regarder leur dé- » plorable infirmité comme un funeste appui » de la maison de Holstein; je ne puis me dé- » fendre d'appréhender qu'elle ne fût transpor- » tée, par ce mariage, dans la maison de France, » et peut-être à l'héritier du trône. La Russie, » qui n'a pu placer aucune de ses princesses sur » aucun trône, en verra-t-elle une appelée à ce- » lui de France? Une telle perspective serait, » j'ose le dire, une trop grande fortune pour » elle, et je n'aimerais point que M. le duc de » Berry se trouvât de la sorte dans des rapports » de parenté fort étroits avec une foule de prin- » ces placés dans les dernières divisions de la » souveraineté. »

Nous avons noté, parmi les embarras des cours alliées au congrès, les engagemens pris par les deux cabinets de Vienne et de Saint-James avec le roi Murat, engagemens qui les jetaient dans l'oubli des principes de légitimité qu'on voulait faire revivre. Mettant donc à l'écart l'existence consacrée de Bernadotte, nous rapporterons ici une lettre antérieurement écrite de Dijon, le 3 avril 1814, par lord Castlereagh à lord Bentink, et communiquée au duc de Campochiara, ministre du roi Joachim; elle avait pour objet de désavouer la proclamation faite à Livourne par le commandant des troupes anglo-siciliennes, et annonçant l'intention de reconquérir le royaume de Naples. Le ministre anglais y exprime « l'étonnement et la » désapprobation du gouvernement britanni- » que, relativement à une semblable proclama- » tion, de la part du prince *François de Sicile*, » et charge lord Bentink de l'informer des me- » sures qu'il pourra avoir prises pour désavouer » cette proclamation. Il lui dit que le roi de Si- » cile, étant un souverain indépendant, il dé- » pend de lui de renoncer ou de ne pas renon- » cer au royaume de Naples, mais qu'il doit » songer à n'employer que ses seuls moyens,

» lorsqu'il lui plaît de *s'opposer aux intérêts de* » *son allié*; que, quoique l'Angleterre n'eût pas, » jusqu'à ce moment, conclu un traité solennel » avec le roi Joachim, c'était uniquement par » délicatesse et par attention pour le roi Ferdi- » nand, mais que l'Angleterre a des engagemens » de nature à lui faire désirer de négocier à la » fois un traité avec le roi de Naples (Murat) » et une indemnité pour le roi de Sicile (Ferdi- » nand); que si celui-ci juge plus à propos d'en- » traver les vues du gouvernement anglais, qui » a jugé plus avantageux à la cause commune » de l'Europe, d'adhérer au traité de l'Autriche » avec le roi de Naples, dans ce cas, le roi de » Sicile peut agir pour son propre compte; et » l'Angleterre, ayant offert une indemnité, se » trouvera dégagée de toute obligation envers » lui, aura le droit de conclure un traité avec » le roi de Naples, et alors se verra obligée de » protéger les intérêts du roi Joachim contre les » attaques du roi de Sicile. »

Bientôt les intérêts politiques de l'Angleterre changèrent, et avec eux la direction que suivirent elle et la cour de Vienne; mais nous avons voulu signaler ici les difficultés dans lesquelles

les circonstances, qu'on ne maîtrise pas toujours, les avaient jetés.

Du reste, c'est au temps à décider si la prépondérance des trois cours co-partageantes de la Pologne est ou doit être avantageuse ou désavantageuse aux destinées du corps politique de l'Europe, et si le continent aura ou n'aura pas les moyens de s'affranchir du monopole commercial anglais.

NOTE VINGT-SEPTIÈME.

DE LA SAINTE-ALLIANCE.

Nous nous étions contentés de citer (t. XII, p. 540), sans y attacher une haute importance, cette niaiserie romanesque connue sous le titre de *la Sainte-Alliance*; mais quelques esprits ombrageux ayant prêté des intentions secrètes et sérieuses à un acte puéril et public, nous croyons devoir en parler ici.

Nous demanderons d'abord si ceux qui déclament tant contre ce traité, signé le 26 septem-

bre 1815, jour où le ministère français fut changé à la suite d'un conciliabule entre l'empereur Alexandre, Bergasse et Mme de Krüdner; si, disons-nous, ils se sont donné la peine de le lire.

S'ils ne l'ont pas fait, nous leur apprendrons qu'il porte, dans son préambule, des remercîmens *à la divine Providence*, pour les succès qui signalèrent *le cours des trois dernières années*, et l'*inébranlable détermination* par les trois souverains d'Autriche, Prusse et Russie, *de prendre pour règle de leur conduite les principes de la religion;* qu'en conséquence leurs majestés sont convenues : 1° d'être *unies par les liens d'une fraternité véritable*, et que, *se regardant envers leurs sujets* comme *des pères de famille*, ils *les dirigeront dans le même esprit de fraternité;* 2° que leur seul principe, *soit entre les gouvernemens, soit entre leurs sujets, sera de se rendre réciproquement service;* 3° que *toutes les puissances* qui voudront *avouer ces principes sacrés* seront reçues *dans cette Sainte-Alliance.*

Telle est la substance de cet acte mystique, qui ne méritait pas ce débordement de bavardages dont il fut assailli. Quant à l'esprit qui le dicta, on pourra le rechercher dans la conversa-

tion suivante, qui eut lieu entre Mme de Krüdner et le professeur Krug; en voici la traduction textuelle :

« Le désir de voir de mes propres yeux une apparition intéressante qui, depuis long-temps, fait circuler tant de bruits et de jugemens contradictoires, et l'espérance d'obtenir des renseignemens sur un objet qui me tient beaucoup à cœur, me portèrent à me présenter chez Mme de Krüdner, lors de son passage par Leipsick, où elle s'arrêta pendant quelques jours.

» J'eus le bonheur de la trouver toute seule, c'est-à-dire sans témoins étrangers, ce que j'avais justement désiré, et même ses plus proches amis, Mme de Berkheim, sa fille et un M. Kellner, qui l'accompagne dans ses voyages, s'éloignèrent aussitôt que j'entrai dans la chambre, et ne revinrent ensuite que de temps en temps.

» A mon entrée Mme de Krüdner me tendit la main avec l'exclamation connue : « Béni soit Jésus-Christ. C'est notre salut, » ajouta-t-elle, et me fit asseoir près de son lit, dans lequel elle se tenait assise à cause de sa mauvaise santé.

» M'étant proposé de parler peu moi-même, mais d'écouter, d'observer et d'animer autant

qu'il était possible la conversation, je la fis tomber, après lui avoir adressé quelques questions insignifiantes, sur la Sainte-Alliance, qu'on dit formée par Mme de Krüdner. Elle ne l'avouait qu'à moitié, en disant : « La Sainte-Alliance est » l'ouvrage immédiat de Dieu. C'est lui qui m'a » élue son instrument. C'est par lui que j'ai » achevé ce grand œuvre. »

» Là-dessus elle donna des louanges à ma brochure sur la Sainte-Alliance, en ajoutant toutefois que je n'en avais pas encore compris le sens.

» Après que je l'eus suppliée de l'expliquer, elle répondit : « La mission de la Sainte-Alliance » s'adresse à tous les hommes; elle doit leur » apprendre que Jésus-Christ seul est le maître » à qui tout pouvoir a été donné dans le ciel » et sur la terre. Elle doit les tirer de la corruption, dans laquelle ils sont plongés, afin que » la vengeance de Dieu, dont les présages se » font déjà voir, ne les atteigne point. »

» Lorsque je lui fis la remarque qu'aujourd'hui le monde ne me paraissait pas plus pervers qu'autrefois, elle répliqua avec vivacité : » L'homme vicieux n'est pas si loin de Dieu que » vous le croyez. Partout où il y a de grands

» vices, il y a aussi beaucoup d'énergie, et » l'homme vicieux peut s'adresser à l'instant » même à son sauveur. Mais le monde d'aujour- » d'hui, principalement le monde éclairé et ci- » vilisé, est pire que vicieux; il est paresseux » en tout ce qui est bon; il est faible et indolent; » il n'est ni chaud ni froid; il n'a point de foi, » point d'amour; il s'enorgueillit de sa raison » et de sa soi-disant vertu. Le rationalisme et » la philosophie, que l'on prêche dans toutes » les églises et dans toutes les chaires, perdront » le monde actuel. »

» En général Mme de Krüdner était très mal disposée envers la philosophie.

» M'étant aperçu qu'elle ne connaissait que la philosophie superficielle et légère des Français, et qu'il était impossible de lui donner, dans peu de mots, une idée juste de la philosophie plus profonde et spiritualiste des Allemands, je ramenai la conversation sur le sujet de la Sainte-Alliance, en la priant de vouloir bien me communiquer quelques renseignemens précis sur son origine. Elle me répondit que c'était par elle que Dieu avait fait naître la première idée de la Sainte-Alliance dans l'ame du grand et pieux empereur Alexandre, que celui-ci lui

avait apporté sur ce sujet un brouillon, qu'elle avait parcouru et dont l'acte si connu s'était suivi; mais que des conflits opiniâtres avaient procédé à l'achèvement de l'ouvrage, parce qu'on n'en avait pas d'abord compris le sens sublime; qu'il avait été surtout difficile de le préserver des mains profanes des diplomates et des courtisans, parce qu'alors tout aurait été perdu; que l'un des premiers alliés n'avait absolument pas voulu signer sans avoir consulté son ministre; qu'un autre avait été plus prêt à le faire, *mais qu'il n'avait pas fait grand cas de la chose*, etc, etc.

» Après lui avoir demandé comment cette idée lui était venue, et si elle ne s'en était pas occupée autrefois, elle répondit: « Dieu m'y a con» duite pendant toute ma vie; lui, le Dieu de » l'amour, m'a fait renoncer au monde pour » faire de moi, d'un être faible que je suis, un » instrument puissant de sa grace. »

» Alors elle me raconta, d'une manière très détaillée, comme elle était née et avait été élevée dans le grand monde, qu'elle en avait à la vérité goûté les plaisirs, mais avait toujours ressenti une langueur secrète qui l'a portée vers des objets plus sublimes, parce que les plaisirs n'a-

vaient pu satisfaire son cœur; que les souffrances de l'humanité l'avaient déjà touchée de bonne heure (elle fit ici mention du sort dur, mais actuellement radouci par le noble empereur de Russie, des serfs de sa patrie); que comme une autre Jeanne d'Arc, elle avait voulu saisir le glaive pour combattre les petits et les grands tyrans; qu'en Italie, parmi les ruines du vieux monde païen, devant les autels et dans les monastères du nouveau monde chrétien, une lumière céleste l'avait éclairée pour la première fois et que là son cœur s'était penché vers Dieu; que toutefois il n'avait pas encore été bien pénétré du créateur et de son amour; que plus tard, après avoir vu la France et ses horreurs, elle avait renoncé à tous les plaisirs, à toutes les grandeurs du monde, afin de chercher uniquement son salut dans Jésus-Christ; qu'alors elle s'était tout-à-fait abandonnée à ses promesses et au commandement de l'amour divin, afin de pouvoir indiquer la même route à son prochain. « Je n'ai plus besoin de » rien, » s'écria-t-elle avec vivacité, « je ne demande rien au monde. Ah! j'éprouve déjà » une béatitude, je me sens si bienheureuse, » que dans le ciel même je ne saurais l'être à un

» plus haut degré. Mais je désirerais tant de faire » participer tous les hommes à cet état bien- » heureux ! »

» Elle prononça ces dernières paroles avec tant de feu, de ferveur, d'assurance, tous les traits de sa figure tournée vers le ciel devinrent si rayonnans, qu'avec un caractère plus exalté on aurait été tenté de se prosterner devant elle et de l'adorer comme une sainte.

» Après ce beau passage de son discours, il y eut un moment de silence. Elle retomba sur son chevet et cacha son visage dans son oreiller; j'ignore si c'était par abattement, vu que ce long discours paraissait avoir affecté sa poitrine, ou pour s'abandonner entièrement à son sentiment de béatitude, ou bien pour prier Dieu de m'éclairer également.

» Sur ces entrefaites, M. Kellner entra dans la chambre. Il me raconta alors combien de bienfaits Mme de Krüdner avait distribués; comme elle avait, dans la malheureuse Suisse, sauvé de la famine des milliers d'hommes, de la manière la plus miraculeuse, et qu'elle avait été malgré cela persécutée, chassée d'un endroit à l'autre et traitée comme une criminelle; mais que la vengeance divine avait incessamment

atteint ses persécuteurs, ce qu'il prouva par beaucoup d'exemples.

» Lorsque M. Kellner s'aperçut de mon air sérieux et que je secouais la tête, il dit en changeant de ton : « Aussi nous ne l'avons pas désiré, » nous avons au contraire prié pour nos persé- » cuteurs; mais Dieu, qui autrement exauce » toujours nos prières, ne paraissait pas vouloir » le faire cette fois-ci. Nous en étions étonnés » au commencement : mais plus tard nous nous » convainquîmes qu'il nous avait exaucés; car il » est utile à l'homme de faire pénitence pour » ses péchés dans ce monde, afin d'être sauvé » dans l'autre, et pour que sa félicité n'y soit » point troublée. Voilà pourquoi des criminels » condamnés à mort, qui se sont sincèrement » convertis, refusent souvent leur grace et pré- » fèrent d'expier leur crime dans ce monde, » pour en être dispensés dans l'autre. Mais la » main vengeresse de Dieu frappera encore plus » rudement le monde, si tous les princes et tou- » tes les nations n'acceptent pas sincèrement » la mission de la Sainte-Alliance. Les indices » que nous présage la Sainte-Écriture sont déjà » visibles : la famine, la peste et des tremble- » mens de terre, et les taches que depuis long-

» temps on a découvertes dans le soleil, surtout » celle en forme de faux que l'astronome Stark » a observée à Augsbourg, ne signifient-elles pas » que le genre humain est mûr pour la moisson, » et qu'il tombera bientôt sous la faux du grand » moissonneur ? »

» Madame de Krüdner, qui en l'entendant s'était rélevée de son chevet, confirma le discours de son compagnon de voyage. « Oui, dit-elle, » Napoléon, que l'on déteste avec raison comme » un pécheur impie, sans vouloir renoncer à » ses péchés, parce qu'on le chérit encore ; Na- » poléon a déjà quitté l'île de Sainte-Hélène ou » le fera sous peu. C'est ce que Dieu m'a révélé, » tout comme il m'avait révélé sa première fuite » de l'île d'Elbe. Mais cette fois-ci Napoléon ne » paraîtra pas armé d'un pouvoir visible, mais il » trompera le monde par des artifices cachés. Il » s'est formé en France une espèce de ligue de » vertu (Tougenbund) qui compte déjà qua- » tre cent mille membres. Ils se déchaîneront » avant qu'on ne s'en soit douté, et ravageront » l'Europe par le feu et le glaive. Ce n'est qu'une » association sincère, fidèle et ferme à la Sainte- » Alliance qui pourra sauver l'Europe de sa » perte. Mais les Anglais, qui se croient en sûreté

» dans leur île, n'en veulent point. [illegible] détestent
» et calomnient la Sainte-Alliance, [illegible]ce qu'elle
» menace d'anéantir l'idolâtrie de l'or auquel
» ils rendent uniquement hommage. »

» Je profitai de cette occasion pour demander
à Mme de Krüdner si l'assertion des Anglais
qu'on avait annexée au traité de la Sainte-Al-
liance des articles secrets qui tendent à l'op-
pression des peuples, était fondée, quoique
pour ma personne je n'y pusse aucunement
ajouter foi. Elle le nia fermement et appela cette
assertion une diffamation grossière de la Sainte-
Alliance et de ses fondateurs, surtout du grand
et pieux Alexandre. « On redoute, ajouta-t-elle,
» sa soif des conquêtes, mais on ne le connaît
» pas. On aurait beau lui offrir le monde entier,
» il ne l'accepterait pas, car son ame tend vers
» d'autres choses bien plus sublimes. »

» Ayant entendu alors du bruit dans l'anti-
chambre, je me levai et je pris congé. Lors-
qu'en m'en allant je me trouvais déjà sur le
seuil de la porte, Mme de Krüdner m'adressa
d'une voix douce, mais avec vivacité, ces paroles:
« Je vous supplie, mon cher professeur, de
» songer à la mission de la Sainte-Alliance; son-
» gez à la foi et à l'amour! Fléchissez vos genoux

» devant Jésus-Christ. Hélas! je désirerais tant » de vous voir être aussi un bienheureux! Que » Dieu vous bénisse! »

» J'étais profondément ému en quittant sa chambre. Mon cœur et ma tête étaient en contradiction. Je ne pouvais pas accorder tant de bonté céleste avec des idées si bizarres. Ce ne fut qu'après avoir repris mes sens en plein air que je compris que de la bonne volonté toute seule ne saurait empêcher l'homme de s'égarer; que plus les sentimens de l'imagination sont vifs et exaltés, plus ils sont susceptibles de nous induire en erreur, à moins qu'ils ne soient réglés par la raison et le jugement, qui sont aussi des dons précieux de la Providence. Je vis avec regret que le monde, après s'être abandonné à une civilisation frivole et à une froide incrédulité, se laissait aller à présent à un fanatisme mystique et une superstition aveugle. Je compris enfin que le pouvoir ne saurait y porter aucun rémède, et qu'il ne ferait qu'empirer le mal; mais que par une explication calme on pourrait ramener bien des égarés et garantir notre jeunesse de cette nouvelle extrémité. L'esprit mobile de l'homme, semblable à une pendule, penche tantôt d'un côté, tantôt d'un au-

tre, parce qu'il s'ennuie de l'état immobile. Mais à la fin il reconnaît qu'il vaut mieux avoir de l'aplomb que de vaciller. »

POST SCRIPTUM. — « J'ai rendu, à ce qu'il me paraît, une conversation assez intéressante, avec toute la fidélité dont ma mémoire est susceptible, quoique succinctement; car la parleuse, selon la coutume des femmes, était trop verbeuse et se répétait trop souvent. Elle m'en a elle-même, à ce que je crois, donné le droit. Elle se plaignait, entre autres, de ce qu'on la méconnaissait, et principalement de ce que les feuilles publiques avaient tant médit d'elle. « Vous aurez aussi lu cela, mais vous n'y ajoutez point foi? » me demanda-t-elle avec confiance, en me regardant d'un œil pénétrant. Je répliquai : « Si c'était le cas, madame, vous » ne me verriez pas ici assis à vos pieds. — A la » bonne heure, répondit-elle, vous paraissez » avoir de la véracité dans le caractère; mais » on ne me permet pas, comme à mes accusa- » teurs, de parler au public. » Je crus trouver dans ces paroles un avertissement de pouvoir communiquer au public quelques renseignemens authentiques. Il m'a paru à cet effet convenable de la faire parler elle-même, autant

que possible, de ses idées et de ses intentions. Si je ne l'ai pas comprise, ou si j'ai ajouté quelque chose qui pourrait lui déplaire, son ame aimante est certainement prête à me pardonner. L'auteur de *Valérie* dit elle-même: « On » ne résiste guère à l'envie de communiquer » aux autres ce qui nous a profondément émus » nous-mêmes. »

« Qu'il me soit permis d'ajouter encore quelques mots par rapport à elle-même: il serait bien à désirer que cette femme, si aimable et si respectable malgré ses erreurs, fût traitée partout avec la délicatesse et les ménagemens dus à son sexe, et qu'elle pourrait encore réclamer, pour avoir, la première, entrepris un ouvrage que le monde d'aujourd'hui ne tourne en ridicule que parce qu'il est trop neuf pour être bien compris, mais que la postérité reconnaissante bénira, lorsque l'idée qu'on vient de prononcer sera un jour réalisée. Et cette femme se plaignait, en supportant avec résignation ses souffrances (qui, selon elle, n'étaient que des preuves d'amour de son Dieu) du traitement dur et inhumain qu'elle avait éprouvé pendant son voyage en différens endroits: « Leipsick, » ajouta-t-elle profondément touchée, est le

» premier endroit en Allemagne, où l'on m'a [illegible] » traitée avec le plus de ménagement et accordé [illegible] » quelque repos. » C'est pourquoi elle présa[illegible] geait à notre patrie beaucoup de bien. Dieu [illegible] veuille que cette prédiction s'accomplisse bien[illegible] tôt ! »

Nota bene. — Nous avons renvoyé nos lec[illegible] teurs au texte même du traité de la sainte al[illegible] liance ; on en trouve ici l'esprit créateur ; qui [illegible] pourrait, après cela, lire sans dégoût tout ce [illegible] qu'on a débité sur cette œuvre de mysticité [illegible] chrétienne, dont on a voulu faire une mons[illegible] truosité politique? Enfin, qu'a produit cet insi[illegible] gnifiant traité, qui n'est rien en lui, qui n'a rien fait ni rien empêché; mais dont on ne peut du moins accuser les intentions?

NOTE VINGT-HUITIÈME.

VOEUX DES ALLIÉS EN 1815, ET NOTES Y RELATIVES DE CAPO-D'ISTRIA, METTERNICH, HARDENBERG, GAGERN, CASTLEREAGH, ET PROTOCOLE DU 2 OCTOBRE.

Nous avons (t. XII, p. 544), à la suite d'un rapide exposé des prétentions des alliés, en 1815, dit que, grace à la conduite noble de Louis XVIII et à la générosité de l'empereur Alexandre, la France avait échappé à la ruine complète de sa puissance; nous en offrons ici la preuve, en mettant sous les yeux de nos lecteurs les notes des ministres des trois cours de Russie, d'Autriche et de Prusse, les observations de M. Gagern, ministre des Pays-Bas, la note de lord Castlereagh du 11 septembre, et le protocole du 2 octobre.

État des négociations actuelles entre les puissances alliées et la France, le 16-28 *juillet* 1815, par M. CAPO D'ISTRIA, ministre de Russie.

«L'alliance européenne et la guerre qui vient d'être heureusement terminée par la bataille du 18 juin, avaient pour but :

» 1° De délivrer la France de Bonaparte et du système révolutionnaire qui l'avait reporté sur le trône.

» 2° De placer cet État dans la situation intérieure et dans les rapports extérieurs rétablis par le traité de Paris.

» 3° De garantir à la France et à l'Europe le maintien inviolable des transactions fondées sur le traité de Paris, et complétées par les actes du congrès de Vienne.

» Bonaparte et les siens sont au pouvoir des alliés. Son armée est soumise. Elle va être licenciée. Louis XVIII est à Paris. La nation reconnaît ce monarque comme l'intermédiaire de sa pacification avec l'Europe.

» Les armées alliées occupent la France ; elles sont entretenues par elle.

» Le premier et le plus essentiel objet de l'alliance et de la guerre est donc atteint.

» Il s'agit maintenant de remplir le second, savoir : de garantir, par des mesures grandes et efficaces, le repos de la France [illegible] quemment celui de l'Europe.

» Ce repos ne peut ce[illegible] dans un ordre de cho[illegible] impossible le re[illegible]

peut se consolider en Europe qu'autant que la France, comme corps politique, sera mise dans l'impossibilité d'y porter atteinte.

» C'est de ce principe, de l'état actuel de l'esprit public en France, enfin, du traité du 25 mars, que dérivent en raison composée toutes les questions relatives aux garanties que les alliés ont le droit d'exiger de la nation française, à l'effet d'assurer d'une manière immanquable et permanente le résultat des grands sacrifices qu'ils ont faits au bien général. Ces garanties sont morales et réelles. Les unes ne peuvent reposer sur l'opinion ; les autres se fondent sur la force. Une constitution qui affermira le pouvoir du gouvernement du roi sur celui d'une représentation nationale, et qui identifie les intérêts créés par vingt-cinq ans de révolutions à ceux de la royauté, peut seule présenter l'ensemble des garanties morales.

» Il importe d'examiner les garanties de l'une et de l'autre classe pour décider :

» 1° Si c'est dans l'une ou dans l'autre, ou enfin dans toutes les deux espèces de garanties que les puissances alliées peuvent légitimement trouver celles qu'elles sont en droit de demander à la France.

» 2° Après avoir déterminé avec précision la nature de ces garanties, il est également important d'examiner quelles sont les formes moyennant lesquelles les puissances alliées peuvent les obtenir régulièrement et d'une manière analogue aux principes sur lesquels se fonde leur alliance.

« *Garanties réelles.*

» On commence par l'examen des garanties de ce genre. Elles pourraient consister dans les suivantes :

» **A.** Resserrer les limites assignées à la France par le traité de Paris.

» **B.** Lui enlever la ligne de défense qui garantit les frontières, ou en détruire les fortifications.

» **C.** La priver de tout le matériel de son état militaire, et en détruire les sources.

» **D.** Frapper la nation d'une forte contribution pécuniaire, qui la mette pour long-temps dans l'impossibilité de se relever de la crise actuelle.

» Les puissances, alliées en prenant les armes contre Bonaparte et ses adhérens, n'ont point considéré la France comme un pays ennemi.

(*Déclaration du* 13 *mars*, *traité du* 25 *mars*, *déclaration du* 12 *mai.*)

» Maintenant qu'elles occupent le royaume de la France, elles ne peuvent donc y exercer le droit de conquête.

» Le motif de la guerre a été le maintien du traité de Paris, comme base des stipulations du congrès de Vienne. La fin de la guerre ne saurait donc exiger la modification du traité de Paris, et celles qui s'ensuivront nécessairement pour toutes les transactions subséquentes.

» Conséquemment si les puissances alliées devaient dans les circonstances exercer en France le droit de conquête, il faudrait nécessairement qu'un nouveau traité déterminât au préalable les motifs de ce changement de système et en fixât les principes; mais ces motifs et ces principes seraient en contradiction avec ceux qui ont été consacrés par le traité de Paris et par toutes les stipulations de Vienne.

» Ces stipulations en effet ont eu pour but de reconstruire les États respectifs sur une échelle propre à rétablir un juste équilibre en Europe.

» En portant atteinte à l'intégrité de la France, il faudrait revenir sur toutes les stipulations de Vienne; procéder à de nouvelles stipulations,

territoriales ; combiner un nouveau système d'équilibre. Cette opération difficile et peu analogue aux principes libéraux qui caractérisent la politique des grandes puissances, provoquerait une divergence dans la conduite uniforme qu'elles ont suivie jusqu'ici, et de laquelle seule les peuples attendent leur repos.

» Les alliés ont reconnu le roi de France durant l'usurpation de Bonaparte. Il vient d'être replacé sur son trône par la force de leurs armées. Il est donc de leur justice autant que de leur intérêt d'affermir l'autorité de ce monarque, et de l'aider du concours de toute leur puissance à fonder sur un intérêt général et national la force morale de son gouvernement.

» Ce serait détruire dès son principe la restauration de cette monarchie que d'obliger le roi à consentir à des concessions qui donneraient au peuple français la mesure de la méfiance avec laquelle les puissances alliées envisagent la stabilité de leur propre ouvrage.

» Affaiblir directement les forces de la nation française, pour obliger à respecter le gouvernement que l'Europe veut reconnaître comme légitime, c'est dire à la France qu'un gouvernement légitime est pour elle une calamité;

c'est justifier peut-être aux yeux de la postérité toutes les horreurs de la révolution; c'est faire croire à la France que la guerre n'est pas encore terminée; c'est engager les puissances à se tenir en mesure de la faire avec succès.

» Ces considérations et celles qu'on pourrait aisément en déduire donnent la juste valeur politique de toutes les garanties qui appartiennent exclusivement à cette classe.

» *Garanties morales.*

» Un système de gouvernement quelconque ne peut offrir à lui seul la garantie absolue de sa stabilité.

» Il est inutile de développer cette observation, comme il serait déplacé d'examiner ici quelle serait, dans la situation actuelle de la France, la réforme constitutionnelle la plus propre à raffermir solidement le pouvoir souverain, et à éteindre entièrement dans ce pays tout foyer de révolution.

» Ce dont toutefois l'on peut convenir, c'est qu'en préservant à jamais la France du retour de la dynastie de Bonaparte et de son influence pernicieuse, le roi peut et doit rétablir son autorité constitutionnelle de manière à ce que la

partie saine et la majorité de la nation se rallie fortement à son trône.

» Les puissances alliées ne sauraient néanmoins faire consister les résultats de tous leurs sacrifices dans cet état de choses hypothétique qui n'aurait pour toute garantie que des opinions abstraites et des combinaisons conjecturales. Il paraît conséquemment juste d'affirmer que, dans la classe exclusive des garanties morales, les puissances alliées ne peuvent trouver celles qu'elles sont tenues de présenter à l'Europe comme le gage de son repos. Cela étant, il faut nécessairement chercher ces garanties dans les classes réunies, en partant du principe que les garanties réelles ne sauraient être fondées sur le droit de conquête.

» *Garanties morales et réelles.*

» Supposons que le roi de France, par un accord entre ses opinions et celles des puissances alliées, parvienne à réformer la monarchie française, de manière à ce que les intérêts de tous les partis se confondent en un seul, savoir : celui du gouvernement et de la représentation nationale.

» Cette garantie morale de la fin de toute ré-

volution en France deviendrait réelle du moment que l'ordre et le repos qui doit en résulter ne pourront être troublés par une réaction intérieure quelconque, semblable à celle qui a rapporté Bonaparte sur le trône, sans que la France attire encore sur son territoire des armées étrangères. Faire sentir par le fait au peuple français cette grande vérité, en convaincre tous les partis, c'est le forcer indirectement à ne rechercher son salut que dans le maintien de la constitution que la France aura adoptée pour sortir de l'état d'humiliation et d'anéantissement auquel ses égaremens l'ont réduite.

» Les puissances alliées peuvent remplir de deux manières cette tâche importante :

» 1° En renouvelant entre elles des stipulations conformes à celles du traité du 25 mars, à l'effet d'*exclure en vertu d'une loi générale sanctionnée par toute l'Europe, Napoléon Bonaparte et toute sa famille du pouvoir suprême en France;* de mettre en vigueur, pour un temps déterminé, la partie défensive du traité de Chaumont, contre toute atteinte que la France à l'avenir pourrait porter à la sûreté des autres États européens.

» 2° En prenant, du consentement du gouver-

nement actuel, une position militaire en France, et en la conservant tout le temps qui serait jugé nécessaire pour obtenir la certitude de la stabilité du système du gouvernement qui serait adopté, et qu'on trouvera propre à mettre un terme à toutes les révolutions, pour donner aux États limitrophes de la France le temps et les moyens de renforcer leur défense militaire.

» Sur la première mesure, les puissances alliées conserveraient une égalité parfaite dans leurs rapports avec la France, et cet État serait tenu de payer une contribution pécuniaire destinée à subvenir aux frais occasionnés par la guerre actuelle, et à mettre en même temps les États limitrophes en mesure de pouvoir garantir par de nouvelles fortifications leur propre sécurité, et conséquemment celle de l'Europe, contre l'immense et menaçante ligne des places fortes que la France présente le long de ses frontières du côté de la Belgique et du Rhin.

» C'est à ce titre qu'une contribution considérable pourrait être légitimement fournie par la France aux puissances alliées, comme moyen de concilier la conservation de son intégrité territoriale avec ce qu'elle doit à la sûreté et à la tranquillité générales si long-temps sacrifiées à ses tentations et à son ambition.

» En percevant cette contribution, les puissances ne violeraient aucun principe de justice; en s'y soumettant, la France y trouverait son salut, sans voir son existence politique compromise par la nature et la force du remède. Mais comme il est de toute impossibilité de retirer à la fois ou en peu de temps toute la somme de cette contribution, il s'ensuit que les alliés auraient à ce titre le droit d'occuper une ligne militaire dans le territoire français jusqu'à l'époque où cette contribution serait acquittée.

» Par cette mesure, fondée sur un droit incontestable, les alliés obtiendraient indirectement l'autre avantage, celui de mettre à l'épreuve du temps et de l'expérience la garantie morale qui consisterait dans la réforme constitutionnelle de la monarchie française.

» En effectuant cependant cette mesure, les alliés ne sauraient maintenir l'égalité de leurs rapports actuels avec la France.

» On a déjà démontré que ce n'est que du consentement du gouvernement que les alliés pouvaient garder en France une position militaire. Or, s'il y a moyen d'obtenir ce consentement libre, ce n'est qu'en offrant au gouvernement français des garanties qui le mettent en état de

persuader à la nation que cette attitude militaire des alliés sur le territoire français cessera aux conditions et dans les temps déterminés par un traité formel.

» Il suit de cette considération que parmi les puissances alliées, celles dont les troupes pourraient le plus convenablement occuper une position militaire en France, ne sauraient à la fois être considérées comme propres à offrir cette garantie. Elle serait conséquemment réservée aux puissances dont les troupes évacueraient immédiatement le territoire français. Ces deux systèmes de garanties positives présentent un nombre de combinaisons faciles à saisir, et sur lesquelles il semble prématuré d'entrer dans des développemens ultérieurs.

» Il s'agirait de réunir les opinions des cabinets sur le système qu'on jugerait le plus adapté aux circonstances, et le plus conforme aux principes comme au but que l'alliance s'est proposé.

» Mais quel que soit le système de garantie qu'adopteront les puissances, les formes à suivre pour le réaliser ne peuvent être que celles d'une négociation amicale avec le gouvernement français.

» L'Europe a été et se trouve alliée de ce gou-

vernement. L'ayant replacé à la tête de la nation française, elle est en paix avec la France. Si ce gouvernement ne s'ouvre pas encore avec une pleine et entière confiance aux alliés, si toute la France, ou pour mieux dire le parti le plus immédiatement intéressé à la révolution, ne se rallie pas encore de bonne foi au gouvernement, c'est que les alliés n'ont point déclaré dans quelles intentions ils occupent la France et se proposent de s'y maintenir.

» Le traité du 25 mars et les déclarations des alliés sont sous les yeux de la nation française. Bonaparte, l'objet principal de l'un et des autres, est en leur pouvoir. Le roi est censé gouverner légitimement la France. Néanmoins les armées alliées vont prendre des cantonnemens. On travaille à un système d'administration destiné à pourvoir à leurs subsistances pour un long espace de temps. Des divergences momentanées, provoquées par l'ascendant du pouvoir militaire, font croire que quelques unes des armées alliées se considèrent en pays ennemi.

» Le silence des cabinets glace les esprits, autorise toutes les méfiances, alarme une nation ivre d'orgueil et d'amour-propre, et capable encore d'une grande énergie, double ses souf-

françois, peut exciter en elle le désespoir.

» Il est donc urgent que les cabinets s'expliquent catégoriquement avec le gouvernement français sur les garanties qu'ils se proposent de lui donner.

» A cet effet, il paraît nécessaire,

» 1° De se concerter sans délai sur ces garanties, et de les déterminer de commun accord;

» 2° D'entamer une négociation formelle avec le gouvernement français, afin de les lui faire adopter;

» 3° De consigner le résultat de cette nouvelle négociation dans un traité qui serait stipulé entre les puissances alliées et la France, et de donner, en conséquence de ce traité, une déclaration par laquelle, en annonçant la fin de la guerre, on déterminerait le rapport de la France avec les puissances signataires du traité du 25 mars.

» On pourrait objecter ici qu'il serait imprudent d'aborder ces questions avec le gouvernement français, tant que plusieurs forteresses sont encore au pouvoir de leurs garnisons, et tant que l'armée n'est pas licenciée et dissoute. Cette objection porte essentiellement sur la

crainte d'une réaction de la part de l'armée, du gouvernement et de la nation.

» L'armée et la nation se prêteront aux vues des alliés, si elles se bornent à procurer à la France une constitution solidement établie et propre à rallier tous les partis. Dans ce cas, le gouvernement ne peut que seconder les intentions des alliés. Cette réaction ne saurait donc avoir lieu toutes les fois que les prétentions des alliés seront conformes aux principes et aux conditions sur lesquelles se repose leur alliance.

» D'ailleurs, peut-on supposer que le gouvernement concoure à mettre les alliés en possession des forteresses tant qu'il ignore leur système politique à l'égard de la France? Dissoudra-t-il l'armée pour se placer dans un état de nullité absolue, et pour souscrire à toutes les lois que la force voudrait lui imposer?

» L'ensemble de ces considérations démontre qu'en gardant un silence qui provoque et autorise toute espèce d'appréhensions, les alliés n'obtiendront pas ce qu'ils semblent désirer, c'est-à-dire la faculté de tout pouvoir et de tout obtenir sans compromettre la sûreté de leurs armées et la liberté de leurs communications.

» De plus grands détails sur le mode de com-

biner les garanties morales et réelles, et d'en déterminer les proportions, ne sauraient trouver place dans ce mémoire. »

Telle était l'opinion de l'empereur Alexandre exprimée par son ministre Capo-d'Istria. On voit, par les bases du traité de 1815, que ce fut celle qui prévalut. Cependant elle ne satisfaisait point ses principaux alliés; comme on le voit par le *Memorandum* du prince de Metternich du mois d'août, et par les autres pièces qui suivent.

MEMORANDUM *par le prince* DE METTERNICH.

« **A.** La guerre de 1815 n'est pas une guerre de conquête. Elle n'a été entreprise que dans le double but d'abattre l'usurpation de Napoléon Bonaparte et d'asseoir un gouvernement en France sur des bases assez solides pour qu'il puisse offrir des garanties de tranquillité à la France et à l'Europe.

» Cette guerre ne doit pas dégénérer en guerre de conquête, parce que les déclarations des puissances et les termes des traités seraient en opposition à un pareil but. Une saine politique ne doit pas moins retenir les puissances de

laisser dégénérer en guerre de conquête, parce qu'une altération notable dans l'état de possession, tel qu'il se trouve établi par le congrès de Vienne, entraînerait un revirement général, dans lequel le but de la guerre, *l'urgente nécessité de mettre un frein aux principes subversifs de l'ordre social, sur lesquels Bonaparte a fondé son usurpation, quelque courte qu'elle ait été, a donné le plus dangereux développement*, se perdrait incessamment dans la foule de nouveaux intérêts qui résulteraient de pareils revirements.

» Il est temps enfin de donner un nom au mal que nous combattons en France; *le jacobinisme armé* seul pourrait espérer de tirer un avantage réel d'un bouleversement nouveau dans les relations politiques des puissances, relations toujours liées à leurs rapports géographiques et statistiques.

» J'exclus en conséquence de nos calculs tout arrangement entre les alliés qui entraînerait des revirements territoriaux.

» **B.** Plus je suis convaincu que tel doit être le principe qui devra guider la marche des puissances, plus il me paraît d'un autre côté qu'elles

ne doivent pas se faire illusion sur la nécessité d'exiger des garanties de la part de la France, et ne pas borner ces garanties à celles qu'elles ne pourraient vouloir chercher que dans les *institutions politiques* et dans une occupation militaire *momentanée*.

» La France, de long-temps, ne sera pas dans le cas d'asseoir le système de son gouvernement de manière à offrir à l'Europe, dans ses seules institutions, des gages de sûreté.

» L'occupation militaire, si elle devait avoir lieu *sur une échelle étendue*, heurterait autant et plus le sentiment national de la France, que des cessions auxquelles elle s'attend.

» Nous risquerions sans doute non moins de manquer notre but, *si cette occupation était restreinte*, et si elle n'était appuyée sur aucune autre garantie.

» Il est donc certain que les efforts immenses que vient de faire l'Europe ne peuvent être couronnés d'un plein succès, qu'autant que les quatre grandes cours se réuniront franchement sur un système fondé également, *sur l'esprit des traités*, *sur la position réelle des choses en France*, *sur la nécessité de rendre le calme à cette partie du continent par des garanties*

qu'elle devra aux puissances, et qu'elle est en droit de lui demander à son tour.

» J'essaierai de développer les principes que je crois les plus conformes à ces divers points de vue.

» Les puissances alliées ont le droit de demander à la France :

» 1° Une indemnité pour les frais de la guerre;

» 2° Une garantie réelle et permanente, en changeant son attitude offensive en une attitude défensive plus rapprochée de celle des autres puissances;

» 3° L'adoption d'une forme de gouvernement et d'institutions qui se concilient avec celles des autres grandes puissances de l'Europe, et qui, par un juste balancement de pouvoir, assurent à la France et à l'étranger des garanties de leur stabilité;

» 4° Que la France enfin se soumette à des mesures de police intérieure et momentanées, qui offrent au gouvernement royal un juste soutien et à l'Europe des gages de repos.

» (Ad. 1.) Cette indemnité ne pouvant avoir lieu qu'au moyen d'une contribution forcée, il suffit que, pour ne pas sortir du but du présent *Memorandum*, j'admette cette contribution en

thèse, en réservant la fixation de sa quotité à une discussion séparée.

» (Ad. 2.) L'Europe, et surtout les puissances limitrophes de la France, ont le droit de demander que cet État ne demeure pas dans une attitude offensive.

» **A.** L'attitude offensive de la France se fonde sur des positions offensives qu'elle a trouvé moyen de se ménager depuis le règne de Louis XIV, par l'établissement de grandes places d'armes et de forteresses placées à des postes assez avancés, pour empêcher la formation et le déploiement d'armées qui n'auraient d'autre but que la défense de leur propre territoire;

» **B.** Sur un système de fortification qui se trouve hors de proportion avec les moyens de défense des États voisins, et non moins hors de proportion avec tous ceux dont ils puissent jamais disposer pour établir un balancement dans leurs attitudes militaires réciproques.

» Le système de fortifications de la France a été formé, ou par la conquête des places fortes que son gouvernement a conservées et augmentées, telles que les forteresses dans la Flandre française, ou par la construction de nouvelle=

places dans des provinces conquises, et de ce nombre sont les forteresses de l'Alsace, de la Lorraine et de la Franche-Comté, et de la ligne du Midi.

» Le système de fortifications de la France a acquis dans les derniers temps une nouvelle valeur, par deux circonstances qui ne sauraient être trop portées en ligne de compte.

» L'une est l'institution de la garde nationale, de cette grande force défensive qui suffit pour la dotation de toutes les places de la France, et qui permet à son gouvernement de jeter impunément au dehors toute sa force militaire réglée.

» L'autre est la destruction de toutes les places fortes dans les Pays-Bas et en Allemagne, et cette dernière opérée par la France elle-même dans toutes les guerres depuis Louis XIV.

» Ehrenbreitstein, Philipsbourg, Ingolstadt, et plusieurs autres places de la plus grande importance, ont été démolies en entier; toutes les villes, telles que Francfort, Ulm, etc., qui avaient une circonvallation et quelques moyens de défense, en ont été privées. La Savoie a dû prendre antérieurement l'engagement de ne pas fortifier les passages de ses montagnes.

» Toutes les guerres entreprises par la France sous tous les gouvernemens depuis Louis XIV fournissent la preuve que cette puissance a poursuivi avec une constance invariable l'établissement d'un système de fortifications et de défense aux dépens de tous ses voisins : il ne serait pas digne des puissances vouées à la noble entreprise de rétablir le repos de l'Europe sur des bases fortes et véritables, de se faire illusion sur des faits aussi incontestables que le sont ceux-ci :

» 1° Que ce système de défense offensive ressort bien moins des principes qui ont provoqué les guerres de la révolution, qu'il n'est inhérent à celui de la monarchie royale française.

» 2° Que, vu le système de fortifications de la France, il a fallu, et la destruction totale de l'armée française dans la campagne de 1812, et la perte dans cette même campagne de tout le matériel nécessaire à la dotation des places, et surtout les efforts réunis de l'Europe pour assurer les succès des armées en 1813, 1814 et 1815.

» La France conservant sa triple ligne de forteresses sera toujours, et sous une forme de

gouvernement quelconque, assez forte pour porter au-delà de ses frontières, autant et plus de monde que ne peut lui opposer toute autre puissance du premier ordre, et pour ne risquer en perdant des batailles, que toujours elle livrera sur territoire étranger, que d'être forcée à renoncer à un projet de conquête; elle sera de même assez forte pour résister dans des temps ordinaires à l'attaque de deux ou trois puissances du premier ordre, réunies pour une même cause.

» La conviction que doit avoir le peuple français que les guerres ne lui coûtent que des hommes, et tout au plus de l'argent, mais que les propriétés des particuliers ne sauraient être dévastées, et que les citoyens ne risquent pas d'être exposés aux fléaux inséparables de la présence d'armées ennemies, est sans contredit une des raisons qui a mis le plus de moyens offensifs à la disposition du gouvernement révolutionnaire.

» Il suffit de connaître l'égoïsme et le manque d'esprit public qui caractérisent la nation française pour vouer à cette considération une valeur toute particulière.

» Il me paraît donc que l'intérêt permanent de l'Europe exige :

» **A.** Que la France perde les points offensifs que lui a laissés le traité de Paris.

» **B.** Que des forteresses de la première ligne, ou passent sous la domination étrangère, et servent dorénavant à la défense des frontières des États voisins, ou que pour le moins elles soient rasées.

» Si la première ligne des forteresses de la Flandre devait former dorénavant la frontière des Pays-Bas, ceux-ci ne seraient pas placés par ce fait dans une attitude offensive contre la France, car il resterait dans ce cas à ce royaume deux lignes de défenses fortifiées.

» Si les places de l'Alsace étaient rasées, à l'exception de Landau, qui, à mon avis, devrait être réuni à l'Allemagne, pour compenser la perte de Philipsbourg, et à l'exception de quelques autres places qui ne peuvent servir qu'à la défense de cette frontière, sans menacer, comme Hunningue, la tranquillité d'une capitale voisine ; si Strasbourg ne conservait que sa citadelle pour appuyer cette grande et importante cité, qui, dans ce moment, n'est qu'un vaste

camp retranché, une place d'armes dans laquelle se formera et se concentrera toujours une armée, qui, vu sa position à l'extrême frontière, portera, dès l'ouverture d'une campagne, le théâtre de la guerre sur le territoire étranger, la sûreté de la France serait loin d'être menacée.

» Les défilés et les positions des Vosges et du Jura, les forteresses de seconde ligne qui sont susceptibles de grands développemens, formeraient des boulevards plus que suffisans, et que le manque de places fortes, dans lequel se trouve le midi de l'Allemagne, est loin de compenser en faveur des puissances voisines.

» Il en est de même de la place de Briançon et de plusieurs fortifications sur la ligne du Midi qui devraient être démolies.

» Il suffit de consulter l'histoire de tous les temps et de considérer le dénuement de moyens pécuniaires dans lequel les puissances se trouvent, pour que *la construction projetée de places* ne présente guère de chances de sécurité, quelques secours pécuniaires qu'il soit possible de tirer de la France.

» Les princes, qui ont fait de si glorieux efforts pour le soutien de la cause des gouver-

nemens et des nations, et qui sont également prêts à n'admettre de nouveau aucune chance d'ambition, et à ne consulter que ce qu'ils doivent à la sûreté de l'Europe, doivent viser à couronner leur grande entreprise par des mesures qui ne mettent plus en doute le fruit des efforts de leurs peuples, et ce but ne sera véritablement atteint que quand la France ne pourra plus attaquer et envahir ses voisins avec l'assurance de l'impunité. Il me paraît, en un mot, que la France doit être mise au niveau des chances et risques des autres puissances du premier ordre, et que de cette manière, un gouvernement fort en France soit moins tenté de subjuguer ses voisins, et qu'un gouvernement faible y devienne moins le jouet des factions, qui, à l'abri de remparts inexpugnables, ne risquent pas, à moins de l'arrivée des forces de l'Europe entière, de se voir arrêtées dans leurs criminelles atteintes.

» L'expérience des dernières cent cinquante années a prouvé que ces considérations s'adaptent à tous les règnes qui se sont succédé en France, et que sans doute elles sont dignes de toute la sollicitude des puissances.

» (Ad. 3.) Les alliés ont sans contredit le droit

de s'assurer que les institutions sur lesquelles doit se fonder le repos de l'intérieur de la France, soient assises sur des bases solides et aptes à assurer ce but. La marche que les cabinets réunis suivent dans ce moment, semble la seule conforme à cette intention et la plus adaptée aux circonstances.

» (Ad. 4.) J'entends par mesure de police intérieure, la présence prolongée en France des troupes étrangères; cette mesure offre des considérations tellement majeures, qu'elle devra être, dans son application, le résultat d'une délibération expresse qui devra porter sur les points suivans :

» 1° De quelles armées devront se composer les troupes étrangères?

» Il paraîtrait utile que, pour éloigner d'une mesure de simple précaution toute idée de conquête, les puissances qui se trouvent en contact de frontières avec la France, ne doivent pas fournir des corps de troupes.

» 2° Quel devrait être le nombre des contingens?

» Je crois que le nombre total des troupes étrangères en France devrait pour le moins être de 100 à 150,000 hommes.

» 3° Fixer les rapports dans lesquels les généraux commandant ces troupes devraient se trouver vis-à-vis du gouvernement français.

» 4° Fixer les rayons qui devraient être assignés aux cantonnemens de ces troupes.

» Ces rayons me paraissent devoir être déterminés d'après des considérations combinées, tant militaires qu'administratives, et dans tous les cas, tenir les troupes étrangères hors de contact avec les corps de l'armée française.

» 5° Prendre en considération jusqu'à quel point il serait convenable et utile d'employer ces corps auxiliaires à l'exécution des stipulations des traités futurs à la charge de la France. »

Le *Memorandum* du prince Metternich était sévère ; mais celui du prince d'Hardenberg, ministre de Prusse, du 4 août, l'est bien plus encore; nous allons le reproduire également dans toute son intégrité. Ce ministre voulait non seulement affaiblir la France, mais encore consoler l'Allemagne, et effacer près d'elle le rôle usurpateur que la Prusse avait joué au congrès de Vienne.

MEMORANDUM *par le prince* D'HARDENBERG, *ministre de Prusse.*

« Le but que les puissances de la grande alliance de l'Europe s'étaient proposé d'atteindre est d'amener un état de choses tel, qu'une paix solide et durable fût assurée à toutes.

» La France a derechef troublé cette paix ; l'Europe a généreusement pardonné l'année passée à la France.

» L'expérience a prouvé que cette confiance généreuse dans la loyauté de la nation française a manqué le but proposé. Employer encore une fois une telle générosité serait impardonnable. L'Europe se doit donc à elle-même, et chaque puissance le doit à ses peuples, de prendre des mesures de sûreté pour se garantir d'être facilement troublée par la France. L'Europe a le droit de demander ces garanties, puisque la France ne s'est pas montrée digne de sa confiance et de sa générosité.

» C'est son devoir, puisque chaque puissance a pris des engagemens formels envers sa nation de lui donner une paix solide et durable.

» L'Europe a, en même temps, le droit de

demander à la France des indemnités pour les frais de cette guerre provoquée par elle.

» La grande question est donc : en quoi ces indemnités et ces garanties doivent-elles consister?

» Quand on analyse cette grande question, les questions spéciales suivantes se présentent :

» 1° Les garanties doivent-elles être purement militaires, ou purement politiques, ou bien politiques et militaires ensemble?

» 2° Si elles doivent être politiques et militaires, en quoi doivent consister les garanties politiques?

» 3° En quoi les garanties militaires?

» 4° Est-ce que ces dernières doivent consister en mesures de sûreté temporaires ou permanentes, ou toutes les deux à la fois?

» 5° En quoi doivent alors consister les mesures de sûreté temporaires?

» 6° En quoi doivent consister les garanties permanentes?

» 7° En quoi doivent consister les indemnités? Doivent-elles consister simplement en des contributions que l'on demandera à la France, ou en argent et en pays?

» 8° En quoi, dans ce cas, doivent-elles consister? quoi en argent, quoi la masse du pays?

» 9° Quelles doivent être les provinces que l'on demandera à la France?

» Sans vouloir préjuger l'une ou l'autre de ces questions, je me permettrai quelques considérations.

» **A.** Si on ne demande que de l'argent, quelle que soit la somme, on ne sera pas indemnisé.

» **B.** Une nation qui a plus d'égoïsme que de patriotisme trouvera moins dur de céder des provinces que de payer de l'argent, puisque la charge d'une contribution tombe sur chacun, et que céder quelques départemens ne tombe que sur l'ensemble et sur le gouvernement.

» **C.** Comme ce cas supposé existe apparemment en France, une indemnisation purement en argent lui paraîtra plus dure, et sera moins avantageuse pour la coalition qu'une indemnisation donnée en partie en pays; d'ailleurs le Français est avare, la masse du peuple n'est pas riche : si on lui demande une forte somme d'argent, il en sera plus mécontent que si la France en général cède quelques départemens. Je préférerais donc d'indemniser en argent les états

éloignés de la coalition, et de demander pour les autres du pays.

» **D.** Quant aux garanties, l'expérience prouve que rien n'est plus fait pour aigrir une nation que de lui demander des garanties temporaires. Des cessions permanentes s'oublient, ce n'est que le trait de plume de la cession qui coûte : des cessions temporaires rappellent à chaque individu d'une nation le joug sous lequel elle se trouve, et ces souvenirs se répètent chaque jour, chaque semaine, chaque mois, chaque année, aussi long-temps que cet état de choses dure, puisque la charge d'une occupation pèse sur chacun, et le pousse, par son intérêt même, à se soustraire à ce joug qu'il porte, et à le repousser : témoin l'occupation des forteresses de la Prusse de la part des Français, qui prouve entièrement cette vérité.

» Veut-on se brouiller avec la nation française en lui demandant des stipulations temporaires? Si l'on ne le veut pas, si l'on veut une paix solide, qu'on établisse entre elle et ses voisins des limites qui garantissent à l'une et aux autres une défensive naturelle ou artificielle.

» **E.** Lorsqu'une nation a surpassé sa défensive marquée par la nature ou par l'art, elle

devient offensive et menaçante par ce pas même; son activité, ses forces, sa politique, ses institutions, son esprit national, son opinion publique, tout prend alors la direction de sa situation géographique, et elle conservera cet esprit aussi long-temps que sa situation géographique restera la même.

» La France se trouve dans ce cas depuis que Louis XIV, par une ambition démesurée et quelques campagnes heureuses, parvint à ôter aux pays voisins la défensive que leurs ancêtres avaient établie, savoir: dans les Pays-Bas et sur la Meuse, les forteresses qui forment à présent la première et la deuxième ligne des forteresses françaises, et vers l'Allemagne, en ôtant à cet empire l'Alsace et les places fortes de la Moselle et de la Sarre.

» Dès ce moment, l'histoire nous montre l'inclination de la France de pousser ses conquêtes plus loin et de subjuguer les autres états.

» Pourquoi?

» Puisque la France voyait la facilité qui existait pour elle et la difficulté que les états voisins avaient de lui résister, puisque son offensive se trouvait dans sa situation géographique, et puis-

que cette situation même l'y poussait et l'y induisait à chaque moment.

» Veut-on donc une paix durable et solide comme on l'a annoncé et prononcé tant de fois ? La France elle-même veut-elle une telle paix avec ses voisins ? Il faut qu'elle rende à ses voisins la défensive qu'elle leur a ôtée, c'est-à-dire, *l'Alsace et les forteresses des Pays-Bas, de la Meuse, de la Moselle et de la Sarre*[*].

» Ce ne sera qu'alors que la France se verra dans une vraie ligne défensive, savoir : dans les Vosges et dans les deux lignes de forteresses depuis la Meuse jusqu'à la mer, et seulement alors elle restera tranquille. Si on ne la fait pas rentrer dans ces limites, marquées plus spécialement encore sur la carte ci-jointe[**], les nations

[*] Notez que la France, en perdant toutes ces places, n'aurait plus été couverte à l'Est que par Vitri, qu'il fallait fortifier ; au Nord par Péronne et quelques bicoques sans liaisons entre elles ; que la Champagne devenait totalement ouverte, et que les frontières ennemies eussent été formidables. (Voyez la lettre du prince de Hardenberg au prince régent d'Angleterre, t. XII, p. 544.)

[**] La nouvelle carte de délimitation pour toute l'Europe était dressée ; ainsi l'on voit combien la France a été près de subir un partage qui, ainsi que celui de la Pologne, n'eût sans doute pas été le dernier. (Note de l'éditeur.)

voisines n'auront pas recouvré leur défensive contre la France, et l'avantage de la situation géographique et militaire de cet empire et la facilité qu'il gardera d'aller plus loin, influeront tellement sur sa politique, sur l'ambition et sur le caractère de la nation, enfin sur son opinion publique et son cabinet, qu'il est à prévoir qu'aux premières circonstances favorables qui se présenteront, la France tâchera derechef d'étendre ses frontières jusqu'au Rhin, et dès lors plus de bornes, puisque dès ce moment son influence sur l'Allemagne sera si grande, qu'elle sera entraînée malgré elle à troubler le repos de l'Europe.

» Pour le bien de l'Europe, pour le bien de la France, ne laissons pas échapper le moment favorable qui se présente à nous pour statuer une paix solide et durable.

» Aujourd'hui nous le pouvons, la main de la Providence a visiblement amené cette occasion, si on la laisse échapper, des torrens de sang couleront pour atteindre à ce but, et les cris de ces malheureux nous en demanderont raison. »

Quant au comte de *Gagern*, ministre des Pays-Bas, qui, chargé en 1791, des affaires du prince de Nassau-Uningen, réclama si vivement à la diète de Ratisbonne les indemnités dues aux princes allemands, possessionnés en France; qui, postérieurement, fut l'un des plus ardens promoteurs de la confédération rhénane; changeant de religion politique, dès que les événemens eurent imprimé une direction nouvelle à la diplomatie européenne, il se montrait alors l'implacable ennemi de cette France dont il combattit d'abord, puis servit l'ambition usurpatrice. Nommé ministre à Vienne, par le nouveau roi des Pays-Bas, il avait refusé de signer le traité du 30 mai 1815, parce qu'il y était dit, à l'égard de la France : « Les arrangemens *territoriaux*, » arrêtés au congrès, resteront les règles des » rapports entre elles et les autres états de » l'Europe. » C'était peu de la mettre ainsi en opposition avec les vœux prononcés des grandes puissances; il ne garda plus aucune mesure, dans la note suivante, où il abjura toute espèce de convenance.

Observations sur la question de l'intégrité de la France, par M. DE GAGERN, ministre des Pays-Bas.

« Deux grandes parties de l'Europe se sont » fait la guerre, l'une évidemment dans l'intention d'agrandir son territoire, d'envahir si elle » réussissait. Appeler, admettre ou applaudir » à Napoléon, n'était autre chose que vouloir » guerre, gloire, pillage et conquête.

» L'Europe demandait à la France un gouvernement plus pacifique, et l'ancienne dynastie, » qui n'avait pas besoin d'un autre éclat, y paraissait la plus propre. Napoléon paraît : tout » fléchit devant lui; la guerre éclate, il emploie » les forces de la France, il succombe avec elle, » et elle rejette aujourd'hui l'idée d'être payée de » la même monnaie. J'analyserai brièvement ces » sophismes pour s'y soustraire et les combattre » par le gros bon sens. Il s'agit de cessions territoriales! *L'honneur français en serait blessé.* » Cet honneur français est-il autrement fait que » celui des autres nations? Je croyais à cet hon» neur français, j'y croirais encore; mais n'en » parlons plus aujourd'hui. L'honneur est un

» *sterling-valeur*, composé de ses élémens et at-
» tributions.

» Le retour de Napoléon, soutenu par l'armée
» et l'élite de la jeunesse, est une des plus vilai-
» nes taches faites à ce même honneur, depuis
» que l'espèce humaine est civilisée.

» *Ce territoire, ce royaume est indivisible.*

» Depuis long-temps les diplomates français
» se sont moqués de cette prétendue indivisibi-
» lité.

» Perdre du territoire est une des suites du :
» *C'est la terre classique de la France dont il*
» *s'agit.* C'est-à-dire la terre de leur concupis-
» cence et de leur vanité; le fruit de leurs
» guerres, de leurs victoires, de leurs ruses.
» C'est la valeur, l'intelligence et la fortune su-
» périeure qui la leur ont donnée; c'est la va-
» leur, l'intelligence et la fortune supérieure qui
» vont la leur ôter. A commencer par les Trois-
» Évêchés : Metz, Toul, Verdun et leurs diocèses.
» Les ont-ils occupés en guerre ouverte? Point
» du tout, mais à titre de bienveillance, d'amitié
» et de protection; il suffit de lire leur propre
» aveu sur cette usurpation, et ce qu'en disent
» les ambassadeurs de Louis XIV ou de la reine
» régente, au congrès de Munster, dans les dé-

» pêches officielles, datées du 17 septembre » 1646. » — « Mais ce qui n'est guère moins à » estimer, c'est qu'un droit de protection sur les » Trois-Évêchés, qui a été le seul jusqu'à pré- » sent, est aujourd'hui changé en une souve- » raineté absolue et indépendante, qui s'étend » aussi loin que ces trois diocèses; encore que » nous ayons bien connu d'abord l'importance » de cette acquisition, nous avons affecté pen- » dant quelque temps de la mépriser, jusqu'à » ce que nous ayons été assurés du reste. »

» La guerre de trente ans était foncièrement » guerre civile en Allemagne. Le parti protestant » avait appelé la Suède et la France pour le main- » tien de l'équilibre. Ces cours demandèrent *à* » *titre de satisfaction* des contributions et des » cessions qui n'étaient nullement l'objet pri- » mitif de la guerre. Nous demandons la même » chose à bien plus juste titre, et au besoin nous » employons et emploierons les mêmes expres- » sions.

» Ouvrons les Mémoires du temps, voyons la » narration succincte et ci-jointe du suffragant » Adami, lui-même plénipotentiaire à ce con- » grès, et l'un des hommes d'État les plus es- » timés de tous les partis. Dans le courant de

» ces mêmes négociations, Contarini, le média-
» teur vénitien, se plaisait à dire sur les deux
» Alsaces et le Sundgau à l'ambassadeur français
» qui haussait les prétentions à mesure qu'on
» accordait : « Qu'il avait envoyé à son maître
» trois provinces dans une lettre. »

» Après soixante ans de possession, le prince
» Eugène de Savoie observait encore à Torcy, le
» négociateur français : Que *d'ailleurs l'Alsace*
» *n'était pas une province française, mais un*
» *pays de conquête qu'on devait abandonner*
» *sans peine.*

» Après cent soixante ans, nous disons la
» même chose. Rien n'est oublié : rien n'est
» changé.

» La prescription est une invention du droit
» civil inconnu au droit de la nature. On oublie
» sans doute les rapports, contrats, titres de fa-
» mille ; et pour couper court à des procès inin-
» telligibles et interminables, l'esprit humain a
» inventé l'idée de la prescription, en admet-
» tant certain nombre d'années : l'unité 3, 10,
» 30 ; enfin le temps immémorial. En politique
» il n'y a rien d'immémorial. L'histoire est là
» pour nous montrer clair et net l'origine des
» guerres, la transmission des possessions, les

» traités de paix et les motifs. Une saine morale
» veut que les traités de paix, même désavan-
» tageux, soient maintenus. Mais rompre pour
» d'autres causes l'état de guerre échéant, on
» revient au précepte : « Ce qui a été juste,
» équitable ou admissible pour vous, le sera
» aujourd'hui pour nous. »

» Dire qu'on ne fait la guerre qu'à Bonaparte
» est une des assertions les plus absurdes que
» jamais gens raisonnables se soient permise, et
» qui ne peut avoir été inventée que pour se
» moquer de nous. Nous ne la croirons que
» quand on nous aura prouvé que lui seul mi-
» traillait, tirait, sabrait à *Quatre-Bras*, *Ligny*
» et *Waterloo*. Qu'il y ait eu des gens assez sages
» en France pour ne pas vouloir la guerre et en
» craindre les suites, qui en doute? Charles XII
» était aussi un roi très ambitieux et conquérant.
» La Suède gémissait de ses excès, et une grande
» masse de la nation désirait vivement la paix.
» Lui-même combinait, méditait déjà un autre
» système d'alliance, et commençait même à
» briguer l'amitié de la Russie. La balle l'atteint.
» Les Suédois, dans leurs négociations et repré-
» sentations, se servirent à peu près de sem-
» blables arguments; ce qui n'empêcha pas

» Pierre-le-Grand de se faire céder les plus belles » provinces; et celui qui a succédé à son empire » et à sa gloire savait être magnanime, mais il » saura être juste.

» On assure qu'on a promis l'intégrité. Où? » qui? quand? Pareille phrase s'était glissée dans » un projet de déclaration; le ministre des Pays-» Bas, au congrès, qui sans doute y était le » plus intéressé, a cru de son devoir de rendre » attentif aux fausses conclusions; il s'y est op-» posé par une lettre adressée au ministre bri-» tannique, et la rédaction, la signature n'a pas » eu lieu. Voici cette lettre écrite à la hâte :

« Vienne, 11 avril 1815.

» En entrant, ilord, je trouve la pièce ci-» jointe pour y apposer ma signature. Comme » ce passage : Que le traité du 30 mai et les » *arrangemens territoriaux* et politiques arrêtés » au congrès resteront la règle des rapports » entre elle et les autres états de l'Europe, est » absolument contraire à ma conviction morale » et politique, je ne peux me résoudre à la » signer. Votre Excellence est le maître de passer » ce refus sous silence ou d'en faire mention » dans les protocoles. »

» Les forces de la France turbulente se dé-

» ploieront pour nous prendre des provinces. » Les nôtres pour les punir se déploieront dans » les mêmes intentions. Nos frontières sont mau- » vaises, il faut les rectifier. Cependant je suis loin » de mettre trop d'importance à cette opposition : » car si cette proclamation avait eu lieu, le sens » était tout autre que celui qu'on cherche à lui » donner. Je rétablirai ce véritable sens. La paix » de Paris est faite; quelque défectueuse qu'elle » nous paraisse, nous la maintiendrons. L'ex- » clusion de Napoléon du trône de France en » est la première base. Chassez-le; chassez-le » pendant que nous nous préparons à vous en » débarrasser, car nous n'en voulons pas à votre » territoire. Mais si vous lui adhérez, si nous en » venons sérieusement aux mains, prenez-vous- » en à vous-mêmes de toutes les suites fâ- » cheuses.

» Combattions-nous à Waterloo quelque fac- » tion ? Non sans doute : l'armée, la jeunesse » française, l'élite était là ! Elle se battait avec » acharnement, avec une valeur admirable. » Nous continuons donc de dire aujourd'hui et » après la victoire : L'accord est fait, vous le » rompez, payez les frais de procès. La France » admet ce raisonnement et la justice de l'in-

» demnité, car nulle part on ne raisonne mieux
» qu'en France pourvu qu'on le veuille. Mais on
» croit être quitte pour des sacrifices en argent.
» Qui leur permet ce choix? A Munster et à
» Osnabruck on a fait marcher de pair la satis-
» faction en argent et les cessions territoriales;
» l'une modifiait l'autre. Votre traité d'alliance
» est rédigé avec une grande précaution et un
» excellent choix d'expressions.

» De préserver contre toute atteinte l'ordre
» des choses si heureusement rétabli en Europe,
» et de déterminer les moyens les plus efficaces
» de mettre ces engagemens à exécution, ainsi
» que de leur donner, dans les circonstances
» présentes, toute l'exécution qu'ils réclament
» impérieusement.

» Et plus bas, article 1er.

» Les hautes puissances contractantes ci-
» dessus dénommées s'engagent mutuellement
» à réunir les moyens de leurs États respectifs,
» pour maintenir dans toute leur intégrité les
» conditions du traité de paix conclu à Paris le
» 30 mai 1814, que les stipulations arrêtées et
» signées au congrès de Vienne dans le but *de*
» *compléter les dispositions du traité*, de les ga-
» rantir contre toute atteinte, et particulière-

» ment contre les desseins de Napoléon Bona-
» parte. »

» Le but principal de la paix de Paris n'était
» donc certainement pas le ménagement du
» soi-disant honneur français ou de leur gloire;
» la sécurité des Bourbons, les déférences pour
» cette dynastie, ne tenaient indubitablement
» que le second rang. Une pacification dura-
» ble, une juste répartition des forces, l'équi-
» libre de l'Europe, sa tranquillité : voilà quel
» était le but; et l'événement a prouvé sur-le-
» champ qu'on avait encore mal calculé; qu'il
» fallait toute cette réunion de forces pour
» dompter.

» *Compléter la paix*, consolider cet état de
» repos, ce système d'équilibre, en chercher
» les moyens les plus sûrs; voilà le grand, le
» noble projet de notre alliance, et c'est à nous
» à juger ce qui doit former ce complément.

» Loin de moi, et de tout homme d'État
» qui connaît l'Europe, l'idée d'un déchirement
» de la France, de l'antique France; loin de
» moi l'intention de la réduire à un véritable
» point de faiblesse. Posséder sur le Rhin, avoir
» l'Alsace, n'est pour eux qu'un aliment d'or-
» gueil, qu'une tentative, qu'un stimulant de

» plus d'en avoir davantage, d'avoir la limite » du Rhin tout entière.

» Nous nous gênons entre Suisse et Hol- » lande; l'un doit faire place à l'autre. Scho- » pflin, l'un des savans les plus distingués de » France, lui-même Alsacien, disait de son pays: » *Alsatia, præpotens illa Rheni superioris cus-* » *tos, quæ superiori ævo Germanis aperuit Gal-* » *liam, nostris Germaniam nunc aperit Gallis.* » (l'Alsace, cette puissance gardienne du Rhin » supérieur, qui jadis ouvrait la France aux Al- » lemands, ouvre aujourd'hui l'Allemagne aux » Français).

» Et qui nous dira qu'il a tort?

« M. de Bignon, diplomate habile, auquel on » destinait le porte-feuille des affaires étrangè- » gères, s'exprime ainsi dans son exposé com- » paratif de l'état financier, militaire, politique » et moral de la France et des principales puis- » sances de l'Europe, ouvrage sous plus d'un » rapport digne d'être lu, page 173:

» Il est notoire que depuis plusieurs siècles, » la limite du Rhin est une acquisition que la » France n'a cessé d'avoir en vue. Nous re- » pousser de nouveau loin de cette limite, dont » nous avons été vingt ans en possession, est

» un acte d'une politique insidieuse, qui nous » provoque à des démarches indiscrètes, dans » le dessein d'en profiter. Trompons son at- » tente par une noble résignation et une hé- » roïque patience.

» Nous venons de voir et cette noble résis- » gnation et cette héroïque patience; et trois » années ne s'écouleront pas que nous serons » encore témoins et peut-être victimes de cette » héroïque patience si éloignée du caractère » national. Mieux vaut-il leur ôter tout pré- » texte, tout contact avec les bords du Rhin, » qui, depuis des milliers d'années, formaient » notre antique patrimoine.

» La France nous fera bientôt la guerre elle » sera toujours menaçante. A la bonne heure, » je le crois. Elle le sera en cédant et en ne pas » cédant. L'irritation est trop forte et trop pro- » noncée, l'orgueil est trop blessé pour qu'il en » soit autrement. Préparons-nous à cette lutte; » mais ôtons-lui quelques grands moyens de » nous faire du mal.

» Pour gagner l'affection, la reconnaissance » des Français, affection que vous ne gagnerez » jamais, faut-il indisposer, révolter toute l'Al- » lemagne? Il y aura un cri d'indignation d'un

» bout à l'autre, je vous en préviens. Les monar-
» ques allemands, français, et Frédéric-Guil-
» laume, ne rentreront pas avec tout honneur,
» acclamation et gloire dans leurs capitales. Ils
» verront peut-être troubler leur avenir. Leurs
» ministres, seraient-ils les plus vertueux et les
» plus sages, seront sur-le-champ accusés d'i-
» neptie et de corruption, et rien ne les relèvera
» de ces reproches.

» J'entends dire : *Il n'y a pas d'Allemagne.* Il
» me semble que nous avons joliment prouvé
» qu'il y en a une, et une Allemagne et des Al-
» lemands; une Allemagne qu'il ne faut point
» irriter ni injurier; une Allemagne qui a son
» genre de *public esprit.* La France a été atteinte
» de révolution parce qu'elle se croyait négligée,
» et que son roi était censé avoir souffert l'of-
» fense et l'injustice !! Le meilleur moyen d'em-
» pêcher les révolutions, le discrédit des monar-
» ques, c'est d'en éviter les causes.

» Pour les Pays-Bas, quand on leur aura res-
» titué les cantons enlevés sans motif, ce n'est
» pas une question d'ambition, mais une ques-
» tion essentiellement militaire pour l'Allema-
» gne, une question nationale.

» Dans un sens sans doute il n'y a pas d'Al-

» lemagne; il n'y a pas cet ensemble d'un vaste
» empire qui effraie les voisins par l'agrandisse-
» ment de son territoire. L'Allemagne, comme
» telle, est un système fédératif, une ligue, par
» sa nature, en paix avec tout le monde; et l'a-
» grandir n'est qu'un gage de plus du maintien
» de la paix de l'Europe; et cette même consi-
» dération majeure est encore applicable aux
» Pays-Bas. M. de Bignon s'appliquait à prouver
» que même après les sacrifices de la paix de
» Paris, la France serait l'État le plus puissant
» l'État prépondérant sous tous les rapports.
» J'en suis intimement persuadé; il aura encore
» raison, même après la cession de l'*Alsace*,
» de la *Lorraine* et de la *Flandre;* je pourrais,
» dans cette réminiscence des provinces arra-
» chées, y ajouter l'*Artois*, la *Franche-Comté*, si
» telle était ma conviction.

» La guerre, pour me servir du langage des
» anciens, m'a toujours paru un jeu funeste, où
» les chances de gain et de perte devraient se
» trouver égales pour l'une et l'autre partie. Le
» contraire, tout d'un côté, rien de l'autre, est
» une absurdité. Je n'ai aucune animosité per-
» sonnelle contre la France. Personne ne rendra
» plus de justice que moi à ce peuple vaillant,

» hospitalier, aimable, spirituel, mais gâté par » la fortune et le désordre. Je lui souhaite bon- » heur et prospérité, le repos après tant d'ora- » ges, et son haut rang parmi les nations. Mais » d'autres conditions me paraîtraient bien plus » dures et plus humiliantes que celles commu- » nes à toutes les guerres malheureuses. »

» Paris, août 1815. »

Ces opinions de MM. Hardenberg et de Gagern avaient donné lieu au tracé de cette carte, où l'on avait retranché du territoire français l'*Alsace*, *la Lorraine*, *une partie de la Franche-Comté et de la Champagne*, *l'Artois*, *le Hainault et la Flandre française;* ce qui mettait Paris tout-à-fait à découvert.

L'Angleterre voyait alors, aux pertes que la France ferait de ses forteresses du nord, l'avantage de rendre le royaume des Pays-Bas presque formidable contre une puissance dont, par l'effet du voisinage, il deviendrait l'ennemi naturel. Aussi lord Castlereagh, dans la note qu'il remit le 11 septembre aux plénipotentiaires des cours alliées, s'exprimait-il ainsi :

« Les plus purs sentimens d'égards pour » Louis XVIII ont guidé les alliés, ce qu'ils ont

» prouvé par les soins qu'ils ont mis d'établir » l'année dernière, pour base du traité de Paris, » la conservation de l'entière intégrité de la » France; mais ce serait le comble de la faiblesse, » si les souverains alliés, de qui le monde attend » la protection et le repos, allaient refuser l'ap- » plication de ce principe à d'autres nations leurs » alliées. A quel titre la France peut-elle s'atten- » dre à conserver la même étendue qu'avant la » révolution? »

Tel était l'état des négociations quand le duc de Richelieu remplaça le prince de Talleyrand. Louis XVIII fit entendre qu'il préférait retourner en exil à l'opprobre du morcellement de la France; l'empereur Alexandre ne voulait pas lui-même rendre trop fortes contre cette puissance, et l'Allemagne, et la nouvelle monarchie alliée de l'Angleterre.

Dans la conférence du 2 octobre furent arrêtées les bases de la pacification; les stipulations en étaient dures, mais beaucoup moins qu'elles ne l'eussent été sans la présence de Louis XVIII, sous le ministère surtout du prince de Talleyrand; et c'était beaucoup dans la situation où le retour et la défaite de Napoléon avaient jeté la France, que d'en être quitte pour la perte de

la sous-préfecture de Chambéri, des places de Landau, Sarrelouis, Philippeville, Marienbourg, Versoi; de la démolition des fortifications d'Huningue; l'occupation militaire et de fortes contributions.

CONCLUSION.

Nous ne ferons pas un résumé de ces notes, uniquement complémentaires, et nous renverrons nos lecteurs à celui, très rapide, qui termine le douzième volume de ces Mémoires; mais nous noterons cependant ici que, dans le chaos des plus sales comme des plus brillantes affections humaines, que dans cette lutte mémorable entre la France délirante de démocratie, ivre de présomption, affamée de gloire, et l'Europe livrée à des vues usurpatrices, trompées d'abord, puis satisfaites; lutte où l'action fut vive, mais inconsidérée, la réaction non moins vive, mais dénuée d'une prévoyante sagesse, tout fut souvent erreur de part et d'autre.

D'un côté, nulle appréciation raisonnable et juste de la puissance réelle de l'ennemi commun, de cette vigueur surtout que prêtent à un peuple essentiellement belliqueux, les paroxis-

mes d'une fièvre révolutionnaire; puis, quand ce peuple retombe dans l'affaissement, suite et effet momentané de l'accès qui usa ses forces vitales, passant d'une aberration à une autre, ses adversaires, aveuglés par l'éclat de leurs victoires tardives et inespérées, ferment l'oreille aux enseignemens de leur propre expérience, au point de ne rien faire pour prévenir la recrudescence d'une épidémie sociale, des miasmes délétères de laquelle ils pourraient être eux-mêmes atteints, et endorment leur ambitieuse cupidité triomphante sur cette couche empestée dont leur incurie semble ne prévoir point les dangers.

Il y a plus : ils font succéder d'injustes conquêtes à celles non moins injustes dont ils souffrirent; irritent ceux qui les sauvèrent et dont, peut-être, ils auront un jour besoin. Leurs actes solennels divisent les états dont l'union affermirait leurs actes; ils immolent les intérêts généraux à des intérêts particuliers, et, en compromettant l'avenir, corrompent jusqu'à la morale politique dont ils se proclament les vengeurs.

D'un autre côté, c'est la France qui ne demande qu'une réforme d'abus à ses représen-

tans, dont les vanités agressives la précipitent dans une révolution, régime de boue, de sang et d'orgueil. C'est cette révolution qui, après avoir proscrit guerres et conquêtes, s'étendit par de passagères conquêtes, après avoir elle-même commencé la guerre; qui prétendit tout créer, et détruisit tout, jusqu'au pouvoir de recréer; vociféra *liberté*, et enfanta un gouvernement militaire; *égalité*, et se masqua de titres féodaux; *république*, et se pavoisa de haillons monarchiques; *patriotisme*, et n'en fit découler, au dedans et au dehors, qu'un torrent de dévastations; parla de vertu, et ruina les mœurs.

Par elle jaillit des troubles publics cette société, bizarre assemblage de génie et de démence, de lâcheté sociale et d'héroïsme militaire, d'insubordination et de servilité, de crédulité et d'athéisme, de tiédeur de l'ame et d'exaltation de l'esprit.

Telle est cette révolution à laquelle une acerbe vanité s'attache, au mépris de ses vrais intérêts. C'est elle encore qui, par ses excès, ouvrit deux fois à l'étranger les portes de sa capitale, et qui, dans les rêves de son orgueil calomniateur, croit s'en absoudre en accusant des maux et des humiliations qu'elle s'était attirés, celui-

là même qui deux fois l'en affranchit; c'est elle dont l'égoïsme matérialiste, se glorifiant de quelques perfectionnemens purement physiques pour la plupart, qui contrastent avec une progressive dégradation morale et une pénible abjection politique, ose, dans la logique de sa théâtrale et ridicule fierté, nommer progrès social ce qui accroît le despotisme de l'or et dévore l'avenir; égare les esprits dont elle éteint le spiritualisme vivificateur; frappe de mort l'enthousiasme pour la vertu, l'indignation pour le crime; brise les plus solides bases de la société; asservit l'homme à de tyranniques légalités, le ruine, l'avilit, et finira par stigmatiser sa honte.

En présence de ce double tableau, empreint d'une leçon aussi magistrale qu'elle sera probablement infructueuse, tout observateur consciencieux n'aurait-il pas le droit d'adresser aux rois-peuples comme aux peuples-rois, ces paroles tirées des livres saints : « Éclairez-vous enfin, in» struisez-vous, rois qui gouvernez le monde : » *et nunc, reges, intelligite, erudimini qui judicatis terram.*

FIN DU TREIZIÈME ET DERNIER VOLUME DES MÉMOIRES.

TABLE

DES NOTES COMPLÉMENTAIRES.

AVERTISSEMENT.		Page 1
NOTE I.	Prétendu traité de Pavie.	3
— II.	Circulaire de Padoue.	9
— III.	Articles secrets de Pilnitz.	11
— IV.	Retour vers des faits antérieurs nécessaires à connaître.	14
— V.	De la Pologne.	21
— VI.	De l'émigration armée; son origine.	28
— VII.	Déroute de Tournay; lettre du comte de Pully.	40
— VIII.	Manifestes et déclarations de 1792.	52
— IX.	Campagne de 1792 et négociations; Dohm; garde-meuble.	76
— X.	Gouverneur Morris; ses prédictions d'un inévitable gouvernement militaire.	93
— XI.	Partage définitif de la Pologne.	101
— XII.	Événemens politiques et militaires omis, de 1792 à la paix de Bâle.	116
— XIII.	Événemens politiques et militaires de 1796 (omis).	921

— XIV. De l'administration prussienne sous Frédéric-Guillaume II. 137
— XV. Garat, Bolivar, Francia, don Pedro. 143
— XVI. Fauche-Borel, Barras, Louis XVIII. 150
— XVII. Assassinat de Rastadt (nouveaux détails). 158
— XVIII. Maison de Condé. 168
— XIX. Talleyrand, Napoléon, Savari, Murat. 175
— XX. Lettre de Dumouriez au baron d'Hardenberg; Daru. 182
— XXI. Palm (détails omis). 190
— XXII. Élection de Bernadotte; comment elle eut lieu. 194
— XXIII. Plan de campagne des Russes (pièces encore inédites). 203
— XXIV. Marmont, Fabvier, Caulaincourt. 240
— XXV. Charte constitutionnelle; Beugnot. 244
— XXVI. Esprit du congrès de Vienne (lettre curieuse de Talleyrand). 249
— XXVII. Sainte-Alliance, Mme de Krüdner. 260
— XXVIII. Notes et vœux des alliés en 1815, par Capo-d'Istria, Metternich, Hardenberg, Gagern, Castlereagh. 275
CONCLUSION. 336

DISPENSABLE ERRATA

DES

Vol. IX, X, XI, XII.

Vol. IX.

3, ligne 21, effacez la fausse date qui se trouve entre ce mot *enlevé*, et celui-ci, *en vertu*.

), — 17, *William Canning*, lisez, *Georges Canning*.

3, — 4, à la place de il espéra, *mais en vain un affranchissement de la Pologne*, lisez: *ou la paix de Presbourg mit obstacle à ses menées insurrectionnelles, il parvint enfin à soulever son pays et eut droit d'en espérer l'affranchissement, car.*

), joindre à ce tableau des pertes essuyées par la France et l'Espagne en moins de trois ans et demi, celles immenses

des années précédentes, et qui, outre les siennes, sont chez ses alliés, indépendamment de celles ci-dessus citées : pour l'Espagne, 8 vaisseaux de ligne et 14 frégates ; pour la Hollande, 25 vaisseaux de ligne et 22 frégates.

VOL. X.

Page 8, ligne 13, *applaudi à un système*, lisez : *applaudi un système.*

— 14, — 23, *avec celle du plus puissant*, lisez : *avec le plus puissant.*

— 23, — 3 et 4, *et surtout d'un homme*, lisez : *et même d'un homme.*

— 39, — 11, *dépasser*, lisez : *passer.*

— 43, — 8, *l'une à l'autre*, lisez : *l'une et l'autre.*

— 48, — 13, *observations mal fondées*, lisez : *observations fondées.*

— 49, — 23, *que voir Napoléon*, lisez : *que de voir Napoléon.*

— 52, — 5, *cette médiation acceptée*, lisez : *cette médiation était acceptée.*

— 67, — 18, *l'affranchissaient de toute*, lisez : *l'affranchissaient donc de toute.*

— 69, — 19, *point sentir*, lisez : *point dangereusement sentir.*

— 104, — 13, *7 octobre*, lisez : *17 octobre ;* — ligne 18, *le 10*, lisez : *le 20.*

ge 100, ligne 26, *disposées*, lisez : *dispersées*.
» 127, — 22, *du 14 mars*, lisez : *du 24 mars*.
» 130, — 15, *si elles repousseront*, lisez : *qu'elles repousseraient*.
» 150, — 20, *le vieux roi qui était*, lisez : *le vieux roi était*.
» 151, — 25, *et qui ne*, lisez : *et qui probablement ne*.
» 200, — 15, *puissant adversaire*, lisez : *puissant auxiliaire*.
» 222, — 27, *le remit*, lisez : *le rendit*.
» 223, — 3, *Almeda*, lisez : *Almeida*.
» 238, — 7, *elle répond*, lisez : *elle répondit*.
» 259, — 17, *résistance*, lisez : *défense*.
» 281, — 12, *enlevé*, lisez : *ravi*.
» 306, — 10, *chacun de vous m'y retrouvera*, lisez : *là chacun de vous me retrouvera*.
» 359, — 16, *d'équité*, lisez : *de l'égalité*.
» 385, — 2, *porte*, lisez : *poste*.
» 395, — 24, lisez : *d'aller pour s'embarquer gagner*.
» 429, — 8, effacez *mais* ; — lignes 17 et 18, *remplacé par ce jeune militaire le 24 mai 1808*, lisez ; *remplacé le 24 mai 1808 par ce jeune militaire*.
» 437, — 24, restituer, après ces mots : *fut remis*, la phrase suivante ; *ainsi que Junot, car le bon maréchal Mortier ne voulut pas prendre part à cette*

spoliation ; — et à la suite de la note qui finit, page 438 : *ce vol dont Mme d'Abrantès cherche à disculper son époux, s'élevait à la valeur de 129,411 piastres, qui, à 5 fr. 5 sous la piastre, faisait la somme de 675,419 fr. 1 sou.*

Page 441, ligne 12, *toutes les places espagnoles*, lisez : *toutes les places en Catalogne.*

— 444, — 15, *M. Freire*, lisez : *M. Frere.*

— 448, — 14, *Frere d'Andrada*, lisez : *Freire d'Andrada.*

— 452, — 22, *M. Freire*, lisez, *M. Frere.*

NOTA BENE. Partout où se trouve le nom des Castanos, il doit s'écrire Castaños, et se prononce, grace à ce signe, CASTAGNOS.

VOL. XI.

— 8, — 18, *Ramanonasque*, lisez : *Rouminiasque.*

— 9, — 15, *Gourjova*, lisez : *Giourjova.*

— 16, — 1, *tout du*, lisez : *tous au.*

— 38, — 18, *opérations*, lisez : *importations.*

— 58, — 22 et 23, *agresseur*, lisez : *agressive.*

— 67, — 23, effacez *pourtant elle.*

— 140, — 7, *sur l'ennemi interne*, lisez : sur *celle de l'ennemi intérieur.*

— 151, note, *le 20 mars*, lisez : *le 20 mai.*

— 156, ligne 3, *haine politique*, lisez : *haine publique.*

Page 184, ligne 27, *Cottan*, lisez: *Cotton.*
— 188, — 19, *flanç si*, lisez: *flanc rendu si.*
— 191, — 24, *Almeida*, lisez: *Almeda.*
— 192, — 24, *harassement*, lisez: *harcellement.*
— 201, note, *nomma*, lisez: *nomme.*
— 223, ligne, 20, *éteindre*, lisez: *étendre.*
— 262, — 25, *devait*, lisez: *devaient.*
— 265, — 2, *dans les*, lisez: *dans deux.*
— 274, — 26, *l'on pourrait*, lisez: *l'on ne pourrait.*
— 291, — 16, *Tornopal*, lisez: *Tarnopol.*
— 295, — 31, effacez *Valachie.*
— 313, — 15, *s'apaiser*, lisez: *s'épuiser.*
— 329, — 26, *diplomatique de*, lisez: *digne de.*
— 357, — 1re, 27, lisez: 17.
— 377, — 18, *pas à plus*, lisez: *guère à plus.*
— 378, — 5, *pour se*, lisez: *pour la.*
— 379, — 1re, du récit, *ainsi*, lisez: *ici.*
— 394, — 13, *défendre*, lisez: *rendre.*
— 409, — 23, *Fanck*, lisez: *Fauck.*
— 423, — 9, effacez le premier *ainsi.*
— 468, — 9, *Ochsmiana*, lisez: *Oclimianné.*
— 496, au lieu de 212, lisez: 112; — de 206,200,000, 206,000,000; — de 739,060,000, 738,880,000.

Vol. XII.

— 93, — 13, *prodigieux de l'homme qui*, lisez: *de l'homme prodigieux qui.*
— 163, — 24, *Tarentino*, lisez: *Taroutino.*

Page 267, ligne 11, *l'avait préparé*, lisez: *l'avait agrandi.*

— 289, — 20 et 21, *n'attiédissant*, lisez: *attiédissent.*

— 294, — 17 et 18, *et les conseillers d'état Savari voulaient*, lisez: *les conseillers d'état et Savari voulaient.*

— 314, — 15, *de ne l'eut point*, lisez: *de ne l'avoir point.*

— 339, 1re note, effacez *exalmenées.*

— 343, avant-dernière ligne, *Alsouwief*, lisez, *Alsouflof.*

— 368 et 369, dernière ligne de l'un et première ligne de l'autre, effacez-en *militaient.*

— 367, ligne 11, substituez une virgule au point placé après *rien*, et effacez *de ceux-ci.*

— 370, — 4, *avaient*, lisez: *eussent.*

— 371, — 2, *d'envisager le prompt succès*, lisez: *d'envisager comme prompt le succès.*

— 372, — 9, *de haute*, lisez: *en haut.*

— 401, — 23 et 24, *et couronner ainsi son inaltérable fidélité si consolante*, lisez: *et sut absoudre sa longue servilité, en la couronnant de cette fidélité inaltérable si consolante.*

— 433. — 7, *de la réprimer*, lisez: *de les réprimer.*

— 435, — 1, *au mépris du vœu unanime*, lisez: *ou de céder aux vœux unanimes.*

— 458, — 22, *ses pertes*, lisez: *ses vues.*

Page 462, ligne 23, *le comte*, lisez : *le prince*.
— 463, — 9, *le comte*, lisez : *le prince* ; — ligne 19, *ainsi que quelque*, lisez : *ainsi que ceux de quelques* ; — ligne 21, *le comte*, lisez : *le prince*.
— 472, — 12, *avait traitée*, lisez : *avait trait*.
— 482, — 10, effacez *a*.
— 483, — 11, *protection promise*, lisez : *protection à lui promise*.
— 497, — 19 et 20, *ce qui l'éclairait à cet égard*, lisez : *ce qui l'éclairait sur sa situation politique*.
— 500, — 25, *auxquel*, lisez : *auxquels* ; — ligne 25, *ils*, lisez : *elles*.
— 501, — 8, restituer cette phrase oubliée après ce mot de Washington, *dévastations qui furent évaluées à trente millions de dollars* (160,000,000 *de francs*).
— 520, — 3, *échange utile du duché*, lisez : *échange utile, celui du duché*.
— 526, — 9, *la*, lisez : *sa*.
— 531, — 9, *Wellesles*, lisez : *Wellington*.
— 549, — 6, *démoralisé*, lisez : *démocratisé*.
— 551, — 16, *naissaient*, lisez : *renaissaient*.
— 552, — 20, *différens*, lisez : *bien différens*.
— 563, — 4, après *sa population*, restituez cette phrase omise : *à l'Autriche devenue plus compacte, moins vulnérable, avec une population accrue d'un sixième*.

TABLE GÉNÉRALE

THODIQUE ET ANALYTIQUE.

A

MBY (le général), son combinaison, dans la jour- 28 septembre, dans la ollande, VII, 306, — com- les troupes à Gibraltar, alte, Rhodes, vient re- re Alexandrie et jette l'an- rant Aboukir, VIII, 149, lait débarquer les troupes, st blessé à mort, 153.

le chevalier), tout-puis- a cour de Naples, malgré ement de ministres, après de Duphot à Rome, con- s distinctions, etc., V, soupe avec la reine à Na- vec lady Hamilton, VI, lemande la remise des îles nes à l'ambassadeur fran- aples., 408, — se rend au général à San Germano, près la bataille d'Aboukir, vec la reine, le projet de uerre à la France, 433.

résident des États-Unis, à Paris un ministre, qui reçu, VI, 4, — cherche procher de la France, en nt trois négociateurs, 10, unt qui leur est demandé, leur arrivée, 13.

DN (vicomte de Sidmouth), à Pitt, VIII, 107, — écrit arte, qui se plaint des taires anglais, 186, — veut les liens prêts à se rompre France et l'Angleterre, ffirme en plein parlement ais le gouvernement n'a es instructions contraires des gens, 341.

ALBERT DE SAXE-TESCHEN (le duc), appelé par l'empereur au commandement général de l'armée d'empire proprement dite, II, 485.

ALBINI (baron d'), subdélégué de l'électeur de Mayence, ouvre par un discours le congrès de Rastadt, V, 76, — remet aux plénipotentiaires français son rapport sur la retraite des troupes autrichiennes derrière le Lech, 79.

ALBUQUERQUE (le duc d'), enfermé dans Cadix, XI, 139, — détails sur cette ville, 144, — sa réponse à Soult, qui somme la ville de se rendre, 165, — ses égards pour les prisonniers français, *ibid.*

ALCUDIA (le duc), depuis prince de la Paix : favori de la reine d'Espagne, veut procurer la paix à l'Espagne ; ses motifs, III. 165, — contribue à la paix de l'Espagne avec la France, et reçoit le titre de prince de la Paix, 209, — entièrement dévoué à la France, III, 403, — renouvelle le pacte de famille et signe un traité d'alliance offensive et défensive avec la France, 406, — réflexions sur ce traité, *ibid.*

ALEXANDRE Ier, empereur de Russie, consent à ce que son père soit privé de la liberté et veut qu'on lui conserve la vie, VIII, 85, — s'arrache les cheveux en apprenant la mort de son père, 87, — détails envoyés à Berlin sur cet assassinat, 88, etc., — s'occupe, sans bruit, des intérêts de la Russie, 216, — est mal connu

à Paris, 217, — son caractere, 218, — s'intéresse aux Bourbons exilés, 275, — se charge seul d'alléger leurs souffrances, 276, — voulait sincèrement la paix, 278, — réclame contre l'occupation du Hanovre, etc., 279, — indigné du meurtre du duc d'Enghien, 332, — demande que l'état de choses si alarmant pour l'Europe cesse enfin, 353, — sa lettre au roi de Prusse pour l'engager dans la coalition contre la France, etc., 439, — promet des troupes à la Prusse, si les Français passent le Weser, *ibid.*, — signe avec l'Angleterre un traité pour rendre la *paix*, *l'indépendance*, etc., à l'Europe, 441, — conséquences de ce traité, 443, etc., — essaie encore de ramener Napoléon à la paix, 448, — envoie M. de Novosiltzoff, 449, — résiste à toutes les observations du roi de Prusse, et veut débarquer à Stralsund, 472, — va trouver le roi de Prusse à Berlin, 480, — signe avec lui une convention, 482, — visite le tombeau de Frédéric, *ibid.*, — se porte en avant à la bataille d'Austerlitz, 508, — accède à l'armistice conclu entre Napoléon et l'empereur, après la perte de la bataille, 510, — désirait la paix, fait discuter en son conseil cette grande question, IX, 199, etc., — sonde les intentions du cabinet des Tuileries, 203, — assure de son amitié l'Autriche et la Prusse, 204, — refuse de signer le traité consenti par d'Oubril, sa note aux ministres étrangers à ce sujet, *ibid.*, — promet un corps de 70,000 hommes au roi de Prusse, mais ce renfort ne peut arriver que tardivement, 283, — regarde la déclaration de Napoléon, faite à Charlottenbourg, comme un appel à la guerre, 341, — ne désire pas la guerre (1807), mais voulait rester fidèle à ses alliances, 374, — son manifeste impérial, 375, — se hâte de conclure la paix, enthousiasme qu'elle fait naître, 376, — espèce de terreur dont il est frappé, quelle en était la cause, 424, — annonce à ses sujets la paix signée à Tilsitt, 435, — accède au système continental, X, 9, — s'aperçoit que le traité de Tilsitt n'a pas donné la paix, 14, — avait perdu confiance dans les cabinets étrangers, 16, — sa position embarrassante après le siége de Copenhague par les Anglais, 44, — cependant ne veut pas se brouiller avec la France, et traite avec une faveur apparente Savary, 45, — se plaint du secret gardé par l'Angleterre sur son projet contre Copenhague, 46, — a le projet de s'emparer de la Valachie, etc., 57, — affligé de ce que Louis XVIII quitte Mittau, 64, — se rend à Erfurt, se flatte de la conquête de l'empire ottoman, 242, — et veut y faire consentir Napoléon, *ibid.*, — accède aux stipulations d'Espagne, 244, — répond à Napoléon qui lui demande sa sœur en mariage, qu'il doit consulter l'impératrice, etc., 245, — écrit au roi d'Angleterre, d'accord avec Napoléon, pour l'engager à la paix, *ibid.*, — peu satisfait de son entrevue, 250, — reconduit le roi de Prusse, de Saint-Pétersbourg jusqu'à la frontière de ses états, 269, — s'empare de la Finlande suédoise, 277, — ses conquêtes lors de sa paix avec la Suède, 289, — son ambition, 290, — obtient du roi de Prusse une promesse de neutralité, et cherche à gagner du temps, 299, — négocie en secret après la bataille d'Essling, avec la Prusse et l'Autriche, 321, — ses conditions, 323, — ne considère la cause espagnole qu'avec dégoût, XI, 31, commence à ne plus s'abuser sur les intentions de Napoléon, 61, — a des soupçons sur sa loyauté, 109, — réponse qu'il reçoit de France, à trois grandes questions politiques, 109, etc., — frappe les marchandises françaises par un tarif, 115, — moyens conservateurs qu'il adopte, 268, — lettre de l'agent prussien sur la Russie (en 1811), 269, — connaît le danger de sa position, 276, — s'op-

pose à ce que l'on confisque dans ses ports des bâtimens anglais, 277, — incertain relativement à la Pologne, 291, — projets que lui envoie le comte Oginski, 292, — le fait examiner par Armfelt, 294, — fait rédiger une constitution, *ibid.*, — ses succès en Turquie raniment ses espérances, 300, — lettre que lui écrit le commandant Ruffo, sur le cabinet autrichien, 301, — se flatte d'éviter la guerre avec la France, 330, — lettre de l'agent prussien sur la Russie, en 1812, 345, etc., — mécontent de Kutusoff, lui donne Tchitchagoff pour successeur, 366, — se rassure sur sa nombreuse armée, 369, — renouvelle à Moreau la proposition de commander ses armées, 370, — sa belle réponse au comte de Narbonne, 375, — apprend le passage du Niémen par les Français, et demeure calme, 377, — comprend sa position critique, 380, — répond par une proclamation à celle de Bonaparte, 385, — tente inutilement des moyens pacifiques, et se prépare à une guerre à mort, 389, — sa nouvelle proclamation, 390, — se rend à Moscou, 401, — sa description, 402, — enthousiasme qu'il communique à la population, 404, — confère avec Bernadotte à Abo, 408, — concessions réciproques, 409, apprend, à Pétersbourg, la perte de la bataille de la Moskowa, *ibid.*, — récompense Kutusoff, etc., après la bataille de la Moskowa, 413, — sa proclamation prophétique en annonçant la prise de Moscou, 433, — sa nouvelle proclamation, son humanité, 448, — arrive comme un ange de paix à Wilna, 457, — puis à Kalich, XII, 31, — ne croit pas à la restauration des Bourbons, 90, — ses griefs contre Louis XVIII, 91, — sa répugnance pour ce prince, 93, — se réunit à Trachemberg (6 juillet 1813) avec ses alliés; plan qui est arrêté, 185, — veut être le chef suprême des troupes alliées, 221, — pamphlet qu'il fait répandre après la bataille de Leipsick, 261, — invite, en entrant en France, ses soldats *à oublier les actions barbares de leurs ennemis*, 287, — donne ordre de renouer les négociations et de signer la paix à tout prix, 380, — assume une sorte de dictature, 383, — ordonne de marcher rapidement sur Paris, *ibid.*, — occupe les appartemens de Talleyrand, 388, — est maître du sort de la France, 392, — questions mises en délibération devant lui; le roi de Prusse, etc., le 31 mars, 393, — déclare ne vouloir plus traiter avec Napoléon, etc., 394, — sa déclaration en faveur de Louis XVIII, 391, — sa popularité à Paris, 409, — avait, dès le congrès de Châtillon, voulu donner une constitution à la Pologne, 448, — accueille les Polonais, 449, — après avoir été l'idole des Parisiens et des Anglais, retourne à Saint-Pétersbourg; se refuse à tous les titres et à tous les honneurs, 451, — s'occupe surtout de la religion, *ibid.*, — se rend au congrès de Vienne, 452, — cède quelques parties de la Pologne, 466, — prend le titre de roi de Pologne, 517, — revient à Paris, à Londres et à Cracovie; sa modestie et sa modération, 540.

ALI-EFFENDI, ambassadeur turc à Paris; instructions qu'il reçoit de sa cour, relatives à l'expédition d'Égypte, VI, 275, — demande une réponse officielle au ministère français, 370.

ALMANDRE, vente de l'important mémoire politique et militaire qui lui fut présenté en 1811, XIII, 203, etc., — attribué à divers, *ibid.*

ALOPEUS, ministre de Russie, au quartier-général du roi de Prusse, I, 440, — fait tout à coup ouvertement ses dispositions pour quitter Berlin, III, 241, — reste dans cette ville, 242, — remplacé, en janvier 1796, par M. de Kalitcheff, 276, — offre sa médiation entre la France et l'Angleterre, X, 29, — complimente le duc de Sudermanie, régent, après l'abdication de Gustave, 289.

ALQUIER, ambassadeur français a

Madrid, VIII, 129, — annonce au pape l'occupation de Bénévent, etc., 356, — sa note à ce sujet, *ibid.*, — annonce l'arrivée à Rome d'une colonne française, 363, — ambassadeur en Suisse, mande à Napoléon que le commerce continue avec l'Angleterre, et demande qu'il cesse, ou que la guerre est inévitable, XI, 132.

ALVENSLEBEN (le comte d'), adjoint par le roi de Prusse à Hertzberg, 103, — reçoit une lettre du roi de Prusse, qui venait de battre en Pologne Kosciusko, II, 549.

ALVINZY, feld-maréchal autrichien, se joint à l'armée anglo-hanovrienne, II, 366, — après le départ du duc d'York, pour l'Angleterre, commande les troupes autrichiennes, et ne veut rien entreprendre que dans l'intérêt de l'armée impériale, III, 102, — commande les corps qui s'avancent dans le Frioul, etc., IV, 42, — conseillé par le général Weirotter, 43, — porte son quartier-général à Conégliano, 46, — veut se réunir à Davidowich, *ibid.*, — force le passage de la Brenta, prend position à Bassano, 62, — se réunit à Provera pour attaquer les Français, *ibid.*, — déloge les Français de Montebello, 63, — appuie solidement sa gauche aux marais d'Arcole, *ibid.*, — perd deux jours à délibérer, 64, — reste immobile devant Véronne, 67, — fidèle aux instructions de Thugut; redoute les opérations hasardeuses, *ibid.*, — ses irrésolutions augmentées par les communications inidieuses de Bonaparte, 69, — ne peut croire que l'armée française se jette dans les marais d'Arcole, 70, — fait enfin occuper les positions d'Arcole environnées de canaux, *ibid.*, — se dirige sur Vicence, au lieu de gagner Véronne où il est attendu, 71, — attaqué pour la troisième fois par Bonaparte, éprouve une grande perte, et après un simulacre de bataille rompt la ligne et se retire, 74, — prend le parti de se retirer derrière la Brenta; mécontente l'armée, 75, — sa lettre du 13 décembre 1796 à Bonaparte, où il demande un sauf-conduit pour le baron de Vincent, 128, — manœuvre pour dégager Mantoue, 150, — situation de son armée à la fin de décembre 1796, 152, — instruit de la position critique de Wurmser, veut opérer sur le haut Adige, 166, — attaque l'extrême gauche des Français, 167, — accorde une suspension d'armes d'une demi-heure, 161, — perd la bataille et se retire sur la Corona, 161, — battu, se sauve presque seul à travers les rochers, 162. — reçoit de nouvelles faveurs malgré ses échecs à Rivoli, etc., 168.

AMAN (le chevalier), chargé d'affaires d'Espagne, médiateur dans la capitulation de l'île de Malte, VI, 73.

ANDRÉ (d'), membre de l'agence d'Augsbourg, vient opérer un mouvement royaliste au 18 fructidor, IV, 521, porteur de subsides anglais qu'il ménage trop, *ibid.*

ANDRÉOSSI (le général), jette un pont sur l'Adige, près de Calidro, IV, 67, — ambassadeur en Angleterre, exige l'exécution du traité d'Amiens, VIII, 195, — ambassadeur à Vienne, IX, 277, demande des explications sur le mouvement des troupes, *ibid.*, est chargé de négocier auprès de François II l'échange de la Galicie contre la Silésie prussienne, 350, échoue, ainsi que dans sa demande qu'il lui fait d'armes pour la Turquie, *ibid.*, se permet à Vienne les propos les plus menaçans, 445, — quitte cette ville (février 1809), X, 304.

ANGOULÊME (le duc d'), proclamé à Bordeaux l'oubli des erreurs, etc., XII, 372, — y excite un enthousiasme populaire, 373, était à Bordeaux avec madame la duchesse lors du retour de Napoléon au 20 mars, XII, 478, — réunit des troupes dans le midi, sa courte et malheureuse campagne, 482, — apaise les troubles dans le midi, après la seconde rentrée du roi à Paris, 536.

A (comte d'), chef du minis-
espagnol, peu porté à faire
acrifices pour la branche
des Bourbons, I, 390, --
dans ses terres en Aragon,
omme d'état qu'il y eût en
ne, XI, 42.
D'ACEVEDO (le chevalier),
it, pour le Portugal, la paix
France, à prix d'argent, V,
— ratifie ce traité, commet
es imprudences dans l'em-
u trésor qu'il avait reçu de
r, est mis au Temple, 128,
lui fait des propositions de
es à Paris; est chassé après
payé six millions au direc-
VI, 43.
T (le baron d'), conseil de
re-Adolphe, VIII, 398, --
t, comme son roi, le rétа-
nement des Bourbons, 434, --
sse les Français à Auclau,
nuite est refoulé sur Stral-
IX, 409,—sa fidelité tentée
emanzoff, X, 276, -- est
ement calomnié et exilé,
confident d'un projet de
de la Russie contre la Fran-
284,—son dévouement pour
son des Bourbons, 285, --
de la valeur française, *ibid.*,
rient chef d'une diploma-
ide, *ibid.*, aimait la liberté
la monarchie légitime, 286,
retient en Pologne une cor-
dance qu'il soumet à Ale-
e, 287, -- lettre d'un Fran-
origine au service de Polo-
ibid., -- il visite les magasins
ade Russe; les trouve mal
visionnés, 308, -- mémoire
présente à l'empereur sur
ition, 457, -- plaide la cause
pe et des Polonais, *ibid.*
II, démocrate irréligieux,
é à Rome auprès de J. Bo-
te par son frère, V, 204, --
é à l'amiral Brueys pour
annoncer les triomphes de
e, VI, 85.
(comte d'), depuis Charles
de France, fixe sur ses dé-
es en faveur de son frère
tion de l'Europe, I, 104, —
idence à Venise, 103, — at-
tend à Vicence une entrevue avec
Léopold et la reine de Naples, sa
sœur, 109, — voit le comte de Dur-
fort et s'afflige profondément des
détails qu'il en reçoit sur le sort
de Louis XVI et de la reine, 109,
-- apprend à Mantoue, de la bouche
même de Léopold, ses bonnes in-
tentions et celles de plusieurs puis-
sances en faveur de Louis XVI,
110, — soumet à l'empereur d'Au-
triche le plan tracé par Calonne,
ibid., — n'était pas d'avis que
le roi s'évadât, 114, -- rejoint le
comte de Provence à Bruxelles,
131, -- Louis-Venceslas de Saxe
lui prodigue ses soins et lui ou-
vre le château de Schönbursatut,
ibid., —arrive à Dresde, 136,—est
admis aux conférences de Pilnitz,
137, — il est accompagné de M.
de Calonne, du marquis de Bouil-
lé, etc., 141, — sollicite vivement
les souverains, au nom de Mon-
sieur et au sien, de s'occuper du
sort de son frère, de la noblesse,
du clergé et de la monarchie, 141,
-- atténue, autant que les conve-
nances le permettent, les objec-
tions de Léopold, 142, — fait in-
sérer une phrase fort importante
dans le projet de déclaration, 143,
-- reçoit l'expédition en forme
de la déclaration des souverains,
143, — réflexions sur cette pièce,
145, — écrit ouvertement le 10
septembre à Louis XVI, pour
l'engager à refuser sa sanction,
152, — reste sourd aux instances
pacifiques de Louis XVI, 166, --
est mis en accusation, 206, — sa
proclamation à Verdun, 22 mars
1814, XII, 355, — est accueilli
froidement à Nancy, 356, — en-
trée à Paris, le 12 avril, 413, —
charme les Parisiens, *ibid.*, — re-
çoit le titre de lieutenant-général
du royaume, *ibid.*, — abandonne
des forteresses aux alliés, etc., par
le conseil de Talleyrand, 415, —
autres cessions auxquelles il con-
sent, *ibid.*, -- au retour de Napo-
léon, part pour Lyon, 473.
ASTORGA (le comte), préside la jun-
te centrale d'Aranjuez, fait prêter
serment à ses membres pour Ferdi-

nand, etc., X, 253. — organise des *guérillas*, *ibid.*, — proclamation à la nation espagnole, 254.

AUBERT-DUBAYET (le général), successivement commandant en chef de l'armée des côtes de Cherbourg et ministre de la guerre; défendu au comité de salut public par Merlin de Thionville, sur sa conduite pendant le siége de Mayence, II, 325, nommé ambassadeur à Constantinople, part en novembre, 1796, VI, 250, — ses prétentions pour le cérémonial, 251, — note envoyée à Berlin sur cet ambassadeur et sur la politique française, 252, etc., — espère amener le grand-seigneur à s'allier avec le Directoire, 255, — le rassure par une note sur les desseins qu'il suppose à la France de rendre la liberté aux Grecs, 258, etc., meurt à Constantinople, 17 décembre, 1798, *ibid.*

AUBIER (d'), gentilhomme ordinaire de Louis XVI, retiré en Prusse, demande à M. de Malesherbes les moyens d'arriver à Paris, pour protester, au péril de sa vie, que le roi, près duquel il était resté constamment le 10 août, n'avait pas signé l'ordre de repousser la force par la force, II, 169, — Louis XVI lui défend de s'exposer, 170, — est présenté au roi de Prusse instrument de son dévouement; lettre honorable et pension qu'il reçut de Frédéric, 171.

AUCKLAND (lord), envoyé britannique, se félicite d'avoir des conférences avec Dumouriez, II, 180, — note qu'il présente aux états-généraux des provinces unies, le 5 avril 1793, 227, — après la défection de Dumouriez, ne veut plus traiter, et vote pour la guerre, 204.

AUFFENBERG (le général), arrive à Coire avec ses troupes, sa réponse au commandant français à Ragatz sur l'occupation du territoire Grison, VI, 368, — est nommé membre du conseil de guerre, 369.

AUGEREAU (le général), prend position à Lugano, sous les ordres de Bonaparte, etc., III, 306, — Colli à abandonner le camp retranché de Cera, 321, — passe Beaulieu sur l'Adige, mais ne l'empêcher de passer le Mincio et d'effectuer sa retraite, 352, taque mollement Arcole 170, — se laisse enlever quatre postes par Provera, 156, poursuit, l'atteint dans les de Mantoue et force son ar garde à poser les armes, 1 marche sur Trevise, 169, lettre à Bonaparte, en ar à Paris (5 août 1797), 508, tre lettre du 12, 511, — des de l'argent à Bonaparte, 5 toujours prêt à agir militaire 510, — envoie son aide-de à Bonaparte après le 18 dor, 530, — ses fanfaronnade ses jactances, veut balan pouvoir de Bonaparte, 5 nommé général en chef de mées de Rhin-et-Moselle et de bre-et-Meuse réunies, 551, met à la tête du parti guerre avec plus de capacité en devenu le chef redoutable, sa proclamation emphatiq menaçante à l'armée d'Alle *ibid.*, — sa lettre à Bonapar lui annonçant sa nomin 572, — veut révolutionn Brisgau; sa proclamation 145, — sa lettre contre parte écrite à Isar, son particulier à Paris, 147, — ir des projets du Directoire, la de nouveau, 153, — son est ostensible, 154, — envoyé pignan, 157, — sa lettre au fourre, *ibid.*, sa lettre impé à la ville de Francfort, IX, entre dans la ville de Gi qui capitule, X, 158, — ce qu'avaient déployé les ha de cette place, 410, — ca après la retraite de Moskou 154, — instruit Berthier des vemens qui ont lieu à Berlin 12, — mande que le roi pour rien dans la défection général York, 13.

AUMONT (le duc d'), alors d Pierre, commande à Stral

le *régiment du roi de France*, IX, 410, fidèle défenseur des Bourbons, *ibid.*

AUTICHAMP (d'), reçoit l'assurance du duc de Brunswick que la bataille sera livrée a Dumouriez, le 29 aeptembre, I, 511.

AZARA (Joseph-Nicolas d'), ambassadeur d'Espagne à Rome, livre pour ainsi dire le Pape et le saint-siége à Bonaparte, III, 411, —seconde les ennemis du gouvernement papal à Rome, V, 205, — nommé ambassadeur en France, VI, 51.

B

BACHER, attaché à la légation française, correspond avec les agens et les amis de la France en Allemagne; il est autorisé à continuer ses entretiens avec l'émissaire de Prusse Schmerz, III, 84, — écrit à Moellendorff d'envoyer une personne sûre porter les propositions de la cour, 85, — influence le Palatinat et la Bavière, relativement à la paix, 88, — ses fréquentes conférences avec M. de Goltz, 131, — annonce à Buonaparte la révolution suisse, V, 317, — adjoint à M. Delaforest à Ratisbonne; son portrait, VIII, 247, — signe le traité de la confédération du Rhin, IX, 160.

BAGRATION (le prince), emporte le poste de Leno, VII, 247, — chasse les Français d'Hollabraun et se réunit a Kutusoff, VIII, 495, — puis à Barclai, XI, 392, — meurt à la bataille de la Moskowa, en admirant l'intrépidité des Francais, 411.

BALACHOFF (le général), envoyé à Wilna auprès de Napoléon pour lui faire des propositions de paix, XI, 388, —sa réponse à une question insolente de l'empereur, 389, — rétablit l'ordre dans Moskou incendié, 449.

BALLESTEROS (le général), ne veut pas que le commandement des Espagnols soit confié aux Anglais, XI, 179.

BARAGUEY D'HILLIERS, chargé des instructions de Bonaparte, entre à Venise; ses demandes dures et rigoureuses, IV, 329, — sa lettre confidentielle au général en chef, 337, — informe Bonaparte de la révolte de Venise, et attend du secours, 340, — occupe les débouchés du Lido, la place Saint-Marc, etc., 349, — rend compte, dès le soir même, de son entrée à Bonaparte, 350, — installe la municipalité choisie au nom du peuple, *ibid.*, — instruit Bonaparte de l'état misérable des troupes et du peuple en Italie et de la révolte des soldats à Mantoue, V, 255.

BARCLAI (Michel), veut qu'Alexandre oppose des forces considérables à Napoléon, XI, 302, — est mis à la tête de la grande-armée, 365, — ne désespère pas du salut de l'empire, 369, — comprend ce que sa position lui commande, 380, — est contraint de se retirer, 392, — se porte, par une marche rapide, jusqu'au-delà de Smolensk, 393, — abandonne cette ville et se retire en entraînant avec lui les populations, 394, — cède modestement le commandement de l'armée à Kutusoff, 407, — soutient sa retraite après la bataille de la Moskowa, 413, —son calme et ses talens, 410, remplace Tchitchagoff, 85, — marche sur Paris après la bataille de Waterloo, 532.

BARRAS, commissaire de la Convention à Toulon, dévoué à la faction de la Montagne, II, 350, — désespère de conserver la Provence à la république, veut se replier derrière la Durance, n'est pas écouté par le comité de salut public, 417, — nommé membre

du Directoire, fait nommer Bonaparte commandant en second de Paris, III, 234, — animosité qui règne entre lui et Carnot, dispose souvent de la majorité au conseil, IV, 145, — cherche à sauver Venise menacée par Bonaparte, moyennant de fortes sommes d'argent, 520, — demande à grands cris de l'argent à Bonaparte, 479, — poussé par Bonaparte, veut qu'on en vienne à un coup d'état, 485, — après le 18 fructidor, écrit à Bonaparte et lui demande une *paix* honorable, 526, — lui fait l'éloge d'Augereau, 529, — compromis par ses lettres avec l'ex-patricien Quirini, V, 18, — provoque le rappel de Bonaparte à Paris, 60, — copie lui-même les arrêtés, nominations, etc.; fait l'expédition pour en ôter la connaissance au secrétaire-général du Directoire, 467, — donne le conseil salutaire à Bonaparte de partir pour Toulon dans la nuit du 4 mai (1798), 514, — adresse à M. Monroé, qui retournait en Amérique, envoyé des États-Unis, un discours rempli d'expressions choquantes, VI, 5, — doit partager une somme de douze cent mille fr., avec le ministre des relations extérieures, si la France renonce à l'emprunt des États-Unis, 13, — détails de cette négociation scandaleuse, *ibid.*, — texte de sa lettre à Bonaparte saisie par des croiseurs anglais, VII, 346, — abdique le pouvoir directorial au 18 brumaire, 360.

BARRÈRE, rapporteur habituel du comité de salut public; comment il annonce la perte de Mayence, II, 322, — dénonce Custines, 324, — demande que Paris se lève encore une fois pour bloquer l'ennemi devant Saint-Quentin, 352, — fait décréter la levée en masse des Français, 353, — son discours *ibid.*, et suiv., — ses reproches sanglans à Houchard, vaincu à Menin, 371, — démontre à la Convention combien seraient pernicieux les projets de paix proposés, 457, — revient encore sur ce sujet, et demande la continuation de la guerre, 459, — son rapport à la Convention après la bataille de Fleurus, III, 28.

BARTHÉLEMY, nommé à l'ambassade de Suisse, I, 181, — autorisé, après la chute de Robespierre, à pressentir indirectement les dispositions des puissances, III, 77, — instructions qu'il reçoit, *ibid.*, — désigné comme ministre plénipotentiaire pour une négociation pacifique, 96, — fait presser le comte de Goltz, envoyé de la Prusse, de se rendre à Paris, pour traiter de la paix, 115, — rend compte au comité de salut public du refus qu'il éprouve, *ibid.*, — son arrivée à Bâle, comme plénipotentiaire pour la paix; échange ses pouvoirs contre ceux du comte de Goltz, 132, — signe le traité de paix avec la Prusse; à quelles conditions? 144, — articles secrets de ce traité, 145 et suiv., — demande au comte de Lerbach que la Prusse s'allie franchement avec la république, 163, — dépêche un courrier à Paris pour demander que les prisonniers faits à Quiberon soient épargnés; il arrive trop tard, 200, — texte de sa réponse négative au comte de Hardenberg demandant une trêve au nom de l'empire, 215 et suiv., — reconnaît la neutralité de l'électorat d'Hanovre, 225, — sa réponse à la triple question faite par Wickham, à Bâle, 287, équivalait à un refus de traiter, 289, — obtient de ses collègues du Directoire que l'on négociera avec l'Angleterre, IV, 440, — veut la paix avec l'Autriche, 447, — empêche, par sa fermeté, la continuation de la guerre, 501, — déporté le 18 fructidor, 523, — fait avorter le projet de révolutionner le Brisgaw, V, 144, — son entrée au Directoire avait prolongé l'agonie pontificale, 170, — avait été envoyé ambassadeur en Suisse, pour rapprocher ce pays de la France, V, 281, — mine le crédit de l'avoyer Steigner à Berne, 285, — fut mais

Suisse par Robespierre, opposé à ce que Bonaparte le Valais, 298, — engage ois à se rendre la France le, 299.
ex-conventionnel, excite rre contre Naples; rédige ère de manifeste, VI, 455, e vivement Championnet er dans Naples, VII, 69,— révolution à Naples, 144, encore le maître, après de Championnet; détails it, 178,— destitué, traduit un conseil de guerre, 186.
AMP (comte de), négocia- plais, vient devant Mayen- oser au roi de Prusse un 'alliance, II, 307, — but e sa mission, 320,— traité cchesini, *ibid.*, — le traité é le 14 juillet 1793.
RNAIS (Alexandre), com l'armée française sur le rès Custines, II, 301,— ise à l'armée du Rhin, les fêtes à sa jeune femme l'impératrice), II, 315, end l'offensive, lorsque e allait capituler, 317, — d'avoir marché trop tard urs de cette ville; paie de ette fatale hésitation, 326.
RNAIS (Joséphine), née r de la Pagerie; les roya- eulent qu'elle engage Bo- à jouer le rôle de Monck, 3, — le 15 décembre 1809, devant les membres de la impériale, vouloir rompre riage, XI, 39,— Elle signe *ibid.*,—reçoit, à cette oc- les ministres étrangers utant de grace que de di- 0.
RNAIS E. (le prince), nom- roi d'Italie, prête serment aparte VII, 422, — son re, 424, — réponse atroce naparte lui fait, quand il de grace pour les habitans pino, 431, — épouse la fille veau roi de Bavière, IX, est adopté par Napoléon, -la couronne d'Italie lui est e si l'empereur n'a pas de descendance masculine, *ibid.*, — ne peut porter remède aux maux de son pays, X, 21, — exécute le décret de Berlin à Civitta-Vecchia, etc., sans l'autorisation du Pape, X, 317,— sa correspondance avec le Saint-Père pour les institutions canoniques, etc., 360, — appelé à Paris, pour le divorce de Napoléon, XI, 33,— plus soumis à son bienfaiteur que tendre pour sa mère, 40, — n'ose pas se plaindre des maux qu'éprouvaient les peuples d'Italie, 41,—prête des armes à ses ennemis, 311,— défend avec héroïsme le passage de Malo-Jéroslavitch contre les troupes de Kutusoff, 444, — opère avec succès sa retraite, XII, 7, — ses propos durs lui aliènent les Italiens, 127,—arrive devant Magdebourg à la bataille de Lutzen, 148,— envoyé en Italie, devait mettre ce pays à couvert d'une invasion autrichienne; se porte sur l'Adige, 235, — perd son influence, surtout après la bataille de Leipsick, 236,— repousse les offres brillantes des alliés, 252,— reste fidèle à Napoléon, 301, — menacé par les Autrichiens et les Napolitains, s'appuie sur Mantoue, 403,— obtient un armistice et fait ses adieux aux troupes françaises, 403, — avantages que lui accorde le congrès de Vienne, 521.
BEAULIEU (le général), aide le prince d'Orange à la bataille de Menin, II, 360,— croit débloquer Charlerol; mais apprend que la ville n'est plus au pouvoir des Impériaux, III, 23,— nommé général en chef d'Italie, III, 271, — plus guerrier que courtisan, 272, —ne trouve pas, après la bataille de Loano, les secours promis par l'Autriche et le Piémont, 304,— est subordonné à Colli, 305,—demande la forteresse de Tortone au roi de Sardaigne qui la refuse, 305,— reçoit l'avis que dix mille Français arrivent à Voltri, 309, — va porter un secours à Gênes, et divise son armée en trois corps, 309, —leur position, *ibid.*,— veut diri-

ger l'aile gauche, 310, — trompé par son rival, il se porte sur Voltri, s'éloignant de Montenotte, *ibid.*, — attaque Cervoni avec tant de promptitude, qu'il le force à évacuer Voltri, 311, — n'est pas à même de réparer les fautes commises à Montenotte, 313, ne peut arriver sur le champ de bataille ; son impatience et son inquiétude, 313, — s'emporte contre d'Argenteau, *ibid.*, — n'est pas vrai qu'il se soit trouvé aux combats de Dego et de Montenotte, 316, — traite courtoisement à son quartier général d'Acqui, *ibid.*, suspend d'Argenteau, 320, — le fait juger à Mantoue, 321, établit à Bosco son quartier-général ; sa position, 323, demande en dépôt Alexandrie, etc., 324, arrive à Nice de la Paille, 329, suspend sa marche en apprenant que le roi de Piémont traite avec les Français, *ibid.*, conçoit le hardi projet de s'emparer d'Alexandrie etc., 330, s'empare seulement de Valence, *ibid.*, se replie sur l'Adda, pour se ménager une retraite et jeter une garnison dans Mantoue, 335, perd la bataille de Lodi, 337, porte son quartier-général derrière le Mincio, 337, jette une garnison de 12,000 hommes dans Mantoue, et se retire vers l'Adige et le Tyrol, 340, annonce à la cour qu'il doit faire la paix, on lui envoie 60,000 hommes, 360, est disgracié, et remplacé par Melas, *ibid.*

BEAUREPAIRE, commandant de Verdun, se tue de désespoir en voyant signer la capitulation de la place, I, 440.

BECQUEY, député à l'assemblée nationale, s'oppose à la guerre contre l'Autriche ; son discours, I, 337 et suiv.

BELLIARD (le général), capitule au Caire le 28 juin 1801, VII, 153.

BELLART, avocat, membre du conseil général de la Seine, fait la proposition du rappel des Bourbons, VII, 396.

BELLEGARDE (le comte), arrive de Vienne auprès de Clairfayt pour modérer son ardeur, III, 200, — quitte le prince Charles à l'armée d'Allemagne, 275, — l'accompagne dans sa campagne du Rhin, et revient à Vienne avec lui, IV, 168, — est chargé d'occuper le pays des Grisons, VI, 367, — arrive à Cuneo le 15 octobre, 368, — est nommé membre du conseil de guerre, 368, est opposé par Souwaroff au général Moreau, 256, — remplace Melas en Italie VII, 413.

BELMONTE PIGNATELLI (le prince), envoyé par la cour de Naples pour demander un armistice à Bonaparte et l'obtient, III, 419, — envoyé une seconde fois pour intervenir en faveur du pape, 486, — ambassadeur de Naples à la cour de Rome, après la mort de Duphot, offre la médiation de la cour vis-à-vis de la France, V, 215, — va trouver Berthier à Florence et l'intercède en faveur du Saint-Père, à Foligno, où il le rencontre. *ibid.*

BENNIGSEN, général russe, homme de tête, chef des assassins de Paul Ier, VIII, 84, — sa réponse féroce aux assassins qui croient l'empereur sauvé, 86, — arrête un mouvement après la dissolution de l'armée prussienne, IX, 377, neuf encore dans le commandement d'une armée, *ibid.*, — commande en chef après la retraite de Kamenskoi, 379, — tient ferme, repousse les Français, mais apprenant la défaite de Bourbon den, il est forcé de se retirer sur le Niemen, 381, reprend les armes, avec des troupes réorganisées, etc., 389, devait faire lever le siége de Dantzick, 390, — envoie Lestocq pour secourir Graudentz, *ibid.*, prend position entre Kœnigsberg et Grunnich-Eylau, ses premiers succès contre Augereau, ne sait pas en profiter, 391, — se retire sous Kœnigsberg, se proclamant victorieux, *ibid.* — examen de sa conduite, 393, cherche à débloquer Dantzick, 415, — succès qu'il obtient à Gustadt, le font éprouver de grandes pertes aux Français, et se décide à livrer la

i Friedland, 417, etc., —
s, et ayant mal choisi le
i perd la bataille, 418, —
ide une suspension d'armes
oléon obtient un armis-
un mois, 420,—chef d'état-
général de Kutusoff, 407,
ue l'on se défende et qu'on
e les Français en avant de
u, 418,— ne parle que de
re, 439.

ORD (le général), forme un
ortugais à Lisbonne, main-
i paix dans cette ville ; est
é maréchal par la junte, X,
atteint Amarante, 449, —
teur sauve l'armée fran-
150.

OTTE (Charles-Jean), né à
e sergent devient colonel,
,— commande une division
taille de Fleurus, 479, —
ue au passage du Rhin,
n Italie ; calme de funestes
ns entre ses troupes et cel-
Bonaparte, *ibid.*,—franche-
républicain, présente des
ux au Directoire, 480, —
oit qu'il fait ombrage à Bo-
e et au Directoire, *ibid.*,—
les rapports entre Cobent-
le vainqueur de l'Italie,
uitter la France et demande
mander dans l'Inde, ou
Portugal, ou sa retraite,
st envoyé à Vienne malgré
use de s'y rendre, accepte
'ambassade, 483,—instruc-
u'il reçoit, 484,—fait sa vi-
Thugut, et proteste de la
té du Directoire, 485,—de-
que l'on envoie un ambas-
à Paris, 486, — obtient la
re audience de l'empereur,
résenté à tous les princes de
le impériale, 488,—sa gran-
onspection dans les affai-
ide à la campagne, *ibid.*,—
senté à l'impératrice ; as-
e qu'il lui donne relative-
la cour de Naples, 489, —
remettre un mémoire con-
ugut, 489, —attaqué dans
rnaux dirigés par Bona-
sur sa conduite précédente
lie et sur son attachement
aux couleurs nationales à Vienne, 492,—annonce qu'il ne verra pas avec plaisir la fête patriotique de la jeunesse viennoise, 493, — échoue dans sa demande et célèbre une fête avec ses amis, en arborant le drapeau tricolore, 494, —sa note à Thugut lorsque le peuple veut faire enlever le drapeau, *ibid.*,—persiste à le conserver, malgré les cris du peuple et les instances du directeur de la police, 496, — le drapeau est arraché par des hommes qui escaladent les fenêtres de l'hôtel, *ibid.*, —seconde note envoyée à Thugut, 497,—demande ses passe-ports si le drapeau n'est pas rétabli, 498, — excès commis dans l'hôtel de l'ambassadeur français, 499,—troisième note au premier ministre, 500, —réponse qu'il reçoit, 501,—envoie un rapport à l'empereur par un de ses aides-de-camp, 502,— réponse qu'il reçoit, 505, — persiste dans son dessein de quitter Vienne, s'il ne reçoit pas de satisfaction, 507,—quitte cette ville le 15 avril 1798, prenant la route de Rastadt, 508,—fut sacrifié, par la jalousie de Bonaparte, 518, — impute tous les torts à Thugut, *ibid.*, — sa lettre confidentielle à J. Bonaparte, son beau-frère et son ami, 519,—veut vivre à Paris en simple citoyen, 521, — lettre qu'il reçoit de Talleyrand, *ibid.*,— est nommé ambassadeur en Hollande, 522,— sa réponse à ce sujet au Directoire, *ibid.*,—nommé ministre de la guerre, VII, 262,—résiste à Bonaparte au 18 brumaire, 359,—conduit l'armée franco-bavaroise à marche forcée sur le Danube, VIII, 473,— compromet la marche de l'armée autrichienne, 474, —arrive avec sa division la veille de la bataille d'Austerlitz, 500,—style brutal de sa correspondance en Vendée, X, 387,— commande les Saxons à Wagram, 389, — est renvoyé en France et perd son commandement, *ibid.*,— publie que son humanité seule est la cause de sa disgrace, *ibid.*, — est envoyé par Fouché à l'île de Wal-

cheren contre les Anglais, 409, ses propos indiscrets, son commandement lui est retiré, 410, part pour l'Allemagne, 411, — est envoyé en Catalogne, *ibid.*, — décoré du titre de Ponte Corvo, XI, 124, — séduit les Suédois par son administration équitable, *ibid.*, est élu prince héréditaire par la diete, à quelles conditions, 125, est adopté par Charles XIII, 126, reçoit à Hambourg les félicitations du roi de Prusse, 127, — arrive à Stockholm, et s'occupe des besoins de l'état, 128, — écrit à Napoléon que le commerce avec l'Angleterre n'est pas toléré en Suede, 131, sa correspondance avec Napoléon, 133, etc., — sa répugnance à combattre la France, 332, — met l'état militaire suédois sur un pied respectable, 333, — ferme ses ports aux Français, après l'invasion de la Poméranie *ibid.*, — demande un rapprochement avec la Russie, *ibid.*, — sa lettre à Alexandre, 335, — son accord secret avec lui, 336, — plaintes que fait son chargé d'affaires à Paris, *ibid.*, — se prépare à tout événement à la guerre, 381, — confere avec Alexandre à Abo, 400, — se plaint de Maret, XII, 46, — invite Napoléon à cesser la guerre, *ibid.*, veut se porter médiateur entre la France et ses ennemis du Nord, 47, précautions qu'il prend avant d'aller en Poméranie se mettre à la tête de ses troupes, 107, il est choqué des conseils de Charles Stewart, son orgueil, 181, — refuse passage au comte d'Artois.. *ibid.*, — sa position singuliere, *ibid.*, triomphe de l'armée de Ney, 229, — écrit à Ney pour qu'il invite l'empereur à accepter les propositions des princes alliés, 233, coopere seulement aux opérations des alliés, 312, s'irrite qu'on lui prescrive la marche qu'il avait à suivre, *ibid.*, veut se rendre maître de Holstein, *ibid.*, — signe un traité de paix avec la Prusse, 314, — déclare à Cologne qu'il n'a combattu que pour la délivrance de l'Allemagne, etc., 426, — correspond avec Jos[...] n'arrive à Bruxelles qu'apr[...] cupation de Paris et retour [...] Suede, *ibid.*, — marche v[...] Norwége, et la soumet à la [...] 448, — ne se réunit pas au[...] verains après le retour de [...] léon, 486, — examen appr[...] des causes de son élévation, [...] 104, etc., — donne à croir[...] avait l'assentiment de Nap[...] 109, sa nomination, espèc[...] camotage, 203.

BERNIER (l'abbé), curé de [...] 16, aide à la pacification [...] Vendée; est nommé évêque [...] léans, VII, 391, — s'entreme[...] l'affaire du concordat, X, [...]

BERNSDORFF (comte de), mi[...] danois, décline la participat[...] son gouvernement à la guer[...] tre la France, I, 303, — phr[...] marquable dans cette pièce, [...] — défend avec franchise [...] les cabinets de Londres et d[...] lin sa neutralité, adoptée p[...] gouvernement, 336, — et [...] la Russie, 340, — contest[...] Anglais le droit de visiter [...] seau, VII, 445, — signe, à [...] dres, un traité pour le Danem[...] VIII, 123.

BERTHIER, poursuit Beaulie[...] 356, donne à Bonaparte [...] exact de l'armée, au 28 ma[...] accompagne Bonaparte [...] rence, 417, charge, à Riv[...] Autrichiens avec toute sa [...] lerie, IV, 161, sa réponse [...] çante au sénat de Venise [...] porte à Paris le tra[...] Campo-Formio, V. 5, — est [...] mé général en chef de l'[...] d'Italie, 7, loue Bon[...] d'avoir fait la paix à Camp[...] mio, 9, reçoit à Milan l[...] de faire marcher des troup[...] Rome; accepte cette exp[...] avec beaucoup de répugn[...] 219, sa lettre à Bonapart[...] de jours auparavant, 220 [...] était opposé à la politique r[...] tionnaire, *ibid*, instru[...] qu'il reçoit du Directoire, [...] part pour Bologne et Ri[...] 231, — refuse de recevoir [...]

on envoyée par la cour de
, 234, — reçoit à la Storza
inistre d'Espagne, les princes
iani et Gabrielli, chefs de la
: civique de Rome, 237, —
possession du château Saint-
sa proclamation menaçante
le pape, 238, — sa lettre à
arte, en arrivant à Rome,
— proclame la république
ne au pied de l'arbre de
rté, 241, — fait garder le
lans son palais par ses sol-
mais lui montre beaucoup
ds, 242,—écrit à Bonaparte
changemens arrivés à Ro-
13;— première ordonnance
ice publiée avec son appro-
, 245, — veut que le culte
ique soit conservé et res-
annonce le dessein de main-
le pape dans sa qualité de
à l'église, 247,—voit les trou-
rêtes à se révolter, quitte
en laissant le commande-
à Masséna, 264, — nommé
'état-major de l'armée d'An-
e, 473, — envoyé à Milan
ire signer le traité avec la
e, etc., VI, 178, — reçoit
d'enlever le duc d'Eng-
et le transmet au général
er, VIII, 331,—compromet
de la campagne en Autri-
09) X, 313,—blâme l'expé-
de Russie, 364.

IER (Léopold), amène une
de canon sur la place de
ntinople à Naples, et décide
oire, VII, 171.

ND-MOLEVILLE, minis-
la marine, dénoncé par M.
rbonne, I, 268,— force à la
e, 273, — signalé par les ja-
comme membre du comité
hien à Paris, 401.

ND (le général), porte à
ric-Guillaume une lettre de
ion, son texte, IX, 395,—son
modéré prouvait les pertes
mpereur avait essuyées, 396,
ive d'Italie pour la bataille
zen, XII, 148, — est envoyé
mpereur pour s'assurer un
ur la Saale, etc., 241,—l'ac-
gne à Sainte-Hélène, 537.

BRUNSWICK (le maréchal), commande 25,000 hommes en Espagne, X, 121,— ouvre à Joseph les portes de Madrid, 184,— cherche en vain à séduire le général Blake, 201,— sa mort à Lutzen, 148.

BRUNNONVILLE (le général), part de Rethel pour se placer sur la Marne, I, 460, — vient rejoindre Dumouriez, près de Montremo, 472, — remplace Kellermann sur la Moselle, II, 86,— ne peut chasser les Autrichiens aux environs de Trèves, il est repoussé, 87,— porte au cabinet de Berlin des paroles favorables à ses vœux; loyal et franc militaire, VII, 389, — son caractère bon et facile épargne bien des insultes à l'Espagne, VIII, 300.

BIRON (de), envoyé comme négociateur confidentiel à Londres, I, 181,— se rend à Metz, pour pénétrer les projets de Bouillé, 409,— confère secrètement avec Lucchesini pour travailler à un rapprochement, 293.

BISCHOFF-WERDER, confident intime de Frédéric-Guillaume, parvient adroitement à une haute fortune et à un crédit immense, I, 69,— dirige la marche des affaires lorsqu'il s'agit de secourir Louis XVI, 98,— pour prix de ce secours, il voulait détacher la France de l'Autriche, et l'unir étroitement à la maison de Brandebourg, *ibid.*,— à ces conditions il fait offrir au roi de France une armée de 80,000 hommes, *ibid.*, — est envoyé à l'empereur Léopold pour décider ce souverain à s'armer décidément en faveur de Louis XVI, 101, — et pour les affaires de Pologne, 102, — vient à Vienne conférer avec le prince de Kaunitz, et signe un traité préliminaire relatif aux affaires de France, 120,—est chargé à Pilnitz de rédiger un projet de déclaration, 142, — la France veut le séduire par des offres avantageuses, 189,— assiste au conseil secret relatif à la guerre contre la France, le 16 février 1792, 252,— part pour Dresde, *ibid.*,— ne trou-

ve pas l'électeur de Saxe dispose à faire cause commune avec la Prusse, 253, — arrive à Vienne, *ibid.*,—veut faire adopter un plan d'attaque, 261, — entretient, à Vienne, où il résidait, une correspondance active avec son souverain, 306, —confère avec le maréchal de Lascy et le prince de Kaunitz, *ibid.*,—est rappelé à Berlin, 311,—prépare François I^er^ à laisser au roi de Prusse la conduite de la guerre, 312, — dit, quand les Français commencent malheureusement la campagne de Belgique: « La comédie ne durera pas longtemps, » 371,—assiste à Vienne, aux conférences relatives aux opérations contre la France, 376, — ses entretiens avec le marquis de Bouillé au sujet de Custines, 379, — est mis à la retraite, lors de la mort du roi Frédéric-Guillaume II, V, 41.

BLUCHER (le général), rassemble les troupes hanovriennes (septembre 1806), IX, 370,—sa belle conduite dans la campagne, 319, — sa biographie, *ibid.*, — capitule à Rantzau, 322, — ne compte plus que sur les populations pour sauver l'Europe; sort à regret de Stralsund, 423,— se soumet à une enquête sur sa conduite militaire, 459,—remporte une victoire complète sur Macdonald, XII, 229,—mouvement hardi, qui force Schwartzemberg à prendre un parti décisif, 239, — après la bataille de Waterloo, passe la Seine et tourne Paris, 532.

BOEHMER, professeur à Goettingue, presse Custines de s'emparer de Worms, II, 46, — devient secrétaire de ce général, *ibid.*,—pénètre dans Mayence pour conférer avec les partisans de la France, 51, — président du club des jacobins à Mayence, 78.

BOISSY D'ANGLAS (député), demande la liberté des journaux, blâme la conduite du Directoire relativement au plénipotentiaire Malmesbury, IV, 38.

BOLIVAR (don Simon), né à Carracas, avait fait deux voyages en Europe, XI, 22, —avait assisté à Paris et à Milan au couronnement de l'empereur, *ibid.*, — ses sentimens républicains, *ibid.*, — libérateur de la Colombie, son portrait, XIII, 146, — envoyé en Angleterre par la province de Venezuela qui s'était déclarée libre

BOMBELLES (1), le marquis assiste à la bataille de Valmy, 475.

BONAPARTE (Napoléon), chef de bataillon, commande en second l'artillerie de siège à Toulon, 421, — propose de tenter un coup de main sur la redoute anglaise, 432,— il s'en empare, et des autres forts, *ibid.*, — entre à Toulon, 433,— nommé commandant en second de Paris, par la protection de Barras; commencement de son étonnante fortune et de sa célébrité, III, 234,— fait prévaloir ses idées et ses plans pour la campagne d'Italie, s'assure la faveur de Barras, reçoit de sa main la veuve Beauharnais; obtient la confiance de Carnot; est nommé, d'un consentement unanime, général en chef de l'armée d'Italie, et suiv., — est laissé maître de ses mouvemens; instructions qu'il reçoit du président du Directoire, 302, — ses premières paroles à ses soldats, 306, — se propose de séparer dans la vallée de la Bormida, les armées sarde et autrichienne, 307, — élève des redoutes à Montenotte, 309, — enveloppe le général d'Argenteau derrière Montenotte, 312, — trahi un moment par la fortune, envoie des renforts à Massena, 318,— trompe le Directoire sur l'affaire de la bataille de Millesimo, 318 et 319, mesures qu'il prend, 320, — veut effrayer la cour de Turin en se dirigeant sur la capitale, 32[illegible], — ne veut accorder la suspension d'armes que si on lui livre Coni, 328, — il entre à Cherasco, — ses paroles hautaines à l'envoyé du roi de Piémont, *ibid.*,—

(1) Depuis ordonné prêtre, évêque et premier aumônier de la duchesse de

les conférences relatives à la suspension d'armes, 331, — obtient tout ce qu'il désire, *ibid*,—comprend les avantages immenses de sa position, 332, — sa lettre au Directoire, 333, — envoie 21 drapeaux au Directoire par Junot et Murat qu'il charge de lui former un parti dans le gouvernement, 336,—comment il s'exprimait dans sa seconde lettre secrète au Directoire sur la trêve, *ibid.* et suiv.,— ses projets sur le Piémont, 337,— sa belle proclamation à ses soldats, 338,— reçoit les félicitations des principaux nobles, et des lettres du duc d'Aoste, pleines de courtoisie, 340, — voit à Tortone M. de Saint-Marsan : comment il s'exprime à son sujet, *ibid.*, — excite l'enthousiasme des soldats par des proclamations enivrantes, et se porte à marches forcées sur Plaisance, 344,—son plan, *ibid.*,—dissimule l'échec reçu à Codogno, 345, — ses lettres confidentielles à Carnot, 346,—gagne la bataille de Lodi; exagération dans son rapport à ce sujet, 347,— son entrée triomphante à Milan, *ibid.*,—forme une junte composée des partisans de la France, 348,—ses séductions auprès de Barras pour conserver le commandement de l'armée qu'on veut lui enlever; sa lettre à Carnot; son opinion sur Kellermann, 349,— regarde comme impolitique la division de l'armée en deux; sa lettre au Directoire à ce sujet, 352,—il réussit dans son projet, *ibid.*,—devient maître absolu en Italie, 353,—fait la guerre aux déprédateurs de toute espèce, 354,— impose aux Lombards une contribution de 20 millions, 355, — « la guerre doit nourrir la guerre, » disait-il, *ibid.*,— marche contre Pavie, qui a levé l'étendard de la révolte, enfonce les portes de la ville à coups de canon, et la livre au pillage, 356, — ses troupes occupent Brescia, Créma, etc., 357,— après une perte assez considérable, passe le Mincio, 359, — occupe Peschiera, 360, — déclare au provéditeur qu'il va marcher sur Venise; ses paroles, 361, — ses menaces furibondes contre Vérone, 362 et suiv., — cette ville lui est livrée, 363, — y fait son entrée, 364, — expose ses plaintes contre la république de Venise aux envoyés de cette république, 365,— demande que les Vénitiens défendent le passage de l'Adige aux Autrichiens, 366, — comment il est jugé par les commissaires vénitiens, 367, — rend compte au Directoire de ses entretiens avec les envoyés de Venise, *ibid.*,— veut que les Français portent la cocarde tricolore à Venise sans être inquiétés, 368, — investit Mantoue et se vante de la prendre, 369,— étouffe l'insurrection des fiefs impériaux dans le Mont-Ferrat; s'empare de Ferrare et de Bologne, 410,—annonce un armistice au roi de Naples, *ibid.*,—sa lettre à ce sujet au Directoire, 411, — obtient du Pape une contribution énorme, 412, — reçoit les félicitations du Directoire à ce sujet, *ibid.*,— électrise par sa présence les habitans de Bologne, 413,— songe à l'expédition de Livourne et passe l'Apennin, 414,— confère à Pistoïe avec Manfredini; portrait qu'il fait de ce ministre du grand-duc de Toscane, 415, — le flatte et lui conde, sous le sceau du secret, l'objet de son expédition sur Livourne, *ibid.*, — occupe ce port et celui d'Ancône, chassant ainsi de toute l'Italie les Anglais, 416, — est accueilli avec distinction à Florence par le grand-duc, 417, — apprend la prise de Milan et retourne en Lombardie, *ibid.*, — se plaint au Directoire de ses commissaires près le grand-duc de Toscane, 418,— gagne Salicetti, 419, — ne se fût pas refusé à enlever le grand-duc, s'il s'était rendu à Vienne, comme héritier du trône impérial, 420,— reçoit du Directoire l'ordre de ne pas trop s'avancer dans le Tyrol, 421,—porte son attention sur Gênes, 422, — sa lettre à ce sujet, *ibid.*,—envoie Murat y porter une note impéra-

tive, *ibid.*, — ses vues hostiles contre Venise, 423, — sa lettre au Directoire relative à cette république, 424, — informations qu'il reçoit sur Venise de Lallemant, ministre de France, 426 et suiv., — placé entre Wurmser et Quosdanovich, s'alarme et veut se retirer derrière l'Adda; Augereau lui rend l'énergie; bat Quosdanovich et défait ensuite complétement Wurmser à Castiglione, 433, — cette bataille dure six jours, *ibid.*, — court de véritables dangers; comment il parle de ces terribles journées à Salicetti, 434, — félicitations qu'il reçoit du Directoire sur la victoire de Castiglione, 438, — sa réponse à l'invitation de se réunir à l'armée d'Allemagne; laisse entrevoir le projet de marcher sur Vienne, 440, — demande quelque repos pour les troupes, 441, — appelle la cour de Naples *perfide et bête*, 442, — n'est pas approuvé dans son projet de se porter sur Trieste et de ruiner ce port; explications du Directoire à ce sujet, *ibid.*, — dirige la plus grande partie de ses forces sur Roveredo; obtient un succès important, et pénètre dans la ville de Trente, 446, — sa position difficile dans le Tyrol; l'explique au Directoire, 447, — persiste à marcher sur Trieste, *ibid.*, — espère renfermer Wurmser entre la Brenta et l'Adige, et surprendre une division autrichienne, 448, — sa marche rapide; prend son quartier-général à Clamone, mourant de faim et de lassitude, 449, — renonce à son projet de pénétrer dans le Tyrol, 451, — est instruit par le Directoire de la retraite de Jourdan, 473, — reçoit une lettre de Carnot sur ce sujet, 474 et suiv., — est regardé par le Directoire comme son appui, 476, — sa réponse; veut rester le maître en Italie, 477, — est détourné de tenter aucun changement politique sur Gênes, 479, — met le marché à la main au Directoire pour la seconde fois, 480, — sa lettre au cardinal Mattei sur la résistance du pape à traiter, 482, — écrit à Cacault de commencer des ouvertures avec le cardinal secrétaire d'état, 484, — envoie Poussielgue à Turin, pour sonder ce cabinet relativement à un traité d'alliance, 485, — réponse qu'il reçoit du Directoire à ce sujet, *ibid.*, — forme le projet de recouvrer la Corse, 488, — donne le commandement provisoire de l'île au général Gentili, *ibid.*, — instructions qu'il lui donne, 489, — veut, malgré le Directoire, fonder des républiques en Italie, *ibid.*, — lève des contributions et songe à mûrir des semences d'insurrection et de démocratie, 490, — surtout dans les états du duc de Modène, 491, — arme plusieurs milliers d'hommes pour augmenter ses troupes; il en rend compte au Directoire, 492, — veut composer un congrès cispadan, *ibid.*, — veut rester le maître et le centre de tout en Italie, ramène la majeure partie de son armée auprès de Mantoue, *ibid.*, — reçoit l'ordre de signifier avec menaces, à l'empereur d'Autriche, qu'il ait à envoyer sur-le-champ un chargé de pouvoirs à Paris, IV, 16, — sa lettre à ce sujet à l'empereur, *ibid.*, — établit son quartier-général à Vérone; il instruit le Directoire de sa position, 46, — porte son quartier-général à Vérone, avec le gros de son armée, 63, — attaque le général Alvinzy à Caldiero, *ibid.*, — échoue dans toutes ses attaques, et rentre dans son camp, 64, — en proie au découragement, 65, — comment il rend compte de sa position au Directoire, *ibid.*, — à la nuit, passe l'Adige, et se forme sur la rive droite; feint une retraite, 67, — dirige toutes ses forces contre Alvinzy, *ibid.*, — sa communication captieuse au général Alvinzy; lui demande, par un agent secret, un armistice tacite, 69, — engage sans danger son armée, près d'Arcole, au milieu des marais de l'Adige, *ibid.*, — voyant ses troupes repoussées, les harangue comme à Lodi, 71,

est précipité de son cheval, *ibid.*, — perd cinq généraux, et renonce à l'attaque d'Arcole, *ibid.* — faux bruits qu'il fait répandre, 72,— attaque de nouveau Alvinzy à Arcole, *ib.*, envoie un faux espion au général autrichien, 73, — attaque pour la troisième fois Alvinzy; ne le poursuit pas dans sa retraite et se dirige sur Vérone, 74 ,— rendant compte des batailles d'Arcole, qu'il appelle un *combat à mort*, annonce prématurément la prise de Mantoue, 77, — lettre qu'il reçoit du Directoire sur la mission de Clarke à Vienne; il en est contrarié, écrit au Directoire qu'un armistice sans Mantoue ne conduirait pas à la paix, 80,— écrit au feld-maréchal Alvinzy pour que Clarke puisse se rendre à sa destination, 81,— la lettre où le général Alvinzy lui demande un sauf-conduit pour le baron de Vincent contrarie ses vues, 128,—engage Clarck à différer la négociation jusqu'après la prise de Mantoue; sa lettre à ce sujet, 128 et suiv.,—persiste dans ses idées, 133,—répond durement à Clarke, 134, — a recours au patronage intéressé de Barras, toujours accessible à la corruption, 146 , — son adresse à circonvenir Thugut au sujet de Mantoue, etc., 151, — surveille à Bologne les mouvemens du Pape, 157,— passe le Pô et arrive à Vérone, *ibid.*, — joignant la ruse à l'audace, envoie un parlementaire à Alvinzy, pour demander seulement une suspension d'armes d'une demi-heure, 161, —attaque à son tour les Autrichiens indécis, *ibid.*,— part dans la nuit pour le blocus de Mantoue, *ibid.*,—exalte les succès de la bataille de Rivoli, 162,—sa dépêche au Directoire, 163,—doit une partie de ses avantages à des communications secrètes avec l'armée ennemie, *ibid.*, de quelle manière le conseil aulique en parle, 164 et suiv.,—prend toutes ses sûretés , 168 , — lettre confidentielle qu'il reçoit du Directoire sur la chute prochaine de Mantoue, et sur des ouvertures probables de paix avec l'Autriche, 170, — s'oppose à ce que Clarke négocie à Turin avec le marquis Ghirardini, 172 et suiv., — ses vues étaient celles d'un homme d'état, 173, — réduit Clarcke au rôle de négociateur sans influence, *ibid.*, — il l'appelle un homme de travail intègre, 174, — assiste incognito aux conférences de Serrurier et de Klénau pour la reddition de Mantoue; se découvre et dicte ses conditions, 175 , — arrivé à Vérone, écrit confidentiellement à Carnot sur les dispositions de l'Autriche, 176,—ne cherche qu'un prétexte pour déclarer la guerre au Pape; il le trouve dans des papiers saisis, 179, — se porte à Bologne; déclare dans sa proclamation que l'armistice est rompu, 180,—écrit confidentiellement au Directoire sur Rome, et en reçoit une réponse, 182, — ses troupes s'emparent d'Imola, *ibid.*,—brise les portes de Faenza; s'empare de Césène, 183,— et d'Ancône, où il fait 1,200 prisonniers; enlève les reliques et les bijoux de N.-D. de Lorette, 184, — s'avance sur Macerata et Foligno, 185,—veut provoquer par l'intermédiaire de Mattei des ouvertures pacifiques, 186, — fermeté de sa réponse au prince Belmonte-Pignatelli qui veut intervenir au nom du roi de Naples en faveur de la cour de Rome, 187, — compte qu'il rend au Directoire, *ibid.*, et suiv.,—reçoit une lettre du Pape et signe la paix à Tolentino, 190,—lettre remarquable qu'il écrit à S. S. , 191,— se sert de Lucchesini, ambassadeur de Prusse, pour accélérer la conclusion de la paix entre la France et l'Autriche, 303 , — annonce au Directoire que le marquis de Gallo lui a remis les préliminaires ratifiés par l'empereur, 305,— règne déjà en Italie, 306, —tient des agens secrets à Venise, 307,—reçoit durement les députés de cette ville; les renvoie sans les entendre, 308,— sa lettre au doge portée par Junot, 309, — ses in-

structions a Lallement, 311, — il établit ses griefs, 312, — confère au général Kilmaine le commandement du Mantouan, ses instructions à ce sujet, 313, — voulait détruire le gouvernement vénitien, 315, — désespère les envoyés de Venise par sa lettre du 30 avril, datée de l'almanova, 318, — sa dépêche confidentielle au Directoire, du 3 mai 1797, 319, — est autorisé par lui à marcher sur Venise, 320, — sa déclaration de guerre avait prévenu cette autorisation, 321, prend possession des provinces de terre ferme, *ibid.*, — fait fabriquer à Milan une proclamation signée Battaglia (partisan d'une révolution democratique), pour exciter le peuple à la révolte contre les Français; son effet désastreux, 324, — fait répondre par Berthier à la première note des envoyés vénitiens, 325, — arrive à Milan, avec la pompe d'un souverain; s'occupe aussitôt à fonder la république lombarde, 327, — refuse de recevoir le ministre vénitien, *ibid.*, — reçoit, quelques jours après, à une lieue de Venise, une nouvelle députation du sénat; accorde un armistice de douze jours; laisse ses instructions au général Baraguey-d'Hilliers, 329, — exige la mise en liberté de tous les détenus politiques, et le désarmement de la ville, 330, — donne l'ordre positif à Baraguey-d'Hilliers d'entrer à Venise, 347, — conclut, le 16 mai, avec les députés du sénat démissionnaire deux traités secret et patent; conditions de ces traités, 351, — mesures que lui prescrit le Directoire, après la prise de Venise, 353, — il révèle au Directoire ses intentions et sa politique, 354, — révolution de Gênes, 355, — sa lettre au directoire au sujet de cette ville, 357, — se décide à faire marcher sur Gênes le général Rusca; sa lettre à Faypoult, 369, — sa note envoyée au doge, 372, approuve le gouvernement provisoire établi à Gênes, 380, — examen de la conduite de Bonaparte à l'égard de Venise et de Gênes, 387 etc., — sa lettre Directoire, relativement au P malade, *ibid.*, — le gouverneu français s'en rapporte à sa sagn 388, — annonce au Directoire q soutient le duc de Parme et le de Sardaigne, 393, — n'est pas favorable à la cour des Deu Siciles, 395, — son opinion su gouvernement, *ibid.*, — reçoit, le 6 mai, l'autorisation du Di toire, de signer un traité défi avec l'Autriche; contenu des structions à cet égard, 398, — d le 14, au général-major de M feldt, l'un des plénipotentiai pour l'en instruire, 401, — s marquis de Gallo, par l'inter diaire de Lemarrois, 402, — re guemens et directions qu'il re *ibid.* et suiv., — montre de la fiance au marquis de Gallo; cles préparatoires qu'il rédige lui, 409, — comment il rend co au gouvernement des résulta cette conférence, 411, — témo au plénipotentiaire Gallo son contentement des tergiversa de la cour autrichienne, 42 demande avant de passer à que les pouvoirs des négociat autrichiens lui soient comm qués, 426, — envoie un courr Vienne, portant déclaration si les Autrichiens font un pa avant, il entrera sur leur t toire, 427, — renforce son ar etc., *ibid.*, — rend compte de sitations de l'Autriche, 428, — fait le sacrifice de Venise obtenir la paix, 430, — consen rendre à Udine pour traite la paix; se plaint des prépar militaires de l'Autriche, 446 prend ses précautions, 447, — impatience en voyant que rie se conclut, 451, — se prono hautement contre les orateurs parti de Clichy qui avaient bl sa conduite, 459, — offre au Di toire de marcher sur Paris 25,000 hommes; on accepte offre avec plaisir, 461, — ne d pas que l'empereur ne tergiv et ne veuille gagner du temps, — offre de l'argent au Direct

le soutenir ; envoie à Paris
eau pour diriger la révolu-
ontre les clichiens, 478, — ja-
e Hoche, 479, — intercepte
ttre de François II à son frè-
trouve des intentions pacifi-
our la France, 487, — com-
ue au Directoire son projet
onse, *ibid.*, — presse le mar-
Gallo de renouer les négo-
a pacifiques à Vienne, 497, —
pond avec Augereau et La-
aur les dissensions élevées
a du Directoire, 516, — se
uprès d'Udine, *ibid.*, — con-
vec les ministres plénipo-
res; instruit Carnot de ses
ions, 517, — sa lettre au
oire, le 6 septembre, quand
rait la révolution du 18 fruc-
526, — sa dépêche à Talley-
encore plus remarquable,
sa proclamation à l'armée,
le 18 fructidor, 528, — dé-
Clarke auprès du Directoire,
remet au comte de Meer-
on propre *ultimatum*, et en
connaissance à Talleyrand,
sa lettre au Directoire, huit
près, 355, — en éprouve des
ités, 548, — sa lettre à Talley-
u sujet du Piémont, *ibid.*, —
aire et signer la paix par lui-
; sa lettre au Directoire,
demande sa démission, 557,
ve de Passeriano avec une
de dix-huit cavaliers, pour
a première visite au comte
bentzl ; son portrait par
arte, 562, — comment il
compte de la marche des
ences, 567, — son second
t du 1er octobre, 569, —
le la santé chancelante du
se plaint de ce que lui-même
s faible, 570, — lettre qu'il
du Directoire, par l'entre-
le Batot, agent intime de
, 573, — ses explications avec
5, — l'apostrophe dans un
auquel assistaient les pléni-
laires, 576, — ne lui révèle
dernière pensée sur la paix,
— sa lettre à Talleyrand sur
et du Directoire de révolu-
r l'Italie, 579, — charge
Botot d'une lettre pour le gouvernement français, 581, — lettre qu'il reçoit de l'agent de Barras, de retour à Paris, 582, — comment il conclut le traité célèbre d'Udine, 587, — lassé des délais de Cobentzl, il brise en jurant un magnifique cabaret de porcelaine, et s'écrie : « Telle sera dans trois mois votre monarchie autrichienne ! » 589, — trois jours après, le traité définitif de paix est signé à Campo-Formio; clauses secrètes, 592, — Bonaparte, au comble de la joie, envoie le traité définitif au Directoire; comment il le justifie aux yeux de Talleyrand, V, 5, — est nommé chef de l'armée qui doit traverser la Manche, 8, — écrit au ministre des finances au sujet des sommes énormes que la campagne d'Italie avait procurées à la France, 11, — dispose son départ pour Rastadt, 13, — va jouir de son triomphe à Milan, *ibid.*, — passe en revue des troupes françaises ; annonce au Directoire ses projets pour la campagne d'Angleterre et la distribution des troupes, 14, — indique l'amiral Truguet pour être à la tête de la flotte, 15, — sa réponse bien remarquable à Villetard qui demandait l'indépendance de Venise, 16, — fait fermer à Milan les sociétés populaires, 22, — en partant d'Italie pour Rastadt, écrit au Directoire qu'il faut *observer* le Pape et *brider* Naples, 56, — sa route fut une marche triomphale, 57, — arrive au congrès le 25 novembre 1797, 60, — trouve en arrivant l'ordre de se rendre à Paris, *ibid.*, — ne voit que la légation française et le comte de Meerfeldt, 61, — rend visite au comte de Lerbach et au baron d'Albini, 62, — comment il reçoit le comte de Fersen, 63 et suiv., — procède à l'échange des ratifications avec M. de Cobentzl et le général Meerfeldt, 65, — convention militaire secrète, *ibid.*, — refuse l'offre d'une principauté en Allemagne, 67, — lettre singulière qu'il reçut à la même époque, 68, — n'a jamais voulu rétablir les Bourbons, 69, — ses

confidences a M. de Cobentzl, 70,— brûle de recevoir les hommages de la population parisienne, 72,— fête que le Directoire lui donne le 10 décembre; est présenté au Directoire par Talleyrand, 73,—sa réponse au discours des directeurs est mutilée, 74,— leur remet le traité de Campo-Formio, *ibid.*,— veut faire partie du Directoire; mais il n'a pas atteint l'âge prescrit par la constitution, 75, — peu disposé a retourner à Rastadt, 100,— confère avec les principaux banquiers de Paris pour un emprunt destiné à fournir a la guerre contre l'Angleterre, 134,— irrité de ce que Augereau voulait révolutionner le Brisgaw; et envoie plus d'une lettre de son rival à son agent particulier a Paris, 147,—communique au Directoire les plaintes de Cobentzl, 153, — remet à Merlin, directeur, une dénonciation, datée de Strasbourg, contre Augereau, 154,— craignant la puissance du Directoire, dissimule et se tient dans l'ombre, 157, — flotte entre l'expédition d'Angleterre et celle d'Orient, 172,—réponse à son frère Joseph sur la conduite à tenir a Rome; lui recommande la fermeté, 185,—sa lettre à Joseph sur l'entrée du général autrichien Provera dans Rome, 197, — et au cardinal Mattei, 198,—envoie à Rome trois jeunes officiers généraux, démocrates et irréligieux, 204,—après la mort de Duphot, ses insinuations adroites vis-a-vis de Cobentzl et du marquis de Gallo sur l'occupation de Rome, 231,— regarde comme ennemi de la république française le canton de Berne, 298, — voulait révolutionner la Suisse, pour s'assurer des débouchés de l'Allemagne et de l'Italie, 300, — avait réuni les peuples de la Valteline, de Chiavenna et de Bormio a la république cisalpine, 307, — réflexions d'un observateur politique prussien sur le voyage de Bonaparte, de Rastadt à Paris, 309,— le renversement du gouvernement des Gri

sons est son œuvre, 317, secrète qu'il reçoit du gr bun de Bâle, 324, — sa conférences où il s'agit de la Suisse, 326, — sa lettr dentielle au directoire de blique cisalpine, quand toire prend les Vaudois protection, 329, — écri bentzl qu'il est temps de fi *medie de Rastadt*, 431,— à Talleyrand, pour se dég liens de Rastadt, 436,— r pédition d'Orient, 438, puisé, dans les archives d la première idée de son ex en Egypte, 440,—voulait s'emparer de Malte; rép gative qu'il reçoit du min relations extérieures, 44 lettre au Directoire sur l sujet, 443,— correspond Talleyrand, 444 et suiv., Poussielgue, secrétaire d tion française a Gênes, sieurs parens habitaient après avoir conféré avec voie dans cette île, avec mission d'*Inspecteur gé échelles du Levant*, 452, voie une copie à Talleyr struit l'amiral Brueys projet, 455, — va exa côtes de l'Océan, 462, — Paris par la Belgique, 4 opinion sur la descente terre, *ibid.*, — mûrit s résultats présumés de l'ex 465,— demandait 40,000 et la flotte de Brueys, 4 nute de sa main tous le et nominations, etc., *ibid* secrète qu'il reçoit des di 467,— le premier avril, Toulon, 473, — désapp conduite de Bernadotte ne veut pas qu'on fasse a l'Autriche, 509,—est d pouvoirs les plus étendu contremande toutes les relatives à l'expédition etc., *ibid.* — mande a qu'il ira s'aboucher av Rastadt, 511,—exprime toire le désir d'ajourner d'Egypte, 513,— reçoit l'

partir sur-le-champ, *ibid.*,—veut effrayer le Directoire en offrant sa démission, *ibid.*, — se retire violemment irrité : « la poire n'est pas mûre, » dit-il, 514, — part pour Toulon avec sa femme et Bourrienne, le 4 mai 1798, 515,— demande au grand-maître de Malte l'entrée de tous les ports pour la flotte entière, VI, 70, — débarque à la calle Saint-Georges, 71,— envoie Junot pour signer une suspension d'armes, 73, — la ville et les forts de Malte lui sont remis, par suite de la convention du 12 juin 1798, 74,— prend possession des forts et de la ville, 75, — fait son entrée dans la ville; ne visite point le grand-maître, 76,— enlève tous les trésors et ordonne une prise générale, 77,— annonce que l'intention de la Russie était de s'emparer de Malte, 79,—après quelques dispositions, cingle avec sa flotte sur Candie, 80,—apprend devant la côte de Candie qu'une escadre anglaise croise dans la Méditerranée, veut qu'on se porte sur le cap d'Azi, à 25 lieues d'Alexandrie, 81, — s'empare de cette ville, marche, à travers le désert, à la conquête du Caire, 83,— ses aveux relativement à la perte de sa flotte devant Aboukir, 89, — s'établit militairement en Égypte, 92, — pourquoi il renversa facilement la domination des Mamelouks, *ibid.*,—aurait voulu donner à la Cisalpine une constitution différente de celle de la France; avait, à ce sujet, consulté Sieyès et Benjamin Constant, 173, — ses adieux aux italiens en partant pour Rastadt, 174, — fait reconnaître sa nouvelle république par Coblentz ; texte de cette reconnaissance, 175,—après les préliminaires de Léoben avait fait partir des émissaires pour la Macédoine et la Grèce, 257, — croyait que M. de Talleyrand serait nommé ambassadeur à Constantinople, 261, — croit, après la prise de Malte, que l'empire ottoman va crouler, etc., 264, — sa lettre au pacha de Janina, *ibid.*, — après la perte de sa flotte veut tirer parti de l'occupation d'Égypte, 284,—croit que M. de Talleyrand est à Constantinople, *ibid.*, — y envoie M. Beauchamp, consul à Mascate, 285,— moyen qu'il imagine pour le soustraire aux Anglais; lettre qu'il lui remet pour le grand-visir, 287, — son jugement sur la reine de Naples, etc., 405, — sa lettre au général Canclaux, ambassadeur de Naples, 406, — sa lettre à Talleyrand au sujet des demandes de la cour de Naples, 408, — sa duplicité dans cette affaire, 410, — nouvelle lettre à Canclaux, toute opposée aux premières, *ibid.*, — enlève quelques chefs-d'œuvre au grand duc de Toscane, VII, 12,—cherche à maintenir la tranquillité dans le Piémont, 75,—descend en Égypte le 1er juillet 1798; ses succès ; apprend les désastres de la flotte française, 344, — songe à s'établir dans le pays conquis, 345, — engage Ali-Pacha et Djezzar-Pacha à se révolter contre la Porte ottomane, *ibid.*,— ses ruses sont dévoilées par les Anglais, 346, — firman lancé contre lui par le Grand-Seigneur, 347, — apaise la révolte du Caire, 348,— ne reçoit point de nouvelles de France, *ibid.*,—ses projets contre la Syrie, 349,—et sur l'Inde, *ibid.*, — pénètre en Syrie, prend Jaffa, et arrive devant Saint-Jean d'Acre, 250, — forcé d'en lever le siége; sa lettre menteuse au Directoire et au divan du Caire, 351, —bat les Turcs devant Alexandrie et s'empare du fort d'Aboukir, 353, — apprend par les gazettes anglaises les revers de l'armée française en Italie, 354,— prend subitement le parti de rentrer en France; s'embarque en trompant Kléber par un faux rendez-vous, *ibid.*, — trompe la vigilance des stations anglaises, relâche à Ajaccio et débarque à Fréjus ; part aussitôt pour Paris, où il arrive le 16 octobre 1799, 357,—redoute la finesse de Fouché, l'esprit obscur de Sieyès ; Talleyrand se

dévoue à lui, et Moreau est annulé; Bernadotte lui résiste, 358, — nommé commandant des troupes à Paris, il abolit à Saint-Cloud, le 9 novembre 1799 (18 brumaire), le gouvernement directorial, VII, 360, — membre du consulat provisoire, s'empare de la présidence, ordonne et dirige tout, 361,—déporte les jacobins et Jourdan à leur tête, *ibid.*, — rapport d'un agent prussien sur le 18 brumaire, 362 et suiv., — s'empare de toute l'autorité, 369, — attire à lui tous les esprits les plus récalcitrans, 370,— se réjouit de ce que l'Angleterre ne veut pas traiter de la paix, et déblatère contre son gouvernement, 385, — écrit à l'empereur d'Allemagne pour la paix, refus qu'il éprouve, 386, — son autorité s'affermit; il pacifie la Vendée, et fonde la banque, 391, — ne sait s'il doit s'emparer du trône, ou le rendre aux Bourbons, 394,— intimide les généraux révolutionnaires les plus influens, 395, —ne connaît point d'obstacles, et forme l'armée de Dijon, forte d'environ 40,000 mille hommes; passe le Saint-Bernard, menace Mélas à Turin, et pénètre à Milan, 400, —arrive le 13 juin 1800 devant Marengo, 401, — prêt à faire la retraite, attend impatiemment Desaix, nouvellement arrivé d'Egypte, et grace en partie à son courage gagne la bataille de Marengo, 403,—avantages immenses de cette victoire, 405,— repart pour Paris, *ibid.*,—sa joie en recevant deux envoyés autrichiens, 411, — espère que l'Angleterre paiera les refus qu'elle lui a fait essuyer, 412, — cherche à éteindre la gloire de Moreau, 415,—ses inquiétudes; il aime à parler de l'Egypte, 416,— sa haine contre Kléber accrue par la convention d'El-Arich, *ibid.*, — détails sur cette convention, 417, — fait part de son mécontentement à Desaix, 419, — jaloux de Moreau, vainqueur à Hohenlinden, 433, — son portrait par un agent prussien, 434, — juge merveilleusement Paul Ier et cherche à séduire ses affidés, 439, — lui envoie l'épée du grand-maître La Valette, *ibid.*, — ses projets d'union avec Paul Ier contre les Anglais dans l'Inde, 458, — notifie à Luchésini que le roi de Prusse pourra payer cher son refus de s'allier avec la France contre l'Autriche, VIII, 34, — dicte en vainqueur le traité de Lunéville, 35, — ses petites ruses employées pour son ambition personnelle, 42,—marche rapidement au pouvoir suprême, 74, — porte tous ses regards vers la Russie, *ibid.*,— rage de Bonaparte contre l'Angleterre à la mort de Paul Ier, 96,— veut assouvir sa vengeance contre les Anglais sur le Portugal, 117,— leurre l'Espagne d'un accroissement de territoire en Portugal, 130, — rassemble une armée à Bordeaux, 132,—ne s'occupe plus que de descendre en Angleterre, 137, — pense aussi à l'Egypte; mensonges à ce sujet, 142, — se flatte de séduire Toussaint-Louverture, 208,—sa conduite atroce à l'égard de lord Elgin, 221,— on ne peut ajouter foi à ses budgets, 223, —son projet de devenir protecteur de la confédération du Rhin, 242, — ne remplit aucun des engagemens pris avec la Russie, par rapport aux princes d'Allemagne, 277, — cherche à leurrer Alexandre, 278, — refuse tout arrangement pacifique, 280, — s'indigne de la conduite de Woronzoff, 281, — ses boutades et ses mauvais traitemens à l'égard de Markoff, *ibid.*, — demande son rappel, 282, — caractère incompréhensible de Bonaparte, 283, — ses usurpations depuis le traité de Lunéville, 285,—son ambition égare son génie, 291, — domine la Hollande, et veut être maître en Suisse, 294, — accroît la constitution suisse, 296, — persécute la veuve et le fils du prince Louis de Parme, 301,—son ambition dépeinte par l'observateur prussien, 302, etc., — se fait nommer président de la république cisalpine, 307, — convoque la consulte à Lyon,

avait, à son passage à Dresde, écrit à l'empereur François pour qu'il portât son contingent à 60,000 hommes, 441, — s'il eût connu ses intérêts, il eût rendu à la Prusse les provinces enlevées, pour s'en faire un allié, XII, 27, — persiste à n'attribuer ses malheurs en Russie qu'à l'intempérie de la saison, 48, — torture la Suède de toute manière, 49, — sa raideur et sa maladresse avec l'Autriche, 77, — irrite Joachim et sa femme, 78, — reproche qu'il lui adresse, 79, — avait eu raison de laisser 30,000 hommes sur l'Oder, etc., 112, — ses réponses aux discours des corps de l'état, 119, — croit qu'il pourra encore battre ses ennemis, etc., 120, — ordonne une levée de 350,000 hommes, etc., 122, — exproprie les communes pour se procurer de l'argent, 124, — députations qu'il reçoit de Rome, de Milan etc., 126, — écrit au Pape des choses flatteuses et veut traiter avec Doria, 132, — ses propositions inacceptables, *ibid.*, — se rend à Fontainebleau ; parvient à obtenir du Pape une convention qui ruinait le pouvoir pontifical, 133, — traite le Pape avec dureté, 137, — son discours curieux à l'ouverture des chambres, *ibid.*, s'abuse sur les avantages de la guerre des États-Unis contre l'Angleterre, 140, — confère la régence à l'impératrice, 143, — part pour l'armée, le 15 avril, 145, — arrive à Mayence, qu'il fait fortifier, 146, — se rend à Erfurt et réclame le contingent autrichien, 147, — sa lettre au roi de Saxe ; ne marche plus qu'à cheval, *ibid.*, voit avec inquiétude les désordres de son armée, *ibid.*, gagne la bataille de Lutzen, en perdant 15,000 hommes, 149, — propose un armistice, 152, — assujettit ses forces, *ibid.*, ministère Metternich, 153, — s'inquiète pour la première fois du prétendant, 154, — cherche à séduire M. de Rubna, ministre autrichien, 156, — lui déclare à quelles conditions il accéderait à un armistice, 157, demande une entrevue à l'empereur Alexan 158, — son but, 159, — vainqu Bautzen, 161, — débloque Gl 163, — sa position plus bri que sûre, 165, — avait besoin, me ses ennemis, d'un armis 166, — rappelle Caulincourt, traitait de la paix à Waldstadt — diverses propositions qu'il 171, — signe un armistic deux mois, 173, — son activ s'allie au Danemarck, 187, — de Copenhague, 188, — conç un système de temporisation —réduit à devenir solliciteu choqué de ce rôle, 191, — traiter lui-même avec Metter sa violence à son égard, 19 cherche à le ramener à lui, —lui envoie Fouché, 196, — prend la défaite de Vittoria, chicane sur les fermes du co de Prague, 200, — arrive à D ce, où Marie-Louise s'était duc par son ordre, *ibid.*, a gueil, 202, — veut se rattache Russie, 205, — faux jour su quel il considère sa situatio litique, 208, — veut, par org ganiser la ligue de l'Elbe, 2 bat les alliés et les poursuit, 2 ses revers ; en quinze jours 57,000 hommes, 229, ne veu accepter les propositions de 244, — fait prisonnier à W le prince de Meerfeldt ; ses p sitions rejetées après la bata Wachau, 240, — son inaction prouve l'armée, 241, — s'a sur Leipsick, 243, — cherch justifier de la perte de cette 247, — repoussé jusque su Rhin, arrive de sa personne ris (9 novembre 1813), pe perd tous ses alliés, 258, — se secours au conseil d'État, 26 veut rétablir Ferdinand sur l ne d'Espagne, lettre qu'il lui 270, — au lieu de traiter avantage, fait de nouvelles l d'hommes, 280, — ne cesse d blatérer contre les souverain adversaires, 281, — accueil projet de la diète helvétique faveur de la neutralité, 2 avait dû prévoir la défection

); fait des préparatifs militimmenses, 288, — annonce ambres que l'on traite de c, mais dissimule sur beaule points, 289,—sa réponse nateurs, 290,—est irrité du t de la commission du corps tif; vérité de ce rapport, 291, le supprime et invective les res de la commission; 295, fait des ennemis partout, re pour lui la fidélité des ; prend, pour faire rejoinconscrits, des mesures illét barbares, 298, — n'a plus il allié, 314,—a contre lui rmées, 315, — instructions onne à Caulaincourt, 322,— correspondance qui lui est dée, 323,—intrigue au lieu ocier, 329, — consent enfin oyer le pape en Italie, 331, se Blucher de Brienne, *ibid.*, re avec perte sur Troyes; letins mensongers, 332,—sa mensongère à Caulaincourt ffaire de la Rothière, *ibid.*, t s'ensevelir sous les débris trône, 334, — n'écoute ni er, ni Bassano qui versent mes, et veut courir les chanla guerre, 339, — écrase à -Aubert le corps d'Alsout Montmirail, ceux de Sacd'York; atteint à Vaa Blucher, le rejette sur Châforce Schwartzenberg à derun armistice, 344,—enivré succès, il écrit au duc de e; il exagère ses triomphes, 5,—fausseté dans l'exposé nduite, 346,—les nouveaux ges qu'il remporte, 347, — ontre le duc de Feltre, qui once l'arrivée en Suisse du d'Artois, 348, — sa procla- sur les excès commis par upes, 357,—ne voulait pas , 367,—est repoussé à Laon, -cueille ses derniers lauriers a, 377, — ne croit pas que ni puisse se porter sur Paris, es dépêches sont intercep- 9 et 381,—sa conduite mili- explicable, depuis le com- rcis, 390, — apprend, à la cour de France, la capitulation de Paris; se retire à Fontainebleau, 391,—ne se croit pas sans ressources; son orgueil étouffe son génie, 399,—remercie l'armée, dénonce le duc de Raguse, signe une première abdication en faveur de son fils, et une seconde sans réserve, veut s'empoisonner, est abandonné par Berthier, 401, — arrive, après avoir couru risque d'être assassiné, à l'île d'Elbe, 402,—au bout de onze mois, débarque sur les côtes de Provence, 474, — marche vers Paris, aidé par les troupes, 476, — cherche à persuader aux Français qu'il est d'accord avec l'Autriche, 483, — déclare nulle son abdication, etc., 486,—mesures qu'il prend, pamphlets qu'il fait distribuer, 487,—sa réponse à l'adresse du conseil d'État, *ibid.*, affiche le libéralisme, 490,—sa lettre pacifique aux souverains, *ibid.*,— réunit à la France le royaume de Lombardie, 494,—tue le temps en négociations infructueuses, 496,— ses forces militaires, 497, — veut se survivre dans la personne de son fils, 500, — charlatanerie du Champ-de-Mai, *ibid.*, — écrit au pape qu'il n'a aucune vue sur son temporel, 505,—repoussé par les souverains, prépare ses moyens de défense, 525,—ses trois plans de campagne, 526,—ne veut pas employer Murat, *ibid.*, — quitte Paris le 12 juin, tombe soudainement sur les Prussiens rassemblés à Ligny, *ibid.*,— perd la bataille de Waterloo 528, — revient à Paris, et cherche à négocier, 530, — se démet de la couronne en faveur de son fils, 531,—gardé, à la Malmaison, par le général Beker, *ibid.*, — s'embarque, 534, — est obligé de se livrer à la station anglaise, 536, — les puissances le déclarent leur prisonnier, *ibid.*, — il est conduit à Sainte-Hélène par les Anglais, avec quelques-uns de ses fidèles serviteurs, 537, — ses paroles textuelles sur l'assassinat du duc d'Enghien, XIII, 172, — cherche, par tous les moyens possibles, à justifier ce

meurtre, ou à en accuser un autre, 179, — son injustice à l'égard de Marmont, 243.

BONAPARTE (Jérôme), jeune homme ardent, etc., laissé à l'écart par l'empereur, IX, 95,—épouse, malgré un premier mariage, une princesse de Wurtemberg, X, 11, — roi de Westphalie, constitution de ses états, 12,—c'était la caricature de Napoléon, XI, 91, — ruine son pays, *ibid.*,— manœuvre mal et compromet Davoust en Russie; se retire, avec sa garde, en Westphalie, 393,—sa femme lui reste fidèle après la bataille de Waterloo. XII, 529.

BONAPARTE (Joseph), sa lettre à un de ses amis sur les premières victoires de son frère en Piémont, III, 339,—nommé ambassadeur à Rome, prend avec le gouvernement papal une attitude sévère, V, 178,—comment il rend compte à son frère et à Talleyrand de quelques tentatives révolutionnaires à Rome, 179, — intérêt historique qu'offre sa dépêche confidentielle, du 24 septembre, à son frère le général, 182 et suiv.,— fait connaître que le gouvernement français s'oppose à ce qu'un Autrichien (le général Provera) commande les troupes de S. S., 189, — dépêche qu'il reçoit de Talleyrand, sous la date du 10 octobre 1797; prend le haut ton dans ses notes; donne la liste des assassins de Basseville, domiciliés à Rome, 194,— se plaint de l'entrée du général Provera dans Rome; refuse de recevoir le secrétaire d'Etat qui vient s'expliquer sur ce fait, 196,—écrit à son frère, *ibid.*, — paraît touché intérieurement de la situation du Saint-Père, mais ne songe qu'à sa ruine, 202, — feint de détourner les conjurés d'exécuter leur projet, 205,— garde le silence en apprenant le mouvement révolutionnaire, 206, — craint d'être compromis et proteste au secrétaire d'Etat de son dévouement au Saint-Siége, *ibid.*,— comme les troubles continuaient, il sort de son palais suivi de Duphot, pour demander satisfaction aux troupes papales qui se tenaient sur la défensive, 208,— s'enfuit quand Duphot est tué, et, passant par-dessus des murailles, rentre dans son palais par des détours, son rapport ambigu à Talleyrand, 209,—se montre inflexible aux sollicitations que lui fait le cardinal Doria de ne pas quitter Rome, 216,—descend à Florence chez le ministre de France, Cacault, *ibid.*, — égarement dans lequel il était, *ibid.*,— jugement sur la conduite de Joseph, 228,—signe la paix avec l'Angleterre; rapport d'un agent prussien sur cette paix, 176, etc.,— articles de ce traité, 177,—opinions des journaux sur la paix d'Amiens, 180, etc.,— marche sur Naples, IX, 86,—arrive devant Capoue et fait son entrée à Naples, le 15 février (1806), 87, — nommé roi d'Espagne; son portrait, X, 182,—fait son entrée à Madrid, le 14 juillet (1808), 184, —après dix jours de règne, forcé de se replier sur les provinces du nord, 199, — se fixe à Vittoria; demande des secours à son frère, et transige en même temps avec l'Espagne, 200, — y rentre; ses proclamations libérales, 261,— ne peut obtenir l'assentiment des Espagnols de l'Amérique, XI, 18, — rapport d'un témoin oculaire sur ce qui se passa dans ces provinces, 19, — roi nominal des Espagnes, annonce qu'il veut assembler les cortès, 151, — envoie des commissaires dans les provinces pour les pacifier, 153, — poursuit les adhérens de Ferdinand VII, 154, — mouvemens naturellement bons de son cœur, et nécessité pour lui d'employer la rigueur, 169,— représente la défaite de Busaco comme une victoire, 190, — sa position misérable en Espagne, 230, — imite son frère dans ses spoliations, 231, — lui demande de ne point accroître l'irritation du peuple espagnol, 232,—homme excellent, mais aveugle 413, — son bulletin de la bataille de Talavera, 451, — retiré à Morfontaine, où son frère fait

sa conduite, XII, 154, — perdu la bataille de Vittoria, ésors et ses bagages, 198, — é en grâce par nécessité, il est é de défendre Paris, 382, — e Marie-Louise à quitter Pa- 28 mars, 384, — annonce apoléon va venir au secours ville, 386, — autorise la capi- on avec les alliés, 388.

ARTE (Louis), marié à la le l'impératrice Joséphine ; ortrait, IX, 96, — forcé de r en Hollande, *ibid.*, — cher- devenir tout-à-fait Hollan- 100, — défend les intérêts de euple ; obéit à regret et en au décret de Berlin, X, 17, pays est ruiné par un arrêt nseil britannique du 7 jan- 807 ; sa terreur, 18, — s'a- au devant des Anglais à heren, 408, - présente à son les justes plaintes de son e, XI, 40, — veut faire la avec l'Angleterre au nom de nce ; il échoue, 82, — est nom- and-duc de Berg, 87, — il est lé à Paris pour le mariage de ère, *ibid.*, — voit qu'il est pri- er et ne peut s'échapper, 88, — défendre son pays ; ses places sont occupées, *ibid.*, — il re- en Hollande, 89, — se croyant ouvoir, abdique en faveur de ls, et quitte Amsterdam, *ibid.*, use de revenir en France, sa lettre à l'empereur d'Au- pour jouir de ses droits ne roi de Hollande, XII, 211.

ARTE (Lucien) ; son adresse courage au 18 brumaire, 60, — ambassadeur à Madrid, un traité de paix entre l'Es- e et le Portugal et reçoit de les sommes, VIII, 135, — tâ- d'établir des relations avec pte, 146 (voir sa lettre aux s justificatives), — conseille à rère de monter sur le trône, — remarquable par son esprit mœurs, est laissé à l'écart par léon, X, 95, — son frère veut ire roi de Portugal, 133, rive à Malte et s'embarque l'Angleterre, XI, 151.

BONNIER D'ARCO, envoyé par la France au congrès de Rastadt, V, 40, — son entretien diplomatique avec Metternich, VI, 377, — sa réponse à M. de Metternich au sujet d'Ehrenbreistein, l'engage à la paix, 378, — envisage le *conclusum* négatif de la députation impériale comme un signal de guerre, 381. — assassiné aux portes de Rastadt qu'il quittait le 28 avril 1799, VII, 237.

BOUILLÉ (marquis de), commandant de toute la Lorraine, chargé de la direction militaire de l'évasion de Louis XVI, I, 112, — est invité par le roi de Prusse à se rendre à Mayence pour conférer sur la situation de la France, 133, — est mandé par le roi de Prusse à Pilnitz, 135, — y accompagne le comte d'Artois, 141, — confère à Magdebourg avec le duc de Brunswick, sur la guerre contre la France, 372, — indique la Champagne comme la partie la plus faible de la France, *ibid.*, — propose de diviser les émigrés en plusieurs corps, dont un serait sous les ordres des princes français, et le second sous le prince de Condé et son fils, 379, — obtient que les corps émigrés seront placés à l'armée en seconde ligne, comme auxiliaires, *ibid.*, — engage le roi de Prusse à traiter avec un agent secret de Dumouriez, conséquences immenses de ce conseil, 383.

BOUVET (l'amiral), fait entrer quelques vaisseaux dans la rade de Bantry en Irlande ; mais, ne voyant pas arriver la frégate que devait monter le général Hoche, il rentre à Brest, IV, 119.

BRETEUIL (le baron de), ancien ministre de Louis XVI, est chargé par le prince de traiter avec les puissances d'Allemagne pour le bien du peuple et le rétablissement de l'autorité légitime, I, 93, — conseille fortement à Louis XVI de fuir, 112, 114, — brusque, avec M. de Mercy, l'évasion du monarque, 115, — son influence baisse à l'avénement de François Ier au trône, 267, — s'ep-

pose au nom de Louis XVI, à ce que les princes ses frères obtiennent la direction politique des affaires; il avait inspiré au roi et à Marie-Antoinette de la défiance contre eux, 377, — se dit chargé par Louis XVI de s'opposer à ce que Monsieur exerce la régence, 453, — s'y oppose de nouveau au quartier-général, 456, — cherche à assurer le salut des prisonniers du Temple, XIII, 85.

BRIDPORT (l'amiral), reste vainqueur et maître de la mer à Quiberon, III, 207.

BRISSOT député, chef du parti guerroyant, déclare qu'aucune puissance ne peut penser sérieusement à attaquer la France, I, 178,—attise le feu qui couvait depuis long-temps, 203, — déblatère fortement contre l'Autriche à l'assemblée, et demande la rupture du traité qui lie la France à l'Empire, 221, —applaudi, 222,—s'empare de la direction de la guerre, 268,—dénonce le ministre de Lessart, le 10 mars 1792, 269, — est applaudi avec transport, et le décret d'accusation est adopté, 273, —explique le système politique de la convention, dans sa lettre du 28 novembre, à Dumouriez, II, 159, —ramène Lebrun à son avis, *ibid.*, —annonce, le 1er février, à la convention, que la guerre avec l'Angleterre affranchira l'Irlande, 170, — sur sa proposition la guerre est déclarée, *ibid.*

BRISTOL (lord), ami de Pitt; homme d'état fort habile, agent secret de l'Angleterre, cherche à séduire la comtesse de Lichtenau, V, 39, — arrête par ordre de Bonaparte, reste dix-huit mois prisonnier à Milan, *ibid.*

BROGLIE (le maréchal de), reçoit une lettre de l'impératrice de Russie, dans laquelle elle manifeste son intérêt pour la cause des royalistes français, I, 164, — commande l'infanterie de l'armée prussienne et la brigade irlandaise, 434, —demande avec instance, au nom des princes français, qu'on livre bataille à Dumouriez, après l'affaire de Valmy, 511, — lettre que Catherine lui écrit au sujet des émigrés, XIII, 32, — préside le conseil des princes français, 36.

BROVAL, attaché au duc de Chartres, se rend à Séville pour faire des partisans à ce prince; son caractère, X, 232, — était appuyé par Canning, *ibid.*,—aurait réussi sans l'opposition de Wellington, 233, — négocie de nouveau en 1809, 468.

BRUEYS (le contre-amiral), instruit des projets de Bonaparte sur Malte, V, 455,—paraît devant Malte, pour en reconnaître les côtes; reçoit des secours du grand-maître, etc., 461, — prétend que l'embossage des vaisseaux à Aboukir est de nécessité, VI, 84,—le 2 août, instruit de l'approche des forces anglaises, ordonne les préparatifs du combat et convoque un conseil, 86,—sa confiance le perd, *ibid.*,—périt glorieusement frappé d'un boulet, 87,—le vaisseau amiral saute; il ne reste de la flotte que deux vaisseaux et deux frégates, *ibid.*

BRUNE (le général), ardent révolutionnaire qui se distingua à la bataille d'Arcole, nommé général en chef de l'armée d'Helvétie, V, 353, — devait se présenter comme *pacificateur* et endormir les Bernois jusqu'à l'arrivée des troupes du Rhin, *ibid.*,—imite Bonaparte en négociant avant de combattre, 354, — il se concerte avec lui pour son plan d'opérations, 355, — lettres qu'il lui adresse, 356, — envoie à Berne son secrétaire pour protester de ses dispositions conciliatrices, 367, — ses négociations hypocrites, 363, — accorde un armistice de quinze jours; son but, *ibid.*, — presse ses préparatifs d'attaque, 368, — fait part de sa position et de l'armistice à Bonaparte, *ibid.*, — notifie aux députés Bernois l'*ultimatum* du directoire, 375,—sa proclamation, 378, — retient les députés de Berne, accorde une prolongation de trêve

de trente heures, son but perfide, 383,—fait entrer des troupes dans Fribourg, 386, — reçoit une députation de la régence provisoire de Berne, 390, — opère sa jonction avec Schaumbourg, auprès de Berne, entre dans cette ville, 395, — établit son quartier-général à Berne, 406, — sa lettre à Bonaparte, 406, — adresse un rapport au Directoire, 407, — harangue le peuple, 408,—s'empare du trésor, des caisses publiques, etc., 409,— état des sommes données au Directoire, 411, — divise la Suisse en trois républiques distinctes, 413, — fâché de n'être pas le législateur de la Suisse; il écrit deux fois au Directoire; ses lettres, 416, — voulait comme Bonaparte être législateur et conquérant, 417, — ses vues raisonnables au sujet des petits cantons démocratiques, *ibid.*, — présume trop de l'équité de son gouvernement, 418, — est rappelé et nommé commandant de l'armée d'Italie; sa proclamation aux Suisses, 419, — assure aux cantons démocratiques leur indépendance, VI, 182,—s'oppose à ce que les insurgés piémontais soient fusillés, VII, 83, — exige, avant la signature du traité avec le Piémont, la remise de la citadelle de Turin, 88,—sa proclamation à Milan, 91,—sa mauvaise humeur perce dans sa réponse au chevalier Borghèse, ministre Sarde, 92,—ses demandes exagérées, 94, —rappelé sans disgrace apparente, 104, — est vainqueur à Bergen, 304, — ne peut tenir au village de Kamp et se retire à trois lieues de Harlem, 306, — ses inconséquences et ses mauvaises manières avec le divan, IX, 360, — échoue dans le dessein qu'il avait de faire donner à Napoléon le titre d'*imperator*, 361, — quitte la Turquie en décembre 1804, *ibid.*, —remplace Mortier en Poméranie; sa conversation avec Gustave-Adolphe, 411.

BRUNSWICK (le duc de), n'opine en faveur de la paix avec la France, que pour ne pas se montrer trop avide du commandement de l'armée, I, 192,—le cabinet constitutionnel essaie de le gagner, 193, — M. de Custine lui offre le titre de généralissime des armées françaises et d'immenses avantages; il les refuse, 195, — veut ramener le bien-être dans son pays; nomme le baron de Hardenberg, grand-prévôt et son conseiller privé, 301, — l'envoie porter au roi de Prusse, le testament de Frédéric II, 303, — reçoit le commandement des forces prussiennes et autrichiennes destinées à combattre la France, 342, — caractère de ce prince, 343, et suiv., — son portrait par Mirabeau (qui l'avait connu), 347,— adresse à Bischofswerder un mémoire sur la guerre prochaine, avec une lettre; texte de cette lettre, 352 et suiv.,—ce mémoire était vague et sans énergie, 355,—croit, après les échecs essuyés par la France à Mons et à Tournay, que leur expédition ne sera qu'une promenade militaire, 371,—se prononce pour une guerre systématique et lente, 373, — décide que la plus grande partie des troupes sera portée sur la frontière de Champagne, 374,—refuse de donner aux émigrés une destination active, 379, — cantonné à Hocheim, près de Coblentz, 398, — déclare, dès sa première entrevue avec les princes, qu'il vient pour rétablir Louis XVI, *ibid.*,—titres flatteurs qu'on lui donne, *ibid.*, — assiste, à Mayence, à l'entrevue du roi de Prusse et de l'empereur, 420, — désapprouve le manifeste rédigé par monsieur de Limon, au nom des puissances coalisées; demande à y faire quelques changements, en confère avec les ministres de Vienne et de Berlin, 428,—en efface plusieurs passages trop durs, *ibid.*, — est-ce après sa signature seulement que la phrase portant menace, en cas d'attentat contre le roi de France, d'une subversion militaire de Paris, aurait été inspirée? 429, — a-t-il déchiré ce manifeste? *ibid.*,—sa déclaration

porte le rédacteur du *Moniteur* à déclarer que les *Amis de la Constitution* n'ont jamais eu le projet de l'appeler au trône constitutionnel de France, 430, — le duc de Brunswick l'appela toujours le *déplorable* manifeste, *ibid.*, — ne se presse pas de lever le camp de Montfort, près Luxembourg, 433, — paraît fâché des malheurs de la famille royale, *ibid.*, franchit, le 18 juillet avec toute l'armée, les frontières de France, *ibid.*, — investit Longwy, le 20 août, 441, reste impassible malgré ses premiers succès, 442, ne montre aucune volonté déterminée, 443, jugé en cette circonstance par Dumouriez (dans ses mémoires), 443 et suiv., — perd six jours, 445, prend ses quartiers à Grand-Pré, sur la rive droite de la Meuse, 446, — fait appel aux autorités locales pour qu'elles reprennent les rênes de l'administration, 447, — persiste à transformer sa guerre d'invasion en guerre méthodique, 448, — ses raisons en faveur de ce système, 449, — prend ses quartiers à *Regret*, 453, donne à son adversaire le temps de s'établir dans les positions de l'Argonne, 453, ne peut se décider dans le choix de son véritable point d'attaque, 460, ne croit pouvoir forcer la position des Hollets, *ibid.*, — veut aller par un circuit menacer Dumouriez à Grandpré, *ibid.*, espère gagner le général français, 461, lui envoie un émissaire, *ibid.*, veut écarter le roi de l'armée, 462, campe successivement à Montlan con et à Landres, 463, — persiste à tenir l'armée immobile dans son camp, 465, demande une entrevue à Dumouriez et ne l'obtient pas, 465, croit que Dumouriez va battre en retraite, 467, fait une grande faute en ne s'emparant pas de Valmy, etc., 470, suit toujours la négociation secrète, 471, veut envelopper Dumouriez et le séparer de ses renforts et de ses magasins, 472, au lieu d'engager l'action, manœuvre pour s'emparer des hauteurs de la Lune, 477, — modère l'élan des troupes prussiennes, examine la position des Français et déclare qu'on ne se battra point, 479, fait rentrer les troupes dans leur position, *ibid.*, — fait de nouveau arrêter les colonnes et cesser le feu, 480, — obtient du roi que le secrétaire du roi Lombard s'abouche avec Dumouriez, 486, — veut traiter avec Dumouriez, 490, — s'oppose fortement au projet des princes qui voulaient marcher sur Châlons; ses motifs, 493 et suiv., — décidé aux plus grands sacrifices pour assurer sa retraite et sauver Louis XVI, 503, — n'a aucunement nullement pour faire comprendre les émigrés dans le cartel d'échange; explications qu'il donne, 504, — ne veut pas qu'on livre bataille; ses raisons, 510 — envoie à Dumouriez un nouveau manifeste en faveur de Louis XVI et de sa monarchie, 514, — conjure le roi de Prusse d'abandonner son projet de pénétrer en France et de livrer bataille, 519, — se retire jusqu'à la Meuse, à condition de n'être pas inquiété, 11, 2, — son discours en voyant la fierté des généraux français, 7, — sa réponse au général Galbaud sur l'établissement de la république en France, *ibid.*, — demande une suspension d'hostilités de vingt-quatre heures, 8, — fait couper les ponts sur la Meuse, 10, — sa retraite; occupe une forte position à Rouvroi, 14, — vient camper derrière Longwy où les Français sont rentrés, *ibid.*,

fait proposer une entrevue à Kellermann, près Luxembourg, pour traiter de la paix, 16, échange avec Kellermann quelques phrases plaisantes et demande qu'on envoie des plénipotentiaires, 17, son caractère incertain, surtout en présence des opinions armées, 33, le souvenir de cette triste campagne empoisonne sa vie, *ibid.*, ses affections pour l'Angleterre et ses projets d'établissement pour sa fille l'ont puissamment déterminé, 34, — aucun

sordide ne l'a guidé, 35, — é à la nouvelle de la prise ayence, fait partir son ar- ie en poste pour ses états, père lentement pour la re- de Francfort, 88, — ordonne ue de cette ville et en ré- inutieusement les détails, ait son entrée dans la ville, arrête à Francfort, avec le de Saxe-Cobourg, un plan rations militaires, 906, — ac- à la défense des Provinces-, 209, perd un temps pré- , 210, — s'approche enfin de ace, 258, redoute une ba- générale, 315, en proie à ndes perplexités, est rassuré nouvelle de la reddition de ace, 340,—attaque à Pirma- ar le général Moreau, com- ant de l'armée de la Mo- 376, — mitraille les colon- e l'armée française, 377, — dite pas de ses avantages, —au départ du roi de Prusse, it l'arbitre de la guerre, 381, sé par lord Yarmouth, con- coopérer à une attaque gé- , etc., 387,—assiste aux ré- inces ordonnées par Wurm- 8,—refuse d'aider Wurmser son projet d'occupation de ourg, 420,—conseille le rou usse sur la conduite qu'il mir depuis que l'Autriche a é son désir de s'emparer de se, 428, — ne reçoit qu'une se évasive, 431, — on lui la direction de la guerre, e point de vue militaire et que, *ibid.*, — commence un ement rétrograde et fait le bombardement de Lan- *ibid.*,—se concentre dans la on redoutable de Kaiserslau- 434,—repousse victorieuse- trois fois le général Hoche, effectue sa retraite, après re de Landau, et ne s'arrête Worms, 440, — impute les urs de la campagne à Wurm- 41,—sa conduite amèrement entée dans les notes en- s à Berlin, 442, — demande ccesseur à Frédéric-Guillau- me; son mémoire sur la cause des revers de la coalition, 442 et suiv., —son but est plutôt de retirer son souverain de la guerre, que de se justifier, 446,—son regret lorsque sa démission est acceptée, est remplacé par le maréchal Mœllen- dorf, 447, — texte de sa lettre au prince Louis de Prusse rendue publique: c'était comme ses adieux à l'armée prussienne; son pro- fond chagrin, 449,—appelé à Ber- lin, lors de la violation du terri- toire prussien (en 1805), VIII, 479, — son irrésolution en apprenant la capitulation de Mack à Ulm, 489,—envoyé auprès d'Alexandre pour combattre les insinuations malveillantes de Napoléon, IX, 281,—échoue dans sa négociation, 282, — nommé généralissime des troupes prussiennes, à 72 ans, ne connaît pas assez la science stra- tégique, 302, — est battu à Auers- tædt; son imprévoyance, 306, — blessé, termine ses jours près d'Al- tona, 307.

BRUNSWICK-OELS (le duc de), fils du duc de Brunswick, avait fait serment de venger son père, X, 391,—sa proclamation à ses com- patriotes, 392,—elle reste sans ef- fet, *ibid.*, — anime les Allemands contre Jérôme Bonaparte, 393,— réunit ses soldats pour marcher contre Napoléon, 394, — occupe Dresde abandonnée de ses alliés, veut lutter seul, 395,—communi- que ses projets à ses compagnons d'armes, *ibid.*,—se porte de Leip zick à Halle et veut surprendre Halberstadt, y réussit et se présente à Brunswick, 397, — proclame qu'il reprend possession de l'héri- tage de ses pères, 398, — avec un petit nombre d'hommes s'élance contre le général Rewbell qui en commandait 6,000, le met en dé- route et s'empare de ses bagages, 399,—arrive à Hanovre, Bremen, etc., s'embarque avec ses trou- pes et arrive à Grimsby où la flotte anglaise le recueille, 400.

BUBNA (le comte de), annonce à Napoléon que la Russie et la Prusse ont accepté la médiation de l'Au-

triche, XII, 189, — remarquable par son aplomb au congrès de Prague, 208.

BURKE (Edmond) prédit que la révolution française trouvera ses premiers succès dans les électorats ecclésiastiques, II, 41, — change de politique, à la vue des excès révolutionnaires en France, 108, — manifeste sa haine violente contre ces excès dès l'année 1790, 109, — ses débats avec Fox, *ibid.*, — publie son ouvrage intitulé : *Réflexions sur la révolution française* ; succès de cet ouvrage ; sa réfutation par Th. Paine, 110, — justifie la guerre contre la France ; désigne avec ironie Brissot et Condorcet, et réfute Fox relativement à la conduite des puissances envers la Pologne, 111, — donne des éloges à la constitution de ce royaume, XIII, 26.

C

CABARRUS (le comte), financier espagnol, nommé ministre d'Espagne à Paris, VI, 44, — n'est pas reçu par le Directoire, à cause de sa qualité de Français, *ibid.*

CACAULT (François), ministre de France à Rome ; ses lettres à Bonaparte, après la bataille de Castiglione, III, 436, — annonce au pape que le roi de Naples s'est désisté de son entreprise sur Rome, 441, — signale un pamphlet tout-à-fait hostile à la France, IV, 177, — réponse qu'il fait à Joseph Bonaparte, qui lui annonce la mort de Duphot, 216.

CAFFARELLI, commandant du génie, dans l'expédition d'Égypte ; mot plaisant à Bonaparte, devant le fort Lavalette, à Malte, VI, 75, — ministre de la guerre à Milan, XI, 310.

CAILLARD (M.), est envoyé par le Directoire, comme ministre plénipotentiaire, à Berlin, III, 243, — détails sur cet ambassadeur, *ibid.*, est accueilli avec distinction ; sa déclaration au roi, *ibid.*, — cherche à enlacer la Prusse dans de nouveaux engagements, 277, — négocie pour la prompte sécularisation des domaines ecclésiastiques d'Allemagne, — contribue à l'établissement d'une nouvelle ligne de neutralité dans le nord de l'Allemagne, 374, — représente à Haugwitz que le Rhin doit former la nouvelle barrière de la France, 387, — sa lettre à ce sujet à Haugwitz, 388, — signe à Berlin deux conventions avantageuses pour la France, 394, — comment il obtient du cabinet prussien une adhésion entière au système politique de la France, IV, 465, — déclaration du roi de Prusse, 467, — envoie son secrétaire de légation à Paris pour annoncer qu'il allait se former une liaison entre la Russie et la Prusse, V, 29, — instructions qu'il reçoit du Directoire pour la cour de Berlin, VI, 116, — quitte le service, VIII, 400.

CALONNE (Monsieur de), ancien ministre de Louis XVI, investi de la confiance du comte d'Artois, I, 108, — le plan qu'il avait tracé pour le salut de Louis XVI est communiqué, par le comte d'Artois, à Léopold, 110, — différait de celui de l'empereur, 111, — s'opposait à la fuite du roi, 114, — accompagne le comte d'Artois à Pilnitz, 141, — est chargé, au nom des princes français, de rédiger une déclaration, 142, — est mis en accusation, 300, — engage monsieur de Limon à rédiger le manifeste des princes, 427, — est opposé à M. de Breteuil, investi de toute la confiance du roi de France, par Mercy d'Argenteau, ambassadeur d'Autriche.

, 38,—sa lettre lors de l'en-
des princes sur le territoire
ais, 55, —examen de cette
, 65.
CÉRÈS (rapporteur du co-
de salut public), déclare à
nvention, le 3 mars 1795,
l'on négocie un traité de
, etc., avec la Prusse, III,
-son discours, 140 et suiv.,—
cussion dure plusieurs jours,
-ministre de la justice, VII,
-nommé consul, le 18 bru-
, 369.
N, conventionnel, chargé
direction des finances, etc.,
ame à la tribune, le 15 décem-
792, le pouvoir révolution-
et les moyens de l'établir;
iscours, II, 137 et suiv.
AUX (le général), premier
ssadeur envoyé par le Di-
ire à Naples, VI, 405, — sa
se à la lettre de Bonaparte,
NG, son discours remarqua-
r les alliances continentales,
97, — demande un ministère
pour lutter contre Bona-
, VII, 190, — remplace lord
, IX, 400, — déclare que l'An-
re accepte la médiation de
iche, 404, — ne veut accep-
médiation de la Russie qu'a-
a connaissance du traité de
t, X, 29, — c'était un per-
ge remarquable, etc., 30, —
ie en secret le duc d'Orléans
ses tentatives sur l'Espagne,
— ses vues, 233, — sa ré-
aux ouvertures de paix fai-
l'Angleterre par Alexandre et
léon à Erfurt, 246, — carac-
l'usurpation de Napoléon,
conduit mal les relations
gères, 405.
D'ISTRIA (le comte), déclare
a neutralité de la Suisse est
en faveur de la France,
284.
RA (le cardinal), sénateur
ologne, partisan ardent des
çais, III, 413.
IAN (vicomte de), agent
particulier de Louis XVI à Ber-
lin, I, 188, — suit incognito le
quartier général du roi de Prusse,
440, — ambassadeur de France
en Russie, renvoyé par les intri-
gues de Rostopchin, VIII, 76.
CARENCY (le prince), fils du duc
de La Vauguyon, vend au minis-
tre de la police le secret des roya-
listes, IV, 522.
CARLETTI (le comte), ministre du
grand duc de Toscane, négocie à
Paris pour la maison d'Autriche,
après la paix de Bâle, à condition
que la France laissera surprendre
la Bavière, III, 176.
CARLOS (don, l'infant), va à la
rencontre de Bonaparte, X, 135,
— ratifie à Bordeaux la cession de
l'Espagne faite par son père, 153.
CARNOT, membre de la Convention,
présente un plan pour la défense
de Dunkerque, II 363, — fond de
ce plan, 364, — il est adjoint au
comité de salut public, *ibid.*, — fait
mettre à la disposition de Jourdan
l'armée des Ardennes pour déli-
vrer Maubeuge, 403, — sur un
avis secret, se concerte avec Jour-
dan pour attaquer de nouveau
Wattignies, 406, — pense que c'est
sur la Sambre qu'il faut frapper
un grand coup; il fait donner or-
dre à Jourdan de se réunir à l'ar-
mée de la Sambre, *ibid.*, — annonce
à la Convention la reprise des
places de Landrecies, le Quesnoy, etc., son discours, III, 73,
— représente à la Convention les
avantages remportés sur la Roër,
comme plus avantageux que la
victoire de Fleurus, 74, — donne le
conseil d'envahir la Hollande lors-
que le froid le permettra; imprudence de ce plan, 120, — fait à
la tribune l'apologie de la révolu-
tion en Hollande, 130, — est élu
directeur, 235, — reproche au co-
mité de salut public la retraite
malheureuse de l'armée de Sam-
bre et Meuse, 243, — sa dépêche
secrète à Bonaparte, après ses
premiers succès en Italie, 344, —
annonce à Bonaparte que Keller-
mann va lui succéder, 349, —

que l'armée sera divisée en deux, 350, — change d'avis et l'annonce à Bonaparte, 352, — comment il s'exprime sur les déprédations des fournisseurs, 353, — animosité qui règne entre lui et Barras ; tend a la paix et à la modération dans l'intérieur, IV, 144, — ne sait pas mesurer l'étendue de l'ambition de Bonaparte, 145, — l'un des chefs du parti pacifique dans le Directoire, 447, — donne aux députés des deux conseils l'assurance que les mesures sont prises pour la tranquillité générale, 484, — empêche par sa fermeté la continuation de la guerre, 501, — comment, à la veille de sa proscription, il appréciait l'état des choses, 513, — sa lettre à Bonaparte, 514, — proscrit le 18 fructidor, 523, — ministre de la guerre après le 18 brumaire, apprend avec plaisir que les commencements de la bataille de Marengo ne sont pas favorables à Bonaparte, VII, 405, — effraie les imaginations faibles par son *mémoire* (1814), XII, 440.

CAROLINE, reine de Naples, fille de Marie-Thérèse ; son intimité avec le ministre Acton, VI, 344, — son accueil à Nelson, vainqueur, 439, — assiste au conseil de guerre tenu à Caserte, 448, — et confère avec Nelson à bord de son vaisseau, 451, — déchire la lettre de l'Empereur, qui blâmait la levée de boucliers prématurée du roi de Naples, VII, 39, — implore l'appui de Paul Ier, et, à sa recommandation, obtient de Bonaparte l'armistice de Foligno, 458, — menacée par les Français, arme les Lazzaroni, IX, 87, — obligée de s'embarquer pour la Sicile, *ibid.*, — n'a jamais favorisé les crimes des Calabrois, X, 414, — perd l'espérance d'être appuyée par l'Autriche, XII, 302, — veut s'échapper de la Sicile, est faite prisonnière et renfermée à Montréal, 303, — se disculpe de l'accusation de connivence avec les Français, *ibid.*, — part pour Constantinople et va à Vienne, 304.

CARRA, membre de la faction jacobine, veut que le titre de roi Français soit donné au d'York, II, 131.

CARRA-SAINT-CYR, secré d'ambassade à Constantino sous Aubert-Dubayet, VI, 2 en mission dans la Valachie,

CASTAÑOS, à la tête d'un cor troupes régulières près la de Séville, reste fidèle à F nand, X, 195.

CASTEL-CICALA (le prince envoyé extraordinaire du r Deux-Siciles, demande aux Généraux de déclarer qu'i des accusateurs, juges, et Louis XVI ne soit reçu da provinces-unies, II, 130, nommé ministre de la ju Naples, (1798), V, 232.

CASTLEREAGH (lord), débu la carrière politique a la du parlement du 29 octobre III, 249, — peu propre à ministration de la guerre 405, — détails sur ce ministr — sa réponse aux ouverture paix faites par Napoléon, X — fidèle aux inspirations d dirige le cabinet dans l'inté puissances alliées, XII, 263 rive a Bâle, le 21 janvier 316, — se réunit à Langre les ministres des puissanc liées, 317, — remarques sur fut arrêté par les ministre etc., — ses demandes sont tées par les puissances 340, — signe la quadru liance à Chaumont, 351, — patents et secrets, *ibid.*, mande le rappel des Bou 354, — déclare, après le ret Napoléon, que son gouvern ne veut pas imposer à la un gouvernement parti 485, — fait décréter des s pour la Russie, etc. 492, — injurieuse relative aux c tions des allies, et pour les d'arts importés en Franc et XIII, 314.

CASTRIES (maréchal de), ch Louis XVI pour être le m

entre les partis opposés de
ration, I, 402,—commande,
mée prussienne, la cavalerie
ne toute composée d'officiers,
- après l'affaire de Valmy,
nde énergiquement, au nom
rinces français, qu'on livre
le, 511. - son jugement sur
raite des armées coalisées,

ART (le lord), commande les
is débarqués en Poméranie,
11,—veut employer ses trou-
ontre l'île de Seeland, 423,
arque devant Copenhague
existance et l'investit, X, 40,
déclaration, *ibid.*, — fait un
indiscret à la population,
résent à la conférence entre
ndre et Bernadotte à Abo,
98.

RINE II, impératrice de Rus-
raque la révolution française
terrible explosion, presen-
n grand caractère et une
puissance, I, 73, - instruite
orrible position de Louis
elle excite Léopold et le roi
sse à intervenir avec toutes
forces pour étouffer les se-
s de la révolution, 97, —sa
que paraît suspecte aux an-
binets, *ibid.*, — suspend les
s de son ambition, 99,—veut
un terme à la guerre d'O-
100,— engage le roi de Suède
pprocher des Pays-Bas pour
Louis XVI dans son éva-
114, — renvoie la dépêche
çant la signature de la consti-
par Louis XVI, et refuse
connaître la légation fran-
166,—son estime pour le roi
ède; sa promesse d'un corps
érable de troupes, 169, —
ne lettre énergique à l'empe-
162, — conclut à Drottin-
une alliance intime, offensi-
défensive avec Gustave, 163,
édite un ministre à Coblentz,
des princes français, 164,
ère complètement au plan
if contre la France, des cours
enne et de Berlin, 383, —
ait ses projets contre la Po-
logne, *ibid.*,—reconnaît *Monsieur*
pour régent de France, 456, -
après la mort de Louis XVI, rompt
le traité de commerce avec la
France, II, 191, —ordonne à tous
les Français de sortir de ses états,
192; — tient à la fois les yeux at-
tachés sur les deux révolutions
de France et de Pologne, *ibid.*, —
favorise le commerce anglais, 197,
—pour accabler la Pologne, laisse
aux Anglais et à l'Autriche le soin
de la guerre à la France, 199,—re-
connaît seule *Monsieur* comme
régent de France, 330, — interdit
le commerce des neutres avec la
France dans les mers du Nord,
333, —veut faire intervenir l'Au-
triche dans les affaires de Pologne,
pour balancer le poids de la
Prusse, 111, 13, — détrône Stanis-
las-Auguste, qu'elle avait fait roi,
136, — son refroidissement avec
Frédéric-Guillaume à l'occasion
du partage définitif de la Po-
logne, 191,—meurt le 17 novem-
bre 1796, IV, 77,—sans avoir signé
le traité de subsides avec lord
Withworth, *ibid.*,—sa mort fut un
événement heureux pour la Prus-
se, 125,—est délivrée d'un ennemi
puissant, par la mort de Potem-
kin, XIII, 20, —ses lettres à M. de
Broglie, en faveur des émigrés,
33.

CAULAINCOURT, ambassadeur à
Saint-Pétersbourg, X, 64, —alar-
me Alexandre par une explication
inopportune sur la Pologne, 237,
—donne avis à Napoléon des dé-
marches de l'Autriche; il est sé-
duit par Alexandre, 301,—cherche
à resserrer les liens entre la France
et la Russie, XI, 351, —demande
une entrevue avec l'empereur
Alexandre, XII, 162,—confère de
la paix à Waldstatt, 170, — veut
traiter particulièrement avec
Alexandre, 171,—se rend enfin au
congrès de Prague, 200,— sa pré-
voyante sagesse à ce congrès
208, — nommé à la place de
Maret, écrit que Napoléon con-
sent aux bases générales, etc.
pour la paix, 278, — instructions
vagues qu'il reçoit pour conclure

une paix avantageuse à Châtillon-sur-Seine, 321, — ses lettres à M. de Metternich, 324,—parle du désir sincère de la paix ; regrette de ne pas traiter directement avec le ministre autrichien, 327, — assiste au congrès de Châtillon ouvert le 4 février, *ibid.*,—sa position critique, 328, — juge les choses plus sainement que son maître, *ibid.*,— sa lettre à Napoléon qui lui avait envoyé des pouvoirs illimités, 336, —représente aux plénipotentiaires que la France ne peut pas être restreinte dans ses limites de 1789, 337,—se plaint à M. de Metternich, et l'engage, dans son propre intérêt, à signer promptement la paix, 338, — veut demander un armistice, 339,—proteste contre la suspension du congrès de Châtillon, 340, — avait très judicieusement considéré ses pleins pouvoirs comme arrachés à Napoléon, 343, —ne peut traiter plus tard, par le même motif, 350,—parle des Bourbons à l'empereur, *ibid.*,—au risque de lui déplaire, lui expose les dangers de la France, etc., 358,— réponse qu'il en reçoit, *ibid.*,—ses demandes aux plénipotentiaires ; discussion à ce sujet, 362, —malgré tous ses soins, les négociations sont rompues, 365, — sa réponse à la demande des ministres, en faveur de Pie VII, *ibid.*, — ses lettres à Metternich ; avait conquis l'estime des plénipotentiaires, 381, —se rend à Bondy près Paris pour négocier avec les alliés ; sa belle réponse, 391, — passe quatre heures avec Alexandre, le 31 mars, paroles remarquables que l'empereur lui adresse, 395, — arrive à Paris pour traiter encore en faveur de Napoléon, 398,—fut vivement affligé de la mort du duc d'Enghien, XIII, 176,—différents ordres qu'il reçut avant cet événement, 177, etc., —ne connut pas les intentions ultérieures de son maître, 178,—l'empereur Alexandre cherche à le disculper, 181 — ce crime est une tache involontaire dans un caractère si élevé, 182.

CEVALLOS (don Pedro), ne peut être séduit par les raisonnem Champagny, reste fidèle à nand VII, X, 144, — éc marquable qu'il publie, reste à Madrid abandonn Joseph, 199,— se rend à L et y est reconnu comme m la junte générale, 255.

CHABOT, conventionnel, trai l'envoyé d'Espagne pour e à prix d'argent, les mem son parti à demander l'a peuple, dans le jugement d XVI, II, 168.

CHAMBONAS (de), ancien m de la guerre envoyé à Berli endormir le roi ; il y parvi gagnant Haugwitz, IV, 304.

CHAMPAGNY, ambassadeur ne, VIII, 410,—son exposé situation de l'empire franç cemb. 1804), 411, — re encore sur les prétentions rées de sa cour contre la IX, 454, — adjoint à Clar traiter de la paix avec l terre, 227, — devenu m gociateur; ses propositions est nommé ministre des étrangères, X, 81,— cherc duire Cevallos, attaché à nand, VII, 144; offre à ce le royaume d'Etrurie, a princesse de France, 145, qu'un prince français ré Espagne, etc, *ibid.*, — sa note à Romanzoff; déclare n'est point par faiblesse France désire la paix à I 247, — ses autres notes, peint la situation de l'Autri avril 1809, 312, — sa lutt matique avec le ministre d de, XI, 129, homme infé Talleyrand ; honnête, m dessous de sa place, 320.

CHAMPIONNET (le général) mande à l'armée d'Italie Joubert, VI, 387, — arriv me, le 18 novembre 1798; clamation, 466,— n'est pa frayé de sa mauvaise posit plaint à Mack de la violati traités, 471, — élude les i tions du Directoire, et

en bon ordre, 473, — pro-
n gouverneur du château
Ange de rentrer vainqueur
rente jours, *ibid.* — faiblesse
n armée ; concentre ses
s à Dieti, VII, 22, — rentre
tome, selon sa promesse, 29,
ivé à San-Germano, n'ac-
qu'une suspension d'armes
rante-huit heures, 45, — sa
on critique ; marche sans
t sans ordre, 47, — passe sans
érir le Garigliano, position
lable pour s'établir à Téa-
, — ordonne à Macdonald de
naître la place de Capoue,
at attendre pour l'attaquer
union de toutes ses forces,
refuse deux fois l'armistice
idé par les Napolitains, 59,
russions entre ce général et
nald, 60, — sa position de-
mbarrassante, — 62, déclare
énipotentiaires napolitains,
as pour la troisième fois,
a passer tout au fil de l'é-
35, — force Mack à capitu-
xte de cet acte stupide, 136,
reçoit les clefs de Capoue,
transfère son quartier-géné-
Caserte, qu'il pille sans pu-
140, — envoie le géné-
moine à Paris, *ibid.*, — sa
mation aux Napolitains, 141,
me des compagnies libres
sées de patriotes napoli-
143, — informé de tout ce
passait à Naples, 144, —
rdre du jour (14 janvier
146, — se dispose à l'attaque
ples, 149, — ne veut pas re-
les députés du peuple na-
n, 160, — s'engage avec les
tes à marcher sur Naples,
menace la ville sur trois
; ses premiers succès, 168,
uellie le chef des Lazzaroni;
ue de l'argent ; ses procla-
ns, leur style, 172, etc., — se
à la cathédrale pour assister
Deum, et force le cardinal-
vêque à faire pour lui le mi-
de la liquéfaction du sang
nt Janvier, 175, — institue
vernement provisoire, 176,
despotisme militaire, 179,
— veut renouveler le rôle de Bonaparte dans la Haute-Italie, 180, — s'aliène un grand nombre de partisans, 183, — ne soupçonne pas la fragilité de son pouvoir, 186, — il est destitué et traduit devant un conseil de guerre, *ibid.*, — sort de prison, est envoyé à l'armée de Joubert, 263, — tâche de se réunir à l'armée de Gênes, 318, — ne sait ni combattre, ni opérer sa retraite, 319.

CHANCEL (le général), commandant à Condé, se met en devoir de soutenir un siége, II, 250.

CHAPPUI (le général), échoue devant les redoutes de Troisville ; est fait prisonnier, II, 525.

CHARLES (le prince), frère de l'empereur, impatient de combattre, approuve le plan du général Clairfayt, et ordonne l'attaque contre les Français, II, 209, — se distingue à la bataille de Nerwinde, 216, — destiné par l'empereur au gouvernement général des Pays-Bas, fait son entrée à Bruxelles, *ibid.*, — part pour Vienne, après l'ordre donné aux Prussiens de se retirer, 500, — reste dans une inaction complète aux affaires de Turcoing, etc., 536, — fait visite au général Clairfayt, III, 273, — le remplace dans le commandement général de l'armée d'Allemagne, 275, — dénonce l'armistice, le 21 mai 1796, 380, — voulait prendre l'offensive, 381, — renonce à envahir le Palatinat, *ibid.*, — il se dirige rapidement sur Mayence, 382, — gagne deux batailles sur les Français, *ibid.*, — veut en vain s'opposer à l'entrée de Jourdan dans la Bavière, 451, — se réunit à Wartensleben, sur les bords de l'Altmuhl, 466, — gagne la bataille d'Erfelsdorf, 467, — s'avance sur Offembourg ; est surnommé le libérateur de l'Allemagne, 468, — atteint Moreau à Emmindlingen et lui livre bataille, gagne celle décisive de Schlingen, 471, — après la bataille de Rivoli, est mandé à Vienne pour sauver la monarchie, IV, 168, — confère avec l'empereur

pour les mesures à prendre si les Français tont des mouvemens offensifs sur le Rhin, VI, 367,—inspecte les positions des troupes, 388,—doit commander la grande armée d'Allemagne, VII, 206, —établit son quartier général à Memmingen, 224,—déposte Jourdan du vallon où coule l'Ostrach, 225, — charge à pied, à la tête de ses grenadiers, 227, — met les Français en déroute, *ibid.*, — ne peut profiter de ses victoires par la faute du conseil aulique, 229, —désavoue, auprès de Masséna, l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt, 238,— sa maladie l'empêche de continuer ses attaques, 281,—apprenant l'arrivée de 40,000 Russes, passe le Rhin et fait évacuer le pays des Grisons, 284,—sa tentative contre Masséna, près de Zurich, 285,—retenu longtemps par de grandes considérations devant le fort de Kehl, 289, —veut se concerter avec Souwaroff, 296,—force le général Muller à se replier sur Ehrenbreistein, 316,— marche vers Manheim et bat les Français à Seinsheim, 317, —ne veut pas se soumettre au conseil aulique; il abandonne le commandement au général Kray, 414, —est obligé de signer l'armistice de Steyer, 432,—n'est point consulté pour la guerre de 1805, VIII, 458,—ne la voulait pas, *ibid.*,— commande seulement en Italie, 459, — compte des partisans en Espagne, X, 234, — ses proclamations, 305, — sa lettre au chef de l'armée française, 313,— est rejeté par Napoléon au-delà du Danube, 314,— s'établit à Ebersdorff, 316, —prend position entre Aspern, etc., près de Vienne, *ibid.*,— forces de son armée, 317, — victorieux sur toute la ligne, le 22 mai, 318,— repugne à une coopération populaire, 325,—ne veut pas s'opposer à ce que les Français passent le Danube; ses motifs, 380, —n'emploie, le 5, qu'une partie de ses forces attendant l'archiduc Jean, 382, — mesures qu'il prend le lendemain, *ibid.*, — abandonne le champ de bataille sans avoi[r] entamé : blâmable dans sa [con]duite militaire, 384,— dem[ande] un armistice et l'obtient ainsi 385,—remet le commandeme[nt au] prince de Lichtenstein, 386.

CHARLES-AUGUSTE d'Augs[bourg], héritier du trône de [...]de, XI, 123, — se fait aim[er du] peuple, *ibid.*, — meurt [...] chute; on croit qu'il est e[mpoi]sonné, *ibid.*

CHARLES-EMMANUEL IV, su[ccède] à son père Victor-Amédée III, 480,—proteste de son at[tache]ment à la république fran[çaise], 487, —jugement porté s[ur ce] prince par Delacroix, VII[...] —ne s'abuse pas sur sa posi[tion], 77,—sa résignation, *ibid.*, — une amnistie à ses sujets rév[oltés], 80,—ses troupes défont les ré[voltés] auprès d'Arona, 81,—fait ma[rcher] de nouvelles troupes pou[r] prendre Carrosio; se justifie [de la] violation du territoire ligu[rien], 84,—est forcé à la retraite, se remet à la merci de la F[rance], 87,—signe un nouveau trai[té]; abandonne la citadelle de T[urin], 88,—sa proclamation pour [une am]nistie, 89,— sa déclaration [sur les] troubles de Turin, 96,—ve[ut dé]voiler les machinations se[crètes] des révolutionnaires, 99, — [n'es]père que dans la Providen[ce di]vine, 104,— sa proclamation [...] cipée sur le dol et les impo[stures] du gouvernement français, etc.,—il est forcé de la suppr[imer], 118,—acte de son abdication, etc., — quitte la ville aux [flam]beaux (11 décembre 1798), [...] enfin à Cagliari, et proteste [con]tre les violences du gouverne[ment] français, 127,—ne veut pas [...] Nice à Bonaparte, VIII, 2[...] abdique en faveur de son [frère] Victor-Emmanuel, 289.

CHARLES IV, roi d'Espagne, c[harge] M. d'Urtubize de declarer à [Louis] XVI ses sentiments sur son a[ccep]tation de la constitution I, 1[...] traitait le Prince de la paix [com]me un ami nécessaire, VI, [...]

ste à regret sa démission de
ier ministre et le remercie
rvices qu'il en a reçus, 59,
i caractère bizarre, etc., X,
- abandonne les affaires à la
, 87,—prie, dans une lettre
octobre 1807, Napoléon de
r de ses conseils, 119, — fait
er le prince des Asturies et
ses papiers, *ibid.*,—demande
oléon, pour son fils, une prin-
de France, 120,—consent à
sion des provinces entre l'E-
et les Pyrénées, 124, — dé-
au peuple, en émeute, qu'il
ittera pas Madrid; que Godoï
nvoyé, etc., 130, — abdique,
ars 1808), 131, — arrive à
nne le 30 avril, 147, — or-
e à son fils de lui rendre sa
nne, *ibid.*, — demande con-
Napoléon, 148,—écrit à son
u'il a mérité l'échafaud, etc.,
— signe un traité avec l'em-
r; abandonne l'Espagne, etc.,
- en présence de l'empereur
ce son fils de la mort, s'il n'ab-
, 152, — annonce aux Espa-
qu'il abdique en faveur de
llustre ami, 153.

RES (duc de), aujourd'hui
-Philippe, se distingue à l'ar-
de Dumouriez par sa valeur
moralité. II, 212,—assiste à
evue de Mack avec Dumou-
218,— se prononce avec indi-
on contre le meurtre du duc
ghien, VIII, 332, — demande
rvir en Espagne, arrive à
altar, mais ne peut débar-
, X, 231,—sages conseils qu'il
e à la cour de Sicile, XI,
— apprécie les conséquences
tour de Napoléon, XII, 478,
n ne lui confie le commande-
t d'aucune armée, *ibid.*, — est
yé dans le Nord pour y com-
der, 480, — se rend en An-
rre, *ibid.*,—fait imprimer une
ogie de sa conduite, 536.

ELER (le marquis de), re-
se le général Serrurier, VII,
—croit un moment à la perte
a bataille de la Trébia, 259,—
nde les Tyroliens, X, 335, —
ordre du jour de Napoléon con-
tre ce général, *ibid.*, etc.

CHATAM (lord), commande l'ar-
mée de débarquement dans l'île
de Walcheren, X, 408,—manque
le but principal de son expédi-
tion, la prise d'Anvers, *ibid.*, —
assiége Flessingue, 409.

CHATEAUBRIAND (vicomte de)
donne sa démission de ministre
près la république du Valais, à
la mort du duc d'Enghien, VIII,
339,—son pamphlet brillant, inti-
tulé : *de Bonaparte et des Bour-
bons*, XII, 409.

CHAUVELIN (marquis de), ambas-
sadeur à Londres, personnelle-
ment désagréable à Louis XVI, II,
116, — témoigne le plus vif désir
d'unir intimement la France et
l'Angleterre, 118, —n'obtient du
ministère anglais que des répon-
ses évasives, 121,—est taxé de *ja-
cobinisme*, 122,—veut mener seul
son ambassade, 126,—reste à Lon-
dres après la déchéance de Louis
XVI, sans caractère officiel,
128,— est exilé de la cour, *ibid.*,—
interpelle lord Grenville de dé-
clarer si l'Angleterre est neutre ou
ennemie de la France, 150;—ses
représentations très vives sur l'*a-
lien act*, mesure principalement
dirigée contre les Français, 160,—
ne peut obtenir une entrevue de
lord Grenville, 161,—reçoit, après
la mort de Louis XVI, l'ordre de
quitter Londres sous vingt-quatre
heures, 172,—trompé par de faux
avis, annonce, après la mort de
Louis XVI, qu'un mouvement se
prépare à Londres, 175.

CHAZOT (le général), par les ordres
de Dumouriez, attaque et reprend
la Croix-aux-Bois, I, 463,—en ve-
nant de Vouziers pour rejoindre
Dumouriez, tombe au milieu de
la cavalerie légère prussienne; dé-
route générale, 469.

CHÉNIER (Joseph), auteur de la
proclamation du corps législatif
au peuple français; allusion au
roi de Naples, VI, 445.

CHOISEUL-GOUFFIER (le comte de),
ambassadeur à Constantinople ;

son voyage en Grèce, VI, 338, — nommé en 1791 à l'ambassade de Londres et de Rome, ne s'y rend pas; reçoit son rappel en 1792, 240, —lié avec les frères de Louis XVI, met tout en œuvre pour faire rejeter Chalgrin, envoyé du parti révolutionnaire, 241, — sa note remise à la Porte à ce sujet, 242, —ses papiers sont saisis dans l'invasion de Champagne; un décret d'accusation est lancé contre lui; il quitte Constantinople et se retire à Saint-Pétersbourg, 246.

CHRISTIAN (Frédéric-Charles-Alexandre), margrave de Brandebourg, Anspach, etc.; son enfance, son mariage avec une princesse de Saxe-Cobourg, I, 296, —s'attache à mademoiselle Clairon, *ibid.*, — puis à Lady Craven, 297, —abdique en faveur du roi de Prusse, pour aller vivre en simple particulier en Angleterre, 298.

CLAIRFAYT (le général), réunit ses troupes, à Tirlemont, à celles du duc de Brunswick, I, 438, — investit Longwi, 441, — observe la route de Grandpré où se tenait Dumouriez, 452, — fait occuper au jeune prince de Ligne le passage important de la Croix-au-Bois, dans l'Argonne, 463, — force le corps du général Chazot à repasser l'Aisne à Vouziers, et le sépare de Dumouriez, *ibid.*,— veut qu'on livre la bataille après l'affaire de Valmy, 511, — se sépare entièrement des Prussiens, II, 14, — met dans sa retraite autant de lenteur que de fierté, 76,—n'est pas nommé général en chef de la nouvelle armée coalisée, 204, — prépare, à Berghen, un plan opposé à celui du duc de Brunswick, etc., 208,— décide la victoire de Nerwinde 211,— veut qu'on prenne l'offensive après la mort de Dampierre, 285, — se porte avec soixante escadrons au devant des Français, à Bartaimont et à Wattignies, 405, — supporte tout le poids de la bataille de Wattignies, 409,—ne prend pas une part active aux affaires de Turcoing, etc., malgré la force de ses troupes, 536,— repousse seulement Vandam *ibid.*,— remplace le prince de bourg et garde la ligne d Meuse, III, 72, — poursuivi Jourdan, gagne en toute hâ Roer, et l'abandonne, 74,—et le Rhin le 5 octobre 1794, 7 son centre d'armée, établi à M ce, est opposé à l'armée de Sam et-Meuse commandée par Jou 199, — il est l'ame de tout opérations, 200, — est élev dignité de feld-maréchal, *ibi* reçoit l'ordre de délivrer May 237, — prend si bien ses me qu'il mène tambour battan Français au-delà du Rhin, 2 ses marches savantes et rap *ibid.*, — entre dans Mayn surprend les Français dans lignes, et les met en déroute, — se concerte avec Wur pour l'attaque des ouvrages d Mayence, et fait usage de la gr tactique des généraux rép cains, 252,— réuni à Wurs recouvre le Palatinat, 254,— pose au général Jourdan l'i stice consenti par le Direct teneur de ce consentement, 1 propose pour commander l'a d'Italie son ami le général l lieu, 271, — entre à Vienn milieu des acclamations du ple, 272, — résigne le comma ment de l'armée; reçoit l'ord la Toison-d'Or, *ibid.*, — réfle sur cette retraite, 273 et sui meurt en 1798, VIII, 389.

CLARKE, chef du bureau de graphie militaire sous la dire particulière de Carnot, III, 2 reçoit des instructions minuti pour traiter avec l'empereur 49,— et au sujet de Mantoue, 50, — est chargé d'une lettr directoire à sa majesté l'emp et roi, 55 et suiv., — sa missi divulguée dans les journaux — arrive à Milan, 79, — ne pas attendre la prise de Ma pour traiter avec l'Autrich lettre à ce sujet à Bonap 130, etc., — il était l'organ Carnot, 133,— écrit au direc qu'il faut attendre pour con

nord de l'Italie, 134, — éloge fait de Bonaparte au direc-, 136, — veut bien se borner le d'agent secondaire, *ibid.*, re et instruction qu'il reçoit rectoire sur les négociations 'Autriche, 142, etc., — confère fois seulement avec le baron incent ; la négociation est ne, 149, — à quelles condi- il était autorisé à signer la 170 et suiv., — est arrêté par parte lorsqu'il veut traiter in avec le marquis Gherar- 172, — prépare une expédi- contre Rome; somme Wurm- se rendre, 174, — reçoit, 6 mai, l'autorisation de ier la paix définitive avec ereur, 398, — comment struit Bonaparte du dé- du marquis de Gallo pour ie, 491, — remet au comte de 'eldt, à Udine, une réponse ique aux notes des plénipo- ires autrichiens, 498, — rap- à l'époque du 18 fructidor, -traite de la paix avec d'Ou- et l'amène à un traité, IX', c., — confère également avec l'armouth, 223, — sa tyrannie lin, dont il est gouverneur, — mot de Louis XVIII à ce al en 1815, 318, — veut, en que la guerre soit continuée, 120.

[illegible] (adjudant-général) force de Sardaigne à supprimer proclamation, VII, 118, — it que toutes les troupes se sortiront de Turin, 120.

TZI. (1) (Jean-Philippe), vice- elier de cour et d'état, chargé iter à Vienne avec l'ambas- r de France, I, 315, — créa- u prince de Kaunitz, *ibid.*, — é à plusieurs emplois, et no- ent ambassadeur au congrès sehen, *ibid.*, — négocie avec ets de l'insurrection belgi- 316, — à l'avènement de Fran- , rappelé par le prince de ita, partage l'administration ffaires étrangères; ouvre des conférences avec le marquis de Noailles, *ibid.*, — ses sentimens sur la constitution française, 317, — essaie de justifier la cour de Vienne sur les vues hostiles que la France lui suppose, 321, — confère avec Mallet-Dupan, envoyé de Louis XVI, 405, — s'abouche avec lui une seconde fois, 411, — lui demande une copie de ses instructions, 415, — le questionne sur l'opinion publique relativement à l'ancien régime, 418, — parle avec humeur des princes français, *ibid.*, — reconnaît la sagesse des demandes qu'il fait au nom du roi, 419, — confère avec M. Stratton, chargé des affaires britanniques, sur la triple alliance de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Prusse, pour sauver les Pays-Bas, etc., II, 134, — sa réponse à ce sujet, *ibid.*, — à l'élévation du baron Thugut, conserve sa place de ministre de conférence, 265, — sa disgrâce adoucie par la direction qu'il conserve des affaires de la Lombardie, 266, — sa note sur le changement ministériel, à tous les membres du corps diplomatique à Vienne, 267, compromis dans l'examen des papiers saisis à Coire sur MM. de Sémonville et Maret, 396, — donne à l'empereur des éclaircissemens propres à dissiper tous les doutes, 397, — se justifie dans les papiers publics, *ibid.*, — signe, à Saint-Pétersbourg, le traité de la triple alliance, III, 236, — est mis en avant pour le congrès formel de pacification, IV, 545, — rappelé à Vienne, *ibid.*, — on se propose de l'envoyer à Lille, 546, — son entrée avec une suite nombreuse à Udine, 561, — *ultimatum* dont il était porteur, *ibid.*, — son portrait par Bonaparte, 562, — rend plus faciles les négociations, 566, — se montre fort habile à traîner les choses en longueur, 588, — sa mission apparente au congrès de Rastadt, V, 49, — pressent les projets ambitieux de Bonaparte, 70, les fait connaître à son souverain, 71, — sa lettre à Bonaparte, en apprenant que les troupes autri

(1) le comte du comte Louis de Cobenzl.

uniquement payée par les riches, 69,— fait sommer le fort de Kœnigstein et s'en empare, 70, — renonce à l'attaque de Hanau défendu par des soldats dévoués, *ibid.*,—tourne ses vues sur Friedberg, *ibid.*,—s'empare des salines de Nauheim, 71,—sa proclamation révolutionnaire aux soldats de Hesse-Cassel, *ibid.*,—dénonce Kellermann, qui ne s'était pas emparé de Coblentz, 72,—fait l'ouverture du club des Jacobins à Mayence, 78,—confie la direction des œuvres de la propagande aux plus enthousiastes, 79, —ne se défiant nullement des Prussiens, se livre à tous les plaisirs, 80, — à l'approche de l'ennemi réunit ses forces sur Limbourg, fait part de ses dispositions au ministre de la guerre, 81, —néglige d'occuper les gorges près de Limbourg, 82, — renverse la régence à Mayence, établissant une administration provisoire, *ibid.*, —instruit du rassemblement des troupes prussiennes, demande à Biron 12,000 hommes, 86,—mande à Beurnonville de passer sur le ventre des Autrichiens et de se porter vivement sur le Rhin, *ibid.*, — déjà rejeté sur la défensive, se retire à Kœnigstein, 87, — se retranche derrière la Nidda, sa mauvaise position devant Francfort, 88, — désavoue la proclamation injurieuse au roi de Prusse publiée par son aide-de-camp Stamm, 96, —déclare Mayence en état de siége et repasse le Rhin, 97, —proclame le décret de la convention portant réunion des pays conquis à la république, 98,—son indécision; ne sait pas tirer parti de l'augmentation de son armée, 256,— confère avec Lucchesini pour la reddition de Mayence et présente aux ministres français le sacrifice de cette ville comme utile pour la défense générale, 294,—reçoit carte blanche pour agir militairement, —appelé au commandement de l'armée du Nord, 300,—avant son départ attaque la gauche de l'armée autrichienne commandée par Wurmser; il échoue, 301, dénoncé à la convention par Billaud et Barrère, 324, — arrêté dans son camp, est amené à Paris, condamné, et meurt sans courage, 325,—sa timide circonspection fut utile à la France, en donnant le temps de se reunir par des levées générales, 344.

CUSTINE (le marquis de), 61, précédent, son portrait, I, 19, est chargé, à l'insu de Louis XV, d'offrir le titre de *généralissime* avec un traitement considérable au duc de Brunswick, 194, — adresse dans cette négociation échoue, 196, — envoie sa réponse directement à Louis XVI, 197, nommé ambassadeur à Berlin, 293, — est chargé par Dumouriez d'ébranler l'alliance de la Prusse avec l'Autriche, 362, — hâte de ses négociations, 380 et suiv. — proteste de la sincérité de Dumouriez, 381,—confère mystérieusement avec le duc de Brunswick, 382,—son entrevue secrète avec le duc de Brunswick, II, 91, — persuade au commandant de Francfort de se retirer; conduite coupable dictoire de ce jeune homme,

CZARTORINSKI (le prince), mémoire confidentiel à Alexandre sur la paix de Tilsitt, X, 15,— lui pardonne pas de priver la Pologne d'une existence indépendante, 291.

D

DAENDELS fait embarquer des troupes en Hollande pour la descente en Angleterre, VI, 213,—s'oppose au débarquement des troupes anglo-russes, le 29 août 1799, VII, 393.

DALBERG (baron de), électeur de Mayence, archi-chancelier, en l'électeur de Mayence, son pr cesseur, à faire à la diète une pr sition formelle de paix, III, 8

trait, X, 344, sa situation critique vis-à-vis des puissances opposées à la France, 345, — se récrie contre les articles organiques qui ruinaient le concordat, 349,—sa réponse à Napoléon, qui demande à être couronné par le pape, 349, —n'accompagne pas le Saint-Père à Paris, 350, revient le joindre à Fontainebleau (1813), XII, 135, —répond à Talleyrand que le pape ne peut traiter à Paris, 175, — est reçu à Londres avec estime par le prince régent, 520, — réclame avec succès en faveur du pape à Vienne, *ibid.*

CONSTANT (Benjamin), son ouvrage de la *conquête et de l'usurpation*, XII, 51,— se déclare en faveur des Bourbons, 374, — rédige l'acte constitutionnel après le 20 mars, 494.

CONSTANTIN (le grand-duc), veut en vain arrêter l'ennemi à la bataille d'Austerlitz, VIII, 308.

CORNWALLIS (le marquis), envoyé auprès du maréchal Mœllendorff pour vaincre ses hésitations, III, 4, — demande que les troupes se portent sur la Sambre pour conserver la Belgique; expose que ce n'est pas gratuitement que l'Angleterre paie les subsides, 6, annonce que les alliés en suspendront le paiement jusqu'à la solution des difficultés, 8, proteste contre le projet de retraite des impériaux, 9, déclare à son gouvernement qu'il s'est opposé à cette retraite, 31, propose au ministère anglais d'insinuer à Bruxelles à l'empereur la nécessité d'ôter le commandement en chef au prince de Cobourg, 49,—apporte en Irlande un pardon presque général, VI, 230, marche contre les Français descendus en Irlande, les prend ou les disperse, 222.

CORONA (l'abbé), secrétaire de la légation de Prusse à Rome, écrit à l'ambassadeur de France sur la mort de Duphot, etc.; il tâche de justifier Joseph Bonaparte, V, 225.

CORSINI (le prince), envoyé du grand-duc de Toscane à Paris, désavoue l'intérêt qu'avait pris son prédécesseur Carletti, à madame royale, VII, 11.

CORVETTO, avocat génois, à la tête du gouvernement provisoire, conserve la ville aux Français, VII, 322.

COSTA, archevêque de Turin, à l'approche des Français, s'élève avec force contre l'alliance autrichienne; il est écouté par le roi, III, 326.

COURBRUCK (le général) prend possession de Verdun au nom du roi de France, I, 446.

COUTINE, (le général), son invasion de la partie allemande voisine du moyen Rhin, II, 37, —portrait de ce général, 38, — s'empare de Spire, 43,—reçoit l'hommage des partisans des nouvelles doctrines, *ibid.*, —les magistrats de Worms lui apportent les clefs de leur ville, 46, introduit dans ses proclamations la maxime des démagogues parisiens: *guerre aux châteaux, paix aux chaumières*; écrit d'un ton menaçant à l'électeur de Bavière, 47, suspend sa marche sur Mayence d'après un rapport controuvé, 51, refuse d'occuper Manheim à cause de la neutralité promise par l'électeur palatin, 52, investit Mayence (le 19 octobre), 53, veut abandonner son entreprise; reprend courage, et fait une seconde sommation annonçant une attaque de vive force, 55, style de cette sommation, 56, intrigue dans l'intérieur de la ville, *ibid.*, conférences qu'il entame avec le gouverneur et le baron de Stein, envoyé de la cour de Prusse, 58 et 59, entre à Mayence le 21 octobre, *ibid.*, s'établit au palais électoral; annonce fastueusement sa conquête à la convention, 60, absorbé dans sa nouvelle conquête, néglige de s'emparer de Coblentz, 63, raisons qui auraient dû le porter à cette mesure, *ibid.* et suiv., — suites immenses de cette faute, 65,—attiré par l'appât du butin, veut se porter sur Francfort, 67, — veut que la contribution demandée à la ville soit

chiennes n'ont pas occupé Venise à l'époque fixée (30 décembre), 91, — se plaint à Bonaparte de ce que l'on tente de révolutionner le Brisgaw, 146, — est appelé à Vienne en qualité de ministre des affaires étrangères, 490, — quitte aussitôt Rastadt, 491, — y retourne, et apprend que Bonaparte, parti pour Toulon, ne s'y rendra pas, 516, — bulletin qu'il fait circuler à Rastadt sur François de Neufchâteau, VI, 152, — revient à Rastadt, 153, — propose sans détour à François de Neufchâteau le partage de l'Italie; puis rompt les conférences, 155, — reçoit deux bagues de brillans et le portrait de Bonaparte; se dirige sur Vienne, 156, — rend compte à l'empereur de ses opérations à Seltz, et reçoit l'ordre de la Toison-d'Or, 158, — part pour Saint-Pétersbourg et Berlin en passant par la Saxe, *ibid.*, — s'assure que la Saxe suivra l'impulsion donnée par la Prusse, 161, — se met en communication avec la cour, les ministres et les ambassadeurs; jugement qu'on porte de lui, 162, — parti pour Vienne la veille de l'arrivée de Roberjot à Rastadt, 169, — Koutaizoff et Rostopchin lui font défendre l'entrée de la cour russe, VII, 429, — se rend à Lunéville pour le congrès, désire la paix, 454, — entame à Paris (1803) des négociations pour la paix, VIII, 244.

COBENTZL (le comte Louis de), ambassadeur à Saint-Pétersbourg, ne croit pas à la constance de Paul I^{er}, VII, 323, — son impéritie; ne sait pas deviner ni surveiller les mouvemens militaires de Napoléon, 460.

COIGNY (le chevalier de), envoyé par Louis XVI, auprès des princes français, I, 266.

COLBERT, aide-de-camp de Bonaparte, annonce l'arrivée de son général à Rastadt, V, 60.

COLLI (le baron de), général autrichien, militaire avisé, commande l'armée royale en Italie, III, 305, — abandonne ses lignes, après une vive escarmouche des Français, se replie derrière la Stura, 322 — reçoit l'ordre de se replier sous les murs de Turin, 326, — demande une suspension d'armes au gén[...] français, 327.

COLLOT-D'HERBOIS, député à la convention à Lyon, fait mitra[...] la population de cette ville, 417.

COLLORÉDO (François de), le co[...] nommé ministre d'état et du [...] net par François I^{er}, I, 246 [...] assiste aux conférences rela[...] aux opérations contre la Fr[...] 377, — sa note au ministre [...] de Bavière, du 30 avril 179[...] laisse plus à l'électeur la p[...] lité de rester neutre, 271, — d[...] la guerre après l'avoir mal [...] seillée et mal dirigée, 455, — p[...] pour l'alliance anglaise, III, [...] combat avec avantage dans le [...] seil la politique captieuse [...] Thugut, 92, — se range à l'avi[...] comte de Lerbach, contre la [...] avec la France, IV, 423, — [...] de toute la confiance de l'e[...] reur, VIII 64, — trop âgé, se [...] aider par Thugut, *ibid.*

COMEYRAS, avocat intrigant [...] brouillon, envoyé comme m[...] tre résidant à Coire, VI, 353

CONDÉ (le prince de), est m[...] accusation par l'assemblée, [...] janvier 1792, I, 206, — dem[...] devant Mayence des canon[...] roi de Prusse, 297, — pratique [...] intelligences avec l'armée [...] caise, et cherche à gagner [...] gru à l'armée royale, III, [...] presse le général Wurm[...] cette occasion, 198, — ne veu[...] se compromettre vis-à-v[...] l'Autriche, *ibid.*, — repousse [...] horreur un projet d'assassina[...] naparte, VIII, 316, — se l[...] quand il est sommé de rentr[...] France, XIII, 34, — les Autric[...] se refusent à ce qu'il occupe [...] dau sans leur concours, 81 [...] lettre au comte d'Artois s[...] proposition que lui fait un [...] vidu d'assassiner Bonaparte, 169, — sa lettre prophétique à [...] d'Enghien, 16 juin 1803, 17[...]

CONSALVI (le cardinal), son[...]

pour mort aux portes de Rastadt et se sauve, VII, 237.

DELFORGUES, ministre des affaires étrangères, se plaint de l'enlèvement de MM. de Sémonville et Maret, II, 398.

DEGELMANN (le baron), ministre impérial en Suisse, traite de la paix avec Barthélemy ; à quelles conditions, III, 290, — il en est détourné par la réponse de l'ambassadeur français, *ibid.*

DELACROIX (Charles), ministre des relations extérieures ; sa réponse verbale au chargé d'affaires du Danemarck, que lord Grenville avait pris pour intermédiaire entre l'Angleterre et le directoire, IV, 9, — accorde le passeport demandé par lord Grenville pour négocier, 12, — note qu'il publie contre l'Angleterre, 13 et suiv., — confère avec le plénipotentiaire anglais, 30, — lui demande s'il est muni des pouvoirs des puissances alliées dont il stipule les intérêts, 31, — comment le journal officiel s'exprime sur cette négociation, 32, — doute de la sincérité du négociateur anglais, 34, — ses instructions à Clarke envoyé à Vienne pour traiter de la paix, 61 et suiv., — demande à Malmesbury une réponse catégorique sur les compensations, 79, — lui déclare que la France ne peut céder les Pays-Bas, 80, — vive et longue discussion avec l'ambassadeur anglais, 90, et suiv., — parle de renverser l'édifice *gothique* de la constitution germanique, 95, — s'entretient des colonies, de la Hollande, etc. ; répète que la difficulté relative aux Pays-Bas est insurmontable, 101, — sa lettre à Clarke sur la politique générale, 135, — à Bonaparte sur les hésitations de l'Autriche, 438, — comment il s'exprime avec les plénipotentiaires d'Udine sur les princes d'Allemagne et la Prusse en particulier, 403, — conclut la paix avec le Portugal, 20 août 1798, V, 193, — sa lettre à Bonaparte (juillet 1797), sur la demande qu'il avait faite à la Suisse de traverser le Val… 290.

DEODATI (le comte), envoy… Bâle, par l'Autriche, sans ca… tère public, pour observer la c… duite des diplomates, III, 18…

DESAIX, nommé provisoireme… commandement de l'armée … doit traverser la Manche, V, … puis au commandement de l… droite, 173, — ses succès en Eg… VII, 348, — arrivé sur le ch… de bataille de Marengo, ann… à Bonaparte qu'il regarde la … taille comme perdue, 403, — … attaque impétueuse et déc… est trouvé parmi les morts, …

DESCORCHES DE SAINTE-CR… envoyé à Constantinople co… ambassadeur, ne peut obten… le titre de consul, VI, 247, — … remplacé, 248, — retourne à C… stantinople pour rassurer la P… sur l'expédition d'Egypte, 2…

DESPINOIS (le général), comm… à Milan (mai 1796), III, 3…

DESSOLLES (le général), … forts incroyables au milieu … neiges pour déposter le g… Laudon, VII, 233, — che… rejoindre Moreau, 236.

DILLON (le général), occupe pr… Clermont en Argonne la forte… tion des Islettes, I, 400, — té… gne à un envoyé du duc de B… wick le regret que le roi de P… se soit laissé entraîner à la gu… 501, — assure qu'il ne fallai… songer au retour des princ… des émigrés, et que l'Allem… devait craindre une inva… 502, — est près de surpre… les princes au château de … II, 1, — somme le gouvern… Verdun de rendre la place, I… confère avec le général Kalkr… et demande une prompte rép… à la sommation qu'il a faite, … — ce qu'il dit pour porter le gé… Kalkreuth à unir la Prusse av… France, 11, — mandé à Paris, … document inédit sur l'expéd… de son frère contre Tournay … 11, etc., — mis en pièces aux p… de Lille, 40.

(Chrétien-Guillaume), em-
é prussien, établi depuis 1797
stadt, recherche les causes et
uteurs du crime commis dans
ville, XIII, 164.
MIEU, commandeur de l'or-
de Malte, attaché à la révo-
n et au directoire, donne des
es pour former un parti fran-
à Malte, V, 450, — ses lettres
des à bord de l'expédition
aise devant Malte, empê-
t les dispositions de défense,
gagne le grand-maître, 73.
ROWSKI (le général), se met
arche vers Rimini, pour faire
maître au pape la république
pine, V, 201.
(le cardinal), secrétaire d'é-
n'était point l'ennemi de la
ce, V, 189, — donne l'avis au
ral Provera qu'il ne comman-
pas les troupes de S. S., 190,
aterné du départ prochain
eph Bonaparte après la mort
uphot, va lui faire des excu-
sa faiblesse extrême en cette
nstance, 216, — conjure à ge-
le ministre d'Espagne de se
re à Florence pour en rame-
Bonaparte; écrit au prince
imi, ambassadeur du pape en
ce, pour se mettre tout entier
discrétion du directoire, 217,
cide le ministre d'Espagne à
r à Rome, 238, — sa procla-
on aux habitans de Rome,
— est arrêté après les troubles
ome, 270.
BERG (le colonel), projette
vement de Jérôme, roi de
phalie, X, 326.
(le général), signe la capitu-
n de Mayence avec le général
reuth, le 23 juillet 1793, II,
— défendu au comité de salut
lic, par Merlin de Thionville
wbell, 325.
E, ministre anglais, favorise
révolution démocratique à
se, IV, 307.
IN DE CRANCÉ, annonce à la
vention la campagne d'hiver
Hollande, pour *hâter la chute
tyrans*, III, 120.
UQUET (le général), assaillit
au Chêne-Populeux par les émi-
grés, est coupé de son corps prin-
cipal, I, 464.
DUGOMMIER, général en chef de
l'armée devant Toulon, propose
de tenter un coup de main sur
la redoute anglaise, II, 422, —
réussit dans son entreprise et
force les Anglais à s'éloigner,
ibid., — entre dans Toulon, 423.
DUHESME (le général), enfermé
dans les Abruzzes, à l'armée de
Championnet, VII, 48, — en sort
et prend les villes de Chietti et de
Pescara, 50, — vient annoncer à
Championnet l'approche de sa di-
vision, et lui rend le courage, 135,
— met en fuite les paysans levés
en masse dans les Abruzzes, 140, —
et se joint à Championnet, *ibid.*,
— horreurs commises par la co-
lonne qu'il commandait, 190, —
entre dans la Catalogne, X, 131,
— attaque une seconde fois Giron-
ne et se voit forcé d'en lever le
siége, X, 430.
DUMOLARD, député, dans la séance
du 23 juin 1797, se plaint du si-
lence du directoire sur les révolu-
tions de Venise et de Gênes, IV,
382, — demande des renseigne-
mens, 383, — est combattu par Gar-
ran-Coulon et par Bailleul, 384.
DUMOURIEZ, maréchal de camp,
habile explorateur politique, se
rend à Bruxelles, pour connaître
l'état du pays, I, 89, — nommé chef
du ministère français à la fin de
mars 1793, 277, détails sur ce gé-
néral, *ibid.*, — n'était pas sans ap-
pui près de Louis XVI, auquel
il avait fait remettre un mémoire
vers la fin de l'année 1791, 279, —
obtient six millions pour dépenses
secrètes, sans être tenu d'en ren-
dre compte, *ibid.*, — son premier
discours à l'assemblée, 280, — son
opinion sur les ambassadeurs de
France à cette époque, 281 — exa-
mine les dépenses de ces ambassa-
deurs, 282, — fait quelques change-
mens dans le corps diplomatique,
284, — son rapport confidentiel sur
l'ensemble de son département,
ibid., — voit dans la nation ger-
manique trois intérêts distincts,

280, la guerre contre la France devait le ruiner, 287, — adresse de nouvelles instructions aux divers envoyés de France en Allemagne, 288, — son opinion sur le rôle de conciliation à jouer par l'Autriche, *ibid.*, — analyse de sa première dépêche à M. de Noailles, 289, — examine les motifs de la guerre dont on menaçait la France, 290 — affecte de douter que l'union de l'Autriche et de la Prusse soit sincère, 293, — fait beaucoup de cas de Custine, 294, — en manifestant son indignation, donne à l'assemblée nationale, connaissance d'une note du prince Kaunitz, du 18 mars 1792, 309, — demande qu'on ne prenne point de délibération avant la réponse catégorique qu'il a demandée, 310, — demande que la France prenne l'initiative de la guerre, 314, — aurait voulu tracer autour des hommes d'état le cercle de Popilius, 318, — sa note à l'ambassadeur de France à Vienne, *ibid.* et suiv. — prépare tout pour amener la déclaration de guerre, 323, — fait signer à Louis XVI une lettre directe au roi de Hongrie et de Bohême; texte de la lettre, *ibid.* et suiv. — communique cette lettre et autres pièces à l'assemblée, 324, — discute au conseil du roi les prétentions inadmissibles de l'Autriche, 325, — extrait de son discours, 326 s'efforce dans un entretien confidentiel avec Louis XVI, en présence de la reine, de lui prouver qu'il compromet sa couronne en ne déclarant pas la guerre à l'Autriche, 327, — le 20 avril, lit un rapport sur la nécessité d'attaquer l'Autriche, 329, — son discours, *ibid.*, et suiv., — obtient par un décret d'urgence la déclaration de guerre, 340, — avait un plan de campagne tout prêt, 357, — veut surtout l'occupation de la Belgique, 358, y avait envoyé différens agens, 359, cherche à détacher la cour de Turin de celle de Vienne, 361, à quelles conditions, *ibid.* et suiv., réponse à la lettre du roi de Sardaigne, annonçant qu'il ne peut recevoir M. de Sémonville, 365, — donne ordre au sieur Lalande, chargé d'affaires à Turin, de quitter cette ville, 366, — rend compte à l'assemblée de sa tentative auprès de la cour de Turin, et de ses suites, 367, — réussit à obtenir six millions pour les dépenses secrètes de son département, 368, — prétend, dans ses *Mémoires*, que son plan de campagne fut déjoué avec une profonde scélératesse, 370, — voulait brusquer l'invasion, 373, — son plan, en cas de non succès, *ibid.*, — obtient, après le 10 août, le commandement de l'armée, 441, — malgré les ordres du ministre de la guerre, Servan gagne à la hâte la forêt d'Argonne et ses défilés; phrase remarquable à ce sujet, 460, — se rend maître de tous les passages, 451, — néglige le passage important de la Croix-au-Bois, 463, — le fait attaquer et reprendre, *ibid.*, — est tourné par les troupes de Clairfayt; sa position difficile, 465, — refuse de recevoir un parlementaire du duc de Brunswick, 466, — prend la résolution hardie de gagner, dans la nuit, Sainte-Menehould, et d'y rassembler ses forces, *ibid.*, — atteint heureusement, avec le gros de l'armée, les hauteurs de Dammartin-sur-Hans, 468, — ne partage point la terreur et le désordre de la division Chazot; après l'affaire de Vaux, ses troupes font reculer les hussards prussiens, 469, — occupe sans obstacle son nouveau camp près de Sainte Menehould, 470, — trompe le roi de Prusse et le duc de Brunswick, 471, — est rejoint par Beurnonville, 472, — a dans ses mains, par la réunion de divers généraux, des forces supérieures en nombre à celles du duc de Brunswick, 474, — fait passer des forces à Kellermann qui occupe les hauteurs de Valmy, 477, causes de sa confiance et de sa présomption le jour de la bataille, 483, — correspond avec Danton qui dominait le conseil exécutif provisoire, 484, — prétend qu'on ne peut traiter de la délivrance du roi qu'après l'évacuation du

territoire français par les armées alliées, 486, — se refuse formellement à une entrevue avec le duc de Brunswick, 487, — raisons de ce refus personnelles au duc de Brunswick; demande un parlementaire pour régler l'échange des prisonniers, 488, — fait remettre un mémoire au secrétaire du roi de Prusse, où il épuise toutes les raisons capables de lui faire évacuer la France, 489, — combat les argumens de Manstein, aide-de-camp du roi de Prusse; repousse avec dignité la proposition qui lui est faite de se déclarer pour Louis XVI, en s'unissant aux puissances, 491, — demande et obtient une suspension d'armes et une nouvelle entrevue, 492, — ne veut point quitter son camp de Sainte-Menehould, où il concentre ses forces, 493, — s'occupe d'un cartel d'échange où il refuse de comprendre les émigrés, 496, — assure que les Français ne combattent le roi de Prusse qu'avec répugnance, 496, — pour réponse aux conditions proposées par Manstein, lui remet le décret de la convention, annonçant l'abolition de la royauté, 497, — refuse de nouveau de se rendre au camp du roi de Prusse, 498, — sa lettre au ministre des affaires étrangères, 498 et suiv., — ne veut traiter que de l'éloignement des émigrés et de l'évacuation du territoire; envoie le colonel Thouvenot au quartier général prussien à cet effet, 503, — envoie Westermann à Paris pour demander des renseignemens sur Louis XVI, 507, — travaillait à sauver Louis XVI; son zèle pour la délivrance du territoire était sans bornes, 508, — efforts près du roi de Prusse, *ibid.*, — cherche à éclairer le colonel Manstein; ne peut réussir à rompre les liens qui unissaient la cour de Berlin à celle de Vienne, 509, — veut rester maître des négociations; sa lettre au ministre de la guerre, 512, — répond au nouveau manifeste du duc de Brunswick, et fait dénoncer l'armistice, 514, — écrit au ministre de la guerre sur le parti qu'il avait pris pour sauver la France et forcer l'ennemi à la retraite, II, 2, — serre les Prussiens sur les deux rives de l'Aisne, 3, ses lieutenans poursuivent avec chaleur les émigrés, *ib.*, — permet à Kellermann de harceler l'armée prussienne, 5, — le 6 octobre, déclare à Kellermann l'intention de se porter dans les Pays-Bas, *ibid.*, — le charge de reprendre Verdun et Longwy, *ibid.*, — se rend en toute hâte à Paris, 6, — son influence au comité de défense générale, 24, — à la veille de couronner ses desseins par l'invasion de la Belgique, 74, — attaque les Autrichiens à Jemmapes, *ibid.*, — bataille meurtrière, 75, — rapprochement entre cette bataille et l'affaire de Valmy, *ibid.*, — suites de la victoire de Dumouriez, 76, — refuse de traiter avec Clairfayt s'il ne repasse le Rhin, 77, — presque toute la Belgique est soumise à ses armes, 99, — sa note sur la légation française à Londres, durant son ministère des affaires étrangères, 122 et suiv., — son habileté porte la cour de Londres à user de ménagemens, 124, — veut favoriser une révolution en Hollande, par l'entrée des troupes françaises, 132, — s'oppose à l'établissement du système révolutionnaire proclamé par Cambon, 140, — ne croyait pas qu'il fût possible de détacher la nation anglaise du souverain, et d'opérer en Angleterre une révolution démocratique, 155, — après la mort de Louis XVI, et le renvoi de M. de Chauvelin, se rend en personne sur les frontières de la Hollande, 173, — reçoit à Anvers le secrétaire du grand-pensionnaire, Van-Spiegel, 174, — mande à lord Auckland qu'il ne peut plus conférer avec lui, et qu'il a reçu l'ordre de faire la guerre, 180, — son invasion sur le territoire des provinces-unies, 206, — absent lorsqu'il est attaqué par le prince de Saxe-Cobourg, etc., 209, — forcé de se retirer sur Anvers, 210, — arrive dans les plaines de Nerwinde pour arrêter l'ennemi, *ibid.*, — veut

tenir à Tirlemont et à Louvain, défait de nouveau par Clairfayt, 211,—perd la Belgique, *ibid.*,—las de lutter contre l'anarchie, veut revenir à la monarchie constitutionnelle, saisir le pouvoir et le remettre au duc de Chartres, 212,—veut marcher à Paris avec l'armée pour dissoudre la convention, 213, — envoie au prince de Cobourg pour lui faire des ouvertures importantes, *ibid.*, — confère avec Mack, chef d'état-major de l'armée impériale, lui dévoile une partie de ses plans et obtient une première convention, 214,—forme une forte arrière-garde pour en imposer aux Autrichiens, 216, — campe sous Bruxelles, la quitte avec ordre et sans pillage, *ibid.*, — révèle tout son plan au général autrichien, conditions qu'il exige, 220,—reçoit à Tournay trois affiliés de la société des jacobins, invective contre la convention et dit qu'il veut sauver la patrie; annonce qu'il a entamé une négociation avec le prince de Cobourg, 221,—dénoncé aux commissaires de la convention à Lille par les trois jacobins, 222,—mandé à la barre, refuse d'y comparaître, *ibid.*, — fait arrêter les commissaires de la convention et le général Beurnonville, chargés de s'assurer de sa personne, et les remet au général Clairfayt, 223,—au lieu de faire déclarer son armée, s'engage dans le dédale de la diplomatie et compose un manifeste pour rendre compte de sa défection, 225, — reçoit des coups de fusil des volontaires de l'Yonne, comme ils s'approchait de Condé pour conférer avec le prince, 229, — leur échappe, rejoint le colonel Mack, et rédige avec lui, au nom du prince de Cobourg, une *Adresse à la nation française*, 230, — rédige une autre proclamation à son armée, où il parle de Louis XVI, 234, veut rallier ses troupes et se porter sur Lille; mais la désertion de l'artillerie entraîne celle de la majorité des soldats; sa tête est mise à prix; il se retire à Tournay, sous l'égide autrichienne, 235,—jugement sur la conduite de ce général, 236, — sa conversation avec le prince de Cobourg, après la deuxième proclamation de ce prince, 243 et suiv., — retient en vain le général français, 245, — fuit en Belgique et vit dans la retraite, 246, — son opinion sur la conduite des puissances après l'affaire de Famars, 289,—est accusé d'avoir excité les émigrés à prendre les armes afin d'empêcher le démembrement de la France; forcé de quitter Bruxelles, se retire en Angleterre, 331,—complimente le prince Charles sur ses triomphes, VII, 282,—présente à Paul Ier un projet de guerre contre la France, 425, —aurait voulu se mesurer avec Bonaparte, 426, — attaché encore plus à la maison d'Orléans qu'à la branche aînée, *ibid.*, — soutenu par le comte Panin, 427, — son plan d'attaque, *ibid.*, — est obligé de quitter Pétersbourg, 428, —réfugié en Silésie chez les frères Moraves (1805), IX, 290,—assiège le roi de Prusse de ses lettres contre Napoléon, *ibid.*,—offre à l'Angleterre de servir en Portugal, X, 229,— puis à l'Espagne, qui le refuse, mais accepte son projet de *guerillas*, 230, — désespère de sa cause en 1799; envoie son propre neveu au camp des émigrés, XIII, 76, — sa lettre au baron d'Hardenberg, 183 et suiv., — ses conseils, parvenus trop tard, deviennent inutiles, 189.

DUNCAN (l'amiral), bloque la flotte hollandaise du Texel, est forcé par la tempête de gagner la rade d'Yarmouth, V, 124, — revient sur les côtes de Hollande et bat complètement la flotte hollandaise, 125.

DUNDAS (le général), force les Français à repasser le Waal avec perte, dans l'hiver de 1795, III, 121, — bill qu'il fait rendre lors du projet d'invasion de l'Angleterre par la France, V, 474, — déclare que l'exécution du traité d'Amiens a compromis l'indépendance de Malte, VIII, 290.

DU-PETIT-THOUARS, capitaine de vaisseau à Aboukir, veut qu'on lève l'ancre pour combattre à voile libre, VI, 86.

DUPHOT, officier général, démocrate irréligieux, envoyé à Rome auprès de Joseph Bonaparte, par son frère, V, 204,—est tué par un soldat romain, comme il s'avançait en uniforme et le sabre à la main, 208,—il périt hors la juridiction de l'ambassade, *ibid.*, — devait épouser le lendemain mademoiselle Désirée Clary, sœur de l'ambassadrice (1), *ibid.*, — le corps de Duphot est inhumé dans l'église de Saint-Jean de la Malva, 230, — souscription pour un monument, *ibid.*,—il est détruit lors de la prise de Rome par le roi de Naples, VI, 475.

DUPONT (le général), se porte sur Salamanque, X, 121, — marche contre Castanos, s'empare de Cordoue, qu'il livre au pillage; y séjourne long-temps, 195, etc., — est défait et capitule honteusement à Baylen, 196.

DURFORT (Alphonse de), porte les instructions de Louis XVI au comte d'Artois, alors à Venise, I, 108, —le joint à Florence, 109, — et à Mantoue, en obtient les promesses les plus rassurantes, 112, — les communique à la famille royale de France, *ibid.*

(1) Elle est aujourd'hui reine de Suède.

DUROC, aide-de-camp de Bonaparte, envoyé pour porter à Vienne les préliminaires d'un traité, ne peut traverser les postes autrichiens, VII, 423, — est accueilli gracieusement à Berlin, VIII, 15, — ses formes agréables, 18,—expose le but de sa mission avec une franchise militaire, 20, — propose au roi de Prusse une alliance contre l'Autriche, 22, — ses conférences avec Haugwitz, *ibid.*, — dans son second voyage à Berlin trompe la prévoyance du roi, 62,—doit se rendre en Russie pour s'entendre sur l'expédition dans l'Inde, *ib.*,— apprend à Berlin la mort de Paul Ier, 96, — flagorne l'assassin Zoubow, 97,—ne peut renouer auprès d'Alexandre le fil des négociations pour l'expédition dans l'Inde, 98, — ne soupçonne pas la finesse et l'esprit d'Alexandre, *ibid.*, — ses lettres, interceptées, choquent le ministère russe; texte de l'une d'elles, adressée à Fouché, 99,—ne peut tromper et séduire personne, 103,—quitte Berlin sans avoir pu approcher le roi et Alexandre, 482, — annonce, après la bataille d'Iéna, au roi de Prusse, à quelles conditions on pourra traiter avec lui, IX, 324, — est envoyé à l'empereur Alexandre après la bataille de Friedland, 421, — meurt dans une affaire, après la bataille de Lutzen, etc., XII, 161.

E

EICKMEYER (le major), confère avec Custine pour la reddition de Mayence, II, 58, — signe la capitulation, 59, — accepte le grade de colonel dans l'armée française, 61.

ÉLECTEUR DE BADE, contrarie les vœux de la Russie relativement à la violation de son territoire, VIII, 372, — tout dévoué à la France, 373, — vient attendre Napoléon à Ettenheim et signe un traité avec lui, 484, — après la bataille d'Austerlitz, se met en possession des domaines qui lui avaient été promis, etc., IX, 5, — laisse occuper le fort de Kehl par les Français, 12, — abandonne Napoléon, XII, 238.

ÉLECTEUR DE BAVIÈRE, promet à l'Autriche de se réunir à elle, et se rend à Wurtzbourg, en disant qu'il se devait à la France où était son fils, VIII, 470, —ce qui

peut exercer sa conduite, 471, — prend le titre de roi après le traité de Presbourg, IX, 10, — s'allie avec l'Autriche, après avoir averti franchement Napoléon, XII, 336.

ÉLECTEUR DE MAYENCE (baron d'Erthal), prince bienveillant et éclairé, fait au marquis de Bouillé une réception honorable, I, 133, — dès le 1er janvier 1794, abandonne sa capitale, II, 441, — se montre infatigable pour détourner le roi de Prusse du dessein d'abandonner la coalition, 501, — fait à la diète la proposition formelle de la paix, III, 88, — ses motifs, *ibid.* et suiv., — demande qu'on recoure à la médiation de la Suède et du Danemarck, restés neutres, 89, — sa réponse au général Hatry, qui somme Mayence de se rendre aux armées françaises, V, 88.

ÉLECTEUR DE SAXE, prince vertueux et loyal, hésite à s'unir à la Prusse contre la France, et fournit enfin 18,000 hommes, IX, 270, — est forcé, après la bataille d'Iéna, de subir le joug de Napoléon, 334, — signe un traité avec lui; prend le titre de roi, 340.

ÉLECTEUR PALATIN, énonce à la diète le vœu d'une paix honorable, III, 88, — envoie au chancelier de l'Empire ses réclamations contre l'envahissement projeté de la Bavière, 180, — demande une réponse catégorique, *ibid.*

ELGIN (le lord), chargé par Georges III de presser Léopold d'intervenir en faveur de la famille royale, I, 101, — confère à ce sujet avec Bischofswerder, 104, — ministre plénipotentiaire près le gouvernement des Pays-Bas, s'efforce de faire sortir le prince de Cobourg de son système de guerre sans résultats, II, 390, — part pour Londres lorsque le roi de Prusse se retire de la coalition, 500, — est arrêté en France, quoiqu'il fût autorisé à se rendre en Angleterre; pièges qui lui sont tendus, VIII, 221.

ENGESTHOEM (le baron), sa note au comte de Nieppperg, sur la médiation de l'Autriche, XI, 334.

ENGHIEN (le duc), parmi les princes français, se distingue par son refus des indemnités offertes par Bonaparte, VIII, 317, — détails sur son assassinat, par l'*Observateur prussien*, 326, — effets de ce meurtre sur les gouvernements de l'Europe, 330, — adhère fortement au refus de Louis XVIII d'abdiquer, XIII, 170, — sa réponse à la lettre sage et prophétique de son aïeul, 171.

ENTRAIGUES (le comte), intrigant, publie son prétendu fragment de Polybe contre Napoléon, IX, 117, — pousse le roi de Prusse à la guerre, 288.

ERLACH (le baron), refuse le commandement des troupes bernoises, V, 333, — le reprend en janvier 1798, 344, — se présente au conseil souverain, et demande à employer la valeur des Suisses; il obtient des pouvoirs illimités, 374, — arrête les dispositions d'une attaque générale, 375, — ses pouvoirs sont révoqués, 377, — il vole à Berne, s'y constitue en reproches; revient à son armée qu'il trouve pleine de désordre, 380, — rallie ses milices à Lyterm et se défend héroïquement, 394, — est immolé près du village de Munsingen, 397.

ESCOIQUIZ (le chanoine), s'attache à son élève Ferdinand, le prince des Asturies, X, 86, — surveille les intrigues de Godoï, etc., 88, — entretient le prince dans de nobles sentiments; il est exilé, 89, — s'échappe de son exil et cultive avec Ferdinand, *ibid.*, — résiste à toutes les cajoleries de l'empereur, 144, — refuse la lettre de Charles IV à son fils, dictée par Napoléon, 149.

ESTERHAZY (le prince), doit commander une armée dans le Hanovre, et un corps d'émigrés, I, 211, — est placé sur le Haut-Rhin, se condamne à une campagne inactive, II, 49.

FAYMAR (d'), ambassadeur à Turin, homme mod. 6. VII, 102, — son caractère, de, 109, — fait enlever les armes de la république de dessus sa porte, et se retire dans la citadelle, 111.

F

FABRE D'ÉGLANTINE, envoyé par Danton à Dumouriez, pour le réconcilier avec Kellermann, I, 485.

FAUCHE-BOREL, imprimeur, chargé par le prince de Condé de faire des propositions à Pichegru en faveur de la cause royale, III, 198, — pousse la Prusse à la guerre, VIII, 501, — persuade à l'empereur Alexandre que Moreau se prêtera volontiers à la contre-révolution, IX, 288, — gobe-mouche politique, XIII, 150, — passages de la brochure imprimée à Bruxelles en 1816, 152, — abandonné par Louis XVIII, se donne la mort, 157.

FAUCHET (l'abbé), député à l'Assemblée nationale, veut la guerre contre l'Allemagne, I, 180.

FAYPOULT, ministre de France à Gênes, instruit Bonaparte de ses conférences avec les nobles Durazzo et Cataneo, IV, 357, — les patriotes et les nobles le conjurent à la fois d'arrêter l'effusion du sang, 361, — est insulté, rentre à l'hôtel de la légation accompagné de deux sénateurs, etc., 362, — demande une augmentation de garde, 363, — donne à Bonaparte avis de la lutte sanglante des patriotes et des charbonniers, etc., de Gênes, 364 et suiv., — veut transiger avec l'aristocratie génoise; sa lettre explicative à ce sujet à Bonaparte, 367, — assiste à la lecture de la note adressée au doge par Bonaparte, 371, — insiste pour que les Français soient mis en liberté, 373, — les reçoit dans son hôtel et leur procure des secours, 374, — demande l'arrestation provisoire de deux inquisiteurs d'État et d'un patricien, 375, — ne l'obtient pas, et demande ses passeports; informe Bonaparte de cette décision, 376, — confère, la nuit, avec le parti réformateur des nobles, signe une convention secrète, et obtient l'arrestation de inquisiteurs, etc., 379, — sa dépêche confidentielle après l'organisation d'un gouvernement provisoire, 380, — est envoyé à Rome après l'établissement de la république en cette ville, V, 258, — s'oppose au pillage de Caserte, VII, 145, — quitte Naples, 179.

FERDINAND III, grand duc de Toscane, son embarras lors de l'arrivée de Pie VI à Sienne; fait suspendre les préparatifs qu'on faisait à Florence, V, 251, — s'oppose à ce que S. S. se rende à Pise où était la cour, 252, — expédie des courriers à Paris et à Milan pour faire approuver sa prudence, et à Vienne pour s'y ménager des motifs de sécurité, 252, — aussitôt qu'il le peut, renoue ses relations avec la France, VII, 11, — chassé de ses États par Miollis, 198, — commande l'armée de réserve en 1805, sous Mack, VIII, 459, — cherche, après la capitulation de Mack, à retarder la marche de l'ennemi, 494, — s'allie à Napoléon, et prend le titre de grand-duc de Wurtzbourg, IX, 250, etc.

FERDINAND IV, roi des Deux-Siciles, montre de la fermeté dans ses rapports avec la république française, VI, 411, — part pour son quartier-général à San Germano, 413, — est cité à Rome pour rendre hommage de sa couronne au peuple, substitué au pape par la révolution qui venait de s'opérer,

414, — envoie à Vienne le duc de Campo-Chiaro pour traiter avec l'Autriche, 421, — ordonne une levée extraordinaire, 422, — presse les armemens, etc., 426, — n'accorde pas la liberté aux prisonniers politiques, mais fait continuer le procès de plusieurs d'entre eux, 428, — déclare que tous les Napolitains de 17 à 47 ans sont soldats sans excepter la famille royale, 432, — se décide à faire la guerre à la France, 433, — n'écoute pas les réclamations de l'envoyé de France, et continue ses préparatifs de guerre; envoie à Vienne le major Suzanna, pour se concerter avec l'Autriche, et lui demander un général, 435, — s'avance avec la reine au-devant de Nelson, qui débarque à Naples, 439,—se rend, pour conférer, sur le vaisseau amiral, 451, — son mensonge à l'ambassadeur français au sujet de l'entrée de Nelson dans le port de Naples, *ibid.*, — fait verser au trésor tout le numéraire et crée des bons royaux, 453, — charge son ambassadeur à Paris de se plaindre du manifeste publié à Rome par le président du consulat, 458, — annonce son départ pour l'armée, 461, — conclut un traité d'alliance avec l'empereur de Russie, 463, — et un second traité avec l'Angleterre, 464, — part pour l'armée, 466, — suit l'armée avec Acton, 467, — sa proclamation, *ibid.*, — son entrée solennelle dans Rome; descend au palais Farnèse, qui lui appartenait et reçoit les félicitations des grands, etc., 474, — laisse commettre les plus grands excès; nomme un gouvernement provisoire, 475,—invite le pape à venir reprendre son gouvernement spirituel et temporel, 476, — lettre qu'il lui écrit, *ibid.*, — apprend les échecs reçus par son armée, croit que tous les généraux, même Mack, le trahissent, VII, 27, effrayé, monte dans un cabriolet de poste et vole à Caserte, 28, persiste, à Naples, à soutenir qu'on l'a trahi; son discours à la reine et aux ministres, 32, — proclamation à ses sujets, 36, résiste courageusement aux ... bles qui voulaient capituler à tout prix avec les Français, 41, — décide à se retirer en Sic... avec la famille royale, 42, se rend point aux prières des ... putés de la ville qui l'engagent ne pas s'éloigner, 43, — nom... pour vicaire général le prince ... gnatelli, *ibid.*,— perd son fils ... bert dans une tempête, 44, rentre à Naples le 27 juillet 171... réactions, acte de grâce, incomplet qu'il accorde, 333, — abandonné par les Anglais et Russes; se réfugie de nouveau Sicile, IX, 86,—irrité du despo... me de lord Bentinck, veut fuir, arrêté et renfermé à Colli..., 303,—refuse de reprendre l'autorité, 304.

FERDINAND VII, prince des A... ries, son caractère, X, 88 épouse Maria-Antonina de ... ples, et la perd, 88,— ses regr... 89, — abreuvé de chagrin, dresse à Napoléon secrètement réclame sa protection et lui mande pour femme une princ... française, 90, — est arrêté ordre de son père, 119, — mis en jugement; n'est pas ... damné, 120, — ne veut pas ... ter Madrid et suivre la fam... royale, 129, — il est salué roi le peuple, 131, — proclamé ... des cris d'espérance et d'am... 133, — commence son règne ... des actes de justice, etc., 135 envoie des députés au-devant Bonaparte qu'il attend comme ami, *ibid.*, — part pour Bur... croyant y trouver Napoléon, — écrit à la junte qu'il est satis... des dispositions de l'empere... 153, — mande à ce dernier ... départ pour Bayonne, y fait ... entrée le 20 avril 1808, 15... instruit par Savary que *la mai... de Bourbon a cessé de reg...* proteste qu'il ne peut disp... des droits de sa famille, 154 fait notifier sa résolution de ...

trer dans ses États, 146, — à quelles conditions il consent à rendre la couronne à son père, 147, — atterré des menaces de son père et de sa mère, supplie, dans une lettre, Napoléon de le prendre lui et sa famille sous sa protection, abdique en faveur de son père, etc., 152, — ratifie à Bordeaux l'abandon de l'Espagne fait à la France par son père, 153, — et se rend à Valençay, *ibid.*, — examen de la conduite de ce prince, 154, — il végète au château de Valençay, XI, 148, — des femmes suspectes lui sont en vain envoyées pour le corrompre, 149, — ne veut pas traiter avec Napoléon (1813), qui lui propose de remonter sur le trône, XII, 271, — les Cortès lui prescrivent, quand il quitte Valençay, de se rendre en droite ligne à Madrid, 434, — son hésitation; n'exerce aucun acte de souveraineté pendant six semaines, *ibid.*, — déclare la constitution nulle, etc., entre à Madrid, assure des pensions à son père, etc., 435.

FERSEN (comte de), chargé de faire connaître à l'empereur les motifs de Louis XVI, pour accepter la constitution, I, 151, — est en querelle ouverte, devant Varsovie, avec Manstein, III, 63, — gagne la bataille de Maciejowice, 98, — envoyé au congrès de Rastadt, V, 47, — ami sincère de Gustave-Adolphe, roi de Suède; ennemi du prince Charles-Auguste, élu prince héréditaire, XI, 123, — accusé d'avoir empoisonné ce jeune prince, est massacré par le peuple, 124, — avait contribué à l'évasion de Louis XVI, etc., *idid.*

FESCH (le cardinal), archevêque de Lyon, nommé coadjuteur de l'électeur archi-chancelier, IX, 151, — ennemi de Napoléon; protège les jésuites, XI, 226.

FINKENSTEIN (comte de), ministre de Prusse à Vienne, fait ses efforts pour amener l'Autriche à s'unir à son souverain; ses observations à M. de Stadion, IX, 277, — espère réussir, mais il est détrompé par une lettre de l'*Observateur prussien*; texte de cette lettre, 279.

FISCHER, major-général autrichien, compromis par les déclarations d'un transfuge de sa nation, chef de déserteurs français, se donne la mort, III, 209, — ses papiers jettent beaucoup de jour sur les causes secrètes des événemens de la campagne dans les Pays-Bas, en 1794, *ibid.*

FITZ-GÉRALD (lord Édouard), membre influent de l'*Union irlandaise*, s'abouche à Hambourg avec Hoche, VI, 211, — confère à Londres avec un agent français, 212, — est fait prisonnier et se donne la mort, 219.

FLACHSLAND (le général de), accompagne le comte d'Artois à Pilnitz, I, 141.

FLEURY, consul à Bucharest, sa dépêche au ministre des relations extérieures sur l'alliance de la Russie, de l'Angleterre et de la Turquie, VI, 315.

FLORENT GUYOT, résident français à Coire, ex-conventionnel, met tout en œuvre pour la réunion des Grisons à la république, VI, 355, — demande réparation des outrages faits aux Français; prend congé de cette république qu'il n'a pu détruire, 366.

FONCESCA (Éléonore), républicaine exaltée, l'un des chefs de la conjuration républicaine à Naples, VII, 51.

FOUCHÉ, député de la convention à Lyon, fait mitrailler la population de cette ville, II, 417, — nommé ministre de la police, VII, 262, — ambassadeur auprès de la république Cisalpine, VIII, 308, — rappelé à la police, 376, — se ménage déjà son pardon auprès du prétendant, XI, 6, — négocie la paix avec l'Angleterre, échoue et est envoyé à Rome, puis en Illyrie, comme gouverneur, 85, — commence son cours d'intrigues pour obtenir la chute de Napoléon, etc, XII, 196, — envoyé par l'empereur à Naples, effraie

Joachim sur sa position, et Napoléon sur les entours de son beau-frère, 308, quitte cette ville, *ibid.*, au retour de l'empereur, conseille de nommer le duc d'Orléans régent du royaume, 479, se cache pour ne pas être arrêté, *ibid.*, — nommé ministre de la police, 498, — cherche à effrayer par un rapport sur les opinions royalistes, 499, détruit les papiers laissés par M. de Blacas et sauve ceux qu'on voulait arrêter, etc., *ibid.*, — président du gouvernement provisoire, après la bataille de Waterloo, il hâte une catastrophe inévitable, 530, correspond avec Wellington et Blucher, 532, — dirige la conjuration pour rappeler Louis XVIII, 533, sans conditions, *ibid.*, traite de la rentrée du roi avec Talleyrand, revenu de Vienne, 536, promesses qu'il obtient de Louis XVIII, *ibid.*

FOX (Charles), approuve la révolution française, II, 108, ne peut empêcher que l'adhésion de l'Angleterre aux mesures prises par les puissances n'ait lieu, 145, — pour embarrasser le ministère, nomme Pitt d'intervenir en faveur de Louis XVI, 164, reproche au ministère anglais la dureté de ses réponses aux envoyés de France; esquisse la conduite des puissances envers la Pologne, 186, vote contre la guerre, 187, — regarde la situation de l'Europe comme désastreuse, après la campagne des alliés en 1793, 463, — son discours, 464 et suiv., accuse de trahison le ministre qui avait tracé le discours du roi au parlement, le 29 octobre 1795, III, 248, — applaudit à la démarche parricide des ministres, le 6 octobre 1796, IV, 24, veut qu'on examine la conduite des ministres jusqu'à ce jour, 26, appelle l'avance des fonds faite à l'Autriche, à l'insu de la nation, un despotisme dictatorial, 112, sa motion éloquente est rejetée le 14 décembre suivant, 113, reproche à Pitt l'origine et les dépenses de la guerre continentale, 118, — attaque le plan de finances de Pitt à l'ouverture du parlement (1798), V, 131, demande une réforme parlementaire, 132, — est appelé aux affaires étrangères à la mort de Pitt, IX, 72, n'était point un homme d'État; sa vie, 74, etc., — réclame contre l'occupation du Hanovre, 106, excuses qu'il reçoit à ce sujet du baron de Jacobi, *ibid.*, remercie le roi de sa conduite ferme contre la Prusse, mais veut qu'on en respecte le roi, 109, — un espion français lui est envoyé s'offrant d'assassiner Napoléon, 186, — le fait arrêter et en donne l'avis à M. de Talleyrand, 187, — ne refuse pas de s'entendre sur la paix qui lui est offerte, *ibid.*, veut que la Russie intervienne, 189, développement de son vœu, 190, accepte les conditions nouvelles proposées par Talleyrand, 191, étonné des supercheries de Talleyrand, fait déclarer par lord Yarmouth que l'Angleterre ne veut pas traiter sans la Russie, 209, repousse la proposition relative à l'indemnité du roi de Naples, 216, mécontent de lord Yarmouth, veut que lord Lauderdale soit envoyé comme ministre publiquement accrédité, 224, se laisse abuser par les négociateurs français, 227, rappelle lord Yarmouth, 229, — état désespéré de sa santé, 231, sa mort, 234.

FOY (le général), porte à Napoléon, à travers mille dangers, des lettres de Masséna, général en chef devant Lisbonne, XI, 193, les instructions qu'il rapporte sont inexécutables, 194.

FRANCIA (le docteur), recommandable par ses connaissances, sa conduite dans la Colombie, XIII, 147, c'est l'homme le plus extraordinaire du dix-neuvième siècle, 148, a totalement changé les habitans du Paraguay, *ibid.*

FRANÇOIS II, fils aîné de Léopold, succède à son père, I, 235, sa lettre à Frédéric-Guillaume, con-

formant le nouveau système arrêté entre les deux cours, 200, — portrait du jeune prince, 201, — ses deux mariages, 203, — ne fait aucun changement essentiel dans son conseil, 204, — ordonne de brûler toutes les dénonciations et de n'en recevoir aucune à l'avenir, 206, — défend son éloge dans les livres, *ibid.*, — donne l'assurance aux princes français qu'il restera fidèle au système de son père, 207, — confirme les traités de son prédécesseur avec la Prusse, renouvelle le traité d'alliance avec la Russie, 300, — est résolu de s'opposer énergiquement aux exigences de l'Assemblée nationale, *ibid.*, — il est extrêmement choqué de l'ordre donné, au nom du roi de France par Dumouriez, de diminuer les troupes autrichiennes en Belgique, 311, — instruit de la déclaration de guerre par la France, donne l'ordre de faire marcher 45,000 hommes vers le Rhin, 341, — pour accélérer son élection à l'Empire et se rendre favorable le roi de Prusse, il renonce, en faveur de ce dernier, à la direction suprême de la guerre, 376, — se trouve à Mayence avec Frédéric-Guillaume, *ibid.*, — engage la cour de Copenhague à comprimer la révolution française, 391, — texte de sa députée, *ibid.*, — fait son entrée à Francfort, le 11 juillet 1792, pour son couronnement, 397, — luxe de cette cérémonie, *ibid.*, — l'empereur témoigne sa satisfaction aux troupes prussiennes, 398, — arrive à Mayence, le 19 juillet 1792, 400, — ne se réserve que le commandement suprême de son armée des Pays-Bas, 423, — son manifeste purement autrichien, 424, — adhère au manifeste des puissances, rédigé par le marquis de Limon, 427, — prend la route de Prague, en passant par Munich, 433, — lors de son second traité avec la Prusse, stimule le zèle du cercle contre la France, II, 201, — dépouvru de bons ministres, 209, — met Thugut à la tête des affaires, 264, — prend la résolution de se rendre à Bruxelles, avec l'impératrice, 389, — est arrêté par son cabinet, 393, — est résolu d'ouvrir en personne une troisième campagne avec un surcroît de forces, 472, — consent à ce que l'armée prussienne soit approvisionnée par les États de l'Empire, avant celle d'Autriche, 483, — provoque l'armement général des provinces, *ibid.*,

confie le commandement de l'armée d'Empire, proprement dite, au duc Albert de Saxe-Teschen, 485, — se propose de se rendre à l'armée, proclamation qui précède son arrivée à Bruxelles, 490, — il y est accueilli avec une grande allégresse, 492, — voulait prendre le commandement de l'armée, il en est dissuadé par Thugut, 493, — mauvaises mesures prises à cette occasion *ibid.*, — à cheval, pendant douze heures et encourageant les soldats à la bataille près Tournay, 538,

invite le prince de Cobourg à se porter sur la Sambre pour prévenir la jonction des corps français, III, 3, — part pour se rendre de Malines à Anvers, en se plaignant de la Prusse, 4, — doute des bonnes intentions de la Prusse, *ibid.*, — passe le Rhin et va directement à Vienne, résigné à l'abandon des provinces belges, 9,

sensation que son retour produit en Europe, *ibid.*, — les affaires de Pologne avaient contribué à le ramener à Vienne, 19, — donne ordre au comte d'Harnoncourt d'entrer avec son corps d'armée dans la Petite Pologne, 14, — sur les insinuations de lord Spencer, rappelle le prince de Cobourg, 70, — témoigne sa surprise à la Diète de ne pas avoir été consulté sur la question de la paix, 93, — convient à un délai de six semaines pour l'ouverture du protocole; veut attendre l'avis du cabinet britannique, 95, — annonce à la Diète qu'il est prêt à procurer à l'empire une paix juste

et solide, 173, — à quelles conditions, *ibid.*, — ratifie l'avis de la Diète sur la paix ; mais refuse la médiation de la Prusse, en quels termes, 201, — après la retraite de Pichegru et de Jourdan fait part à la Diète du refus du gouvernement français, de concourir à la paix, 235, — conditions auxquelles l'Empire demandait cette paix, 256, — annonce qu'elle ne peut plus être obtenue que *les armes à la main*, 258, — demande un armistice malgré les succès de ses généraux, 260, — ses troupes perdent la bataille de Loano, 261, — impression que produit l'armistice sur les royalistes allemands, 264 et suiv., — reçoit un courrier de Bonaparte, et convoque ses ministres ; refuse de communiquer avec la France, si l'on ne remplit pas les formes ordinaires de la diplomatie ; envoie des courriers à Bâle, Berlin, etc., IV, 21, — ne veut pas que Clarke soit reçu à Vienne, et reste fidèle à l'Angleterre ; consent tout au plus à une suspension d'armes en Italie, 81, — sa lettre à Wurmser bloqué dans Mantoue, saisie sur un espion, 138, etc., — sa politique franche, 152, — ne se hâte pas de signer la paix définitive avec la France, 306, — sa lettre au grand duc de Toscane, interceptée (du 20 juillet 1797), 485, — accorde les pleins pouvoirs pour traiter de la paix, 503, — sa lettre autographe au premier consul, en lui envoyant le comte de Saint-Julien, VII, 511, — sa bonne foi, *ibid.*, — signe un traité de paix avec la France, le 9 février 1801, 455, — fait connaître à la Diète germanique le traité de Lunéville, et s'excuse sur les circonstances où il s'est trouvé, VIII, 48, — réflexions sur ce traité, *ibid.*, etc., — adoré de ses sujets, 55, — offre sa médiation aux cours de Paris et de saint Pétersbourg, 455, — écrit à l'électeur de Bavière pour l'engager à s'unir à lui, 569, — son entrevue avec Napoléon, après la bataille d'Austerlitz ; conclut un armistice, 510, — comment il se justifie de la perte de cette bataille vis-à-vis de l'Angleterre, 511, — réflexions sur cette défense, 512, — examen du traité de Presbourg signé par lui, IX, 16, etc., — veut réparer les maux de l'État ; nomme le prince Charles généralissime de ses armées, 101, — sa déclaration, lors de l'établissement de la Confédération du Rhin, 161, — se refuse à toute union hostile avec la France, 351, — s'excuse par une lettre de ne point assister à l'entrevue d'Erfurt, X, 240, — sincère dans ses communications d'Erfurt, se lasse des insultes de Napoléon, veut rétablir son indépendance, 295, — ne reconnaît pas pour roi d'Espagne Joseph Napoléon, 99, — son manifeste, 305, etc., — sa déclaration de guerre, 311, — hésite, après la bataille de Wagram, à ratifier l'armistice ; continue ses préparatifs et veut se mettre à la tête des troupes, 402, — signe pourtant la convention de Znaim, 403, — encourage l'exaltation du peuple contre les Français, XI, 238, — ses traités avec la France et la Prusse, 328, — se désiste (en 1814) qu'une franche et durable neutralité, XII, 66, — refuse les offres d'officiers français, 77, — veut entraîner le roi de Saxe dans l'alliance avec l'Allemagne, 88, — effrayé de la marche de Napoléon, se réfugie presque seul à Dijon, 380.

FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU, directeur, publie, sous le voile de l'anonyme, l'*Examen des griefs allégués contre les Français par le roi d'Angleterre*, V, 132, — remplace, avec peu de bonheur, Bonaparte à Rastadt, 517, — reste à Seltz, de l'autre côté du Rhin, pour conférer avec M. de Cobentzel, *ibid.*, — met des formes très-hautes dans ses réclamations, etc., VI, 150, — demande réparation pour l'insulte faite à Bernadotte à Vienne, *ibid.*, — annonce au Directoire la prochaine communication de l'*ultimatum* autri

chien, 153,—retourne à Paris, 156.
FRASER (le général), débarque en Égypte avec 5,000 hommes, veut s'emparer d'Alexandrie; il est battu et forcé de se rembarquer, le 22 avril 1807, IX, 307.
FRAYSSINOUS (l'abbé), aujourd'hui évêque d'Hermopolis, est obligé de cesser ses prédications en 1809, XI, 227.
FRÉDÉRIC-LOUIS, prince de Prusse, est confié aux soins du général Kalkreuth, à Coblentz, le 28 juillet, I, 433, — déploie une grande valeur à Mayence et reçoit une blessure grave, II, 311,
FRÉDÉRIC-AUGUSTE, roi de Saxe, quitte sa capitale pour se mettre sous la protection de l'Autriche, XII, 86, — détails sur ce prince, 87, — se refuse aux propositions des alliés, 109, — sa conduite équivoque, 110, — se rend à Prague, s'occupe d'une médiation armée, 147, — hésite, après la bataille de Lutzen, et finit par joindre sa cavalerie aux troupes de Napoléon, 151, — se rend à Dresde, et trouve le peuple indisposé contre lui, *ibid.*,— ne peut se défendre à Leipsick, est fait prisonnier et envoyé à Berlin, 247, — refuse d'accéder à différentes cessions, 473, — on l'invite à se rendre près de Vienne, *ibid.*, — arrivé à Presbourg, il persiste à ne pas donner son consentement, 474, — il est dépouillé, *ibid.*, — le donne enfin le 18 mai 1815, 519.
FRÉDÉRIC D'ORANGE (le prince), nommé général en chef de l'armée austro-sarde en Italie, VII, 206, — aimé, estimé des troupes, *ibid.*, — meurt subitement, 207.
FRÉDÉRIC-GUILLAUME II, roi de Prusse, prend les rênes du gouvernement en 1786, I, 47, — entraînement universel des esprits en Europe, à cette époque, pour les réformes politiques, 48, — Frédéric-Guillaume, avec plusieurs princes, s'occupe d'assurer le bien-être des peuples, 49, — avait-il un plan bien arrêté de ne point user arbitrairement de son autorité? 53, — ses sentimens généreux, ses idées élevées; ses lumières et sa bravoure personnelle, 55, — enclin aux voluptés et à la mollesse, il n'était pas destiné à devenir un grand politique, ni un grand capitaine, 56, — écrit à Louis XVI, pour lui proposer vaguement un traité d'amitié, 58, — cette proposition ayant été éludée par M. de Vergennes, il écarte des affaires le prince Henri, son oncle, qui voulait sérieusement la paix et l'alliance avec la France, 60, — ne laisse aucun crédit politique au duc de Brunswick, homme de guerre, et l'un des princes allemands les plus sages et les plus habiles, *ibid.*, — comprime en Hollande le parti opposé à la maison d'Orange, 61, — s'entient avec l'empereur Joseph, qui avait décliné sa médiation entre lui et la Cour ottomane, a des rapports directs de convenances, 67,—resserre son alliance avec l'Angleterre, *ibid.*, — rétablit la censure, 70, — erreur du comte de Ségur, dans son *Tableau politique de l'Europe*, au sujet des édits de religion et de censure donnés par ce prince, 71, — avec son armée, il pouvait tenter d'étouffer la révolution française, mais l'entreprise était au-dessus de ses forces morales, 74, — il est personnellement affecté des troubles de la France, 78, — il adresse, le 16 février 1790, au comte de Goertz, son ministre à Ratisbonne, un rescrit portant que l'Empire était dans l'obligation de s'intéresser pour les princes de l'empire laïcs et ecclésiastiques lésés par la France révolutionnaire, *ib.*, — ne répond pas aux ouvertures pacifiques proposées par Léopold, et fait passer des troupes sur la Pologne, 84,— conclut le traité de Reichembach, moyennant différentes stipulations en sa faveur, 85, — est proclamé comme le modérateur de l'Europe, 86,— aspire à comprimer la révolution française par l'emploi de sa médiation person-

nelle, 92, — ne néglige aucune occasion de faire porter à la connaissance de Louis XVI les assurances consolantes de sa sollicitude royale, *ibid.*, — reçoit une lettre de Louis XVI, 93, — représente à l'empereur Léopold combien il importe à tous les souverains de tirer Louis XVI de la captivité où il gémit, 96, — est contrarié des délais opposés par Léopold, *ibid.*, — se défie de la cour de Vienne étroitement unie à celle de Saint-Pétersbourg, 97, — en revient à ses penchans de Reichembach, 101, — est profondément affligé du mauvais succès de l'évasion du roi Louis XVI, 110, — approuve la constitution libre des Polonais, 125, — loyauté, désintéressement de ses sentimens dans la question française, 131, — accueille le baron de Roll, et le charge d'annoncer aux princes français (les comtes de Provence et d'Artois) qu'il secondera la cause royale, 132, — paraît disposé à faire marcher ses troupes vers le Rhin, 133, — invite le marquis de Bouillé à se rendre à Mayence, pour conférer sur les affaires de France, *ibid.*, — se rend à Pilnitz, y est reçu avec estime et amitié par l'empereur et l'électeur Frédéric-Auguste, 135, — déclare qu'il entrevoit peu de succès dans des mesures conciliatrices ou dilatoires, 137, — fait connaître le plan du marquis de Bouillé, 139, — en apprenant que Louis XVI avait accepté la Constitution, dit tout haut : « Je vois la paix de l'Europe assurée, » 154, — accuse au roi de France réception de sa lettre, *ibid.*, — fait un froid accueil à M. de Ségur, ambassadeur de France, 190, — souhaite qu'on en vienne à une guerre ouverte, 191, — signe, le 7 février 1792, le traité d'alliance définitive avec l'Autriche, 220, — donne son assentiment au plan de Léopold, par rapport à la France, 232, — appelle à Berlin le duc de Brunswick pour conférer sur la guerre, 252, — ordonne au baron de Hardenberg de surveiller les émissaires français qui se glisseraient dans ses principautés de Franconie, 304, — y fait passer les premières troupes prussiennes, destinées contre la France, 305, — donne audience à l'envoyé de l'électeur de Mayence, comte de Hatzfeld, *ibid.*, — rappelle Blachofswerder, son envoyé à la cour de Vienne, 311, — réitère l'ordre de faire marcher des troupes, 313, — donne des ordres pour faire marcher des troupes contre la France, qui venait de déclarer la guerre à l'Autriche, 342, — avait un désir sincère de replacer Louis XVI sur le trône, 355, — envoie le mémoire du duc de Brunswick à Vienne, 356, — son entrevue à Mayence avec le jeune roi de Hongrie, 376, — envoie une forte somme d'argent aux princes français pour leur entrée en campagne, 378, — adopte l'opinion du marquis de Bouillé, relativement à l'emploi des émigrés, 379, — sa réponse aux Polonais, qui réclamaient son alliance contre la Russie, 386 et suiv., — avait déjà ordonné que 25,000 hommes marcheraient sur la Vistule, 388, — veut porter le Danemarck à se joindre à lui contre la France, 390, — texte de sa dépêche, *ibid.*, — part pour se rendre sur le Rhin, singulière inscription latine en son honneur à Erfurt, 399, — complimente le baron de Hardenberg sur sa bonne administration de la Franconie : paroles remarquables qu'il lui adresse au sujet de la France, 400, — est reçu à Mayence avec les mêmes honneurs que l'empereur ; est ému en serrant dans ses bras ce jeune prince, 420, — sa déclaration en prenant les armes ; titre modeste donné à cette pièce, 425, — son texte, *ibid.* et suiv., — approuve le manifeste rédigé par le marquis de Limon, 427, — passe la revue d'une partie de ses troupes à Coblentz, 433, — passe en revue l'armée des princes français à Bingen, 434, — ne veut pas exposer la noblesse française, en

jusqu'à l'illusion, se croit lié avec
la France par des traités, 396, —
répond au roi de Suède qu'il veut
rester neutre, et qu'il ne souffrira
pas d'armement dans la Poméra
nie suédoise, 401, — veut à tout
prix empêcher les armemens pré-
parés dans ce pays, 403, — cruelles
perplexités du cabinet prussien à
cette époque, 414, — se voit dans
l'alternative d'avoir pour enne-
mie la France ou la Russie, 439, —
cherche à ne s'aliéner aucune de
ces puissances, 448, — voit le piége
que lui tend Bonaparte, en lui
offrant la Bavière, 467, — fait
marcher 100,000 hommes sur la
Vistule, et arrête les Russes qui
voulaient traverser ses états, 468,
— voit sa neutralité renversée par
la France et la Russie, 474, — son
anxiété, 475, — forme trois ar-
mées, 478, — accorde le passage
aux Russes par la Silésie, 479, —
comment on lui annonce la ba-
taille d'Austerlitz, IX, 22, — de-
meure calme au milieu du tumulte
des passions, désire le bien de
ses peuples, et ne sait quel parti
prendre, 53, — adhère au traité
de Presbourg, avec des modifica
tions, 57, — ses intentions fran
ches exprimées dans la note du
baron Hardenberg à M. Jackson,
58, — le plus zélé défenseur des
droits sacrés de la justice, 180, —
se laisse séduire par La Forest,
173, — donne l'ordre de mobili
ser l'armée, 175, — ses prépara
tifs de guerre, etc., 176, — se
plaint de l'arrogance des envoyés
de Napoléon, 262, — cherche à se
prémunir contre sa mauvaise foi,
267, — envoie le baron de Jacobi
à Londres pour obtenir des sub
sides, 268, — veut entraîner dans
sa cause les électeurs de Hesse et
de Saxe, *ibid.*, — s'avance ayant
avec lui le duc de Brunswick, etc.,
270, — espère encore la paix,
ibid., — conçoit la noble pensée
de réunir à sa cause l'Allemagne
du Nord, 288, — choisit malheu
reusement pour commander ses
troupes le duc de Brunswick,
âgé de soixante douze ans, 291,
— langage qu'il tient à ses trou
et son manifeste, 294 et suiv.,
il y parle de la mort du duc d'
ghien, 297, — fait des prodig
valeur à Iéna, etc., 308, — s
funestes de cette bataille, 30
situation affreuse des Berlin
311, — envoie Lucchesini
traiter de la paix, 318, — con
à tout, pour le bien de ses s
393, — mais apprenant la dé
tion de Napoléon, refuse de
fier la trêve, 345, — ses procl
tions aux Polonais, *ibid.*, et
son traité avec les Anglais à
mel, 397, — ne se laisse pas
mider par les menaces de N
léon, *ibid.*, — se lie plus ét
ment avec Alexandre, 401
signe un traité avec lui,
— ses conditions, 402, — c
qui l'empêchent de faire d
quer des troupes auprès de
berg, 413, — sa profonde
leur en apprenant à ses suj
paix de Tilsitt, 430, — sign
autre convention à Elbing,
432, — concessions auxque
se soumet, 433, — ne s'éta
cupé depuis son avènemen
trône que du bonheur de s
jets, 436, etc., — ne se ren
à Erfurt, X, 241, — croit d
s'excuser auprès des puissan
et surtout à Paris, de son v
à Saint-Pétersbourg, 289,
rend avec sa famille, *ibid.*,
donnance qu'il publie à so
tour, 290, — accueille froide
la demande que lui fait l'e
reur de Russie, après la b
d'Essling, 323, — ses prétent
s'il acceptait l'alliance, 324,
veut pas provoquer l'anim
sion de la France, 325, —
plaudit des mesures qu'il a
à son égard, et rentre à B
après trois ans d'absence, X
— cherche à réparer ses fin
116, — rappelle le baron
denberg, 118, — acquitte l
ment des contributions co
ses, sans obtenir la remi
Glogau; sa lettre au général
Bernadotte, 240, — est con
d'immoler ses affections au

térêts de ses peuples 349, — n'avait de salut (en 1811) qu'en s'alliant à la France, 350, — la nécessité le jette dans les bras de Napoléon, 324, — négociations pour un traité, *ibid.*, — prohibe les denrées coloniales venant de Russie, 337, — toute la Prusse est couverte de troupes françaises, *ibid.*, — se retire en Silésie; sa lettre au comte d'Hardenberg, 381, — après la retraite de Moscou, envoie au général en chef prussien des pouvoirs illimités, XII, 12, — répugne à se séparer de Napoléon après la retraite de Russie, 16, — veut pénétrer les intentions secrètes d'Alexandre, 18, — lettre qu'il lui écrit; réponse qu'il en reçoit, 20, — se prépare à un grand développement militaire, 24, — part pour Breslau, dans la crainte d'être enlevé, 27, — veut se borner à une neutralité bien payée, 31, — abandonne la France, et s'unit à la Russie, 33, — cette alliance avait été désirée par le grand Frédéric, 34, — bases du traité de Kalisch, 35 et 40, — met son armée sous le commandement des Russes, 41, — institue la Croix-de-Fer; ses proclamations, 42-43, — assiste aux conférences de Trachenberg, 185, — entre à Paris, 388, — assiste aux délibérations le 31 mars, 393, — retourne à Berlin, y est reçu avec enthousiasme; s'occupe du bonheur de ses peuples, 440, — arrive au congrès de Vienne, 452, — fait administrer la Saxe en raison d'une convention secrète avec la Russie, 462, — ses dispositions militaires après le retour de Napoléon, 535.

FRÉRON (le général), passe l'Elbe, et s'empare de la personne et des papiers du chevalier Rumbold, ministre anglais près le cercle de la Basse-Saxe, VIII, 378, — veut enlever près d'Altona des négociants anglais, 379.

FRÉRON, commissaire de la convention à Toulon, dévoué à la faction des montagnards, II, 336, — veut se replier derrière la Durance, 417.

FRIRTAG (le maréchal), commande un corps d'armée près Dunkerque, II, 366, — est blessé et pris un moment, 368.

FRIANT (le général), annonce au général Menou l'arrivée d'une flotte anglaise, VIII, 130.

FULCHIRON, banquier, lors de l'emprunt pour la guerre contre l'Angleterre, fait un éloge emphatique de Bonaparte, et propose d'ouvrir un emprunt, V, 135.

G

GALBAUD (le général), confère près de Verdun avec le duc de Brunswick, etc., II, 6, — parle des droits du peuple français devenu libre, 7, — s'entretient avec un officier-général hessois, 8.

GALLO (marquis de), favori de l'empereur et de l'impératrice, et plénipotentiaire, part de Vienne, sur les pressantes instances de Bonaparte, pour Milan, comme pour assister seulement à l'échange des articles préliminaires de Léoben, IV, 400, — captivé par Bonaparte, rédige les articles préparatoires de la paix définitive, *ibid.*, — laisse au cabinet de Vienne toute la latitude, pour se déterminer plus tard, 411, — expédie à sa cour les quatre articles du 24 mai, signés par lui, 414, — demande que le siége des négociations soit établi à Udine, 446, — envoie à Vienne son secrétaire pour aplanir des difficultés, 451, — se plaint, au nom de son souverain, des principes anti-monarchiques semés dans les provinces voisines de l'Autriche,

401, — part pour aller s'expliquer à Vienne avec Thugut, 491, — s'entretient avec l'empereur, sans aucun résultat, et avec l'impératrice, qui désire sincèrement la paix, 491, — situation désagréable dans laquelle le place le conseil privé; il demande à ne plus être employé dans cette négociation; mais ne persiste pas, 493, — retourne précipitamment à Udine, 494, — cherche à obtenir pour le royaume des Deux-Siciles les îles de Corfou, etc.; ambition de la cour de Naples, VI, 407, — sa réponse à Murat sur les levées extraordinaires ordonnées par le roi de Naples, 413, — prend indirectement la défense de Mack, après la retraite des Napolitains, VII, 35, — envoyé auprès de Championnet pour négocier, 41, — est refusé, 44, — part pour Vienne, *ibid.*

GALLOIS, envoyé en Angleterre (1798), pour l'échange des prisonniers, échoue dans sa mission, V, 469, — sa lettre tranchante à lord Grenville, prend la route de Douvres, 470, — réflexions des écrivains ministériels anglais sur cette mission, 471.

GAMBIER (l'amiral), commande la flotte destinée à agir contre Copenhague, X, 29, — bombarde la ville, la force à capituler, et s'en retourne en Angleterre avec dix-huit vaisseaux de ligne, etc., 41, etc.

GANTHEAUME (le vice-amiral), échappe à la destruction de la flotte devant Aboukir, VI, 87, — son opinion sur la conduite de Brueys et de Bonaparte, *ibid.*, — va porter des secours à l'armée d'Égypte, mais, apprenant la capitulation, il rentre à Toulon, se remet en mer, essaie d'atteindre Alexandrie, mais revient en France, VIII, 147.

GARAT, homme de lettres, envoyé ambassadeur à Naples, pour rétablir la paix entre la France et les Deux-Siciles, VI, 41, — signe une convention, 416, — rapporte sur cette négociation au cabinet pour [illegible] sion, par M. Linden, son [illegible] *ibid.*, — veut être présenté au roi; analyse entre philosophique en cette circonstance; discours à la reine, moins délicat, 470, — satisfait le roi sur le but de l'expédition en Égypte de Bonaparte, 473, — défense de la fête donnée à Nelson, 475, — demande la liberté des prisonniers politiques napolitains et siciliens, 477, — la remise du port de Messine, etc., *ibid.*, — est rappelé sans bruit, 480, — applaudit au 18 brumaire, VII, 361, — ses rêveries philosophico-législatives; ne reçoit pas de réponse de sa lettre à Bonaparte sur l'Égypte, XIII, 145.

GENSONNÉ, député à l'Assemblée nationale, se prononce pour la guerre contre l'Allemagne, I, 191, — fait un rapport très-détaillé sur la note de la cour de Vienne, du 21 décembre, 209, — conclut que l'empereur a violé le traité de 1756, et demande la guerre, 210, — applaudi par l'Assemblée et les tribunes, *ibid.*

GENTZ, publiciste de conscience et de talent; influence de ses écrits; extraits de ses ouvrages, IX, 119, etc.

GEORGES, chef de chouans, arrêté en février 1804, VIII, 475, — porté sur une liste comme brigand, *ibid.*, — détails sur cette conspiration par l'observateur prussien, 510, — sa réponse à Murat qui lui propose sa grâce, 530.

GEORGES III, roi d'Angleterre, avait vu [illegible] la révolution française, I, 72, — il l'aurait combattue avec vigueur, s'il avait pu disposer à son gré de sa nation et de son ministère, *ibid.*, — charge lord Elgin de presser Léopold d'intervenir en faveur de la famille royale de France, 101, — compatit à la position de Louis XVI, II, 106, — montre l'intention formelle de pourvoir à la sûreté publique, 143, — annonce aux deux chambres la déclaration de guerre à la France, 181, — offre la paix aux Français qui retourneraient à l'anarchie actuelle, — texte de sa déclaration, 411 e

, — recommande dans son
ars d'ouverture, du 21 jan-
1794, la continuation de la
e, 459, — discussions vives à
et dans les deux chambres,
suiv., — à l'ouverture du
nent, le 30 décembre 1791,
sur la nécessité de poursui-
guerre sans relâche, III, 123,
voie aux communes un mes-
latif à un emprunt en fa-
de l'empereur, 128, — dans
ce de clôture du parlement,
n 1795, fait allusion à un dé-
ement de troupes avec un
français, sur les côtes de
f, 196, — se rendant, le 29
re 1795, à la chambre des
est entouré d'une foule de
le tout rang demandant le
de Pitt et la paix; cris sé-
x, 256, — parle à la chambre
ignité des pertes essuyées par
nce en Allemagne, et de-
la continuation de la guer-
17, — à son retour, le tu-
est encore plus grand, sa
e est arrêtée, les glaces bri-
248, — dans son discours
erture, du 6 octobre 1796,
d'envoyer à Paris une per-
munie de pleins pouvoirs,
raiter de la paix, IV, 22, —
ce au parlement les causes
upture avec la France; dé-
une seconde fois, le 26 dé-
e, que la rupture avec la
e ne provient pas de ce qu'il
posé à la paix, mais des pré-
ns inadmissibles du Directoi-
5, — à l'ouverture du parle-
novembre 1798, annonce
mis tout en œuvre pour ac-
r la paix, V, 172, — ouvre le
nent, le 20 novembre 1798;
scours, VI, 389, — son dis-
en ouvrant le parlement, en
VIII, 418, — rappelle son am-
eur de Berlin, et déclare la
à la Prusse, IX, 108, — croit
justifier la prise de Copen-
, etc., X, 43, — sa mauvaise
XI, 258.

GNÉ, aide François de Neuf-
ıu dans la composition d'un
hlet contre les Anglais, V,
132, — s'oppose à ce que les insur-
gés piémontais soient fusillés, VII,
83, — signe un traité avec le roi
de Piémont, 87, — assiste à une fête,
le 14 juillet, dans la citadelle de
Turin, compte qu'il rend au Di-
rectoire, 96, — ses exigences, son
incivilité démagogique, 98, — est
forcé d'improuver la conduite de
quelques officiers français, unis
aux révolutionnaires, 101, — ob-
tient son audience de congé, 103.

GIRULA (le comte), insurge les peu-
ples du Montferrat, organise des
levées de prisonniers autrichiens,
etc., III, 409,

GODOI, (prince de la Paix), renvoie
à Lisbonne un courrier expédié
pour Paris, et retire les troupes
espagnoles de la frontière du Por-
tugal, V, 127, — en est récompensé
par la principauté d'Evora, *ibid.*,
— parvient au faîte de la puissance
en Espagne; traité comme un ami
nécessaire par le roi, VI, 41, — veut
adoucir le Directoire, 43, — fait
nommer le comte Cabarrus, père
de madame Tallien, ministre d'Es-
pagne à Paris; ses vues, 44, —
fait sortir la flotte de Cadix, 51, —
troublé du discours de l'ambas-
sadeur Truguet, 55, — perd la place
de secrétaire particulier de la rei-
ne, 58, — renonce lui-même à la
place de premier ministre, *ibid.*,
— continue de résider à la cour et
de gouverner secrètement, 65, —
connut le premier en Europe l'ex-
pédition cachée d'Egypte, 66, —
commande l'armée contre le Por-
tugal, VIII, 132, — injurie l'Angle-
terre dans ses proclamations, 385,
— affaire des frégates espagnoles
prises par les Anglais, *ibid.*, etc.,
— choqué des outrages dont l'ac-
cable Napoléon; ne respire que la
guerre, IX, 284, — négocie avec
le prince-régent de Portugal, et
se voit encouragé dans ses dispo-
sitions belliqueuses par le baron
Strogonoff, 285, — envoie 14,000
Espagnols à Napoléon, 415, — con-
clut un traité avec la Russie, X,
80, — cherche à calmer la colère
de Napoléon, *ibid.*, — déclare ses
proclamations apocryphes, 81, —

cherche à perdre le prince des Asturies, 86,—vise au pouvoir suprême, 87,—veut marier le prince royal avec la sœur de sa femme, 90, —échoue dans le projet de le faire condamner, 120,—ordonne de recevoir les Français comme des alliés, 122,—voit qu'il est pris pour dupe, 123,—veut faire embarquer la famille royale pour le Mexique, 128,—sa maison est enfoncée par le peuple de Madrid, 130,—il est pris et maltraité; le roi Ferdinand l'arrache des mains de ses bourreaux et le fait conduire en prison, 131.

GOERTZ (le comte), envoyé de la Prusse au congrès de Rastadt, veut établir une confédération germanique en opposition aux vœux de la France, V, 99.

GOETHE (à la suite du duc de Veymar), assiste à la bataille de Valmy; son récit, I, 475.

GOMIER, nommé directeur, VII, 262, est renversé le 18 brumaire; proteste au lieu d'agir, 360, — niais révolutionnaire, ses mémoires sont pleins d'erreurs, XIII, 159, —accuse la reine Caroline de Naples de la mort des envoyés français à Rastadt, 160,—réfutation de cette assertion, 161, etc.,—détails sur cet assassinat, *ibid.*, — Bonaparte lui semblait un monstre, parce qu'il avait renversé le Directoire, 165, —prétendue lettre de Souwaroff qu'il cite, 166.

GOLTZ (le baron de), ministre de Prusse près la cour de France, représente verbalement au cabinet de Versailles les avantages et la nécessité de l'union entre la Prusse et la France, I, 58, — donne connaissance à sa cour des instructions reçues par M. de Ségur, 189, — expédie un courrier à la cour après la fameuse séance du 14 janvier 1792, 213, — s'oppose au commerce des neutres avec la France dans les mers du Nord, II, 336,—nature des instructions qu'il reçoit de sa cour pour traiter de la paix avec la France, III, 112, — refuse de se rendre à Paris pour traiter, 115, — échange ses pouvoirs à Bâle avec M. Barthél 132,—se montre minutieux e cile, *ibid.*, — meurt, 133.

GOUVION-SAINT-CYR, ren Masséna dans le command de Rome; sa conduite sage, — occupe les dépendances vêché de Bâle, 319.

GRAHAM, officier anglais, att l'armée autrichienne ren dans Mantoue, se dévoue e à Alvinzy des détails sur de la garnison, IV, 154,—e à Londres la nouvelle de l tice entre l'empereur et parte, 296.

GRASSE (de), contre-amiral, général royaliste, traite e tement avec les sections de pour livrer cette ville aux A II, 357.

GRÉGOIRE (l'évêque), préside la Convention, accueille f blement les sociétés constit nelles établies à Paris, II,

GRENVILLE (lord), ministre faires étrangères à Londres ses dépêches au cabinet fra proteste de l'attachement cour à Louis XVI, II, 127, hère à la note du comte d remberg, demandant aux de Hollande de ne recevoir de ceux qui pourraient contribué à la mort de XVI, 130, — ne veut rec tre M. de Chauvelin que c ministre de Louis XVI, et no cun autre pouvoir; sa rép l'interpellation qu'il lui ava de déclarer si l'Angleterre e tre ou ennemie de la Fran et suiv., — comment il s'en dans la chambre haute sur l duite de M. de Chauvelin, à ministre avait enjoint de c Londres, 172,—ne refusait pendant de se prêter a des cations, mais dans une form officielle, 173,—justifie sa d tion de guerre à la France, signe avec Voronzoff, m russe, un traité de commerce —et un traité d'union, 199, tifie le traité de subsides de l' terre avec la Hollande en f

Prusse, 606, et suiv.,— veut traiter de la paix avec le Dire par l'entremise de l'amleur danois à Londres, IV, note à ce sujet, *ibid.*, — une seconde note; reçoit le ort demandé pour un neur, 12,—en informe le lord-, 21,—écrit, le 1er juin 1797, inistre des relations extérieu- la France pour proposer gociation nouvelle, 433, — vis de conclure aux meil- conditions possibles, 437,— ave la conduite de lord Mal- ry avec la France, V, 111, ed la parole dans le conseil inistres et veut qu'on de- des éclaircissemens au Dire, 113, — expose, dans un conseil, tout ce qui avait it auprès de la Prusse et de iche pour former une ligue la France, VI, 232, — jus- es alliances continentales, on lettre pleine de sagesse leyrand, après le 18 bru- relative à la paix, VII, c.,—se justifie devant les res de n'avoir pas voulu de la paix avec la France, son aplomb dans les négo- ns, 432, —compose le minis- près la mort de Pitt, IX, 71, lord), aujourd'hui lord Grey, fait partie de l'asso- n des *amis du peuple*; veut ter le projet d'une réforme mentaire, II, 120, — somme d'intervenir en faveur de XVI; ses motifs véritables, répète au parlement les ob- ions déjà faites sur les pré- *secrets nécessaires* des mi- , III, 40,—vote, le 14 décem- 90, contre Pitt, IV, 114, — ad président de l'amirauté, à rt de Pitt, IX, 72, pendant ladie mortelle de Fox, signe dres ministériels, 233, — se à un emprunt russe en An- re, etc., 400, — est remplacé anning, *ibid.*, — déclare aux ls que le décret de Berlin dé- toute neutralité, X, 32.

RY (le général), nommé commandant de la citadelle de Turin, avec l'ordre de la mettre en état de défense, VII, 108, — son rapport secret au Directoire, 110, etc., — force le roi de Sardaigne à supprimer une proclamation, 118, — son rapport au Directoire, *ibid.*, — autre rapport sur l'abdication du roi, 124, etc., — tient le sceptre du pouvoir militaire en Piémont, 128,—fait fusiller les Espagnols révoltés à Madrid, X, 170,—refuse de signer la capitulation accordée au duc d'Angoulême, XII, 482,— sauvé par le duc de Bassano, *ibid.*

GUADET, président de l'Assemblée nationale, monte à la tribune, propose de déclarer traître tout Français qui voudrait modifier la constitution, ou traiter avec les émigrés, I, 212, — acclamations publiques; les ministres cèdent à l'entraînement de l'Assemblée, *ibid.*,—parle fortement en faveur de la guerre contre l'Autriche, 339.

GUILHERMI (le capitaine-général), croit ne pas pouvoir défendre Saragosse, et veut faire sa soumission, X, 420.

GUILLAUME IX, landgrave de Hesse-Cassel, joint ses troupes à celles de la coalition, I, 394, — leur tactique et leur discipline, 395, —ne prenait aucun intérêt aux émigrés; était entré dans la coalition malgré lui, II, 9,—sa lettre au duc de Brunswick, *ibid.*, — impitoyable pour les émigrés, était l'ennemi déclaré de la révolution française, 43.

GUILLEMINOT (l'adjudant-général), envoyé à Constantinople pour régler les termes de l'armistice de Slobosie, IX, 440,—déjoue les intrigues d'Arthur-Paget, *ibid.*,

GUSTAVE III, roi de Suède, par son caractère chevaleresque et son désir immodéré de la célébrité, pouvait concevoir et exécuter le dessein d'arrêter la révolution française; mais la puissance lui manquait, I, 74,—se rapproche de la France pour joindre Louis XVI dans sa retraite projetée, 113, —demande au roi d'Angleterre 12,000 Hanovriens et s'engage à

débarquer 16,000 hommes à Ostende, 118. — renvoie la dépêche annonçant la signature de la constitution par Louis XVI, 148. — ne peut concevoir les lenteurs de Léopold et de Frédéric-Guillaume, 150. — se rapproche de Catherine, *ibid.* — désintéressé dans la question française, il espérait y jouer le premier rôle, 160. — forme avec Catherine une alliance offensive et défensive, 163. — a son ministre accrédité auprès des princes français à Coblentz, 164. — blessé d'un coup de pistolet dans un bal masqué, dans la nuit du 16 au 17 mars 1792, 273. — meurt au bout du douzième jour, *ibid.* — conjectures et sentimens des émigrés sur sa mort, 276.

GUSTAVE-ADOLPHE, roi de Suède, irrité de la puissance du premier consul, refuse de recevoir à sa table l'envoyé Bourgoing, VIII, 399. — écrit au roi de Prusse, pour lui demander son opinion sur la situation politique de l'Allemagne, etc., 401. — fait passer quelques troupes dans la Poméranie suédoise, *ibid.* — favorise la réunion des princes français à Calmar, 402. — signe avec l'Angleterre un traité de subsides, 404. — sa réponse à la cour de Prusse qui s'opposait aux armemens dans la Poméranie suédoise, 408. — ses vues diffèrent de celles d'Alexandre, 433. — sa note à ce sujet, 434. — sa déclaration de guerre contre la France, 435. — refuse de prendre part aux délibérations de la diète, IX, 103. — fait entrer ses troupes dans le duché de Lunebourg, au nom de S. M. Britannique, 267. — avait

envoyé, conjointement av[ec le] duc d'Enghien, un cartel à [Napo]léon, 298. — son inaltérable [fidé]lité à ses engagemens avec [l'Ang]leterre, 408. — conduit à St[...] le *régiment du roi de P[russe]*, 410. — refuse de prolonge[r l'ar]mistice de Schlatkow, à [la suite d'une] curieuse conversation avec [...] qu'il cherche à entraîner [dans] la cause du prétendant, [...] — demande que la Prusse [laisse] débarquer des troupes an[glaises ...] rons de Colberg, 413. — d[énonce] la rupture de l'armistice; [...] prise en revêtant une le[ttre du] roi de Prusse; texte de ce[tte let]tre, 422. — propose un [...] armistice à Brune, et per[...] ... 423. — ennemi pe[rsonnel] de Napoléon, X, 272. — s[on caractère] et ses fautes le conduisen[t à sa] perte, 273. — est fidèle [à son] traité avec l'Angleterre, sa réponse au manifeste [...] 275. — une conjuration se [forme] contre lui, 281. — méconn[aît ses] gardes, 284. — veut se po[rter] devant des révoltés, 285. — arrêté, *ibid.* — ne veut pa[s ...] le défende, *ibid.* — pa[...] publié sur cette révolution, etc. — il s'évade et se la[isse] prendre, 287. — signe son [abdi]cation, après une conféren[ce avec] sa mère à Gripsholm, [...] erre en Russie, etc. Re[çoit peu] de marques d'intérêt que d[e Louis] XVIII, voir *Pièces justific[atives]*, 288.

GYMNICH (le baron), charg[é de la] défense de Mayence, rép[ond à la] sommation du colonel Hou[chard] qu'il ne rendra pas la vi[lle sans] combattre, II, 34.

H

HALLER, banquier suisse, commissaire du directoire à Rome, sa rapacité, son insolence vis-à-vis de Pie VI; lui notifie l'ordre de quitter Rome; sa réponse impitoyable au refus du pape, V, 449.

HAMILTON (William), am[bassa]deur britannique à Nap[les], 440. — son goût pour le[s arts], *ibid.* — empêche son nev[eu ...] ville de contracter un [mariage] avec miss Harte, 441. — [...]

amoureux de cette femme et l'épouse, 343, — accueil qu'il fait à Nelson après sa victoire, 439, — veut qu'on déclare la guerre ouvertement à la France; fait des ouvertures au nom de l'Angleterre, *ibid.*, — se décide à se retirer, *ibid.*, — conçoit l'idée de traiter avec Joseph, XI, 233, — il échoue, *ibid.*

LAMMOND, envoyé par Pitt à Berlin, pour amener le roi de Prusse à se déclarer médiateur armé entre la France et les alliés, III, 400, — regardé comme un négociateur habile, *ibid.*, — trouve Haugwitz inaccessible à ses propositions, 401, — obtient une audience du roi, et lui présente les propositions de sa cour; elles sont repoussées, 402, — se rend à Vienne, 403, — envoyé par Pitt à Vienne, en 1797, IV, 296, — échoue dans son projet d'opposition à la paix entre la France et l'Autriche, 300, — insiste pour que l'empereur ne signe pas la paix définitive; ses motifs, 417, — arrive à Londres et donne des renseignemens au ministre, 437.

HARCOURT (d') le général, commande les troupes anglaises, entre l'Yssel et le Rhin, après le départ du duc d'York, III, 102.

HARDENBERG (Charles-Auguste, baron de), élevé avec soin, se voue de bonne heure aux affaires, I, 299, — se forme par les voyages, 300, — se lie intimement avec Goëthe, *ibid.*, — est chargé de missions pour l'Angleterre, retourne dans son pays natal, *ibid.*, — obtient toute la confiance du duc de Brunswick, 301, — est chargé de porter à Berlin le testament du grand Frédéric, déposé aux archives ducales de Brunswick, *ibid.*, — gagne les bonnes graces de Frédéric-Guillaume, 302, — prend les rênes de l'administration à Bareith, *ibid.*, — paie les dettes, diminue les impôts, etc., *ibid.*, — est chargé des arrangemens qu'entraîne la cession des états du margrave à la Prusse, 303, — est nommé ministre d'état et de guerre, *ibid.*, — publie l'édit de possession du margraviat au nom du roi de Prusse, 304, — distribue de grandes sommes aux pauvres, *ibid.*, — va au devant du roi de Prusse, et s'entretient de la guerre prête à éclater contre la France, 399, — est chargé de proposer l'entretien des troupes prussiennes par l'empire, et de faire annuler la mesure de l'armement général, 486, — texte de la lettre du roi de Prusse, qu'il remet à cet effet à l'électeur de Mayence, 487 et suiv., — pousse l'électeur de Mayence à convoquer les cercles les plus exposés à l'invasion, 490, — demande des subsides pour la Prusse; il est refusé, 498, — propose, pour couper court à la discussion, entre Cornwallis et le vieux Moellendorf, de consulter le roi de Prusse sur la destination ultérieure de son armée, III, 8, — influence les cercles de Franconie et du Bas-Rhin, relativement à la paix, 88, — nommé plénipotentiaire à Bâle, après la mort du comte de Goltz, 138, — y fait son entrée, le 18 mars 1795, 142, — fort attaché à son souverain, *ibid.*, — son urbanité, sa franchise, *ibid.*, — veut détacher de la coalition les princes qui désirent la paix, 143, — veut faire comprendre le Hanovre dans la ligne de démarcation de neutralité, *ibid.*, — signe le traité de paix; à quelles conditions, 144, — veut maintenir en paix l'Allemagne septentrionale, 158, — après une conférence avec le comte de Lerbach croit entrevoir que la paix continentale n'est pas improbable, 163, — chargé d'épier les desseins de l'Autriche sur la Bavière, 170, — donne avis à l'héritier présomptif de l'électeur de Bavière des projets de l'Autriche sur cette souveraineté, 177, — donne un dîner à la légation française, aux ministres de trois électeurs, et de plus, invite Merlin de Thionville et Pichegru, 178, — est refusé par ces

deux Français, va les trouver, dîne avec eux, *ibid.*, — insinue qu'on pourrait s'entendre avec le cabinet de Vienne, 179, — Merlin disait de lui qu'il avait les manières d'un marquis français, 180, — forme le plan d'accroître, malgré l'Autriche, la popularité du roi dans l'empire, 182, — veut faire accepter aux princes allemands la médiation du roi de Prusse, 183, — propose au comte de Lerhbach la ville de Francfort pour lieu du congrès pacificateur, 184, — part de Bâle, s'arrête à Carlsruhe, Manheim et Darmstadt, pour communiquer les vues de sa cour, et entre à Francfort, le 23 mai 1795, *ibid.*, — y confère inutilement avec Lerhbach pour la paix, 185, — continue sa route vers Berlin; trouve la ville pleine d'effroi, livrée à une émeute; détails sur cet événement, 186, — est décoré de l'Aigle-Noir; et reçoit en même temps du comité de salut public un service de porcelaine de Sèvres, 187 et suiv., — travaille sans relâche au conseil, etc., 188, — est renvoyé à Bâle pour ouvrir, de concert avec l'Autriche, des négociations pacifiques; confère avec le comte de Goertz, et avec le prince héréditaire de Hohenlohe, rend visite au duc de Deux-Ponts, passe au quartier-général de Clairfayt, et enfin arrive à Bâle, 206, — il apprend le fatal dénouement de l'affaire de Quiberon, *ibid.*, — communique à l'ambassadeur Barthélemy le désir qu'a le roi de Prusse de voir les Français ne pas verser le sang des prisonniers faits à Quiberon, 208, — remet à l'ambassadeur de France une note pour demander une trêve, etc., texte de cette note, 210, — écrit dans ce sens à Merlin de Thionville, 213, — communique au comte de Goertz, ministre du roi à Ratisbonne, le refus de l'ambassadeur Barthélemy d'accorder une trêve, 217, — imagine une nouvelle base de conciliation, et met tout en usage pour son succès, 218, — réussit du côté

de son souverain, et sur quelq points, du côté de la France, tient qu'un membre du comité salut public sera chargé de voir confidentiellement ses ouvertures de paix, *ibid.*, — fait visite à Pichegru à Blotzheim, — désire fortement que le d'Angleterre, comme élec d'Hanovre, accède à la pai Bâle; opération délicate, 2 suiv., — jaloux de la réput de son gouvernement, 228, — vre de ce que la neutralité Prusse n'avait pas été resp par les Autrichiens, 241, — mande son rappel quand la P abandonne la ligne de dém tion, et part pour repren Anspach ses hautes fonctions, — à son retour de Suisse veut m tenir la ligne de neutralité; pose de garnir les places d Dusseldorf jusqu'à Brême, — veut la neutralité de la P loyale et irrévocable, *ibid.*, la regarde comme fort av geuse au royaume, 272, — nonce que M. Elliot n'est de Dresde à Berlin que pour frir un nouveau subside, et faut hautement le refuser, 20 est chargé de demander pou Nurembergeois, accablés de tributions, la protection du r Prusse, 459, — ne veut pas sentir à leur réunion à la Pr *ibid.*, — sa note au magistr Nuremberg, 471, — recomman au ministère français M. de singer, député du cercle Franconie à Paris, IX, sa note remise au roi, s paix définitive, projetée ent France et l'Autriche, 412, — struit son souverain de ce q passe à Paris, 437, 473 et s — ne veut pas que la Prusse c ge son système, lors de la de l'Autriche avec la France 39, — déplore les abus des art secrets des traités, *ibid.*, — en le nouveau roi à continuer mesures de sûreté pour le de l'Allemagne, 43, — rap qu'il reçoit d'un Neuchâte

sur les événemens arrivés en Suisse, 398 et suiv., — comment il répond aux insinuations politiques du comte Repnin, VI, 127, — son opinion sur l'Autriche, relativement à la paix de Campo-Formio, 128, — désire que la conduite de l'Autriche soit aussi sincère que celle de Paul, 130, — souscrit en partie à l'éloge que vient lui faire Repnin de son souverain, 133, — lettre qu'il reçoit d'un de ses agents sur l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt, VII, 238, etc., — profite de la paix pour améliorer les finances, etc., de la Prusse, 310, — il était, par ses correspondances, au fait de tout ce qui intéressait sa patrie adoptive, VIII, 33, — lettre qu'il reçoit de ses agents sur l'expédition franco-turque dans l'Inde, 64, etc., — importance de ce document, *ibid.*, — avait prévu la mauvaise issue de la neutralité armée, 125, — sa note à l'envoyé suédois sur les armemens de Gustave-Adolphe, 406, — sa lettre à M. de Talleyrand sur les propositions pacifiques d'Alexandre, 449, — presse le roi de prendre une attitude hostile, 475, — sa note à Duroc, *ibid.*, — sa lettre à lord Harrowby, relative au Hanovre, IX, 29, — tronquée dans le *Moniteur* par Napoléon, *ibid.*, — ne pouvant résister à Haugwitz, se retire, 39, — lettre qu'il publie, *ibid.*, — conseils qu'il donne du sein de sa retraite, 129, — fragmens de sa correspondance, *ibid.*, etc., — est d'avis de continuer la guerre, 394, — juge Bonaparte à Tilsitt, 434, — nommé chancelier d'état (1810), sa bonne administration, XI, 118, — s'entoure d'hommes honorables, 120, — songe à libérer le pays, 121, — sa lettre à M. de Krusemarck, sur l'alliance de la Prusse avec la France, 240, etc., — insinue à l'ambassadeur français l'idée d'une trêve entre la Russie et la France, XII, 33, — correspond avec les écoliers des universités opposés à la France, 35, — négocie à Dresde avec Charles Stewart, 180, — obtient d'Alexandre, qui veut rétablir la Pologne, quelques concessions, 463, — fait aussi des demandes dans l'intérêt de la Saxe, *ibid.*, — arguë de faux le calcul des pertes de la Prusse, 466, — veut donner à ce royaume une consistance qu'il n'a jamais eue, 473, — veut obtenir Leipsick, *ibid.*, — se montre au congrès le défenseur des intérêts populaires; sa grande influence dans la rédaction de la constitution germanique, 511, etc.

HARISPE (le général), fait cesser les massacres, lors de la révolte de Madrid, X, 178.

HARNIER (M.), engage au nom du roi de Prusse, le marquis de Bouillé à se rendre à Mayence pour s'entretenir des affaires de France, I, 133, — le prévient de se rendre à Pilnitz le 26 ou le 27, avec un plan d'opérations militaires, 135, — envoyé à Paris pour témoigner au comité de salut public des intentions bienveillantes du roi, III, 117, — accueilli avec distinction, annonce que son maître veut jouer le beau rôle de pacificateur de l'Europe, *ibid.*, — et que l'abolition du stathouderat n'apportera aucun obstacle à la paix, 118, — rapporte de Paris la substance des articles principaux de la pacification, 130, — continue les négociations après la mort du comte de Goltz, 138.

HATRY (le général), commandant de l'armée de Mayence; passe le Rhin, le 16 décembre 1797, peu de jours avant l'ouverture du congrès de Rastadt, V, 77, — somme Mayence de lui ouvrir ses portes; il y pénètre le 30 décembre, 89.

HATZFELD (le prince de), gouverneur de Berlin, après l'entrée de Napoléon dans cette ville, est arrêté par suite d'une lettre interceptée; Napoléon accorde sa grace à sa femme et livre sa lettre aux flammes, IX, 314.

HAUGWITZ (comte de), Christien-Henri-Charles, gentilhomme silésien, I, 405, — sa naissance, ses premières études, ses voyages,

488, — entretient dans la société de Frédéric-Guillaume, plaît à la comtesse de Lichtenau, maîtresse du roi; nommé ministre plénipotentiaire à Vienne, après la mort de Léopold, 407, — remplace le baron de Jacobi, en 1792; se trouve à Francfort à la suite de l'empereur, ibid., — rencontre avec Mallet-Dupan, envoyé de Louis XVI, 411, — demande une copie de ses instructions et mémoires, 414, — lui montre une grande confiance, 415, — demande des renseignements sur les dispositions de l'intérieur et de la capitale, ibid., — son influence sur le roi de Prusse après le déclin de la campagne, II, 18, — déclare formellement à Cologne, aux agens français, que le roi de Prusse ne se séparera pas de l'Autriche, 29, — nommé ministre du cabinet, 135, — gagne de plus en plus la faveur du roi, par le crédit de sa maîtresse favorite, 429, — consent à ce que l'on porte des troupes en Belgique, 146, — se rend en hâte à Berlin; n'y trouve plus le roi, 147, — ses instructions au comte de Goltz portaient que le roi pouvait traiter avec la France, où la justice venait de remplacer la terreur, III, 117, — texte de l'article XI, de ces instructions fort remarquables, ibid., — fait remplacer à Bâle le comte de Goltz, mort au commencement de la négociation pour la paix, 131, — son ardeur pour le travail après la paix de Bâle, 199, — légèreté avec laquelle il juge le passage du Rhin à Eichelcamp; ses suites humiliantes, 229, — ne néglige rien pour empêcher le refroidissement entre la Prusse et la Russie, 241, — pense qu'il faut agir selon les circonstances et incline pour la France, 279, — représente au roi les dangers qui menacent la Basse-Allemagne, quand l'Autriche retire ses troupes du Rhin pour les porter en Italie, 375, — éloigne Hardenberg du centre des affaires, ibid., — ses vues ambitieuses en faisant céder une se-

mées sécularisées, 378, — demande une note à M. Caillard, pour conclure avec la France un accommodement, 389, — juge, après le traité de Wartensleben, qu'il peut conclure honorablement les négociations entamées par la France, 394, — il signe deux conventions; leur contenu, 395 et suiv., — la Prusse se mettait à la merci de la France pour les affaires d'Allemagne, 399, — repousse les propositions de Hammond de la part de l'Angleterre, 401, — avait quelque[illegible] laissé échapper le désir de voir la Saxe réunie à la Prusse, 401 [illegible] regarde la Prusse comme [illegible] cipée à l'avénement de Paul IV, 126, — en instruit Caill[illegible] 127, — engage son souverain à s'unir à la France, 301, — [illegible] des principales affaires pendant la maladie du roi, veut [illegible] l'Allemagne et songe de son [illegible] V, 27, — conseille à la France la sécularisation des principautés ecclésiastiques de l'empire, [illegible] voyages à Pyrmont et à Potsdam, [illegible] veut se rapprocher de la [illegible] sie, ibid., — [illegible] dire, sur le seuil de la [illegible] décoration de l'Aigle-Noir, [illegible] abandonne, à la mort du roi la comtesse de Lichtenau, sa protectrice, 47, — sa réponse vague aux demandes hostiles contre la France du comte de Repnin, 173, — s'entend avec [illegible] pour tromper l'envoyé [illegible] 175, — triomphe en voyant les articles secrets du traité Campo-Formio sont rendus [illegible] 157, — intrigue timide entre Repnin et Siéyes, 169, — ses conférences avec Otto, 173, — détaille sur les projets du ministre, ibid. et suiv., — traite avec Otto sur une neutralité, 21, — [illegible] de [illegible] cord de Paul Ier et de Bonap[illegible] 61, — refuse l'échange des [illegible] conniers hanovriens contre prisonniers français, 201, — [illegible] pose au roi d'acheter à prix [illegible] gent des amis auprès de [illegible]

parte, 253, — vante hautement sa médiation en Suisse, 297, — voulait que Louis XVIII fût nommé roi de Pologne, 317, — se rend au quartier général français, sa position critique, 498, — signe avec Napoléon, après une longue séance, une convention, IX, 50, — signe un autre traité plus ruineux à Paris, 61, — effrayé des projets gigantesques d'ambition de Napoléon, 104, — reconnaissant qu'il a été trompé, veut enfin la guerre, 270, — se retire des affaires après la bataille d'Iéna, 387, — est profondément oublié après la paix de Tilsitt, 458.

HAWKESBURY (lord), répond affirmativement aux puissances du Nord, que l'Angleterre maintiendra le droit de visite, VII, 448, — ministre des affaires étrangères, VIII, 107, — juge sévèrement la révolution française, 108, — est l'objet de satires en France, 114,— sa réponse à Bonaparte qui se plaint de la presse anglaise, 183, — sa position fausse ; il se défend mal contre les attaques de l'opposition, 192, — repousse, au nom du roi, l'accusation d'assassinat contre Bonaparte, 341.

HENRI de Prusse (le prince), frère du grand Frédéric, partisan déclaré de la France, manifeste des craintes sur la guerre avec cette puissance, I, 192, — avait conçu le partage de la Pologne, VIII, 9, — regardait la France comme l'alliée naturelle de la Prusse, 10,—blâme la guerre de 1792, *ibid.*,—entame des négociations secrètes, en 1794, avec les agens de la convention, 11,—son rôle politique finit à la paix de Bâle, 12,—mort en 1802, *ibid.*

HERAULT de Seychelles, envoyé par Danton, se rend secrètement en Savoie pour traiter de la délivrance de Marie-Antoinette, II, 400.

HERMANN, administrateur des finances à Lisbonne, son intégrité, X, 116.

HERTZBERG, ministre, dirige le cabinet prussien, I, 55, — il était fort versé dans la connaissance du droit public et de l'histoire, *ibid.*, —il avait fait l'extrait des documens nécessaires au grand Frédéric pour la rédaction de ses mémoires du Brandebourg, *ibid.*, —il était vain et avait de la raideur dans le caractère, *ibid.*,—veut s'unir avec le cabinet de Londres, 56, —et avec celui de Versailles, 58,— seul à la tête des affaires, il imprime au cabinet prussien un caractère énergique, 61, — il était dominé par la nouvelle philosophie, *ibid.*,—excite des troubles dans les États voisins, *ibid.*,—contrecarre les projets ambitieux de Catherine et préserve la Turquie des dangers d'un partage prémédité par l'Autriche et la Russie, 68,—il fomente des troubles dans les États autrichiens, 81, — entrave les négociations entre la Prusse et l'Autriche par la demande opiniâtre de Dantzick et de Thorn, 84,—reçoit l'ordre formel du roi de signer les articles préliminaires du traité de Reichenbach, secrètement convenus, *ibid.*,—perd son influence, 98,— fait entendre les accens de sa vieille expérience au roi de Prusse; ses mémoires politiques, III, 47,— leur analyse, 48 et suiv.,—n'avait jamais perdu de vue l'abaissement de l'Autriche, 52,—examen de son opinion, 53,— lettre dure qu'il reçoit du roi, 55, —sa mort, *ibid.*

HERVAZ, beau-frère de Duroc, dévoile l'odieux mystère qui se trame contre Ferdinand, X, 139.

HESSE-PHILIPPSTADT (le prince de), défend Gaëte contre les Français, sa belle réponse au général français; est blessé mortellement et parvient à s'embarquer, IX, 88.

HEYMANN (le major-général), recommandé au roi de Prusse par Louis XVI, I, 192,—joue un rôle équivoque et mystérieux dans la première campagne contre la France, 408, — commande à Metz sous le marquis de Bouillé; envoyé par ce général en Prusse, avec une mission particulière, *ibid.*,— propose à Biron un plan pour faire

évader la famille royale; accompagne le marquis de Bouillé, après l'arrestation du roi à Varennes, est envoyé comme contumace à la haute cour nationale pour y être jugé, 409.—reparaît à Berlin, accueilli par le roi qui l'attache à son état-major, 410. —se justifie de quelques accusations; conserve la faveur de Frédéric-Guillaume, *ibid.*,—sert en secret la mission de Custine fils, à Brunswick et à Berlin, *ibid.*, — intrigue pour assister aux conférences que sollicite Mallet-Dupan au nom de Louis XVI, 411.—reconnaît la sagesse des demandes faites par Louis XVI, 419.—à la tête du parti négociateur; ses intrigues, II, 19.

HOCHE (le général), commande l'armée de la Moselle, II, 433,—ses projets, *ibid.*, — attaque deux fois sans succès le duc de Brunswick à Kaiserlautern, 434,—se dispose à une troisième tentative, combat avec acharnement, mais est forcé de se retirer, 435, — sa témérité même le sauve aux yeux du comité de salut public, qui le loue de son courage, *ibid.*, — tourne ses efforts contre l'armée de Wurmser, 436, — emporte plusieurs redoutes à Werdt et Frischweiler, 438, — nommé commandant en chef de deux armées, 439,—ses succès contre l'armée autrichienne, *ibid.*,—resserre les émigrés dans la presqu'île de Quiberon, III, 207, —seconde puissamment les vues du Directoire qui veut mettre un terme aux troubles de l'Ouest; il s'empare de Charette et de Stofflet, et les fait passer par les armes; ramène par la douceur les mécontents; son succès, 291, —préside à l'armement qui se fait dans le port de Brest, IV, 93, — est séparé par la tempête de son expédition; ses desseins sur l'Irlande et sur l'Angleterre, 190. —dirige sur Paris une partie de son armée (juillet 1797), 473, —veut porter en Angleterre la guerre civile par représailles, VI, 207, —met à la voile avec une armée; séparé de son escadre, arrive seul en Irlande; n'y trouve ni vaisseaux ni soldats; regagne heureusement les ports de France, 208, — comment Pitt caractérise cette audacieuse entreprise, *ibid.*,—conférera Hambourg avec O'Connor et lord Fitz-Gérald; est forcé par la dissidence de Carnot et de Barthélemy de renoncer à son projet; retourne en Allemagne, et meurt inopinément, 211.

HOFFER (André), Tyrolien, commande ses compatriotes; détails sur ce chef de bandes, X, 471, —offres que lui fait Napoléon, *ibid.*, — est séduit par de perfides propositions de Napoléon; sa proclamation aux Tyroliens, XI, 13, — sa tête mise à prix; sa hutte est cernée; il est pris et recommande ses enfans, 14,— fusillé à Mantoue par ordre de Napoléon, *ibid.*

HOFFMAN, ancien professeur de droit public à Mayence, envoyé par le directoire au congrès de Rastadt, V, 49.

HOHENLOHE (le prince de), doit commander une armée autrichienne sur le Rhin, I, 493, forme l'attaque de Thionville avec les princes français, 44, —assiste aux conférences pour la paix entre Kellermann et le duc de Brunswick, le 24 octobre, II, 10,— avait appuyé l'opération mal calculée contre Thionville, 39, doit couvrir Luxembourg, 61, est remplacé par Mack en 1794, 375, — reçoit l'ordre de rejoindre Moëllendorf sur le Rhin, III, 100, —traverse l'Elbe, mais ne marche qu'avec lenteur, IX, 270, maître du sort de l'armée dont il commande la gauche, il est obligé par le général en chef de se replier sur l'armée principale, 301, capitule honteusement, malgré les cris de désespoir de ses soldats, 319,—et livre Magdebourg, *ibid.*

HOLLAND (lord), ses objections contre les alliances continentales, VI, 393.

HOMPESCH (baron de), grand maître de l'ordre de Malte, en 1798, homme sans caractère, etc., V, 459, prie le sieur Fremeaux, consul général de la république

batave, de demander une suspension d'armes à Bonaparte, 72, — il est entraîné et gagné, 73, —ne paraît pas dans la signature du traité, 75,—sa lettre honteuse à Bonaparte, 76, —part pour Trieste accompagné de La Valette, 80 —déclaré par l'ordre, coupable de négligence ou de connivence, VI, 291.

HOOD, amiral anglais, commandant une flotte dans la Méditerranée, déclare de bonne prise les bâtimens destinés pour les ports français, II, 341,—en station devant Toulon, envoie aux habitans de la ville un vaisseau parlementaire, ses proclamations aux habitans de Toulon et de tout le Midi, 357 et suiv., — veut que la flotte française soit désarmée, etc., 360, — invite l'amiral espagnol Langara à mettre à terre les troupes de marine à ses ordres, pour le seconder, *ibid.*,—n'avait point reçu de sa cour des instructions préalables, 361,—réponse qu'il adresse aux habitans de Toulon qui veulent revenir à l'ancienne forme du gouvernement, 419 et suiv.

HOUCHARD (le colonel), sa stature martiale; chargé par Custine de porter au gouverneur de Mayence la sommation de la ville, II, 53, — texte de la sommation, 54,— se présente à l'hôtel-de-ville de Francfort; demande une contribution énorme, 68,—dénonce Custine à la Convention, et veut qu'on l'arrête sur-le champ, 324,—reçoit l'ordre d'aller combattre le duc d'York à Dunkerque, 365, — jette des troupes fraîches dans la ville, 366, — s'avance contre le corps d'observation; se bat avec le maréchal Freytag, 368, — marche pour attaquer les Hollandais à Menin; y obtient d'abord de l'avantage, puis il est battu par le prince d'Orange, 369,—est voué à la mort pour n'avoir vaincu qu'à demi à Menin, 370.

HOWE (lord), remporte une victoire sur la flotte française sortie de Brest, III, 29.

HUMBERT (le général), touche les fonds pour une expédition en Irlande, VI, 221,—arrive à Killala; n'y trouve ni Français ni Irlandais; tout son corps est pris à Ballinamak, 222.

HUTCHINSON, nommé général en chef de l'armée anglaise en Egypte après la mort d'Abercromby, VIII, 153,—sauve les prisonniers faits lâchement par Osman-Bey, 157.

I

IMBERT (le baron d'), agent des princes français dans le Midi, traite avec les Anglais pour la délivrance de Toulon, II, 357, — ajourne indéfiniment les autorités locales de la ville, 418.

INGELSTROM (le général russe), chargé par sa souveraine du gouvernement des provinces polonaises laissées à Stanislas, en apprenant la conspiration de Kosciusko, écrit une lettre alarmante au ministre de la guerre à Saint Pétersbourg, II, 515.

IOUSSOUF PACHA, nommé grand-visir après le débarquement de Bonaparte en Egypte; opposé à la France, VI, 300.

ISNARD, député à l'assemblée nationale, provoque la guerre contre les princes allemands, I, 180.

IZQUIERDO, agent de Godoï, veut abuser Napoléon sur les mesures du ministre espagnol, X, 81, — ménage des relations secrètes entre Bonaparte et Godoï, 91, — signe un traité secret avec Napoléon, pour envahir le Portugal, 92, — clauses de ce traité, *ibid.*, etc.

J

JACOBI (le baron), envoyé du roi de Prusse, négocie sans succès l'établissement d'un prince de la maison d'Hanovre en Belgique, II, 132, — ses ouvertures au cabinet britannique, à son retour de Paris, III, 285, — négocie à Londres la paix entre la France et l'Angleterre, VIII, 440.

JEAN-BON-SAINT-ANDRÉ, ex-conventionnel, etc., consul général de France à Smyrne, est amené à Constantinople et enfermé aux Sept-Tours, VI, 314.

JEAN (l'archiduc), commande l'armée du Tyrol, en 1805, VIII, 459.

JEFFERSON, président des États-Unis, résiste à l'Angleterre, IX, 127.

JENKINSON, fils de l'ancien ministre d'état anglais de ce nom, connu depuis sous le nom de lord Hawkesbury, est envoyé par Pitt à Coblentz, pour une mission d'observation, etc., I, 421.

JERVIS (l'amiral, depuis lord Saint-Vincent), sa victoire éclatante sur les Espagnols près de Cadix, 14 février 1797, IV, 294, — entre avec sa flotte dans le Tage pour protéger Lisbonne, V, 123, — va reprendre sa station devant Cadix, *ibid.*, — rentre dans le Tage et fait occuper par ses troupes le fort St-Julien, 126, — ne tient dans la Méditerranée qu'une escadre légère, VI, 67, — détache dix vaisseaux devant Cadix et les envoie à Nelson dans la Méditerranée, 68.

JOMINI, auteur d'ouvrages militaires, transfuge de l'armée française, arrive à Prague, XII, 221, — fait adopter son plan de guerre, 226.

JOSEPH II, empereur d'Autriche, concourt puissamment à toutes les améliorations philantropiques, I, 49, — sa lettre, fort remarquable, à Frédéric-Guillaume, qui avait voulu se faire médiateur entre l'Autriche et la Turquie, 64, perd le Brabant, 72, — ses embarras et son découragement, lors de la révolution française, le mettaient, pour ainsi dire, hors de cause, 73, — il accueille les réclamations en faveur des princes de l'Empire dépouillés de leurs droits par la révolution française, 78, — sa mort, dans la vigueur de l'âge, 80, — son portrait, *ibid.*

JOSÉPHINE (Tascher), veuve du général Beauharnais, créole séduisante, moins jeune que Bonaparte, l'épouse quand il est nommé général en chef de l'armée en Italie, III, 301.

JOUBERT (le général), se repose sur l'excellente position de Rivoli, IV, 157, — y reste après la victoire de ce nom, pour attaquer les Autrichiens à la Corona; il achève leur défaite, 162, — entre dans la ville de Trente, et occupe le Tyrol, 169, — est nommé général en chef de l'armée d'Italie, VI, 386, — son portrait, VII, 62, — auteur de la chute du gouvernement piémontais, 67, — ambitieux et partisan des révolutionnaires, 105, — réorganise l'armée d'Italie, prend ses mesures en cas de guerre, 107, — appelle la citadelle de Turin son avant-garde, 108, — nomme le général Grouchy commandant de cette citadelle; l'engage à conseiller au roi d'abdiquer, 109, — déclare, dans une proclamation, qu'il va occuper le Piémont, 111, — se dirige rapidement sur Turin, 114, — s'empare par surprise de Turin et des principales villes du Piémont, expulsant militairement de ses États Charles-Emmanuel et sa famille, 126, — crée un gouvernement provisoire; les membres en sont pris parmi les révolutionnaires, 127, — cherche à justifier auprès du directoire sa conduite hostile en Piémont, 129, — épouse

mademoiselle de Montholon, VII, 261, — est nommé commandant de la dix-septième division militaire (Paris), 262, — nommé plus tard commandant de l'armée d'Italie, *ibid.*, — se rend à son poste, *ibid.*, — son projet de renverser le directoire, 263, — n'hésite pas d'attaquer les Austro-Russes; est tué à la bataille de Novi, 271.

JOURDAN (le maréchal), prend le commandement en chef de l'armée du Nord, II, 403, — arrive devant Avesnes, et fait, avec Carnot, une reconnaissance générale, 405, — les ailes de son armée sont foudroyées par l'artillerie de Clairfayt, *ibid.*, — revient à la charge le lendemain, est repoussé, mais la force enfin son rival à la retraite, 408, — reçoit l'ordre d'agir sur la Basse-Sambre, vers Charleroi — grandeur du plan formé par le comité de salut public; il est révoqué, 411, — prend ses quartiers d'hiver à Guise, 412, — arrive à l'armée du Nord avec 40,000 hommes, III, 3, — couvre, avec toutes ses forces le siége de Charleroi, 12, — passe la Sambre pour la cinquième fois, et pour la troisième bombarde Charleroi, 19, — décide à recevoir dans ses lignes l'attaque des alliés, 22, — met les Autrichiens entre deux feux, au-dessus de Liége, 73, — poursuit vivement Clairfayt, et le force à quitter ses lignes de la Roër, 74, — franchit le Rhin entre Dusseldorf et Duisbourg, 220, — ne rencontre aucun obstacle jusqu'au Mein; il investit Mayence, *ibid.*, — pousse les Autrichiens jusqu'à Francfort, 238, — passe le Rhin à Neuwied, 384, — canonne Francfort, s'en rend maître et lui impose une contribution de six millions, 387, — pousse le général Wartensleben jusqu'à Amberg; veut mettre pied, avant Moreau, sur le territoire autrichien, 451, — se replie sur Amberg et Salzbach; est battu à Erkelsdorf, 467, — ramené sous les murs de Dusseldorf, *ibid.*, — après le rapport du Directoire le 23 septembre 1798, demande la mise en activité de deux cent mille conscrits; est appelé au commandement en chef des forces françaises en Allemagne, VI, 330, — y pénètre le 1er mars 1799, VII, 299, — voulait prévenir la jonction de Souvoroff avec le prince Charles, 223, — se replie sur Egen, 225, — éprouve plusieurs échecs, 226, — entraîné par la fuite de ses troupes, 227, — court à Paris se plaindre d'avoir été battu, 228, — déporté, au 18 brumaire, 301, — évite cette peine par sa basse soumission, 304, — commande en chef sous Joseph: mauvais choix, XI, 391.

JULIEN (le contre-amiral), reconnu pour chef par les marins devenus à la convention, s'oppose en vain à l'entrée des Anglais dans le port de Toulon, et s'échappe avec les équipages de sept vaisseaux, II, 360.

JUNOT, aide-de-camp de confiance de Bonaparte, est chargé de présenter les drapeaux austro-sardes au directoire, III, 330, — à la bataille de Rivoli, parlemente captieusement avec les généraux autrichiens, IV, 161, — porte au doge de Venise une lettre de Bonaparte, 309, — en reçoit une mission extraordinaire; en quoi elle consistait, 313, — détails qu'il envoie à Napoléon, 316, — se met en marche pour envahir le Portugal, X, 49, — envoyé en ambassade dans ce royaume, 90, — son caractère, *ibid.*, — instructions qu'il reçoit de Clarke, 97, — sa déclaration avant d'entrer sur le territoire portugais, 105, — difficultés de sa marche, 106, — rassuré par les dispositions pacifiques du prince régent, 107, — frappe la ville d'Abrantès d'une forte contribution, *ibid.*, — au lieu de traiter avec le prince régent, s'engage à l'attendre et marche en avant, 109, — reçoit à Sacavem une députation de la régence, etc., 112, — entre à Lisbonne le 30 novembre 1807, mais la flotte royale en était partie, 113, — charge lui-même une pièce de canon contre un vaisseau retardataire, *ibid.*, — sa modération, 115.

– remplace l'étendard portugais sur la forteresse maure par le drapeau tricolore, 115, –frappe le pays d'une contribution de guerre, 117,–compose les administrations de ses propres agens; contributions dont il frappe le pays, 202,— sa proclamation, 203,—elle déplait à Napoléon, 205, — ne recueille de son ambition que le titre de duc d'Abrantès, 206,— s'aliène tous les esprits; emprisonne sur des pontons les soldats espagnols, 211, — cherche à alléger le sort des Portugais, 212,—sa fatale sécurité, pendant la conspiration qui trame, 214,— rassemble ses fo pour combattre Wellington, —sa proclamation en quittant homme, 223,— déploie la téméraire audace à Vimeiro fait sa retraite, 224, — capitu 30 août, à quelles conditi 226,— détails sur l'évacuatio Lisbonne par un témoin ocu 227, —s'empare d'Astorga, 185,—entre dans Coïmbre m les ordres de Masséna et la dé 189, — mécontente les tr westphaliennes en Russie, 2

K

KALITCHEFF (de), remplace auprès du roi de Prusse, M. d'Alopeus, III, 276. — fait des déclarations d'une nature inquiétante, 461,— vient à Paris comme ambassadeur, VII, 452,— demande que le roi de Naples ne soit pas traité aussi durement que le portait l'armistice de Poligno, VIII, 268.

KALKREUTH (le général) est chargé par le roi de Prusse, en présence de tous les généraux, de faire un honnête homme et un bon soldat de son fils Frédéric-Louis, I, 433, —occupe les hauteurs de Montfaucon, et pousse 300 chevaux jusqu'à Varennes, 442, — après l'affaire de Valmy, n'est pas d'avis de livrer de nouveau la bataille, 510, – demande le 8 octobre une conférence aux généraux français qui le poursuivent, II, 6, – demande une conférence au général Dillon, 10, – accorde la reddition de Verdun, 11, veut couper l'avant-garde de Custine, 90, – se porte sur la chaussée de Francfort et somme la ville de se rendre, *ibid.*, – rencontre l'avant-garde française, après la prise de la ville; mais n'engage pas ses troupes, 95, – signe la capitulation de Mayence, 317, – blessé grièvement au combat de Kaiserlautern, 435, – sauve à Francfort des insultes du peuple les commissaires fr qui avaient étalé toute leur sentation diplomatique, 492, – fait rendre les honneurs orél *ibid.*,— bruit qu'occasionne ception amicale, 496, — est mé commandant du conti fourni par la Prusse, 499,— en mouvement vers la Mo ses démarches infructueuses 60, – sa belle conduite da campagne de 1806, 319,— ce glorieusement à Dantzick, 416.

KAMENSKOI (le maréchal), t l'armée qu'il doit commande faible, et s'emporte contre so vernement et ses généraux, 378, – envoie à Aratch chef de l'artillerie, l'ordre river à son quartier-général y être fusillé, *ibid.*, — mau mesures qu'il prend; sa for rie, *ibid.*, – repoussé à Na ordonne une retraite génér s'enfuit incognito, 379, — pa Danube (1810); prend qu places, mais échoue à l'attaq Choumla, XI, 107.

KAUNITZ (le prince de), re comme la lumière du cabin Vienne, I, 91, — pens les souverains, après la su sion de la Belgique en 1790 vaient se borner à préserver

propre pays de l'introduction des principes anarchiques, *ibid.*—signe, avec l'envoyé de Prusse Bischofswerder, un traité préliminaire relatif au salut de la France, 120, — avant de signer la paix de Sistow s'occupe de la Pologne, 121, confère secrètement avec le marquis de Noailles, ambassadeur à Vienne, qui ne pouvait plus paraître à la cour, 128, — informe son souverain que la charte constitutionnelle va être présentée à Louis XVI, 150, — était d'avis d'attendre une guerre intestine en France pour y pénétrer, 224,—croit la guerre inévitable, 226,—adresse au chargé d'affaires de l'empereur à Paris, sa réponse aux explications demandées par le ministre des affaires étrangères, 232,—intérêt que comporte ce document, que l'on peut regarder comme un manifeste, 233, — en donne une copie à l'ambassadeur de France à Vienne, signalant avec force le parti jacobin, 246,—accueille favorablement le major-général Bischofswerder, 253, — remet à l'ambassadeur de France, au nom du nouveau roi, François Ier, une réponse aux dernières dépêches de M. de Lessart; texte de cette pièce, 307 et suiv. — ne veut plus traiter lui-même avec l'ambassadeur de France, 315,—discours qu'il tient à l'ambassadeur de Russie, en apprenant que la France a déclaré la guerre à l'Autriche, 341, —affaibli par l'âge, n'avait réussi ni dans la guerre de plume ni dans ses prévisions contre les jacobins, II, 259, — veut abandonner le timon des affaires en restant président de la chancellerie d'Etat, 260,—sa mort, le 24 juin 1794, son influence pendant cinquante ans sur l'Europe, III, 16.

KEITH (l'amiral), ordonne au général Mélas de porter la plus grande partie de ses troupes dans la Provence, VII, 397,—exige la remise de Gênes aux Anglais, 408, — signifie à Kléber qu'il a l'ordre de ne consentir à aucune capitulation, 419.

KELLER (le comte de), ministre de Prusse, confère souvent avec les ministres de l'empereur, devant l'envoyé de Russie, VI, 96.

KELLERMANN (le général), commande l'armée de la Moselle à la place de Lukner, I, 441, — quitte les bords de la Moselle, pour se porter sur la Marne, 460,—se joint à Dumouriez, à Ste-Menehould, occupe les hauteurs de Valmy, 477, — forme son armée à la vue des Prussiens, 478,—repasse la rivière et s'appuie au camp de Dumouriez, 480,—reçoit des commissaires de la convention l'ordre de ne point poursuivre les Prussiens, II, 3,—prend possession de Longwy, 14,—confère avec le duc de Brunswick, sur la paix; conditions qu'il établit, 17,—prend ses cantonnemens entre la Moselle et la Sarre, 67,—son rappel, 72,—Kellermann fils poursuit Roger de Damas, général au service de Naples, près de Civita-Vecchia, VII, 30, —envoyé par Championnet, pour prendre le Château-Neuf, etc., 169, — pénètre entre deux colonnes autrichiennes à la bataille de Marengo, 403.

KERGORLAY (Florian de), député, au 20 mars 1814, proteste contre l'article de l'acte additionnel qui proscrit pour toujours les Bourbons, XII, 495.

KILMAINE (le général), commandant l'armée française derrière l'Escaut, opère sa retraite devant toute l'armée des alliés, II, 348, — défend Vérone, III, 449,—doit commander le centre de l'armée d'Angleterre, V, 473.

KLÉBER (le général), défendu au comité de salut public, par Merlin de Thionville, sur sa conduite pendant le siége de Mayence, II, 325, — prend la redoute de Salsbach, le 1er décembre 1794; mais en est repoussé, III, 100, — passe le Rhin, 227, — bat le prince de Wurtemberg à Altenkirchen, III, 381,—commande l'aile gauche de l'armée d'Angleterre, V, 473, — est laissé par Bonaparte en Egypte, presque sans ressources; sa lettre

au directoire, 26 septembre 1799, VII, 153, — elle ne parvient qu'après l'arrivée de Bonaparte, 156, ignore ce qui se passe en Europe; déteste l'ambition et les fanfaronnades de Bonaparte, 416, — ne veut pas obéir à Bonaparte; demande une frégate pour aller vivre libre en Amérique, 418, après la convention d'El-Arich, rassemble 17,000 hommes; triomphe à Héliopolis, reprend le Caire, etc. 421, — tombe sous les coups d'un assassin, *ibid.*, — sa mort est un coup de foudre pour Bonaparte, 422.

KNORRINGOFF (M. de), envoyé de Prusse à Constantinople, opposé à la révolution française; sa note contre Chalgrin, envoyée à la Porte par la France, 244, — envoyé à Paris, cherche à gagner la confiance de l'empereur, IX, 207, explique les armemens de la Prusse, 264, — sa note dans laquelle il se plaint du grand nombre de troupes françaises, etc., 265.

KOCH, professeur de droit public, aide de ses lumières Geoffroy, secrétaire de la légation française à Rastadt, VI, 150.

KOCKRITZ, ami et confident du jeune roi Frédéric-Guillaume III, honnête homme, dépourvu de lumières, V, 41, est nommé aide-de-camp-général, etc., *ibid.*

KOLLY (le baron de), chargé pour Ferdinand VII, d'une lettre du roi d'Angleterre, XI 150, agent ferme et déjà éprouvé, *ibid.*, arrêté et enfermé à Vincennes, *ibid.*

KORSAKOFF, arrive lentement à Schaffouse avec les Russes, VII, 288, théoricien sans pratique, *ibid.*, relève les Autrichiens dans leur poste, sans discernement, 287, sa jactance ridicule, *ibid.*, — perd la tête après une attaque contre les Français, et évacue Zurich, 291, ne sait pas faire battre ses soldats pleins de courage, 293.

KOSCIUSKO, toujours occupé de l'idée d'affranchir son pays, voyage en Turquie et en France, et rejoint ses amis à Leipsick, II, 512, — entre à Cracovie, le 24 mars 1794, proclame l'acte d'insurrection, et bat les Russes à Raslawice, 515, — rallie ses troupes et rétablit l'ordre après la perte de la bataille de Szczekociny, 530, couvre la ville de Varsovie avec 40,000 hommes, 53, pris à la bataille de Maciejowice, 56, — refuse les offres brillantes et les menaces de Napoléon, IX, 329, — désavoue une lettre publiée sous son nom par l'empereur à Paris, 330.

KOTZEBUE, auteur dramatique, pousse le roi de Prusse à la guerre, IX, 288.

KOUBARKIN (le prince A.), est nommé vice-chancelier par l'ukase, IV, 121, — sa note au duc de Bassano, (1812), XI, 155, — obtient une audience de Napoléon, 157, — n'en promet une heureuse issue, *ibid.*, — déclare que l'empereur Alexandre veut fermement maintenir la paix, 158, — demande ses passeports, *ibid.*

KOUTOUSOFF, commence sa retraite après la capitulation de Mack, VIII, 494, soutient un combat honorable contre Mortier, 495, ne se laisse pas abuser par Murat, *ibid.*, commande l'armée de Moldavie, XI, 297, — passe le Danube et bat les Turcs, 298, traite de la paix avec Halib-Effendi, 299, veut encore faire la guerre et cueillir de nouveaux lauriers, 115, signe, avant d'être rappelé, un traité de paix avantageux, 166, ne peut entrer à Saint-Pétersbourg; sa disgrâce, 167, — remplace Barclay, à l'âge de soixante-quatorze ans, dans le commandement général, 407, arrive à l'armée; son pieux discours aux Russes, 410, son rapport après la perte de la bataille de la Moscowa, 412, assemble un conseil sous les murs de Moscou, pour arrêter un plan, 417, ne veut pas abandonner cette ville sans l'ordre de l'empereur, etc., *ibid.*, se décide à la retraite, 418, ne permet pas que sir Robert Wilson assiste à son entrevue avec Lauris-

ron, 437, — reçoit ce dernier avec politesse, mais lui refuse des passe-ports pour Saint-Pétersbourg, 439, — bat Murat à Winkovo, 440, — veut camper, avec le reste de ses troupes, à Krasnoi, 450, — ses fautes dans cette campagne, 456, — se porte sur Plock, XII, 28, — atteint Kalisch avec la principale armée russe, 29, — déclare la *Confédération du Rhin* dissoute, 41, — sa proclamation, *ibid.*, — engage Alexandre à la paix, 84, — sa mort, *ibid.*

KRAY (le général), officier remarquable par ses talens, ses premiers succès à Marchienne, II, 410, — doit remplacer Mélas pendant sa maladie, VII, 230, — trompé d'abord par Schérer, revient au centre de son armée attaquée vigoureusement par les Français, 231, — resserre la gauche de l'armée française, 233, — marche à la rencontre de Schérer, bataille sanglante de Villa-Franca, 234, — est obligé de désobéir à Souworoff pour contenter le conseil aulique, par rapport au siége de Mantoue, 256, — attaque la gauche de l'armée française à Novi, mais il est repoussé, 271, — bat les Français à Fossano, etc., 319, — commande en chef l'armée à la place du prince Charles, 414, — développe un grand talent à Hochstedt, 415, — mort en 1798, VIII, 382.

KRUDNER (le baron de), envoyé extraordinaire de la Russie à Copenhague, fait connaître impérativement les intentions de la czarine relativement à la neutralité, II, 337, — reçoit l'ordre impérieux de presser, à la cour de Berlin, l'affaire de l'électorat de Hanovre, VIII, 77.

KRUDNER (madame de), sa conversation fort remarquable avec le professeur Krug, sur la sainte-alliance, XIII, 262.

KRUDNERANCK (le général), porte à Saint Pétersbourg une lettre du roi de Prusse, annonçant la nécessité de commencer la guerre, IX, 282.

L.

LABAROLIÈRE (le général), confère avec le duc de Brunswick, etc., près de Verdun, II, 6, — demande au duc de Brunswick, comme preuve de ses bonnes dispositions pour la France, d'évacuer son territoire, 8.

LABÉNARDIÈRE, chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères, XII, 333, — insiste sur les limites naturelles de la France, etc., au congrès de Châtillon, 336.

LABORDE (le général), devine les intentions de Wellington; sa position en arrière d'Abdos, X, 232, — se défend avec talent et fait sa retraite en bon ordre, *ibid.*, — n'est pas secondé par le général Lelson, *ibid.*

LACHAISE, chargé d'affaires à Naples, proteste contre l'admission de la flotte anglaise dans le port de Naples, VI, 431, — annonce à Talleyrand les mesures militaires prises dans les Deux-Siciles, 432, — expose les plaintes de son gouvernement, 433, — demande l'exil d'Acton, le licenciement des troupes, etc., 435, — mécontent des honneurs rendus à Nelson, il attend son successeur et se retire, 440.

LACOMBE SAINT-MICHEL, ancien capitaine d'artillerie, ardent républicain, ambassadeur à Naples, VI, 436, — sa lettre datée de Rome au marquis de Gallo, 437, — se rend chez le ministre et déclare que sa mission est pacifique, 441, — présenté au roi, son discours, *ibid.*, — langage du journal officiel français opposé au ton ferme et modéré de l'ambassadeur, 442, etc., — proteste contre l'admis-

croix de la flotte anglaise, 451, — réclame en faveur des Français faits prisonniers ou persécutés à Naples, 451, — se plaint de ce que le roi ne veut pas recevoir Mangourit envoyé français, 452, — lettre à ce sujet au marquis de Gallo, *ibid.*, — n'ose envoyer ses dépêches à Paris, 453.

LACUÉE (comte de CESSAC), conseiller d'état, opine seul pour la continuation de la guerre, XII, 344.

LA FAYETTE, s'oppose à un plan fort vague qui consistait à nommer le duc d'Orléans pour souverain du Brabant, I, 53, — protége en vain la famille royale qui veut se rendre à Saint-Cloud, 108, — tient le roi prisonnier, 110, — devait effectuer l'invasion de la Belgique, 359, — entraîné avec la royauté constitutionnelle, le 10 août, 440, — fait prisonnier, *ibid.*, — propose à l'empereur d'abdiquer après la bataille de Waterloo, XII, 330, — envoyé à Haguenau auprès des plénipotentiaires alliés, 331.

LAFFITTE (J.), banquier, presse la conclusion de la capitulation avec les alliés, dans l'intérêt du commerce, XII, 366.

LA FOREST (de), représente la France à Ratisbonne, 1 juillet 1802, VIII, 147, — cherche à séduire le baron de Hardenberg par des offres fallacieuses, 166, — use de dissimulation vis-à-vis du roi de Prusse pendant la négociation pour la confédération du Rhin, IX, 167, — entretient le roi dans ses dispositions pacifiques, 168, — instructions qu'il reçoit, 169, — ses démarches auprès d'Haugwitz, 170, etc., — est adjoint à Beauharnais, ambassadeur à Madrid, X, 176, — envoyé à Valençay pour engager le prince à remonter sur le trône d'Espagne, XII, 171, — conclut d'abord et signe un traité avec le duc de San Carlos, 171.

LAGARDE, chef de la police à Madrid, veut faire déclarer Junot roi, X, 306.

LAHARPE (le colonel), précepteur des grands-ducs de Russie, le... aux Vaudois, ses compatriotes, plan d'une constitution représentative, V, 779, — s'associe au... révolutionnaire contre son propre p... 201, — représente à Paris le p... unitaire suisse, — y exalte... les succès des Français, pou... mander l'unité de la républi... 413, — exclus deux fois du c... législatif suisse, y est rappel... ordre du directoire français... 1..., — directeur en Suisse, ... haut, il est chassé de sa pla... 1800, VIII, 224, — réclame... ment près d'Alexandre la ne... lité de la Suisse, XII, 204, — conseille d'imposer à Louis X... la loi de ... au libéral... 479

LAINÉ, membre de la commi... du corps législatif (en 1814), 290, — son dévouement pour madame la duchesse d'Angou... à Bordeaux, 404, — s'embar... avec la princesse, *ibid.*, — pro... contre les actes de l'usurpa... 420

LALLEMANT, ministre de Fra... Venise, en 1796; sa lettre à B... parte sur la république, III... et suiv.; autre lettre au ... du 5 avril 1797, sur les troub... Venise, IV, 370; — avait pé... avec le parti français dans... nat vénitien, un nouveau sy... de gouvernement, 371, — agit avec prudence, 374.

LAMARCK (le comte de), chargé secrètement par Louis XVI à... dres, avec des lettres pour... et des instructions, I, 110.

LAMBERT (marquis de), a... quartier général du roi de Pr... en qualité de commissaire... princes, I, 440

LANDGRAVE DE HESSE-CA... exige sa paix particulière, ... autre engagement que de re... des subsides d'Angleterre, III

LANGERON (le comte de), en... par Catherine à l'armée des ... lisés, comme volontaire et ... observateur attaché à l'arm... II, 244, — compare de Bonapa... XI, 117.

LANNES (le général), repousse vigoureusement Otto à Montebello, VII, 400, — commande un corps de cavalerie à Marengo, 401, — envoyé en Portugal, son portrait, VIII, 202, — livre un combat, près Saalfeld, au prince Louis Ferdinand; reste vainqueur, IX, 304, — coupe l'aile droite à Friedland, 419, — ramène ses corps et se retire près de Tilsitt, 420, — refuse l'ambassade de Portugal par d'honorables motifs, X, 90, — périt, en chargeant les Autrichiens, près de Vienne, 317, — s'était refusé à toute capitulation pour les habitans de Saragosse, X, 130.

LANSDOWN (marquis de), censure d'une manière virulente la conduite du ministère, à l'ouverture du parlement en 1794, II, 471, — combat la précipitation apportée à la signature du traité de subsides en faveur de la Prusse, 510, — ses déclamations contre la France et les coalitions continentales, VI, 391.

LAPORTE (de), intendant de la liste civile sous Louis XVI, fraie la route du ministère à Dumouriez, I, 279.

LA REVELLIÈRE-LÉPEAUX, député, déclare que les puissances ennemies ne veulent ni monarchie ni république, III, 230, — élu directeur, 235, — président du directoire; en quels termes il annonce à Bonaparte la nomination d'Augereau au commandement de deux armées réunies, IV, 551, — seconde lettre plus significative, 553, — sa lettre à Bonaparte, qui demandait sa démission, 559, — lui écrit, au nom du directoire, pour le féliciter de la paix de Campo-Formio, V, 9, — l'invite à se rendre à Rastadt, *ibid.*, — crée la religion *théophilantropique*, 203, — excite ses collègues contre le Pape, 204, — est forcé de donner sa démission de directeur, VII, 262.

LASCY (le maréchal de), accompagne Léopold à Pilnitz, I, 135, — le plus expérimenté de ses généraux ne penche pas pour la guerre contre la France, 137, — nommé ministre d'état par François Ier, 261.

LATOUCHE TRÉVILLE, chancelier du duc d'Orléans, dirige Ch. Lambert dans la conspiration de Naples, VI, 403, — commande une division navale, se présente devant Naples pour demander des réparations, *ibid.*, — il s'éloigne, 404.

LATOUR (baron de), déclare à l'Empereur, au nom du roi de Sardaigne, que le Piémont sera forcé de demander la paix, si l'Autriche ne vient à son secours, III, 271.

LATOUR-MAUBOURG (le général), mérite l'estime publique à Lisbonne, X, 116.

LAVALETTE, aide-de-camp de Bonaparte, arrive à Gênes le 29 mai 1797, remet à Faypoult ses dépêches, et lit au doge la note qui lui est adressée; texte de cette note, IV, 371, — demande la mise en liberté des Français, 373, — écrit à Bonaparte après le départ de Faypoult, 377, — envoyé à Paris par Bonaparte pour observer la marche des partis, 460, — continue à servir son général, 479, — déclare au directoire qu'il se croit joué par l'Autriche, et demande que la guerre commence, si tout n'est pas fini au mois d'août, 482, — fait part à Bonaparte des dissentions du directoire, 502, — lettre qu'il lui écrit le 24 août, 515, — annonce à Bonaparte le 18 fructidor, et la révocation de Clarke, 528, — lui représente Augereau comme son ennemi, 529, — conduit le grand maître de l'ordre de Malte à Trieste, VI, 80, — revient auprès de Bonaparte, communique ses inquiétudes à Brueys sur l'embossage de la flotte à Aboukir, 85, — est chargé de porter une lettre de Bonaparte au pacha de Janina; instructions qu'il lui donne, 260.

LAVATER, égorgé lors de la prise de Zurich par les Français, VII, 292.

LAVERGNE, commandant de Longwy, capitule, le 23 août 1792, I, 142.

LAUBERT (Charles), trame une conjuration à Naples, VI, 402, — son éloquence persuasive, *ibid.*, — établit des sociétés secrètes, 403, — se réfugie en France, *ibid.*

LAUDERDALE (lord), envoyé à Paris, pour traiter de la paix, IX, 224, — confère avec Clarke et Champagny, 227, — prétendue note du gouvernement français qu'il n'a jamais reçue : son texte, 230, etc., — ne peut accepter les propositions de Champagny ; demande ses passeports alléguant qu'il se voit *forcé* à refuser la paix ; la négociation est rompue, 236.

LAW DE LAURISTON, sa voiture est traînée par la populace, quand il apporte à Londres la ratification du traité avec l'Angleterre, VIII, 170, — s'empare de Raguse, IX, 213, — remplace en Russie Caulaincourt ; c'était un soldat fanfaron, XI, 221, — est envoyé auprès de Kutusoff pour traiter de la paix, après la prise de Moscou, 436.

LEBAS, délégué du comité de salut public, fait planer la terreur sur la ville de Strasbourg, qui avait offert de se rendre à Wurmser, II, 426.

LEBRUN, ministre des affaires étrangères, rend compte à la convention, le 25 septembre, des relations des puissances étrangères avec la France, II, 20 et suiv., — veut tenir dans ses mains le fil de toutes les négociations, 24, — envoie des agens secrets, peu recommandables, à Cologne, 25, — dans ses dépêches avec l'Angleterre ; isolait le souverain de la nation et parlait seulement de la bonne intelligence entre les deux peuples, 128, — répond d'un ton menaçant aux griefs allégués par l'Angleterre pour ses armemens, 148 et suiv., — piqué de ce que le cabinet anglais refuse de traiter avec lui comme ministre de la république, 160, — répond à lord Grenville, que la nation anglaise, qu'on estimait autrefois, sera, s'il faut rompre, combattue à regret mais sans crainte, 160, —précipite le renvoi de M. C velin, 174, — est condamn mort, le 27 décembre 1793, 3

LEBRUN, homme de lettres, mé consul au 18 brumaire ; la tête des finances, VII, 3 accueille les royalistes, 3 lettre de Louis XVIII qu'il au premier consul, *ibid.*, — mé gouverneur général de la lande, XI, 90, — son éloge, *ibi* obligé de quitter la Hollande les revers de Leipsick, etc., 51.

LECARLIER, plénipotentiair gouvernement en Suisse ap départ de Brune, V, 420, — portrait, *ibid.*, — sa procl tion, 421, — s'empare des ré et frappe Berne et Fribour contributions, 422, — dir formation de la nouvelle blique, VI, 179.

LECLERC (le général), beau-de Bonaparte, reçoit l'ord marcher sur Lisbonne, VIII, —s'enrichit en signant un tra paix entre l'Espagne et le P gal, *ibid.*, — vainqueur de saint-Louverture, ne s'o que de plaisirs, 209, — succo à la fièvre jaune, 210.

LECOURBE (le général), ses o pour s'emparer des débouch Tyrol, VII, 226, — et po pister le général Laudon, 22 est rejeté sur la rive droi l'Inn, 283, — escalade le Sain thard et sépare l'armée chienne de celle de Suisse, 2

LEFÈVRE (le général) fait pas Rhin à cent cinquante grena III, 227, — sa réponse à l'o prussien qui lui reprochait l lation du territoire, *ibid.* marche de Salzbourg pour battre les Tyroliens, X, 334

LEFÈVRE-DESNOUETTES (le ral), commande à Saragos 184.

LEMARROIS, aide-de-camp d naparte, envoyé à Vienne, d'accélérer l'ouverture des ciations pour la paix défin IV, 402, — fait part au pr ministre autrichien des évène

arrivée dans les états vénitiens, 405, — s'empare dans les trois marches, du commandement des troupes papales, X, 257, — prend possession définitive de ce pays, 303.

LEMOINE (le général), avec quinze cents hommes, défait dix mille Napolitains, VII, 25, — se rend maître d'Aquila, etc., *ibid.*

LÉOPOLD II, grand-duc de Toscane, succède à l'empereur Joseph II, son frère, I, 80, — trouve la monarchie autrichienne ébranlée, *ibid.*, — son embarras; cherche à en sortir par une réconciliation avec la Prusse, 82, — sa correspondance avec Frédéric-Guillaume, 83, — envoie des troupes en Bohême et en Moravie pour se tenir à l'abri d'une attaque, *ibid.*, — craint d'irriter la Russie en laissant la Prusse maîtresse de l'embouchure de la Vistule, 85, — ses engagemens avec la Prusse et la Russie au congrès de Reichenbach, *ibid.*, — dirige 30,000 hommes vers la Belgique, 86, — sa promesse dilatoire de neutralité aux négociateurs anglo-prussiens qui tentent de réconcilier les Turcs et les Russes, 87, — ne veut ni se brouiller avec la Russie, ni lui déclarer la guerre, *ibid.*, proclamé empereur, 30 septembre 1790, *ibid.*, — son entrée solennelle à Francfort, *ibid.*, — ajoute aux engagemens de ses prédécesseurs celui de réclamer en faveur des princes allemands, possessionnés en France, 88, — tourne son attention sur les Belges, *ibid.*, — leur fixe pour terme de soumission, le 21 novembre 1790, 90, toute la Belgique rentre sous sa domination avant la fin de l'année, *ibid.*, — ses intérêts politiques et de famille blessés par le nouvel ordre de choses en France, 91, — s'intéresse au sort de sa sœur, Marie-Antoinette, abreuvée d'outrages, *ibid.*, — pense qu'on ne doit rien précipiter, 96, — demande au roi de France le rapport des lois relatives aux princes possessionnés, 100, — reprend sa correspondance avec Frédéric-Guillaume, et cherche à le prémunir contre les passions ardentes de son ministre, 101, — voyage en Italie, *ibid.*, — déclare au général Bischofswerder que l'Allemagne doit former une masse compacte, 103, — fixe à Mantoue pour le 20 mai, son entrevue avec le comte d'Artois, 109, — avait à Pavie, dès le 18 mai, annoncé dans une proclamation, l'intention d'agir avec les puissances contre les révolutionnaires français, 110, — fixe au mois de juillet la marche des troupes coalisées, 111, — voulait, avant une invasion immédiate, entrer en négociation, *ibid.*, — ses paroles rassurantes au comte de Durfort, qui prenait congé de lui, 112, — donne l'ordre au gouvernement des Pays-Bas de mettre à la disposition de Louis XVI les troupes et l'argent qu'il demanderait, 113, — change d'avis sur le projet de fuite du roi, 114, — sa déclaration datée de Padoue le 6 juillet, en apprenant le retour du roi à Paris, 116, — presse les conférences de Sistow, 121, — arrive à Pilnitz avec l'archiduc François, etc., 135, — consent à ce que le comte d'Artois prenne part aux conférences, 137, — et se prononce pour des moyens pacifiques envers la France, *ibid.*, — insiste sur les dangers que pourrait attirer sur Louis XVI une brusque invasion, 140, — donne connaissance des ouvertures faites par le marquis de Noailles et Montmorin, *ibid.*, — se dirige vers Prague pour son couronnement, 148, — y reçoit des réponses qu'il attendait de Russie, d'Espagne, d'Angleterre et d'Italie, conformes à ses vues, 149, — toujours plus porté en faveur d'un plan pacifique, 150, — consulte Louis XVI avant d'y donner son entière adhésion, 151, — écrit en latin au roi sur son acceptation de la constitution, 155, — traduction de cette lettre, *ibid.*, — note que ses ambassadeurs sont chargés de communiquer

aux puissances, 157, — reçoit l'ambassadeur de France à sa cour et le pavillon national dans ses ports, 158, — se plaint de ce que la cour de Russie n'a pas encore fait la paix avec les Turcs, 161, — donne des ordres pour la dispersion des rassemblements d'émigrés, 167.

écrit au roi de France en faveur des princes possessionnés en Alsace et en Lorraine, 169, — adresse un monitoire au directoire des cercles d'Allemagne, pour les inviter à empêcher la circulation des écrits séditieux, etc., 171, — cette pièce est signalée au ministre des affaires étrangères à Paris, *ibid.*, — enjoint au maréchal de Bender de porter des secours à l'électeur de Trèves, 179, — son dépit marqué quand il apprend les détails de la séance de l'assemblée nationale du 14 janvier : paroles qu'il laisse échapper, 214, — se réveille au bruit des harangues et des décrets hostiles de l'assemblée nationale, 230, — communique ses sentimens et ses projets au roi de Prusse, *ibid.*, meurt peu de temps après, le 1er mars 1792, 251, — détails sur la mort de Léopold, *ibid.*, et suiv., — sa sépulture, etc., 250, — conjectures sur sa mort, 257, — ses maîtresses, 258, — son portrait, 259, fausseté du traité de Pavie, dans lequel il aurait avec la Russie, etc., arrêté le partage d'une partie de la France, XIII, 3, — texte de ce prétendu traité, 5, etc., — plan qu'il propose pour mettre un terme à la révolution française, etc., 10, — articles secrets qu'il signe à Pilnitz, 12.

LERBACH (le comte), directeur général des affaires étrangères à Vienne, forme *l'association des cercles* contre la France, I, 395, envoyé à Berlin après la paix de Bâle, pour entamer la négociation de l'Empire, III, 161, — annonce à M. Barthélemy que la guerre ne finira point si la France exige l'entière cession de la rive gauche du Rhin, *ibid.*, refuse l'alliance que demandait Barthélemy contre les puissances du Nord, 164, — arrive à Francfort et confère avec Hardenberg; montre hautain, et ne veut s'entendre sur la paix proposée, I, — envoie de Francfort, au ministre impérial, le modèle d'une déclaration hostile à la Prusse, 192, — se rend à Vienne, 193, s'oppose à la paix avec les Français, 370, — fait observer que la lettre de Bonaparte, du 2 avril 1790, à l'empereur n'est pas une ouverture, mais une menace, ne pense pas qu'on puisse y répondre, IV, 20, — détourne l'empereur du projet de signer la paix définitive, 300, — s'élève dans le conseil avec force contre cette paix, en apprenant qu'il faudrait remettre plusieurs places fortes sur le Rhin, et notamment Mayence, 491, — envoyé au congrès de Rastadt, V, 30, — ne veut au congrès que l'Autriche, d'après le traité d'Udine, doit retirer ses armées des bords du Rhin, 78, son embarras pour justifier l'Autriche, 97, — refuse la communication des articles secrets du traité de Campo-Formio, 98, — regrette de s'être chargé de la mission, *ibid.*, explications qu'il donne et ses regrets en consentant à reconnaître le Rhin pour limite, 433, — au départ de Cobenzel prend son caractère diplomatique, VI, 150, — son rapport à l'empereur sur la bataille d'Aboukir, 351, est sondé par Robespierre jeune sur l'occupation du pays des Grisons par la France, 502, — sa réponse, détails sur les cantons, etc., 503, conseille d'occuper le pays des Grisons, 507.

LERMART (de), ministre des affaires étrangères, répugne à la guerre, I, 171, — répond aux plaintes du marquis de Noailles, ambassadeur à Vienne, sur la licence des discours et des écrits en France, 215, — demande à l'empereur des explications catégoriques relativement à ses projets de guerre, — sa dépêche à ce sujet, 241

communique à l'assemblée le manifeste de l'empereur d'Autriche; est interrompu par des murmures et des éclats de rire, 247, — annonce la marche des troupes ennemies, 248, — se repent d'avoir communiqué et discuté ces pièces en public, 249, — dénoncé par Brissot, etc., est décrété d'accusation, 273.

LESSEPS, consul en Russie, mande à son gouvernement que l'empereur veut la paix, IX, 204.

LESTOCQ, général prussien, se bat avec héroïsme, IX, 379. — se rallie à Bennigsen, 381, — charge l'aile droite française à Preussich-Eylau et la force à reculer, 391, — rejoint l'armée russe après la bataille de Friedland, et laisse à découvert Kœnigsberg, 420.

LETOURNEUR (de la Manche), annonce à la Convention le passage du Rhin, comme un moyen de victoire et de paix, III, 229, — est élu directeur, 235, — atténue les désastres de la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse, 242, — ses instructions à Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, 302, — lui écrit sur la mort présumée du pape, pour lui tracer sa conduite, IV, 388, — nommé plénipotentiaire pour traiter de la paix avec l'Angleterre à Lille, 440, — instructions qu'il reçoit du Directoire, 450, — est remplacé à Lille, après le 18 fructidor, 537.

LEVIGNAC-MACKARTY, sa lettre à l'impératrice Catherine, pour la remercier au nom des émigrés de son appui, XIII, 33.

LEWINES, envoyé par l'*Union irlandaise* au Directoire, pour presser l'exécution de ses promesses, VI, 209.

LEWISON-GOWER, ambassadeur anglais en Russie, demande communication du traité de Tilsitt, etc., X, 31, — sa réponse aux plaintes de la Russie sur l'affaire de Copenhague, 47, — affecte d'appeler l'empereur du nom de Bonaparte, *ibid.*, — instructions qu'il reçoit de sa cour, 48.

LICHTENSTEIN (Charles de), perd sa place de directeur du cabinet, à l'avénement de François 1er au trône, I, 265, — billet qu'il reçoit à ce sujet de son souverain, *ibid.*, — apporte à Vienne la nouvelle de la paix de Campo-Formio, IV, 2, — commande l'armée après la bataille de Wagram, X, 386, — atteste à Napoléon, le 13 février 1814, que les alliés ne songent nullement aux Bourbons, XII, 347.

LIGNE (de), le jeune prince, occupe par ordre de Clairfayt le passage important de la Croix-au-Bois, I, 461, — perd la vie au combat de la Croix-au-Bois, 464.

LIMON (le marquis de), d'abord attaché à la maison d'Orléans et à la révolution; puis, royaliste et émigré ardent; s'offre à rédiger le manifeste des princes, I, 427, — le remet à l'empereur à Francfort, *ibid.*, —le communique aussi au roi de Prusse à Mayence, *ibid.*, — mécontent des changemens demandés par le duc de Brunswick, et plus tard réclame en vain du roi de Prusse les honoraires de ce travail, 429.

LINANGE (comte de), retenu en otage à Paris, demande au comité de salut public d'aller à Vienne négocier la paix dont la délivrance de la reine serait la seule condition, II, 400, — ne reçoit pas de réponse, *ibid.*

LINIERS, né Français, vice-roi dans l'Amérique espagnole, reçoit un message de Napoléon, XI, 20, — avait repris sur les Anglais Buenos-Ayres, 21, — sa situation quand il reçoit les nouvelles des abdications d'Aranjuez et de Bayonne, etc., *ibid.*, —son ambiguïté en publiant ses dépêches, *ibid.*, — apaise une insurrection à force de supplices; est destitué, puis proclame la cause royale, et meurt assassiné, *ibid.*

LITTA (le comte), bailli de l'ordre de St.-Jean-de-Jérusalem, obtient de Paul 1er la restitution des revenus qui formaient le grand-prieuré de Pologne, VI, 289, — nommé ambassadeur extraordinaire de l'ordre à Saint-Péters-

bourg, 290, — offre à l'empereur la croix portée par le célèbre La Valette, *ibid.*

LOMBARD, nommé secrétaire privé du cabinet prussien, I, 462, — est envoyé, après la bataille de Valmy, à Dumouriez, 486, — sur quelle base il traite, *ibid*, — veut l'engager à une entrevue avec le duc de Brunswick, 487, — lit au roi un mémoire de Dumouriez, devant le major-général Heymann et le duc de Brunswick, 489,—devient secrétaire du cabinet sous Guillaume II; protégé par la comtesse de Lichtenau qui gouverne la Prusse, VIII, 32.

LOO (triple alliance de), entre la Hollande, la Prusse et l'Angleterre le 13 juin 1788, fonde l'influence de l'Angleterre sur le continent, I, 63.

LOUIS XVI, trop faible pour résister à la ligue des trois grandes puissances du Nord, I, 52,—porté de lui-même aux améliorations, était faible et irrésolu, 75, — sa vertu principale était la résignation, *ib.*, —à peine a-t-il laissé entrevoir la possibilité des états-généraux, que la nation ne rêve plus que changemens, 75, — après la prise de la Bastille, la dispersion des ministres, l'éloignement des troupes royales, la fuite d'une partie des princes et surtout les affreuses journées des 5 et 6 octobre, le roi n'a plus de liberté; il est prisonnier dans Paris, 77,— tente de réclamer secrètement le concours et l'appui des puissances étrangeres, 93,—consulta sans doute son beau-frère Léopold avant de se déterminer à une démarche si importante, *ibid.*, — écrit à Frédéric-Guillaume le 3 décembre 1790, *ibid.*, — déclare à l'empereur que sa demande relative aux princes possessionnés est étrangère à l'empire, 100, — songe à une évasion, 106, — ne peut se rendre à Saint-Cloud, *ibid*, — déclare, par l'organe du comte de Montmorin, qu'il est parfaitement libre, 107, — envoie des agens secrets à Bruxelles et à Cologne, protestant contre toute acceptation des décrets de l'assemblée nationale, *ibid*,—songe avec la reine à se rapprocher du comte d'Artois et de l'ancien ministre Calonne, 108, — est suspendu de ses fonctions après l'événement de Varennes, 119, — accepte purement et simplement l'acte constitutionnel, 153, — sa position plus mauvaise qu'avant sa tentative d'évasion, 162,— désavoue les armemens faits en son nom par les deux princes ses frères, 165,—requiert Louis-Stanislas-Xavier de rentrer sous deux mois en France, 165,—détourne la noblesse d'exercer aucun acte d'hostilité, 166, —se rend à l'assemblée, le 16 décembre 1791, et déclare que si l'électeur de Trèves ne fait cesser dans ses états les attroupemens de Français refugiés, il ne verra plus en lui qu'un ennemi, 175,—choqué de ce que l'on avait offert, sans sa participation, le commandement général des troupes au prince de Brunswick, 197,—cherche à reculer devant les conséquences d'une rupture avec l'empereur, 216, — vivement affecté du décret d'accusation lancé contre ses ministres, le 10 mars, 273, — reçoit des ministres des mains de la faction jacobine, 277,— poussé par Dumouriez de déclarer la guerre à l'Autriche, demande quelques jours pour se décider, 326, — le 20 avril vient à l'assemblée nationale proposer la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême, 333,— improuvait les opérations et la politique des princes ses frères à Coblentz, 375, — à mesure que la guerre extérieure se montre plus menaçante, redoute la guerre civile, et les représailles contre les prêtres et les nobles, 401,— envoie secrètement Mallet-Dupan auprès de l'empereur et du roi de Prusse, pour qu'ils n'agissent offensivement qu'à la dernière extrémité, *ibid*,— voit chaque jour ses appuis lui échapper; attend les derniers coups dont on va le frapper, 422,—ren-

versé de son trône, le 10 août, est mis au Temple avec sa famille, 435,—n'a jamais écrit au roi de Prusse pour l'engager à quitter la France, 507,— périt sur l'échafaud le 21 janvier 1793, 168, — sa lettre à Monsieur, le 20 janvier 1793, XIII, 92.

LOUIS XVII, reconnu à Toulon, pour chef de la monarchie française, II, 417.

LOUIS XVIII (Monsieur, comte de Provence), frère de Louis XVI, parvient heureusement jusqu'à la frontière, I, 131, — accueilli avec générosité par l'électeur de Trèves, il tourne ses principales espérances vers le roi de Prusse, 132, — écrit dans les gazettes étrangères une lettre ou un manifeste à son frère pour l'engager fortement à ne pas donner sa sanction à l'acte constitutionnel, 152, — reste sourd aux instances pacifiques de Louis XVI, 186, —est mis en accusation et déchu par l'assemblée de son droit à la régence, 206, — publie le 8 août, avec les princes émigrés, une déclaration sur les motifs de leur entrée en campagne, 435, — voulait être déclaré régent du royaume, 453, — veut sacrifier M. de Calonne, *ibid.*,—charge M. de Moustier de faire sentir aux ministres prussiens la nécessité d'un centre d'autorité royaliste, 455, — il est reconnu régent par l'impératrice de Russie, 456,—son affliction profonde en apprenant la retraite du roi de Prusse, II, 4,— appelle Dumouriez un général sans nom, *ibid.*, — manque d'être enveloppé dans le château de Sci, *ibid.*, — proteste, comme régent, contre l'occupation de Condé au nom de l'empereur d'Autriche, 328, — reconnaît le dauphin Louis-Charles pour roi, 329, — après l'occupation de Toulon par les Anglais, quitte la Westphalie; arrivé à Turin, il y est retenu par son beau-père, obéissant aux insinuations de la cour de Londres, 418,— sa lettre à Bonaparte après le 18 brumaire, VII, 393,— compte sur la reconnaissance de Marseille, où il avait fait pénétrer des vivres par la flotte anglaise, 398,—accueilli en Russie avec distinction, 425,—rejette noblement, ainsi que les autres princes, les indemnités proposées en Italie par le premier consul, VIII, 317, — refuse le trône de Pologne, *ib.*, — renvoie au roi d'Espagne, en apprenant l'assassinat du duc d'Enghien, l'ordre de la Toison-d'Or, accordé à Bonaparte, 332, — sa protestation contre Bonaparte publiée à Calmar, 402,— quitte Mittau, pendant le séjour de Savary en Russie, X, 64, — ne perd pas l'espoir de rentrer en France, 65, — ses prétentions à la couronne d'Espagne, XI, 147,— reconnu par la junte suprême d'Estramadure, 166,—reçoit des offres de service des royalistes français; sollicite l'appui de la Prusse, etc., XII, 90, —promet de reconnaître la vente des biens nationaux, et la restitution de la Belgique, 91,—apprécie mal la France, 93,—avait toujours eu des relations secrètes avec les personnages influens sur la France, XII, 368,— fait circuler de nouveau ses proclamations, 372,— le sénat l'appelle au trône; constitution, etc., 410, — est reçu à Compiègne par Alexandre; arrive à Saint-Ouen près Paris, confère avec M. de Talleyrand, 415,— donne sa déclaration, etc., 416, — s'occupe de la rédaction d'une charte, *ibid.*, — s'adresse confidentiellement à Charles IV, avant de traiter avec son fils, 423,—n'adopte pas la charte librement, 429, — il en voit les vices, 430, — sa position critique, 433,—ressuscite l'étiquette de palais, 437, — ses torts, *ibid.*, — on lui suppose des intentions menaçantes, 439,— donne un exposé vrai des finances, 444, — germes d'une conspiration militaire, *ibid.*,— ne voit dans le retour de Napoléon qu'une extravagance, 478,— se rend à la chambre et jure l'acte constitutionnel, 479,—quitte Paris le 20 mars, et se rend à Gand, 480, — ordonnances qu'il publie avec la date de

Lille, 481, — ne prend point part au traité de Vienne, du 25 mars, 485, — se rapproche de Paris, 531, — sa proclamation datée de Cambray, 535, — rentre à Paris le 8 juillet, *ibid.*, — empêche la destruction du pont d'Iéna, 542, — texte du discours aux émigrés, le 23 août 1792, la veille de leur entrée en France, XIII, 54, — ses rapports avant le 10 août, avec Lameth, Barnave, etc., 83, — son ambition épouvantait Louis XVI, 84, — sa déclaration à la mort de Louis XVII, prouve qu'il connaissait peu la France, 134, — fut-il injuste envers Fauche-Borel? 158, — fit détruire les mémoires de cet agent, 158, — ses sentimens pacifiques et conservateurs en 1804, 173, — la charte qu'il publie le 4 juin 1814 n'était que la déclaration convenue avec l'empereur Alexandre, et modifiée en quelques points, 244, — il la connaissait à peine, 247, — les alliés n'en voulaient pas, 248, — ravive la révolution, *ibid.*

LOUIS (le prince), de Prusse, ses bonnes et mauvaises qualités, VIII, 480, — veut la guerre (1805); insulte publiquement Haugwitz, *ib.*, — heureux de pouvoir se mesurer contre les Français, 501, déblatère contre la lâcheté du gouvernement, IX, 117, l'Ame du parti exalté, 178, défait par Lannes à Saalfeld, meurt sur le champ de bataille.

LOUISE DE MECKLENBOURG-STRELITZ (1), épouse le prince royal de Prusse, à Darmstadt, le 24 avril 1793, II, 208.

LUCCHESINI (le marquis de), ministre de Prusse, admis dans l'intimité de Frédéric II, I, 151, lancé dans la carrière diplomatique par Hertzberg, *ibid.*, — envoyé aux conférences de Reichenbach, 195, — pousse les Polonais à se donner une constitution libre, *ibid.*, expose aux Polonais que le roi de Prusse ne protégera pas leur constitution du 3 mai, s'ils veulent la défendre les armes à la main, 385, — obtient, après la bataille de Valmy et les négociations qui la suivirent, qu'on recevrait l'aide-de-camp de Dumouriez, 503, — paraît dans l'entrevue du colonel Thouvenot avec le duc de Brunswick, et demande si, ne croyant pas possible de traiter avec la Convention, on ne pourrait le faire avec l'armée, 505, — à quelles conditions, selon lui, le roi pourrait se séparer de la coalition, 508, — assiste aux conférences préliminaires de paix entre Kellermann et le duc de Brunswick etc., II, 10, — s'érige en diplomate du premier ordre, depuis le déclin de la campagne, et domine le roi, 18, — envoyé à Vienne, comme ministre plénipotentiaire, 135, — vient au quartier général prussien, 293, — fait des propositions à Custine pour la cession de Mayence, — négocie avec le général Ferrari, 378, — voit avec satisfaction le départ de son souverain pour la Pologne, 381, — annonce le départ du roi de Prusse aux ministres étrangers; sa note, 384, — est envoyé à Vienne pour négocier un arrangement entre les deux cours, 430, reproduit sans cesse à Vienne les demandes et les prétentions du roi de Prusse, 455, — envoyé à Vienne pour épier les négociations de lord Spencer, III, 89, — reproches que lui adressent les ministres d'Autriche au sujet de la paix de Bâle, 171, — instruit l'électeur palatin du projet d'échanger les Pays-Bas contre la Bavière, 179, — déclare, par ordre de la cour, au ministère de l'empereur, que la nouvelle d'une négociation particulière de l'Autriche avec la France avait affligé le roi de Prusse, 181, — ne peut parvenir à s'initier dans les négociations entre la France et l'Autriche, IV, 309, — est rappelé, 311, — se retire des affaires avant la mort de Frédéric-Guillaume II, V, 41, — ses rares et ses basesses à Paris, 440, — son portrait, *ibid.*, etc.

(1) Depuis reine de Prusse, célèbre par sa beauté.

demande que la Prusse occupe le Hanovre comme dépôt, VIII, 280, —ce qu'il mande à sa cour lors de la mort du duc d'Enghien, 338, — ses vues hypocrites en encourageant l'ambition de Bonaparte, 424, —porte en triomphe à Paris le traité humiliant signé par le roi de Prusse, IX, 63, — ne peut accéder aux conditions de paix offertes par Duroc, après la bataille d'Iéna, 325.

LUCKNER (le général), chargé par Dumouriez de s'emparer de Mayence en 1792, I, 360, — remplace Kellermann à l'armée de la Moselle, 441.

M

MACDONALD (le général), contribue à l'occupation de Turcoing, II, 535, — bat les insurgés de la campagne de Rome et prend Terracine, VI, 431, — commande la droite de l'armée de Championnet, 467, — ses talens distingués; haïssait Championnet, VII, 17, — abandonné à son génie, bat le général Mocsk, 22, —son ultimatum au général Mocsk, enfermé dans Calvi, 24, — rentre dans Rome, 28, — poursuit les Napolitains fugitifs, et arrive devant Capoue, 45, — ordonne la retraite, après une attaque malheureuse, 60, — toujours courageux rassure les troupes, 62, — donne sa démission, par suite de sa mésintelligence avec Championnet, 139, — nommé général à la place de Championnet, arrive à Naples, 186, — a peine à rassurer la population; de quoi elle se compose, 188 et suiv., — rapport d'un agent prussien sur Naples à cette époque, 190, etc., — sait que d'un jour à l'autre il lui faudra évacuer le territoire napolitain, 195, — fait construire des batteries à boulets rouges contre la flotte anglaise qui bloque Naples, 191, — retarde sa retraite pour mieux en assurer le succès, 196, — bat les Anglais à Castellamare, 197, — évacue le territoire parthénopéen, 198, — marche vers la Haute-Italie, 201, — admirable plan qu'il forme contre les Austro-Russes, *ibid.*, — arrive de Rome à Florence, 202, — rencontre Souworoff sur les bords de la Trébia, *ibid.*, — et l'attaque avec des forces inférieures, 203, — s'avance à grands pas; ses succès, 255, — mais il est repoussé par Souworoff, 256, — attaque à son tour les Austro-Russes, 258, — il perd la bataille de la Trébia, 259, — déploie dans la retraite autant de talent que dans la bataille; rentre dans l'état de Gênes, 260, — est chargé de la défense de Leipsick, XII, 245, — échoue et se sauve en traversant l'Ester, 246.

MACK (le colonel), chef d'état-major de l'armée impériale, mentor du prince de Cobourg, reçoit des communications importantes de Dumouriez, II, 213, — confère avec Dumouriez même, près de Louvain, et consent verbalement à une première convention 214, —s'abouche de nouveau avec Dumouriez; convention plus formelle que la première, 218, — ajourne à un mois l'attaque du camp de Famars, 281, — attend, pour agir, l'issue des troubles suscités à Paris, 285, — se retire en Allemagne à cause des tracasseries qu'on lui suscite, 347, — est rappelé à l'armée de Flandre comme chef de l'état-major-général; espoir qu'on fonde sur lui, 474, — part de Vienne pour communiquer ses plans à Cobourg et au cabinet de Londres, 475, — reçoit un accueil favorable à Bruxelles, 476, —part pour Londres; est présenté au roi et à la reine, dîne chez Pitt avec les princes; déroule son plan de campagne, quel était ce

plan, 477, — en quoi il pèchait, 479, — joli mot de Rivarol à ce sujet, 479. — parcourt avec soin la frontière depuis Newport jusqu'aux Ardennes, *ibid.*, — est effrayé de la force des armées françaises, 480. — fait engager, par le prince de Cobourg, le maréchal Mœllendorf à porter 50,000 Prussiens sur Trèves, 481. — après la prise de Landrecies veut pénétrer en France, 528. — veut inonder la West-Flandre, *ibid.*, — demande que l'armée prussienne arrive entre la Sambre et la Meuse, *ibid.* — son plan est paralysé, 549. — son *plan de destruction* contre l'armée de Pichegru, 551. — il est exécuté avec bien peu de talent et d'émulation, 553. — en présence de l'empereur, déclare que cette campagne de Belgique sera la dernière, 540. — dans sa retraite en Bohême, reçoit des présens de son souverain et un billet fort gracieux, III, 70. — est envoyé à Naples pour commander l'armée contre la France, VI, 440. — intrigant militaire, etc., 457. — accueilli favorablement par la cour, 448. — doit présenter un plan offensif après son inspection générale, 450. — rend un compte peu avantageux de l'armée, 451. — veut qu'on prenne trois positions favorables, 465. — marche droit à Rome, 467. — sa réponse à Championnet qui se plaint de la violation des traités, 471. — s'avance sur Rome, 473. — ses dispositions stratégiques admirables, VII, 16. — son inaction volontaire après la prise de Rome, 19. — sommation à Championnet, *ibid.* — ses mouvemens ultérieurs, 20. — se dispose à une retraite générale, 24. — lève son camp de Cantalupo, ordonne la retraite à ses généraux, 26. — quitte Rome, abandonnant Roger de Damas à son destin, 27 et 28. — conseille pendant les troubles de Naples, annonce qu'il ne peut répondre de la sûreté du roi, 41. — demande un armistice pour se fortifier à Capoue, 45. — y rassemble 30,000 hommes, dans son camp retranché et armé, 46. — fait arrêter Moliterne, qu'il suspecte, 53. — ruse qu'il emploie pour suspendre momentanément l'attaque de Capoue, 54. — propose un armistice pour arriver à une paix solide, 59. — est deux fois refusé, *ibid.*, — se dépêche à Pignatelli; son découragement, 114. — se démet de sa charge, 138. — demande un asile à Championnet, qui le lui accorde et lui fait donner une escorte jusqu'à Milan, *ibid.* — arrêté à Boulogne déloyalement, il est conduit en France, 166. — est appelé à commander l'armée coalisée, VIII, 459. — réunit 40,000 hommes, et se retranche à Ulm et Memmingen, 460. — reste sur l'Iller, 483. — attaque à Vertingen le maréchal Ney, qui le repousse ainsi qu'à Günsbourg, 485. — se renferme dans Ulm, *ibid.* — trompé par un espion, il capitule avec 23,000 hommes, 486. — note justificative sur ce général, 487.

MACARTHON, consul au Caire, suggère le premier au gouvernement l'idée de s'emparer de l'Egypte, V, 418. — connaissant bien le pays, lettre qu'il reçoit du ministre des relations extérieures (1798), 419. — demande un congé d'un an, renouvelle à Paris l'idée de la conquête, 420.

MAISONNEUVE (le commandeur de), veut faire rétrograder la négociation de M. de Ségur à la cour de Prusse, et perd son crédit, I, 194. — quitte Berlin, *ibid.*

MALET, sa conjuration est celle d'un fou, XI, 461. — détails à ce sujet, *ibid.*, etc.

MALLET-DUPAN, Genevois, envoyé secrètement par Louis XVI à l'empereur et au roi de Prusse, prêts à entrer en France, I, 501. — sa lettre au maréchal de Castries, envoyé à Mayence par Louis XVI, pour concilier les partis opposés de l'émigration, 402 et suiv., — conféré d'abord à Coblentz avec le duc de Brunswick, et ensuite à Francfort avec les ministres de Vienne et de Berlin, 403. — n'est

écouté qu'avec réserve et défiance, *ibid.*, — reçoit de la main de Louis XVI même six lignes pour être accrédité, 405,—sollicite une conférence et l'obtient, mémoire et instructions qu'il communique au comte de Cobentzl et au comte Haugwitz, 411 et suiv., — insiste fortement sur l'esprit du manifeste des puissances, 414, — témoigne une entière confiance au négociateur français, 416,—donne les renseignemens qui lui sont demandés sur l'intérieur et la capitale de la France, 417,—annonce l'impuissance de Lafayette, dans la guerre et au dedans du royaume, *ibid.*,— défend les princes français, et ne veut pas qu'on leur attribue les propos exaltés de ceux qui les entourent, 419,—reprend la route de Genève, regardant sa mission comme terminée, *ibid.*,—excite Thugut, dont il était le correspondant, à demander que la France fît les premières ouvertures et accordât une suspension d'armes, 111,90, —entre en relation avec Collorédo et Hardenberg, 91.

MALMESBURY (lord), envoyé de Londres à Berlin, lorsque le roi de Prusse veut abandonner la coalition, 11, 450, — reçoit de sa cour des instructions pour traiter avec le roi de Prusse et l'engager à continuer la guerre, 503,—confère à Postdam avec Haugwitz, et se rend avec lui à La Haye pour faire intervenir la Hollande, 504, —bases du traité, *ibid.*,—il est signé le 19 avril 1794, 505,—confère avec Haugwitz et les plénipotentiaires hollandais pour que la Belgique soit secourue, et ménager les intérêts de l'Angleterre et de la Hollande, 545, — concerte à Monzenheim un arrangement avec le duc de Saxe-Teschen, pour que l'armée prussienne fasse un mouvement sur Trèves et Coblentz, 111, 59,—son jugement sévère sur Moëllendorf, 104, — arrive à Paris, le 21 octobre 1796, comme plénipotentiaire anglais, IV, 29, — est reçu avec joie en France, et même à Paris, *ibid.*,— confère avec le ministre des affaires étrangères; présente un canevas pour servir de base à la négociation, 30, — repousse les reproches de sincérité qui lui sont faits, 33, — proteste qu'il ne séparera point ses intérêts de ceux de ses alliés, *ibid.*, — articles satiriques publiés contre lui dans le journal officiel français, 35,—la négociation est arrêtée avant d'avoir commencé, 39,—envoie à Vienne un courrier d'état pour porter à Morton-Eden des dépêches relatives aux pouvoirs demandés par le gouvernement français, *ibid.*, — rappelle encore au ministre des affaires étrangères qu'il ne peut séparer ses intérêts de ceux des alliés, 41, — en quels termes il fait part à Londres de la mission de Clarke à Vienne, 59,— apprécie les conséquences de la mort de Catherine, et demande au ministre des affaires étrangères en France une réponse précise sur le principe des compensations, 78, —demande de nouvelles instructions à sa cour, 79, — instructions qu'il reçoit; à quelles conditions il rendra ses conquêtes à la France, 85,—diffère à en conférer avec Delacroix; rédige deux mémoires explicatifs et *confidentiels* atténuant les conditions, 87,—dit qu'il lui est ordonné de parler avec franchise, et demande qu'on agisse de même, *ibid.*,—discussion vive et prolongée avec Delacroix, 90 et suiv.,—déclare que l'on ne peut traiter si les Pays-Bas restent à la France, 96,—s'entretient des colonies de la Hollande, etc., 100 et suiv.,—annonce à lord Grenville que sa conférence avec le ministre de France, bien que la première, devra être la seule, 104, —est nommé pour traiter à Lille d'une *paix séparée* avec la France, 440,— arrive à Lille, le 4 juillet 1797, avec trois jeunes seigneurs anglais, 443,—et donne sa note sur les conditions de paix, *ibid.*,—n'avait pu donner aucune impulsion aux conférences, surtout depuis le 18 fructidor, 537,—quitte Lille

précipitamment, 638, — avait offert de rendre les conquêtes faites sur la France, V, 105,—confère à son retour à Londres avec MM. Canning et Hammond, 107, — remet à lord Grenville un rapport fort important, *ibid.*,—assiste à un conseil de tous les ministres, et communique l'arrêté du Directoire, du 25 fructidor, 112,—donne communication de la réponse des plénipotentiaires français à Lille, 116,—rédige la note du cabinet anglais envoyée à Lille, *ibid.*

MALOUET (Pierre-Victor), désigné Mallet-Dupan à Louis XVI pour être envoyé à l'empereur et au roi de Prusse à Mayence, I, 401, agent d'une négociation avec l'Angleterre pour l'exil des princes français, etc., VIII, 193.

MANFREDINI, premier ministre du grand-duc de Toscane, confère avec Bonaparte; résultats de cette conférence, III, 414,—désire surtout le repos de la Toscane, 415, — s'oppose à ce que le Pape fugitif soit reçu convenablement à Florence, V, 252,—fait une réponse peu favorable au neveu du Pape, qui désirait conférer avec lui, *ibid.*,—demande au baron de Thugut, après la rupture des conférences de Seltz, des explications amicales pour la sûreté du grand-duc, VI, 171,—rapports qu'il reçoit sur Naples janvier 1799,, VII, 151.

MANIN, doge de Venise, poussé par le parti français, effraye du sort qui attend sa patrie, déclare que le gouvernement actuel est à charge au peuple, engage les sénateurs à se démettre de leurs pouvoirs, etc., IV, 340,—fait partie de la municipalité populaire et se voit forcé de se cacher, 342.

MANSTEIN (le colonel), aide-de-camp du roi de Prusse, traite, après l'affaire de Valmy, avec Dumouriez; complimente d'abord ce général, et le regarde comme maître de terminer la guerre, I, 490, — puis l'engage sans détour à se déclarer pour le roi, 491, — déclare dans un second entretien que Frédéric-Guillaume ne veut pas la guerre, 496,—rédige les points essentiels pour arriver à un accommodement amiable, 497, — ajoute que si les conditions qu'il propose sont acceptées, on signera les articles préliminaires de la paix générale, *ibid.*, — vient confirmer à son souverain le détrônement de Louis XVI, 502,—propose aux commissaires de la Convention de remettre Verdun et Longwy, à quelles conditions, II, 13. —ennemi déclaré du duc de Brunswick, 447, — va demander une conférence au général polonais Zayonczek, pour faire cesser les hostilités, III, 65,—est refusé, 66.

MANUEL, procureur de la commune de Paris et député à la Convention, demande que le roi de Prusse soit instruit de tout ce qui sera fait par le conseil général relativement à Louis XVI, I, 507. —on croit qu'il voulait déterminer le roi à demander à Frédéric-Guillaume d'ordonner la retraite, *ibid.*

MARBOIS (de), envoyé à la diète de Ratisbonne, I, 181.

MARCOLINI (le prince), se rend de Naples à Vienne pour conférer avec Thugut, et revient à Naples, VI, 413.

MARESCALCHI, l'un des partisans les plus sincères des Français, III, 413.

MARET (duc de Bassano), envoyé en Angleterre pour savoir si l'on voulait traiter personnellement avec Dumouriez, II, 157, — revient en France après la mort de Louis XVI, 173,—nommé ministre plénipotentiaire à Naples, est enlevé à Come, au mépris du droit des gens, par le gouverneur de Milan, 399,—il était muni d'une forte somme en or, de diamans de la couronne et de papiers fort importans, *ibid.*, — nommé plénipotentiaire pour traiter de la paix avec l'Angleterre à Lille, IV, 441. — est remplacé après le 18 fructidor, 537,—son étroite politique et ses prodigieux mémoires, XI, 11. — pitoyable état de la diplomatie

française sous ce ministre, 235, — ne cesse de tracasser le gouvernement suédois, 237, — ses assertions mensongères en traitant avec la Russie, 300, — continue à Dresde les négociations pour la paix, 371, — voulait avoir à Wilna un honorable espion, 372, — s'occupe de fêtes, etc., à Varsovie, 390, — après la bataille de la Moskowa, part pour le quartier-général, 422, - cherche à brouiller le roi de Suède et le prince royal, XII, 45, ses inconséquences en diplomatie, 75, — veut rattacher les Américains à la France, 142, — inconséquent et grossier au congrès de Prague, 208, — demande qu'on traite de la paix pendant la guerre, 219, — laisse échapper l'occasion de faire la paix, 277, — ses représentations à Napoléon après les affaires de Brienne, etc., 334, — écrit à Caulaincourt que Napoléon lui donne carte blanche, *ibid.*, — reste seul auprès de Napoléon, 401.

MARGUERIT (baron de), sa lettre dans la *Quotidienne* (12 mai 1820), sur les relations de Fauche-Borel et Barras, XIII, 153, etc.

MARIALVA (le marquis de), envoyé par le prince régent de Portugal à Napoléon, trahit son souverain, X, 101.

MARIE-ANTOINETTE-D'AUTRICHE, reine de France, est accusée à tort (1) d'avoir envoyé à Bruxelles le projet de manifeste de l'Autriche contre la France, I, 250, — avait adressé à son frère un mémoire sur l'état des différens partis contre lesquels la cour avait à lutter, *ibid.*, — assiste au conseil privé, dans lequel Dumouriez veut faire déclarer la guerre à l'Autriche, 327, — transférée à la Conciergerie, le 5 septembre 1793, 399, — périt sur l'échafaud, le 16 octobre 1793, 401, — s'était opposée à l'alliance de la Prusse avec la France, VIII, 10.

MARIE-LOUISE, reine d'Espagne, femme de Charles IV; ses liaisons avec le prince de la Paix, V, 141, — demande à Murat la permission de quitter l'Espagne pour vivre avec le roi et Godoï, X, 134, — arrive à Bayonne, le 30 avril, 147, — demande en présence de Napoléon la mort de son fils présent à l'entrevue, 152.

MARIE-LOUISE-D'AUTRICHE, épouse Napoléon, XI, 79, — est déclarée régente, 1 avril 1813, XII, 144, — part pour Blois, 384 — quitte la France et prend possession de Parme, 425.

MARKOFF (comte de), perd ses emplois à l'avénement de Paul Ier, IV, 122, — envoyé en ambassade à Paris par Alexandre; mot d'un homme d'esprit sur ce diplomate, VIII, 230, — sa laideur amère, etc., etc., 270, — juge Bonaparte, 274, — demande des indemnités pour les Bourbons exilés, 275.

MARMONT (le général), va reconnaître la place importante de Cherasco, et s'en empare, III, 328, — se rend avec ses troupes dans le Tyrol, X, 334, — remplace Masséna dans le Portugal, XI, 204, — entre, le 5 janvier 1813, dans Kœnigsberg, XII, 28, — défend la butte de Saint-Chaumont contre les alliés; billet qu'il avait reçu de Joseph, 387, — conclut un accord avec le général en chef des alliés, 388, — signalé par Napoléon comme traître, 400, — au retour de Napoléon redoute la guerre civile, 482, — traite avec le prince Schwartzemberg pour que les troupes puissent se retirer en Normandie, et pour la vie et la liberté de Napoléon, XIII, 242, — la défection de l'armée s'opère à son insu, *ibid.*, — est justifié par Fabvier auprès de l'empereur, 243.

MASSENA (le général), prend position à Loano, etc., sous les ordres de Bonaparte, III, 306, — fait une reconnaissance générale de la position importante de Montenotte, 309, — défait à Dégo 3,000 Autrichiens; leur héroïque défense, 316, — précède Bonaparte à Milan, après la bataille de Lodi, 347, —

(1) Madame de Staël l'affirme dans ses *Considérations sur la Révolution française*.

son avant-garde est culbutée auprès de Vérone, IV, 157,—rétablit le combat à l'aile gauche à la bataille de Rivoli, 160, — prend en flanc l'aile droite des ennemis et la met en désordre, 161,—occupe Bassano, 169, — son avidité, ses concussions, V, 263,—oblige par ses menaces Pie VI à quitter Rome, *ibid.*, — commande à Rome après le départ de Berthier, 264, — voyant son autorité méconnue par les soldats et officiers, résigne le commandement au général Dallemagne; sa lettre à Bonaparte, 266, —revient à Rome; sa proclamation; elle est arrachée, 271, — reçoit l'ordre de quitter Rome sur-le-champ, 272,—fut remis bientôt en activité, 273,—ne peut enlever les retranchemens de Feldkirch et communiquer avec Jourdan, VII, 225,—échec qu'il reçoit, 226, — rassemble 60,000 hommes et recommence ses opérations le 1er mai 1799, 283, —se replie en arrière du Saint-Gothard, 284, — se renferme dans le camp retranché en avant de Zurich, *ibid.*,— attaque avec vigueur, mais en vain, le centre de l'archiduc Charles, 285, — veut attaquer Korsakoff avant sa jonction avec Souvoroff, 290,—fait attaquer séparément le général Hotz, homme de talent, qui fut tué, 291, — passe la Limat et foudroie les Russes, et rentre dans Zurich, 292, — est forcé de ralentir sa poursuite, 293, cherche à faire sortir Souvoroff des défilés; le force enfin à la retraite, 296,—défend vigoureusement Gênes, 397, contributions qu'il lève à Trieste, même après la paix signée, IX, 26,—marche sur Naples en traversant les états romains, 85,—continue le siége de Gaëte commencé par Joseph, 88,—cherche à se concilier les esprits par de fausses promesses, 89, — est nommé roi des Deux-Siciles, 90,— poursuit à marches forcées et en sacrifiant ses blessés, l'aile gauche du prince Charles, X, 315, — ne put être déloge d'Essling, ce qui lui valut le titre de prince de ce nom, 319, — nommé chef de l'expédition contre le Portugal, XI, 183,—comment le comte de St-Julien s'exprime à son égard, 183,—viole la capitulation d'Almeida, 186,—se dirige sur Coïmbre, *ibid.*, —rencontre l'armée de Wellington à Busaco, 187,—cherche à déposter l'armée britannique; il échoue complétement, 188,—son armée s'affaiblit par le manque de vivres, etc., 192, — demande de nouvelles instructions à Napoléon, 193,—choisit merveilleusement la position de Santarem; croit que Wellington ne peut rien entreprendre contre lui, 197, — commence sa retraite, *ibid.*,— envoie le général Foy pour assurer à Napoléon qu'il n'a rien à craindre, 198,—ruine son armée, *ibid.*, — engage une affaire à Sabugal, il échoue, 200,— s'avance sur Ciudad-Rodrigo; est repoussé à Fuentès-Onoro, 203, — est remplacé par Marmont, 204.

MASSENBACH, envoyé en parlementaire à Dumouriez, par le duc de Brunswick, I, 455 —prend au milieu de l'armée française une haute idée de son général, 466, —n'obtient pas l'entrevue qu'il désirait, *ibid.*, — retourne rendre compte de sa mission, 467, —trouve au quartier-général de Kellermann les fils du duc d'Orléans, 501, — rend compte au duc de Brunswick de son entretien avec Dillon, 502.

MATHIEU (Maurice), général français, s'empare hardiment d'Ancône, fait 2,000 prisonniers, etc., VII, 23, — somme les Napolitains enfermés dans Calvi de se rendre, *ibid.*,

MATTEI (le cardinal), appelle dans un mandement les Ferrarais à l'insurrection contre les Français, III, 435, — après la victoire de Castiglione, il répond à Bonaparte ce seul mot : *perdono*, *ibid.*,—nommé pour demander la paix à Bonaparte, qui s'est emparé de la Romagne, IV, 184, — engage le Pape à traiter avec le général en chef, 186.

MAULDE (de), ministre de France à La Haye, vient à Paris annoncer à Dumouriez, son protecteur, que le grand-pensionnaire et l'ambassadeur d'Angleterre sont disposés à traiter avec lui, et non avec Lebrun ou avec la Convention, II, 156,—retourne à La Haye annoncer que Dumouriez sera à Anvers le 1er février, pour conférer, 157.

MEDICI (le chevalier), à la tête d'une conspiration à Naples, en 1755, VI, 404,—il est arrêté, *ibid.*, —est absous par ses juges, 428.

MEERFELDT (le comte de), plénipotentiaire autrichien à Udine pour la paix avec la France, arrive à Vienne avec l'*ultimatum* de Bonaparte, IV, 544, —confère avec l'empereur et avec Thugut, *ibid.*, —renvoyé à Udine avec de nouvelles instructions et une lettre autographe de l'empereur à Bonaparte, 547, —arrive au congrès de Rastadt, V, 59, — blessé et fait prisonnier à la bataille de Wachau, XII, 240.

MEJAN, officier français, est contraint de se rendre, et livre le fort Saint-Elme à Naples, VII, 328.

MEJAN, attaché au prince Eugène Beauharnais en Italie, ne connaît ni l'Italie ni les Italiens, VIII, 425,— envoyé à Milan, en 1814, pour connaître les intentions des alliés en faveur d'Eugène, XII, 403, — sa tête est demandée par la populace ameutée, 405.

MELAS (le général), remplace Beaulieu à l'armée d'Italie, III, 360,— appelé au commandement en chef de la même armée en 1799, rejoint son armée, mais laisse le commandement au général Kray jusqu'à l'arrivée de Souvoroff, VII, 234, — enlève les retranchemens de Rittorto-Canal, 247,— croit un instant que la bataille de la Trébia est perdue, 259, — déposte les troupes appuyées à Serravalle, sa belle conduite, 271, —se réunit à Kray entre la Stura et le Tanaro, 318,—s'empare de Savigliano, 319,—pourquoi il bloque Gênes au lieu de l'attaquer, 397, — obéit à regret, 398, — marche contre Suchet, et prend Nice, *ibid.*, —se porte contre le premier consul qui venait de passer le Saint-Bernard, *ibid.*,—réunit ses forces devant Alexandrie, 400,—s'obstine à prendre le village de Marengo qu'il devait tourner, et s'en empare; ses premiers succès; fatigué, et voyant la bataille gagnée, rentre dans Alexandrie, 402, — son chef d'état-major perd la bataille de Marengo, 403,—sa position inattaquable même après cet échec, *ibid.*,—est remplacé par le comte de Bellegarde, 413.

MELZI (de), député de la Cisalpine à Rastadt, reçoit de Cobentzl la reconnaissance de la république et la transmet à Milan, VI, 175, —sa bonne administration comme vice-président de la république italienne, VIII, 311, — mécontent de ce que la vice-royauté d'Italie est donnée au prince Eugène, 424, —est nommé duc de Lodi, X, 26, —entretient le mécontentement en Italie, XI, 310,—sa demande équivoque aux alliés en faveur de Beauharnais, 404.

MENGAUD, parent de Rewbell, chargé d'affaires en Suisse, requiert le gouvernement de Berne de renvoyer le ministre britannique Wickham, V, 303,—demande l'expulsion des émigrés et l'obtient, 306,—redouble ses intrigues, forme des clubs, etc., 311,—dément, devant les autorités de Bâle, le projet qu'on attribue aux Français de démembrer la Suisse, 319, — ordres qu'il reçoit du Directoire à l'égard de Berne, etc., 331, — présente notes sur notes au gouvernement de Berne et à la diète, 333,—se plaint des mesures prises contre les Vaudois, 334,—se met en route pour Arau avec des pavillons tricolores, *ibid.*,—intrigue et fomente l'insurrection à Bâle, à Lausanne, à Arau même, 335,— veut empêcher les cantons de Glaris et d'Appenzell de renouveler l'ancien serment d'alliance, 336,— se rend à Bâle semant sur sa route

la discorde, 342, — demande la formation d'une assemblée nationale par des élections populaires, 343, — sous un faux prétexte ne traite pas avec M. Boy, de Berne, envoyé dans des vues de conciliation, 352, — fait afficher une lettre révolutionnaire dans les cafés de Berne, 357, — écrit aux cantons que le Directoire n'en veut qu'à l'oligarchie, *ibid.*, — son *ultimatum* à l'état de Berne, 358, — il est rejeté, 361, — feint de se plaindre de Brune, et publie son *Avis aux Suisses*, propre à exaspérer les Bernois, 364, — répond avec mauvaise foi à la déclaration énergique du député de Lucerne, Ruttimann; texte de ces pièces, 366, etc., — suborne les paysans avec de l'or, 368, — publie un nouvel écrit, 378.

MERNOU, incapable de commander l'armée d'Égypte après la mort de Kléber, VII, 422, — reçoit quelques munitions et des renforts, VIII, 147, — surpris par l'invasion simultanée des Anglais et des Turcs, 148, — ne s'émeut pas de l'annonce d'une flotte ennemie, et disperse ses troupes au lieu de marcher à la hâte contre l'ennemi, 150, — ne se réveille point de son apathie, 151, — son armée est battue, 152, — continue à prendre de mauvaises mesures; dénonce le brave Belliard à Bonaparte et capitule enfin, en remettant Alexandrie, 154, — sa lettre ridicule à son frère (voir aux pièces justificat.).

MERCY-ARGENTEAU (le comte de), ambassadeur d'Autriche, informe M. de Montmorin des progrès de sa négociation en faveur de Louis XVI, I, 105, — favorise puissamment l'évasion de Louis XVI, 115, — vient à Londres pour confirmer les demandes du comte de Lamarck en faveur de la France, 118, — apprenant la translation de la reine Marie-Antoinette, dépêche un émissaire à Danton pour l'engager à épargner l'illustre victime, II, 399, — engage l'empereur à faire une troisième campagne, à resserrer son alliance avec l'Angleterre, et à placer Mack à la tête de l'état-major, 473, — confère avec lui à Bruxelles, 477, — accrend à Londres avec l'espoir que la retraite des Autrichiens ne durera pas, III, 44, — madame Elisabeth l'appelle le *vieux renard*, XIII, 37, — oppose Louis XVI à ses frères, 38.

MERCY-D'ARGENTEAU (le général de), on lui impute la perte de la bataille de Loano, III, 268, — obtient de se justifier devant un conseil de guerre, et paraît rassuré, 269, — est désigné pour commander le centre de l'armée à Montenotte; n'aurait dû inspirer aucune confiance au général Beaulieu, 310, — au mépris des ordres de son chef, ne forme l'attaque de Montenotte que quatre jours après; réunit cependant à enlever en partie les positions des Français, 311, — n'agit point, malgré les recommandations de Roccavina, bless gravement, *ibid.*, — lâche à Dego comme à Montenotte, bat en retraite, 316, — est accusé par tous les Autrichiens, 320, — est suspendu de ses fonctions et conduit à Mantoue pour être jugé, 321.

MERLIN, de Douai, veut suivre la négociation de la paix prussienne; sa lettre à Merlin de Thionville, III, 98, — veut qu'on fasse la paix avec l'Autriche, 179, — ne veut pas qu'on laisse à Augereau le commandement de l'armée du Rhin, V, 153, — s'oppose à ce que Bonaparte signe sa démission, 514.

MERLIN, de Thionville, commissaire de la Convention à l'armée de Custine, II, 98, — donne à Mayence l'exemple du courage militaire; confère avec le prince de Brunswick, 303, — assiste au défilé de la garnison de Mayence, 318, — défend au comité de salut public les généraux Doyré, Kléber et Aubert-Dubayet, sur leur conduite à Mayence, 325, — envoyé aux armées de Rhin et Moselle avec des pouvoirs illimités pour traiter de la paix et pour une entreprise contre Mayence, III, 97, — préside à un semi-blocus de Mayence; renvoie à Moellendorf

e ses aides-de-camp fait pri-
ier, *ibid.*, — assiste à Huningue
repas avec les négociateurs
ais et prussiens; s'entretient
Hardenberg sur la possibilité
armer l'Autriche en lui faisa-
prendre la Bavière, et vient
ne-étrier donner avis de cet
r au comité de salut public,
— sa réponse à la note du
e d'Hardenberg proposant
rève; style de cette lettre, 214
retire du Directoire, VII, 262.
RD (le général), commande
ision de Masséna en son ab-
, établit brusquement son
ier-général au château de
ey-Voltaire, V, 347, — sa let-
au comité d'insurrection de
, *ibid.*, — informe le Direc-
des mesures militaires de
e et de Fribourg, 339, — som-
même jour le général ber-
de laisser les Vaudois libres,
, — pénètre dans le pays de
, 341, — ses exactions, 345,
dresse au vainqueur de l'Ita-
lui demande ses conseils, 355,
prudence et sa fermeté à Tu-
VII, 101, — destitue l'adju-
général Collin, excitateur de
oles, *ibid.*
RNICH (comte de), ministre
potentiaire de l'empereur au-
des Pays-Bas, invite les mi-
es des puissances réunis à La
de se trouver à Anvers pour
érer sur les circonstances po-
ues, II, 226, — représente au
ce de Cobourg que l'appui de
ouriez leur manquant, ils ne
ent plus rester neutres, 240,
nfère avec le général Mack,
uxelles, au commencement de
roisième campagne, 476, —
oque la proclamation du gou-
ement belge contre le sys-
révolutionnaire, 520 et suiv.,
recevoir son souverain à la
tière, 522, — chargé de faire
uter les vues ultérieures du
net autrichien relatives à l'a-
don de la Belgique, III, 9, —
te les provinces belges à un
ement général, 19, — envoyé
par l'empereur au prince de Co-
bourg, proteste contre toute re-
traite ultérieure et veut l'en ren-
dre responsable, 43, — représente
la cour de Vienne, au congrès de
Rastadt, V, 49, — se montre sensi-
ble à la conduite du Directoire
qui venait de rappeler des bords
du Rhin Augereau, lorsqu'il cher-
chait à révolutionner le Brisgaw,
159, — sa position embarrassante
à Rastadt, 425, — confère avec
Treilhard et Bonnier (le 17 jan-
vier 1798), 426, — fait à la députa-
tion des divers Etats le rapport
de cette première conférence,
ibid., — annonce avec ménage-
ment à la députation de l'empire
que l'Autriche reconnaît le Rhin
pour limites, 431, — expédie un
courrier à Vienne avec le *conclu-
sum*, 434, — déclare que la cour de
Vienne ne peut jamais consentir
aux nouvelles prétentions de la
France, VI, 136, — s'entretient
avec Bonnier au sujet d'Ehren-
breitstein, 378.

METTERNICH (le comte Clément), apporte à son père une adhésion à la cession de la rive gauche du Rhin, V, 436, — sonde le roi de Prusse sur ses intentions, — VIII, 395, — nie les pro-jets hostiles de l'Autriche (en 1809), X, 302, — portrait de ce diplomate, *ibid.*, etc., — découvre les communications faites à la Russie par Napoléon, etc., 304, — traite de la paix à Altembourg avec M. de Champagny, 469, — plus adroit que le diplomate français, 472, — réalise, en 1813, aux vœux de la haute aristocratie autrichien-ne, XII, 55, — œuvre immense dont il se trouve chargé, 60, — dé-taille sur ce ministre, *ibid.*, etc., — voile avec soin les relations de l'empereur avec la Prusse, 69, — sa réponse aux interpellations indis-crètes de M. de Narbonne, 72, etc., — ne croit pas au nombre de trou-pes qu'indique Napoléon après la bataille de Lutzen, 151, — veut un système d'équilibre rompu par l'extension de la puissance fran-

guise, 191, — confère avec Napoléon et fait connaître l'esprit de modération de son souverain, 193, — cherche à éviter au congrès de Prague les embarras d'étiquette, etc., 202, — son ton parfait, etc., 203, — négocie habilement de toutes parts, 209, — signe plusieurs traités, et notamment avec l'Angleterre, 231, — veut reconstruire la puissance autrichienne sur de nouvelles bases, 264, — écrit trois lettres à Caulaincourt; leur objet, 325, — encourage Caulaincourt dans ses projets de paix, 360, — assiste au congrès de Vienne, 452, — s'oppose à la réunion de la Saxe à la Prusse, 466, — prépare le rétablissement du corps germanique, 471, — les princes allemands sollicitent sa faveur, 472, — avait prévu le retour de Napoléon; questions qu'il avait secrètement adressées à Fouché, 476, — rédige la déclaration des souverains, le 13 mars, 476.

MEUNNIER (le général), règle la capitulation de Mayence, II, 60, — défend cette ville; attaque la grande île du Mein, est blessé à mort; une trêve est accordée pour lui rendre les honneurs funèbres, 304.

MINA (le général), commande en Navarre de nombreuses guérillas, XI, 418.

MIOLLIS (le général), commande à Venise; son extrême dureté, X, 23.

MIRABEAU (comte de), gagné par la cour, meurt au moment de réaliser ses projets, I, 105.

MIRABEAU (le vicomte de), est mis en accusation, comme complice des frères de Louis XVI, I, 206.

MIRANDA, lieutenant de Dumouriez, lève précipitamment le siége de Maestricht, à l'approche des Autrichiens, II, 209, — cède à une terreur panique, et ordonne de son chef la retraite, 211, — porte le trouble dans l'Amérique du Sud, sa patrie, IX, 114, — échoue dans ses projets, ibid.

MOELLENDORF, général prussien, commande 25,000 hommes sur

les bords de la Vistule, I, ...
succède dans le commandement
général au duc de Brunswick
447, — arrive à Mayence, ...
avec le duc de Brunswick
tient avec lui dans une gra...
serve, 450, — son activité...
ton tranchant, ibid., — re...
prince de Cobourg et à M...
porter ses troupes sur T...
sa lettre, 451, — fait annon...
des commissaires français ...
à Mayence, le 16 février ...
pour l'échange des prison...
que c'était avec le généra...
Kreuth qu'ils devaient traite...
— suspend provisoireme...
marche des troupes, 502, —
l'ordre de s'arrêter, ibid. —
de disloquer l'armée, ...
de passer à la solde britan...
la veille du traité des s...
avec l'Angleterre, 506, —
rester sur le Rhin et re...
secours à la Belgique, 516, ...
porte quelques avantages ...
Sarre, mais ne profite p...
victoire, 547, — ne se rend ...
demandes de lord Cornwal...
raisons, III, 6, — allègue ...
Prusse n'est pas positiveme...
solde des puissances mari...
discussion violente avec l...
missaire anglais, 8, — se re...
Mayence, 46, — fait p...
l'ordre du jour que le tr...
subsides avec l'Angleter...
subsiste plus; il se concent...
les murs de Mayence, etc. ...
met en rapport avec M. ...
attaché à la légation fr...
en Suisse, le nommé Sch...
ibid., — fait repasser le ...
toute l'armée prussienne, ...
mande à Berlin, de Thi...
qu'il enverra pour traite...
paix à Bâle M. Hartider, ...
veut pas attaquer les F...
près de Mayence et Ma...
sans consulter sa cour, 111 ...
lève à Mayence, avec Clai...
l'archiduc Charles, et pu...
ordre du jour, portant ...
Prussiens agiraient si les F...
attaquaient Mayence, ib...

son mouvement inoffensif sur la Nord-Hollande ; il en prévient Moreau, 139, — trompe le comte Repnin sur ses sentimens à l'égard de la France, VI, 126,—mot piquant à l'égard de Sieyès, 143.

MOENK (le général), veut tourner la division Macdonald et s'emparer de Borghetto, VII, 22, — il est battu, *ibid.*,—se porte à Otricoli, surprend un poste français et le fait égorger ; brûle un hôpital, *ibid.*, — se rend maître d'Otricoli et des hauteurs, 23, — est fait prisonnier à Calvi, 24.

MOLITERNO, fils du prince Narsico-Novo, jeune, plein de grace et de valeur, commande un corps de cavalerie en avant de Capoue, VII, 50, — son ambition, *ibid.*,— fait des charges vigoureuses contre les Français, 51, — accepte le titre de généralissime de l'armée révolutionnaire et abandonne le parti du roi, 52, — est suspect à Mack qui le fait arrêter ; il est bientôt relâché, mais envoyé avec ses deux régimens dans la forteresse de Sainte-Marie, 53, — les lazzaroni, révoltés, le mettent à leur tête ; il est proclamé chef suprême du peuple, 105, — fait dresser des échafauds pour punir ceux qui troubleraient l'ordre, etc., 157,—harangue le peuple et l'indispose, 159, — est envoyé secrètement à Championnet, 160,— instruit des scènes d'horreur qui s'étaient passées à Naples en son absence, fait sonner la nuit toutes les cloches de la ville et exposer par le cardinal-archevêque le sang et la tête de saint Janvier, pour faire une procession ; il arrive en habits de deuil et pieds-nus ; son discours pathétique calme le peuple, 164, — s'empare, pendant l'absence des plus fougueux patriotes, du Château de l'Œuf et du Château-Neuf, 165, —publie un ordre du jour après l'entrée de Championnet, 173, — nommé membre du gouvernement provisoire, 170, — sollicite l'ambassade de France, 184, — s'associe aux carbonari, rallie les royalistes et les républicains, X, 416.

MONGE, ministre de la marine ; sa lettre contre l'Angleterre, adressée aux amis de la liberté dans les ports de mer, II, 177,—envoyé à Rome après l'établissement de la république en cette ville, V, 253.

MONGELAS (baron de), ministre d'état de Bavière, d'accord avec Napoléon ; ce qu'il en attendait pour son souverain, VIII, 461.

MONNIER (le général), défend Ancône contre les troupes alliées ; obtient une capitulation honorable, VII, 339.

MONTESQUIOU (l'abbé de), agent royaliste, XII, 369, — ses observations sur la constitution délibérée par le sénat, 411, — veut que le roi soit appelé roi de France et de Navarre, 413.

MONTMORIN (comte de), ministre des affaires étrangères de Louis XVI, refuse l'offre d'une armée faite par la Prusse, comme moyen trop violent et surtout contraire au caractère de son souverain, I, 90, — chargé par Louis XVI et sa femme de presser la coalition des puissances, 105, — donne au marquis de Noailles, ambassadeur à Vienne, des instructions, 128, — déclaré par les jacobins comme artisan du *comité autrichien* à Paris, 401.

MOORE (sir John), général anglais en Espagne, n'éprouve que de la malveillance de la part des Espagnols ; sa retraite en bon ordre, X, 262, — meurt avec gloire sur le champ d'honneur, 263, —avait commencé son expédition trop tard pour qu'elle fût utile, 435.

MORDVINOF (l'amiral), s'oppose à ce que l'on capture les vaisseaux anglais dans les ports russes, XI, 277, — homme considéré de toute la Russie, 284.

MOREAU (le général), attaque sans un grand succès l'aile gauche de Clairfayt, II, 532, — agit avec vigueur dans l'occupation de Turcoing, 535, — réuni à d'autres gé-

néraux, accable le général Ott, et enveloppe le duc d'York, *ibid.*, — passe le Rhin le 24 juin 1796; enlève le fort de Kelh, III, 383, —il envahit Bade et la Souabe, *ibid.*, — bat les Autrichiens à Renchen, Rastadt, etc., 387, — se dispose à pénétrer dans la Bavière, après la bataille insignifiante de Donawerth, 451, — fait passer son armée sur la rive droite du Danube, et occupe la fertile Bavière, 452,— trêve qu'il impose à l'électeur, 453, — détails sur l'intérieur de cette cour, 454, — accorde une suspension d'armes aux députés des États; à quelles conditions, 456, — isolé en Bavière, par la retraite de Jourdan, effectue la sienne, 460, — sa lettre à Bonaparte, *ibid.*,—bat les corps autrichiens qui s'opposent à son passage, repasse le Rhin à Brisach, après la perte de la bataille de Schlingen, 471, — cette retraite acquiert à Moreau une réputation européenne, *ibid.*, — son respect pour la neutralité suisse, *ibid.*,— combinaison militaire qu'il forme avec Macdonald contre les Austro-Russes, VII, 201, — commande 20,000 hommes, 202, — regarde le prince Charles comme le plus grand général de son temps, 228, — simple volontaire en Italie, est nommé par ses camarades commandant de l'aile gauche, 231, — enlève des redoutes autrichiennes et menace déjà Vérone, 232, — perce le centre de l'armée ennemie et arrive sous les murs de Vérone, 233, — demande du secours et dispute le terrain pas à pas, 236, — évacue Milan en bon ordre, 247, — opère sa retraite avec beaucoup de talent; mais il favorisé par l'Autriche, qui paralyse les plans de Souvoroff; lettre d'un général russe à Rostopchin sur ce sujet, 248, etc., — bat les Austro-Russes à Marengo, 252,—porte son quartier-général à Coni, assurant ses communications avec la France, 252, — se rend à Gênes, 253, — attaque et repousse le général Bellegarde, 260, — sauve l'droite de l'armée à la bataille Novi, 271, — marche a son avec prudence, 413, — son ar supérieure en nombre à celle prince Charles, 414, — c mence son mouvement offe et bat trois fois les Autrichi 415, — et à Hochstedt, que ses forces eussent été dimin *ibid.*, — marche contre l'arch Jean à la tête de 250,000 hom 432, — et le bat complétem Hohenlinden, *ibid.*, — sa po rité; faiblesse de son caract etc., 433, — recule devant révolution sanguinaire, VIII, —appelé brigand, 325,—refus 1806, d'entrer au service de la sie, IX, 288,—y est invité de vean, XI, 380,—contemple pédition de Napoléon en Ru 381, — arrive à l'armée de Be dotte, XII, 206,—son plan di de celui du général Jomini, 2 détails sur ce général, 223,—s sition fausse, 224, — sa conve tion avec Bernadotte, *ibid.*, meurt d'un boulet de canon, septembre, 228, — s'oppose qu'on massacre les prisonniers glais, XIII, 128,—opinion de naparte sur sa retraite, 131.

MORRIS, ministre américain correspondance avec lord G ville; son opinion sur l'Autri etc., VII, 456, — consulté Louis XVI, pour lequel il pr sait un grand respect, XIII, trouve M. de La Fayette a sur son pays, *ibid.*, — juge qu'il porte de Necker, 95, lettre à Washington, 31 j 1789, *ibid.*, — et réponse qu reçoit, 96, — méprise les au des troubles publics, *ibid.*, pelle Talleyrand un négociat double face, 97, — ses senti sur Louis XVI et sur la Fr après sa mort, 99.

MORTIER (le général), march sur le Hanôvre (17 mai 1 VIII, 190, — sa proclamatio jurieuse pour l'Angleterre, 2 occupe Cux-Haven, etc., 20 signe un armistice avec les

dois (18 avril 1807), IX, 409, — est remplacé en Poméranie par Brune, 411,—nommé gouverneur de Moscou, XI, 431,—défend Paris, XII, 387, —reçoit du général Déjean l'assurance que Napoléon doit arriver, *ibid.*, — demande une suspension d'armes, *ibid.*, — facilite à Louis XVIII le moyen de passer à Gand, 480.

MORTON EDEN, envoyé extraordinaire, etc., près la cour de Vienne, offre un subside masqué sous le nom d'emprunt, et obtient la continuation de la guerre par l'Autriche, III, 110, — signe, à Vienne, le traité de subsides avec l'Autriche, le 4 mai 1795, 188,— confère avec Thugut, et lui demande à traiter avec la France des intérêts de l'Autriche et de l'Angleterre en même temps, IV, 40, — commence à se délier de Thugut, et s'adresse directement à l'empereur pour la prolongation de la guerre, 84, — continue ses intrigues pour le même objet, 152, — mande à Londres que la reddition éventuelle de Mantoue n'a point inspiré à l'Autriche le désir de la paix, 168, — fait des efforts incroyables pour empêcher la paix de la France avec l'Autriche, 584, — est autorisé à poser les bases d'une nouvelle alliance offensive et défensive, VI, 235, — — pousse sans cesse l'Autriche à la guerre, 373, — demande que la réponse aux propositions du Directoire à la cour de France soit suspendue jusqu'à ce qu'on ait reçu des nouvelles d'Angleterre, 385.

MOULINS, nommé directeur, VII, 262, — lettre au baron de Hardenberg sur la révolution directoriale, 263, etc.,—proteste contre la journée du 18 brumaire, au lieu d'agir, 360.

MOUSTIER (de), ambassadeur en Prusse, diplomate instruit et dévoué à Louis XVI, I, 92,—dévoué aux émigrés, 163, — est chargé par Monsieur de faire sentir aux ministres prussiens la nécessité d'un centre d'autorité royaliste, 451, — se rend au quartier-général de Frédéric-Guillaume, *ibid.*, —confère avec ses ministres, etc., *ibid.*

MULLER (le général), remplace Bernadotte à l'armée d'observation sur le Rhin, VII, 316.

MULLER (l'historien), pousse la Prusse à la guerre, VIII, 501, — ses pamphlets semi-officiels publiés en Allemagne et en Russie, IX, 117, — trahit sa cause, et se fait le panégyriste de Napoléon, 386.

MURAT, aide-de-camp de confiance de Bonaparte, présente au Directoire les drapeaux pris sur les Austro-Sardes, III, 336, — porte à Gênes une note impérative de Bonaparte, 422, — défait un rassemblement armé de paysans, met au pillage Villetri, etc., V, 269, — ne peut obtenir aucune décoration du roi de Naples; reçoit 800,000 francs pour la signature de la paix avec Naples, VII, 458, — trompe le prince d'Auersberg, franchit les ponts sur le Danube et s'assure le passage du fleuve, VIII, 494,—nommé grand-duc de Berg; ses envahissemens, IX, 165, —son insatiable ambition, 167, — passe la Saale et repousse les Prussiens; cerne le corps de Tauenzien, 304, entre à Varsovie, 350,—convoite les villes de Hambourg, etc., 372, —nommé général en chef de l'armée d'invasion en Espagne; ses ordres au général Dupont, X, 127,—parvient à obtenir de Charles IV une protestation contre son abdication, 132, — et lui dicte une lettre à Napoléon; son texte, *ibid.*, — ennemi de Ferdinand dont il convoite le trône, arrive à Madrid, 133, — ne veut pas reconnaître Ferdinand VII, 135, — conduit le roi et la reine d'Espagne à Bayonne, 147, — s'empare du pouvoir à Madrid, et fait partir pour Bayonne l'infant don Francisco et la reine d'Etrurie, etc., 150, — publie des proclamations en son nom, 177, — renforce la garnison de Madrid, *ibid.*, — accroît la haine du peuple contre

lui; cependant il s'efforce de sauver des Espagnols arrêtés, 179, — convoite Rome; sa vaste ambition, 412, — appelé au trône de Naples, plaisait aux Napolitains, 413, — ses proclamations contre les Calabrois, 416, — ses projets contre la Sicile, 417, — son expédition est sans succès, *ibid.*, — se plaint de Napoléon, 418, — songe à séparer sa fortune de celle de Napoléon, XI, 212, — applaudit à la guerre de Russie, 361, — se trouve, à Kaluga, en présence des Russes, 434, — demeure dans une sécurité qui lui devient funeste, 439, — quitte l'armée pour se rendre à Naples, 440, — résiste à Napoléon, XII, 78, — ouvre l'oreille aux insinuations de l'Autriche, 82, — invite Napoléon à la paix, 83, — veut envoyer un ambassadeur pour son compte au congrès de Prague; est refusé durement par Napoléon, 175, — voulait entrer en arrangement avec lord Bentinck, *ibid.*, — est mal reçu à Dresde par l'empereur, 176, — sa bravoure imprudente fait écraser la cavalerie française, 230, — traite avec l'Autriche et part pour Naples, 252, — se réunit aux alliés, 300, — opposé à Eugène Beauharnais, 301, — veut à tout prix se maintenir sur le trône, *ibid.*, — rêve l'indépendance de sa couronne, et veut augmenter son royaume, 305, — se croit dégagé de tous ses devoirs avec Napoléon, *ibid.*, — lui fait cependant parvenir ses doléances, et n'en reçoit pas de réponse, 306, — ses troupes entrent à Rome et à Ancône, 307, — signe un traité avec l'Autriche, 308, — déclare la guerre à la France, 311, — témoigne à Pie VII, à Imola, l'intention de le replacer sur son trône pontifical, 366, — sa soumission respectueuse et tardive à Napoléon, 37?, — sa situation précaire, 502, — renoue des relations avec Napoléon revenu de l'île d'Elbe, 503, — n'ose lever l'étendard, 504, — demande que l'Autriche lui ouvre passage sur son territoire pour attaquer la France, *ibid.*, — promet à Napoléon sa coopération, 505, — force le pape à fuir de Rome, 513, — sa proclamation insurrectionnelle de Rimini, 500, — est complétement battu à Tolentino, etc., et arrive presque seul à Naples, *ibid.*, — se déguise, s'embarque et arrive au golfe de Juan, 507, — réfugié en Corse, refuse l'asile que lui offre M. de Metternich, 538, — débarque avec trente hommes seulement devant Pizzo, est attaqué, se défend; il est pris et fusillé, 539, — refuse de participer à l'assassinat du duc d'Enghien, XIII, 180.

N

NAPER-TANDY, (James), chaud partisan de l'*Union irlandaise*, sa grande influence à Dublin; forme le complot de surprendre, dans la même nuit, le château de la ville, le camp voisin de Lehaunstown et le parc d'artillerie de Chapel-Hold, VI, 216, — son projet est trahi, cependant il lève l'étendard de la révolte; mais il échoue, 217, — se réfugie en France, où il est bien accueilli, 220, — sollicite de nouveaux secours, *ibid.*, — veut conduire la division navale de Dunkerque, 221, — débarque dans l'île de Rutland avec quelques officiers français, 222, — sa proclamation, 224, — apprend le mauvais succès de ses alliés, et se rembarque, 220.

NARBONNE (le comte Louis de), ministre de la guerre sous Louis XVI (1791), I, 171, — annonce à l'Assemblée que trois armées vont

être rassemblées aux frontières, 176, — voit décliner sa popularité, 267, — se met en rapport avec les meneurs jacobins, 268, — dénonce Bertrand-Molleville; est renvoyé, *ibid.*, — ambassade constitutionnelle envoyée à Londres par sa coterie, II, 112,—envoyé à Wilna; son caractère, etc., XI, 373, — lettre qu'il obtient de Romanzoff, *ibid.*,— ses insinuations poliment menaçantes à Alexandre, 375, — revient à Dresde, 376, — est envoyé à Berlin, XII, 68, — compromet à Vienne les intérêts de la cour, 70,—apporte à Dresde la déclaration de guerre de l'Autriche, 210, — son texte, *ibid.*

NARISCHKIN (le comte), est chargé d'aller notifier à Berlin la mort de Catherine II, IV, 124.

NASSAU (le prince de), envoyé par l'impératrice de Russie à Berlin, pour rattacher le roi à la coalition, II, 456, — quitte Berlin pour St.-Pétersbourg, afin d'instruire Catherine des mesures prises par Frédéric-Guillaume pour détruire l'insurrection polonaise, 517, — est envoyé au quartier-général du roi de Prusse, après sa victoire de Szczakociny, pour y concerter la suite des opérations, 540,—chargé par la czarine d'épier la politique du roi de Prusse en Pologne, III, 64.

NASSAU-SIÉGEN (le prince de), accompagne le comte d'Artois au congrès de Pilnitz, I, 141, — part de Coblentz pour Vienne, afin de pousser l'empereur à la guerre, I, 214, — se rend aussi à Berlin et à St.-Pétersbourg, *ibid.*, — assiste, à Mayence, le 19 juillet 1792, à l'entrevue de l'empereur et du roi de Prusse, 420.

NEIPPERG (le comte), ambassadeur d'Autriche, cherche à rapprocher la Suède, la Russie et l'Angleterre, XI, 237, — ennemi acharné de Napoléon, arrive à Naples; seconde les demandes de Bentinck, XII, 308, — et force Murat à signer un traité offensif et défensif avec l'Autriche, *ibid.*, — conditions de ce traité, 309, etc., — annonce à Murat, de la part de l'Autriche, qu'il conservera sa couronne, 506.

NELSON (l'amiral), croise entre la Corse, la Provence et l'Espagne, VI, 67,—un coup de vent le force à relâcher aux îles St.-Pierre, 68, — paraît devant Naples, apprend que Bonaparte y a débarqué et se dirige vers la Sicile, 80, — ne peut rencontrer les Français; les dépasse, arrive devant Alexandrie, 28 juin 1798, 82, — annonce au commandant turc le danger qui le menace, *ibid.*, — ne peut entrer dans le port et se dirige vers Alexandrette, 83,—revient à Rhodes; parcourt l'Archipel; mouille à Syracuse et n'apprend qu'au Cap Coron le débarquement des Français en Égypte; se dirige sur Alexandrie, 84,—arrive, le 2 août 1798, devant Aboukir; prend sur-le-champ la résolution de tourner la ligne d'embossage; le premier vaisseau qui tente cette manœuvre échoue; mais il continue l'exécution de son projet; la bataille est terrible et à bout portant, 87, — sa victoire complète, 88, — il l'appelle une *conquête*, *ibid.*, — reçoit de riches cadeaux de l'empereur turc, 307, — se dirige vers l'Archipel avec la flotte turque, 312, — avec quelle modestie il avait annoncé sa victoire; honneurs et présens qu'il reçoit en Angleterre, 337, — détails historiques sur cet amiral, *ibid.*, et suiv., — s'arrête à Naples avant d'aller à la recherche de Bonaparte; annonce, dans son enthousiasme, qu'il périra ou qu'il reviendra vainqueur, 425, — fait son entrée dans la baie de Naples le 22 septembre 1798; devient comme le dieu tutélaire de la ville, 439, —jugement défavorable qu'il porte du général Mack, 448, veut que la cour de Naples déclare une guerre ouverte à la France; ses motifs, 450, — veut aller resserrer le blocus de Malte, 451, — rentre à Naples, le 5 novembre 1798, 461, — débarque à Livourne 6,000 hommes de trou-

pes napolitaines, 477, — mot piquant de cet amiral après la défaite des Napolitains, VII, 32, — ne respecte pas la capitulation annoncée à Méjan, officier français, commandant le fort St.-Elme à Naples, et fait mettre à mort les soldats, 328, — contemple froidement les excès commis à Naples, 329, — note d'un agent prussien sur le vainqueur d'Aboukir, *ibid.*, etc.,— paraît devant Copenhague avec une flotte nombreuse, 119, — double les bancs qui défendent la ville et s'empare de la batterie flottante, 120, — obtient un armistice de trois mois, *ibid.*, — échoue contre la flottille de Boulogne, 137, — mémoire fort impartial, au roi d'Angleterre, sur les projets de descente de Bonaparte, *ibid.*, etc., — engage au jeu l'épée que la cité de Londres lui avait donnée, 174, —se prononce contre la paix, *ibid.*,—veut qu'on accorde au roi plus que la somme demandée par lui (novem. 1802), 189, — bat l'amiral Villeneuve à Trafalgar, et le fait prisonnier, 493, — sa mort déplorée dans le discours d'ouverture du parlement en 1806; son portrait, IX, 69.

NESSELRODE, employé dans plusieurs négociations par Alexandre, possède les talens nécessaires sous un gouvernement absolu, XII, 265.

NEUWINGER (le général français), se présente devant une des portes de Francfort, le 22 octobre, et demande l'entrée de la ville, II, 68.

NEY (le général), vient appuyer en Suisse, avec 40,000 hommes, la médiation de Bonaparte, VIII, 297, — vainqueur de Mack à Vertingen et à Guntzbourg, 485, attaque Friedland pour empêcher la retraite de l'aile gauche, IX, 419, — veut contre-carrer Masséna en Portugal, XI, 183, — veut qu'il attaque Wellington à Busaco, 187, — sauve l'armée d'une destruction complète, 198, désobéit à Masséna qu'il expose à être pris, et perd son commandement, 199, — maux qu'il cause à l'armée, *ibid.*, décide la victoire de la Moskowa, 411, — refuse de se rendre aux Russes; passe le Dnieper, et, après s'être surpassé lui-même dans une marche pénible, rejoint l'armée, 451, — incomparable dans sa retraite de Russie, 454, — part, après le retour de Napoléon, avec l'intention de servir le roi, mais ensuite croit sa cause perdue, XII, 481.

NICOLAS (le comte de), fils du vainqueur de Kagoul, partisan de Napoléon, le regarde comme un météore, X, 56.

NOAILLES (marquis de), ambassadeur de France à la cour de Vienne, reçoit des directions confidentielles, I, 127, — dévoué à La Fayette, son parent, et au parti constitutionnel, 128, — fait remettre une note à l'empereur d'Autriche sur la situation des partis en France, 129, — marche toujours dans la ligne du régime constitutionnel, 181, — emploie, dans ses communications avec la cour de Vienne, un langage modéré, 215, — perd tout crédit à la mort de Léopold, 267, — traite avec M. de Cobentzl, adjoint au prince de Kaunitz, pour les affaires étrangères, 315, — demande que la France soit rassurée contre les armemens de l'Autriche, etc, 330 et suiv.

NOAILLES (Alexis de), agent royaliste, XII, 369, — intrigue à St.-Pétersbourg en faveur des Bourbons, 371.

NOEL (M.), premier commis des affaires étrangères envoyé à Londres, pour offrir au duc d'York le titre de *roi des Français*, II, 131.

NORFOLK (duc de), après la retraite des impériaux, déclare que la situation des affaires sur le continent est critique, III, 34, — demande que le Parlement soit assemblé, *ibid.*

NOVION (le comte de), chef de la police à Lisbonne, lors de l'entrée de Junot; ardent ennemi de la révolution française, X, 114.

NOVOSILTZOFF, ambassadeur russe à Londres, conclut avec la Suède un traité contre la France, VIII, 433, — est rappelé ; la note qu'il doit remettre au baron de Hardenberg, 453.

O

OCARIZ (le chevalier), chargé d'affaires du roi d'Espagne à Paris, offre sa neutralité ; à quelles conditions, et réclame en faveur d'un prince malheureux, II, 166, — reçoit de son gouvernement deux millions pour acheter des voix en faveur de Louis XVI, 167, — conduit mal cette affaire, 168, — veut exciter une émeute à Paris, *ibid.*

OCHS (Pierre), grand tribun de Bâle, est adjoint au colonel Laharpe par le Directoire pour révolutionner la Suisse, V, 301, — son portrait, *ibid.*, — communique à Paris avec Bonaparte et Talleyrand, 312, — ses deux notes renfermant ses projets, 313 et suiv., — excite à un changement dans la constitution bâloise ; ses motifs, 336, — envoie à Paris son projet d'une république suisse *une* et *indivisible*, 358, — représente à Paris le parti militaire, 413, — revient en toute hâte en Suisse, *ibid.*, — est nommé préaident du corps législatif helvétique, VI, 179, — exclu deux fois, y est rappelé par ordre du Directoire français, 185.

OELS (prince d'), fils du duc de Brunswick, jure de venger la mort de son père, IX, 307.

O-HARA (le major-général russe), membre de la commission royale établie à Toulon, II, 362, — rapport à sa cour sur la prise de Malte, VI, 77.

ORANGE (princesse d'), sœur de Frédéric-Guillaume, aigrit les esprits par son caractère hautain ; recourt aux armes de la Prusse et à la politique anglaise, I, 62.

ORANGE (le prince d'), remporte une victoire complète sur le général Houchard, à Menin, II, 369, — investit Landrecies, 523, — repousse, le 16 juin 1794, l'armée de Jourdan, III, 18, — presse vainement le prince de Cobourg d'en venir aux mains, 20, — ses premiers succès à la bataille de Fleurus ; il occupe Marchienne-au-Pont, 23, — reçoit l'ordre formel de se retirer, 24, — représente que l'évacuation de la Belgique va découvrir la Hollande, 25, — veut, à tout prix, préserver ce pays, 27, — évacue le camp retranché de Nimègue et la ville, 101, — se rend à Berlin et à Brunswick pour défendre ses intérêts, III, 225.

ORLÉANS (le duc d'), réputé l'un des principaux moteurs des troubles du royaume, I, 89.

OSASCO, chevalier piémontais ; sa proclamation aux insurgés de Carrosio, VII, 81.

OSMOND (d'), ambassadeur en Russie, donne sa démission, I, 181.

OSTERMANN (le comte), ministre des affaires étrangères en Russie, s'emporte contre le roi de Piémont en apprenant qu'il a traité avec la France, III, 335, — élevé à la dignité de chancelier par Paul Ier, IV, 122.

OTTO (le général), est repoussé par Lannes à Montebello, VII, 400.

OTTO, premier secrétaire de légation à Berlin, VI, 137, — suborne un Français, secrétaire du prince Repnin, qui lui donne le plan de campagne des Austro-Russes, VII, 106, — commissaire à Londres pour les prisonniers français ; ses demandes, 431, — ne satisfait pas Napoléon par ses rapports, est remplacé, XII, 68.

OUBRIL (M. d'), ambassadeur russe à Paris, demande officiellement que le premier consul écoute les

réclamations du corps germanique, VIII, 359, — sa note remarquable après l'insulte faite à Alexandre dans une note de M. de Talleyrand, 355, etc., — demandes qu'il forme, 359, — seconde note, 361, etc., — n'ayant pas reçu de réponse, quitte Paris, 366, — pouvoirs généraux qu'il reçoit pour sa mission à Paris, IX, 206, — doit se rendre d'abord à Vienne, pour sonder les ministres; sa conférence avec M. de La Rochefoucauld, 207, — est fortement engagé par M. de Stadion à rendre les bouches du Cattaro à la France, 212, — arrive à Paris, 216, — croit qu'une paix séparée serait possible et utile; traite avec Clarke, 218, — sa conduite inconcevable vis-à-vis de l'Angleterre, *ibid.*, — signe un traité particulier avec la France; articles secrets de cet acte, 219, — se déshonore, 221, — ne fut pas mal reçu de son souverain d'abord; puis mis hors de service et exilé, 222.

OUDINOT (le maréchal), commande les troupes en Hollande, XI, 89. — est battu à Gross-Beeren, XII, 229.

OXENSTIERN (le baron d'), envoyé par Gustave III auprès des princes français à Coblentz, I, 164.

P

PAGANEL, conventionnel, secrétaire-général aux affaires étrangères; son opinion sur l'expédition d'Égypte, VI, 262.

PAGET (Arthur), sa lettre à la comtesse de Lichtenau après l'irruption des Français en Hollande, III, 124, — sa seconde lettre, où il la presse de faire *agir le roi*, 125.

PAHLEN, gouverneur de St.-Pétersbourg, exécute le plan d'assassinat formé contre Paul, VIII, 89, — détails sur ce favori et sur l'assassinat, *ibid.*, etc., — avoue à son souverain qu'il est au nombre des conjurés pour connaître les coupables, etc., 85.

PAINE (Thomas), démocrate violent, antagoniste de Burke, publie les *Droits de l'homme*, II, 110.

PALAFOX (le général), répond à la junte de Madrid, au nom de Ferdinand (à Bayonne), que le roi, étant prisonnier, elle peut user de tous ses droits, X, 150, — remplace Guilhermi dans la capitainerie-générale de Saragosse; sa proclamation, 429, — appelle sous ses drapeaux les officiers retirés, etc., 430, — se trouve investi après quelques échecs, 431, — fait fortifier la ville, *ibid.*, — courage incroyable des habitans, 433, — sa réponse au mot de capitulation, 433, — son frère lui amène des troupes, etc., *ibid.*, — voit avec douleur la tendance indépendante de la junte générale, 434, — sommation qu'il reçoit; sa réponse, 436, — est atteint de l'épidémie, *ibid.*, — contre la parole donnée, est conduit en France et retenu en prison, 438, — est envoyé en Espagne pour porter le traité signé par Ferdinand avec Napoléon, 274.

PALFFY (le comte de), accompagne l'empereur à Pilnitz, I, 135.

PALM, libraire à Nuremberg, fusillé par ordre de Napoléon, pour avoir publié des ouvrages contre l'empereur, I, 240, — texte du jugement, 247, — ne peut défendre son innocence, 248, — détails exacts sur la mort cruelle de ce libraire, XIII, 191, — souscription en faveur de sa famille, 193.

PANIN (le comte), chancelier à la cour de Russie, soutient Dumouriez de tout son crédit, III, 42, — demande à Colental que le pape et le roi de Sardaigne ren-

trent dans les légations de Bologne, etc., 429.
PANIN (le comte), fils du chancelier, ambassadeur à Berlin; son éloge, VII, 311.
PAOLUCCI (le marquis de), sa conduite blâmable en Perse, XI, 400, — arrive au camp de l'empereur quoiqu'il eût été exilé; fait croire à sa capacité; se fait nommer gouverneur des provinces allemandes, *ibid.*, — attaque le général Yorck et le bat, *ibid.*
PARKER (l'amiral), commande la flotte devant Copenhague, VIII, 119, — donne l'ordre de cesser le combat, 120, — s'avance jusqu'en vue de Cronstadt, 121.
PASSWAN-OGLOU; on croyait à Constantinople sa révolte encouragée par les Français, VI, 307.
PASTORET, député à l'Assemblée nationale, vote pour la guerre contre l'Autriche; son discours, I, 335 et suiv., — député au conseil des Cinq-Cents, expose, le 20 juin 1798, les rapports de la France avec les États-Unis, et se plaint des envoyés de la république dans ce pays, VI, 7.
PAUL Ier, succède à Catherine II, le 17 novembre 1796; suspend la signature du traité de subsides avec l'Angleterre et la levée des troupes, IV, 78, — on ne connaissait ni ses inclinations ni ses répugnances à l'égard des autres souverains, 121, — confirme les ministres et les grands officiers de la cour dans leurs emplois, *ibid.*, — rend la liberté à 14,000 Polonais; plusieurs chefs sont remis en possession de leurs biens, 123, — écrit de sa propre main une lettre fort amicale au roi de Prusse, 124, — annonce aux puissances coalisées l'intention de remplir les engagemens pris par sa mère, 147, — envoie le comte Panin à Berlin, pour engager la Prusse à s'unir avec la Russie, V, 29,—ne veut prendre aucune part à la guerre, 104, — veut intervenir dans les affaires d'Occident, VI, 102, — veut détruire la neutralité prussienne et la révolution française, 103, — était mu par l'honneur et la justice, 104, — prend à sa solde l'armée de Condé, etc., *ibid.*, — donne une résidence à Louis XVIII dans ses États de Courlande, 105, — ordonne l'armement de plusieurs vaisseaux, etc., *ibid.*, — fait de nouvelles levées et rappelle Souvoroff, 106, — demande à être médiateur entre la Prusse et l'Autriche pour les sécularisations, *ibid.*, — ses deux notes à la cour de Vienne, 107, etc.,—son affection pour l'ordre de St.-Jean de Jérusalem, 289,—rend à cet ordre les biens du grand prieuré de Pologne, *ibid.*, — augmente ses revenus, etc., 290, — prend l'ordre sous sa suprême direction, 292, — est nommé grand-maître, *ibid.*, — écarte du ministère Kourakin, 293, — conclut des traités avec Vienne, la Sicile, etc., 294, — et avec la Grande-Bretagne, 295, — donne l'ordre d'équiper une flotte sur la mer Noire, 297, — elle part de Sébastopol, pour aller joindre Nelson, *ibid.*, — veut que sa flotte s'empare de Corfou, etc., d'Ancône et même de Gênes, 313, — s'engage à fournir au roi des Deux-Siciles des troupes, de l'artillerie, etc., 464, — ses vues généreuses quand les autres souverains ne rêvent que l'agrandissement de leurs États, VII, 212, — détails sur cet empereur, 213, — rôle qu'il veut jouer, 214, — veut réunir les rits catholique et grec, 216, — déclare la guerre à l'Espagne: ses injures à ce cabinet, 274,— ses projets gigantesques; sa proclamation aux Suisses, 276, — joue ses troupes à pair ou non, 278, — avant de quitter l'armée autrichienne avait garanti sa sûreté et ses succès, 279, — titres qu'il accorde à Souvoroff; il l'appelle le plus grand des généraux, passés, présens et futurs, 293, — voulait le rétablissement du gouvernement hollandais, 302, — paraît vouloir renoncer à la guerre contre la France, 315, — envoie M. de Vioménil pour com-

mander les Russes en Bretagne, 393. — écrit au prince Charles qu'il veut la guerre à outrance, [illegible]. — accueille Louis XVIII et lui donne Mittau pour résidence royale; en recevant la décoration de Louis XVIII des mains de l'abbé Edgeworth, se courbe et lui demande sa bénédiction, 423. — son enthousiasme pour Dumouriez dure peu, 427. — veut rompre avec les alliés, 430. — invite les puissances du Nord à conclure une convention pour assurer les droits des neutres, etc., 443. — sa fureur en apprenant la remise de Naples aux Anglais seuls, 446. — signe un traité définitif avec la Suède et avec le Danemarck, 448. — défend tout commerce avec la Prusse, 450. — renvoie brusquement le baron de Rosenkrantz qui s'égayait sur son compte, 451. — voulait combattre les Anglais dans l'Inde et demandait Masséna pour général, 458. — troupes qu'il destine à l'expédition dans l'Inde contre les Anglais, VIII, 63. — meurt le 13 mars 1801; détails sur ce prince, 79, etc.

PEDRO (don), [illegible] par la pente de ses idées, XIII, 149. — joue le rôle d'aventurier, [illegible].

PEPIN DE BELLE-ISLE, son honorable conduite à Lisbonne, V, 110.

PESTALOZZI, membre du conseil ordinaire de Zurich, nommé par la Diète suisse ministre à Radstadt, V, 333. — est forcé de quitter cette résidence, 428.

PICHEGRU (le général), attaque à plusieurs fois l'armée de Wurmser, II, 450. — commande douze divisions depuis Maubeuge jusqu'à Dunkerque, 531. — sa position difficile auprès de Lille, 533. — de retour à son armée, ne reprend l'offensive que quatre jours après, bataille imprévue près de Tournai, 537. — effectue le passage du Waal sans opposition, le 9 janvier 1795, III, 136. — reçoit invitation des États de se porter à Amsterdam, 137. — il y proclame au nom de la Convention l'indépendance des Provinces-Unies, [illegible]. — accueille les propositions de Fauche-Borel de la part du prince de Condé, à condition de la coopération de l'Autriche, 195. — refuse de livrer aux Autrichiens Strasbourg, [illegible] situation de son armée, 199. — passe le Rhin et emporte Manheim, 226. — éprouve un échec à Heidelberg; il est forcé à la retraite, 233. — ne peut empêcher la prise de Manheim, rattaché en secret à la cause royale, il ne voulait pas livrer sa patrie, 244. — préside le conseil des Cinq-Cents en 1797, IV, 430. — déporté au 18 fructidor, 531. — s'était [illegible] au 18 fructidor, VIII, 524. — [illegible]gué comme un brigand, 55[illegible]

PIE VII (Chiaramonte), évêque d'Imola, lors de la révolte de Lugo, promptement éclairé [illegible] Bonaparte, dit dans son mandement : « Rendez à César ce qui est à César, » etc., III, 414. — met toute sa confiance dans le cardinal Albani; se place dans la dépendance de l'Autriche, IV, [illegible]. — veut conjurer Bonaparte [illegible] à passer les Apennins, par des concessions, 151. — lettre [illegible] écrit à ce général, 159. — signe la paix à Tolentino, renonçant au comtat d'Avignon, etc., 190. — perd le tiers des États de l'Église, 193. — sa santé se rétablit, V, [illegible]. — ses inquiétudes et sa [illegible]sition après la mort de Duphot, la retraite enjointe [illegible] [illegible] siècle, à quatre-vingts ans, [illegible] le sacré collège, à une prière publique, pour détourner [illegible] qui le menaçait, 333. — [illegible] des précautions pour [illegible] Rome, sa proclamation [illegible] du secrétaire d'état, [illegible] l'exemple de la résignation d'une grande tranquillité à [illegible] lors de l'entrée des troupes françaises, 330. — l'annonce [illegible] son exaltation est célébrée, [illegible] l'occupation de la ville par les Français, 340. — [illegible] protection du ciel, pendant [illegible] son palais est menacé, [illegible], apprenant par le général [illegible]

voni que son gouvernement est aboli, offre avec calme ce sacrifice à Dieu, 241, — demande seulement protection à Berthier, 242, —sa belle réponse, quand on lui offre une pension pour porter la cocarde tricolore, 248, — il est impitoyablement dépouillé de ses meubles et de ses habits pontificaux, etc., 249, — resté seul avec ses domestiques, paraît pour la première fois accablé de douleur, *ibid.*,—sa soumission à la volonté de Dieu; s'occupe des affaires de l'église avant son départ; le 20 février 1798, prend le chemin de Viterbe, par un orage épouvantable, 250, — arrivé à Sienne, il est reçu, au nom du grand duc de Toscane, par le lieutenant-général Martini, 251, — refuse les offres faites de la part du grand duc et veut garder un sévère incognito, 253, — son portrait, X, 345,—nomme le cardinal Caprara légat *à latere* près du premier consul, 347, — après quelques contestations, vient à Paris sacrer Napoléon, 350. — répond aux demandes de Bonaparte, qu'il ne peut se mettre en hostilité contre les puissances, 354, — sa soumission religieuse en recevant les injonctions insolentes de Napoléon, 359, — lettre de l'empereur que lui communique le prince Eugène, 361, —bulle d'excommunication lancée contre Bonaparte, 370, — enlevé de Rome et conduit au-delà des frontières, 372, —conduit à Grenoble, à Nice et enfin à Savone, *ibid.*, — refuse la pension qui lui est offerte, *ibid.*, — amené à Fontainebleau; le malheur y retrempe son âme, XII, — concessions qu'il fait à Napoléon, 133, — son étonnement lorsque ses conventions provisoires sont publiées, 135, — se plaint de cette publication intempestive, *ibid.*, — sa rétractation, *ibid.*, — réclame les bons offices de l'empereur d'Autriche, 175, — proteste contre la violation de ses droits, 331.

PIGNATELLI (le prince), nommé vicaire-général du royaume de Naples, en l'absence du roi, VII, 43, — son caractère; sa noblesse; le peuple ne l'aimait pas, *ibid.*, — prend quelques mesures, 44, — ordonne de respecter les Français, 147, — protège Arcambal, ordonnateur en chef de l'armée française, *ibid.*, — court risque d'être massacré; reconnaît tacitement Moliterno chef du peuple, 156, — embarque ses trésors et arrive en Sicile, 157, — est envoyé prisonnier au château de Girgenti, *ibid.*

PINTO, ministre d'état à Lisbonne, informe les puissances étrangères de l'arrestation du chevalier Aranjo, envoyé de Portugal à Paris, VI, 62.

PITT (William), fils de lord Chatam, fait partir, en juillet 1792, M. Jenkinson pour Coblentz, avec une mission d'observation et de conciliation, I, 421, — son sentiment sur le duc de Brunswick, II, 34, — tableau de son administration, 102 et suiv. — s'oppose à la réforme parlementaire; ses motifs, 121, — comprime fortement les fermentations populaires, 144, — mesures adroites qu'il sait prendre, 145, — ne veut pas compromettre la dignité du gouvernement, en intervenant directement pour Louis XVI, 164, — prête l'oreille à ceux qui regardent la France comme en proie à une révolution terrible, et comme dépourvue de ressources, 179, — examine à la chambre des Communes les motifs de la déclaration de guerre faite à la France, 185, — croit venir à bout de la France par le concours de la Prusse et de l'Autriche sans l'appui de la Russie, 330, — veut fortement que le duc d'Yorck s'empare de Dunkerque, 300, — instruit par lord Elgin et le duc d'Yorck de la nullité du prince de Cobourg, veut déterminer l'empereur à se mettre à la tête de son armée des Pays-Bas, 392, — justifie la guerre faite à la France, 407 et suiv., — sa discussion avec

Fox, 471, — veut se fortifier en s'alliant au duc de Portland, chef des anciens whigs, III, 33, — c'était annoncer beaucoup de courage, *ibid.*, — nie formellement que l'objet de la guerre soit de conquérir la France et de la soumettre aux armes étrangères, 36 et suiv., — ne paraît ni abattu ni découragé des mauvaises nouvelles du Continent, 41, — ne dissimule pas, en demandant un emprunt pour l'empereur d'Autriche, que des négociations pour la paix sont ouvertes avec la France et quelques-unes des puissances; mais n'est pas arrêté par ce fait, 128, — fait accueillir le message du roi, 129, — propose un bill pour prévenir les assemblées séditieuses, 250, — il ouvre son budget au milieu des orages, *ibid.*, — veut faire la paix avec le Directoire; à cet effet, il envoie son secrétaire privé à Thugut, 263, — prend en sérieuse considération (fin juillet 1796) les nouvelles alarmantes du Continent, 398, — envoie Hammond au roi de Prusse, pour l'engager à se déclarer médiateur armé entre la république française et les alliés, 400, — répond aux négociants de Portugal qu'il pense que l'Espagne ne laissera pas traverser ses possessions par les Français; qu'il les protégera en cas de guerre, 404, — croit qu'il faut tout tenter pour s'emparer de l'initiative des négociations, ou pour voter des subsides, etc., IV, 6, — veut traiter avec le Directoire, *ibid.*, — n'est point rebuté par ses refus, 10, — trace, à l'ouverture du Parlement en octobre 1796, un tableau riant de la prospérité nationale; croit qu'on doit souhaiter la paix, y travailler même à des conditions honorables, 27, — demande cependant que les forces de la nation soient augmentées, *ibid.*, fait connaître, le 6 décembre 1796, au Parlement son plan de finances, la dette publique, etc.; essuie de violentes attaques à ce sujet, 112, — se justifie par des antécédens; obtient la majorité, mais perd plusieurs membres indépendans, 114, — présente un message, où il demande la continuation des subsides à l'Autriche, et fait voter 500,000 liv. st., 115, — présente un autre message pour prouver que la paix a été impossible et qu'il faut faire la guerre, 116, — parle de tous les détails de la négociation rompue, *ibid.*, — allègue que la Hollande restant au pouvoir de la France, l'Angleterre doit s'approprier les colonies hollandaises, 117, — triomphe de Fox, son antagoniste, le 4 avril 1797, 295, — demande, le 29 avril, une somme de deux millions l. st. pour l'empereur, 298, — met en délibération le projet d'ouvrir une négociation nouvelle avec la France, 431, — veut donner suite à ce projet, 437, — développe ses raisons, 438, — demande dans un conseil général des ministres que l'on reprenne la négociation avec la France; à quelles conditions, V, 113, — présente, le 24 novembre, à l'ouverture du Parlement, son nouveau plan de finances, 129, — veille sur les destinées de la Grande-Bretagne; mesures qu'il prend pour prévenir la descente des Français, 476, — ignorant les succès de Nelson, veut former une alliance avec l'Autriche, VI, 232, — ne donne aucun relâche à Bonaparte, VIII, 36, — favorise l'esprit révolutionnaire dans l'Amérique espagnole, 37, — redouble d'activité depuis le 18 brumaire, 38, — veut replacer les Bourbons sur le trône, 39, — jette des instigateurs de troubles sur tous les points de la France, *ibid.*, — invective sans cesse Bonaparte, 40, — calcule les conséquences fâcheuses du traité de Lunéville, 59, — n'est pas effrayé de l'isolement où se trouve l'Angleterre, 106, — se retire du ministère, quand l'esprit public lui manque, 107, — son mot en apprenant l'assassinat du duc d'Enghien, VIII, 332, — reprend les rênes de l'administration (6 juillet 1804), 351, — veut

former une coalition nouvelle contre la France, 398, — sa demande de fonds au Parlement, 437, — sa mort; détails sur ce ministre, IX, 70, etc.

PLEVILLE-LE-PELLEY, ministre de la marine, plénipotentiaire pour la paix avec l'Angleterre, en 1797, IV, 441, — s'oppose seul à l'expédition d'Égypte; donne sa démission, 469, — envoyé a Corfou pour y préparer une expédition contre Naples, *ibid.*

POLIGNAC (le duc de), accompagne le comte d'Artois au congrès de Pilnitz, I, 141, — envoie son fils Armand à Coblentz, pour annoncer que l'empereur est prêt à faire la guerre à la France, s'il le faut, 214.

POMBAL (le marquis de), réformateur violent, fait sanctionner l'expulsion des jésuites, de concert avec le duc de Choiseul en France, et le comte d'Aranda en Espagne, I, 49, — se rend à Londres pour demander du secours contre une invasion française, III, 405.

PONSOMBY, demande que l'on suspende l'exécution du traité avec la Suède, XII, 99.

POPHAM (Home), commodore anglais, occupe le Cap de Bonne-Espérance, 9 janvier 1806, IX, 113, — échoue devant Buenos-Ayres, défendu par le comte de Linières, officier français au service d'Espagne, 114.

PORTLAND (duc de), chef de l'élite des anciens whigs, III, 33, — son administration est un chaos, X, 423, — meurt en 1809, XI, 38.

POTERAT (le marquis), est envoyé secrètement par le comité de la Convention à Thugut, pour le pressentir sur la paix; son histoire, III, 79, — il le presse de se déclarer ouvertement pour la paix, 90, — envoyé de nouveau à Vienne, déclare qu'en cas d'alliance entre l'Autriche et la France, celle-ci laisserait envahir la Bavière, 201, — porte au baron de Thugut quelques paroles non officielles, mais qui annonçaient des négociations plus directes, 286, — et en rend compte au Directoire, *ibid.*, — veut, avec l'appui de Carnot, fonder une république dans le Brisgaw, V, 144.

POUILLY (marquis de), suit le quartier-général du roi de Prusse, en qualité de commissaire des princes, I, 440.

POUQUEVILLE, consul général auprès d'Ali-Pacha de Janina, IX, 363.

POUSSIELGUE, secrétaire de la légation française à Gènes; sondé par Bonaparte, est envoyé à Malte avec une commission factice, V, 452, — texte de cette pièce, *ibid.*, — lettre que lui donne Bonaparte pour le consul français à Malte, 453, — descend chez un banquier de son nom et prend les premières informations, 457, — donne des repas; gagne quelques chevaliers; cherche à se rendre favorable le grand-maître, 458, — remplit sa mission avec secret et intelligence; revient à Marseille et adresse son dernier rapport à Bonaparte, 460, — engage le grand-maître de l'ordre de Malte à traiter avec les Français débarqués, V, 73.

POZZO DI BORGO, son portrait; pousse à une coalition contre la France, IX, 405, — fortement opposé à Napoléon; envoyé par Alexandre auprès de Bernadotte, XII, 91, — ses variations politiques, 225, — serviteur zélé de la légitimité à Prague, 226, — envoyé à Londres pour traiter avec Castlereagh, au nom d'Alexandre, 261, — tient la plume à Langres, où s'étaient réunis les ministres alliés, 317, — veut qu'on marche sur Paris, 382, — est envoyé par Alexandre auprès de Louis XVIII, pour lui imposer la loi d'adopter les principes libéraux, 429.

PRADT (l'abbé de), remplace Bignon à Varsovie; sa situation difficile, XI, 397.

PRINA (le comte de), ministre des finances à Milan, assassiné dans une émeute, XII, 405.

PROVERA (général piémontais), se barricade dans le vieux château de Cosseria ; rejette toutes les sommations et se défend avec courage, III, 315, — est forcé de rendre les armes ; obtient du vainqueur tout ce qu'il demande, 319, — enlève quelques postes à Augereau, IV, 156, — veut se porter sur Mantoue, 157, — est investi dans ses lignes et met bas les armes, 162, — sa conduite à Mantoue est désapprouvée ; reçoit l'ordre de se rendre à Clagenfurt, 168, — arrive à Rome, malgré les assurances données à Bonaparte que cet officier autrichien ne commanderait pas les troupes papales, V, 195, — le commandement lui est enlevé, 199, — il se retire à Naples, 200.

PUCKLER (le comte), chef du parti anti-français à Breslau, IX, 383, — se donne la mort pour ne pas subir le joug étranger, 384.

Q

QUESNEL, général français, arrêté à Porto par le général espagnol Belletta, X, 209.

R

RAMPON, général de brigade, repousse, à Montenotte, trois attaques des Autrichiens, III, 311, — s'établit à Avenche (pays de Vaud), V, 341.

RAPATEL (le colonel), ancien aide-de-camp de Moreau, chargé d'inviter son général à servir en Russie, XI, 399.

RAPINAT, commissaire en Suisse, ne connaît aucun frein, appelle la Suisse *un pays conquis*, VI, 180, etc., — il est destitué, 184,

RAPP (le général), commandant à Dantzick ; sa tyrannie militaire, IX, 443, — concession qu'il obtient, 453, — s'illustre par la défense de Dantzick, XII, 250.

RASUMOWSKI (le comte), ambassadeur de Russie à Vienne, remet ses dépêches à l'empereur ; leur but, III, 15, — jouit d'une grande considération ; il est honoré d'une visite de l'empereur, 190, — fait connaître à l'Autriche les sentimens de la Russie, VIII, 456, — sa réponse au cabinet de Vienne sur l'occupation des bouches de Cattaro, IX, 196.

RAYNOUARD, membre de la commission du corps législatif (en 1814), XII, 290.

REDING (Aloys), nouveau Guillaume Tell, proclame l'organisation générale de la Suisse, VIII, 398, — arrêté, et enfermé dans le château d'Aarburg, 297.

REGNAULT DE SAINT-JEAN-D'ANGELY, nommé commissaire du Directoire à Malte, après la reddition de cette île, VI, 80, — écrivain fécond et médiocre, panégyriste de Bonaparte, VII, 270, — injurie, au conseil d'état, un ministre russe, VIII, 430.

REGNIER (le général), investit Gaëte, et somme le prince de Hesse-Philipstadt de se rendre, IX, 88, — se porte contre le général Stuart ; fausse idée qu'il se fait des troupes anglaises, 111, — est battu à Maida, 112.

REINHARDT, soigne à Hambourg les intérêts de la France, VI, 38.

—demande un emprunt de douze millions, et la cession du port de Cuxhaven, 37, — ministre des affaires étrangères ; sa circulaire aux agens diplomatiques, VII, 372.
RENFNER, conseiller intime de Prusse, est chargé de coudre les parties disjointes du manifeste des puissances, modifié par le duc de Brunswick, I, 428.
REPNIN (le prince), rappelé à la cour par Paul Ier, IV, 122, — notice historique sur ce prince, VI, 111, — envoyé à Berlin sans titre apparent, pour renouer la grande coalition européenne, 114, — devait trouver un antagoniste redoutable dans la personne de Sieyès, *ibid.*, — le devance à Berlin, où il arrive avec une suite nombreuse, 119, — sa première note au comte d'Haugwitz, 120, — piqué de voir le roi et sa cour s'éloigner dès les premiers jours de son arrivée, 124, — cherche à connaître l'esprit public à Berlin, 125, — va cajoler l'orgueilleux et cupide Moëllendorf, 126, — fait une visite au comte de Hardenberg, le complimente sur son administration en Franconie, et hasarde quelques insinuations politiques, 127, — portrait qu'il fait de son souverain, 131 et suiv., — s'imagine avoir formé un parti russe à Berlin, 134, — ses bravades contre les républicains français, 144, — ne peut obtenir aucune modification aux résolutions pacifiques de la Prusse et de l'Autriche, 145, — ses doléances au cabinet russe sur l'indécision du roi de Prusse, 148, — prend le haut ton avec les ministres du roi, 156, — signe une convention préliminaire avec Cobentzl, et, en conséquence, annonce un secours de trente mille Russes, 164,—son entrée à Vienne ; est bien accueilli par l'empereur et les archiducs ; confère avec Thugut sur sa mission, 191, — disgracié pour avoir échoué à Berlin, VII, 106,—meurt à Moscou en 1801, *ibid.*
REUBELL (le général), s'oppose à la marche du duc de Brunswick-Oels, X, 398, — mais il est battu, et court risque d'être pris, 399.
REUSS (prince de), ministre de l'empereur au quartier-général du roi de Prusse, I, 440,—montre de l'humeur en entendant Kellermann demander les Pays-Bas pour indemnités de la guerre, II, 17,— invite le roi de Prusse à concourir à une négociation pacifique avec la France, III, 134, — en novembre 1797, notifie à Berlin la paix conclue entre la France et l'Autriche, V, 31, — gagne la bataille de Wachau, XII, 237.
REWBELL, commissaire de la Convention à l'armée de Custine, II, 98, — confère, devant Mayence, avec le prince de Brunswick, 302, — veut traiter de la capitulation de la ville ; est rejeté par le roi de Prusse, 317, — défend, au comité de salut public, les généraux qui avaient défendu Mayence, 325,— son rapport à la Convention sur la paix conclue avec le grand-duc de Toscane et avec la Prusse, III, 148, — signe le traité qui consomme la dépendance des Provinces-unies envers la France, le 16 mai 1795, 166, — envoyé à Bâle pour écouter les propositions de paix de l'empire, arrive dans cette ville et voit Barthélemy et Hardenberg, 219, — seconde conférence qui devient décisive ; note qu'il remet au ministre d'état prussien ; se montre pourtant d'une rudesse extrême, 221, —est élu directeur, 235,- complimente l'envoyé du roi de Prusse, Sandoz-Rollin, 277, — confère avec l'envoyé des cercles de Franconie, lui propose de se rendre en Autriche, pour y parler de paix, IV, 82, — hésite à renverser la république, 519, — excite le ministre Talleyrand à rédiger une circulaire aux agens de la république, sur la descente projetée en Angleterre, V, 137, — est d'avis d'opposer Augereau à Bonaparte, 153,—lui présente une plume pour signer la démission qu'il demande (3 mai 1798), 513.
REY (le général), descend en Irlan-

de avec quelques officiers français et Napolitains, sa proclamation, VI, 222, etc., poursuit les Napolitains à travers la Sabine jusqu'à Rome, VII, 2[illegible], — les chasse devant lui à Terracine, 38, — les force à se replier sur Gaëte, 45, — s'empare de cette ville, 55, — son parc d'artillerie est pris, 57.

RIVAUD (le général), contribue à l'occupation de Turcoing, II, 535.

RIVAS, aventurier italien, conçut et conseilla le meurtre de Paul Ier, VIII, 81.

RICHARD PARKER, simple matelot, chef de la flotte anglaise révoltée, est livré par l'équipage du *Sandwich*, IV, 455, — exécuté le 30 juin, sur ce navire, 456.

RICHELIEU (le duc), se rend de Coblentz à Vienne pour exciter l'empereur à la guerre contre la France, I, 214, — se rend également à Berlin et à Saint-Pétersbourg, *ibid.*, — envoyé par Catherine, comme volontaire à l'armée du prince de Cobourg, mais au fond pour instruire l'impératrice, II, 544, — rentré en France, à la seconde restauration, signe un traité avec les alliés, XII, 544, — porte que la France essuie, 545, — signe plusieurs autres actes avec une profonde douleur, 548.

ROBESPIERRE jeune, ancien curé de Mâcon, homme d'un caractère bienveillant, entré à la Convention après le procès de Louis XVI, est envoyé comme troisième plénipotentiaire à Rastadt, VI, 167, se légitime auprès du comte de Metternich, le 13 juillet 1798, 168, était chargé de tempérer les formes rudes de Bonnier, *ibid.*, confère secrètement avec le baron d'Albini, parle de *nouvelles ouvertures* faites au cabinet de Vienne pour la paix, 328, — sa modération, 329, se réfère au Directoire relativement à l'affaire des Grisons, 364, — sa note au Directoire sur la marche des Russes (1er novembre 1798), 389, — est assassiné aux portes de Rastadt, qu'il vient de quitter, d'après l'ordre du Directoire, VII, 237.

ROBESPIERRE (Maximilien), membre du comité de salut public, à la nouvelle de la prise de Toulon qu'on incendie et qu'on rase la ville de Lyon, et qu'on marche ensuite sur Toulon pour la reprendre, II, 389, — son rapport à la Convention sur la situation politique de l'Europe; cherche à garder l'alliance de la Suède, des États-Unis, 453, — la paix d'Autriche le juge favorable, elle espère pouvoir traiter avec lui, quand il sera dictateur, 10.

ROCCA (le prince de la), l'un des chefs de la conjuration révolutionnaire à Naples, VII, 51.

ROCCAROMANA (le duc de), commande un corps de cavalerie en avant de Capoue, VII, 4, le plus beau et le plus frivole jeune homme du royaume, 50, — charge avec courage les troupes françaises, 51, — abandonne le pont du Garigliano, 52, — nommé général en chef à Naples, 136, — reçoit sa faute et sert son souverain légitime, 184.

ROCCAVINA (le général), reçoit l'ordre de Beaulieu de marcher sur Montenotte, et de l'attaquer, 311, — est blessé, *ibid.*, — des larmes en apprenant les désastres de Montenotte, 319.

ROCHAMBEAU (le général), commande l'armée destinée à agir avec La Fayette dans son invasion de la Belgique, I, 360, — commande à Saint-Domingue, après la mort de Leclerc, VIII, 211, — sa barbarie de cet homme [illegible] de caractère et de figure, pièces justificatives, *ibid.*, promet à Dessalines d'évacuer le Cap, et tombe entre les mains des Anglais, 212, conduit en Angleterre, *ibid.*

ROCHEFOUCAULD (de la), le comte, ambassadeur à Vienne, [illegible] l'empereur de reconnaître la confédération du Rhin, IX, 161.

ROCHEFOUCAULD (de la), Sosthène, chef de la députation envoyée auprès d'Alexandre à Paris, 389.

RER, publie les négociations nées par la France avec l'Angre pour la paix, en y joit des réflexions, VII, 385.
. DE DAMAS, commande la ie de l'armée napolitaine, 67,—déploie une valeur bril, et prend plusieurs villes de la agne, VII, 25,— s'avance sur e avec 6,000 Napolitains, et nde à traverser la ville pour idre l'armée ennemie, 29, — ouvant obtenir ce qu'il delait avec hardiesse, veut se er par Civita-Vecchia, 30, — oit le projet de faire sa re jusqu'à Livourne, se replie terbe et s'embarque enfin bitello avec le reste de ses es, 31,—espère conserver au e Naples les provinces non hies, IX, 87, — se défend couasement dans la Calabre ; il est entraîné par ses soldats leur fuite, 90.
t (l'amiral), envoyé devant k avec dix vaisseaux de guer'I, 68,—vient croiser devant on treize jours après le dépde l'expédition française, 69.
l (le cardinal de), reçoit orle l'empereur de ne tolérer ses possessions aucun rassemient hostile, I, 217, — presse pereur de faire une invasion la haute Alsace, 224.
N (Ferdinand de), grand-maître de l'ordre de Malte; sa mauvaise administration, V, 455.
N (le prince), arrive le soir ie de la bataille de Marengo, un renfort de 9,000 hommes, 404.
(baron de), chargé par le te d'Artois et le comte de Proe de demander au roi de se son appui, I, 132,—reconn Prusse comme envoyé des ces français, 188.
NA (le marquis de), comde les Espagnols envoyés à pereur, IX, 415,—est envoyé la Baltique, X, 83,—s'évade Danemarck avec presque toute armée, 222, — son serment ditionnel à Bernadotte, 251,—ordonne aux Espagnols de se retirer dans les montagnes à l'approche des troupes françaises, etc., XI, 25,— ses reproches à la junte centrale, 27,—se réunit à Wellington dans Lisbonne, 192, — reçoit l'ordre de se rendre dans l'île de Léon, 195,—tombe mort à cette nouvelle, *ibid.*

ROMANZOFF (le feld-maréchal), envoyé auprès des princes à Coblentz, I, 164,—rappelé à Saint-Pétersbourg par Paul Ier, IV, 122, — se fait le défenseur du traité conclu avec la France, le 20 juillet (1808), IX, 222, —ses conférences avec Savary sur l'évacuation de la Moldavie, etc.; son peu de dignité dans ces négociations, X, 59, —brusque le départ de l'ambassadeur anglais, 61, — sa conduite vis-à-vis du roi de Suède, 270, — ne peut croire à une agression de la part de Napoléon, XI, 313, — lettre qu'il reçoit du ministre français (25 avril 1812), 352.

ROSE, adjudant-général, chargé par Bonaparte de sonder Ali-Pacha sur les affaires de Grèce, VI, 268.

ROSENKRANTZ (baron de) envoyé danois à Saint-Pétersbourg, s'égaie dans sa correspondance sur Paul Ier; il est renvoyé brusquement, VII, 451.

ROSILY (l'amiral), est obligé de se rendre, à Cadix, avec sa flottille, à Morla, gouverneur de la ville, X, 188.

ROSTOPCHIN (le comte), nommé par Paul Ier conseiller privé, etc., VI, 294, — fait renvoyer Dumouriez de Saint-Pétersbourg, séduit par les cajoleries de Bonaparte, VII, 428, — basse origine de ce seigneur, etc., *ibid.*, — appuyé de deux femmes intrigantes, se défait du comte Panin, 76, — et du vicomte de Caraman, *ibid.*, — force Paul à faire sortir Louis XVIII de la Courlande, *ibid.*,—est exilé, 77, — gouverneur de Moscou, XI, 402, — entretient les habitans dans des idées de sécurité, 404,—trompe les habitans après la bataille de la Moskowa, 414,— fait maltraiter les Français, 415,

—ses proclamations burlesques, 416,—se livre à ses grotesques pasquinades, 419,—ses atrocités, puis il abandonne la ville à elle-même, 420,—est accusé d'avoir fait brûler Moscou, 428, — perd le commandement de cette ville, 449.

ROYER COLLARD, agent royaliste, XII, 309.

RUFFIN (M.), chargé d'affaires à Constantinople, après la mort d'Aubert-Dubayet, VI, 269, — ses connaissances dans les langues orientales, *ibid.*,—avait terminé, sous Louis XVI, plusieurs négociations importantes, *ibid.*,—prévoit les suites de l'expédition d'Égypte par rapport à la Turquie, 270,—dépêche qu'il reçoit de M. de Talleyrand à cette époque, *ibid.* et suiv.,—est questionné par le reis-effendi sur l'expédition française, 274,—communique la dépêche de M. de Talleyrand au reis-effendi, 276,—rapport d'un agent prussien à Constantinople sur l'impression qu'y produit le débarquement de Bonaparte en Égypte, 277 et suiv.,

—reçoit des reproches amers s la conduite de la France; ses p piers sont saisis, il est conduit a Sept Tours, 305,—en sort en t et reprend ses fonctions, IX, 3 —a de la peine a justifier l'oc pation par les troupes franç de Raguse, 361.

RUFFO (le commandeur), de prince Ruffo, ministre de Na à Paris; ses représentations é giques auprès du Directoire r tivement à la liberté des pri niers napolitains politiques, 430,—signale à sa cour les é publiés à Paris contre la cou Naples, 445,—quitte Paris em tant des promesses de paix, n'y comptant guère, 479,—au roi à Palerme; descend à Re lui troisième; rassemble peu à les Calabrois et entre dans N où il ne peut empêcher le pi et le meurtre, VII, 327,—acc une capitulation à Méjan qui mandait le fort Saint-Elme, —envoyé à Paris pour arrêt marche des Français, IX, 85.

S

SAAVEDRA, premier ministre à Madrid, était du parti français, VI, 60,—fait renvoyer les émigrés et prohibe les marchandises anglaises, *ibid.*,—veut appeler le duc d'Orléans en Espagne, X, 468.

SAINT-AIGNAN (le baron de), ministre à Weimar, est arrêté, puis mis en liberté, confère avec M. de Metternich sur la paix, XII, 275,—mal reçu de Napoléon qu'il invite à traiter, après les succès de Champaubert, etc., 344.

SAINT CYR (le général), bat à Bosco les troupes russes qui lui sont opposées, VII, 318,—repousse Kray au lieu même où Joubert avait été tué, 320,—sa position critique dans Gênes, s'en tire avec sagesse, *ibid.*,—détails sur cette

ville par un agent russe, *ibid.*,—commande les troupes d'él Marengo, 401,—eût pu, p fermeté, prévenir la retraite trière de Leipzick, XII, 24 défend courageusement la vi Dresde et capitule, 249,—dev prisonnier, 250.

SAINT-JULIEN (le comte de) Savone, VII, 397,—envoyé ris pour convertir la capitul d'Alexandrie en un traité de définitif, 410,—sa franchise militaire, 412.

SAINT-JUST, délégué du com salut public, fait planer la te sur la ville de Strasbour avait offert de se rendre à triche, II, 426.

SAINT-MARSAN, Piémontais

fère avec Bonaparte, le 4 mai 1796, à Tortone, III, 340,—contribue, à Berlin, au rappel du comte de Hardenberg, XI, 118,—veut négocier un mariage entre la cour de France et celle de Prusse, etc., XII, 13.

SAINTE-ALLIANCE, sorte d'acte mystique, XIII, 261.

SAKEN (le général), est battu à Montmirail par Bonaparte, XII, 343,—maintient la tranquillité dans Paris après l'entrée des alliés, 396.

SALEMBENI (le général), chef de l'école militaire de Vérone, élu chef de Venise après la révolte des Esclavons et des bandits, 12 mai 1797, IV, 344.

SALICETTI, conventionnel, commissaire du Directoire à Florence, refuse la réception que veut lui faire le grand-duc de Toscane; blâme Bonaparte de se familiariser avec les princes, III, 417.

SALLES, député de la Meurthe à la Convention, examine les considérations de haute politique qui doivent porter la Convention à ménager Louis XVI, II, 161 et suiv.

SANDOZ-ROLLIN, gentilhomme de Neufchâtel, est nommé par la Prusse ministre auprès du Directoire, III, 277,—il est présenté par Ch. Delacroix, *ibid.*, — reçoit ordre de son souverain de demander que les provinces situées sur la rive gauche du Rhin soient rétablies dans leur administration civile, 281.

SAVARY, appareille à Rochefort (le 4 août 1798) pour l'Irlande, VI, 221, — est envoyé à Saint-Pétersbourg en 1807, est bien accueilli par Alexandre, X, 29, — ferme les yeux sur la sortie de deux navires anglais du port de Cronstadt, 35, — demande pourquoi la Moldavie et la Valachie ne sont pas évacuées, 52,—sur quelles raisons il fonde sa demande, *ibid.*, — est reçu par l'empereur même, qui lui annonce que le roi de Suède ne se presse pas de s'unir à la France, 56,—confère une seconde fois avec Romanzoff sur les affaires de Moldavie, etc., 58, — ne profite pas du départ de l'ambassadeur anglais, 61, — intrigue dans le palais, ne peut séduire le duc de Serra-Capriola, 62, — avouait hautement l'assassinat du duc d'Enghien, 65,—affirme sans scrupule à Ferdinand VII que Napoléon est disposé à le reconnaître, X, 136,—presse le roi d'aller au-devant de Napoléon, 136, — l'entraîne jusqu'à Vittoria, 137, — porte à Bayonne la lettre de Ferdinand à Napoléon, après avoir fait cerner les princes par les troupes françaises, 138,—notifie à Ferdinand arrivé à Bayonne que la maison de Bourbon a cessé de régner, etc., 144, — cause la catastrophe de Dupont, 194,—ne possédait pas la capacité nécessaire pour parer aux suites de la capitulation de Baylen, etc., 199, — perd la tête, *ibid.*,—nommé ministre de la police, XI, 85,—*chargé de tout*, pour l'arrestation et la mort du duc d'enghien, se hâte de faire fusiller le prince, XIII, 180, etc.

SAXE-COBOURG (prince de), nommé généralissime des armées contre la France, II, 204, — choix malheureux, *ibid.*,—avait cependant partagé avec Souvoroff l'honneur des victoires de Foczani et de Rimnisk, 205,—vient à Francfort, confère avec le duc de Brunswick un plan d'opérations; idée de ce plan, 207, — arrive à Berghem le 1er mars, 208, — entre triomphant à Maëstricht, 209, — mieux servi par ses espions, eût pu anéantir l'armée de Dumouriez, 215,—esprit de sa proclamation à Bruxelles, 217,—teneur de sa proclamation après la défection de Dumouriez, 231 et suiv., —croit encore à la proclamation du général français, même abandonné par ses soldats, 237, — se rend au congrès d'Anvers, 238,—s'oppose vainement aux princes coalisés qui veulent pénétrer dans la France à force ouverte, 239,—annule sa première déclaration par une nouvelle, en date du 9 avril 1793; son texte, 241 et suiv.,

refroidi de plus en plus dans la conduite de la guerre, 246, — sa *déclaration* relative à l'*adresse* de Dumouriez envoyée aux commissaires de la Convention, à Bouchain; leur réponse au prince, 247, sa lettre aux commissaires, 248, perd l'espoir d'entrer en négociation et marche en avant, 250, sollicite un renfort de 30,000 hommes; son système de guerre lent et méthodique, 251, s'en tient à des mouvemens insignifians, 280, ne change rien à ses dispositions défensives, malgré les projets d'attaque des Français, 283, veut, après la mort du général Dampierre, qu'on attende l'effet des troubles suscités à Paris, 285, manœuvre sans vigueur et sans intelligence, le 23 mai, sans forcer le camp de Famars, 285, laisse l'armée française opérer sa retraite, 286, sa proclamation après la prise de Condé, déclare en prendre possession au nom de S. M. impériale et royale, 327, passe deux mois entiers en combats insignifians, 342, fatigue le cabinet de Londres par ses lenteurs, 346, détourne le duc d'York de l'entreprise sur Dunkerque, 347, avec plus d'activité et d'élan, aurait pu détruire l'armée française, 349, — se justifie dans ses journaux de ne pas être de l'avis de plusieurs généraux qui voulaient marcher sur Paris, 351, s'empare du Quesnoy après quatorze jours de tranchée ouverte, 369, s'oppose à ce que le siége de Dunkerque soit repris; ses motifs, 391, débarrasse de la surveillance de lord Elgin, commence avec liberté son mouvement offensif, 402, investit le camp retranché des Français sur la rive droite de la Sambre, *ibid.*, apprenant le déblocquement de Maubeuge, excité par le prince de Hohenlohe Kirchberg, repasse la Sambre, 407, recule devant la victoire, 408, cantonne ses troupes dans les environs du Quesnoy, etc., 412, n'attend, pour attaquer Landrecies, que l'arrivée de l'empereur, 516, attaque et défait la ligne française à Catillon, 523, maître de tout, au commencement de la troisième campagne, 524, reste immobile et ne tire aucun fruit des premiers avantages, 526, — rien ne peut le déterminer à secourir Clairfayt, 526, — entre à Landrecies en vainqueur, mais reste inactif, 527, — veut frapper un grand coup et sauver la Flandre, 533, — après la bataille sanglante et stérile de Tournay, appuie le sentiment de l'Angut pour l'abandon des provinces belges, 540, son inaction et son incertitude aggravent le danger et font voir son projet d'abandonner les Pays-Bas, III, 17, ne se joint point au prince d'Orange victorieux; son indécision, 18, ne songe plus à sauver la Flandre, mais veut marcher sur la Sambre, il détermine le duc d'York à rester sur l'Escaut pour se lier au besoin avec Clairfayt, 19, arrive à Nivelles, mais perd quatre jours en hésitation sans secourir Charleroi et sans attaquer, 20, fait battre son artillerie sur ses derrières lorsque Charleroi a capitulé, 21, — sa mauvaise position à la bataille de Fleurus, 22, ordonne la retraite quand la victoire est encore dans ses mains, 23, donne ordre au prince d'Orange de se retirer, 24, veut se mettre à couvert derrière la Meuse, et n'écoute aucune réclamation, 26, il abandonne Bruxelles, *ibid.*, eût continué son mouvement rétrograde sans l'arrivée du comte de Metternich, envoyé par l'empereur, 41, crut au prince de Hesse-Cassel qui défendra la Meuse, 44, rappelé par l'empereur, rentre en Allemagne, et retombe jusqu'à sa mort dans un oubli total, 72.

SCHARNHORST (Gérard David de), chargé de l'administration de la guerre en Prusse après la paix de Tilsit; ses talens, sa probité, II, 466, etc., réorganise miraculeusement l'armée, XII, 8.

SCHAUMBOURG (le général), détaché de l'armée du Rhin, s'avance vers Berne et Soleure, V, 351.

arrive dans les positions qui lui avaient été indiquées, 382, — attaque à l'improviste le château de Dornach au nord de Soleure, 384, —se porte vers Soleure; sa sommation au commandant de la ville, 385, — porte 12,000 hommes sur Newenegg, qui sont repoussés; attaque avec succès en front la position de Fraubrunnen, 393, — établit son quartier-général à Soleure, 405, — commande en chef l'armée en Suisse, 420, — fait revivre dans les Hautes-Alpes la tyrannie détruite par Guillaume Tell, VI, 183, — il est forcé à la retraite, *ibid.*, —déclare, le 24 octobre 1798, que l'entrée des Autrichiens dans le pays des Grisons ne doit pas troubler l'harmonie entre la France et l'empire, VI, 372.

SCHÉRER (le général), garde, avec 15,000 hommes, la Sambre, de Maubeuge à Thuin, III, 3, — gagne la bataille de Loano, le 23 novembre 1795, 201, — détails sur cette bataille, 202, n'en profite pas, fatigue le Directoire nouvellement installé; est remplacé par Bonaparte, 301, —nommé au commandement de l'armée d'Italie, assemble un conseil de guerre à Mantoue; son plan d'attaque digne d'éloges, VII, 231, — effrayé de ses pertes, donne à Moreau l'ordre de la retraite, 232, se retire sous le canon de Peschiera, *ibid.*, — veut attaquer les Autrichiens sur toute leur ligne; il succombe dans cette attaque, 234, — pertes qu'il avait éprouvées en onze jours, *ibid.*

SCHILL, lieutenant des gardes de la reine de Prusse, fait une guerre active aux détachemens français; enlève le maréchal Victor, IX, 385, — entre à Berlin, jouit de l'estime générale; exerce ses troupes, X, 327, est appelé à Kœnigsberg pour rendre compte de sa conduite, *ibid.*, — s'échappe avec 300 hommes et agite l'Allemagne, 328, — arrive à Wittemberg; ne peut enlever un dépôt d'armes, etc., dans cette ville, lève des contributions, etc., 329, — au lieu de s'emparer de Magdebourg, prend ses quartiers à Denvitz, 330, — occupe Stralsund; tué en défendant cette place, 331.

SCHIMMEL PENNINCK, jurisconsulte, dirige les révolutions des Provinces unies en 1795, I, 127, — président de la république batave, VIII, 293.

SCHENFELD (le général), prussien, commande l'armée nationale de Belgique, I, 89.

SCHULEMBOURG-KEHUERT (comte de), président du collége de guerre, etc., adjoint par le roi de Prusse à Hertzberg, I, 103, — confère avec Custine sur les affaires de France, 381, — refuse de croire à la sincérité diplomatique de Dumouriez, *ibid.*, — déclare que la cour de Vienne n'est rien moins que décidée à reconnaître Monsieur pour régent, 456, — quitte l'armée d'invasion, 462.

SCHWARTZEMBERG (le prince), sollicite en vain la Prusse de s'unir à l'Autriche contre la France, X, 299, — presse Alexandre de se déclarer contre la France, 300, — résiste avec habileté aux deux armées de Tchitchagoff et de Tormasoff, XI, 399, — reste immobile après les événemens de Smolensk, etc, 451, — arrive aux Tuileries deux jours après le départ de Napoléon (13 avril 1813), XII, 71, — ses négociations vagues avec le duc de Bassano, *ibid.*, —son mot sur le mariage de Napoléon, 75, — est nommé général en chef des troupes alliées, 221, — répare l'échauffourée de Dresde par une suite de succès, 229, — sa proclamation à l'armée, 241, — son caractère noble et conciliateur, prévient les dissensions intestines, 243, — sa proclamation aux Suisses pour leur annoncer son entrée, 285, — réponse favorable du landamman, *ibid.*, — prescrit une exacte discipline, 287, — entre en France et pénètre jusqu'à Langres, 317, — battu, se retire et demande un armistice, 344, — sa proclamation aux Parisiens, 387, — marche une seconde fois sur Paris après la bataille de Waterloo, 532.

SÉBASTIANI insulte dans un rap-

port aux chambres, l'Angleterre, VIII, 190, intrigue à Constantinople pour que la Porte déclare la guerre à la Russie, IX, 341, — nommé ambassadeur en 1806, veut armer les Turcs contre la Russie, 362, — demande la fermeture des ports turcs aux Russes, etc., 363, — parvient à entraîner la Turquie dans une guerre dangereuse, 364, — profite de nos victoires en Prusse pour augmenter son crédit, 365, rend le courage aux habitans de Constantinople, et les Anglais sont repoussés, 366, — déjoue les intrigues de l'envoyé anglais Pagot, 369, — quitte Constantinople après la paix de Tilsitt, 441.

SÉGUR (de), passe en Prusse avec une mission particulière, I, 181, — son portrait, *ibid.*, — avait refusé le portefeuille des affaires étrangers, *ibid.*, — chargé de détacher la cour de Berlin de sa nouvelle alliance avec l'Autriche, 184, — devait agir surtout auprès de deux favorites du roi, 185, — difficultés qu'il avait à vaincre, 188, — arrive à Berlin, 189, — froid accueil qu'il reçoit du roi et de la reine, 190, — ne peut se créer à la cour des appuis directs, 197, — trouve un protecteur dans le chevalier de Boufflers, 198, est mieux traité par le roi; trouve les ministres plus confians, 199, se trompe sur son succès, *ibid.*, — mande à son gouvernement que le cabinet de Prusse suivra la marche de celui de Vienne, 201, demande son rappel et l'obtient; bruits qui courent à ce sujet, 202, explications, 203, ment à sa conscience sur l'Angleterre, à la chambre, VIII, 420.

SÉLIM III, empereur de Turquie, prince peu éclairé, veut rester neutre, VI, 247, demande des officiers, des constructeurs, etc., 249, dépose son grand visir après la descente de Bonaparte en Égypte; ordonne des mesures hostiles contre la France, VI, 300, son manifeste contre la France; le Directoire y répond dans le *Moniteur*, 320, — réformes militaires qu'il tente, IX, 362, — dépose le 29 mai 1807, 369.

SÉMONVILLE (de), résident de France à Gênes, est chargé par Dumouriez de détacher le roi de Sardaigne de la cour de Vienne, I, 361, — s'arrête à Coire, capitale des Grisons, dans le courant d'août 1793, pour gagner Venise et Constantinople; il est enlevé au mépris du droit des gens, II, 395, — il était muni d'une forte somme en or, de bijoux et de papiers importans, *ibid.*, — nommé à l'ambassade de Constantinople, VI, 240, — instructions qu'il reçoit, 241, — mal traité dans la note remise à la Porte par M. de Knobelsdorf, 242, et dans celle de son prédécesseur, 245, — est refusé par le grand-seigneur, 246.

SERRA-CAPRIOLA (le duc), ambassadeur de Naples à St.-Pétersbourg; son éloge, VII, 323, — s'unit aux ministres de Prusse et d'Angleterre, 324, — tâche de déjouer les intrigues de Bonaparte auprès de Paul Ier, 440, — chargé de négocier pour des indemnités à payer aux Bourbons, VIII, 276, — lettre qu'il reçoit du prétendant, *ibid.*, — ne se laisse pas séduire à St.-Pétersbourg par Savary, X, 62, dirige l'agent diplomatique de la junte générale d'Espagne, 255, demande un mémoire sur la Russie et la France à un de ses amis; analyse de cette pièce, XI, 278, — ne s'abuse pas sur les vues de l'Autriche et de l'Angleterre, 283, veut la restauration de la branche aînée de France, *ibid.*, mémoire sur la guerre qu'il remet à l'amiral Mordvinof, *ibid.*, — négocie secrètement avec l'Angleterre, 303.

SERRURIER (le général), prend position à Loano, etc., sous les ordres de Bonaparte, III, 306, prend les ordres de Bonaparte pour traiter avec Wurmser de la reddition de Mantoue, 475, ses premiers succès près de Vérone, mais il est repoussé avec

grande perte, VII, 233, — obtient d'abord quelques avantages, mais il est repoussé, 247, — est obligé de mettre bas les armes à Verderio, *ibid.*

SERVAN, ministre de la guerre; comment il explique à la Convention l'issue de la campagne des Prussiens, II, 15.

SHERIDAN (Richard), pour embarrasser le ministre anglais, somme Pitt d'intervenir en faveur de Louis XVI, II, 164, — condamne la campagne des coalisés en 1793, 462, — veut changer le système politique du ministère, après la bataille de Fleurus et la retraite des impériaux, III, 34, — son discours, *ibid.*, — vote, le 14 décembre 1796, contre Pitt, avec l'opposition, 114, — l'attaque de nouveau, le 4 avril 1797; ne veut pas qu'on envoie des subsides à l'empereur; succombe dans sa demande, 295, — combat le plan de finances et l'augmentation d'impôts demandée par Pitt à l'ouverture du parlement de 1798, V, 131, — s'effraie de l'ambition du Consul, VIII, 189.

SIEYÈS (l'abbé), conventionnel, signe le traité qui assujétit la Hollande à la République, III, 166, — rend compte de cet événement à la Convention, 168, — nommé président de la Convention, 170, — son projet de limites pour la France, *ibid.*, remplace Caillard à Berlin; chargé d'aiguillonner le jeune monarque, VI, 117, ce choix déplaît au roi de Prusse, 118, — ne déploie à Berlin que le titre d'envoyé extraordinaire, 119, — devait s'efforcer de former une alliance avec la Prusse, 137, — notes qu'il reçoit de Talleyrand à ce sujet, *ibid.*, — premières informations qu'il donne au Directoire, 139, — son discours en présentant ses lettres de créance, 140, etc., — s'entretient long-temps avec le roi, 141, — la malignité publique fait le rapprochement d'une sorte d'émeute à Berlin avec son arrivée dans cette ville, 142, — instruit le Directoire de l'impression que fait sa présence à Berlin, 143, — ne réussit pas dans son projet d'alliance avec la Prusse; sa lettre à Talleyrand à ce sujet, 146 et suiv. — reçoit l'ordre de communiquer les articles secrets du traité de Campo-Formio, 157, — son mémoire à Haugwitz sur le pays de Clèves, 380, — nommé directeur, s'unit à Barras, VII, 261, — consul après le 18 brumaire; sa lettre à Rioufle, fort curieuse aujourd'hui, 371, — se fait richement payer, *ibid.*

SILVA (le marquis de), conseille la paix au roi de Sardaigne, III, 270.

SINIAVIN (l'amiral russe), refuse de s'unir aux Anglais contre la ville de Constantinople, IX, 367, — est attaqué par la flotte turque et battu, 368, — commande la flotte russe devant Lisbonne, X, 112.

SOLANO (le général), gouverneur de Cadix, brave militaire, fait soigner dans les hôpitaux de la ville les blessés anglais, VIII, 492. — sa proclamation, X, 186, — est massacré par la populace, 187.

SOMBREUIL (le comte de), part de Coblentz pour Vienne, afin d'exciter Léopold à la guerre, I, 214, — va pour le même sujet à Berlin et à Saint-Pétersbourg, *ibid.*, — est fusillé à Quiberon, III, 208.

SOPHIE, reine de Prusse, voit avec douleur les dangers de sa patrie, VIII, 29, — ses préventions trop fondées contre Haugwitz, *ibid.*, — sa profonde affliction à la mort du duc d'Enghien, 333, — deux rapports de l'*Observateur prussien* sur les circonstances de ce crime, *ibid.*, etc., voit avec douleur l'oppression de la Prusse, IX, 117, — se rend trop tard à Tilsitt; sa noble conduite, 433, — sa mort, XI, 119.

SOTIN, ministre de la police, se joint à Augereau; obtient à force d'argent le secret des royalistes, IV, 522.

SOULT, maître de Braga, s'avance sans obstacles sur Porto, X, 448, — rétablit la discipline dans l'ar-

mée, *ibid.*, — est soupçonné d'aspirer au trône de Portugal, 449, — enlève le pont d'Amarante; mais, surpris par Wellington, il s'échappe, laissant ses malades, etc., 450, — et arrive avec quelques hommes en Espagne, *ibid.*, — rendu redoutable par la réunion des troupes de Ney aux siennes, 451, — voit sa marche entravée par les tracasseries du maréchal Ney, 454,—bat de nouveau Cuesta et Vénicas; est nommé major-général de l'armée, 460, — parvient à Baylen et menace la junte de Séville, 15, — force les défilés de Despena-Porros, XI, 137. — ne peut s'emparer de Cadix, 138, — sommation qu'il fait à cette ville, 164, — sa surveillance et sa bonté, 167, — ses succès nombreux dans l'espace de cinquante jours, 201, — se retire devant le général Béresford, après une bataille sanglante et sans résultats; recommandant ses blessés, 205, — peut seul remplacer Napoléon en Espagne, 320, — il est envoyé en Allemagne, *ibid.*, — retourne en Espagne avec le titre de lieutenant de l'empereur, XII, 199, — réunit une armée, mais ne peut pas conserver Pampelune et St. Sebastien, *ibid.*, perd la bataille de Toulouse; son héroïque résistance, 406, — se soumet à Louis XVIII, 407, — change de langage quand Napoléon revient de l'île d'Elbe, 494.

SOUWOROFF, vainqueur à Foczani et à Rimnisk, II, 205, — commande les nouvelles armées russes envoyées par Catherine contre la Pologne, III, 85, son énergie indomptable et son coup d'œil militaire sûr, 99, — paraît devant le faubourg de Prague; le prend; il entre dans Varsovie, *ibid.*, attaché à son culte, voudrait rétablir les Bourbons; détails sur ce général, VII, 118, — sa lettre à Charette, chef vendéen, 249, — comment elle est jugée à Vienne, *ibid.*, — prend le commandement de l'armée d'Italie, 235, — porte son quartier-général à Treviglia, *ibid.*, — ses succès, 246, — son intérêt pour les émigrés français; sa proclamation, *ibid.*, — entre triomphale à Milan, 247, — arrêté par l'Autriche, ne peut poursuivre Moreau et exécuter ses plans, 250, sa situation, par la belle retraite de Moreau, devient précaire, 253, — veut empêcher Moreau de se porter vers les Apennins, 253, — envoie des secours au prince de Rohan, 254, — dans sa correspondance avec Rostopchin, s'égare sur le compte des Allemands qu'il commande, *ibid.*, — voulait rétablir le roi de Sardaigne, 255, — repousse Macdonald auprès du Tidone, 256, — manœuvre pour envelopper l'armée française, 257, — gagne après quelques échecs la bataille de la Trebia, 259, — arrive au secours de Bellegarde et force Moreau à se retirer, 260, — continue les sièges de Tortone, etc.; presse Mélas de pénétrer en Franche-Comté, 269, — gagne la bataille de Novi, 271, — se rend avec son armée en Suisse, 272, — titres glorieux qu'il obtient de son souverain, 293, — arrivé au pied du St.-Gothard, son armée murmure; moyen qu'il emploie pour la ranimer, 294, — son courage et son adresse, 295, — furieux de la retraite de Korsakow, il le force à combattre de nouveau, *ibid.*, — est forcé par Masséna à la retraite; son désespoir, 296, — écrit avec insolence au prince Charles, *ibid.*, — se plaint à Paul des Autrichiens, *ibid.*, — comment il refuse de se trouver au conseil de guerre de Dobnachingen, 297, regagne la Russie, *ibid.*, sa lettre au ministre Hardenberg, 297.

SOUZA (Rodrigue de), conseille au prince régent de Portugal de se défendre vigoureusement, X, 15, — avait organisé la garde de police, 114, — s'était laissé séduire par Junot, *ibid.*

SPENCER le comte, garde du sceau privé, est envoyé à Vienne pour sonder les intentions de l'empereur, après la retraite du prince

de Cobourg, III, 42, — trouve le général en chef à Faurou-le-comte, *ibid.*, — confère avec lui et part pour Vienne, avec l'assurance que le généralissime défendra la Meuse jusqu'à nouvel ordre, 44, — sa négociation auprès de la cour de Vienne occupe tous les esprits, 46, — annonce que l'Angleterre ne paiera plus de subsides à l'Autriche et à la Prusse sans des garanties effectives, 68, — obtient une audience de l'empereur à Luxembourg; fait offre de subsides pendant deux ans, à condition de reprendre l'offensive dans les Pays-Bas, 69, — demande que le prince Charles commande en chef, *ibid.*, — envoyé à Berlin pour détourner la Prusse de traiter avec la France, 135, — ses tentatives auprès de la maîtresse du roi; l'engage à demander pour lui, à l'insu des ministres, une audience au roi; lui offre cent mille guinées, si elle réussit à faire renoncer S. M. prussienne à la paix, 136, — cette offre est refusée avec indignation; mais l'audience du roi est obtenue sans rien changer à ses sentimens, *ibid.*, — s'oppose à une nouvelle négociation avec la France, IV, 437, — s'entend avec l'anglais Brown pour détrôner Gustave-Adolphe, X, 282, — ne veut pas que l'on attente à sa vie, 283, — il est assassiné en entrant dans la chambre des communes, XI, 344.

SPENCER SMITH, ministre anglais à Constantinople, confère souvent avec les ministres de la Porte, après le débarquement de Bonaparte en Égypte, VI, 296, — reçoit la nouvelle de la victoire d'Aboukir, 297, — note adressée à la Prusse, par un de ses agens, sur la joie que cause cette nouvelle aux Turcs, etc., 297 et suiv., — lettre que la Porte lui adresse au sujet de la victoire de Nelson, 308, — son talent dans les conférences avec le plénipotentiaire russe, 310.

SPIELMAN (le baron), confère secrètement avec le marquis de Noailles à Vienne, I, 128, — accompagne l'empereur à Pilnitz, 135, — est chargé de concourir à la rédaction d'une déclaration, 142, — s'oppose à ce que l'on abandonne la direction politique aux princes français, 377, — se retire des affaires, II, 266.

SPRENGPORTEN (le général), transfuge suédois, vient à Paris de la part de Paul Ier pour y nouer des relations secrètes, VII, 452, — ses intrigues pour opérer la réunion de la Finlande à la Russie, X, 279.

STADION (le comte de), envoyé extraordinaire de l'empereur, demande que lord Grenville adhère formellement à la demande du comte de Hardenberg, faite aux États de Hollande pour qu'aucun de ceux qui se rendraient coupables de la mort de Louis XVI ne fût reçu dans les Provinces-Unies, II, 130, — envoyé à Saint-Pétersbourg, VIII, 394, — objet de sa mission, 395, — adhère au traité entre la Russie et l'Angleterre, 448, — reconnaît la nécessité d'une alliance de l'Autriche avec la Prusse, mais veut s'en tenir à la neutralité, IX, 279, — déclare le projet de neutralité de son souverain aux ambassadeurs étrangers, 281, — a la principale part aux armemens de l'Autriche contre la France; il conseille à l'empereur de commander en chef ses armées, X, 403, — est remplacé par Metternich, 480.

STAEL (le baron de), envoyé à Paris, assure la Convention de l'amitié de la cour de Stockholm pour la France, III, 203.

STAEL (madame de), ambassadrice de Suède, mêlée à toutes les grandes intrigues de la révolution, I, 172, — porte M. de Narbonne au ministère de la guerre, *ibid.*, — ambassade constitutionnelle envoyée à Londres par sa coterie, II, 112, — contribue à faire nommer M. de Talleyrand ministre des relations extérieures, IV, 477, — veut jouer un rôle au 18 fructidor, 520, — ce qu'elle dit en apprenant la mort du duc d'En-

ghien, VIII, 332, — se sauve d'Allemagne et arrive à Saint-Pétersbourg ; est bien accueillie par l'empereur, XI, 406, — y déclame contre la France, XII, 51.
STANISLAS-AUGUSTE, (roi de Pologne), garde pour ainsi dire à vue dans Varsovie par les insurgés, III, 56, — sa réponse à la lettre du roi de Prusse qui le pressait d'engager les Polonais à se rendre, 57, — détrôné par Catherine qui l'avait couronné, 136, — quitte Varsovie, *ibid.*
STARENBERG (le comte Louis de), envoyé par l'Autriche à la Haye, remet aux États une note relative à l'emprisonnement de Louis XVI ; demande que, dans le cas d'un grand crime, aucun des coupables ne fût reçu en Hollande, II, 130.
STATHOUDER de Hollande, après l'invasion des Français, demande la démission de ses deux fils de leurs charges militaires, et la permission de s'absenter ; il s'embarque à Scheveningen, III, 126, — il apprend que les hostilités ne cesseront qu'après le départ de la famille stathoudérienne, et met à la voile pour l'Angleterre, 127.
STEIGER, avoyer de Berne, opine pour que l'on se défende contre la France, V, 321, — présente l'état des ressources du canton, mais n'est pas écouté, 322, — son énergie ; rassemble 25,000 hommes armes, 344, — désigné pour être dictateur, 349, — se mêle aux simples citoyens et combat à Fraubunnen, 392, — rassemble quelques troupes derrière le lac de Thun ; échappe à la mort, et se rend à Vienne et à Berlin, 397.
STEIN (le baron de), obtient toute la confiance du roi de Prusse ; sa biographie, IX, 460, — mesures qu'il prend, 461, etc., — espionné par les consuls français, est obligé de se réfugier en Russie, 465, — son séjour nuisible à Napoléon, *ibid.*, — connu par ses utiles travaux ministériels en Prusse ; est nommé chef d'administration des provinces qui accédèrent à l'alliance contre la France. XII, 259, — homme de tête et de cœur, *ibid.*, — augmente les revenus des puissances alliées, 299.
STEWART (sir Charles), marquis de Londonderry, négocie à Dresde avec Hardenberg ; sa mission, XII, 180.
STRATTON (M.), chargé des affaires britanniques à Vienne, essaie de réunir l'Angleterre à l'Autriche et à la Prusse, pour préserver les Provinces-Unies, etc., II, 134, — confère avec M. de Cobentzl, *ibid.*
STRUVE (de), ministre de Russie à Ratisbonne ; ses rapports confidentiels sur le congrès de Rastadt, etc., VI, 189.
STUART (le général), commande les émigrés anglais, auxiliaires du Portugal, VI, 63, — débarque à Sant-Euphemio avec des troupes (1er juin 1806), IX, 110, — bat le général Régnier à Maida ; sa belle conduite envers les prisonniers français, 112, — se retire en Sicile, *ibid.*
SUCHET (le général), ne peut empêcher Mélas d'entrer à Nice, VII, 398, — pénètre dans Gênes, et se saisit rapidement de toutes les défenses de la place, 409, — fait prospérer nos armes en Espagne, X, 441, — ses progrès en Catalogne, XI, 15, — créé duc d'Albufera, 230, — exerce un pouvoir absolu dans la Catalogne, etc., 233, — y obtient de véritables succès, 256, — sa conduite blâmable envers Contreras, qui avait défendu Tarragone, 257.
SUDERMANIE (le duc de), régent, après l'abdication de Gustave-Adolphe, X, 288, — négocie avec les Russes, arrivés près de Stockholm, 289, — est proclamé sous le nom de Charles XIII, *ibid.*, — conclut la paix avec la France, 290, — donne une constitution aux Suédois, 291.
SYDNEY SMITH, met le feu aux vaisseaux désarmés dans la rade de Toulon et aux magasins de mâture, II, 423, — échappe de sa prison du Temple ; est envoyé à Maroc pour y ménager des relations amicales avec la Porte, etc.,

VII, 341, — portrait de cet officier, 342, — outragé par Bonaparte, 343, — son but en hâtant la convention d'El-Arich, 418, — avis officieux qu'il donne à Kléber, 420, — annonce à Abercromby le mauvais état des troupes françaises et leur prend une canonnière, VIII, 150, — paraît devant Naples quand Joseph y fait son entrée solennelle, IX, 90, — prend l'île de Caprée, *ibid.*, — ne cesse d'alimenter des troubles en Calabre, etc., 112, — doit escorter la famille royale si elle abandonne Lisbonne, X, 108, — force le prince régent de s'embarquer sur la flotte anglaise, 110.

T

TALLEYRAND-PÉRIGORD, (évêque d'Autun), envoyé comme négociateur confidentiel à Londres, I, 181, — n'ayant pas de succès à Londres, retourne à Paris, II, 116, — négocie en Angleterre concurremment avec M. de Chauvelin, 117, — veut proposer à l'Angleterre d'interposer sa médiation entre la France et l'Autriche, 118, — son arrière-pensée était d'attacher fortement l'opposition anglaise aux constitutionnels de France, 119, — s'était déjà ménagé des relations cachées avec les chefs de cette opposition, 120, — est accusé de *jacobinisme*, 122, — son habileté, 124, — se fait louer dans quelques journaux, 125, — mais le *Times* continue à le signaler comme l'ami de Thomas Paine, etc., 126, — après le 20 juin revient à Paris, 127; — retourne en Angleterre sans mission; décrété d'accusation pour ses relations clandestines avec Louis XVI; se justifie à moitié, 129, — confère avec les ministres anglais, et fait connaître à Paris les griefs qui motivent des armemens, 147, — croyait que, pour conserver la Belgique, il fallait ne pas rompre avec l'Angleterre, 148, — est proposé par Barras, comme plénipotentiaire pour la paix avec l'Angleterre, en 1797, IV, 442, — est nommé ministre des affaires étrangères, 477, — juge l'ensemble de la position de la France à l'égard de l'Europe; devine Bonaparte, 488, — il le flatte dans sa lettre du 24 juillet, 489, — instruit Clarke de la déclaration du roi de Prusse sur les sécularisations, *ibid.*, — voit pourquoi la cour de Vienne prolonge la négociation, 491, — sa circulaire remarquable après le 18 fructidor, 531, — manière dont il s'exprime sur Thugut dans sa dépêche du 15 septembre 1797, 539, — sa lettre à Bonaparte sur l'*ultimatum* à présenter à l'Autriche, 556, — complimente Bonaparte sur la paix de Campo-Formio, V, 8, — et sur la présentation de Berthier au Directoire, 12, — compose un pamphlet piquant contre l'Angleterre, V, 133, — sa circulaire lors du projet de descente en Angleterre, 137, — comment il envisage dans ses rapports au Directoire la conduite de l'Électeur-Palatin qui demandait l'intervention des puissances garantes de la paix de Teschen, 170, — sa lettre à Joseph Bonaparte après la mort de Duphot à Rome; il le complimente sur son courage, etc., 219, — son rapport au Directoire, le 28 décembre 1798, sur l'état du pays de Vaud, 328, — fait à l'Institut un discours (en 1797) qui préparait les esprits à une colonisation en Égypte, 440, — conseille à Bonaparte l'expédition d'Égypte, 464, — veut renouer les négociations avec M. Gerry, envoyé américain, VI, 26, — lettre qu'il lui adresse, 28, — lui adresse, lors de son départ de Pa-

ris, une dépêche apologétique du Directoire, 31, — signe un traité d'alliance avec la Suisse ; à quelles conditions, 188, — nie formellement à l'ambassadeur turc les projets de Bonaparte sur l'Égypte, 270, — son plan de temporisation, 384, — artisan d'un système de dissimulation, 486, — communique à Joubert le plan de campagne des Austro-Russes, VII, 100, — quitte le ministère des affaires étrangères, 262, — y rentre après le 18 brumaire ; son portrait, 374, — invite le roi d'Angleterre à traiter de la paix, *ibid.*, — sa lettre insidieuse à lord Grenville sur cet objet, 379, — sa mauvaise foi dans ses rapports avec le comte de St.-Julien, 412, — ouvrage sorti de ses bureaux, intitulé : *État de la France à la fin de l'an VIII*, 452, — opposé aux ministres Addington et Hawkesbury ; son portrait par un agent prussien, VIII, 109, etc., — fait nommer à Lyon, par une partie des membres de la consulte, Bonaparte président de la république cisalpine, 309, — essaie de justifier la violation du territoire germanique, lors de l'enlèvement du duc d'Enghien, 338, — sa circulaire aux ambassadeurs étrangers en France sur la conjuration tramée par Drake contre Bonaparte, 353, — insulte, dans une note, l'empereur de Russie, 354, — manière dont il se défend contre M. d'Oubril, 361, — entretient adroitement les dispositions des princes allemands pour Bonaparte, 369, — veut le rendre arbitre suprême des destinées de l'Allemagne, 372, — reçoit la principauté de Bénevent, IX, 94, — signe un traité avec la Hollande, qui reconnaît Louis Bonaparte pour roi, 98, — empire qu'il exerce sur les représentans des puissances germaniques, 144, — les brouille entre eux, 148, — et leur fait jurer obéissance au traité de la confédération avant sa ratification, 155, — couve un projet d'alliance entre la France et l'Angleterre, 183, — c'était sa monomanie, *ibid.*, — offre de traiter avec Fox de manière que la paix soit honorable pour eux et leurs alliés, 191, — insiste, avec lord Yarmouth, pour que le titre d'empereur soit donné à Napoléon, 193, — retient Yarmouth à Paris par diverses offres, 214, etc., — ses ruses italiennes, *ibid.*, — ses finesses continuelles, 233, — veut retenir lord Lauderdale, 245, — il est l'instrument de son maître à qui appartiennent ses erreurs et ses succès, 239, — arrive à Berlin après la bataille d'Iéna, 326, — en approuvant la médiation de l'Autriche entre les puissances belligérantes, craint les artifices du gouvernement anglais, 404, — signe des conventions avec cinq princes qui s'unissent à la confédération, 414, — est remplacé par Champagny, X, 51, — épuise toutes les ruses pour usurper le Portugal, 83, — prend part aux négociations avec l'Espagne, 125, — félicite Napoléon sur la conquête de l'Espagne, 261, — semble se préparer à abandonner Napoléon, XI, 6, — appelé au conseil (en 1813), vote d'une manière équivoque, XII, 120, — essaie de traiter avec le pape, par l'intermédiaire de Mme de Brignole, 175, — dirige les agens royalistes, 370, — se réunit à Fouché, *ibid.*, — compte sur une grande partie du sénat, 374, — veut mettre les événemens à profit pour échapper à la vengeance de Napoléon, 377, — reste à Paris après le départ de Marie-Louise, 384, — environne Alexandre d'hommes hostiles à Napoléon, 389, — assiste à la délibération du 31 mars, en présence des monarques alliés, etc., 393, — se prononce pour les Bourbons, 394, — nommé grand-vice-électeur, convoque les sénateurs, les membres du gouvernement provisoire, etc., 396, — assiste au congrès de Vienne, 452, — questions qui y furent agitées, 453, etc., — plaide la cause du roi de Saxe, 466, — préfère l'union avec

l'Angleterre à celle avec la Russie, 467, — négocie un traité de triple alliance; sa substance, 468, — ne défend pas les intérêts de la Suisse et de la Belgique, 472, — sa pusillanimité en apprenant le débarquement de Bonaparte, 475, — défend courageusement les droits de Louis XVIII auprès des alliés, 542, — fausseté du propos qu'on lui attribue sur l'assassinat du duc d'Enghien, XIII, 172, — remet à Louis XVIII, à Compiègne, un projet de déclaration convenu avec l'empereur Alexandre, 244, — détourne Louis XVIII de l'idée d'un mariage du duc de Berry avec une grande-duchesse russe, 257.

TALOT, député, soutient le Directoire qui veut arrêter la licence des journalistes; comment il les caractérise, IV, 37.

TAUENZIEN (M. de), ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, trouve en Pologne les troupes russes et prussiennes en bonne harmonie, III, 63.

TAUFFERER, transfuge autrichien, chef d'un corps de déserteurs dans l'armée française en Italie, tombe entre les mains des impériaux, III, 269.

TCHERNICHEFF, attaché à l'ambassade russe à Paris, très actif et très intelligent, XI, 109,—joue au fin avec Napoléon, qui veut le séduire, 213, — parvient à se rapprocher avec le prince royal de Suède, 238, — instruit Alexandre de tout ce qui se passe en France, 267.

TCHITCHAGOFF (le général), atteint Marienbourg, XII, 28.

THEOBALD-WONFE-TOLE, fondateur de la société des *Irlandais-Unis*, en 1791, VI, 200, — ses ouvrages politiques, *ibid.*,—demande l'abolition des lois pénales en Irlande, 201,—surnommé le Père de l'*Union irlandaise*; il est surveillé par le gouvernement anglais, 200, —se retire en Amérique, puis en France, où il excite à une descente en Irlande, *ibid.*, — dirige Hoche dans ses plans contre l'Angleterre, 207, — sollicite de nouveaux secours à Paris, 220, — se rend à Brest, 221, — est pris sur le vaisseau Hoche, reconnu, et condamné à Dublin à être pendu; se tue dans sa prison, 227.

THIÉBAUT (le général) fait cesser le massacre des Trapistes français sur la frontière napolitaine, VII, 200, — son audace intelligente au passage du Cagliano, *ibid.*, — son humanité, 201.

THOUVENOT (le colonel), envoyé par Dumouriez au quartier-général prussien pour traiter de l'abandon des émigrés et de l'évacuation du territoire, I, 503,—dit au marquis de Lucchesini que l'armée ne traite pas de politique, insiste pour que le roi de Prusse se sépare de la coalition, 505, — veut se restreindre à une convention militaire, 506.

THUGUT (le baron), sa pauvreté, sa jeunesse, ses études, ses premiers pas dans la carrière diplomatique, II, 261,—observe la révolution à Paris, met Mirabeau dans les intérêts de la cour, 262,—rappelé à Vienne, conseille à François II de pénétrer en France, 263, — avait contribué à faire nommer le prince de Cobourg général en chef des armées impériales, 264, — comment il arrive au ministère des affaires étrangères, *ibid.*, — rien n'annonce en lui le génie nécessaire dans des circonstances aussi difficiles, 268,—fait établir à Condé une junte impériale et royale, 328, — opine fortement pour l'emploi des moyens militaires et la prise de possession par droit de conquête, 332, — opposé dans le conseil au prince de Cobourg; ne veut pas laisser partir l'empereur pour l'armée; ses motifs, 393,—déplore la guerre après l'avoir mal conseillée et mal dirigée, 455,—s'imagine qu'il est possible de parler de paix en proposant l'ouverture d'un congrès à La Haye; fait faire des ouvertures en Suisse au principal agent français, 456, — dirige la guerre au commencement de la troisiè-

se frayer une nouvelle route, VII, 14,—sa duplicité en envoyant le comte Saint-Julien à Paris, 411,—en paraissant traiter avec la France, négocie avec l'Angleterre, 423,—accuse le comte de Saint-Julien d'avoir outrepassé ses pouvoirs, et le fait enfermer momentanément, 24, — remplace Cobentzl, 453.

THURIOT, conventionnel; son discours furibond à l'occasion des réclamations de la cour d'Espagne en faveur de Louis XVI, II, 167.

TIERNEY (M.), chargé seul de l'opposition à la chambre des communes, combat Pitt à l'ouverture du parlement (1798); annonce que la banqueroute est inévitable, V, 130, — discute les alliances continentales, VI, 395.

TILLY (le comte de), chef de la junte suprême du gouvernement de l'Espagne et des Indes, tolère d'horribles assassinats en Espagne, X, 185.

TOOKE (M.), agent de la compagnie des Indes à Constantinople, donne l'avis officiel à l'Angleterre (le 21 août 1798) du débarquement de Bonaparte à Alexandrie, VI, 231, — jugement qu'il porte sur les vues ultérieures du général, 232.

TOUSSAINT-LOUVERTURE, nègre, s'empare du pouvoir à Saint-Domingue, et reconnaît la république française, VIII, 173,—chasse les Anglais de Saint-Domingue, 206, — constitution qu'il donne à l'île, *ibid.*, — ne se laisse pas prendre aux appâts de Bonaparte, 208, — il est vaincu et se retire dans son domaine d'Ennery, 209.

TOUTELMINE (le conseiller d'état) sauve à Moscou les malades français au péril de sa vie, XI, 448.

TRAVOT (le général) mérite l'estime publique à Lisbonne, X, 116,—chargé de la police de la ville en l'absence de Junot, 223.

TREILHARD, ex-conventionnel, arrive à Lille après le 18 fructidor pour traiter de la paix avec l'Angleterre, IV, 537,—sa conduite brusque avec lord Malmesbury, *ibid.*, — envoyé par la France au congrès de Rastadt, V, 49, — instructions cauteleuses qu'il reçoit du Directoire, ainsi que ses collègues, sur la marche à suivre, 50 et suiv., — refuse de reconnaître les pouvoirs de la députation d'Empire, 83 et suiv.,—demande que le cours du Rhin fasse la base des négociations, 161,—que des indemnités soient accordées aux princes lésés par la cession de la rive gauche, 162 et suiv., — déclare avec ses collègues que la république n'a point été agresseur, 165, — sa lettre à M. de Talleyrand sur la réponse de la diète de Ratisbonne, 168,—persiste à demander que le Rhin serve de limite à la France, 430,—l'obtient, 434,—sa note à ce sujet au commissaire impérial, 435, — obtient la sécularisation des principautés ecclésiastiques, et demande avec hauteur la navigation du Rhin commune aux deux nations, etc., VI, 100, — sa demande déférée à la diète générale de l'empire, 101, — nommé directeur, quitte Rastadt, 117, — chassé du Directoire, 262.

TROGOFF (contre-amiral), officier-général royaliste, négocie avec les Anglais la délivrance de Toulon, II, 356.

TRUGUET (l'amiral), son plan pour la descente en Angleterre, V, 136,—est nommé ambassadeur à Madrid, VI, 45, — notice sur ses premières années, 45, — sa lettre fort curieuse à Bonaparte sur son ambassade, 50,—arrive à Madrid le 4 février 1798, et confère avec le premier ministre, 52, — part pour Aranjuez et remet sa lettre de créance au roi; discours qu'il lui adresse, 53,—tourne le dos au roi, contre la coutume ordinaire, 55,—attaque auprès du roi le pouvoir du favori, 57,—annonce au Directoire par un courrier extraordinaire la retraite de Godoï, 59, — scènes assez vives avec le ministre Saavédra, 64, — ses liaisons galantes augmentent son crédit dans le cabinet espagnol, 65,—il est rappelé, refuse de se rendre à Paris, et il est inscrit sur la liste des émigrés, *ibid.*, — est envoyé en Hollande pour opérer sa radiation, 66.

U

ULLOA (don), ambassadeur d'Espagne à Turin, s'interpose entre les républicains et Victor-Amédée; lui offre pour prix de sa neutralité la garantie de ses états, etc., III, 206, — conseille à Victor-Amédée de conclure la paix à tout prix, 327.

URQUIJO (Mariano-Louis), ministre des affaires étrangères à Lisbonne; se refuse constamment à la guerre contre l'Angleterre, VIII, 128, — redoutait l'esprit dominateur de Bonaparte, 129, — exilé à Bilbao, *Ibid.*, — cherche à désabuser Ferdinand sur le compte de Napoléon, X, 139, — lui propose d'envoyer un ambassadeur à l'empereur et de s'échapper secrètement, 140, — se rallie à Joseph, et cherche à lui gagner les ho mes les plus importans, 194, s'attache à la fortune de Jose qui abandonne Madrid, 199.

URTUBIZE (d'), Espagnol cha des affaires de France, déclar Louis XVI les sentimens de Ch les IV sur l'acceptation de la c stitution, I, 156.

USCHAKOW, vice-amiral, comm de la flotte russe sur la mer No VI, 297, — se joint à Nelson, *i*d — reçoit des présens considérat de la Porte, 309, — est comande l'escadre turque qu'il visite, 31 attend la réponse de Nelson p s'avancer dans la Méditerran 312, — confère, avant son dép avec le ministre ottoman, 312

V

VALENCE (le général), sous les ordres de Dumouriez, occupe le poste de Fontaine en poursuivant les Prussiens, II, 3, — signe, au nom de *la Nation française*, la capitulation de Verdun, et le lendemain, 13 octobre, occupe la citadelle, 13, — manque de résolution lorsqu'en l'absence de Dumouriez l'armée est attaquée par les Autrichiens, 209, — est envoyé par Dumouriez à Bruxelles, pour le rapprocher du congrès qui doit s'ouvrir avec les puissances, 225.

VALMY (bataille de), détails sur cette affaire, I, 473 et suiv., son effet moral, 481, embarras dans la relation officielle publiée à Berlin, 482, extrait de cette relation, *Ibid.*, — ses résultats, 483 et suiv.

VANDAMME (le général), repoussé avec perte par le général Clairfayt, II, 536, — ses troupes s vient aux plus effroyables e tions, XI, 397, — est battu et à Kulm, XII, 229.

VAUBLANC (le comte de), son notable conduite en Portugal 116.

VAUBOIS (le général), défait Davidowich, les 2 et 3 novem 1796, IV, 62.

VERDIER (le général), comm les troupes et crme Vittoria s'était rendu Ferdinand, X,

VERGENNES (de), ministre affaires étrangères en France de, avec tous les égards du voisinage, la proposition à Louis XVI de s'unir à la Pr I, 60, — est rappelé de sa mi à Trèves, 181.

VERNINAC DE SAINT-MAUR, voyé extraordinaire à la Pr fait son entrée le 26 avril

VI, 248,—le premier fit imprimer une gazette française à Constantinople, et obtient l'envoi d'un ambassadeur permanent à Paris, *ibid.* —mais ne peut obtenir un traité d'alliance, 249, — est rappelé, 250.

VICTOR-AMÉDÉE (roi de Sardaigne), ennemi de la France, accueille les émigrés et les frères de Louis XVI, I, 361, — vaines négociations de M. de Sémonville auprès de ce prince, 362, —refuse de recevoir cet envoyé extraordinaire, 364, — renforce ses troupes dans le comté de Nice, etc., 369, — fait déclarer à l'empereur qu'il sera forcé de demander la paix s'il n'est pas secouru, III, 271, — reçoit de faibles renforts du roi de Naples; mais l'Allemagne le seconde vigoureusement, *ibid.*, — refuse la médiation de l'Espagne et persiste dans son alliance avec l'Autriche, 297, — parallèle entre le Piémont et Venise, 298, — est résolu à se défendre contre les Français vainqueurs à Novi, etc., 323, — adresse une circulaire aux cabinets de Londres, Vienne et Saint-Pétersbourg, *ibid.*, — ordonne au général Colli de se replier sous les murs de Turin, 325, — se rend aux avis du cardinal-archevêque de Turin, et négocie la paix à Gênes avec le ministre de France Faypoult, 327, — ordonne à Colli de demander une suspension d'armes au général français, *ibid.*, — ne peut l'obtenir; envoie à Bonaparte son ministre secrétaire d'état de la guerre, 328, — s'engage à quitter la coalition, envoie un plénipotentiaire à Paris pour la paix définitive, et livre les places demandées, 331,—ce qu'il aurait pu faire pour ne pas subir le joug, 334,— laisse Coni, Tortone, etc., entre les mains des Français jusqu'à la paix générale, 342, — autres conditions de servitude, *ibid.*, — meurt le 16 octobre 1796, 486, — ses regrets de laisser ses états ainsi mutilés; portrait de ce prince,

VICTOR (le général), pénètre dans la Romagne et proclame que l'armistice avec S. S. est rompu, IV, 181, — est envoyé par Moreau pour renforcer l'armée de Naples, VII, 253, — repousse vigoureusement les Russes, 318, — engage sans succès le combat dès le soir, près de Talavera, X, 454, — et recommence le lendemain, sans résultat, *ibid.*,—quitte l'Espagne (1812), XI, 319.

VIENNE (congrès de), observations importantes sur cet encan politique, XIII, 249, etc.

VILAINES (M. de), émigré; sa belle conduite à Menin, XIII, 127.

VILLARS (de), ministre de France à Francfort, est engagé à s'éloigner de cette ville, lors du couronnement de François Ier, I, 397.

VILLENEUVE (l'amiral), éprouve des échecs; entre à Cadix, VIII, 491, — est battu a Trafalgar, et fait prisonnier, *ibid.*

VILLETARD, secrétaire de Lallement, ministre de France à Venise, initié à ses projets, IV, 322, — veut hâter la révolution populaire, 323, — instruit Bonaparte de sa négociation secrète avec les membres du gouvernement vénitien, 334, — machiavelisme et turpitude de cette négociation, 335, — fait organiser une municipalité démocratique, 340, — presse Baraguey-d'Hilliers d'arriver à Venise, avec des troupes, pour remettre l'ordre, 345, — intercède en vain auprès de Bonaparte pour la liberté des Vénitiens et la continuation de la guerre contre l'Autriche, V, 16.

VINCENT (baron de), désigné pour s'aboucher avec le général Clarke, à Vicence, IV, 128, — confère deux fois seulement avec l'envoyé de France, et rompt les négociations, 149, — est désigné pour aller au devant des troupes russes, VI, 106, — intrépide militaire, négociateur habile, plus fin que Talleyrand, insinue avec adresse à Varsovie que l'Autriche ne peut être que médiatrice, IX, 351, — favorise cette médiation, 405.

VINS (le baron DE), reproches qu'on lui fait sur la perte de la bataille de Loano, III, 268, — rejette les torts sur le général d'Argenteau ; est privé de ses honneurs, *ibid.*

VIOMESNIL (baron de), envoyé par Louis XVI auprès des princes français, I, 166, — reçoit l'ordre de quitter la Russie ; est nommé capitaine général en Portugal, VII, 431.

VISCONTI (de), commissaire de la république cisalpine, VIII, 369.

VITROLLES (baron de), dépêché au congrès de Châtillon ; il s'y fait reconnaître, XII, 375, — va rendre compte de sa mission peu satisfaisante au comte d'Artois, 374.

W

WALDECK (le prince de), perd un bras au siége de Thionville, I, 457, — passe le Rhin pour tourner la droite des Français, II, 387, — fait les fonctions de major général à la place de Mack, III, 21, — obtient le commandement des troupes portugaises, V, 123.

WALMODEN (le général), prend le commandement des troupes stationnées entre l'Yssel et le Rhin, après le départ du duc d'Yorck pour l'Angleterre, III, 101, — veut s'opposer au passage du Waal par Pichegru ; est repoussé ; retraite désastreuse, 124, — ne cesse qu'à Brême, 125.

WARTESLEBEN (le général), chargé par l'archiduc Charles de couvrir le Bas-Rhin, III, 383, — son portrait par l'archiduc, 384, — bat en retraite, en avant de Francfort, est battu à Friedberg, 385, — abandonne Francfort, et gagne Wurtzbourg, 386, — veut prévenir Jourdan, ajourne son attaque et se retire au fond de la Franconie, 394, — se réunit au prince Charles et contribue puissamment à la victoire d'Erfeldorf sur Jourdan, 407, — repousse les Français derrière l'Iz, a le bras cassé, ne peut prendre part, cinq jours après, à la victoire de Schlingen, 471.

WASHINGTHON (Georges), fait déclarer, en 1793, la neutralité des Etats-Unis ; il établit un commerce actif avec l'Angleterre, VI, 2, — on lui confie le commandement de l'armée de défense, 25, — se laisse influencer par la France, XI, 361.

WEISS (le colonel), obtient le commandement des troupes bernoises, V, 323, — services qu'il avait rendus à la Suisse, *ibid.*, — admirait la révolution française, mais la croyait dangereuse pour son pays, *ibid.*, — son portrait, *ibid.*, — porte son quartier-général à Yverdun, 338, — abandonne sans combat et sans ordre sa position, et perd le pays de Vaud, 340, — résigne ses pouvoirs, 340.

WEITZ (le baron de), ministre de Hesse-Cassel, négociateur allié pour la paix de l'empire, revient de Paris à Rastadt et va de cette ville à Berlin, pour communiquer ce plan au roi de Prusse, VI, 30.

WELLESLEY, se plaint à Canning de la détresse de l'armée britannique, XI, 28, — voulait se débarrasser de la junte incapable et impopulaire, 50, — ministre des affaires étrangères, 58, — veut imprimer une direction favorable à la guerre d'Espagne, 59, — ne consent pas à traiter de la paix avec un agent de Louis, roi de Hollande, 84, — en guerre ouverte avec la régence de Cadix, 307, — la menace de faire débarquer jusqu'au dernier soldat anglais, 308, — donne sa démission, 311, — obtient de Ferdinand que les partisans de la constitution ne seront pas punis de mort, 435.

WELLINGTON, part d'Irlande pour venir au secours du Portugal, V,

210, — le ministère anglais redoute son audace, *ibid.*,—se rend à la Corogne, pour connaître l'état des choses, 215, — ne suit pas les instructions de lord Castlereagh, et paraît à l'embouchure du Mondego, *ibid.*, —opère son débarquement, 216, — sa prudence et sa connaissance du caractère de ses troupes, 219, — sa froide intelligence et ses succès au combat de Vimiciro, 224, — arrive avec 10,000 hommes au secours de Lisbonne; résiste à Soult et à Victor, X, 446, — ne partage pas les idées gigantesques de la junte, 451, — se porte à Talavera, que Victor a quitté, 453, — gagne la bataille de Talavera, 455, — apprend la convention de Znaïm; se dégoûte de combattre en Espagne, 456, — la retraite des Anglais est décidée, *ibid.*, — s'oppose au massacre des prisonniers, etc., XI, 26, — se plaint des Espagnols, 27, — expose sa position à Wellesley, 28, — son peu de forces en Portugal, 184, — met Lisbonne en état de défense et se ménage pourtant un moyen d'embarquement; ses vues saines et conservatrices sont combattues et entravées, 192, — abandonne l'attaque de Badajoz, 205, — renforce son armée, 306, — ne voulait pas abandonner l'Espagne, 309, — prend Ciudad-Rodrigo, etc., 321, — obtient la direction générale des affaires militaires, XII, 121, — pénètre sur le territoire français, 199, — se justifie mal des excès commis à Saint-Sébastien, 253, — vise a la couronne d'Espagne, 269, — fait difficulté d'appuyer une députation royaliste à Bordeaux, 374,—gagne la bataille de Toulouse contre Soult, 406, — gagne la bataille de Waterloo, 527.

WHITWORTH (le lord), signe, à Saint-Pétersbourg, le traité de la triple alliance, le 28 septembre 1795, III, 236, — secret religieusement garde sur ce traité, *ibid.*, — négocie un traité de commerce entre l'Angleterre et la Russie, V, 104,—signe une nouvelle alliance avec l'Angleterre (29 décembre 1798, VI, 295, — ne croit pas à la constance de Paul Ier, VII, 323,— vu de mauvais œil à Saint-Pétersbourg, quitte cette résidence, 430, — est obligé de céder à la Russie dans la question des neutres, 446, — sa noble reponse à Bonaparte, VIII, 191,- propositions au sujet de l'île de Malte, etc., 195, — quitte Paris, 196, — note qu'il reçoit avant son départ, *ibid.*

WICKHAM, ministre du roi d'Angleterre, reçoit des instructions relatives au corps du prince de Condé passé à la solde de l'Autriche, III, 197, — contère avec le prince de Condé; pratique des intelligences dans l'armée française pour attirer à la cause royale le général Pichegru, *ibid.*, —triples questions qu'il adresse à M. Barthélemy, le 8 mars 1796, 286 et suiv.,—quitte la Suisse où il était commissaire; explique ses motifs, dans sa note aux magistrats de Berne, V, 304.

WILLOT (le général), veut attaquer le Directoire à force ouverte, pour opérer une révolution royaliste, IV, 520, — déporté, le 18 fructidor, 524, — s'échappe; il est envoyé par les Anglais en Provence, et part pour entretenir des intelligences dans le midi de la France, VII, 396.

WILSON (sir Robert), veut assister à l'entrevue de Lauriston avec Kutusoff, XI, 437.

WIMPFEN (le commandant), refuse de rendre la place de Thionville aux princes français, I, 457.

WINKELMANN (le colonel), est surpris et enveloppé dans Spire, qui se rend à Custine, II, 45.

WINZENGERODE, aide-de-camp d'Alexandre, porte une lettre de son souverain au roi de Prusse; son contenu, VIII, 439,—emploie tour à tour la séduction et la menace, 440.

WITTGENSTEIN (le général), barre aux Français la route de Saint-Pétersbourg, XI, 393,—son armée renforcée par les Anglais, 405, —

ses succès devant Polotsk, 440. — sa proclamation, 441. — ses fausses combinaisons à Lutzen, XII. 149.

WOELLNER (de), jouit de toute la confiance de Frédéric-Guillaume, I. 69.

WORONZOFF (comte de), ministre de Russie à Londres, chargé de rédiger un traité de commerce et d'union, II. 107. — résiste à Bonaparte, VIII. 183.

WREDE (le général de), commande les troupes bavaroises à Wurtzbourg, VIII. 470. — son opinion sur Bernadotte, XIII. 200. — ses intrigues pour l'élever au trône de Suède, 202.

WURMSER (le général), gentilhomme alsacien, s'était distingué dans la guerre de sept ans; renforce l'armée autrichienne, 256. — refuse de commander sous les ordres du duc de Brunswick; n'obéit qu'au roi de Prusse et commande l'armée de Condé, 257. — impatient de délivrer son ancienne patrie du joug de la Convention, 258. — replie ses troupes derrière la Queich, [illegible]. — combat sur une ligne de trente lieues, sans résultat, 416. — frémit d'être réduit, par l'inaction des Prussiens, à garder la ligne de la Queich jusqu'à Spire, [illegible]. — essaie avec ses troupes seules de déloger les Français de leurs lignes, [illegible]. — propose au duc de Brunswick de s'avancer sur la Lorraine, *ibid.* — attaque, le 13 octobre 1793, le centre des lignes françaises, et, secondé par un corps d'émigrés, fait évacuer Lauterbourg et s'empare de Weissembourg, 188. — fait célébrer, sur les hauteurs de Sulz, les avantages remportés par ses troupes, *ibid.* — établit son quartier-général à Haguenau, sa patrie, [illegible]. — demande un délai aux députés de Strasbourg qui offrent de lui rendre leur ville au nom de Louis XVII, [illegible]. — engage le duc de Brunswick à l'aider dans ses opérations pour forcer l'armée française battue à abandonner Strasbourg à ses propres forces, 420. — fait attaquer Saverne, et manque une seconde fois Strasbourg, 426. — rejette sur le duc de Brunswick la faute irréparable de la perte de Strasbourg; il s'empare du Fort-Louis; sa proclamation aux Alsaciens pour les engager à redevenir Allemands, 427. — forcé de se replier sur la Lauter, lorsque les mouvemens des Prussiens ont découvert sa droite, 4[illegible]. — résiste aux attaques d'Hoche et de Pichegru, 436. — demande des renforts à Vienne et sonne l'alarme au camp du duc de Brunswick, 437. — peu d'accord entre ces deux généraux, 438. — vive explication entre eux, lors de l'affaire malheureuse de Werdt, etc., *ibid.* — battu par Hoche auprès de Landau, ne peut ramener ses troupes; forcé de repasser le Rhin, 440. — accuse le duc de Brunswick de tous les revers, 441. — rappelé à Vienne momentanément, pour rendre compte de sa conduite, [illegible]. — demande, pour coopérer au rétablissement de la monarchie en France, avec l'aide de Pichegru, que Strasbourg et Huningue lui soient livrés, III. 198. — oppose à Pichegru sur la rive gauche du Rhin, [illegible]. — se concerte avec Clairfayt devant Mayence et recourt à la grande tactique des généraux républicains, [illegible]. — essaie de forcer Pichegru à évacuer Manheim, et le contraint à la retraite, [illegible]. — se joint à Clairfayt et recouvre le Palatinat, etc., [illegible]. — a la mission difficile d'aller sauver Mantoue, [illegible]. — son départ ouvre aux Français les portes de l'Allemagne méridionale, [illegible]. — ses perplexités; veut délivrer Mantoue, et garder le Tyrol menacé, [illegible]. — débouche subitement du Tyrol, *ibid.* — sa position est mauvaise, [illegible]. — obtient d'abord quelques succès, [illegible]. — désengage à dégager Mantoue, [illegible]. — est battu complètement par Bonaparte à Castiglione, *ibid.* — se réfugie dans les montagnes du Ty-

rol, *ibid.*, — parvient cependant à ravitailler Mantoue, *ibid.*, — recrute son armée dans le Tyrol et se réorganise, 111, s'oppose à l'entrée de Bonaparte dans le Tyrol, 115, n'est pas découragé par la perte de la bataille de Roveredo; il envoie une division sur Mantoue, 116, battu complètement à Bassano; après avoir erré plusieurs jours, se jette dans Mantoue, 130, ses pertes énormes, *ibid.*, fait une sortie vigoureuse et inutile, le 20 décembre 1796, IV, 150, fait connaître au général Alvinzy, par un officier anglais déguisé, sa véritable position, 154, déclare au général Serrurier que, n'espérant pas être secouru par l'Autriche, il réglera sa conduite sur les conditions qui lui seront offertes, 175, capitule honorablement, 176.

WURTEMBERG (le duc), donne l'impulsion aux états de l'empire pour l'armement général, II, 483.

WYNDHAM (M.), nouvellement entré dans le ministère anglais, envoyé à La Haye; pense que la Hollande peut négocier sans l'assentiment de l'Angleterre, mais séparément, III, 103, passe près de deux heures avec le roi, et lui expose sa mission, 104, — ses reproches à M. Acton, 137.

Y

YARMOUTH (lord), ministre plénipotentiaire d'Angleterre, conclut des traités de subsides avec les cours de Hesse-Cassel et de Darmstadt; arrive auprès du roi de Prusse pour ranimer son ardeur languissante, II, 478, ses succès, *ibid.*, improuve la conduite du duc de Brunswick, dans ses notes envoyées à Berlin, 442, supplie l'empereur de continuer à défendre glorieusement la cause commune, III, 4, annonce l'arrivée de lord Cornwallis auprès de l'armée prussienne, *ibid.*, donne avis à Londres de la bataille perdue à Fleurus, 35, est appelé de Verdun (où il était prisonnier) à Paris; son entrevue avec M. de Talleyrand pour la paix avec l'Angleterre, IX, 103, ne veut pas consentir à l'abandon de la Sicile, 214, demande ses passeports, *ibid.*, reproche à M. d'Ouvrard son manque de sincérité, 218, se presse d'exhiber ses pouvoirs, et en est blâmé, 223.

YORCK (duc d'), débarque récemment avec des troupes anglaises pour la défense commune; expédie en toute hâte à Londres le manifeste où Dumouriez annonce le projet de combattre la Convention, II, 225, veut qu'on prenne l'offensive au mois de mai 1793, 284, tourne la droite de la ligne française, le 23 mai, 285, — entre dans Valenciennes qui capitule, 320, veut s'emparer de Dunkerque, mais en est détourné par le prince de Cobourg, 347, — vient camper aux portes de Cambray, 349, reçoit un courrier de Londres qui recommande la prompte exécution de l'entreprise sur Dunkerque, 350, prend la direction de Furnes, *ibid.*, attend l'arrivée d'une flottille anglaise, 366, — s'approche de Dunkerque et la fait sommer de se rendre, *ibid.*, lève le siége, 369, veut se retirer en Angleterre, et n'en obtient pas la permission, 392, marche de la Lys sur la Sambre, 405, se rend dans la West-Flandre, et force à la retraite les républicains, 410, prend ses quartiers d'hiver aux environs de Tournay, 412, — défend avec succès les redoutes de Troisville; fait perdre un grand nombre d'hommes aux Français, et prend le général Chappuy, 595, se laisse envelopper par 18,000

Français, 535, — sauvé par la vitesse de son cheval, 536, — force et reprend le village de Pontachin, 538, — couvre le Brabant hollandais, III, 27, — évacue le camp de Nimègue et la place, 101, — part pour l'Angleterre laissant la tâche pénible du commandement au général Walmoden, *ibid.*, — nommé commandant en chef de toutes les forces de terre en Angleterre, V, 474, — débarque, en qualité de commandant, des troupes anglo-russes dans la Nord-Hollande, VII, 302, — échec qu'il éprouve à Bergen, 304, — sa lenteur et ses hésitations; se rembarque après avoir détruit les établissemens maritimes, etc., 307, — capitulation honteuse qu'il signe, 308, — lettre d'un Russe à Rostopchin sur cette capitulation, *ibid.*, — enquête à laquelle il est soumis; abdique ses emplois, X, 424, — réintégré dans ses [illegible] par le prince de Galles, régent, XI, 259.

YORK (le général), membre des sociétés allemandes, commande un corps de [illegible] Prussiens, X, 399, — est mis en rapport avec le colonel Rapatel, *ibid.*, — sa défection, 409, — écrit au roi de Prusse, pour lui rendre compte de sa conduite, etc., *ibid.*, — sa défection très légale, XII, [illegible], — culbuté à Montmirail, [illegible].

YRIARTE (don Domingo), négociateur espagnol, arrive à [illegible] traiter de la paix avec la [illegible] III, 165, — signe le traité définitif de paix avec l'ambassadeur Barthélemy, 2[illegible], — [illegible] conditions, [illegible].

Z

ZACH, chef d'état-major de Mélas, à la bataille de Marengo, sur un faux avis, change la destination de la cavalerie; prend le corps de Kellermann pour l'un de ceux de son armée, et est fait prisonnier, VII, 405, — mis en liberté par Bonaparte, 413.

ZEA-BERMUDES, agent diplomatique de la junte générale d'Espagne, à Saint-Pétersbourg, X, [illegible].

ZOUBOW, ministre d'Alexandre, empereur de Russie, ne cache pas la part qu'il a prise à la mort de Paul Ier, VIII, 78.

ZWAZINGER (de), député des cercles de Franconie à Paris, [illegible] accueilli par le ministère; ses conférences avec Rewbel, sur [illegible] de la paix entre la [illegible] l'Autriche, IV, [illegible] route pour Vienne, [illegible] Colloredo des [illegible] comte et de la paix avec [illegible] confère aussi avec [illegible].

FIN DE LA TABLE.